

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats



**COMMISSION SUR L'AVENIR
POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL
DU QUÉBEC**

Présidents: MM. Michel Bélanger et Jean Campeau

Québec, le mardi 18 décembre 1990

No 22

**Publié sous l'autorité du président de l'Assemblée nationale,
M. Jean-Pierre Saintonge**

QUÉBEC

Note de l'éditeur:

Une traduction des débats qui se déroulent à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est aussi disponible.

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires
70 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$
(La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$)

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:
Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
Québec, (Québec)
G1R 5E6 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Table des matières

Confédération des syndicats nationaux	1563
Société Makivik et Comité constitutionnel du Nunavik	1580
Fédération des femmes du Québec	1588
M. Guy Tremblay	1594
M. Jean-Luc Migué	1598
Alliance Québec	1609
Action-chômage Québec	1622
Groupe de professeurs, d'étudiants et d'étudiantes de la Faculté de philosophie de l'Université Laval	1630
M. Daniel Turp	1636
Fédération de l'âge d'or du Québec	1648
M. Louis Bernard	1652

Intervenants

M. Michel Bélanger, président

M. Charles-Albert Poissant
 M. Claude Béland
 M. Richard B. Holden
 M. Louis Laberge
 M. Ghislain Dufour
 M. Serge Turgeon
 Mme Cheryl Campbell Steer
 M. Jacques Proulx
 M. Robert Benoit
 M. Christos Sirros
 M. Gil Rémillard
 M. Guy Chevette
 M. Jacques Brassard
 M. Michel Bourdon
 M. Denis Perron
 M. Marcel Beaudry
 M. Robert Libman
 Mme Jeanne L. Blackburn
 M. Guy d'Anjou
 Mme Christiane Pelchat
 M. Gabriel Desjardins
 Mme Claire-Hélène Hovington
 M. Jacques Léonard
 M. Claude Dauphin
 Mme Pauline Marois
 M. Gérald Larose
 Mme Rosette Côté
 M. Lucien Bouchard
 M. Jean Campeau
 M. André Ouellet
 M. Russell Williams
 M. Guy Bélanger
 Mme Louise Harel
 Mme Louise Bégin
 M. Roger Nicolet
 M. Cosmo Maciocia
 Mme Carmen Juneau

(suite à la page suivante)

Table des matières (suite)

- * M. Pierre Paquette, Confédération des syndicats nationaux
- * Mme Monique Simard, idem
- * Mme Céline Lamontagne, idem
- * M. Léopold Beaulieu, idem

- * M. Charlie Watt, Société Makivik et Comité constitutionnel du Nunavik
- * M. Simeonie Nalukturuk, idem
- * M. Zebedee Nungak, idem

- * Mme Claire Bonenfant, Fédération des femmes du Québec
- * Mme Ginette Legault, idem
- * Mme Martine Bégin, idem
- * Mme Micheline de Sève, idem
- * Mme Ann Robinson, idem

- * M. Robert Keaton, Alliance Québec
- * M. Glenn Morton, idem

- * Mme Jeanne Lalanne, Action-chômage Québec

- * M. Raymond Brouillet, groupe de professeurs, d'étudiants et d'étudiantes de la Faculté de philosophie de l'Université Laval

- * M. Philippe Lapointe, Fédération de l'âge d'or du Québec
- * Mme Nicole T. Moier, idem

- * Témoins interrogés par les membres de la commission

Québec, le mardi 18 décembre 1990

Audition d'organismes, d'experts et d'une personne

(Neuf heures trente-quatre minutes)

Le Président (M. Michel Bélanger): Je déclare ouverte cette séance de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Je vous rappelle que le mandat de la Commission est d'étudier et d'analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et de formuler, à cet égard, des recommandations.

Aujourd'hui, la séance est consacrée à l'audition des groupes et personnes suivants qui ont soumis des mémoires: la Confédération des syndicats nationaux, pour une heure 30, la Société Makivik et le Comité constitutionnel du Nunavik, pour une heure, la Fédération des femmes du Québec, pour 30 minutes, M. Guy Tremblay, pour 30 minutes, M. Jean-Luc Migué, expert invité, pour une heure, Alliance Québec, pour une heure, Action-chômage Québec, pour 30 minutes, un groupe de professeurs, d'étudiants et d'étudiantes de la Faculté de philosophie de l'Université Laval, pour 30 minutes et M. Daniel Turp, expert invité, pour une heure, suivi de la Fédération de l'âge d'or du Québec, pour 30 minutes et, enfin, de M. Louis Bernard, expert invité, pour une heure.

Nous commençons avec la Fédération des syndicats nationaux. C'est M. Paquette qui présente le groupe.

Confédération des syndicats nationaux

M. Paquette (Pierre): C'est cela.

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est à vous.

M. Paquette: Je voudrais vous remercier, d'abord, de l'invitation à comparaître devant la Commission. Je voudrais vous présenter les gens qui sont avec moi, aujourd'hui: il y a Monique Simard, première vice-présidente à la Confédération des syndicats nationaux; Roger Valois, deuxième vice-président; Léopold Beaulieu, trésorier de la Confédération; Céline Lamontagne, troisième vice-présidente, et moi-même, Pierre Paquette, secrétaire général de la CSN.

M. le Président, Mmes et MM. les commissaires, le choix de la Confédération des syndicats nationaux, la CSN, est clair, c'est celui de l'indépendance du Québec. C'est ce choix qu'ont fait les 2000 délégués à notre congrès tenu en mai dernier. Choisir l'indépendance, c'est opter pour un État pleinement souverain sur son territoire, ce qui signifie l'exercice par le Québec de tous les pouvoirs d'un État moderne, dans le contexte international actuel, et implique donc le rapatriement de tous les pouvoirs

actuellement entre les mains du gouvernement fédéral. On ne reste pas dans un État parce qu'on en retire plus financièrement ou économiquement que ce qu'on y contribue, comme ce n'est pas par opposition ou par rejet de l'autre qu'on assume sa souveraineté. Une nation se donne un pays pour elle-même, pour s'assurer de la maîtrise la plus large possible de ses décisions et donc, pour contrôler et assurer elle-même sa destinée collective et son cheminement dans le concert des nations. C'est pourquoi la CSN insiste pour affirmer que c'est à toute la population québécoise, et à elle seule, de décider de son avenir politique et constitutionnel.

Le Québec indépendant sera une société démocratique, pluraliste, ouverte sur le monde et où le français sera la langue d'usage. C'est cette conviction profonde qui motive l'adhésion de la CSN à l'indépendance. Pour nous, la souveraineté fait partie d'un projet de société qui vise des objectifs de justice, d'équité sociale et de solidarité, pour le Québec d'aujourd'hui et de demain.

La deuxième partie de notre mémoire présente les grandes caractéristiques de ce projet et touche tous les aspects de la vie sociale, économique et politique du Québec. Mentionnons, entre autres, que la CSN prend position en faveur d'une constitution québécoise et pour une charte des droits et libertés qui élèverait certains droits collectifs au même rang que les droits individuels.

La CSN propose aussi de repartager, dans un Québec indépendant, les pouvoirs dans une perspective de décentralisation, de modernisation et de démocratisation, aussi bien en assurant aux femmes une représentation équitable dans les lieux de décisions collectives qu'en introduisant un mode de scrutin proportionnel. De plus, la CSN considère que la récupération complète de l'ensemble des pouvoirs économiques par le Québec est essentielle à la mise en place d'une stratégie de développement durable qui privilégie une croissance économique respectueuse de l'environnement. Le rapatriement complet des pouvoirs en matière de politique de main-d'œuvre et de relations du travail permettra aussi au Québec de travailler plus efficacement pour le plein emploi, pour un système cohérent de lois sur les relations du travail et contre l'état de pauvreté actuel de près d'un million de personnes sans emploi.

D'autre part, le Québec doit être l'unique maître d'œuvre de ses politiques culturelles et de communication pour que, entre autres, la langue française et la culture québécoise puissent s'épanouir pleinement. Un Québec indépendant devra respecter les droits et aspirations des

nations autochtones à qui il faudra reconnaître des garanties constitutionnelles, comme il devra aussi reconnaître les droits et les acquis institutionnels de la minorité anglo-québécoise. Nous aspirons à un Québec qui soit tout le contraire de l'intolérance et du racisme, un Québec accueillant et respectueux de l'apport social et culturel des communautés ethniques. Par ailleurs, il faudra établir une politique de défense cohérente et conforme à la réalité du Québec, qui s'assurera de la sécurité du territoire par une politique fondée sur le désarmement et sur la paix.

La récupération des pleins pouvoirs d'un État souverain moderne s'impose donc pour que notre société progresse. C'est le seul chemin conduisant à un avenir harmonieux. Mais nous ne sommes pas naïfs, le Canada et ses défenseurs d'ici feront tout pour empêcher le peuple québécois de prendre en main sa destinée. Les forces fédéralistes, à nouveau, sous prétexte d'aider le Québec, poseront des obstacles à son émancipation. C'est toutefois avec sérénité et détermination que, comme organisation syndicale, nous nous impliquons dans cette phase critique de l'histoire du Québec. On ne doit plus se faire piéger par de belles promesses ni par des menaces comme celles entendues au référendum de 1980. Le Québec a la capacité collective de développer une économie forte dans le contexte actuel de la mondialisation des économies. La viabilité de l'indépendance est acquise et elle est largement reconnue. L'État québécois est capable d'assumer ses responsabilités et de reprendre à sa charge des programmes sociaux actuellement sous juridiction fédérale, comme les pensions de vieillesse ou les allocations familiales, à partir du rapatriement de l'ensemble des impôts. Évidemment, des champs de compétence et de responsabilité pourront être partagés entre le Québec et le Canada, comme par exemple l'utilisation de réseaux de communication, une partie de la défense, la monnaie, etc. À cet égard, la CSN privilégie l'union monétaire avec le Canada, mais, à défaut d'entente, une monnaie québécoise, comme d'autres l'ont déjà souligné, est parfaitement viable.

Toutefois, l'accession du Québec à la souveraineté ne saurait être conditionnelle à l'acceptation par le Canada de partager des pouvoirs et des responsabilités. L'avenir du Québec et son développement n'appartiennent qu'à sa population, qui doit se préparer à assumer pleinement toutes les responsabilités d'un pays souverain.

Comme M. Bourassa l'a dit, au lendemain de l'échec de l'accord du lac Meech, et comme l'a redit textuellement M. Rémiard le 3 décembre dernier: "Jamais plus le Québec ne négociera à un contre dix". Le Canada a rejeté Meech, et n'acceptera de négocier qu'au moment où le Québec aura choisi la souveraineté. Le Québec sera alors en mesure de lever tous les impôts, de

faire et d'interpréter toutes ses lois, et de conclure tous les traités qu'il jugera utiles.

Alors, et alors seulement, le Canada respectera le Québec et acceptera de négocier. Pas avant. L'histoire nous le prouve. C'est pourquoi nous considérons qu'il est essentiel d'engager, sans délai, une démarche claire et démocratique, conduisant à l'indépendance. La CSN propose la démarche suivante.

Premièrement, que l'Assemblée nationale tienne un référendum en juin 1991, en soumettant cette question: "Êtes-vous d'accord pour que l'Assemblée nationale proclame sa pleine souveraineté sur l'ensemble du territoire du Québec, au plus tard en juin 1992?".

Deuxièmement, que l'Assemblée nationale forme une constituante, représentative des divers groupes composant la société québécoise, pour élaborer un projet de constitution, dans les 12 mois suivant la tenue du référendum.

Troisièmement, que l'Assemblée nationale mène, avec Ottawa, pendant la même période de 12 mois, des négociations sur la succession d'État, c'est-à-dire le partage des dettes, des actifs en commun, le rapatriement de la fonction publique fédérale, etc. ainsi que sur des ententes de partage économique et politique. Parallèlement, des démarches seront entreprises, en vue de la reconnaissance du Québec par les organismes internationaux et les gouvernements étrangers.

Quatrièmement, que l'Assemblée nationale, au plus tard en juin 1992, soumette en référendum, le projet de la constitution québécoise.

Les deux référendums prévus dans cette démarche se dérouleront en vertu de la Loi québécoise sur les consultations populaires, pour que toutes les dépenses engagées soient assujetties à la loi québécoise électorale. Depuis plus de 30 ans, le peuple québécois débat de son avenir constitutionnel. L'échec de Meech constitue une étape décisive de cette réflexion. Les positions sont maintenant connues. Paradoxalement, ce sont les mêmes personnes qui se disent fatiguées des délais qu'entraîne le processus d'amendement de la Constitution canadienne qui cherchent aujourd'hui à retarder l'expression du choix démocratique de la population. L'heure est à la décision. C'est maintenant à la population du Québec de décider démocratiquement de son avenir. Je vous remercie de votre attention.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci. Nous commençons la période de questions. Il s'agit d'une présentation d'une heure trente minutes, donc les membres peuvent aller jusqu'à 10 minutes. Si par hasard, ils pouvaient réussir à faire des préambules brefs, des questions du même genre, et obtenir des réponses de la même dimension, on pourrait passer les 12 personnes qui veulent poser des questions. Sinon, il y aura, comme toujours, des gens qui seront désappointés.

On commence avec M. Poissant, qui sera suivi de M. Bélard.

M. Poissant: Merci, M. le Président. J'ai à peu près 50 questions à vous poser. Je vais m'en tenir à à peu près cinq ou six d'entre elles. En finissant les remarques tout à l'heure, il y a une observation que vous faites qui me plaît beaucoup; à la page 107, quand vous dites: "Les commissaires auront également dégagé des consensus au sein même de la Commission" - Je quatrième paragraphe, mais ce n'est pas important que vous le lisiez, vous le savez - "en s'efforçant de dépasser les intérêts des groupes." Ça, pour moi, c'est excessivement important. Ça veut dire, vous autres, nous et tout le monde ici, on devrait essayer d'arriver à un consensus qui soit facile pour le Québec. J'avais des commentaires à vous faire sur la question. J'ai été chercher dans mon dictionnaire, comme d'autres l'ont fait avant moi, la définition du mot "clair", la définition du mot "précis" et celle du mot "concis". Vous allez vous apercevoir en le lisant que... Je vous souligne trois mots: Les mots "clair", aisé, facile à comprendre; "précis", qui ne laisse place à aucune indécision dans l'esprit. Quant on pense que le mot "souverain", qu'on croyait bien comprendre, les commissaires, pas plus tard que la semaine dernière, se sont fait dire ce que ça voulait dire. Alors, quand je vais demander aux citoyens du Québec: Êtes-vous pour la souveraineté? Si je ne leur explique pas convenablement, peut-être que je n'aurai pas la réponse que je voudrai. Et le troisième mot, "concis", qui s'exprime en peu de mots, je pense bien que votre question y répond.

L'autre philosophie dont vous parlez dans votre chose - qui me plaît beaucoup - c'est à la page 31, quand vous dites: "La CSN..." Et d'ailleurs, ça va pour tous les syndicats. Vous vous occupez de l'amélioration, de la condition économique des travailleurs et des travailleuses de la province de Québec. Si vous saviez que les gens d'affaires, pour la grande majorité, nous sommes également d'accord là-dessus. C'est que nous cherchons à améliorer, la situation économique des gens. Et d'ailleurs, je recevais ces jours derniers un de vos groupes, la CSN à Clermont, qui me disait... Un des commentaires qu'il soulignait était: Je veux une protection de mon revenu. "C'est-y" clair ça? Et il m'envoyait une copie à moi, évidemment, je suis le président. Ceci étant dit, nous cherchons également à sauver le revenu mais nous avons des problèmes économiques au Québec, au Canada tout entier. À titre d'exemple, pour faire une tonne de papier, ça prend 4,9 heures, temps-homme. Dans l'ouest des États-Unis, ça prend 2,2 heures; dans le sud des États-Unis, ça prend 3,1 heures pour faire une tonne de papier, etc. Ça ne veut pas dire que nos employés sont plus lents. Ce n'est pas du tout le message que je veux laisser. Je veux dire que, peut-être, notre technologie n'est pas

assez avancée. On essaie de l'améliorer. Mais un autre détail qui n'est pas moins important, c'est que nous ajoutons, nous, en frais de services sociaux, 22 \$ la tonne par employé, les États-Unis de l'Ouest ajoutent 12 \$, et les États-Unis du Sud en ajoutent 13 \$, etc., tout ça pour arriver à vous dire que pas nécessairement, nous, notre travail à la direction, qui est le vôtre également de penser, non pas simplement que nous devons produire une production à des coûts normaux, nous devons pouvoir la vendre.

J'ai dit au début que l'industrie des pâtes et papiers au Québec était l'industrie qui exportait le plus au Québec. Elle exporte plus que toutes les autres industries ensemble. Faut-il... et c'est là le cheminement auquel on doit arriver dans le consensus à la fin, c'est que, d'une part, vous défendez le salaire de vos employés et, d'une part, moi aussi. Mais souvenons-nous d'une chose: c'est que le salaire des employés est payé par les clients. Et moi, quand j'arrive aux États-Unis pour vendre notre papier, comme on exporte à 80 %, j'ai des complications. À ceci s'ajoute que c'est l'industrie qui demande le plus de financement. Le financement, ça veut dire: Bon, bien là je dois aller emprunter aux États-Unis, pour améliorer l'équipement. Alors, ce que je veux vous demander, en fait, comme on travaille pour le même but, moi je pense, pour ma part, que peut-être c'est plus normal et naturel pour le prêteur d'avoir un climat économique de confiance. Alors, est-ce que vous êtes capable de me répondre sur ce sujet-là? C'est que le cheminement est peut-être différent que quand je répète - et c'est Ford qui le disait - les salaires sont payés par les clients. C'est une question qui est longue, mais je voulais faire le préambule.

M. Paquette: D'abord, je commencerais sur la question. Il me semble qu'elle est très claire. C'est que si vous regardez dans le dictionnaire, justement, à "souveraineté", c'est écrit que souveraineté signifie ce qui est suprême. Alors, ce que ça signifie, c'est que l'Assemblée nationale soit l'autorité suprême sur le territoire québécois. Il me semble qu'on ne peut pas imaginer de question plus claire.

Effectivement, dans l'ensemble de l'approche de notre mémoire, on veut dépasser l'intérêt des groupes en pensant davantage à l'intérêt à long terme du Québec, parce qu'on pense que l'intérêt à long terme du Québec va évidemment retomber sur l'ensemble des groupes. Or, la question que vous posez précisément, il me semble que justement l'indépendance du Québec permettrait ce travail en commun sur certains objectifs qui seraient partagés, parce que, effectivement, le développement d'une entreprise contribue aussi bien aux profits de l'employeur qu'éventuellement au salaire des employés, mais souvent c'est dans le contexte actuel où on est noyés dans la masse, je dirais, pancanadienne, ces intérêts-là,

disons, ressortent moins bien. Mais il faut voir aussi, je pense, que dans une économie québécoise, il faudra faire énormément de travail au niveau de la recherche et développement. Entre autres, quand vous parlez du papier, je pense qu'un des problèmes qu'on a souvent signalés c'est la faible dépense qu'il y a au niveau de la recherche et développement, dans ce secteur-là, comme dans d'autres secteurs d'ailleurs.

On a aussi un problème au niveau des ressources naturelles. Vous savez que la forêt, actuellement, constitue un problème. Dernièrement, le président du Conseil central du Nord-Ouest me disait que relancer la construction dans la récession actuelle ne servait à rien parce qu'il n'était plus capable de faire des deux par quatre avec les arbres qu'il y avait actuellement en Abitibi. Donc, il faut aussi une politique de reproduction et de conservation de la forêt.

Je dirais, moi, que l'indépendance du Québec, la souveraineté va nous donner plus d'outils en termes de société pour davantage impliquer l'ensemble des groupes, mais, évidemment, en étant toujours conscients qu'il y a des intérêts divergents. C'est-à-dire qu'on ne peut pas demander à l'entreprise privée de faire plus que son rôle social qui est de répondre aux besoins des clients justement sur les marchés et de dégager un profit. Je pense que les syndicats, là-dedans, devront toujours maintenir le rôle fondamental qui est la défense, finalement, des intérêts des travailleurs et des travailleuses.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Béland, suivi de M. Holden.

M. Poissant: M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je m'excuse, le temps est épuisé.

M. Poissant: Il y en a encore une qui est importante.

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui, mais vous n'aurez pas le temps d'avoir une réponse.

M. Poissant: Oh! Je suis pas mal sûr. Vous dites, à la page 101, que la souveraineté favorisera davantage les réclamations et les revendications des syndicats. Si la souveraineté était contraire à ça, est-ce que vous appuieriez la souveraineté?

M. Paquette: On appuie la souveraineté parce qu'on est convaincus que ça va dans le sens des intérêts des travailleurs et des travailleuses.

M. Poissant: Mais ça ne l'est peut-être pas.

Le Président (M. Michel Bélanger): M.

Béland, suivi de M. Holden.

M. Béland: Merci, M. Bélanger. M. Paquette, dans votre mémoire, je prends bonne note que vous dites que la CSN a toujours eu une grande préoccupation pour rechercher l'amélioration de la condition économique de ses membres. Je pense que c'est le préambule, en fait, de votre mémoire.

J'aurais deux questions. La première: Est-ce que, avec cette préoccupation-là, la CSN a fait des scénarios de la situation économique dans laquelle Québec, devenu souverain, pourrait se retrouver au moment de la période de transition, de la période de négociations de différentes associations aux unions que vous proposez? Entre autres, et ce serait ma deuxième question, vous proposez l'union monétaire. Mais, advenant le refus du Canada de partager la monnaie canadienne, est-ce que vous avez fait des scénarios aussi par rapport à la valeur de la monnaie québécoise s'il fallait en venir là? J'ai deux questions finalement.

M. Paquette: Oui. Mais d'abord, je pense que tous les groupes d'économistes qui sont passés devant cette Commission l'ont signalé. On ne peut pas préjuger de l'avenir, qu'on reste ou qu'on sorte de la Confédération canadienne. C'est-à-dire on n'est pas pas en mesure, à partir d'une méthode, disons scientifique, de déterminer ça.

Par contre, ce que tout le monde a dit, c'est que l'avenir du Québec dépendait davantage de la capacité des Québécois et des Québécoises de développer leur économie. Dans ce sens-là, comme on pense que l'indépendance du Québec, la souveraineté, nous donnera davantage de contrôle sur nos outils collectifs, on peut s'attendre à ce que, dans le moyen terme et dans le long terme, l'indépendance du Québec bénéficie davantage au développement économique.

Maintenant, sur la question des scénarios, on a regardé les scénarios qui ont été faits entre autres par les économistes membres de l'Association des économistes du Québec. Nous-mêmes, on a différentes hypothèses, mais on pense que c'est davantage sur la volonté collective qu'il faut jouer que sur des spéculations au niveau de l'avenir.

Maintenant, pour ce qui est de la transition ou de la viabilité de l'économie québécoise, je pense qu'on s'aperçoit, en regardant un petit peu partout dans le monde, que le niveau de vie ou le développement économique est indépendant de la taille démographique du pays. On a des petits pays qui sont très riches, comme on a de gros pays qui sont pauvres. Dans ce sens-là, ce qu'il faut regarder davantage, c'est les atouts du Québec. Or, l'économie du Québec, actuellement, s'est développée énormément au cours des 20 dernières années. On sait que la propriété des entreprises est davantage québécoise. On sait

aussi que les marchés, les espaces économiques ne correspondent plus nécessairement aux frontières politiques, ce qui est un atout supplémentaire, je pense, pour le projet indépendantiste, et qu'on a la capacité financière aussi, comme société, de se donner les outils et les programmes sociaux qu'on voudrait.

De plus ce qui est plus important, je dirais, c'est qu'on serait en mesure de se donner une stratégie économique beaucoup plus cohérente que celle qu'on a actuellement où, par exemple, dans l'industrie du papier, évidemment, on a des problèmes avec la recherche et le développement, mais la valeur élevée du dollar actuel fait aussi mal, je pense, à court terme, que l'ensemble des problèmes de productivité. Alors, je pense qu'on aurait davantage cette cohérence-là.

Maintenant, pour ce qui est de la monnaie à proprement parler, évidemment, comme on le dit dans notre mémoire, on préférerait une union monétaire avec le Canada. Vu que c'est déjà en place et que ça correspond aux grandes tendances internationales, on ne s'y opposerait pas, au contraire, mais on pense qu'une monnaie québécoise serait viable. D'ailleurs, il y a eu plusieurs études à cet égard-là. Nous, la suggestion qu'on fait...

M. Béland: Quand vous parlez des études, vous en référez à quoi?

M. Paquette: Il y a eu de nombreuses études qui ont été faites à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt. M. Fortin, dans son mémoire, d'ailleurs, reprend un petit peu l'ensemble de la problématique. Ce qui apparaît le plus important, c'est d'assurer la stabilité de cette monnaie-là. Et nous, ce que nous proposons, c'est de maintenir pendant au moins cinq ans ce qui est avancé aussi par d'autres: un taux de change fixe avec, soit le dollar américain, soit un panier de monnaie dont le dollar canadien devrait faire partie, évidemment et ça, en assurant cette stabilité-là. D'ailleurs, on dépasserait une des faiblesses actuelles du fédéralisme canadien parce que vous savez comme moi que, depuis au moins dix ans, la Banque du Canada ne s'intéresse absolument pas aux effets des taux d'intérêt sur la valeur du dollar, se foutant complètement des industries québécoises.

Entre autres, on a vu le dollar passer de 0,69 \$, au début des années quatre-vingt à autour de 0,86 \$ actuellement. Alors, l'instabilité monétaire, on la vit au Canada, dans le fédéralisme, et je pense que, nous, on devrait donner l'assurance à nos partenaires économiques et on devrait peut-être éduquer les Canadiens dans le sens de l'importance d'une stabilité monétaire par rapport aux autres monnaies pour ce qui est du développement des relations commerciales.

M. Béland: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Holden, suivi de M. Laberge.

M. Holden: M. le Président, je vais suivre vos directives comme si vous étiez un juge à la Cour supérieure. Je vais poser des questions...

Le Président (M. Michel Bélanger): Ça m'intrigue.

M. Holden: Je dois vous féliciter pour le ton de votre mémoire. C'est très modéré. Il y a quelques détails que j'aimerais approfondir avec vous. Quand vous dites: "Ces convergences s'établiront entre les hommes et les femmes pour édifier une société nouvelle fondée sur l'égalité véritable entre les deux sexes, entre la majorité francophone et les nations autochtones, entre la majorité francophone, la minorité anglo-québécoise et les communautés ethnoculturelles". Bon. Pouvez-vous me dire un peu en détail, ce que ça veut dire l'égalité entre la minorité anglo-québécoise, les communautés ethnoculturelles et la majorité francophone?

M. Paquette: Bon. Je dois dire que notre mémoire n'est pas modéré, il est serein et déterminé. Et ceci dit, je vais demander à Mme Monique Simard de répondre à votre question.

M. Holden: Excusez-moi, c'est M. Bourdon qui m'a dit que c'était modéré.

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Simard (Monique): Mais c'est bon d'entendre que vous écoutez M. Bourdon, maintenant. Alors, effectivement, nous avons tenu à préciser que, pour nous, la société québécoise est effectivement composée de différents groupes et que ces groupes doivent pouvoir, au niveau du résultat, vivre en état d'égalité. Nous avons voulu reconnaître que chacun de ces groupes peut vivre des conditions spécifiques qui méritent d'être reconnues. Alors, dans ce sens-là, nous avons précisé que, évidemment, il y a la majorité francophone du Québec mais il y a aussi des nations autochtones qui vivent une condition spécifique et qui ont des droits spécifiques. Il y a un groupe qui est la minorité anglophone et qui, à ce titre, a des droits acquis qu'il faut être capable de considérer. Et, il y a évidemment les communautés culturelles, ethnoculturelles, qui, elles aussi, ont des conditions spécifiques qu'il faut regarder. Mais, ce que nous visons, c'est un projet de société qui fait en sorte que chacun de ces groupes et que chaque individu appartenant à ces groupes puisse vivre effectivement de façon égalitaire. C'est pourquoi nous avons tenu, dans notre mémoire, à bien spécifier que, en ce qui concerne la minorité anglophone, il y a un certain nombre de droits acquis qu'il faut continuer de respecter et que, par exemple, les

institutions qui appartiennent actuellement à la communauté anglophone – je pense aux hôpitaux, services sociaux, collèges, universités – seraient là aussi pour demeurer. Et c'est dans ce sens-là que nous avons élaboré notre mémoire. Je vous rappelle que la CSN est une organisation qui est composée de différentes personnes qui appartiennent à ces différents groupes. Et ça fait la richesse de la société québécoise comme ça fait la richesse de notre propre organisation.

M. Holden: Est-ce que votre égalité irait jusqu'à l'affichage égal dans les deux langues?

Mme Simard: Bien, je pense que vous avez sûrement lu toutes les parties de notre mémoire et que vous avez vu que, pour nous, une loi sur l'affichage pour des fins commerciales ne fait pas partie de droits fondamentaux et que, dans ce sens-là, nous ne verrions pas de modification à nos positions antérieures. Cependant, sur la question de l'éducation aussi, nous sommes très clairs; nous maintiendrons les droits qui sont actuellement reconnus.

M. Holden: J'ai lu votre mémoire et j'ai aussi lu les jugements de la Cour supérieure, de la Cour d'appel et de la Cour suprême du Canada qui disaient exactement le contraire de ce que vous dites. Mais je vais passer à une autre question.

Vous dites: L'accession à l'indépendance sera ardue, tout comme il ne sera pas facile de concrétiser un projet de société qui répondra en tous points aux intérêts des travailleuses et des travailleurs. Je suis d'accord avec vous que l'indépendance va être très ardue, si ça arrive, mais est-ce que la société est uniquement en fonction des travailleurs et travailleuses? Ou est-ce que c'est un peu plus large que ça, un projet de société?

(10 heures)

Mme Simard: Écoutez, nous sommes une organisation syndicale et c'est évident que, dans le projet de société dont nous faisons la promotion, nous défendons les intérêts de ceux que nous représentons. Ceci dit, nous croyons à des processus politiques démocratiques qui font en sorte que de cela se dégage une dynamique politique où chacun des groupes va défendre ses intérêts dans la société. Évidemment, nous visons une société où il y a plus de justice économique, où il y a plus de justice sociale, parce que, croyons-nous, le plus grand nombre en bénéficieront, incidemment les travailleurs et les travailleuses et, espérons-le, une société qui permettra à un plus grand nombre de personnes d'être un travailleur et une travailleuse. Parce que, ne l'oublions pas, actuellement, au Québec, on a une portion trop importante de notre peuple qui n'arrive pas à travailler. Et on le dit très clairement, nous savons que se jouera, au cours

des prochains mois et des prochaines années, une dynamique politique qui mettra en présence, finalement, les intérêts de tous et de chacun, en espérant que le résultat soit le consensus sur un projet de société qui serve le plus grand nombre dans notre société.

M. Holden: Finalement, M. le Président, votre projet de société, je trouve que c'est le plus près, jusqu'à date, qu'on a d'un projet de société, et je vous félicite parce que toute la section sur la paix et le désarmement nucléaire, je suis tout à fait d'accord que le monde change et tout le monde doit changer avec, et votre mémoire fait le point très concrètement et très bien, d'après moi. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ces félicitations de M. Holden n'appellent pas de réponse de votre part, alors on passe maintenant à des questions de M. Laberge, qui sera suivi de M. Dufour.

M. Laberge: Ça ne nécessite pas une réponse, mais ça mérite d'être noté. Moi, je tiens à vous féliciter d'abord sur cette question-là, justement. On a vu groupe après groupe, surtout des groupes d'anglophones venir nous dire qu'ils étaient inquiets avec la possibilité grandissante d'un Québec souverain et ils se demandaient quelle position nous prendrions. Je pense que votre mémoire est très clair là-dessus. Les droits acquis seront reconnus, les droits non seulement acquis, mais les droits des minorités, les droits des autochtones. Ça, je pense que c'est très clair et je vous donne l'occasion d'en ajouter encore un peu là-dessus. Il faudrait que tout le monde sache que c'est vraiment la position de la CSN et partagée par tout le mouvement syndical, je pense bien.

Mme Simard: Je ne veux pas m'étendre trop longuement. Je pense que, effectivement, pour nous à la CSN, il a été important, dès le départ, de spécifier ce type de position. Parce que, je le rappelle, nous sommes une organisation importante, qui regroupe 250 000 personnes, qui regroupe des gens qui appartiennent à ces groupes, et le débat s'est fait démocratiquement, avec l'ensemble de nos composantes, dans les mois qui ont précédé notre congrès, en préconsultation et à notre congrès. Et ce débat se poursuit constamment avec nos syndicats de base. Tout récemment, j'étais dans un syndicat d'un collège anglophone de l'île de Montréal où on a fait un débat sur la position de la CSN, sur le maintien de ces droits, débat qui a été, je pense, très serein et qui a permis à des personnes et à des membres de la communauté anglophone de bien comprendre le sens démocratique profond de la position de la CSN, et qui, là, voient que, effectivement, un Québec souverain ou indépendant, ça peut être effectivement un Québec, une

société qui respecte l'ensemble de ces groupes, et c'est là que nous, on investit.

M. Laberge: Une autre question, très rapidement. Évidemment, vous avez décrit votre projet de société, il y en a pour une petite secousse à débattre. Mais je voudrais que ce soit bien clair, ce que vous préconisez. Et que vous parliez au nom des travailleurs et des travailleuses, il y en a tellement qui se découvrent des vocations nouvelles, de parler au nom des travailleurs et des travailleuses que c'est bien que vous le réitériez, c'est un peu votre job, hein? Merci. Je voudrais que ce soit bien clair que ce que vous préconisez, c'est une démarche assez rapide, vous parlez de juin 1991, pour un référendum sur la souveraineté. Mais on ne fait pas, évidemment, cette démarche-là pour le plaisir de faire la démarche, on fait ça pour se donner un projet de société qu'on croit pouvoir atteindre plus facilement avec la souveraineté. C'est ça?

M. Paquette: Oui, peut-être que je pourrais répondre là-dessus. Je pense que c'est très clairement exprimé. Nous, nous croyons que l'indépendance du Québec va favoriser la réalisation de ce projet de société là, mais en aucun cas nous ne le mettons conditionnel à notre adhésion à l'indépendance du Québec. Alors, advenant un référendum en juin, comme on le souhaite, parce qu'on pense qu'après la Commission, rapidement il faudrait que la population soit invitée à se prononcer à son tour, évidemment, ça va faire partie du débat, mais ce ne sera pas une condition. Ensuite, il y aura, une fois le Québec indépendant, des débats à continuer, évidemment, sur la façon dont cette société-là va s'organiser, mais on est convaincus que l'indépendance est un moyen nécessaire par lequel on va avancer, à ce niveau-là. Je pense que là-dessus, vous faisiez mention qu'il y avait des gens qui parlaient, qui se découvraient des porte-parole au nom des travailleurs. Je soulignerai, moi, que je trouve qu'ils sous-estiment énormément le nombre de bourgeois au Québec. Là-dessus, je pense que c'est important, aussi, qu'on continue à pousser sur les objectifs d'équité, de justice sociale, parce que, effectivement, il y a des disparités dans notre société, actuellement, qui ne tiennent pas nécessairement au type de constitution qu'on a présentement, mais qu'on devra continuer à combattre une fois l'indépendance acquise. C'est dans ce sens-là qu'on dit que l'indépendance, ce n'est pas un paradis, c'est tout simplement un outil qu'un peuple se donne pour accéder vers un mieux-être collectif.

M. Laberge: Merci et bravo!

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Dufour, qui sera suivi de M. Turgeon.

M. Dufour: Merci, M. le Président. Je voudrais d'abord saluer M. Paquette et ses collègues, qu'on a l'occasion de revoir dans bon nombre d'autres débats. Trois questions rapides: vous m'inquiétez avec la propriété des entreprises, dans votre Québec souverain, page 36, un seul paragraphe est consacré à ce problème-là. Quand vous dites: "Le gouvernement du Québec indépendant devra viser à promouvoir la propriété québécoise des grandes entreprises établies ici." Jusque là, ça ne va pas si mal, ça se gâte quand vous dites: "La présence très forte de la propriété étrangère dans l'économie québécoise constitue un problème." Je voudrais vous entendre là-dessus, et peut-être, M. Paquette, vous demandez de façon plus précise: Qu'est-ce qu'il arrive à Bell Canada? Qu'est-ce qu'il arrive aux banques? Qu'est-ce qu'il arrive à un certain nombre d'entreprises auxquelles vous savez très bien que je veux me référer?

M. Paquette: Je pense d'abord qu'on doit reconnaître que depuis 20 ans, au niveau de l'entreprise québécoise, il y a eu quand même des percées importantes. Actuellement, on évalue qu'au moins 40 % des entreprises québécoises sont propriété francophone. Si on met l'ensemble, on arrive au-dessus de 60 % ou 70 %. Mais les actifs, les principaux actifs, sont encore sous contrôle étranger. On peut penser juste à l'automobile, Bell, puis un certain nombre de... Je pense que ça va être comme dans n'importe quel pays, c'est-à-dire que, actuellement, puis tout le monde s'entend là-dessus, il y a une mondialisation des échanges qui fait en sorte que ce mixage de la propriété des entreprises n'est pas nécessairement une mauvaise chose.

Mais ce qui est important, c'est qu'on ait un contrôle finalement sur le développement de ces entreprises-là et de notre économie. Le principal avantage à avoir des propriétaires québécois des entreprises québécoises, c'est qu'ils sont attachés minimalement au développement de l'économie, de leur entreprise et de leur société.

Quand une compagnie appartient aux Américains et qu'ils sont obligés de rationaliser, comme je l'ai vécu dans l'est de Montréal, ils vont commencer par fermer la compagnie qui est la plus loin du siège social pour éviter les pressions politiques. Alors on a des compagnies qui sont très rentables dans la région de Montréal, et puis dans l'ensemble du Québec, qui sont fermées par des décisions prises à Washington, à Londres. Là-dessus, je pense, qu'il faudra penser comme société à développer un contrôle. Mais c'est évident, pour nous, que ça passe principalement par la propriété québécoise.

M. Dufour: Je comprends que vous ne les excluez pas. Deuxième question, c'est la question des pouvoirs collectifs versus les pouvoirs individuels. Vous dites que vous les mettez sur le même pied. Si je vous comprends bien donc, dans

notre constitution québécoise, on protégera les droits individuels et les droits collectifs, donc, par définition, pour protéger vos droits collectifs dans la future constitution canadienne...

M. Paquette: ...québécoise.

M. Dufour: ...québécoise. On protégera le droit de grève. Est-ce exact?

M. Paquette: Oui, c'est-à-dire que le droit de grève va être reconnu dans la constitution; c'est ce qu'on veut comme droit collectif. Mais évidemment, comme c'est expliqué, on propose un système de balancier entre les droits collectifs et les droits individuels entre eux, parce que bon... le cas classique c'est celui de l'affichage. Certaines personnes considèrent que l'affichage, l'obligation d'afficher en français qui est, à notre avis, un droit collectif, mais qui se transmet au niveau individuel, va à l'encontre des droits individuels.

M. Dufour: Mais restons sur le droit de grève.

M. Paquette: Sur le droit de grève. Bon, sur le droit de grève, par exemple, ce système de balancier joue aussi. Je pense que dans notre société d'ailleurs ça existe. C'est-à-dire que le droit de grève est reconnu, et le droit à la santé, mais il peut y avoir parfois certaines incompatibilités...

M. Dufour: Il est reconnu, mais pas par la Constitution actuellement.

M. Paquette: Non, mais c'est pour ça qu'on veut le faire reconnaître, parce que vous savez très bien...

M. Dufour: Je sais bien, je sais bien.

M. Paquette: ... que la Cour suprême a décidé que le droit d'association n'impliquait ni le droit de négocier, ni le droit de grève. Or, nous, on ne veut pas s'associer pour s'associer. On veut s'associer pour être en mesure d'exercer des rapports de force, qui vont nous permettre, éventuellement, de signer des conventions collectives qui ont de l'allure.

M. Dufour: Dernière question, très rapidement, M. Paquette, il y a beaucoup d'intervenants. La CSN est une organisation très démocratique. Je pense que vous le prouvez constamment. Ça m'inquiète à la fin de la page 100, quand par ailleurs, lorsqu'il s'agit du débat politique qu'on fait actuellement, vous semblez dire, je fais peut-être une interprétation: "Les discours des tenants du non vont, et c'est déjà commencé à réapparaître sous une forme ou une autre."

On a souvent l'impression que dans le débat que l'on fait actuellement, dès qu'on ne véhicule pas des idées souverainistes ou indépendantistes, on n'est pas correct. C'est ce que semble reprendre ici votre texte, mais avec tout l'esprit ouvert que je vous reconnais, et la démocratie que l'on retrouve à l'intérieur de votre organisation, ce n'est sûrement pas ce que vous voulez dire. Autrement dit, les tenants du fédéralisme ont autant la possibilité de se faire entendre que les autres.

M. Paquette: Tout à fait. D'ailleurs la loi électorale, au niveau des consultations populaires le permet et puis nous, on s'appuie là-dessus.

M. Dufour: J'aimerais...

M. Paquette: Je pense que, ce à quoi on voulait faire référence, c'était surtout, peut-être, une impression d'unanimité que certains ont et puis de faciliter au niveau du débat... Il faut s'attendre – et je pense qu'hier on en a eu un bel exemple – à une certaine démagogie au niveau fédéral comme d'ailleurs on pourra s'attendre à la même chose...

M. Dufour: C'est très subjectif, hein, de dire que quelqu'un est démagogue.

M. Paquette: Il y a Monique qui voudrait continuer là-dessus.

Mme Simard: Écoutez. Jusqu'à maintenant, je pense que ce qui nous distingue de 1980 en 1990, c'est effectivement que le débat, de part et d'autre, se fait peut-être de façon beaucoup plus sereine, moins passionnée que ce qu'on a connu en 1980. Et ce qu'on dit tout simplement, c'est: Faisons attention parce que ce qui va peut-être se produire dans les mois ou dans les semaines à venir, c'est que le discours va commencer à chauffer et, parfois, il est facile de tomber dans des arguments démagogiques qui, effectivement, peuvent effrayer des gens. Parce que l'information n'est pas donnée adéquatement, qu'on tourne les coins ronds et qu'on dit: Attention, il faut éviter cela de part et d'autre. Et on se souvient – et M. Poissant ici le répète souvent – il faut que les gens soient informés. Je vais vous dire que, nous, on est totalement d'accord avec cette position. Quand tout le monde est bien informé, les discussions se font sereinement et les gens, à ce moment-là, vont pouvoir prendre une décision éclairée et ce, le plus rapidement possible, sans qu'il y ait déformation des enjeux en cause.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Turgeon suivi de Mme Campbell Steer.

M. Turgeon: Merci, M. le Président. On connaît l'esprit batailleur, on reconnaît même l'esprit guerrier de la CSN. Alors, c'est peut-être

pour ça que vous êtes un des rares organismes à vous prononcer sur la pertinence d'une armée pour le Québec. Donc, je comprends par là qu'il appartiendra au Québec de définir sa propre politique de défense. Moi, ce que je voudrais vous demander dans un premier temps, c'est comment vous voyez ça que le Québec assume sa sécurité collective? Selon vous, est-ce que le Québec devrait être un pays neutre ou est-ce qu'on devrait faire des alliances militaires?

M. Paquette: Alors, je vais demander à Mme Lamontagne de répondre à cette question.

Mme Lamontagne (Céline): Oui, ça va, O.K. Alors, bonjour. Bon. Premièrement, ce qu'il est important peut-être de rappeler, c'est pourquoi on propose une armée. L'essentiel, ce n'est pas la proposition d'une armée. L'essentiel de notre propos, c'est de dire: Il est important, dans un Québec souverain, qu'on ait un rôle spécifique dynamique au niveau international parce que, pour nous, une politique de la défense est liée à une politique, aussi, au niveau des relations internationales. Alors, la question spécifique sur l'armée, c'est lié juste à la protection du territoire, surtout de la portion terrestre du territoire, dans la mesure où, même si notre objectif est à moyen terme et à long terme, il y aura des relations les plus spécifiques possibles entre tous les pays du monde. Dans la mesure où un des rôles qu'on voit au Québec, c'est de jouer un rôle au niveau international pour définir et développer d'autres mécanismes de résolution des conflits, il demeure que la paix n'est pas pour demain; elle n'est pas pour 1991, donc il faut protéger notre territoire. C'est un premier aspect.

Le deuxième aspect. Oui, il va y avoir nécessité d'avoir des alliances avec nos voisins sur, toujours, la dimension de la protection du territoire. Mais on souhaite qu'il y ait des alliances les plus larges possibles que ce ne soient pas des alliances qui soient démarquées est-ouest. De toute façon, les rapports de force au niveau international se sont largement modifiés depuis un an. Donc, oui, au niveau de la protection de l'article, il faut avoir des alliances avec les États-Unis, avec le Canada, mais aussi développer des mécanismes avec les pays nordiques, avec l'URSS. Dans ce sens-là, on voit des relations internationales qui ne soient pas de deux camps très hostiles qui vont s'affronter en supposant que l'autre camp va nécessairement attaquer un jour ou l'autre et qu'il faut développer un armement lourd pour se défendre. Et aussi, évidemment, on trouve que les Nations Unies devraient avoir un rôle majeur pour assurer la sécurité mondiale, doivent remplir leur mission originale qui est d'assurer la sécurité mondiale, en espérant qu'il y aura le moins de guerre possible dans le monde.

(10 h 15)

M. Turgeon: Merci. Je vais vous demander d'être un petit peu plus pointus dans une question qui vous a été posée précédemment. Dans cette quête de la souveraineté, une sorte d'étoile inaccessible pour certains mais bien accessible pour vous, dans ce chemin qui va mener à ça, vous dites que ce sera ardu. Est-ce que vous craignez, vous, d'avoir peur? Est-ce que vous craignez d'être intimidés par le marasme, l'apocalypse que prédisent ceux qui s'opposent à la souveraineté? En d'autres mots, est-ce que vous craignez que le Canada anglais aille très loin, beaucoup plus loin que ce qu'on peut penser aujourd'hui, pour faire peur aux Québécois?

M. Paquette: Moi, je pense qu'on doit s'attendre à des réactions inégales. D'ailleurs, on a vu déjà dans les journaux les réactions des dirigeants de différentes composantes de la société canadienne anglaise qui réagissent assez différemment à ça. Nous, on croit peut-être que verbalement, ça peut être assez sérieux, mais, dans les faits, le Canada anglais a autant d'intérêt que le Québec à ce que l'ensemble du débat se passe le plus harmonieusement possible. Il faut rappeler que le principal client de l'Ontario, c'est le Québec. Le principal client du Québec, c'est l'Ontario. Et, dans ce sens-là, on a intérêt à ce que ça se fasse de la façon la plus harmonieuse possible. Mais évidemment, comme n'importe quel débat démocratique, il peut y avoir parfois des débats assez vigoureux. Et dans ce sens-là, nous, on ne craint ni le marasme, ni une guerre civile ni rien de ça, mais je pense qu'on peut s'attendre à ce que, au niveau du débat démocratique, ce soit assez dur, effectivement. Et je pense, pour revenir à la question qui était posée, nous, ce qu'on voudrait, c'est que, contrairement à 1980, le gouvernement fédéral se tienne en dehors du débat et laisse les Québécois et Québécoises décider entre eux. Qu'il ait au moins la décence de ne pas nous asperger de millions de dollars comme il l'a fait en 1980, mais laisser les deux camps, à partir des ressources aussi bien intellectuelles que financières du Québec, faire le débat et le compléter et, je dirais, respecter la décision du peuple québécois. Et nous, on va respecter la décision du peuple québécois à l'issue de l'ensemble de cette démarche-là. On ne veut pas forcer l'indépendance pour l'indépendance. Nous proposons cette démarche-là avec d'autres, et on voudrait qu'elle aboutisse très rapidement.

M. Turgeon: Merci.

Le Président (M. Michel Bélangier): Mme Campbell Steer, suivie de M. Proulx.

Mme Campbell Steer: M. Paquette, nous souhaitons tous, nous, un Québec fort et prospère et je partage avec vous votre mission d'améliorer la vie des Québécois. Pour y arriver,

vous avez mis de l'avant quelques prémisses qui touchent l'économie et les milieux d'affaires, dont je voulais discuter un peu plus avec vous. Vous dites, à la page 35: "L'entreprise privée ne peut d'elle-même intégrer des objectifs collectifs comme ceux visés par le développement durable." Et vous dites, je pense bien que vous faites jouer à l'État un rôle très important. À la page 37, vous dites: "...l'État national doit gérer la stratégie pour développer les grandes entreprises dans des secteurs comme les pâtes et papiers, l'aluminium, la sidérurgie, la pétrochimie, l'automobile, l'avionnerie. Le gouvernement du Québec devra également établir les grands paramètres de l'intervention régionale." Ma question est la suivante: Est-ce que vous avez analysé combien ça pourrait nous coûter, et combien ça pourrait rapporter à l'État dans ces secteurs-là, une politique telle que celle que vous avez envisagé là?

M. Paquette: Disons que l'ensemble de... Je pense qu'il faut prendre ça globalement, c'est-à-dire qu'on ne peut pas prendre une partie de l'approche qu'on développe dans le mémoire en elle-même. Par exemple, sur la question des entreprises, on considère que les entreprises, au Québec, ont un rôle important, mais on pense qu'il y a de grands secteurs stratégiques qui devraient être davantage contrôlés. Ça ne veut pas dire que l'État est propriétaire de tout, mais le contrôle de l'État devrait s'effectuer principalement...

Mme Campbell Steer: Mais vous prévoyez une intervention assez grande et j'imagine que ça va impliquer un certain investissement, et un certain niveau d'investissement de la part de l'État.

M. Paquette: Mais je pense que ça ne coûte pas nécessairement plus cher. Moi, je regarde l'argent qui n'est pas dépensé au niveau de la formation professionnelle, par exemple, parce que l'encadrement n'y est pas, c'est davantage une intervention différente de l'État qu'on voudrait. On ne défend pas, là-dedans, la thèse traditionnelle de l'État providence. On parle de la décentralisation, par exemple, d'un certain nombre de responsabilités au niveau des régions. Ce qu'on veut, c'est que l'État joue un rôle de leadership, si on veut, de maître d'oeuvre dans l'ensemble du développement économique. On n'est pas de ceux qui pensent que le marché par lui-même est capable, si on veut, d'avoir un développement harmonieux. On pense que ça prend effectivement, je dirais, un arbitre qui soit capable de parfois guider, parfois donner des coups. Par exemple, sur les questions environnementales, c'est important. Pardon?

Mme Campbell Steer: J'imagine que vous avez aussi à l'esprit une certaine intervention

économique. Parce que vous dites à la page 36 que l'État national doit investir dans les nouveaux projets en apportant du capital de risque. Ma question est surtout dans le sens: Pensez-vous que, avec la partie du déficit national et la dette que le Québec souverain assumerait, que nous aurons assez d'argent pour investir encore dans ces domaines-là?

M. Paquette: Moi, je pense qu'on va avoir assez d'argent d'abord en rapatriant les impôts. Je pense que, sur la question du déficit et de la dette, il y a quelque chose qui n'a pas été souligné. C'est qu'il y a un déficit et il y a une dette qu'on devra partager et il y a des actifs aussi. C'est que cette dette-là correspond à des actifs.

La disparition du chevauchement. On évalue que 60 % des programmes fédéral et provincial se chevauchent directement ou indirectement. Il y a énormément d'argent qui est gaspillé à ce niveau-là. On pense qu'il pourrait être réutilisé de façon beaucoup plus bénéfique. Au niveau de la politique de la défense, on propose, par exemple, que le budget de la défense soit limité à 3 %. Tout ça va nous permettre de dégager des ressources pour le développement économique.

Mme Campbell Steer: Tournez la page, à la page 37. Pourriez-vous me dire, dans le troisième paragraphe, quels sont les secteurs pour lesquels il existe des débouchés internationaux intéressants, des débouchés à croissance? Je pense bien qu'on doit tous privilégier ces secteurs-là.

M. Paquette: Bien, les croissances à haute technologie, par exemple, au niveau de l'hydroélectricité, il y a des choses qui devraient être faites. On sait très bien qu'Hydro-Québec international ne remplit absolument pas le mandat qui devrait être le sien. On sait aussi qu'au niveau des communications, on a, au niveau de l'aéronautique par exemple, une certaine concentration d'industries ici. Il me semble qu'on serait capable de mettre davantage d'énergies là-dedans, particulièrement en développant des créneaux qui seraient d'industries civiles. Moi, je me rappelle très bien quand Vickers a fermé. Vickers était capable de produire énormément de choses, mais la compagnie avait décidé qu'elle produirait juste de l'armement. Puis l'armement, malheureusement, ça fluctue selon les conflits politiques, ou heureusement.

Dans ce sens-là, on avait avancé un projet pour que des éoliennes soient construites pour pouvoir permettre de faire de l'énergie pour les pays du tiers monde. C'est un projet qui était parfaitement viable avec une nouvelle technologie, mais ça n'intéressait absolument pas la compagnie. Il me semble qu'on aurait pu développer un créneau là.

Mme Campbell Steer: Il y a des secteurs

qu'on doit promouvoir. Par contre, le Québec n'y gagnerait pas à protéger des secteurs traditionnels qui sont déclassés par la concurrence internationale. Quels secteurs, pensez-vous, devons-nous laisser tomber?

M. Paquette: Bien, là-dedans, par exemple, il y aurait sûrement la sidérurgie qui, actuellement pose un problème, mais nous, on ne laisse pas tomber au sens où on laisse tomber. C'est qu'on ne défend pas des industries qu'on sait que tôt ou tard elles vont fermer. On veut davantage que l'État, avec les entreprises et la collaboration des travailleurs et des travailleuses, aille davantage vers la reconversion de ces industries-là, ces entreprises-là, vers des secteurs qui ont plus d'avenir. Or, c'est dans ce sens-là qu'on a écrit, peut-être qu'à un moment donné tu voudrais rajouter.

Mme Simard: Mais là-dessus, je pense qu'il faut être très clair. Laisser tomber les personnes qui y travaillent d'un seul coup, ce n'est pas ça. Il s'agit d'une planification globale où on fait des choix de secteurs à développer et certains qui, éventuellement, risquent de diminuer en importance ou de disparaître. Donc, il y a une planification du "phasing-out" et de la main-d'œuvre. Alors, évidemment, reclassement de la main-d'œuvre, recyclage à la main-d'œuvre pour pouvoir la réorienter dans des secteurs qui vont, eux, au contraire, s'accroître. C'est ça, la vision qu'on a. Et pour ça, il faut qu'il y ait une intervention de l'État qui participe avec les autres partenaires économiques à une planification globale. Trop souvent, ce qui se passe, c'est que ça se fait à la petite semaine, secteur par secteur, même entreprise par entreprise. On voit des secteurs qui ont beaucoup de difficultés et les travailleuses et les travailleurs perdent leur emploi.

Mme Campbell Steer: Ça veut dire que ce serait une chose que nous ajoutons au rôle d'État ou ça devrait être institué dans les industries qui, peut-être, rencontrent 67.

Mme Simard: Écoutez, je pense que c'est difficile de pouvoir concevoir une planification d'ensemble sans qu'il y ait effectivement une participation de l'État.

Mme Campbell Steer: Oui. C'est ça. Merci. Ça suffit.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Proulx qui sera le dernier intervenant de ce groupe de questions.

M. Proulx: Merci, M. le Président. C'est très clair que vous souhaitez l'indépendance du Québec. Vous souhaitez que le Québec devienne un État avec tous ses pouvoirs pour justement

s'ouvrir au monde. Ce que je trouve intéressant dans ça, c'est que, en même temps, vous êtes réaliste et vous "priorisez". Vous faites dans la démarche un certain nombre de consensus avec le Canada, que ce soit au niveau de l'union monétaire, des rapports économiques contractuels avec le Canada, l'élimination de toutes les barrières tarifaires ou autres, pour employer ces mots-là, entre les provinces, entre le Québec et le reste du Canada. À partir de ça, j'ai deux questions, quand même, parce qu'il y a des choses qui me chicotent un peu. Vous dites à un endroit... pour justifier l'union monétaire avec le Canada, vous invoquez la stabilité économique. Je pense que c'est réaliste. C'est important. Pour ça, vous proposez ailleurs l'abolition du traité de libre-échange. N'avez-vous pas l'impression qu'en faisant ça, si ça arrivait, pour beaucoup de gens, ça créerait une instabilité?

M. Paquette: D'abord, ce qu'on propose, c'est l'abolition du traité de libre-échange, mais de ne pas revenir sur les réductions tarifaires qui ont déjà été consenties. Là-dessus, je pense, on pourrait refaire tout le débat sur le libre-échange. Ce n'est pas que la CSN est contre la libéralisation des échanges. On est contre cet accord-là parce qu'il ne nous a pas donné ce qu'il était supposé nous donner, c'est-à-dire un accès sûr au marché américain. En échange, nous, on a ouvert nos barrières.

Ce qu'on sait, ce qu'on voit et ce qu'on craint d'ailleurs, c'est que, finalement, ce soit les politiques sociales canadiennes et québécoises qui soient ramenées vers le bas.

Alors, nous, c'est une série de garanties qu'on veut avoir dans le processus de libéralisation des échanges, garanties qu'on n'a pas, actuellement, dans l'accord de libre-échange. Dans ce sens-là, ça ne voudrait pas dire qu'un Québec indépendant ne négocierait pas un autre type d'accord de libre-échange avec les États-Unis, mais sur des bases complètement différentes comme, d'ailleurs, on pourrait négocier un accord de ce type-là avec la Communauté économique européenne ou d'autres pays. Dans ce contexte-là, c'est l'accord tel que M. Mulroney l'a signé en janvier dernier.

M. Proulx: Deuxième question. Vous proposez aussi que le Québec se tourne résolument vers le monde, en fait, qu'il s'ouvre au monde et, par le fait même, qu'il signe des traités, demande son adhésion à l'ONU, signe les accords du GATT, en fait, qu'il signe toutes les grandes conventions internationales.

M. Paquette: Oui.

M. Proulx: Mais, en même temps, comment expliquez-vous à quelqu'un qui va vous poser la question que, d'un côté, vous voulez devenir souverain, avoir pleine possession de tous vos

pouvoirs, alors que vous savez qu'en signant tous ces traités-là, on amoindrit nos pouvoirs parce qu'on s'entend pour respecter des exigences qui nous viennent de part et d'autre? Alors, il n'y a pas une contradiction entre, d'un côté, vouloir rapatrier, se débarrasser, jusqu'à un certain point, des liens qui, semble-t-il, nous unissent avec le reste du Canada et signer tout de suite après une série de conventions qui nous font perdre, jusqu'à un certain point, cette souveraineté-là qu'on vient d'acquérir?

M. Paquette: Il n'y a pas de contradiction et Léopold Beaulieu va répondre à ça.

M. Beaulieu (Léopold): Dans le contexte où la réalité planétaire des pays, les uns par rapport aux autres, sont en complémentarité, il y a une interdépendance des peuples, des nations et des pays. Et l'adhésion du Québec souverain aux Nations Unies, c'est de prendre son espace et sa place, sur la base de ses intérêts, tenant compte de sa position géographique, de sa culture, de son commerce et de la défense des droits des personnes, des droits humains... Il y a un espace pour le Québec et c'est normal qu'il joigne le concert des 150 pays qui sont, par exemple, aux Nations Unies; que le Québec participe aux différentes agences spécialisées des Nations Unies sur des questions comme le désarmement, l'environnement, le développement industriel, les droits humains; que le Québec soit présent à l'OIT, à l'Organisation internationale du travail, pour enfin pouvoir signer les conventions internationales pour lesquelles le Canada vote, mais cependant qu'il ne signe pas très souvent à cause, semble-t-il, du fait que cette part relève de l'ensemble des provinces; que, par exemple, nous soyons là où ça se passe, à l'OCDE ou à l'OEA, à l'Organisation des États américains. Le Québec avec ses spécificités comme pays nord-américain peut avoir des liens et des rapports économiques, culturels, techniques ou scientifiques, des échanges et servir de point d'appui et être un allié d'autres pays de l'Amérique latine et du Canada.

Les relations et les traités avec le voisin américain vont de soi, sont normaux, de même qu'avec l'ensemble des pays de la francophonie qui ont commencé à se regrouper. Et à l'intérieur de la délégation canadienne, le Québec a la possibilité d'intervenir, mais il serait plus naturel et plus normal que le Québec assume sa vocation internationale qui est le prolongement, le reflet et la prise en compte de sa spécificité, de sa population, de ses intérêts.

(10 h 30)

M. Paquette: Il faut peut-être juste ajouter un petit élément là-dessus. Il me semble aussi que c'est un garant pour l'ensemble de nos partenaires économiques et politiques, du sérieux de la démarche. C'est-à-dire que la souveraineté, ce n'est pas de monter un mur autour du

Québec, comme certains veulent le faire croire. C'est davantage s'ouvrir sur le monde mais à partir de sa propre spécificité et de l'exercer, finalement, avec les autres. Alors, dans ce contexte-là, il n'y a pas contradiction.

M. Proulx: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à un bloc de questions de 15 minutes avec les représentants du parti formant le gouvernement. M. Benoit.

M. Benoit: M. Paquette, Mme Simard, les gens de la CSN, merci d'être ici avec nous ce matin. Le dernier mémoire que j'ai lu hier avant de me coucher, c'est le vôtre et j'ai bien dormi. Tout va bien au Québec et c'est heureux. J'ai apprécié le sérieux de votre document, le calme, la démocratie qui en ressort et, effectivement, c'est un des bons mémoires qu'on a reçus depuis sept semaines qu'on voyage à travers le Québec. Et, je vous le dis franchement, je ne suis pas sûr que je partage tout ce que vous dites mais c'est un des très bons mémoires qu'on a reçus depuis sept semaines.

Il y a une petite question et je laisserai ensuite mes confrères et consœurs vous en poser. Vous savez qu'en Europe, en 1992, il y aura libre circulation des individus d'un pays à l'autre, entre les 12 pays de la Communauté européenne. On pourra facilement voyager. J'ai payé mes études en travaillant dans le nord de l'Ontario pendant une dizaine d'années. Il n'y avait pas de problèmes. Les études finies, je traversais en Ontario, j'allais travailler là-bas et je revenais auprès de la famille en septembre pour continuer mes études. Qu'est-ce qui arrive le lendemain d'une indépendance dans cette période de transition? J'accepte que, dans deux ou trois ans, on aura signé tous ces traités-là mais qu'est-ce qui arrivera le lendemain du référendum si on décide de faire l'indépendance que vous demandez? Qu'est-ce qui arrive de cette libre circulation des individus qui circuleraient entre l'Ontario, le Nouveau-Brunswick... On sait qu'avec les États-Unis, c'est impossible d'aller travailler là-bas. Est-ce qu'on ne perd pas quelque chose, là, en tout cas à court terme? Et à plus long terme? J'aimerais aussi que vous me répondiez.

Mme Simard: D'abord, lorsqu'on sert l'exemple ou la comparaison avec la CEE, il faut toujours rappeler que la CEE est composée de 12 pays souverains qui ont décidé, chacun d'entre eux, de convenir d'un certain nombre de règles entre eux et, notamment, la circulation des personnes. Et le projet prendra évidemment beaucoup plus d'ampleur en 1992. En ce qui concerne le Québec et le Canada, tout ce qu'on réclame, c'est notre souveraineté et par la suite, effectivement, de pouvoir négocier un certain

nombre d'ententes qui pourront convenir aux deux parties. Je pense que, comme d'autres l'ont dit avant, on ne se fermera pas, ni sur le monde, ni sur nos partenaires les plus immédiats. Non seulement avec nos voisins en terme géographique, qui sont l'Ontario, le reste du Canada et les États-Unis, mais on ne se fermera pas non plus aux intérêts que, de part et d'autre, on peut avoir. À ce moment-là, ça fait partie des choses qui seront à discuter et à négocier. Alors, effectivement, la libre circulation des personnes, de la main-d'œuvre et dans d'autre chose... Il ne faut surtout pas dire... Et c'est ce qu'on craint parfois lorsqu'on dit: Ne tombons pas dans l'argumentation ou des exemples qui pourraient effrayer les gens: que le lendemain de la proclamation de la souveraineté, il y aura des murs qui s'élèveront autour du Québec et que personne ne pourra sortir, que personne ne pourra entrer. Ce n'est pas du tout ça. Et d'ailleurs, on prévoit concrètement dans notre projet qu'il y ait des étapes précises de négociation pour qu'on puisse faire, de façon concurrente, un certain nombre de discussions.

M. Benoit: Je ne voudrais surtout pas que vous ayez l'impression que je suis effrayé ou que j'essaie d'effrayer des gens...

Mme Simard: Je n'ai pas dit ça.

M. Benoit: ...soyez-en assurée, je n'essaie d'effrayer personne. Tout au contraire, j'essaie juste d'être réaliste et de comprendre ce qui va se passer. Vous n'avez pas répondu à ma question. Le lendemain d'un référendum, on décide de faire l'Indépendance. Dans cette période de transition, qu'est-ce qui arrive de ma job comme étudiant en Ontario? C'est ça qui est le sens de ma question. Et je n'essaie pas... il faut être réaliste. Il faut faire attention entre effrayer et être réaliste. Et vous ne m'impressionnez pas quand vous dites que j'effraie des gens ou que nous essayons d'effrayer. Nous essayons d'être réalistes et les gens du Québec nous remercieront, autant l'Opposition que nous, d'avoir posé les bonnes questions et d'avoir obtenu les bonnes réponses. Et ça, ce n'est pas effrayer les gens du Québec.

Mme Simard: Bon. Nous, ce qu'on propose, c'est d'abord un premier référendum avec la question très claire. Et par la suite, durant l'année – et c'est ce qui est dit dans notre mémoire à la toute fin, c'est très clair – pendant qu'il y aura une constituante de formée – ce que nous souhaitons – à travailler à l'élaboration d'une constitution québécoise, il faudrait déjà amorcer des discussions. En fait, il n'y aurait rien de changé le lendemain matin, parce qu'il y a un processus politique qui doit s'enclencher à partir du lendemain matin, mais ça serait le statu quo sur ces questions-là. Je pensais que j'avais

été claire, je m'en excuse, et je ne vous ai pas accusé d'effrayer qui que ce soit.

M. Benoit: Je ne me sens pas accusé non plus. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Sirros.

M. Sirros: Merci, M. le Président. Moi, j'aimerais qu'on discute un peu d'autonomie gouvernementale par rapport aux peuples autochtones. Vous dites dans votre mémoire, à la page 59, que vous êtes favorables à toute l'idée de l'autonomie gouvernementale pour les peuples autochtones et le principe est que, dans certains cas, ces gouvernements fonctionneraient à l'intérieur du cadre des lois du Québec, dans d'autres, ça serait d'une manière conjointe. J'aimerais que vous explicitiez un peu davantage comment vous voyez ces gouvernements autonomes. Est-ce que c'est des gouvernements qui s'assimilent à des municipalités, à des municipalités régionales de comté, à un autre palier de gouvernement dans un Québec indépendant? Est-ce que ça serait un deuxième palier de gouvernement? Est-ce que l'ensemble des pouvoirs de ces gouvernements découlent de l'Assemblée nationale, ou est-ce qu'il y a des pouvoirs qui sont spécifiques à ces gouvernements, qui ne dépendent pas de l'Assemblée nationale? Comment est-ce que vous le voyez?

M. Paquette: Je vais demander à Mme Simard de répondre à cette question.

Mme Simard: D'abord, je pense que, en ce qui concerne les peuples autochtones, la première chose qui est à souligner de notre position, c'est qu'il faut prévoir la reconnaissance de droits dans l'éventuelle constitution. Ça, c'est extrêmement important pour nous. Évidemment, ce que nous souhaitons – et notre mémoire là-dessus est sous forme de questionnement – c'est parce que dépendant des peuples autochtones, ça peut prendre différentes formes et, là-dessus, on ne s'arrête pas, nous, à dire: Ça devrait être ceci, ça devrait être cela. Ce qu'il faut reconnaître, et je pense que ça rejoint certaines positions qui ont été entendues ici par différents peuples autochtones, c'est-à-dire qu'il faut établir un cadre de négociations et une entente-cadre qui verra à assurer un processus continu de négociations, pour pouvoir établir un certain nombre de choses, notamment la question des gouvernements autonomes, mais que, encore là, les formes de ces gouvernements pourront varier. Alors, on n'est pas plus précis que cela dans notre mémoire, sinon que de dire qu'il faut, évidemment, reconnaître constitutionnellement cette réalité.

M. Sirros: Est-ce que cette reconnaissance

constitutionnelle serait au-delà de la reconnaissance constitutionnelle qui existe déjà dans la constitution actuelle, qui reconnaît l'existence de droits ancestraux? Est-ce que vous préconisez, dans une constitution d'un Québec indépendant, la reconnaissance des droits ancestraux tels qu'ils sont actuellement dans la Constitution, plus autre chose ou la même chose qui existe actuellement?

Mme Simard: Il faudrait que ça soit plus que cela. Parce qu'on doit se rendre à l'évidence que ce qui a été reconnu jusqu'à maintenant a eu peu d'effets concrets et particulièrement les récents événements que nous avons tous vécus nous l'ont rappelé avec beaucoup d'acuité. Alors, je pense qu'on est en train de vivre actuellement une période où se définit de plus en plus et est diffusée de plus en plus, et ça c'est important, la nature des réclamations que font les peuples autochtones au Québec, comme ailleurs au Canada. Et dans la définition – et on vit un moment historique extrêmement important au Québec – profiter de cette occasion pour pouvoir non seulement reconnaître ce qui est déjà reconnu, mais s'assurer que des mécanismes puissent être mis en place pour faire en sorte que la négociation tant souhaitée puisse se faire et se faire sur des bases égalitaires et donne des résultats extrêmement concrets pour les peuples fondateurs.

M. Sirros: Si je vous comprends bien, donc, je ne serais pas loin de la vérité en disant que vous êtes prêts à participer à une réflexion publique structurée sur toute la question de l'étendue des droits des peuples autochtones à l'intérieur de... Que ce soit la situation actuelle, que ce soit un autre arrangement constitutionnel, la CSN, tel que ça a été démontré par des déclarations récentes, serait toujours favorable et prête à participer à une...

Mme Simard: Non seulement disposée à le faire, mais nous avons été de ceux qui l'ont réclamé et en espérant, évidemment, que ce soit entendu par le gouvernement.

M. Sirros: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Rémillard.

M. Rémillard: Mesdames, messieurs, tout d'abord bienvenue à notre Commission et merci de venir témoigner. Vous nous présentez un mémoire qui est substantiel, bien structuré. Vous nous présentez une option constitutionnelle, mais vous présentez aussi un plan de société que vous proposez, basé sur le respect de certaines valeurs auxquelles vous croyez, en particulier des droits et des libertés fondamentales, que vous préconisez.

Je voudrais vous poser une question sur la démarche que vous proposez pour l'accession à la souveraineté, la démarche que vous illustrez à la page 104 de votre mémoire. Tout d'abord, vous demandez la tenue d'un référendum en juin 1991, sur une question claire, et vous dites que cette question pourrait être, je la lis: "Êtes-vous d'accord pour que l'Assemblée nationale proclame sa pleine souveraineté sur l'ensemble du territoire du Québec au plus tard en juin 1992?" Je retiens donc de cette question que la proclamation de la souveraineté du Québec est au plus tard en juin 1992. Ce sont des éléments qui m'ont fait réfléchir, quand je regarde le reste de votre démarche, parce qu'ensuite je vois que vous créez une constituante, dans une deuxième étape, pour rédiger la constitution du Québec souverain; troisième étape, que vous menez des négociations avec Ottawa sur la succession d'État; quatrième, que vous faites un autre référendum pour accepter la constitution du Québec. Mais nulle part, dans ces quatre démarches, je ne vois la proclamation, par l'Assemblée nationale, de la souveraineté elle-même. Est-ce que c'est une tactique de négociation, c'est-à-dire que, si je me réfère à votre question en fonction de sa proclamation de souveraineté, marquée "au plus tard", vous gardez cette arme de négociation, et, finalement, la déclaration de souveraineté arriverait en cinquième étape, à la suite de toutes les négociations que vous auriez eues? Est-ce que c'est un petit peu du Léon Dion que vous nous servez, là, avec la prudence et la sagesse?

M. Paquette: La fatigue.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Paquette: Non, ce n'est pas tout à fait ça. C'est que, finalement, ce qu'on demande à la population, c'est de mandater l'Assemblée nationale pour proclamer la souveraineté, au maximum dans un an suivant le référendum. L'Assemblée nationale pourra à ce moment-là juger elle-même quand est-ce qu'elle proclamera. Ça pourra dépendre évidemment des négociations avec le fédéral, mais ce ne sera pas, je dirais, nécessairement lié. Ce qui, pour nous, est beaucoup plus important, c'est qu'on voudrait d'abord se laisser le temps pour voir, comme on le disait tout à l'heure, comment on va fonctionner immédiatement après le référendum. Donc, le lendemain du référendum, rien n'est changé pour nous, à l'exception que l'Assemblée nationale a un mandat clair de la population pour proclamer la souveraineté, l'indépendance. Ce qui est beaucoup plus important pour nous, c'est la démarche de la constituante, c'est-à-dire qu'il faut que cette nouvelle société-là se donne des règles, des principes, sur lesquels elle veut fonctionner. Et on pense que, à l'intérieur d'un an, l'Assemblée nationale devra s'assurer que ce

travail-là sera fait, et ce qu'on souhaiterait, nous, ce serait davantage que la constitution soit adoptée par référendum avant la proclamation de l'indépendance ou de la souveraineté. Mais on ne veut pas lier les uns aux autres. Alors, ce qui est important pour nous, c'est que, immédiatement après le référendum, le résultat du premier référendum, l'Assemblée nationale mette en place cette constituante pour élaborer la constitution du Québec, les règles, finalement, qui vont régir cette nouvelle société qui se sera proclamée souveraine.

M. Rémillard: M. Paquette, si je comprends bien...

Le Président (M. Michel Bélanger): Dernière question, M. Rémillard.

M. Rémillard: Très bien, M. le Président. Si je comprends bien, c'est donc en cinquième étape, en toute dernière étape qu'arriverait votre déclaration de souveraineté par l'Assemblée nationale? Après tout le processus de négociation. C'est donc dire que...

M. Paquette: Non, c'est...

M. Rémillard: ...si la négociation ne s'est pas avérée plus intéressante qu'il ne le faut, en fonction de la succession d'État, autour de la constitution du Québec, qu'à ce moment-là il pourrait ne pas y avoir de déclaration de souveraineté?

M. Paquette: Non, du tout. D'ailleurs, vous voyez que dans la première question, la date... C'est pour ça d'ailleurs qu'on a mis... Le délai d'un an pour proclamer la souveraineté vient davantage de la nécessité d'avoir des règles, comme société indépendante, qui est la constitution. C'est pour ça qu'on donne au maximum un an à l'Assemblée nationale pour trouver les mécanismes nécessaires pour que cette constitution-là soit ratifiée par la population. Advenant que, pour différentes raisons, disons, la population refuse, par référendum, cette constitution-là, l'Assemblée nationale aura toujours le mandat de proclamer l'indépendance quand même, sauf qu'à ce moment-là les règles seront beaucoup moins claires. Mais ce n'est absolument pas lié aux négociations avec le gouvernement fédéral. C'est davantage lié à notre démarche collective comme peuple québécois de se donner des règles de fonctionnement à l'intérieur de ce Québec indépendant. C'est ça, comme on dit, nous, c'est au moment jugé opportun, mais au plus tard un an, parce qu'on ne voudrait pas, justement, que soit le gouvernement en place au niveau provincial, ou le gouvernement fédéral, puisse faire un chantage en disant: On est rendus en mai 1992, laissez-nous encore deux ou trois mois, je pense que là on a quelque chose à vous offrir. C'est

pour ça que dans la question, on veut que les échéances soient clairement identifiées et que l'ensemble des gouvernements, aussi bien fédéral, avec qui on devra négocier la succession d'État, que le gouvernement en place, au niveau de l'État québécois, connaissent les échéances à l'intérieur desquelles ils doivent travailler avec la population québécoise.

(10 h 45)

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant pour 15 minutes au parti formant l'Opposition officielle, M. Chevette.

M. Chevette: Merci, M. le Président. Je voudrais vous féliciter également pour votre mémoire. Je pense qu'il transpire la confiance que vous avez dans la capacité de faire des Québécois et des Québécoises. Ça je pense que c'est aborder le problème d'une façon positive. Et ceux qui vous reprocheront de charrier, je m'excuse, ils devraient s'attarder et prendre le temps de le lire.

Je vous félicite aussi pour l'effort que vous faites pour renseigner la population. Je trouve ça fantastique de voir vos dépliants en plusieurs langues: en créole, en grec, en italien, en espagnol, en anglais et en français. Je trouve ça fantastique de voir que vous vous souciez du cheminement des communautés, ce qui prouve que la souveraineté, pour vous, c'est la création d'une société ouverte, pluraliste, tolérante. Ça, je dois vous en féliciter.

Je vais vous poser deux petites questions. D'abord, à titre d'économiste, M. Paquette, j'aimerais ça que vous m'expliquiez ou que vous expliquiez à certains, parce que ça commence à m'agacer le tympan: Est-ce que sur le plan économique, si on demeure dans le Canada, on est plus riches pour payer la dette, que si on demeure dans un... que si on s'en va vers un Québec souverain. Je voudrais que vous m'expliquiez ça. Ça m'agace, moi. Il y a des gens qui prétendent que si on sort du Canada, on n'aura pas d'argent pour payer la dette. Il me semble qu'on n'a pas de contrôle sur l'escalade de la dette canadienne, puis ça a l'air que c'est beau et que c'est très heureux si on reste dans ça. Voulez-vous m'expliquer ça, vous, en tant qu'économiste?

M. Paquette: Bien, je vais le faire assez rapidement. Je pense qu'hier on a eu une belle présentation à ce niveau-là. Dans le mémoire du Parti libéral du Canada par exemple, on dis- socie - comme je le disais tout à l'heure - complètement la dette des actifs, ce qui n'a pas de sens, parce que la dette a servi à acheter ces actifs-là ou à les mettre en place. Par exemple, le complexe Guy-Favreau à Montréal, il a été payé par une partie des impôts, des obligations et il fait partie, probablement pour une toute petite partie, de la dette. Donc, la négociation doit se faire parallèlement sur les actifs et le

passif.

Deuxièmement, ce qu'on fait, ce qu'a fait le Parti libéral dans son mémoire, c'est tout simplement d'ajouter 25 % de la dette, ce qui représente à peu près la proportion de la population québécoise, dans l'ensemble canadien, à la dette québécoise. Ça, je veux dire, il n'y a rien qui nous assure qu'après calcul – et puis il faudra s'entendre je pense avec le gouvernement fédéral sur les paramètres pour calculer la partie de la dette qui nous revient. Effectivement, ça sera 25 %. Mais c'est tout simplement des écritures comptables qui devront être faites, c'est-à-dire ramener cette dette-là.

Et d'ailleurs là-dessus, je participais à une réunion du Conseil économique du Canada, il y a à peu près une semaine. Il y avait un financier de l'Ouest qui a soulevé cette question-là, en disant que le divorce était impossible entre le Québec et le Canada parce que la dette était trop grosse. Comme si dans un couple qui est très endetté, il ne pouvait pas y avoir divorce, pour d'autres raisons que des raisons financières. D'abord, ce n'est pas la première raison, je pense, de se mettre en couple.

Deuxièmement, à la suite de cette question-là, un des fonctionnaires du Conseil économique a répondu que là-dessus il y avait à peu près cinq ou six formules différentes. D'ailleurs, je suis convaincu que le gouvernement fédéral travaille présentement sur les différentes hypothèses.

Alors il n'y a pas de problème technique à assumer une partie de la dette du gouvernement fédéral, à partir aussi du rapatriement des impôts, des actifs, etc. Je pense que là-dessus, effectivement, c'est un charriage éhonté.

Maintenant on va hériter effectivement d'une partie de la dette assez importante. Je pense qu'il faut être en mesure de contrer ça. Mais je suis convaincu qu'à partir des économies qu'on va faire sur les chevauchements de programmes, d'une cohérence plus grande de l'intervention de l'État, de la décentralisation aussi, je pense, qui est un des éléments importants qui est amené présentement dans la discussion, on va être en mesure de respecter tous les engagements, sans s'appauvrir d'un cent.

M. Chevette: Je vous remercie, parce qu'on avait l'impression que si on restait dans le Canada ad vitam eternam, on ne paierait pas la dette, même si on n'en a presque ou à peu près pas le contrôle. Je suis content que vous clarifiez ce point-là. J'espère que ça va en éclairer quelques-uns aussi.

Ma question, c'est aussi sur les institutions. Vous parlez d'institutions communes qui pourraient être mises en place dans un éventuel traité d'association. J'aimerais ça savoir, entre un Québec souverain et le Canada, quels pourraient être leurs pouvoirs, où à quel type d'association vous pensez, quand vous parlez de

ça?

M. Paquette: Bien, en fait, là-dessus, on laisse quand même... La seule question sur laquelle on s'est le plus penchés, c'est la question de la monnaie, parce que ça revient souvent dans le débat mais on pense qu'au niveau des réseaux de communication, on pourrait partager, par exemple, des satellites avec l'ensemble canadien. Qu'au niveau, par exemple, de la défense, une partie de la défense pourrait être conjointe vu que les frontières sont quand même assez rapprochées et qu'il y a quand même des aptitudes communes à cet effet-là. Mais je pense que ce qui est le plus important dans notre mémoire, c'est qu'on ne veut pas rendre conditionnel l'accès du Québec à l'indépendance à ces négociations-là. Je pense que c'est important aussi qu'au Canada anglais, ils comprennent qu'ils ont intérêt à s'associer avec un Québec souverain et que c'est tout à fait un désavantage pour eux que de vouloir nous menacer à ce niveau-là. Alors, c'est pour ça qu'on n'a pas développé énormément. Mais peut-être que sur la question des communications, on pourrait développer sur Radio-Canada.

Mme Simard: Bon. Alors, effectivement, il y a la question des satellites. Alors, là-dessus, dans notre mémoire – on fait référence, d'ailleurs, à ce qui s'est produit en Europe – c'est que là, il peut y avoir mise en commun et partage d'un certain nombre d'équipements. Je pense que la logique le fait comprendre par elle-même. Il y a d'autres types d'institutions, par exemple Radio-Canada. Qu'est-ce qu'on ferait avec Radio-Canada? Alors, on dit: Bon. Radio-Canada, le Québec, enfin...

Une voix: Ce qui en reste.

Mme Simard: ...ce qui en reste pour le moment. Les Québécois et les impôts des Québécois ont contribué à bâtir cette société d'État, comme l'Office national du film, comme d'autres instituts de ce type-là. Donc, il s'agit de voir la partie à réintégrer, finalement, dans le réseau des communications ou de l'industrie culturelle québécoise. Et ça aussi ça devrait faire partie des négociations qu'on devrait avoir. Est-ce qu'on garderait la Société Radio-Canada, section Québec? Est-ce que ça resterait une entité distincte de Radio-Québec? Tout cela serait à discuter mais ça, ça fait partie des acquis que nous avons contribué à bâtir, nous, le Québec. Et il y a, au niveau de la défense, un certain nombre de choses, là aussi, qu'il faudrait vouloir partager. Mme Lamontagne pourrait l'explicitier en termes d'espace aérien, d'espace terrestre ou maritime, etc. où on pense qu'il peut y avoir un certain nombre de partages. Évidemment, on a tenté, nous, de soulever un certain nombre d'éléments là où des institutions seraient à

partager. On n'a pas les réponses à toutes les questions mais on identifie que ça devrait faire l'objet de négociations.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Brassard?

M. Brassard: Oui, M. le Président. On a appris hier, avec beaucoup de surprise, que nous vivions tous dans l'aveuglement collectif. Les bourgeois qui sont contre la souveraineté en profiteraient et les travailleurs qui sont pour y perdraient. C'est probablement ce que Marx appelait l'aliénation du prolétariat, j'imagine. M. Chrétien et d'autres sont en mesure de décrire avec beaucoup de précision les effets négatifs de ce qui n'existe pas encore, c'est-à-dire un Québec souverain. Mais ils sont incapables de voir et d'identifier les impacts nuisibles de ce qui existe déjà, le régime actuel. Ce qui me fait penser à une fable de La Fontaine où on voit un astrologue qui tombe au fond d'un puits. Il prédisait l'avenir en observant les étoiles mais il n'a pas vu le trou à ses pieds; il est tombé dedans. Comment en êtes-vous arrivés à la conclusion - vous avez réfléchi là-dessus, sûrement - que les intérêts des travailleurs seraient mieux défendus, mieux assurés dans un Québec souverain? Ou, vous pouvez le prendre d'une autre façon. Quels sont les risques réels, économiques ou sociaux que courent les travailleurs en perpétuant le régime actuel? Est-ce que, finalement, à l'instar de l'astrologue, on n'est pas déjà tombés dans le trou?

M. Paquette: Oui, je pense que la démarche de la CSN a quand même été longue parce que c'est seulement en 1966 que la CSN s'est prononcée en faveur du droit à l'autodétermination du peuple québécois. En 1979, on n'avait même pas pris position pour l'indépendance mais pour le rapatriement des pouvoirs nécessaires au développement économique et social du Québec. Et, c'est en 1990... et je pense que ce n'est pas un accident; c'est que la CSN, c'est aussi une institution dans la société québécoise, qui vit au rythme de cette société-là. On en est venus à la conclusion qu'il n'y avait pas d'avenir pour l'avancement de nos droits sociaux, économiques et politiques dans le Canada. On a juste à regarder la politique actuelle des hauts taux d'intérêts, qui est guidée davantage par le sud de l'Ontario, et qui fait très mal au Québec, pour le comprendre. Comme aussi, au niveau de la politique agricole qui est déterminée souvent davantage par rapport aux besoins des Prairies que par rapport aux besoins de l'agriculture du Québec. Alors, sur toute une série de domaines comme ça, on en est venus à la conclusion que le système actuel était néfaste.

Maintenant, qu'est-ce que l'avenir nous réserve? Comme je le disais en introduction, l'avenir va dépendre de nous-mêmes. La con-

fiance collective, la volonté collective de bâtir un pays. Et moi, j'ai bien plus confiance là-dedans que dans toutes les stratégies et les hypothèses qu'on peut faire, parce que l'avenir, malheureusement, on ne le connaît jamais. Tout ce qu'on peut déterminer, ce sont les conditions actuelles pour développer l'avenir. Et dans ce contexte-là, il me semble évident que le rapatriement de tous les pouvoirs au Québec est une première nécessité. Évidemment, la décentralisation vers les régions d'un certain nombre de pouvoirs aussi est une autre nécessité importante, mais ce dont on est sûrs, c'est qu'actuellement le système fédéral fait mal aux 10 % ou 12 % de personnes qui sont en chômage chronique. Il fait mal aussi au niveau des chevauchements des programmes qu'on peut vivre dans plusieurs régions, où le fédéral va dans un sens, le provincial va dans un autre. Il fait mal au niveau de la formation professionnelle. Il fait mal au niveau de la recherche et développement, et à long terme... D'ailleurs, on le sait, le Canada actuellement est un pays qui est en perte de compétitivité au niveau international. On va être entraînés dans cet ensemble canadien. Donc, je pense que c'est important qu'à ce tournant-ci de notre histoire, on prenne une décision pour l'avenir du Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Bourdon.

M. Bourdon: Alors, je voudrais vous féliciter de votre mémoire et aussi de la magnifique carte de Noël que vous avez distribuée, et de l'extrême qualité, de la grande qualité de toutes vos publications, et vous dire en deux mots qu'à vous entendre et à vous lire, je suis immensément fier d'être issu de vos rangs. Parce que ce que je sais dans l'âge adulte, c'est dans et par la CSN que je l'ai appris. Et vous dire aussi que j'aime votre projet de société parce qu'il n'est dirigé contre personne et qu'au contraire, il est fait pour et avec toute sorte de monde. Je partage votre projet de société. Je pense qu'il est tellement intéressant que même Jean Chrétien pourrait reprendre goût à peut-être recommencer à payer des impôts au Québec, advenant la souveraineté.

Et j'ai une question pointue: Croyez-vous, comme moi, que le premier droit humain d'une travailleuse ou d'un travailleur, c'est d'avoir accès à un emploi?

Mme Simard: Il va de soi que le premier droit, je pense, dans une société, c'est de pouvoir se réaliser pleinement, de pouvoir participer à la création des richesses, de pouvoir mettre à profit sa créativité et de pouvoir être un être libre et autonome. Et dans notre société, ça c'est possible lorsqu'on peut avoir, effectivement, un emploi et un revenu autonome de cet emploi-là.

M. Bourdon: Et à cet égard, ce que j'ajouterais, c'est que la formation professionnelle, dans l'est de Montréal par exemple, est tellement dans un état lamentable que j'ai rencontré, à un moment donné, un travailleur, un ancien de Texaco, une raffinerie qui a fermé, qui me disait: Écoutez, M. Bourdon, j'ai des économies, j'ai une maison, et je travaille chez un dépanneur où je gagne 6 \$ l'heure. Et il me dit: Je n'ai pas de problèmes économiques particuliers, sauf que - me disait-il - ça fait sept programmes où j'essaie de m'inscrire et ils me garrochent d'un fonctionnaire à l'autre. Et il m'avait fait frémir en disant: Écoutez, j'ai un problème de dignité. Est-ce que vous croyez que la souveraineté pourrait nous permettre de s'attaquer au problème de la pauvreté, en attaquant la cause principale de la pauvreté, qui est le chômage?

Le Président (M. Michel Bélanger): Ce sera la dernière réponse de cette présentation.

Mme Simard: Je vais vous dire qu'à la CSN on n'a pas fait comme d'autres, c'est-à-dire oui à la souveraineté si on nous donne telle et telle garantie. Mais pour nous, c'est très clair que le projet de société qui vise le plein emploi, qui vise effectivement un certain nombre d'autres droits, peut mieux se réaliser, c'est-à-dire qu'avec la souveraineté on va pouvoir réunir des conditions infiniment plus favorables à la réalisation de ce projet. Et, évidemment, soyez assurés que nous, la CSN, serons là pour défendre cette vision de société, ce projet de société, et c'est dans ce cadre-là que, pour nous, il a été relativement facile de pouvoir arriver à cette conclusion-là très, très majoritairement parmi nos membres.

M. Paquette: Juste pour la conclusion.

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui, oui. Allez.

M. Paquette: En conclusion, je voudrais, dans la suite de ce que disait Monique, vous inviter à faire des recommandations très précises au gouvernement pour que, très rapidement, la population québécoise puisse se prononcer sur le fond du problème. La proposition que nous faisons d'un référendum en juin 1991 me semble très sérieuse et, si le travail de la Commission, comme on le croit, est sérieusement mené jusqu'au bout et pris au sérieux par le gouvernement, on peut faire très rapidement pour éviter un ensemble de problèmes liés à l'insécurité devant l'incertitude de l'avenir du Québec. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Paquette. On vous a déjà félicité pour le ton serein du mémoire. Vous avez contribué à une

discipline exemplaire de nos membres. C'est la première fois depuis des lunes qu'on finit exactement à l'heure et on a passé deux fois plus de monde que le règlement ne le permettait. Donc, félicitations pour tout ça. Si vous voulez bien maintenant céder la place à vos successeurs.

(Suspension de la séance à 11 h 1)

(Reprise à 11 h 5)

Le Président (M. Michel Bélanger): Si MM. et Mmes les membres de la Commission veulent bien reprendre leur siège, nous allons reprendre la séance avec la présentation de la Société Makivik et du Comité constitutionnel du Nunavik. M. Charlie Watt will introduce the group and then make the presentation. It is all yours.

Société Makivik et Comité constitutionnel du Nunavik

M. Watt (Charlie): Thank you, Mr. Chairman and the committee members. Before I begin my presentation, first, I would like to introduce my fellow colleagues here. The gentleman on my right is Simeonie Nalukturuk, he is the president of the Constitutional committee that was given a mandate by the people from the Northern Québec. The person down the far end, Tommy Cain, is also a committee member of the constitutional group. Zebedee Nungak, on my left, is the vice-president of the Makivik Corporation, and Kakimik Naluyuk is also a committee member of the constitutional group. Peter Audlaluk, from Ivujivik, one of the Far North community, is also a committee member of the constitutional group.

I would allow our president of the committee to begin his introduction in this form here. Simeonie, you can take the floor.

M. Nalukturuk (Simeonie): Mr. Chairman, ladies and gentlemen, on behalf of the people of Northern Québec, which we now call Nunavik, I thank you for the opportunity to appear before you. The Nunavik Constitutional Committee of which I am president was established in 1989 by all the residents of Nunavik in order to, not unlike Québec wants to do, draft the Constitution and negotiate a self-government structure for the people of the territory. In other words, we seek for our homeland, again, not unlike Québec is seeking for itself.

The Inuit, in 1985, decided that they must have their own government, a government representative of all people of the territory. Therefore, a non ethnic government. This government must have an area of jurisdiction. This government must have an economic base. We have now developed a proposal for such a government in which the people of Nunavik will

be able to take part in the development of Québec as well as be more responsible for their future and contribute to the political and economical life of Québec by planning or playing a greater role in their affairs. Any new arrangement in Québec must include new arrangements between Nunavik and Québec. Thank you.

M. Watt: Mr. Chairman, I will make a short brief on behalf of the same people that Simeonie Nalukturuk represents. On behalf of Makivik Corporation, I am pleased to appear before this Commission to speak on the future of Québec, on the future of Nunavik Inuits in Québec. These are the issues I have been addressing, in one form or the other, over 20 years. We have submitted a written brief which I hoped we would be discussing in a great detail during the question and answer sessions.

But first, I would like to give a description of Inuit perspective in a current effort to define a relationship between Québec and the rest of Canada. Inuit view himself as a pioneer with its compt to develop a new relationship or define a new alternative to status quo. We were one of the first original people to sign the modern Land Claim Agreement. We were the first, really, to choose our land and institutions under provincial jurisdiction. Likewise, we were one of the first to have our region administered by a non-ethnic body.

In more recent years, we fought hard, with only limited success, to have our rights entrenched in the Canadian Constitution. Today, we are attempting to foster a new economic relations with ours in Québec, in hope this will help us fill a strong, lasting economic base we so badly need in Nunavik.

Throughout this period, we have watched Québec had pressed ahead with a number of efforts to define its relations with the rest of Canada. We now see that Québec has reached the end of its rope. That he is no longer willing to tolerate the status quo. And of course, we also see the rest of Canada is slow to accept the need for change and that he is slow to respond to the Québec challenge to refine the country.

Our own experience in those matters tell us not to be overly alarmed by those developments. In fact, with the benefit of a little in sight, we view these developments as normal, if not protectable. And ultimately, we take a great deal of comfort in knowing that a system that does not work will inevitably be replaced by that thus.

Having said this, we believe it will take a little time before the rest of Canada is ready to accept Québec's decision on its future. It should be understood that unlike Québec, or Inuits for that matter, the rest of Canada has little experience in seeking change in status quo or in seeking a new definition of itself. Québec, therefore, might have to be patient in providing

a liveway for the rest of Canada to catch up with its demand for realignment of a status quo.

As for the Inuits of Nunavik, we once again stand ready to work out a new arrangement with Québec, that might be made necessary by the changes that will be brought about. We believe we have a lot to offer in terms of workable models for self government and economic development in our regions. Moreover, our expertise will be inavailable while Québec begins to develop new and hopefully a strong relation with arctic neighbors.

In closing, I would like to give one concrete example of how Inuit are attempting to secure their future by working with institutions within the Québec framework. I believe this will provide the commissioners available insight into the thinking behind our brief and presentation. As the commissioners know, Nunavik is a part of Québec, north of the 55th parallel. It is an area where Inuit are overwhelmingly majority and where people hope to manage their affairs through effective self-government. It is also an area that is in desperate need of viable and lasting economic base.

The underdeveloped state of our economy is of grave concern for the Inuit. Nunavik's inability to be economically self-sufficient might eventually undermine our hope for a strong and secure future within Québec. Also Inuit are taxpayers. I would like to stress this one more time. Inuit are the taxpayers, unlike the Indians. We realize that Nunavik generate very little tax revenues. At the same time, we are aware that Québec is spending millions to provide government services and to maintain Nunavik infrastructure needs.

It is this imbalance which threatens our future. We know that sooner or later, Nunavik will have found ways of pulling its own weight as one of Québec regions. We believe that the solutions to our problems rest with Hydro-Québec and it is planned to develop a mass of hydro-electric projects within our region. It seemed like a perfect maths in so far, the hydro-electric development can answer Québec energy needs, as well as Nunavik requirement for economic base. (11 h 15)

Much remains to be worked out in terms of eliminating or lessening the neglect of environmental and social impact of large development projects. Nevertheless, Inuit are already pursuing discussions in the hope of having north hydro-electric project act as have Indians for economic development in Nunavik.

This approach will require rethinking of hydro rules. More to the point, Hydro-Québec can no longer be viewed as a mean of extracting ressources and wealth from the North, solely for the benefit of the southern economy. We believe that Hydro-Québec has the obligation to answer the energy and economic needs of all Québec regions, including Nunavik.

In this sense, we would like to see Hydro-Québec proceed with this project in the North, with Inuit as co-developers.

Decisions on those matters are obviously beyond the scopes of this Commission. However, I believe my example involving Hydro-Québec demonstrate how Inuit are attempting to secure their future by working with Québec institutions.

During the seventies, Inuit took the first step in tying their future to that of Québec by placing their lands and institutions under Québec jurisdiction. In nineteen nineties, we hope to continue in this direction by working with Québec to provide Nunavik with an effective self-government and viable economic base.

Mr. Chairman and the members, I thank you.

Le Président (M. Michel Bélanger): Bienvenue, Mr. Watt. We start now with questions from representatives of the governmental party, M. Sirros.

M. Sirros: Merci beaucoup, M. le Président. Bienvenue à nos personnes de Nunavik. First of all, I would like to thank Makavik and the members of Nunavik for coming forward and presenting to the Commission on the constitutional and political future of Québec. I think you make the point very, very eloquently that you have made a fundamental choice, a few years ago, and it is a choice that is rather unique. It was the first time that the choice was consciously made, on the part of the Inuit, to join and participate in the development of Québec as a society, by becoming full members of the society. You also give us the opportunity to take into account the fact that, to realize, rather, the vastness of the territory. And perhaps, just to drive it to home, it would be as if some of us from Québec or Montréal left to fly to Florida to go and present a brief, that is what some of you have done, basically, because the distance is about the same. In that sense, it is obvious that you are dealing with a specific and particular situation. As Inuit you are distinct – and you make that point also – and different from the Indians, whether it be by geography or from the fact that never were the Inuit included in the definition of native people in the Indian Act or such. All you are is recognized as aboriginal and native people. In that sense, I think what you have bring forward to us here is a statement that says basically: We are, one, tax payers and full participants in the development of Québec, we have specific needs, we have a process where we are looking towards the development of an autonomist government, our own management of the territory that we live in, on non ethnic lines.

Could you expand on that a little bit? It is something that we developed a little bit with some of the other groups that presented here.

Could you expand a little bit about the notion of the government as being non ethnic? I would like you to explain how this concept is perceived and understood by your people.

M. Watt: Mr. Chairman, Mr. Honorable Sirros, back in early nineteen eighties, it is even before nineteen eighties, during the... following the legislation that took place in early nineteen seventies, Inuit, at that time, were positively under the Department of Indian Affairs, under section 91.24 of British North American Act. We were placed under that either by accident or by the refusal of the Government of Québec, back in 1936, to pay for the welfare of our people, which was amounted to about 3000 \$. There was a litigation between the Government of Québec and the Government of Canada in 1936, as I mentioned, and the ruling finally came down in 1939. In those years, we were described as, more like an unknown people, unlike Indians, but savages, that is the way they described it, in the deliberations that took place in those years.

And we have been basically administered under that scheme, until up to 1975, administered, that is. But today, we are still politically under the trusteeship responsibility of the central government, which is a branch of the central Government part of the Department of Indian Affairs, but not administratively. Administratively, we have chosen to work under the framework of Québec. We realized at that time we were entering into a very new territory, but nevertheless, we felt that was the time for us to move ahead and explore a new area, even if it meant taking some chances. But we never really interpreted as though that it was a big chance that we were taking. Knowing the fact that your people have gone through a struggle, maybe in a similar fashion as we have, or we could be, over the past many years, so we felt that we had something in common.

We also felt that the Québécois, the Quebecers, would be more receptive in terms of accomodating our needs than our other neighbors. So that is what lead us into making that decision. In regards to securing and looking for a place within the society, I think we have made up our mind, quite sometime ago, but I want to stretch to the committee members here, that it would require a quite intensive discussion, and negotiation which we feel... at this point, we are going in that direction. Because we have a three-way negotiation with the Government of Québec, and I should not say that it is negotiation, because it is only a discussion at this point in time, which will be leading into the negotiations, one on the self-government, which Simeonie Nalukturuk is representing, one on the Hydro-Québec which would also be securing hopefully, these are all subjects of negotiations now. And depending on what, how accomodating the other side of the table might be, and we

tend to feel that we can find a model, we can build a model together. Probably it would be one of the first of a kind, would be a governing institution which will be attached to the Québec National Assembly by way of our Québec Assembly dedicating its power down to the regions. And I, for one, do not fully agree with the concept of going too far in terms of appointing a complete jurisdiction without having Québec have a role to play at this point in time because those are the areas that have to be worked out over the period of years that is in front of us. I do not know whether I answered some of your questions, sir.

M. Sirros: You have answered some of them. You have raised some others. Are you saying precisely that, from your stand-point, you are not only willing but considerate its normal and opportune that, in the perspective of self-government, it be the National Assembly that delegates the powers that this government would have, following an agreement that could be reached through discussions with Nunavik?

M. Watt: That is correct.

M. Sirros: So you have no ideological or philosophical problem with the delegation of power to a self-government?

M. Watt: No, I do not, simply because I think there has to be two steps taken. One is on the base of delegated authorities and, at a later date, you might join me together to define what are those areas that you might want to have a complete jurisdiction on. I cannot help to say that it is almost in the very similar nature what the Québec Government has gone through over the period of years with the central Government. And I guess I am not really saying anything different of what you have decided to do in the past and take your chances to enter into the Confederation. Maybe we are, in a sense, saying that we are prepared to enter into the Confederation if we are accepted. But, if we are not accepted by the nation of Québec, then, we have a problem. Where do we go from here? This is something that is down the road, that we will definitely have to come to part with and hopefully, we try to be optimistic in terms of finding a solution whatever the grave interests that might exist. But as far as I am concerned at this point in time, because we are very new to you, to Québec as a whole, we have no grievances with you at this point. Maybe over the period of years, maybe some grievances are going to be developing. That is part of human nature so we accept that.

M. Sirros: I also feel that it is probably à propos to say that for two groups that are so new to each other – because in fact, the rela-

tions between the Inuit and the Government of Québec are fairly recent in the scale of human evolution, I think 20, 30 years – we both probably come a long way in being able to work out arrangements and understandings that have allowed us to come to the point where we can have the discussions that are being had right now. I wonder if I might ask you to develop a little bit on the whole notion of economic development, for a bit.

The situation as it exists right now in terms of the land in the North, that which is owned by the Inuit is owned collectively. You are involved in many instances in private enterprise. There seems, off hand, some kind of contradiction in terms of the collective ownership of land which does not necessarily allow for capitalizing certain ventures; and certainly, ventures involving the natural resources are heavy capital orienting ventures. How do you reconcile that with the needs of free enterprise and, another aspect of this question, what role does the cooperative movement play in your society? I would suspect that there would have been in the past traditionally quite an emphasis placed on cooperative living, if you like, and that in modern day society, that might find some echoes in the cooperative movement, whether it be through "caisses populaires" or other kind of movements. I see I got the attention of Mr. Béland over there. So, I wonder if you might expand a little bit on the collective ownership versus the needs for developing capital and the role of the cooperative movement in your society.

(11 h 30)

M. Watt: Mr. Minister, the questions that you are raising in terms of the collective ownership of the land, which in some respects contradicts free enterprise, yes, that is, to a certain extent true, and we have been wrestling with that for some time now, since we signed the James Bay Northern Québec Agreement. As an example, a free enterprise that someone would like to use is, let us say, if he happens to have this ownership of the house that he is living in, and the land itself is collectively owned, and it cannot be sold and neither cannot be used as a collateral, yes, there is a problem there. And to a certain extent, it contradicts the free enterprise approach. That is something that we have been wrestling with, and the fact that we have been trying to arrive with some tentative agreement with the banking institutions by way of entering some form of the 99-year lease concept, in order to provide some incentive to the free enterprises to use their property as a collateral. But that remains to be worked out.

On the economic needs of the Nunavik in the global sense, we tend to feel that here is Hydro-Québec as a perfect example, which could be used as an economic base for our future governing institutions; at this point, we have a governing institution mainly at the administrative

level. But it does not really have the substantial powers to implement the social changes or the economic changes or to stimulate the economic needs in order to take care of the social needs. And we no longer wish to be looked at by our neighbors, by you as such, that we are riding on the backs of the tax payers. Therefore, we would like to enter, this is something on which we are working right now, hope to be able to enter into a formal, not only the formal discussions, but the formal negotiations, by way of extracting while the new agency, and Hydro-Québec is extracting resources out of the territory we live in. And we call it our homeland. We should be entitled to receive the wealth of that particular extraction from that territory. That is one element that could be used as an economic base for our governing institution.

But let me go a little step further in terms of enable to exercise our rights which we have obtained through the James Bay Northern Québec Agreement. In one hand, we have a sort of a governing institution that is more of an administrative body, which is a arm of the government of Québec, basically exercising in the area of social programs, housing needs, and infrastructures areas and so on, but it does not have the keys in terms of introducing a legislation that will favor or create the jobs opportunities or economic opportunities. So in other words, the rights that I obtain through the James Bay Northern Québec Agreement are rights, but they are no good to me if I cannot exercise those rights. This is what I mean by a strong need for governing institutions so we can take the rights we have got, and use them for the benefits of our people and the regions, hopefully not in the long run, but most likely it will be in the long run, that we can be looked at as more of a genuine people that have the rights to contribute to the society of Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): We now move to questions by the Opposition party M. Perron.

M. Perron: Oui, merci, M. le Président. If you permit me, I would like first of all to welcome the members of the Inuit Nation, who presented this brief this morning, and I find that the brief is quite interesting, especially that we have to consider that you are a nation on the Québec territory, and the most important thing is that you already took the real position that you wanted to take as a nation inside of a Québec society.

I would like to welcome especially, Mr. President, the presence of a member of the Inuit Nation by the name of Mr. Zebedee Nungak whom I had the chance to meet in 1976 during the election, because he presented himself during that election in 1976 and when I had the chance to meet him in Sept-Îles at a meeting, he made

quite an impression on me and I see that he is still present over here today.

I have a few questions to ask you concerning your brief and I would like to... Considering the fact that you placed yourselves in your brief and before the presentation of your brief under the jurisdiction of Québec and that, presently, you are negotiating with the Québec Government concerning a Constitution for Nunavik, do we have to understand that you are for the sovereignty of Québec rather than a renewed federalism? That is the first question.

M. Watt: Before I attempt to answer your questions, first, I would like to correct the notion of the fact that you mentioned that we are the Inuit Nation. We are this part of the Inuit Nation which lives within the Northern Québec, which is a part of Québec since 1912, Extension Act. We, are Nation, globally, at the international communities. Let me clear for why I say that. We have Inuit on the North West Territories which are the same people. We have same language. We also have Inuit in Labrador, who have the same language and the same culture background. We also have Inuit in the Alaska who have the same language. We have Inuit in the Greenland, Alaska, who have the same languages also. Recently, we also discovered, which is a very interesting one, we also have the same language as Syberian Inuit, but there are slight variations in terms of dialects, but, basically, it is a one language.

That is to let you know that we look at ourselves as a Nation at the international level, but we are just a part of the Nation that lives in Québec.

Getting back to your questions, in records to whether we more for... If I understand you correctly, you were saying that you were more in favour for sovereignty rather than renewed federalism.

M. Perron: Yes.

M. Watt: Let me try to put out this way. I, for one, and along with my colleagues here, have not seen Québec really meet that citizenship. I hope I am right when I say that. But, if you would have chosen to go for out-right independence, then I would say it is premature at this point because you have not done your feasibility study yet. That is a number one power that I feel as a committee. If I were a member of the committee here, I would emphasize pretty strongly a need for a feasibility study, whether Québec itself sufficiently have enough economic base if it is totally opted-out from the rest of Canada.

And I think that Québec, probably more than the other provinces, is quite capable of doing that, but the fact is there was going to be some consequences, direct and indirect conse-

quences. If that move takes place without a very careful examination to what is going to happen in Québec, including what is going to happen to the rest of Canada, because, knowing Québec and being part of it, I tend to feel that you might go in one direction. When you begin to see the rest of Canada being – let us put it this way – being swallowed in by a bigger animal – let us say "United States", for example – you might be the first one to run and try to save the country. So, that is quite a possibility.

And we understand when you talk of sovereignty that you would like to become sovereign and remain to have some ties, whatever those might be, with a central government – maybe "central government" is not the word for it – with the rest of Canada.

M. Perron: Association?

M. Watt: Some form of association. And that option needs to be articulated so everyone of us can clearly understand what that means. We are not saying we are against the concept, neither we are saying we are for it, because it remains to be negotiated. Most, when I say "remain to be negotiated", I am not talking about negotiations between the Federal and the Provincial Government, at this point, but I am talking about us having to be ...part of that formation, as you call it, as a nation.

M. Perron: Equal to equal?

M. Watt: Yes. What is that, again?

M. Perron: Equal to equal.

M. Watt: Well, sometime you would like to work something out on the equal to equal basis, but the reality, sometime, dictates otherwise. But that remains to be seen.

M. Nungak (Zebedee): To answer to part of your question, I would just like to elaborate on why it is not possible for us to just say a neat and tidy yes or no to the question: Do we favour sovereignty? We would say yes but, if we say yes, we are restricting ourselves to the territory of Québec as it is today, whereas in the framework of negotiations, we want to conduct and, in the area, we want jurisdiction. We have unsettled claims on the offshore in Hudson Bay, Hudson Strait, Ungava Bay. Those are federal or territories that are not Québec at the present time, but territories which we use in our everyday lives.

They were territories in the North West Territories, before our grandfathers became citizens, in 1912, that we have always exercised. We do have outstanding unsettled claims on the offshore. We have aspirations to have a jurisdic-

tion over that area because, in the course of our life, we harvest our food in that area. It is not because we have artificial territorial ambitions, it is because we use the offshore as our bread basket. We harvest much of our food there. We have an outstanding claim. So, in the equation of who is sovereign over what, we have a question that is not settled and that would not be settled hopefully without our participation. And if today's Québec's boundaries were ever to be extended, we would have quite a bit to do with that.

M. Perron: If the population of Québec, the people of Québec take the decision, as a majority, to become independent or a sovereign nation with the 1912 territory that you were talking about, then, we would have to prepare a constitution, a written constitution. Could you tell me which rights could be put inside that new Constitution of Québec, that would insure your rights?

(11 h 45)

M. Watt: O.K. I guess there is two ways to look at it. One, I do believe that you have your own constitution, which you continue to build upon, also. And that Constitution of Québec is probably going to reflect what that reality is going to be. We have also developed our own constitution which the comity members have been working on since they were elected to work on it. I guess, on the one hand, we could say to you: Yes, we do have our constitution. And our constitution, as far as I am concerned, what we are, what our basis are, is a foundation that is not negotiable. In the same way, as Québec is saying: Our constitution, our foundation is not negotiable. What is negotiable, is what is flowing from that in terms of sharing economic base, in terms of sharing certain powers which have to be stipulated through a discussion leading into negotiations. I don't know whether I answer you.

M. Perron: Yes, you do.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ce sera votre dernière intervention, pourvu qu'elle soit brève, M. Perron.

M. Perron: Oui. O.K. A last question I would like to ask you. In your english brief, page 14, at the top of the page you are writing this: "Any proposals for Québec's political and constitutional future, will have to address to North-North relationship between Nunavik and the Northwest Territories and Labrador. This will require the direct participation of the Inuits of Nunavik". When you are talking about Nunavik, are you talking about all the rest of you nation which is in the Northwest Territories, in Greenland, in Labrador, or only that part of Québec?

M. Watt: When we talk of Nunavik, we talk

of above the 55th parallel, including the offshore. In page 14 of that brief and as you mentioned, there will be a need for a North-North dialogue in terms of arrangements that have to be worked out. This will not only be beneficial to the Inuit itself, but I do believe it will also be beneficial to Québec as a whole. I think your argument is much stronger through Inuit, the fact that we have claims to the offshore. Québec having an interest, in terms of having a jurisdiction to offshore. That is one area. Aside from that, we also have a part of nation which I have described a little earlier on, in N.W.T. Northwest Territories, that the mobility of those people will have to be taken into account. And also the influx of flow between the two communities of Northern Québec and N.W.T., and Labrador. Aside from having rights to the offshore, we also have unsettled claims in Labrador itself, in the Mainland, which, and again, knowing what Québec's history is in relation to Labrador, might be of some interest to you.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous allons maintenant...

M. Watt: Plus, we have also unsettled claims on the offshore on the Labrador site, where there is going to be very heavy activity when it comes down to Hibernia where, again, Québec has certain amount of acquaintance in that area, which could be again beneficial to you.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions des membres. J'ai trois intervenants, si vous pouviez être au point, on les passerait tous les trois sans problème, M. Beaudry, M. Libman et M. Laberge. M. Beaudry.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. From what I can understand of your position at this point, on the discussion for sovereignty, I understand that your position clearly is that Québec should not declare itself sovereign unless discussions are taken, are made or gone along with you, in the first place. Am I understanding you well?

M. Watt: That is very correct. In other words, what we are saying to you, members of the Commission, is, whatever you do, whatever recommendations you put forward to the Cabinet or the Government, we have to be part of one of the main players in this.

M. Beaudry: Am I understanding you well also, when you say that this is your official position and should Québec declare its sovereignty without you being involved in the discussion as such? Am I to understand you also, there,

that possibly your position, as far as your own constitution – because you are talking of your own constitution in parallel with the one of Québec – and possibly the territories, within the province of Québec, at this point in time, could also be brought up and rediscussed, even though agreements have been taken with you previously with Québec concerning these territories? Am I to understand that you would put all this back in the balance to be discussed again in that situation?

M. Watt: In the matter of where the actual nation to nation relationship is concerned, if that is what you are implying, nothing, at this point, has been settled in the past, up to now, between ourselves and the Government of Québec, on the concept of nation to nation relationship, but there has been agreement between the Government of Québec and ourselves, at the administrative level, in terms of the physical responsibilities that normally go with it, to administer the people and the region that needs administration.

M. Beaudry: When you are talking, in your brief you are saying the agreements have taken place with Québec which have satisfied you, up to a certain point, discussions still have to be made. And you are talking of your own constitution. You are talking of self-government. At that point, are you saying, in fact, should you want to be sovereign eventually, even though you are a part of Québec at this point in time, eventually, that you would be claiming a certain territory within the jurisdiction of Québec? Is that your position or would you look at your sovereignty only on the territories outside of Québec?

M. Watt: I will have to say that we would prefer to enter into a more formal partnership arrangement, rather than each goes in its own direction. The reason we prefer to concentrate on the partnership arrangement, is because that is more healthy in terms of becoming more productive, in terms of being able to live in harmony with each other. Why do we have to make our life miserable, when there is a way to work out the grievances, if there is any?

M. Beaudry: This way would have to be done before Québec declares itself sovereign?

M. Watt: This definitely has to take place before, yes.

M. Beaudry: You do realize that a long period of time could be spent before we can go before the people of Québec, by asking for that?

M. Watt: That is correct. Yes. We also know...

M. Beaudry: So your position, as far as that end of it is concerned, is somewhat the same as all of the other First Nations in the province?

M. Watt: I did not say that exactly.

M. Beaudry: On that particular point.

M. Watt: On that particular point, I do not know exactly what the positions of the aboriginal groups are in relation to what happens... where they would stand in relation to if Québec becomes sovereign or becomes independent. I do not have a clear picture, because I can only speak for the Inuit.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Laberge.

M. Laberge: M. le Président, quand je rencontre des payeurs de taxes, au Québec, je suis toujours très sympathique. Whenever I meet taxpayers in Québec, I am already very sympathetic to that, being one myself. We both know what we mean. I want to congratulate you. I think this is a very good position that you took; it must not have been easy. You had the choice, and you decided to do that, and it is not known well enough, among Quebecers, and it is good that you come here and you repeat it. There are a lot of people who do not know it. One thing, though, I do recognize that you are somewhat impatient of concluding your negotiations with Québec. A good start is there, but we have to go further. I do not know whether we can do it as fast as what you hope, but I sure hope that this will not be delaying what we believe that we also have to do. We do recognize... You heard the brief presented by the CNTU again this morning, by the Québec Federation of Labour a month ago. We do recognize those rights and we are prepared to sit down and negotiate. We believe that the Government must do that. However, I do hope this will not be refraining the other.

M. Nungak: Well, the Québec that my grandfather's time... that we annexed to was very much a part of Canada, in 1912. The Québec that we consciously signed an agreement with in 1975 was an unsovereign, or not sovereign in the way that the language today is. It was very much a part of Canada. The Québec that we aspire to be part of, in the future, is a Québec which we hope will have the sense to make an arrangement with us. We have many pieces of outstanding business that are not settled. We do not pretend to have the means to prevent you from doing what you are determined to do, or what many people in the province are prepared to do. But we cannot say: We are on your train, because being on your train may restrict our relations with the things that we

have just described: our cousins and aunts and uncles in other jurisdictions, our claim to the offshore etc., etc. We basically hope that Québec society recognize that we want to be part of Québec if the new Québec, or the Québec of the future, is going to be somewhat very different from the Québec that we joined in 1912 and 1975. We only hope that we will have a big part in how that new Québec is defined.

M. Laberge: We agree with that.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à M. Libman.

M. Libman: Merci, M. le Président. I would like to welcome Senator Watt and the Makivik Society. I think Senator Watt is the first and only senator that we will be hearing at these hearings. I would like to follow up a little bit on some other questions that were asked already, and have a bit more elaboration on some of them. Firstly, in section 3 of your brief, you state that your constitutional committee, as the minister mentioned, propose the creation of a unique government, a non ethnic government, "qui relèverait de la compétence de Québec et fonctionnerait en vertu de pouvoirs délégués par l'Assemblée nationale du Québec". You mentioned that powers would be delegated by the National Assembly. Do you see these powers as being constitutionally entrenched, or would they be delegated by act of the National Assembly, where a simple vote of the majority could reverse some of these powers that are delegated by the National Assembly? Would you request or demand that these be entrenched constitutionally?

M. Watt: We would have preferred to have it entrenched within the constitution, probably at the beginning, the notion or the ability of the Government of Québec that can delegate that notion, delegate to regional body, such as Nunavik government for example.

If we are capable in some area, if we can clearly define which of those values are very important to us, we would want definitely to have those enshrined in the constitution rather than enacted by a legislation. Because the legislation, as we all know, could be changed anytime. This is one of the reasons why I would like to take you back to the fact that our Constitution, which is a foundation of what we are, is not negotiable. But what is flowing from that as a mechanic, an institution, what shapes and how the power is going to be attached to the governing institutions, in adjacency with the Government of Québec, that has to be negotiated out.

M. Libman: O.K. now, the whole question of territorial negotiations, territorial sovereignty, there has been a lot of discussions of that.

Events seem to indicate that the Government will be going ahead with James Bay, the James Bay II development, with somewhat minimal concern for the environmental impact, for the impact on the Crees and Inuits, in the Northern Québec regions. I had an opportunity, this summer, to be in the James Bay region, and speak to many representatives from the Crees, and they are very concerned about the impact of this development, many feel that the Government has not necessarily lived up to the James Bay and Northern Québec agreement. And, as I mentioned, they are concerned about the Government's commitment to their specific concerns. And you referred to, earlier, of the necessity to be consulted and that you must take part in these negotiations as far as any future constitutional rearrangement is concerned. And the Crees brought that point up very clearly as well. They feel that if their concerns are not met with, if they are not consulted, they will specifically have to determine whether they will make their own territorial claims, from an independent Québec, if Québec decides to become sovereign. They feel that any move for Québec sovereignty must have their consent. So, in the light of the fact that the Government seems, you know, although the minister may have good intentions, in the light of the fact that the Government seems, at times, to neglect the concerns of the natives, do you see that as a possible conflict, if Québec goes for its sovereignty, the fact that the natives will illegitimately try to claim the entire territory of 1912, Rupert's Land, etc? Or do you see that as being divided among the native communities, the Crees perhaps feeling one way, your community feeling another way? Do you see that as a legitimate possible conflict between the natives to the North, and the Québec Government, if Québec decides to become sovereign, without properly consulting the natives?

Le Président (M. Michel Bélanger): That will be the last question and answer.

M. Watt: That is a mouthful of the questions that you are laying on me. I guess it would be correct to say that no one ever really thinks the same. Or no one ever really has the same position. It is possible that the Crees might have a different view, and even though they might have a same fundamental concern, in terms of social-economics concerns, plus social-environmental impact, at this particular project that is about to take place. We have decided that we are going to deal with this matter through negotiations, rather than through the confrontation way. That is the way that the Crees have chosen to take.

But, what happens at the end, if Québec happens to go on his way and may become sovereign, or independent from the rest of the

country, without proper consultations, or without proper input from the Crees and Inuit, yes there is a possibility we could develop a different scenario and a different approach. But what we are saying to you here, is that you need our resources in terms of continuing to develop your economy, and to continue to develop your energy needs. Therefore, we have to be not only consulted, but we have to take part. I think it is even correct to say maybe we should have one of our people to be a member of this Commission.

M. Libman: You bet.

M. Watt: Why this was not dealt with, I guess, is beyond your mandate also so...

M. Libman: As a Canadian senator, you are concerned about...

Le Président (M. Michel Bélanger): Your time has elapsed, Mr. Libman.

M. Watt: I am not...

M. Libman: concerned about...

M. Watt: Mr. Chairman, if you do not mind, I would like to make a reference to the fact that they kept alluding to the fact that I am a senator. Yes, I am a senator, but I am not here as a senator, I am here as an Inuk representing the Inuit, but not representing the Government of Canada. Thank you.

Le Président (M. Michel Bélanger): So, it is now my turn to thank you for this presentation, I will say Mr. Watt, but you are also entitled to the honorary title of Senator in this room. And also thanks to Mr. Nungak, Mr. Nalukturuk and all your colleagues for the brief and the presentation and for having answered the questions. Thank you.

(Suspension de la séance à 12 h 6)

(Reprise à 12 h 9)

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous reprenons la séance, et nous recevons maintenant la Fédération des femmes du Québec. Mme Bonenfant, si vous voulez bien présenter les membres de votre groupe, et ensuite, puisqu'il s'agit d'une audience d'une demi-heure, vous avez cinq minutes pour la présentation de votre mémoire. Allez-y, madame.

Fédération des femmes du Québec

Mme Bonenfant (Claire): M. le Président, Mmes et MM les commissaires, il me fait plaisir

de vous présenter les personnes qui m'accompagnent: à ma droite, Mme Martine Bégin, présidente du Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail, mieux connu sous le nom de CIAFT; ensuite, Mme Ann Robinson, juriste et professeure à l'Université Laval; à mon extrême gauche, Mme Raymonde Chartrand, présidente de la Fédération des agricultrices du Québec; ensuite, Mme Micheline de Sève, professeure en sciences politiques de l'UQAM; et Mme Ginette Legault, politologue et administratrice de la recherche à l'UQAM, toutes membres de la Fédération des femmes du Québec, bien sûr.

Alors, je vais essayer de résumer en cinq minutes notre mémoire, et surtout son orientation, mais, avant tout, je veux vous présenter rapidement la Fédération des femmes du Québec, qui a été créée en 1966, qui regroupe quatre conseils régionaux composés de membres individuelles et 115 associations qui représentent environ 100 000 femmes. De plus, ces associations, qui sont elles-mêmes de type fédératif, nous permettent de rejoindre presque en ligne directe 300 000 femmes au Québec. La Fédération des femmes a participé à toutes les grandes étapes de l'histoire des femmes depuis 25 ans et constitue le regroupement d'associations de femmes le plus important en nombre au Québec. Depuis quelques années surtout, nous nous sommes particulièrement intéressées aux questions constitutionnelles, comme en témoigne notre intervention auprès du comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes sur l'accord constitutionnel de 1987. La participation de la FFQ à la présente Commission est donc en continuité directe avec ses actions antérieures. De plus, l'exclusion des femmes comme groupe social de la composition de cette Commission nous autorise, croyons-nous, à venir rappeler à nos élites politiques très majoritairement masculines que l'avenir du Québec ne se définit pas d'abord et seulement en termes économiques.

Alors, pourquoi intervenir? C'est que l'avenir du Québec est en jeu, et la forme politique retenue pour le Québec ainsi que son statut constitutionnel auront des incidences directes sur l'organisation sociale et politique du Québec: Dans quel genre de pays voulons-nous vivre? Quel projet de société voulons-nous défendre dans ce pays? Et pour ce faire, de quels pouvoirs avons-nous besoin? Ce sont les questions que nous nous sommes posées et auxquelles nous avons tenté de répondre dans notre mémoire. Les femmes sont porteuses d'un projet de société, et nous voudrions que ce projet soit incarné dans le Québec. Nous voulons une société non discriminatoire et démocratique, qui crée un environnement favorable au plein exercice des libertés civiles et civiques de la population. La Fédération des femmes croit qu'au-delà des allégeances politiques de ses membres, elle doit faire un choix par rapport à un projet politique, sans égard à un parti, c'est-

à-dire sans partisanerie. Notre voix en est une de femmes et de citoyennes féministes. Nous venons dire ici quel projet nous voulons pour le Québec et de quels pouvoirs le Québec a besoin pour le réaliser. Donc, au-delà du statut constitutionnel du Québec, c'est le projet social et politique qui nous intéresse.

Nous croyons que la marge de manoeuvre, quant à l'inscription de changements importants dans l'organisation sociale et politique du Québec, sera proportionnelle au degré d'autonomie que le Québec se donnera. En ce sens, et bien que nous soyons tout à fait conscientes que l'autonomie politique n'est pas la seule condition à de tels changements, nous croyons que les femmes, comme groupe social, ont intérêt à choisir la plus grande autonomie possible, politiquement, pour le Québec.

L'appartenance du Québec à la Fédération canadienne nous empêche d'élaborer un projet de société qui corresponde à nos besoins particuliers. C'est ce que la Fédération des femmes a constaté au fil des ans, en étudiant différents dossiers du point de vue des intérêts des femmes. L'analyse de nos positions antérieures montre que les limites rencontrées se situent à deux niveaux. Premièrement, le partage des compétences entre les deux paliers du gouvernement et, deuxièmement, le caractère distinct de la société québécoise.

Dans le régime fédéral actuel, le partage des compétences entre Ottawa et Québec est source d'incohérence au niveau des politiques, et les Québécoises en font trop souvent les frais. Qu'il s'agisse de la juridiction sur le mariage et le divorce, de la réforme des régimes de rentes, de la formation professionnelle ou des congés de maternité tributaires de l'assurance-chômage, nos analyses nous amènent à constater que c'est non seulement le partage des compétences entre les deux paliers de gouvernement, mais la concurrence que se livrent ceux-ci qui est source d'incohérence. On se retrouve toujours devant des situations aussi aberrantes que celle-ci. Au Québec, on se marie sous une loi provinciale, on divorce sous une loi fédérale et, ensuite, on partage les biens sous une autre loi provinciale. (12 h 15)

Ce qui nous amène à conclure que tant que nous aurons deux gouvernements en compétition, il sera très difficile de définir les orientations cohérentes et de bâtir un projet collectif.

Devant le caractère distinct, l'expérience de la Fédération des femmes avec les groupes de femmes canadiens et québécois, depuis une dizaine d'années, lui a permis de constater que les Québécoises, à l'encontre de leurs consœurs canadiennes, font davantage confiance à leur gouvernement provincial qu'au gouvernement fédéral. D'ailleurs, en concentrant nos interventions au niveau provincial, nous avons marqué de réels progrès au chapitre de la condition féminine, progrès qui ne sont pas étrangers au carac-

rière distinctif du Québec. D'un point de vue féministe, nous comprenons l'importance de l'autonomie et de l'identité. De tels enjeux furent et sont encore au cœur de nos luttes de femmes. Nous connaissons le prix de l'autonomie, mais aussi sa valeur.

À la lumière des considérations que nous venons d'énumérer relatives à un nouveau projet de société, fort de l'implication de la FFFQ dans les revendications des femmes du Québec, le conseil d'administration provincial de la Fédération des femmes du Québec pense donc que les intérêts des femmes seraient mieux pris en compte dans un Québec autonome et souverain.

Quant à l'aménagement de la souveraineté, ce qu'il nous faut redéfinir collectivement, ce sont non seulement nos liens avec le Canada, mais ce que sera ce nouveau pays du Québec. C'est l'ensemble des rapports sociaux qu'il nous faut repenser.

Le projet de constitution devrait comporter, outre la déclaration d'indépendance ou de souveraineté, l'enchâssement de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne avec, entre autres, certains chapitres particuliers consacrés aux droits spécifiques des femmes, de même que la reconnaissance des droits ancestraux des premières nations, tels que définis dans la Charte canadienne des droits. L'élaboration du projet de constitution devra être assurée par une assemblée constituante, élue au suffrage universel et composée d'un nombre égal de femmes et d'hommes. La représentation que nous voyons ici ne devrait pas se répéter dans la constituante. Notre mémoire contient des recommandations sur l'organisation du nouvel État du Québec sur les plans politique, juridique, judiciaire, économique, de même que sur les liens à établir avec les autres pays et la communauté internationale. Nous sommes prêtes à répondre à vos questions.

Le Président (M. Michel Bélanger): D'abord, une représentante du parti formant l'Opposition officielle. Mme Blackburn.

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. Mme Bonenfant, mesdames, bonjour. Je voudrais vous souhaiter la bienvenue à cette Commission et vous remercier de la contribution particulièrement précieuse de votre réflexion aux travaux de cette Commission. Vous savez, vous prenez fait et cause pour la souveraineté et je dirais que c'est un peu nouveau par rapport à 1980 que les femmes, ici, en Commission, on l'a entendu, prennent fait et cause pour la souveraineté, comme les jeunes – quoique c'était un peu plus vrai aussi en 1980. On a les syndicats, une partie des hommes d'affaires et ça nous laisse penser que ça a traversé, je dirais, toutes les couches de la société.

Vous établissez avec justesse un rapport entre l'importance, dites-vous, comme femmes... Vous avez compris l'importance de l'autonomie et

de l'identité. Vous en connaissez le prix et aussi la valeur. Vous dites que c'est la même chose pour un peuple, et qu'un peuple n'a pas intérêt à fonder son identité dans l'identité canadienne en ce qui concerne le peuple québécois.

Vous faites une démonstration particulièrement lumineuse, et je pense que c'est celle que j'ai trouvée la plus intéressante à cet égard, disant que les difficultés qui résident dans les rapports du Québec avec le Canada ne sont pas exclusivement dues à la Fédération canadienne mais particulièrement au caractère distinct du peuple québécois qui a toujours des demandes qui ne correspondent pas aux attentes des autres provinces canadiennes.

Je ne veux pas m'attarder là-dessus parce qu'on a peu de temps, mais vous le dites dans plusieurs dossiers. Dans celui des régimes matrimoniaux, de la réforme du Régime des rentes, vous dites: Nous, on était prêtes à reconnaître le régime des rentes pour les femmes au foyer qui s'occupent d'enfants ou de personnes âgées ou handicapées, on n'a pas pu parce que le fédéral n'était pas rendu là; la formation professionnelle, les congés maternité, les programmes sociaux où, encore là, on réclame, en santé et service social; que ce soit le Québec qui ait pleine autonomie là-dessus, alors que le fédéral n'est pas rendu là. Autrement dit, vous nous dites: Les femmes québécoises, lorsqu'elles veulent avoir quelque chose, et l'histoire nous le démontre, lorsqu'on a fait des gains, on les a faits avec le gouvernement du Québec, alors que les femmes canadiennes – c'est en page 9 de votre mémoire – vous dites: Elles se tournent vers le gouvernement fédéral. Vous dites: Tout ça fait qu'on ne peut pas se donner un projet de société.

J'aurais deux questions qui, évidemment, une fois ça dit, touchent davantage le processus d'accès à la souveraineté. Vous proposez les principaux éléments de ce que pourrait être un projet de société et vous suggérez, en page 13, que l'élaboration de la constitution québécoise, du projet de constitution: "Devra être assurée par une assemblée constituante élue au suffrage universel et composée d'un nombre égal d'hommes et de femmes." Je voudrais savoir comment on pourrait élire au suffrage universel et s'assurer qu'il y a une représentation égale. Je dois dire que ça me posait un peu de difficulté, mais j'aimerais aussi savoir selon quel scénario et ce que ça nous donnerait comme échéanciers? Est-ce qu'il y aurait d'abord un premier référendum qui porterait sur la souveraineté, ensuite l'élaboration d'une constitution québécoise, et ensuite un second référendum? Et dans quel espace de temps?

Mme Bonenfant: Moi, je pense que, par rapport à la question, nous avons beaucoup réfléchi sur la nécessité du référendum et il faut dire que plus le déroulement de cette Commission

avance, nous voyons qu'il y a un consensus par rapport à un référendum qui viendrait rapidement après le rapport de la Commission. Nous sommes prêts à nous railler à ce consensus, si c'est vraiment le consensus qui se dégage des opinions des intervenants devant la Commission. Mais nous avons pensé à la création rapide de cette constituante comme économie d'énergie, parce que c'est évident que si on fait un premier référendum et ensuite une constituante, il faudra aussi resoumettre la constitution à un autre référendum. Ça fait des délais qui s'allongent, à notre avis, inutilement.

Pour votre autre question, sur la façon d'élire une constituante, moi je pense qu'il s'agit de se pencher sur ce problème-là. Il y a d'autres pays qui ont fait des constituantes. Je pense qu'il y a moins de difficulté à créer une parité entre les hommes et les femmes dans une assemblée constituante que dans une Assemblée élective ou une assemblée nationale qui est soumise à toutes sortes d'autres impératifs. Mais, si on fait une constituante composée de corps représentatifs de la société, il s'agit de demander qu'on ait un homme et une femme qui représentent les corps constitués. Alors, je pense que ce n'est pas insoluble de faire une assemblée paritaire.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci a épuisé votre temps, Mme Blackburn.

Mme Blackburn: J'avais une toute petite question, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je me méfie de vos toutes petites questions, mais pour une dernière fois.

Mme Blackburn: Oui, alors je la pose brièvement. En page 16, vous proposez un nouveau mode de scrutin. Et d'autres sont venus nous dire ici qu'il ne fallait peut-être pas le changer tout de suite parce qu'il y aura déjà suffisamment d'insécurité pour que... éviter de s'engager trop rapidement dans une réforme du mode de scrutin.

Mme Bonenfant: Je vais demander à Mme Ginette Legault de répondre à cette question.

Le Président (M. Michel Bélanger): ...je vous suggère de donner une brève réponse.

Mme Legault (Ginette): On a évoqué dans le mémoire, effectivement, la possibilité de regarder à nouveau la perspective de modifier le mode de scrutin. C'est quelque chose sur quoi les groupes de femmes ont travaillé depuis longtemps. Mais je pense que l'important, le message qui passe derrière ça, c'est davantage de se pencher sur de nécessaires changements structurels dans les appareils politiques. Et j'entends par là, au-delà

de la question du mode de scrutin, n'y aurait-il pas une question plus fondamentale qui est celle de la place qu'on fait aux femmes dans les structures politiques actuelles, en particulier, évidemment, les partis politiques au niveau d'une juste représentation? C'était plus dans ce sens-là qu'on abordait le thème.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous passons maintenant aux questions des membres, M. d'Anjou et M. Proulx.

M. d'Anjou: Bonjour mesdames, bienvenue, ça nous fait plaisir de vous entendre. Je me suis attardé un peu sur le plan économique, au problème de la pauvreté. Venant d'une région, je pense qu'on peut le constater, vous avez parfaitement raison d'en parler. Sauf que les solutions ne sont pas toujours faciles. Au plan de l'emploi, vous recommandez le développement de programmes d'accès à l'égalité et de formation professionnelle et l'adoption d'une politique de plein emploi. Qu'est-ce que contiendrait une politique de plein emploi? Beaucoup de gens en parlent, mais je n'ai pas encore eu la chance de connaître les éléments d'une telle politique dans une social-démocratie.

Mme Bonenfant: Je vais demander à Mme Bégin de répondre.

Mme Bégin (Martine): O.K. Je pense que ce qu'il est important de préciser, c'est qu'une politique de plein emploi c'est une politique qui est basée sur... Toutes les décisions doivent être prises en fonction des emplois, en fonction du taux de chômage, et non pas comme actuellement où on prend beaucoup de décisions à caractère économique en fonction du dollar. Le dollar remonte, descend... Il y a plein de décisions qui se prennent au niveau économique qui ont des impacts sur le taux de chômage. Et le taux de chômage est actuellement un stabilisateur à l'économie. Alors, une politique pour le plein emploi serait une politique où les décisions seraient prises en fonction de conserver le plus grand nombre d'emplois de qualité, pour assurer à différents individus, hommes et femmes, qui veulent travailler, qu'ils puissent travailler dans des conditions intéressantes et subvenir à leurs besoins pour lutter contre la pauvreté.

Il y a aussi d'autres éléments, je pense, qui doivent être inclus dans une politique de plein emploi, c'est de prendre en considération les injustices dont les femmes font les frais, sur le marché du travail ou par rapport à l'emploi. Je pense qu'il faut asseoir les différents partenaires socio-économiques – et là, ce n'est pas seulement économique, c'est vraiment socio et économique – pour arriver à bâtir des structures et des façons de fonctionner qui permettraient de gérer l'emploi et non pas de gérer le chômage, comme on le fait actuellement. Bien sûr, il y a

une politique aussi de formation professionnelle qui répond aux besoins des individus, de la main-d'œuvre, des entreprises et des régions.

M. d'Anjou: Je vous remercie. Il reste quand même que, quand je regarde les régions qui se vident, je suis forcé de constater une chose. C'est que les emplois ont diminué énormément en régions, et la raison fondamentale, c'est qu'on a modernisé. On a regroupé. Certaines entreprises sont même parties de la région pour faire face à la concurrence. L'employeur qui doit prendre une décision, soit moderniser pour faire face à la concurrence internationale, ou conserver un plus grand nombre d'emplois, parce que souvent, en modernisant, on réduit les emplois, c'est une décision difficile à prendre. Si vous ne modernisez pas, vous conservez plus d'emplois, mais vous êtes peut-être moins compétitifs. Si vous modernisez, vous réduisez les emplois, presque toujours inévitablement. Ce n'est pas facile.

Mme Bégin: Je pense qu'il ne faut pas le voir simplement comme ça, dans le sens où actuellement, on ne se le cachera personne, on n'a pas une politique de plein emploi. Donc, c'est sûr qu'un employeur qui est face à une décision comme ça est seul par rapport à cette décision-là. Il n'y a pas de politique globale sur laquelle il peut se fier, et, lui, est confronté à cette décision-là. Quand je dis: Il faut asseoir les partenaires ensemble pour arriver à trouver des structures et des modes de fonctionnement qui feraient qu'on pourrait conserver des emplois, c'est justement de ne pas isoler les décisions, soit dans les entreprises, soit dans les gouvernements, soit dans les différentes institutions. Moi, je pense qu'il faut que tous les partenaires s'assoient pour savoir comment ils vont fonctionner ensemble pour conserver des emplois de qualité pour tous les gens. Mais, actuellement, je pense que les entreprises qui sont confrontées à des décisions comme ça sont seules par rapport à ça, et doivent assurer leur productivité par rapport à la libéralisation des marchés, etc. Mais je pense que les entreprises sont maintenant très seules par rapport à des décisions comme ça, qui doivent être prises.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Proulx.

M. Proulx: Merci, M. le Président. Mme la présidente, dans votre mémoire, en page 5, en particulier, vous écrivez: "Nous considérons qu'il n'est pas possible d'élaborer un projet politique sans projet social, et qu'un tel projet social doit inclure le projet féministe." Je suis parfaitement d'accord avec ça...

Mme Bégin: J'espère.

M. Proulx: ...je ne suis pas très difficile à

convaincre sur ce point-là. Mais un peu plus loin, vous écrivez: "À condition que les femmes soient étroitement associées à toutes les phases de l'élaboration de ce projet". À ma connaissance, les femmes forment 52 % de la société québécoise, et, connaissant des causes quand même, je dirai que, si elles voulaient véritablement, elles auraient un droit de vie ou de mort, si elles voulaient ou pouvaient – je vais ajouter "pouvaient" – elles auraient un droit de vie ou de mort sur l'élaboration de ce projet. Alors, j'aimerais que vous élaboriez un peu plus sur deux points: Comment on va pouvoir faire disparaître ce complexe de minorité qu'on a, les francophones, ce complexe de minorité, pour, justement, arrêter de demander la permission de participer pleinement? Peut-être nous dire un peu les causes qui font que les femmes, en particulier, en étant majoritaires, ont de la difficulté à aller plus loin à ce niveau-là. Et j'aimerais que vous élaboriez un peu plus aussi, vous avez commencé à aborder la question: Comment un Québec souverain aurait davantage de chances, justement, de pouvoir éliminer ce complexe-là et faire en sorte qu'on soit capable de tous participer, les femmes comme les hommes, entièrement, à l'élaboration de ce projet de société?

(12 h 30)

Mme Bonenfant: Je vais commencer par répondre un peu, et ensuite je passerai la parole à mes compagnes. Mais je pense qu'il n'y a rien de plus semblable à la situation des Québécois que la situation des femmes. Quand vous dites: Comment les Québécois vont-ils prendre ce pouvoir? Je pense que ce cheminement que les femmes ont fait depuis 50 ans, depuis que nous avons le droit de vote, est quand même assez spectaculaire, mais malgré ça, malgré toute la volonté des femmes de s'insérer dans les rouages de la société, on arrive devant des obstacles presque infranchissables, ce qu'on a appelé la discrimination systémique. Alors, dans notre système, les femmes sont discriminées et moi, je pense que c'est la même chose dans le système fédératif. Le Québec est foncièrement discriminé puisqu'on rencontre des obstacles. C'est comme une course à obstacles. Alors, je pense que ce que les femmes ont compris déjà, c'est de prendre l'autonomie la plus large possible, et c'est ce que les femmes ont entrepris dans leur lutte, dans leur démarche vers l'autonomie.

Maintenant, par rapport à des solutions concrètes, je pense qu'il y a des pays qui ont élaboré des projets de société intéressants et j'aimerais passer la parole à Mme Micheline de Sève, qui va nous parler de certaines expériences, par exemple, qui ont eu lieu en Norvège ou ailleurs.

Mme de Sève (Micheline): Je pense que, pour répondre à votre question, M. Proulx, il y a

ici, autour de cette table, des femmes de grande valeur, mais il y en a beaucoup d'autres qui pourraient y être également et qui n'y sont pas. Alors, je pense que quand on propose une constituante avec une composition binominale, c'est-à-dire que ça pourrait être dans chaque comté une liste réservée à des candidates femmes, une liste réservée à des candidats masculins, et l'ensemble de la population voterait pour ces deux listes. Ce serait déjà une première façon de s'assurer qu'on ait une représentation, peut-être pas égalitaire parce que ce ne serait pas 52-48, mais 50-50, ce serait déjà pas mal. Je pense qu'il y a quand même plusieurs pays qui ont mis de l'avant des mesures structurées pour permettre précisément de combler l'écart qu'on retrouve entre le poids démographique des femmes dans la population et leur faible présence dans les institutions politiques où, quand elles sont très nombreuses, elles sont 20 %. Je pense, par exemple, à des pays comme la Norvège ou la Suède, où des partis politiques ont introduit des quotas à compétence égale, bien sûr, dans le nombre des députés ou des candidats à la députation. Je pense à des frais qui sont majeurs et qui pourraient être corrigés comme, par exemple, le coût d'une convention dans un parti, où on pourrait très bien mettre de l'avant des programmes de financement des dépenses électorales qui supposeraient, bien sûr, que les candidats ou les candidates puissent faire état d'un certain nombre d'appuis par un nombre de signatures plus élevé que celui qui est accepté en ce moment ou enfin, l'égal. Il y a une série de mesures comme celles-là et de fait, le moment de redéfinir un projet de société à l'intérieur de la recherche d'un Québec souverain, c'est le moment de s'assurer précisément que les canaux soient là pour accélérer la présence des femmes, leur accès à toutes les tables de décision qui seront celles de la communauté québécoise. Je pense que cette volonté d'autonomie nous a amenées, par exemple, dans le cadre du mémoire, à proposer des expériences de décentralisation régionales et locales. En Norvège, pour reprendre encore un exemple tiré des pays nordiques, il existe des champs de compétence, de taxation pour les municipalités locales et les municipalités régionales, où les municipalités locales ne sont pas subordonnées aux municipalités régionales mais sont autonomes dans le cadre de la satisfaction des services pour leurs citoyens et leurs citoyennes. Alors ça permet de rapprocher l'administration des administrés et d'accélérer la possibilité pour toutes les instances d'une représentation équitable pour les minorités et l'ensemble des groupes qui composent une société.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à des questions d'une représentante du parti formant le gouvernement, Mme Pelchat.

Mme Pelchat: Merci, M. le Président. Mme Bonenfant, mesdames, messieurs, bienvenue à cette Commission. J'aimerais, à mon tour, vous remercier de votre contribution. Vous optez clairement pour la souveraineté. Je pense que c'est sans équivoque. Mais vous le faites en affirmant que ce statut politique est essentiel à la reconnaissance de la place des femmes dans notre société et de l'égalité entre les hommes et les femmes.

Je dois vous dire que ça m'inquiète un peu parce que je pense que cette reconnaissance ou encore le fait tout simplement que l'on reconnaisse à tous les niveaux l'égalité entre les hommes et les femmes ne tient pas nécessairement d'un statut constitutionnel mais d'une volonté politique et d'une volonté sociale. Alors, j'aimerais Mme Bonenfant, que vous m'expliquiez un peu la corrélation entre les deux, la conclusion à laquelle vous arrivez.

Mme Bonenfant: Bien, la conclusion à laquelle nous sommes arrivées, c'est par tous les dossiers que nous avons traités et je les ai énumérés rapidement.

Mme Pelchat: Oui.

Mme Bonenfant: Mais, si on les reprenait un à un, on pourrait voir par exemple que — si je peux retrouver l'endroit où on énumérait les dossiers — ... Par exemple la réforme du Régime de rentes, pourquoi ça a échoué? C'est que jamais on a réussi à s'entendre avec le gouvernement fédéral sur la récupération des sommes que ça signifiait finalement pour la province. Le rapatriement du divorce au Québec dans nos lois québécoises, pourquoi on n'aurait jamais réussi à obtenir ça, c'est que non seulement le gouvernement fédéral s'y opposait mais que les femmes des autres provinces s'y opposaient justement parce qu'on est très distinctes. Les femmes des autres provinces n'ont aucun intérêt et nous le comprenons et nous les appuyons même dans leurs démarches parce que les femmes des autres provinces n'ont pas d'intérêt à confier souvent à de petits tribunaux les causes de divorce, elles ont moins confiance en leur appareil judiciaire. Certaines femmes de l'Île-du-Prince-Édouard, par exemple, se sont ouvertes à moi en me disant qu'elles n'avaient pas d'intérêt à rapatrier ces législations alors que nous, qui avons d'abord un Code civil différent, des lois différentes et un appareil judiciaire important, nous avons tout intérêt à rapatrier le divorce. Alors, ce sont des exemples.

Mais à propos de la magistrature, je voudrais laisser la parole à Mme Robinson, qui a travaillé avec nous et qui propose une chose par rapport à l'accès à l'égalité des magistrats.

Mme Pelchat: ...parce que j'ai une autre question pour vous. Oui, allez-y, Mme Robinson.

Mme Robinson (Ann): Ah oui, O.K. En fait, par rapport à la question que vous posez, dans un premier temps, quand vous dites: Ce n'est pas évident que la question de l'égalité va se retrouver seulement dans la législation, je suis tout à fait d'accord. Mais permettez-moi de mettre quand même une pédale douce sur cette question, puisque les questions d'égalité des droits des femmes ont commencé à avoir une importance au Canada et au Québec à partir des Chartes canadienne et québécoise. À partir du moment où le législateur a accepté d'inscrire dans sa législation un droit à l'égalité au niveau canadien ou au niveau québécois. Et sur ce, en fait. Et c'est à partir de ce principe d'égalité reconnu formellement dans les chartes qu'on peut ensuite accéder à des principes, à des processus d'accès à l'égalité et c'est ce qui nous amène à faire une proposition d'accès à l'égalité également au niveau de la magistrature québécoise.

Mme Pelchat: Je vous remercie. J'aurais une autre question. Mme Blackburn a abordé un petit peu le mode de scrutin. On a souvent l'impression que les femmes croient que le mode de scrutin défavorise l'accès des femmes en politique et qu'avec un scrutin à la proportionnelle, ce serait plus facile. Je me demande si, à la base, on n'a pas un problème au niveau de la volonté d'une femme comme individu à faire de la politique, et je ne sais pas si c'est vraiment au niveau du mode de scrutin comme tel ou bien au niveau des outils qu'on doit donner à la base pour aider... Pour parler un peu de mon expérience personnelle, moi, j'ai été élue à 26 ans et j'avais deux handicaps: j'étais femme et j'étais jeune. Je peux vous dire que ce n'était pas facile.

Mais la volonté première de faire de la politique, est-ce qu'elle est là chez toutes les femmes? Parce qu'on a eu beaucoup de discussions, au cours de la dernière campagne électorale, et de rencontres avec plusieurs femmes, pour les amener, les inciter à entrer dans ce système et quel que soit le mode de scrutin, la réponse était la même.

Mme Legault: Je dirai qu'on partage votre point de vue là-dessus, c'est-à-dire que quand on parle de modification du mode de scrutin, on n'en parle pas comme d'une condition suffisante, mais d'une condition nécessaire, cependant. Et ça n'exclut pas toute une autre série de mesures qui devraient être en place pour faciliter la venue des femmes en politique.

Mme Pelchat: Pouvez-vous nous donner un exemple?

Mme Legault: Je pense que les questions qu'on a soulevées tantôt, qui ne sont pas négligeables, la question du financement, c'est un obstacle majeur, vous le savez sans doute, dans

l'accès des femmes au pouvoir politique. C'est souvent d'ailleurs une des premières raisons qui font que les femmes déclinent l'invitation des partis politiques. Il y a aussi, comme je l'ai soulevé tantôt, toute la difficulté qu'on a à nous intégrer même dans les structures politiques et c'est là qu'entre en ligne de compte ce qu'on a évoqué tantôt aussi, le concept de la discrimination systémique. Ce n'est pas intentionnel, ce n'est pas apparent, c'est plus subtil que ça, mais c'est suffisant pour qu'une femme décide de ne pas y aller.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, madame. Merci, mesdames, de cette présentation. J'allais dire que vous avez apporté une note différente, mais ce n'est pas vrai, on a déjà eu plusieurs groupes de femmes, et la note n'est pas différente. Même si chacune le dit à sa façon, il y a un peu la même chose dans tous les groupes de femmes qui viennent nous voir, et tant mieux, c'est signe qu'il y a de la cohérence dans leurs idées. Alors, merci de cette présentation.

Mme Bonenfant: Est-ce que vous en doutez? Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci de cette présentation et nous allons maintenant recevoir le professeur Guy Tremblay.

Veuillez prendre place à la table. Si les commissaires veulent bien reprendre leur siège, nous allons continuer la séance de ce matin, même si c'est l'après-midi.

M. Tremblay, il s'agit d'une présentation d'une durée possible d'une demi-heure, et vous avez cinq minutes pour faire la présentation de l'essentiel de votre mémoire que les commissaires ont lu, bien sûr.

La parole est à vous, M. Tremblay.

M. Guy Tremblay

M. Tremblay (Guy): Merci, M. le Président. Pour éviter des répétitions, j'ai fait un mémoire qui est bref. J'ai voulu mettre une carte sur la table, la carte du partage des compétences qui m'a semblé, peut-être, une carte que d'autres personnes ne mettraient pas de la même façon, et voilà la raison pour laquelle j'ai fait ce genre de mémoire-là.

Je voudrais ici, plutôt que de vous le lire, aborder deux points tout simplement plus généraux. Premièrement, il m'a toujours semblé qu'il y avait eu, peut-être dans les 100 premières années de la Confédération, un certain équilibre dans le sens que vous aviez deux façons de voir le partage des compétences qui étaient complémentaires et qui faisaient en sorte que tant le Québec que le Canada anglais étaient satisfaits. Il y avait une première façon qui était la façon officielle, celle du Conseil privé, une espèce d'approche des compartiments étanches, et ce

cartésianisme, si je peux m'exprimer ainsi, satisfaisait le Québec qui était protégé par une interprétation ferme. Mais en même temps, concomitamment, il y avait l'approche de ce qu'on peut appeler le fédéralisme financier, c'est-à-dire une espèce de pratique fédérative en vertu de laquelle le fédéral pouvait s'immiscer même dans les domaines provinciaux par le biais de son pouvoir de dépenser qui, finalement, n'est pas contenu par la Constitution de sorte que, lorsque le Canada anglais, qui était un peu désolé de voir les compartiments étanches du Conseil privé, il se consolait en voyant que, dans la pratique fédérative, il y avait moyen d'avoir un Canada qui est fort et qui, finalement, peut faire des choses même dans les domaines provinciaux.

Si, comme je le crois maintenant, on fait en sorte que le fédéralisme officiel se centralise lui aussi, eh bien! nous avons deux visions qui ne sont plus en équilibre. Nous avons des deux côtés, si vous le voulez, sur le plan de la pratique fédérative et sur le plan du fédéralisme officiel, un gouvernement central qui, finalement, peut faire n'importe quoi. Et donc, nous ne sommes plus, à mon point de vue, dans un véritable régime fédératif.

Alors, j'arrive à mon deuxième point. Lorsqu'on parle de décentraliser des pouvoirs si on voulait garder un régime fédératif, de décentraliser des pouvoirs auprès des provinces, je pense que pour avoir un véritable régime fédératif, il faudrait plutôt peut-être, en plus de faire certaines décentralisations, mettre dans la Constitution des normes qui disent clairement que le fédéral n'a pas le droit de faire certaines choses.

(12 h 45)

Aujourd'hui, nous n'avons pas ce genre de normes-là en raison surtout du pouvoir de dépenser du fédéral, de sorte que cette espèce de pomme pourrie dans la Constitution, je pense, a contaminé tout le reste et nous n'avons plus cet équilibre de départ qui faisait en sorte que tant le Canada anglais que le Québec pouvaient se satisfaire du partage des compétences. Alors, moi, je pense, comme je l'ai dit dans ma conclusion, qu'il faut en sortir et, pour ma part, j'ai l'impression qu'un régime confédéral, une véritable confédération, pourrait être une bonne solution. Mais, évidemment, je n'ai pas de solution miracle. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Tremblay. Une première question d'un des membres, M. Desjardins.

M. Desjardins: Merci, M. le Président. Bienvenue, M. Tremblay, devant notre Commission et c'est avec des témoignages, dans l'absence de ce que vous nous présentez au niveau des experts, que vous entraînez une réflexion, à notre comité, qui devient importante dans les décisions que la Commission prendra ultimement.

Je pense que vous reconnaissez, aux membres de la Commission, d'engager avec vous un dialogue sur des alternatives que vous évoquez, mais qui ne sont pas celles que vous reprenez au niveau d'un fédéralisme moderne ou d'un fédéralisme décentralisé.

Ce que je trouve quand même intéressant de noter, c'est que vous dites que l'accord du lac Meech, pour vous, avait suscité - vous le dites dans votre mémoire - quelque chose qui faisait en sorte que, peut-être, avec Meech, on aurait le pied dans la porte pour s'engager dans un processus de fédéralisme décentralisé. C'est ainsi que j'interprète votre vision de Meech, en disant: Au moins c'était quelque chose qui était le pied dans la porte vers une nouvelle forme de fédéralisme. Je pense que tout le monde ici accepte que Meech a échoué juridiquement à cause de deux provinces, juridiquement. Il y a deux provinces qui ont refusé de finaliser, d'entériner Meech, deux provinces qui représentaient 5 %.

Alors, pour ceux qui prônent un fédéralisme moderne, Ottawa vient de mettre en place un comité constitutionnel qui va étudier la façon de rendre plus souple la formule d'amendement. Ce comité-là va faire rapport le 1er juillet. Est-ce qu'on ne pourrait pas se donner encore un peu de temps pour voir s'il n'y a pas moyen d'assouplir notre Constitution, de la rendre plus moderne et de faire en sorte que ça nous permette peut-être de combler les trous de 91, 92 dans la Constitution? Ce que vous dénoncez, c'est les trous qui ne sont pas couverts par 91, 92. Alors, vous semblez-t-il réaliste, en tout cas, le scénario que je vous propose?

M. Tremblay: Moi, je peux difficilement prévoir l'avenir, mais je pourrais dire que, si le gouvernement fédéral, si le Canada anglais, pour parler en général, ou le reste du Canada, nous disait dès maintenant, d'une façon claire: Nous sommes prêts à contenir un peu la centralisation quasiment inéluctable qui prévaut. Nous sommes prêts à le faire dès maintenant s'il y avait... Mais on ne voit pas ça, on n'a jamais vu ça venir, parce que ça me semble contraire à la perception du Canada anglais, des deux gouvernements au Canada, ça me semble que... Dans le reste du Canada, on semble, on croit que le principal des deux gouvernements, c'est le gouvernement fédéral. C'est leur première légitimité. Alors, aussitôt qu'on se mettrait à dire: Contenez un peu ce pouvoir-là. Mettez-lui des normes constitutionnelles auxquelles ils vont être assujettis, eh bien, ça va directement à l'encontre de leur perception première de ce qu'est le gouvernement canadien, c'est leur premier gouvernement, alors qu'au Québec, la première légitimité, j'imagine, de la plupart des Québécois, c'est le gouvernement du Québec et la deuxième, ça a toujours été le gouvernement central.

Alors, l'essentiel de ce que je dis, c'est qu'on n'a pas la volonté, on n'a jamais perçu la volonté de contenir l'expansion du gouvernement central au Canada. Il m'est difficile de voir quelque début de volonté dans ce sens-là. Alors, je ne peux pas prévoir l'avenir. Si on le faisait, eh bien, je pense qu'il y aurait peut-être des gens qui voudraient l'écouter avec...

M. Desjardins: Alors, pour vous, la mise en place des tentatives qui sont faites actuellement de bonne foi par le gouvernement central, avec la commission Spicer, mais, entre autres, par la Commission constitutionnelle qui a quand même un rapport à faire à court terme... Vous nous dites: Ça ne vaut pas la peine d'être envisagé ou c'est irréaliste.

M. Tremblay: C'est-à-dire que je ne vois pas dans l'idée de jouer avec la formule d'amendement. Vous avez parlé de la formule d'amendement. Je ne vois pas dans ce qui a été émis dans le mandat de la commission Spicer ni dans l'idée qu'a émise récemment M. Mulroney ni dans la réaction du gouvernement fédéral relativement à la demande de M. Rémiillard de se retirer du secteur de la santé et de la formation professionnelle je ne vois pas dans ces diverses choses l'idée centrale que je défends, celle de contenir le pouvoir central. On peut changer la formule d'amendement, mais ça ne changerait pas le fait qu'à l'heure actuelle, on a un système de partage des compétences en vertu duquel lorsque le gouvernement fédéral le désire, il peut envahir n'importe quel domaine. Là-dessus, je vous donnerais l'exemple de l'alphabétisation dont parlait le ministre dans les journaux, ce matin. Il a dit: L'intervention du fédéral à l'heure actuelle dans l'alphabétisation se fait conformément aux paramètres déterminés par la province de Québec.

Mais ce que je dis, moi, c'est que si le fédéral voulait faire son intervention dans l'alphabétisation, en marge complètement des paramètres déterminés par le Québec, il pourrait le faire. C'est juste parce qu'il accepte de bon gré de compléter un peu l'approche québécoise là-dessus. Ce n'est pas la Constitution ou le droit qui l'empêche. Ce que moi je dis, c'est qu'il devrait y avoir des normes ou qu'il aurait dû y avoir depuis longtemps dans la Constitution des normes constitutionnelles auxquelles le fédéral était obligé de se soumettre et ça ne s'est pas fait. Encore une fois, moi, je ne suis pas capable de voir quelque début de suggestion à cet égard-là dans les divers projets que vous m'avez énumérés, mais s'il y en avait, eh bien là, je changerais peut-être d'idée.

M. Desjardins: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à une représentante du parti

formant le gouvernement, Mme Hovington.

Mme Hovington: Merci, M. le Président. M. Tremblay, au nom de ma formation politique, je vous souhaite la bienvenue à la Commission Bélanger-Campeau. Je vous remercie pour votre mémoire. Il est concis, en fait à peine trois pages, mais il en dit beaucoup. Vous touchez à tous les points, en fait à tous les problèmes que l'on connaît actuellement dans le fédéralisme actuel. Vous invoquez qu'à cause de la dégradation du fédéralisme canadien que l'on connaît maintenant, le Québec connaît une situation constitutionnelle intolérable qui exige qu'on lui applique un correctif radical. À quel correctif radical pensez-vous, M. Tremblay?

M. Tremblay: Je pense au correctif radical qui changerait la racine du mal qui est là, c'est-à-dire que le mal qui est là, c'est que le pays inéluctablement, peu à peu, se dirige vers un État unitaire, une centralisation, et une constitution, c'est fait pour un long temps. Ça fait environ 125 ans que ça dure, et lorsque vous laissez durer un petit train qui s'en va inéluctablement vers une direction, eh bien, vous êtes certain qu'à long terme il va y arriver et même à moyen terme, de la façon que ça se déroule à l'heure actuelle dans la jurisprudence de la Cour suprême. Alors, le correctif radical, je pense qu'il faut changer au minimum le partage des compétences actuelles, c'est-à-dire soit faire une réforme radicale du fédéralisme en vertu duquel le gouvernement central serait un gouvernement qui est contenu par des normes ou soit faire une confédération, ce qui est ma solution préférée, une véritable confédération en vertu de laquelle les membres de la Fédération peuvent choisir eux-mêmes quelles sont les compétences qu'ils donnent au fédéral. Et ils peuvent changer selon les besoins politiques du moment.

Mme Hovington: En somme, ce que vous me dites, M. Tremblay, c'est que le correctif radical que vous suggérez, c'est pour libérer le Québec du pseudo-fédéralisme dans lequel on est plongés actuellement. Si on revenait à un véritable fédéralisme ou à un confédéralisme, vous pensez que le Québec aurait une marge de manoeuvre assez grande à ce moment-là?

M. Tremblay: Je pense que oui. Je pense que l'intention des Pères de la Confédération a été de faire... On a marqué dans l'article 91, 92 qu'il y avait des pouvoirs exclusifs provinciaux et aujourd'hui il n'y a aucun de ces pouvoirs-là qui est exclusivement provincial, à raison d'un trou – au moins un, il y en a plusieurs – dans la Constitution. Il y en a dans l'interprétation. Je pense que si on avait dit aux Pères de la Confédération, si on avait dit à Georges-Étienne Cartier: Vous marquez que l'éducation, c'est exclusivement provincial, mais je vais vous

annoncer ceci: Lorsque le fédéral, parce qu'il a un pouvoir fiscal absolu, toute taxe, va décider d'occuper un champ de taxation et de dépenser son argent pour des programmes en matière d'éducation, il n'y a rien dans la Constitution qui peut l'empêcher de le faire, eh bien, il aurait été surpris. Il aurait dit: Je vais marquer peut-être là un article de plus dans la Constitution pour faire en sorte que ça ne se produise pas.

Mme Hovington: M. Tremblay, hier, on a reçu M. Ghislain Otis, qui est un de vos collègues, un professeur de droit constitutionnel de l'Université Laval, et il dit qu'il existe une convention constitutionnelle qui permettra au Québec de négocier directement avec le fédéral sans tenir compte de la loi constitutionnelle de 1982 et ce, même actuellement, avant d'avoir déclaré la souveraineté. Est-ce que vous allez dans le même sens que votre collègue...

M. Tremblay: J'ai parlé...

Mme Hovington: ...qu'il existerait une convention constitutionnelle qui nous permettrait de mettre les règles de droit de côté?

M. Tremblay: Je pense, puis j'ai parlé avec M. Otis, et je pense que la convention constitutionnelle dont il parlait n'est pas exactement celle que vous mentionnez. Je pense qu'il parle d'une convention constitutionnelle, sauf erreur - je n'ai pas assisté à sa présentation - en vertu de laquelle le Québec a le droit de s'auto-déterminer et à ce moment-là de choisir son interlocuteur. Et je pense que c'est ce qu'il a voulu dire.

Mme Hovington: Et vous êtes d'accord avec cette...

M. Tremblay: Je pense que oui. Je pense que ça se tient, oui. Je pense que les conditions des conventions constitutionnelles émises par la Cour suprême en 1981 et 1982 sont satisfaites. Maintenant, on ne peut pas en avoir la preuve. On n'est pas dans le secteur du droit strict. On est dans le secteur des conventions.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à des questions des représentants de l'Opposition officielle. M. Léonard.

M. Léonard: Oui, M. Tremblay. Je voudrais aussi vous souhaiter la bienvenue et vous féliciter de votre mémoire. Il est concis mais je pense qu'il résume beaucoup d'expérience et de travail académique.

Je voudrais vous poser une question par rapport à ce que vous dites à la première page: "Il faut se rendre compte que la Cour suprême du Canada n'hésite plus à transférer des pouvoirs provinciaux au fédéral, par simple interprétation

du partage des compétences opéré en 1867, et sous prétexte d'"efficacité" étatique", et vous citez l'affaire Crown Zellerbach Canada ltée. Puisque vous êtes constitutionnaliste et professeur, est-ce que vous pourriez nous vulgariser l'impact de cette décision de la Cour suprême dans cette affaire Zellerbach?

M. Tremblay: Oui. Je pense que dans cette affaire-là, grosso modo, c'était une loi fédérale sur la pollution des eaux salées dans l'océan Pacifique qui était en cause, et je pense qu'un bateau, tout simplement, a pollué et s'est fait poursuivre en vertu de la loi fédérale. Sauf que les eaux qui ont été polluées, ce sont les eaux provinciales à l'intérieur de la province de la Colombie-Britannique. Je peux faire peut-être une petite erreur marginale, mais je raconte un peu les faits. Et ces eaux-là sont des eaux provinciales. C'est clair, de par la jurisprudence et de par la Constitution, que ce sont des eaux à l'intérieur de la province. Alors, sous prétexte qu'il peut arriver qu'on pollue des eaux provinciales et que ça se déverse éventuellement dans les eaux fédérales à l'extérieur de la province, on a tout pris le paquet et on l'a donné au fédéral exclusivement, au lieu de dire, ce que je pense qui aurait été normal - d'ailleurs, c'est une décision 4-3 de la Cour suprême.

Si les neuf juges avaient siégé, bien, peut-être que la réponse aurait été 5-4, de l'autre côté. Mais quand même, ce sont des pertes comme ça, les unes après les autres, qui font une jurisprudence à long terme, qui est très dommageable, je pense, pour les provinces. Au lieu de dire, ce qui m'aurait semblé, si vous voulez, la façon normale de raisonner d'après la jurisprudence antérieure, au lieu de dire que la pollution des eaux extra-provinciales relève de la compétence fédérale exclusive et qu'il peut, accessoirement à cette compétence-là, régir aussi la pollution des eaux limitrophes, ce qui permet à la province de faire la même chose, elle aussi, la Cour suprême, ce n'est pas ça qu'elle a dit. Elle a pris l'ensemble du paquet, comme je l'ai dit tantôt, elle l'a raccroché au début de l'article 91 et alors, c'est un raccrochement qui est très délicat en droit constitutionnel et qui, finalement, à mon point de vue, est contraire à la jurisprudence antérieure.

M. Léonard: Bon. Je suppose qu'il y a d'autres éléments qui vont agir dans le sens d'une plus grande centralisation, effectivement. Si on regarde simplement le poids de la dette nationale, à l'heure actuelle, pour simplement la payer, il va falloir qu'il y ait des revenus additionnels qui entrent dans les coffres fédéraux donc, c'est une tendance, je dirais, financière, à la centralisation, très lourde, parce que, avant de la payer, ça va prendre du temps. Quand vous dites: Je suis ou je serais pour une véritable confédération, l'histoire enseigne que, finalement,

l'évolution fait qu'on retourne vers la fédération, qui retourne vers un État central fort donc, même si vous dites: Il faut mettre des crans d'arrêt dans une constitution d'une véritable confédération, quelles sont les vraies garanties, alors que le poids du Québec s'amenuise graduellement dans l'ensemble de la population canadienne?

M. Tremblay: La différence entre une fédération à mon point de vue et, je pense, au point de vue de la majorité des auteurs, et une confédération, c'est que, dans une confédération, les parties, les États membres de la Confédération sont des États souverains et sont normalement représentés, par exemple, aux Nations Unies. Aussi, ils ont donc le choix, eux-mêmes, ces États-là, de se retirer de la fédération ou de donner davantage de pouvoirs au niveau central selon leurs besoins. Ce sont eux qui décident parce que ce sont des États souverains. Alors, c'est une différence qui, à mon point de vue, est fondamentale, mais remarquez qu'il n'y a rien qui empêche une confédération d'être très centralisée. Si on a la garantie que nous sommes un État souverain et qu'on veut en partager beaucoup de compétences, bien, ça dérange moins parce qu'on sait que s'il y a un dérapage comme il y en a un à l'heure actuelle, on peut toujours le contrôler en reprenant en partie nos compétences. Ce qui n'existe pas dans un fédéralisme qui, finalement... à propos duquel on a perdu le contrôle, à mon point de vue, à l'heure actuelle.

M. Léonard: Faites-vous une grande différence de nature...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Léonard.

M. Léonard: Oui. Faites-vous une grande différence de nature entre souveraineté-association et confédération dans le sens où vous l'expliquez, vous?

M. Tremblay: Bien souvent les différences, surtout quand on n'a pas tellement le temps de s'expliquer, les différences sont les perceptions à travers les mots. Moi, je ne veux pas être perçu comme voulant dire des choses que je n'ai pas le temps d'expliquer comme il le faut, alors je prends un mot qui correspond à ce que je veux dire.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Tremblay, je vous remercie de cette présentation. Le mémoire était bref, la présentation était claire. Ça nous a permis de finir à une heure encore raisonnable pour ceux qui ont de l'appétit pour les choses autres qu'intellectuelles. Merci à nouveau, M. Tremblay. La séance est maintenant levée. Nous reprenons cet après-midi, à 15 h 30.

(Suspension de la séance à 13 h 2)

(Reprise à 15 h 32)

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous reprenons nos travaux, en recevant cet après-midi, M. Jean-Luc Migué, un économiste qui est invité à présenter un mémoire d'expert. Le mémoire de M. Migué a été, bien sûr, lu par les membres de la Commission.

C'est une présentation qui dure une heure, comme pour les autres experts invités. M. Migué a 10 minutes pour présenter l'essence de son mémoire, et ensuite nous passons aux questions. M. Migué, la parole est à vous.

M. Jean-Luc Migué

M. Migué (Jean-Luc): Merci, M. le Président. Mmes et MM. de la Commission, je voudrais consacrer les quelques minutes que vous m'accordez, à rappeler comment l'analyse économique démontre la supériorité du vrai fédéralisme sur les autres aménagements constitutionnels.

Il n'est peut-être pas superflu, au départ, de rappeler que, pour un économiste, le fédéralisme c'est synonyme de décentralisation, de diffusion maximale des pouvoirs à travers une multiplicité de juridictions. Et en ce sens, donc, le fédéralisme tel que l'entendent les économistes s'oppose à la notion d'État unitaire. Et si on me permettait par exemple de personnifier le concept, je dirais que le fédéralisme, chez nous, ça devrait s'opposer au Trudeaulisme, c'est-à-dire donc à l'aménagement. Ça s'oppose donc à l'aménagement constitutionnel qu'a connu le Canada depuis un certain nombre d'années.

Quelle est donc cette vertu du fédéralisme qui en fait un régime supérieur? En un mot, le fédéralisme, c'est l'instrument par lequel les politiques des gouvernements décentralisés s'adaptent mieux aux préférences de la population, aux vraies préférences. Et cette vertu d'adaptation, ça lui vient, non pas principalement de ce que les politiciens provinciaux incarnent mieux les volontés populaires que les politiciens du central, ou que... en somme croire, ou opter pour la décentralisation, ce n'est pas faire un acte de foi, disons, au gouvernement du Québec, ou de Toronto, ce n'est pas poser un acte de méfiance vis-à-vis le gouvernement d'Ottawa. Non. Ce qui fait que le fédéralisme incarne mieux la volonté populaire et permet donc cette expression plus intégrale de la volonté populaire, c'est qu'il met en branle tout un ensemble de forces concurrentielles, des forces concurrentielles qui sont liées à la mobilité plus grande des ressources à travers le territoire national, qui se concilie avec donc, cette mobilité qui se concilie avec justement le fédéralisme. Et justement, cette forme de mobilité, j'essaierai de montrer qu'elle permet à la population, aux citoyens, de soustraire leurs biens, leur capital et même à la limite leur personne, au poids des politiques qui leur seraient défavorables.

Donc, au-delà des processus politiques évidemment qui sont inhérents aux sociétés ouvertes et aux régimes démocratiques, au-delà de ces processus politiques, le fédéralisme confère à la population un instrument supplémentaire pour discipliner, en quelque sorte, ses gouvernements et les amener à mieux refléter leurs vraies préférences.

Je procéderai par illustration. D'abord, en montrant que la mobilité des ressources et, enfin, des biens et services, peut servir en effet à mieux discipliner les gouvernements. Et j'emprunterai, si vous me permettez, les politiques agricoles. Supposez un moment que la politique agricole soit de juridiction strictement provinciale au Canada et qu'une province particulière s'avise de retenir un mode de réglementation de l'agriculture semblable à celui du gouvernement qu'on a implanté au Canada depuis une vingtaine d'années.

Essentiellement, le sens de la réglementation chez nous, c'est de cartelliser la production agricole, de faire en sorte, donc, que les prix augmentent au bénéfice des producteurs agricoles dans le domaine, disons, du lait ou de la volaille. Cette hausse des prix, évidemment, ça entraîne des pertes pour une partie de la population, vous et moi qui sommes consommateurs de produits agricoles et aussi les transformateurs, les "food processors" qui ont aussi à s'approvisionner auprès des producteurs locaux. Mais justement, comme les prix ne sont contrôlés et ne sont augmentés que dans une province particulière, rien n'interdit au consommateur d'aller s'approvisionner dans la province voisine et donc de se soustraire, en quelque sorte, au poids d'une politique qui ne fait pas son affaire, qui lui pèse trop.

C'est donc la mobilité, vous voyez, des biens agricoles qui confère aux gens des régions une économie particulière, donc le pouvoir de se soustraire. Et, alternativement, sous le régime actuel, ce mécanisme de concurrence est supprimé, en quelque sorte neutralisé en ce que, comme la réglementation agricole s'étend à l'échelle du territoire national et donc, elle est la même dans les provinces voisines que dans une province particulière, à quoi sert-il à un consommateur particulier de s'approvisionner auprès d'une province extérieure?

Bon, alors le processus n'est pas différent quand il s'agit de mobilité du capital, de mobilité des personnes. Supposez, par exemple, qu'une province comme l'Ontario choisisse d'adopter une politique de main-d'œuvre particulièrement restrictive, disons, associée, par exemple, récemment en Ontario, à la discrimination positive. L'impact d'une politique semblable est de hausser le coût de la main-d'œuvre, d'augmenter les salaires d'une partie de la population. Supposez maintenant, à titre d'illustration supplémentaire, que le Québec choisisse, lui, de son côté, de procéder par le protectionnisme linguistique. En

fait, notre réglementation linguistique a pour effet justement d'augmenter, de compliquer, en fait de rendre plus difficile le recrutement d'une certaine partie de la main-d'œuvre, principalement au niveau "managérial" et professionnel. Donc, de hausser les salaires d'une certaine partie de la population, etc.

Donc, on peut aligner que la province, disons le Québec, a été associé, pendant de nombreuses années disons, à une fiscalité plutôt lourde. Donc, voilà un choix très particulier d'une province dont l'impact de toutes ces mesures particulières que j'énumère, et l'impact qui est commun à toutes ces mesures, est de hausser le coût de production dans la province en question. En conséquence, le rendement du capital, le rendement des investissements dans la province en question, en est affecté à la baisse. Donc, les ressources, l'épargne... les gens s'abstiennent d'investir autant dans la province en question. À la limite, le poids des politiques peut amener les personnes elles-mêmes à se déplacer dans un territoire voisin parce que, justement, le fédéralisme permet aux individus de la main-d'œuvre, aux personnes, de se déplacer d'une province à l'autre. Voilà. On en a été témoins d'ailleurs, ici au Québec, pendant un certain temps: La population diminuait, ou enfin n'augmentait pas, même en termes absolus, et c'était le fruit principalement de l'appesantissement du fardeau fiscal et, vraisemblablement aussi, pour une certaine partie de la population, du poids des politiques linguistiques.

Je tiens - il est important, à ce stade-ci - à préciser que je ne porte pas de jugement sur le bien-fondé, sur l'opportunité de ces politiques, disons, linguistiques de la politique de discrimination positive de l'Ontario ou de la politique fiscale d'une province particulière. Là n'est pas mon sujet. Ce que je veux montrer, c'est que la conséquence de l'adoption de politiques, ou de mesures semblables, c'est d'entraîner une hausse des coûts de production dans la province concernée. Et la hausse des coûts de production, bien, ça donne lieu, évidemment, au mouvement vers l'extérieur des investissements et au processus par lequel les gens finissent par voter avec leurs jambes et quittent le territoire.

Sous le régime centralisé actuel, ce mécanisme concurrentiel est comme paralysé. Il est neutralisé. Il est neutralisé par quoi? Il est neutralisé parce que l'ensemble des politiques, enfin, une longue suite de politiques de redistribution à forte incidence régionale de la part du fédéral, ont pour effet de soustraire, en quelque sorte, les provinces qui adoptent des politiques semblables au poids de ces politiques. J'énumérerais les sources de transferts interprovinciaux qui viennent du fédéral, comme la péréquation, les subventions associées aux programmes établis, les politiques régionales, l'ensemble, enfin, de la politique sociale du gouvernement central a pour

effet de soustraire les provinces ou, enfin, les habitants des provinces au poids des politiques que les provinces particulières ont adoptées avant. La centralisation qu'on connaît au Canada est un mécanisme par lequel une province particulière peut transférer le fardeau de ses politiques à ses voisins.

À partir de ces illustrations, je me permets de généraliser un peu. J'énonce donc le principe que l'économie d'une province à l'intérieur d'une fédération, c'est forcément une économie de petite taille. Le sens analytique de cette notion de petite taille, c'est qu'une province ne peut jamais refiler à l'extérieur le fardeau de ses politiques ni non plus les bénéfices. Ce sont donc les membres d'une économie régionale qui portent et le coût de la fiscalité locale, le coût des réglementations locales, mais aussi les bénéfices des politiques efficaces et des politiques donc qui conviennent à la population.

Pourquoi en est-il ainsi? Pourquoi est-ce qu'une politique locale, qui est forcément plus circonscrite que l'économie nationale évidemment, pourquoi ne peut-on jamais refiler à l'extérieur le poids d'une politique? La raison en est que l'imposition d'un coût trop élevé à des ressources locales, soit par la fiscalité, soit par la réglementation ou autrement, entraîne la substitution rapide et prononcée d'importations en quelque sorte de l'extérieur du territoire provincial. Elle entraîne hypothétiquement l'exode plus ou moins rapide des capitaux et elle entraîne, à la limite, le déplacement des personnes, donc le mouvement par les gens.

Cette mobilité qui était là, qui est à la source donc de cette vertu du régime central, on peut voir qu'à la limite, elle donne lieu en quelque sorte à une distribution spatiale de la population à travers le territoire, à une distribution spatiale, oui, qui fait que les gens se regroupent en associations volontaires. On peut définir les provinces, on peut définir les municipalités dans le même ordre, comme des regroupements d'individus dans les collectivités plus homogènes et qui se rassemblent justement parce qu'ils y trouvent une espèce de constellation d'un assortiment de politiques qui correspondent mieux à leurs préférences. Bien, c'est ça le mécanisme ultime du fédéralisme et ce sont les forces concurrentielles qui sont mises en branle et, en contrepartie, dans un régime centralisé, comme c'est le cas au Canada à l'heure actuelle, ces mécanismes sont paralysés. Pourquoi sont-ils paralysés? Parce que le fardeau de la fiscalité, le fardeau des réglementations se trouve en quelque sorte refilé à l'extérieur parce que, pourquoi, en effet, aller s'approvisionner à l'extérieur si la fiscalité, si la réglementation est uniforme à travers tout le territoire national? Donc, il n'y a aucun intérêt à le faire et, par conséquent, je soulignerai que...

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous

arrivons à la conclusion de la période d'exposition, si nous ne l'avons déjà dépassée.

M. Migué: O.K. Alors, dans le langage politique conventionnel, cette notion de concurrence est associée à la responsabilité politique. C'est ça qu'on entend par responsabilité. C'est que cette responsabilité vient, encore une fois, du fait que le fédéralisme, la décentralisation confère aux individus un instrument supplémentaire au-delà, donc, des processus politiques pour exprimer leur préférence et en transmettre la réalité à leur législateur.

J'avais l'intention d'en dégager les corollaires constitutionnels, ils sont contenus dans le mémoire.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je pense que vous aurez probablement l'occasion de le faire à l'occasion des questions qui vous seront posées. Nous allons commencer par des questions d'un représentant du parti gouvernemental jusqu'à 10 minutes. M. Dauphin. (15 h 45)

M. Dauphin: Merci beaucoup, M. le Président. Tout d'abord, M. Migué, je tiens à vous remercier de votre participation à nos travaux au nom du parti gouvernemental que je représente. J'ai formulé quelques questions. Il me fera plaisir, effectivement, de vous questionner et d'avoir votre expertise. La première. Vous soumettez que le maintien et le développement de la mobilité des personnes au pays permettront une concurrence entre les gouvernements provinciaux susceptibles d'identifier et de respecter plus adéquatement les souhaits des citoyens. Les citoyens mobiles peuvent, en effet, quitter leur province pour une autre lorsque cela convient mieux à leur situation. Alors, considérant la dimension culturelle du Québec, ne peut-on pas dire que notre mobilité est limitée, c'est-à-dire que, pour le reste du pays, ils auraient l'option de neuf provinces, alors que nous renoncerions à notre identité culturelle, si on veut avoir le même droit de ce que vous appelez voter ou faire aller nos jambes ou voter avec nos pieds?

M. Migué: Je voudrais préciser que la mobilité que l'économiste introduit dans le débat ne porte pas uniquement sur les personnes. La vertu du fédéralisme ne vient pas uniquement de ce que les gens peuvent se déplacer pour converger vers les régions qui correspondent le mieux à la préférence, mais la mobilité découle aussi du déplacement possible des autres ressources, c'est-à-dire des biens et services. J'ai donné l'exemple, évidemment, des biens agricoles il y a un moment. Le consommateur québécois qui pourrait aller s'approvisionner à l'extérieur de volailles ou de lait, à des prix sensiblement inférieurs au prix canadien actuel, il y gagnerait très sensiblement. Et, ça fait partie de la culture de bien manger à des coûts accessibles. Donc, il

existe autre chose que la mobilité des personnes.

J'ajouterais qu'il n'est pas nécessaire pour que le principe de la mobilité joue, que tout le monde soit mobile. L'économie a introduit, il y a au-delà d'un siècle, la notion de marginalisme par laquelle on découvre qu'au fond, il suffit qu'une fraction infime de la population agisse d'une certaine façon pour déterminer le résultat final. Donc, en matière de choix, de décision provinciale, je suis convaincu que les plus mobiles sont ceux qui affectent le plus les choix des provinces. Donc, il suffit qu'une fraction de la population, au fond, se déplace, et je crois que c'est le commun du Canada français, même s'il est vrai que la mobilité est moins grande chez nous. Mais elle n'est pas nulle et il n'existe pas, que je sache, au Québec, uniquement, que des francophones moins mobiles. Il existe aussi une certaine population qui est très mobile et dont l'impact rejaillit sur l'ensemble de la population, dont les déplacements peuvent rejaillir sur l'ensemble de la population et pour le bénéfice de l'ensemble de la population.

M. Dauphin: Pour s'avérer positif. Merci. Comme deuxième question. Alors que l'on parle de plus en plus de mondialisation des marchés, de libre-échange, un peu grâce au Québec avec le Canada et les États-Unis, l'Europe de 1992, le GATT, vous nous parlez de régionalisation. Alors que les mouvements d'union ont pour effet d'apporter une certaine uniformité, vous proposez plutôt la concurrence institutionnalisée. Alors, question à deux volets. Comment votre théorie se vit-elle ailleurs dans le monde? Et si vous avez des exemples, j'aimerais que vous les mentionniez. Et, deuxièmement, sur des questions comme l'environnement, ne devrions-nous pas tendre vers une démarche uniforme où tous font leur part, plutôt que vers une concurrence où une région pourrait devenir un paradis toxique, si vous me permettez l'expression?

M. Migué: Pourquoi en serait-il ici? Pourquoi les gens d'une province particulière choisiraient-ils, à travers leur administration locale, de vivre dans la pollution? Le processus fédéraliste a pour principal avantage de mieux refléter les préférences de la population. Alors, qui peut mieux que le gouvernement local, quand c'est possible, le refléter? Je me suis employé surtout à faire sortir les vertus du fédéralisme, c'est-à-dire de la décentralisation. Ce qui ne veut pas dire qu'il faille, dans un régime fédéral, nier les interdépendances entre les économies, et, en particulier, on ne peut pas, bien sûr, échapper au fait, je ne sais pas, qu'il y ait des économies externes, c'est-à-dire qu'il y ait des effets de débordement. Certains secteurs d'activité, justement, exigent l'intervention d'un gouvernement supérieur, ou plus vaste, que le gouvernement local. Bon. C'est ça qui est la beauté du fédéra-

lisme. C'est qu'il concilie, à la fois... On a justement, chez nous, au Canada, une espèce de bagage d'institutions intégrantes que sont les institutions fédérales et par lesquelles on peut passer pour, peut-être, dans certains cas... Je ne juge pas, du tout, que l'environnement exige de façon la plus importante, l'intervention du fédéral. Occasionnellement, et de toute façon, ça peut se faire par les traités interprovinciaux ou avec le fédéral. Il est vrai qu'il existe de ces interdépendances. Je n'ai pas eu le temps de les exposer ici, mais ceux qui ont lu le texte... On comprendra que je réserve, dans un fédéralisme idéal, des fonctions, évidemment, très restreintes à une administration fédérale.

À cet égard-là, puisque vous faites allusion à des modèles extérieurs, je pense que l'Europe qui se construit, au fond, va peut-être réaliser le meilleur des deux mondes, en ce que le régime est extrêmement décentralisé, puisque chaque région nationale assume encore l'essentiel de ses fonctions. En fait, on est en train de discuter le transfert, mais essentiellement très marginal, de fonctions nationales, comme la monnaie, la défense commune. Voilà des institutions qu'on a déjà chez nous. Donc, je pense que, en effet, le régime européen peut servir, en quelque sorte, de modèle. Ils partent d'un point différent. Ils partent d'une décentralisation totale et, donc, d'absence de lien fédéral. Nous, l'institution existe déjà.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ça va, monsieur...

M. Dauphin: Une dernière?

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui, une petite dernière.

M. Dauphin: D'accord. À la page 17, vous mettez, sur un même pied, efficacité, balkanisation et redistribution de la richesse. Vous ne pensez pas que l'option risque d'enrayer les disparités régionales par une uniformisation par le bas?

M. Migué: Je crois que la démonstration a été faite au Canada que les politiques régionales, et non seulement les politiques régionales mais l'ensemble des politiques centrales à incidence régionale, ont amplifié les inégalités régionales. C'est le paradoxe de l'affaire. Le paradoxe s'explique du fait que, en uniformisant les services, en uniformisant la fiscalité, en uniformisant les réglementations, on se trouve à soustraire, justement, les agents, les facteurs de production locaux du poids des politiques locales. Ainsi, donc, on se trouve à renforcer l'immobilité, à leur interdire et enfin... Les politiques de subventions régionales ont pour incidence première d'immobiliser les facteurs de production dans les régions où elles sont le moins produc-

tives. Au lieu d'avoir une politique d'assistance qui soit neutre vis-à-vis des régions, parce qu'il n'y a rien de vertueux à habiter dans une région plutôt que dans une autre, au lieu d'avoir une politique d'assistance aux défavorisés qui soit neutre relativement aux régions, notre régime fédéral, évidemment avec toute la suite des politiques centrales, a justement contribué à immobiliser les facteurs de production puis, à la longue, évidemment, ça veut dire que les disparités s'accumulent. Les faits sont là, en tout cas, l'écart de revenus entre les habitants des différentes provinces ne ... rétrécit... Même que ces dernières années, on a pu observer une augmentation. Donc, il ne faut pas invoquer la nécessité d'une centralisation à partir des disparités régionales. Au contraire, je pense qu'il faut confier la tâche de redistribuer la richesse à ceux qui sont le mieux en mesure de juger de la volonté populaire là-dessus, et ce sont les provinces.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions des représentants du parti de l'Opposition officielle. Mme Marois.

Mme Marois: Merci, M. le Président. Bonjour et bienvenue. Je souscris difficilement, je vais vous le dire au départ, à votre vision quant au rôle de l'État dans l'économie, parce que je crois et je reste convaincue que l'État est un outil qui doit être utilisé pour une recherche d'un meilleur équilibre et d'un meilleur partage des richesses. Je n'ai pas l'impression que vous développez tellement cette vision-là et qu'au contraire, c'est vraiment un modèle très libéral, si on veut, que vous appliquez, d'économie très libérale. On y reviendra sûrement dans les questions qu'on va aborder ensemble. Votre thèse, et mon collègue, M. Dauphin, vous en parlait un peu, votre thèse, en fait, est à l'inverse de tout ce qui s'est dit généralement, à savoir que la balkanisation serait, à votre point de vue, le résultat de la centralisation, alors que ce qu'on a entendu jusqu'à maintenant, c'est que la volonté de décentraliser les pouvoirs risquait de créer la balkanisation. J'aimerais vous entendre sur ça et sur une autre chose que vous dites dans votre mémoire. Aux pages 38 et 39, vous dites: Tous les pouvoirs... Le retour au fédéralisme, tel que vous le définissez et l'entendez, prescrit exactement, bon, l'ordre inverse, c'est-à-dire que tous les pouvoirs devraient appartenir aux provinces, à l'exception de ceux, peu nombreux, qui seraient spécifiquement assignés à l'administration centrale. Et plus loin, vous dites: Ce seraient les domaines assignés à l'État central, dont les effets de débordement local s'avèrent si manifestes qu'ils imposent déjà aujourd'hui au gouvernement canadien la conclusion d'ententes et de traités, par exemple avec l'étranger. Moi, j'aimerais ça que vous me

disiez comment vous allez constater, quels critères vous utilisez pour bien identifier les effets d'un débordement local.

M. Migué: J'avais prévu quelques minutes pour établir empiriquement l'étendue de la centralisation au Canada, parce que je crois que le sens de balkanisation, il faut l'associer justement aux politiques centrales qui ont des incidences régionales telles que les provinces, et qui, en effet, ne portent plus, n'ont plus à supporter le coût de leurs politiques.

Et alors là, si on examine les budgets des provinces, on observe là toute une suite de postes, dont en particulier les subventions de péréquation, les subventions qui vont pour les programmes établis; ça représente, ça, entre le quart et le tiers des budgets des provinces, le quart et le tiers du budget du fédéral. Donc, les politiques budgétaires, dans les budgets mêmes des provinces et du fédéral, on observe donc un fort degré de centralisation. Or, quel est le sens de ces subventions-là, comme de celles des politiques régionales, du point de vue du fédéralisme? C'est la négation du fédéralisme. C'est la négation du fédéralisme, parce que ça paralyse en quelque sorte les mécanismes de concurrence qui font la vertu du fédéralisme. Et bien sûr que, parce que, si la fiscalité qui sert à financer les transferts interrégionaux est uniforme à travers le territoire, c'est bien sûr qu'il n'y a plus d'exutoire, il n'y a plus ce mécanisme par lequel les citoyens qui ne sont pas satisfaits de ces politiques redistributives, ou d'autres politiques de réglementation quelconque, s'ils ne sont pas satisfaits...

Donc, vous voyez, en ce sens, donc, les subventions du central, les politiques régionales, balkanisent, c'est-à-dire qu'elles dissocient le fardeau des politiques des bénéfices que les citoyens locaux en retirent. J'ajouterais donc qu'au-delà de ces politiques de subventions interrégionales, que les budgets, au fond, mesurent mal l'incidence des politiques. Parce que, depuis au moins 20 ans, et plutôt 30, le gros de la croissance des budgets des provinces a été imposé par le gouvernement fédéral. Qu'on parle de l'assurance-hospitalisation, puis de l'enseignement postsecondaire, et on pourrait énumérer l'ensemble des politiques.

Quel est le sens du point de vue du fédéralisme? C'est la négation en ce que ça retire aux provinces la nécessité de mesurer le bénéfice et les coûts de leurs actions. Donc, ça dissocie le prix, les bénéfices, donc, des coûts de production locaux. Et en ce sens donc, ça balkanise le Canada, ça établit des barrières, ça constitue un frein.

(16 heures)

Donc, il n'est pas dit que les provinces non plus ne pratiquent pas des formes de protectionnisme comme ça. Pensons à l'industrie de la bière, par exemple, qui est fermée intégralement

au mouvement entre les provinces. Bon, j'en conviens. Mais mon affirmation, c'est que, quand on examine l'ensemble des budgets et l'ensemble des contraintes que la réglementation centrale impose aux administrations provinciales, dont celle, par exemple, la semaine dernière, qui interdit au Québec de modifier sa politique de financement des services de santé... Bon, alors, quand on pense à tout cet ensemble de mesures redistributives, on constate que l'impact balkanisateur, l'impact, si l'on veut, oui, balkanisateur, du fédéral est de loin supérieur à celui des provinces.

La deuxième question, quand est-ce qu'on mesure les effets de débordement? Ils sont très difficiles à mesurer. C'est pourquoi, dans notre position, j'ai posé qu'il fallait maintenir un biais favorable à la décentralisation, et toujours défavorable à la concession de pouvoirs au gouvernement fédéral, parce que l'histoire nous a démontré que les forces centralisatrices sont presque insurmontables.

On a eu beau rallier pendant des décennies la bonne volonté des vrais fédéralistes et en faire même des alliances avec les souverainistes qu'on réussit très difficilement à décentraliser et, par conséquent, le préjugé doit être... Ceci dit, les effets de débordement, je les délimite, quant à moi, à l'armée ou à la défense nationale, à la monnaie, aux affaires extérieures et, sans doute, à quelques dimensions de la justice et de l'environnement, mais essentiellement, ils sont très peu nombreux et dans le doute, il faut les minimiser, c'est-à-dire donner le billet favorable aux décentralisés.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Léonard?

M. Léonard: M. Migué, je vous écoute, j'ai lu votre texte et j'ai l'impression que vous nous décrivez un système fédéraliste qui est incompatible, finalement, avec celui qui existe ou celui que nous prônait, par exemple, hier, Jean Chrétien. Ce sont vraiment deux visions différentes. Si je comprends bien, parce que celui qu'il nous propose va nous conduire vraisemblablement, très nettement, à une plus grande centralisation - c'est d'ailleurs le constat que faisait M. Guy Tremblay, ce matin, que, inévitablement, et vous venez de le dire vous-même, donc, ce sont deux formes de fédéralisme complètement différentes. Vous avez dit qu'il y avait des formes, des coûts, des gaspillages importants dans le fédéralisme actuel. J'aimerais vous entendre là-dessus. J'aimerais aussi que vous nous disiez comment on peut concilier ou pourquoi on attribuerait beaucoup de pouvoirs aux autres provinces alors qu'elles ne les ont pas demandés, tandis que nous, on est dans une situation complètement inverse.

M. Migué: Une vraie constitution fédéraliste

n'imposerait aucune contrainte aux compétences des provinces, parce que le mécanisme qui circonscrit le discrétionnaire des provinces, c'est-à-dire ce par quoi les citoyens peuvent imposer leur volonté aux gouvernements des provinces, ce ne sont pas les contraintes juridiques et constitutionnelles, c'est le processus économique, le processus de concurrence des ressources que j'ai décrit il y a un moment. Ce qui ne veut pas dire que toutes les provinces... Accorder ces pouvoirs à des provinces ou à une province particulière ne lui interdit pas d'entrer dans des ententes, de faire des aménagements avec le gouvernement central ou avec une autre province et même de lui concéder, de lui transférer ces pouvoirs-là qui sont constitutionnellement réservés, mais qu'elle choisit, pour des raisons conjoncturelles ou autres, de les transférer. Alors...

M. Léonard: On va...

M. Migué: ...il n'y a rien d'inconciliable entre les deux.

M. Léonard: On va être amenés à exercer un fédéralisme absolument asymétrique?

M. Migué: Peut-être. Mais le monde réel, il ne faut pas l'examiner, disons, dans des perspectives cartésiennes, hein? Le monde réel est toujours un peu "messy", toujours un peu complexe et c'est bien, parce que c'est ça la diversité. C'est sûr que le monde technocratique idéal, c'est le monde de l'État unitaire où chacun fait la même chose, tout est uniformisé à travers le territoire. En fait, le monde idéal, technocratique, c'est l'empire soviétique au fond, si vous voulez vous exprimer ainsi, tandis que ce qu'on veut, c'est de donner aux citoyens le moyen, à travers leurs autorités locales, de s'exprimer et donc d'avoir de la diversité.

M. Léonard: Moi, je veux bien revenir dans le concret, dans le pratique, mais quelles sont les chances...

Le Président (M. Michel Bélanger): Le temps est pratiquement épuisé.

M. Léonard: ...que votre notion s'applique?

M. Migué: Quelles sont les chances?

M. Léonard: Oui.

M. Migué: D'abord, je dois dire que mon souci n'est pas d'abord d'établir des stratégies. Il m'a semblé qu'il n'était pas inutile de définir une destination plutôt que d'essayer d'y aller très vite. Donc, ce n'est pas mon domaine d'expertise. Puisque vous me faites l'honneur de m'inviter à titre d'expert, alors j'ai choisi de me concentrer

dans les secteurs où j'étais le plus compétent. Ceci dit, toute forme de modification, toute forme, en effet, de... toute option constitutionnelle qui entraîne la moindre décentralisation va imposer une stratégie particulière. Donc, il est vrai qu'il va falloir résister aux forces centralisatrices. Quelle est-elle cette stratégie-là? L'expertise, dans ce domaine-là, je crois qu'elle n'est pas principalement de ce côté-ci de la tribune quand je jette un regard tout autour. Il me semble que ce n'est pas vraiment... Mais ce n'est pas spécifique à mon option, je dois dire.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant...

M. Migué: Je refuserais cependant qu'on m'impose l'alternative statu quo égale indépendance. Ça, je dois dire que je lis les journaux comme tout le monde et je constate qu'il y a des scénarios, très... enfin aussi réalistes les uns que les autres – aussi irréalistes peut-être – mais en tout cas, ils semblent se défendre. Et j'en voyais encore la semaine dernière et qui visent, justement, à contourner les freins constitutionnels, en théorie.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions des membres. M. Proulx, suivi de M. Larose et de M. Desjardins.

M. Proulx: Merci, M. le Président. Alors, on peut dire, M. Migué, qu'il y a au moins une chose sur laquelle je suis d'accord avec vous: C'est que le fédéral a beaucoup trop centralisé et, fort possiblement, que, s'il avait agi autrement, on ne serait pas dans la situation dans laquelle on est à l'heure actuelle. Et nous sommes d'accord, pour un certain nombre d'entre nous, sur la décentralisation. C'est un des premiers objectifs qu'on poursuit. Même si ce n'est pas pour les mêmes raisons que vous, je pense que, au moins sur ça, on s'accorde. Mais, j'ai toujours beaucoup de difficulté avec la théorie que vous défendez parce que, pour moi, dans mes mots à moi, c'est la théorie du "que le meilleur gagne", "que le plus fort l'emporte". Et on a trop tendance à oublier qu'il y a toujours un plus fort que nous autres, en quelque part, et que, quand il en restera seulement un, le plus fort, que va-t-il arriver sur notre planète?

Cette théorie-là, aussi, oublie trop facilement qu'il n'y a pas rien que de l'économie sur la planète, qu'il y a des humains. Et pour moi, elle met complètement les humains sur la voie d'évitement et, pour moi, c'est très grave de continuer à défendre ça. Alors, sur ça, vous comprendrez que je ne peux pas endosser, en aucune façon, cette théorie-là, parce que, pour moi, elle ne conduit nulle part. Et tous les grands problèmes qu'on vit, dans plusieurs pays dans le monde, c'est justement parce qu'on a

appliqué ça.

Ici, je voudrais quand même amener certains correctifs à votre mémoire. Et je prendrai pour acquis que, probablement, vos sources d'information étaient mauvaises. À la page 34, vous dites que "Après l'avènement du libre-échange, bien que rien n'interdise la réglementation de l'agriculture, on observe déjà que la valeur des quotas de lait a plongé de près de 50 % au Québec et en Ontario." Je ne sais pas vraiment où vous avez pu prendre ça, parce que, moi, je vis dans ça. Je suis un producteur laitier. En plus, mon organisation, c'est elle qui contrôle les quotas, qui vend les quotas par une enchère électronique. Et je vous dirai que, comme producteur agricole acheteur de quotas, je n'ai pas vu où ça avait baissé. Quand je fais mon chèque pour en acheter, je n'ai pas vu où ça a baissé.

M. Migué: Alors, ça c'est...

M. Proulx: Si vous voulez, je vais finir et ensuite, parce que c'est toujours mon temps, vous allez avoir le reste de mon temps pour répondre. Et dans la région de Toronto, vous avez raison. En Ontario, mais uniquement dans la région de Toronto, et pour une seule et unique raison, c'est la spéculation excessive, au cours des dernières années, des terres agricoles.

Ensuite, à la page 34, vous dites: "Une fois dépourvu de son pouvoir de limiter l'importation des produits agricoles transformés, le gouvernement découvrira qu'il lui est devenu difficile de maintenir les offices de mise en marché des produits agricoles si coûteux aux consommateurs et aux transformateurs". Là, je vous rétorquerai que le prix des produits laitiers est comparable au détail, à Montréal ou Ottawa, avec les États-Unis. C'est qu'il est à peu près le même, à quelques sous près. Je ne dirai pas certains produits, peut-être qu'une pinte de lait est meilleur marché, mais, globalement, vous n'achetez pas seulement du lait, vous faites un panier d'épicerie; vous achetez une variété de produits laitiers. Alors, selon les statistiques, le panier de provisions dans les produits laitiers, est comparable à Montréal, Ottawa, Toronto, avec les grandes villes américaines. La différence qu'il y a, c'est qu'aux États-Unis, les producteurs sont payés 15 %, 20 % ou 30 % meilleur marché que les producteurs canadiens. Alors, le transformateur américain fait beaucoup plus d'argent que le transformateur canadien.

Les coûts liés – c'est ce dont je vous parlais tout à l'heure – aux milliers, on oublie tous les coûts qui sont liés à la misère que ça amène. Qu'on regarde les milliers et les milliers de faillites qu'il y a au niveau des fermes américaines, il y a un coût social abominable autour de ça. On oublie tout le temps de calculer ça quand on parle d'une économie pure.

Je vous dirai qu'au Québec, c'est le pays où le panier de provisions alimentaires coûte le

moins cher, c'est-à-dire 11,5 % contre 11,7 % aux États-Unis, 16,8 % en France, 13,7 % en Angleterre et 15,5 % en Australie. Alors, pour des gens, des consommateurs qui sont soumis à une réglementation négative pour eux autres, ce n'est pas si mal, vous l'admettez avec moi. Si cela était si coûteux pour les consommateurs – je termine sur ça – comment se fait-il que 90 % des consommateurs québécois appuient régulièrement les systèmes de gestion et que leur organisation est toujours présente avec nous quand nous allons défendre des augmentations de prix?

Le Président (M. Michel Bélanger): Il ne vous reste pas de temps pour répondre, mais répondez quand même, sans ça, ce serait absurde. Alors, prenez le temps qu'il faut.

M. Migué: Ça me surprend un peu parce que j'ai le sentiment que je ne me reconnais pas dans les reproches que vous me faites. J'ai le sentiment que vous bâtissez un homme de paille pour mieux le démolir. Nulle part je n'ai posé de critique au choix des politiques particulières. Je n'évalue pas des politiques particulières. Il ne me semble pas que le débat sur la Constitution doive définir ce que devraient être les contenus des politiques particulières en agriculture, en éducation ou en quoi que ce soit. Par conséquent, ce que j'ai voulu démontrer, ce n'est pas une entreprise de libéralisme et d'absence d'intervention publique. J'ai voulu montrer que, par le fédéralisme, on pouvait faire en sorte que les citoyens puissent avoir une emprise plus grande sur le législateur et donc, puissent adopter des politiques plus conformes à leurs goûts, à leurs préférences.

Donc, toutes les politiques sont neutres pour moi. L'important, c'est de définir un aménagement institutionnel qui fasse que les citoyens aient le pouvoir de mieux influencer leur gouvernement. Et si, à la suite d'un régime de décentralisation qui confère en effet cette autorité et cette souveraineté aux individus, on adopte des politiques agricoles qui augmentent les prix agricoles, bien alors, "so be it", c'est là que sera le choix de la population. Dans les conditions présentes, la population, malheureusement, se fait avoir parce qu'elle n'a pas d'instrument, qui est la concurrence entre les provinces, pour se soustraire au poids des politiques qui ne lui conviennent pas. Parce que les consommateurs, qu'on dise ce qu'on voudra, ils souffrent beaucoup des politiques agricoles.

Mais si c'est leur volonté, je n'ai pas d'objection. Quant à la valeur des quotas – c'est vrai que ce n'est pas une statistique officielle, c'était tiré d'un reportage du *Globe & Mail* – mais il importe peu que les quotas aient baissé de 50 % ou de 10 %. La réalité, en effet, c'est que depuis l'avènement du libre-échange qui s'assimile en quelque sorte au fédéralisme, c'est une forme de fédéralisme, ce Canada US. Je dois

dire que ce sont les hauts cris qu'on entend dans les milieux de transformation des produits agricoles. Des entreprises comme McCain et Campbell nous promettent de fermer leur boutique et de transposer leurs investissements aux États-Unis s'ils doivent supporter les prix de leurs matières premières de 25 % à 40 % plus élevés. Je pense que je n'ai pas inventé cette position-là et l'association des food processors est très explicite à ce sujet-là.

Donc, il y a déjà des manifestations concrètes de ce processus-là. Mais c'est ça, le processus.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à des questions de M. Larose, suivi de M. Desjardins et de Mme Côté.

M. Larose: Merci, M. le Président. La première question que je vous poserais, il me semble que l'ensemble du texte baigne ou repose sur deux postulats, deux credos: les vertus de bien-être et d'harmonie dans la société à partir de la réalité de la concurrence. Deuxième postulat: il y a, à partir de la concurrence, cette espèce de main invisible qui organise les rapports sociaux et donc, la richesse se répartit, les lois du marché se chargent des grands objectifs altruistes que d'aucuns voudraient atteindre par de la réglementation ou de l'intervention de l'État. Est-ce que je fais erreur?

M. Migué: Oui. Les postulats de ma présentation sont, premièrement, que, au-delà du processus politique qui est un mécanisme réel de l'expression populaire, c'est inhérent à la démocratie, c'est inhérent, bien sûr, aux sociétés ouvertes, aux sociétés libres, aux sociétés justes, mais au-delà de ce processus-là, il peut en exister des substituts qui le complètent, qui facilitent pour les citoyens la prise en charge de leur propre destin. Justement, en effet, l'un de ces postulats, c'est que, tant mieux si on n'a pas à s'en remettre à 100 % au pouvoir public pour exprimer nos préférences dans toutes sortes de domaines, en matière agricole ou en matière d'éducation. Tant mieux. Donc, ça n'est qu'un processus. Au contraire, je cherche à m'en remettre le plus possible à la population des régions décentralisées elles-mêmes, justement, parce qu'elle est plus en mesure d'incurver le choix des législateurs dans son sens. Donc, cette main invisible, en effet, elle est réelle.

(16 h 15)

Votre deuxième question, c'était cette réalité d'une main invisible?

M. Larose: Non. Je voulais vérifier les postulats de base parce que, très régulièrement dans le texte, vous contretez tout ce qui peut être réglementation, tout ce qui peut être...

M. Migué: Non.

M. Larose: Bien, écoutez, on va prendre la page 35...

M. Migué: Je confie aux administrations décentralisées...

M. Larose: ...ou je peux prendre la page 27, la page 31. C'est tout autant de choses que vous nous dites, plus particulièrement sur le transport aérien.

M. Migué: Je dis que...

M. Larose: C'est quoi l'exemple que vous nous donnez à la page 35? "En matière de transport aérien, il découvrira que la taxation excessive du carburant et le protectionnisme syndical se concilient mal avec le principe du "ciel ouvert", etc. Ce que je veux vous dire, c'est que vous semblez vous en remettre aux seules règles du marché, et donc de la concurrence, parce que quand vous faites le débat État unitaire ou fédéralisme – vous le dites dans vos premières pages – c'est les vertus de la concurrence. Je pourrais bien vous dire que, à la fin du texte, vous arrivez...

M. Migué: Concurrence intergouvernementale.

M. Larose: ...à une répartition telle des juridictions qu'il n'y en a plus de concurrence. Alors, c'est ça que j'essayais de vérifier. Sur quoi repose votre contradiction? Parce que la proposition que vous nous faites, c'est qu'il n'y en a plus de concurrence, en bout de ligne. Donc, les vertus se sont échappées en cours de route.

M. Migué: Mon postulat, c'est qu'il faudra mettre le pouvoir aux administrations décentralisées qui sont constituées de populations plus homogènes, parce que ces pouvoirs décentralisés ont moins d'emprise sur les minorités, j'allais parler des populations particulières, pour imposer des choses que la population ne voudrait pas. Je ne vois pas pourquoi on voudrait refuser à la population un mécanisme supplémentaire qui est justement la concurrence inter... Mais c'est une concurrence, je dois préciser, entre les administrations. Quand, par exemple, je dis qu'une administration provinciale imposerait moins, probablement, de réglementation agricole que l'administration fédérale, ce serait quoi la raison? Ce serait que cette administration particulière est en concurrence avec l'administration d'une autre province qui, elle, choisirait un autre type de réglementation agricole. Alors là, les ressources, vous et moi et les détenteurs de capital, les détenteurs d'épargne choisiraient d'orienter leurs ressources là où ça fait le mieux leur affaire. Donc, c'est de la concurrence, mais c'est de la concurrence au niveau des services

publics. Mais ça reste des administrations publiques. Je crois à l'administration publique. Oui.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à M. Desjardins, suivi de Mme Côté et de M. Bouchard.

M. Desjardins: Merci, M. le Président. Moi, M. Migué, je veux vous féliciter pour la rigueur du document que vous nous avez déposé. Je trouve que c'est une participation très importante que vous faites parce que, maintenant, je pense que les commissaires ont les définitions des termes. Quand nous avons commencé cette Commission, on parlait de souveraineté, puis, pour beaucoup de gens, ce n'était pas clair ce que voulait dire la souveraineté. Maintenant, avec les experts que nous avons eus, on sait ce que veut dire la souveraineté et on sait ce que veut dire l'autonomie, mais on pensait qu'on savait ce qu'on voulait dire par le fédéralisme, et vous, vous nous dites que, dans votre définition, dans son essence même, le fédéralisme va à l'encontre de ce que nous avons pratiqué depuis des décennies. C'est une direction que vous nous indiquez. Moi, ça m'amène à me demander, dans ces termes-là, si, finalement, en confiant presque une souveraineté aux provinces, on n'en arrive pas à une confédération. Mais ce n'était pas l'essentiel de ma question. C'était, dans l'état actuel des choses, comment pensez-vous que l'idéal vers lequel vous tendez est possible? Et ma deuxième question: Aimerez-vous, M. Migué, personnellement, que la société québécoise, éventuellement, soit sondée par voie de référendum sur l'option que vous proposez, en sachant ce sur quoi ils se prononcent?

M. Migué: Alors, la question m'a déjà été posée, à savoir est-ce qu'il est possible de mettre au point une stratégie qui fasse converger vers le régime idéal que je vous propose? Je n'ai pas de réponse et personne, semble-t-il, n'a de réponse à la façon d'aller du point a au point b, quel que soit le point b. Je ne peux que reconnaître, comme tout le monde, qu'il s'agit d'un affrontement politique et qu'en effet l'espoir d'un renouveau du fédéralisme ne peut venir que de la présence, face au rouleau compresseur d'Ottawa, de forces décentralisatrices et donc de volontés. Enfin, donc, je conçois – mais c'est très général, je ne sais pas – une espèce d'alliance implicite qui existe peut-être déjà entre les vrais fédéralistes et les indépendantistes au Québec et d'ailleurs, du reste du Canada aussi. Mais je répète que je n'ai pas d'expertise particulière en matière de stratégie et je dois décliner, quant à la... donc, même sur cette question d'un référendum. Est-ce qu'on doit procéder par un référendum, deux ou trois? Je dois dire que je n'ai pas vraiment réfléchi à cette dimension-là.

M. Desjardins: Vous faites allusion, dans votre document, au libre-échange. En disant que c'est, selon vous, une voie à suivre. Pourriez-vous être un petit peu plus explicite?

M. Migué: Non, j'ai fait allusion... c'est-à-dire que j'affirme que le libre-échange Canada-États-Unis place le gouvernement canadien dans la position approximative d'une province actuelle. Et c'est sa vertu, en ce que ça soumet, désormais, le gouvernement central à la sorte de concurrence qu'un régime fédéral idéal impose aux provinces. Et j'illustre encore par la politique agricole, que je me ferai reprocher sans doute, mais même si le traité de libre-échange Canada-États-Unis n'interdit pas au gouvernement canadien de pratiquer le "supply management" en matière de produits agricoles, on découvre que, comme les produits transformés sont eux-mêmes en concurrence avec les produits transformés aux États-Unis, les "food processors" ici ne peuvent plus supporter le coût de la réglementation canadienne. Donc, il va falloir que quelque chose cède quelque part. Et c'est probablement la réglementation agricole qui va devoir céder, à moins qu'on... Bon. Donc, vous voyez, c'est que cette concurrence que le marché offre aux administrations publiques, le libre-échange va l'imposer au fédéral. Oui.

Le Président (M. Michel Bélanger): Maintenant, Mme Côté et M. Bouchard.

Mme Côté: Oui, merci, M. le Président. M. Migué, vous venez de dire: Il faut remettre le pouvoir aux administrations proches des collectivités, locales ou régionales. Soit. Je pense que la critique que vous faites du fédéralisme actuel a été faite par bon nombre de personnes, notamment M. Tremblay ce matin, et M. Léonard en a fait mention tout à l'heure. Cependant, je ne sais pas si j'ai bien compris votre texte, parce que vous avez répondu à M. Larose le contraire de ce à quoi je m'attendais. Vous prêchez, finalement, pour un rôle de l'État réduit, en prenant pour acquis que les administrations locales ou régionales seront des petits États, entre guillemets. Vous prêchez pour un rôle de l'État réduit à son minimum, pas de rôle de régulation, pas de rôle de distribution, pas de présence ou d'implication dans les affaires culturelles, économiques, sociales et culturelles. Et parce que vous prônez la concurrence... j'ai lu, d'ailleurs, vos textes sur l'éducation, et la concurrence est le leitmotiv de toute votre théorie. En conséquence, si j'applique cette théorie-là, peu importe l'option constitutionnelle que je vais choisir, ça ne changera rien pour le Québec. Que ce soit dans un fédéralisme actuel renouvelé, comme vous le voyez, ou dans la souveraineté, puisque la concurrence est la loi la plus forte. Moi, j'aimerais savoir, dans un projet

qu'on devrait redéfinir au Québec, quel que soit le statut qu'on va décider, quelle est votre conception de l'ensemble des politiques sociales, ou qui ont une obligation de redistribution et qui s'appuient aussi sur l'ensemble des chartes. Et vous savez qu'ici, beaucoup de monde est venu dire: Il faut toujours avoir un développement économique qui ne crée pas de pauvreté, une richesse partagée assez également... certaines mesures qui devraient lutter contre les inégalités ou les disparités. Alors, j'ai de la difficulté. J'aimerais que vous me disiez un peu où ça se retrouve là-dedans.

M. Migué: Il n'y a rien, dans la logique économique, qui interdise le recours aux pouvoirs publics pour la poursuite des objectifs que vous définissez. En d'autres termes, je dois me dissocier de cette disposition que je prône, un rôle réduit pour l'État. Ce n'est pas du tout le sens de ma démarche. J'ai voulu montrer que, dans un régime décentralisé, l'État refléterait mieux les préférences de la population, à cause de la concurrence, en lui procurant, à cette population, un instrument supplémentaire. Si, en contrepartie, cette population choisit, à travers les mécanismes démocratiques conventionnels, de pratiquer la redistribution à plein, de réglementer quoi que ce soit, l'agriculture et les manufactures de quoi que ce soit, le seul rôle que je lui interdise, dans mon schéma idéal, à l'administration provinciale, c'est de pratiquer, le protectionnisme vis-à-vis des autres provinces, vis-à-vis du reste du monde, parce que c'est la voie par où la population peut passer pour discipliner, en somme, son administration locale. Mais, je dois m'inscrire en faux, en fin de compte, contre cette suggestion que... Parce que, au niveau constitutionnel, qui est celui qu'on débat, si je comprends bien, il me paraît "irrelevant" au fond d'évaluer des politiques particulières, ni la politique de redistribution, ni la politique agricole. Ce n'est pas l'objet... Ces dimensions viennent après la convention d'une entente constitutionnelle. Ça n'est pas le moment... Ce qu'on fait aujourd'hui, enfin ce que je m'emploie à faire... Je n'ai pas à définir votre mandat, ce que je m'emploie à faire, moi, c'est de définir un aménagement constitutionnel qui permette justement à la population d'adopter les politiques sociales, les politiques d'éducation et les politiques réglementaires qui sont les plus proches de ce qu'elle veut vraiment.

Mme Côté: À ce compte-là, à la page 39, expliquez-moi donc qu'est-ce que ça veut dire: "À part cette restriction de taille, l'institutionnalisation de la concurrence entre les gouvernements commande que les administrations décentralisées retiennent à peu près tous les attributs de la souveraineté." Vous les mettez où, les attributs de la souveraineté? Ils sont où? Et le pouvoir de l'État?

M. Migué: Les attributs de la souveraineté, c'est que, dans le partage des pouvoirs, j'affirme ici qu'il est inutile, voire contre-indiqué, de limiter ou de contraindre, constitutionnellement ou juridiquement, les pouvoirs des provinces. Parce que le mécanisme pour contrôler le discrétionnaire des provinces, les mécanismes pour les amener à refléter la volonté populaire, ce ne sont pas des mécanismes juridiques ou constitutionnels. C'est la concurrence qui va s'implanter, qui va apparaître entre les différentes administrations provinciales. Ça veut dire que les provinces, dans mon schéma, ont tous les pouvoirs, excepté celui de limiter les mouvements des biens, des personnes et des capitaux. C'est ça les attributs... qu'est-ce que c'est les attributs de la souveraineté si ce n'est pas ça? Tous les pouvoirs. Il n'y a pas de contrainte constitutionnelle. Les seules contraintes constitutionnelles, disons, en tout cas dans ce monde idéal, je les réserve au pouvoir central, parce que c'est là qu'est le danger. Le danger de la centralisation est trop menaçant et le seul moyen dont on dispose, pour limiter les dangers de la centralisation, enfin, limiter l'élargissement des pouvoirs du central, c'est la Constitution.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Bouchard, qui sera le dernier intervenant.

M. Bouchard: Merci. M. Migué, d'abord je voudrais vous dire que je nourris le plus profond respect pour la logique économique. Et dans l'exercice de cette logique, aujourd'hui, vous nous incitez à revenir à l'essentiel, à l'essence, à la quintessence même, de ce qu'est le fédéralisme, de ce que devait être ce modèle. Et vous nous dites que le modèle fédéraliste a été trahi au Canada, a été dénaturé par les évolutions, sur lesquelles on reviendra. Je me demande si, en proposant ce que vous nous dites, on n'arrive pas aux limites de cette analyse économique? Une analyse qui prétend, comme toutes les analyses du même genre, embrasser toute une réalité par une seule grille, alors que, finalement, il y a peut-être des bouts qui dépassent dans la grille, surtout lorsqu'on veut appliquer à une réalité politique des concepts économiques. Par exemple, vous dites qu'il est de l'essence du fédéralisme de limiter le pouvoir du prince, d'instaurer une concurrence entre les entités qui composent la Fédération et que de cette façon, bien sûr, les services sont concurrentiels et l'État central est divisé sur lui-même, puisque les citoyens peuvent faire jouer un État contre l'autre, et ainsi de suite.

(16 h 30)

Il y a une logique interne qu'il faut admettre et, moi aussi, je souscris à la rigueur qui a été mentionnée par mon collègue, M. Desjardins. C'est vrai qu'il y a une rigueur, mais la rigueur est confinée à la grille et la rigueur souffre des limites de la grille elle-même. Par exemple, si

vous avez raison et que le fédéralisme est forcément décentralisé, pourquoi avons-nous maintenant au Canada un fédéralisme fortement centralisé? Si on regarde l'acte confédératif, c'est sur papier, en réalité, comme vous le dites, un modèle qui est décentralisé. Alors, à la page 29, vous essayez d'expliquer pourquoi on en est venus à centraliser. Mais là, vous dites: C'est l'évolution du sentiment. Qu'est-ce que c'est, ça, l'évolution du sentiment? Ce n'est pas très économique, ça! C'est aussi la reconnaissance d'un pouvoir illimité de dépenser, mais ce n'était pas inscrit dans la Constitution. Il n'y avait pas, dans la Constitution canadienne, des mécanismes centralisateurs. Il n'y avait pas non plus au Québec une volonté de centraliser, au contraire.

Tout le Québec, l'existence même du Québec, la façon dont le Québec est constitué, son identité, les besoins de survie sont tels que le Québec aurait besoin lui aussi du fédéralisme modèle que vous nous proposez. C'est d'ailleurs peut-être pour ça que nos Pères sont entrés dans la Confédération, parce qu'ils ont pensé comme vous que c'était un modèle pur qui, respecté et appliqué, nous permettrait d'avoir un Québec presque souverain, au fond, comme vous nous le dites. Pourtant, ce n'est pas ça qui est arrivé. Il doit y avoir quelque chose dans votre modèle, un virus que vous ne connaissez pas, que votre analyse économique ne vous permet pas d'identifier, il y a quelque chose qui est soustrait à votre analyse et qui fait que ce fédéralisme est devenu centralisé, et c'est peut-être surtout du côté du Canada anglais, puisque le Québec ne le voulait pas. Il doit y avoir quelque chose dans la réalité sous étude qui viole et qui défait les conclusions, qui dénature les conclusions de vos prémisses, puisque, politiquement, il se trouve que cette Fédération, dès lors qu'elle existe, dès lors qu'elle se perpétue, dès lors qu'elle évolue, devient de plus en plus centralisée, comme une sorte d'étoile morte qui s'affaisse sur elle-même avec une densité extrême à la fin de sa vie. Il y a quelque chose qui ne marche pas dans votre système, monsieur, puisque, inévitablement, les faits vous donnent tort, et il n'y a rien de plus têtue que les faits.

M. Migué: D'abord, je dois dire que vous avez des soucis méthodologiques que je n'avais pas l'intention d'aborder aujourd'hui. Les limites de l'économie, je me contenterai de dire que l'économie, pas plus que les autres disciplines d'ailleurs, n'étudie qu'une tranche de la réalité. L'économie, comme n'importe quelle autre discipline, c'est une façon de voir le monde et de voir tout le monde, comme le psychologue peut voir l'ensemble du monde, non pas une tranche particulière de la réalité, ou le sociologue, etc. À cet égard-là, je pense que l'économie, ce n'était pas mon objet d'interpréter la centralisation, mais je pense que les schémas d'analyse économique offrent la meilleure réponse

à la question que vous posez, et le mécanisme qui fait que la centralisation se fait quand on n'est pas protégé à tout cran par une constitution extrêmement décentralisatrice, c'est que le pouvoir du fédéral, en tant que monopole national, est plus fort que celui des provinces. Et comme toutes les politiques concentrent plus de bénéfices qu'elles ne répartissent le fardeau fiscal, donc comme à toute politique du central il y a plus de bénéficiaires qu'il y a... Les bénéficiaires sont plus concentrés, donc ils sont plus éveillés, il y a des forces centralisatrices inhérentes à tous les régimes. Et tous les régimes fédéraux se sont centralisés, parce qu'il est politiquement rentable pour les administrations centrales d'offrir des faveurs aux gens des régions. Personne, évidemment, ne va refuser. On a introduit chez nous le fédéralisme rentable dans cette perspective-là...

M. Bouchard: Il faut se débarrasser du fédéralisme...

M. Migué: Pardon?

M. Bouchard: ...puisqu'il est malade... Donc, il faut s'en débarrasser, puisqu'il est malade, le fédéralisme, ayant cette propension à se centraliser, et qu'on ne pourra jamais le changer.

M. Migué: Il faut établir les mécanismes qui nous garantissent contre la centralisation excessive. Il n'y en a qu'un, c'est la Constitution.

M. Bouchard: C'est la souveraineté, vous voulez dire.

M. Migué: Non, non. C'est la Constitution qui peut protéger... qui peut circonscrire les pouvoirs du central.

Le Président (M. Michel Bélanger): Eh bien, voilà qui met fin, pas dans le doute, mais dans la difficulté de transposer la théorie économique au concept que tout le monde utilise tous les jours, parce que je pense que le fédéralisme que vous définissez a le malheureux défaut de ne pas correspondre à celui que la plupart des membres de l'auditoire avait à l'esprit. Mais enfin, c'est intéressant parce que ça nous force à remonter aux sources de la théorie, et, pour une fois, ce n'était pas juridique.

Alors, merci cher professeur et néanmoins ami, et je vous prie maintenant de céder la place au prochain groupe qui est Alliance Québec.

(Suspension de la séance à 16 h 35)

(Reprise à 16 h 39)

Le Président (M. Michel Bélanger): ...à reprendre leur siège. Nous allons maintenant

recevoir le mémoire et la présentation du groupe Alliance Québec. M. Robert Keaton va présenter le groupe et faire la présentation de l'essentiel du mémoire. M. Keaton.

Alliance Québec

M. Keaton (Robert): Merci, M. le Président. members of the Commission, we are very proud to deliver this presentation to you on behalf of Alliance Québec and the community we serve. Allow me to introduce to you my colleagues this afternoon. On my left is Mr. Trent Mell, chairman of the Alliance Québec Youth Committee, Ms. Margaret Lefebvre of our Executive Committee, Mr. Glenn Morton of our Board of Directors, Val-d'Or, Dr. John O'Brien, chairman of the Board of Directors, and Mr. Maurice Podbrey, director of the Centaur Theater and member of the Board of Alliance Québec.

Our submission today is a product of the most extensive community consultation ever undertaken by Alliance Québec. More than 2500 individuals took part in a series of community round tables held this fall. They were designed to seek the views of our community on the essential issues faced in this Commission and all Quebecers today. More than 240 groups came together in Montréal, in Sept-Îles, Saint-Augustin, Laval, in churches, living rooms, offices, seniors' homes. These groups constitute a profile of the real English-speaking community, a diverse multicultural, multiracial and increasingly bilingual community committed to Québec and to Canada.

We are here to speak to you of our deep roots in and faithful attachment to Québec, of our insistence that our francophone friends, neighbors and fellow Quebecers be made secure in every aspect of their identity so that our society may move forward unhindered by insecurity or fear for its special fabric. We are here today to tell you of our deep roots in and faithful attachment to Canada and of our profound conviction that Canada can and must provide the best answer to the future aspirations of all Quebecers.

Nous croyons que ces aspirations de tous les Québécois peuvent être réalisées non pas en se fondant seulement sur les leçons du passé, non pas en corrigeant simplement les injustices antérieures et les erreurs actuelles, mais en redéfinissant nos relations de façon à répondre avec souplesse aux exigences actuelles, à tirer profit des avantages actuels et à affronter les défis futurs. Nous croyons que cette redéfinition doit être guidée par les principes suivants:

Premièrement, le Canada doit assurer le bien-être économique de tous les citoyens grâce à une macroéconomie forte qui peut résister à l'impact potentiellement perturbateur d'un monde très compétitif. Le Canada doit aussi assumer son rôle dans la promotion de l'identité du Québec.

Deuxièmement, tous les paliers de gouvernement du Canada ont la responsabilité de protéger et de promouvoir les droits des minorités dans le cadre de leurs champs de compétence respectifs.

Troisièmement, le gouvernement du Québec, tout en assurant légitimement la promotion de la langue et de la culture françaises, doit reconnaître et respecter la dynamique d'une société pluraliste.

Pour concrétiser ces principes, il faut en arriver à un engagement clair envers un changement significatif au Canada, un changement qui répondra à l'objectif légitime consistant à consolider un Québec fort, stable, et à prédominance française. Un changement qui permettra à tous les Québécois de se reconnaître dans une société fondamentalement démocratique et, en pratique, un changement qui assurera que le Québec soit en mesure d'exprimer en même temps son caractère unique et son pluralisme croissant. Ces objectifs peuvent être réalisés au sein d'un Canada en mutation. Ils peuvent être partagés par tous les Québécois. Ils peuvent être partagés par tous les Canadiens.

English-speaking Quebecers will contribute to this process of changing Québec and Canada. We will do so knowing that as the law creating the Commission here clearly stated, our needs will be fully and seriously considered by all Quebecers. The significance of that commitment cannot be underestimated. In our community consultations, the level of disquiet expressed by English-speaking Quebecers about their place in Québec was striking. Who am I, it is said? Who am I, if what I have contributed does not count and I am not considered a Quebecer? They are concerned about the schools, hospitals and cultural institutions that define our community and remain the best guarantee of its future. And they continue to reject any assumption that the English language must be restricted in order to ensure the predominance of French. As Québec moves towards necessary changes, these concerns must be addressed. They are not our concerns alone, they must be the concerns of this Commission and of all Quebecers.

(16 h 45)

La création constructive du changement est un projet conjoint au sein de la société québécoise et entre le Québec et le reste du Canada. Nous ne devrions pas sous-estimer la bonne volonté des autres régions du pays lorsqu'il s'agit de travailler en vue de cet objectif. Les Canadiens en sont arrivés à comprendre que le contexte constitutionnel a changé, et les citoyens des autres régions expriment leur insatisfaction à l'égard de la forme actuelle du fédéralisme. Le défi qui se pose au reste du Canada, tout comme au Québec, consiste à profiter de l'occasion présentée. Si nous le faisons, il nous sera possible de réaliser des types d'ententes nouveaux et avantageux qu'il nous étaient jusqu'ici

impossible d'atteindre. Nous pouvons bâtir à partir des réalisations que nous avons faites ensemble. Les Québécois d'expression anglaise ont été et continueront à être des partenaires clefs dans la création d'un Québec moderne et fier. On ne peut pas parler des contributions culturelles du Québec à la vie artistique internationale sans évoquer des Québécois comme Oscar Peterson, Donald Sutherland, Margie Gillis. On ne peut pas parler de nos réussites en affaires sans mentionner Sam Steinberg, les frères Reisman, les Paré, les Cleghorn, les Bronfman, les Molson. On ne peut pas parler de la vie politique du Québec sans reconnaître l'apport de Eric Kierans, George Marler, Michael Fainstat. On ne peut pas parler des contributions vitales du Québec à la médecine sans se souvenir de Wilder Penfield, de Phil Gold et de Ronald Melzack, et on ne peut pas songer à nos héros en oubliant Doug Harvey, Toe Blake et Victor Davis.

Oui, notre communauté partage la grande fierté de tous les Québécois devant les immenses progrès sociaux, économiques et culturels que nous avons réalisés ensemble, particulièrement depuis les 30 dernières années de la Révolution tranquille à la croissance spectaculaire de la Caisse de dépôt et placement du Québec, en passant par notre réseau inégalé de petites et moyennes entreprises, cette évolution fière et constante s'est produite pendant que le Québec faisait partie du Canada. Nous demandons à la Commission de s'en souvenir puisqu'elle déterminera le cours de l'avenir du Québec.

Le Québec et le Canada n'ont jamais eu recours à des moyens extra-constitutionnels et notre engagement envers la légalité constitutionnelle nous a bien desservis jusqu'ici. C'est ce qui démontre au monde entier que nous sommes fiables, ouverts à des changements réfléchis et délibérés. C'est ce qui témoigne de notre stabilité et de notre fiabilité économique et politique.

Alliance Québec is here today because we care deeply about Québec and we care deeply about Canada. This is our home. We are part of Québec as it is part of us. Not simply by chance of birth or residence, but as a matter of pride and affection. Our differences need not divide us. They can continue to define us as we build upon this open, vibrant and generous society that we have created together.

Yes, Québec and Canada must change. Alliance Québec believes that Quebecers of all cultural ratio and linguistic communities are ready to be partners in that change. There will be further debates, further discussions. They will be marked by the passion that people bring to the values they hold dear. Our relationship with the Francophone concitoyens is one of those values. Our devotion to Québec and to each other will continue to guide us. We have worked out our destiny together in the past, we will do so again in the future. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous commençons avec des questions des représentants du parti de l'Opposition officielle. Mme Blackburn.

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. M. le président, madame et messieurs, je voudrais d'abord vous souhaiter la bienvenue. Vous allez me permettre, M. le Président, de saluer tout particulièrement le président, M. Keaton, qui s'est montré un collaborateur précieux alors qu'il était membre de la Commission de l'enseignement professionnel du Conseil des collèges, alors que j'en avais la présidence.

M. Keaton: Merci, Mme Blackburn.

Mme Blackburn: J'ai lu avec beaucoup d'attention votre mémoire. Vous exprimez votre détermination à participer activement, et en profondeur dites-vous, au débat sur l'avenir du Québec. Et, parlant de la consultation que vous avez menée, vous dites être des partenaires résolus d'un Québec d'expression française. Vous avez quelques griefs cependant, fondés ou pas, mais il n'en demeure pas moins qu'ils sont là: Un sentiment d'être laissés de côté et que, même si vous désirez participer sincèrement, vous avez l'impression que l'engagement, la contribution, le potentiel dont vous avez fait preuve ne sont pas appréciés.

Vous savez, le Québec... Je pense qu'il y a peut-être une petite explication là-dedans. C'est que le Québec francophone ne vous a pas souvent sentis dans ses luttes. Il n'a pas souvent trouvé un appui chez vous et je pense particulièrement dans le débat qui a entouré le lac Meech, où vous ameniez trois propositions, finalement, qui étaient des conditions à votre adhésion à Meech, qui venaient, pour ainsi dire, neutraliser Meech. Mais, je ne voudrais pas qu'on aborde la question sous cet angle-là, parce que, sans doute qu'entre les communautés francophone et anglophone au Québec, il y a bien des rendez-vous manqués.

M. le président, dans votre mémoire, d'ailleurs comme la majorité des groupes de votre communauté qui se sont présentés ici, vous réclamez l'inscription dans la Constitution d'un certain nombre de droits. Vous énumérez, vous: la santé, l'éducation, la justice. Et vous réclamez des assurances solides que l'infrastructure fondamentale des institutions sera soutenue et appuyée. Et vous demandez des garanties d'un niveau mesurable.

En conclusion, vous dites, à la page 19: L'encadrement des institutions de la minorité dans, je présume, une constitution. Pourriez-vous nous dire où vous voyez l'encadrement des droits ou l'enchâssement des droits de la minorité?

M. Keaton: D'abord, il faut que la constitu-

tion du Québec soit à l'intérieur du Canada, ce qui est possible; vous savez bien que chaque province a droit à une constitution, ou dans un cas l'indépendance du Québec, que les droits devraient commencer avec la Charte des droits et libertés de la personne. D'après nous, c'est une forme de protection et de garantie pour les droits individuels, pour qu'ils s'appliquent à tout le monde, pas simplement à des minorités mais à tout le monde. Nous disons qu'il faut que la Charte soit sans clause "nonobstant", on a discuté de ça, parce que la clause "nonobstant" est une menace aux droits individuels. C'est à partir de cela que, dans une Constitution, il devrait y avoir des garanties surtout, pour commencer, sur le droit à l'instruction dans la langue minoritaire anglaise et pas simplement le droit à l'instruction mais aussi le droit de gestion des commissions scolaires qui est prévu, par exemple, par la loi 107. Le problème avec la loi 107, c'est que ça ne donne pas de garanties constitutionnelles. Alors, c'est une priorité, on commence avec les services en santé dans la langue minoritaire, puis on continue jusqu'aux institutions qui seront protégées par la loi. Est-ce que ça répond, Mme Blackburn?

Mme Blackburn: Oui. Ça répond. L'impression que nous laissent les mémoires présentés par des représentants de votre communauté, c'est que, finalement, vous réclamez tous l'inclusion, l'enchâssement de vos droits dans la constitution québécoise, dans la charte québécoise, ensuite dans les lois, comme vous l'expliquez bien, et je pense que ça rencontre ici un assentiment général, pour ne pas dire l'unanimité parce que je ne voudrais pas parler au nom de tout le monde. Mais l'impression que laissent vos mémoires, c'est que la communauté anglophone du Québec a, pour des raisons qui lui appartiennent, décidé ou compris que le Québec était en marche de façon définitive et irréversible vers la souveraineté. Et j'apprécie votre contribution à ce titre parce que, déjà, vous nous indiquez les principaux secteurs d'activité, c'est-à-dire les principaux droits qui devraient être protégés dans la constitution.

Je me suis également laissé dire d'une source bien informée qu'il y a des gens de chez vous qui étaient en train de rédiger ce qui devrait être un texte à inclure pour protéger les droits des anglophones dans la constitution. Est-ce que je vois juste lorsque j'ai cette impression que la communauté anglophone du Québec a compris que le Québec s'en allait vers sa souveraineté?

M. Keaton: Mais on regarde aussi les sondages publiés dans les journaux. Évidemment, la majorité est favorable à la souveraineté, quoique c'est défini. On ne sait pas exactement ce que c'est la souveraineté. Pour la plupart des gens, ça peut être aussi plutôt une indication de

sentiment de changement. Donc, le mot "souveraineté" capture ce sentiment de changement, si on peut interpréter l'opinion publique. C'est évident. Mais certainement que la communauté anglophone du Québec ne souhaite pas une souveraineté du Québec, elle croit profondément que c'est bien encore possible que le Québec reste au sein du Canada, pour autant que le Canada change pour rencontrer les besoins du Québec. Il est trop tôt pour se débarrasser du Canada. C'est comme jeter l'eau avec le bébé.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Chevette.

M. Chevette: Oui, M. le Président. À la page 17 de votre mémoire, vous dites que la vaste majorité des personnes consultées demandaient des changements dans le cadre du fédéralisme. Mais vous ne dites pas quels changements. À la page 21, vous dites: Nous avons des formules simples et dynamiques pour mieux faire fonctionner le Canada. Mais vous ne donnez pas les formules simples et dynamiques. Vous dites: Il faut aborder les négociations d'une façon ouverte et en profondeur, avec un échéancier raisonnable. Ce n'est pas défini, encore là. Ne croyez-vous pas que les gens sont fatigués de ces interminables négociations? Trente ans pour accoucher à Meech, avec les résultats que vous connaissez. J'aimerais que vous me répondiez à ces trois items-là, mais un quatrième parce que je n'ai presque pas de temps. Je vais vous les donner toutes.

Demain matin, le Québec décide par référendum, d'être souverain. Acceptez-vous le verdict, oui ou non?

M. Keaton: Je pense que notre communauté est suffisamment démocratique au Québec, en général, pour accepter un verdict démocratiquement décidé. Mais, certainement, nous ne sommes pas favorables à un référendum trop vite. Parce que, d'abord, l'objectif de cette Commission, c'est le 28 mars pour en arriver aux conclusions, à des recommandations. Et ça va certainement prendre pas mal de temps pour que la population puisse assimiler les idées contenues dans le rapport et que le gouvernement formule son approche à la question. Donc, il ne faut pas aller trop vite et dépasser les limites de vitesse.

M. Chevette: Mais vous savez qu'il y a une stratégie, c'est de gagner du temps.

M. Keaton: Ce n'est pas pour gagner du temps, M. Chevette. C'est pour avoir le temps de bien réfléchir. Parce que, aujourd'hui, c'est facile de se prononcer en faveur de quelque chose sans vraiment savoir les conséquences.

M. Chevette: Mais c'est aussi facile pour un fédéraliste de dire qu'il veut rester fédéralis-

te que pour un souverainiste de dire qu'il veut la souveraineté. Ce n'est pas une question de... Ça serait quoi votre échéancier raisonnable, vous? Est-ce que c'est de donner le temps au fédéral, par exemple, de publier toutes ses petites études visant à faire peur? Est-ce que c'est le temps de faire des sondages personnalisés pour intimider la population? Ou bien... c'est quoi?

M. Keaton: Non, c'est certainement pour donner au fédéral le temps de vraiment formuler ses idées pour arriver à des suggestions, des propositions de changements. Parce qu'avant que les Québécois et les Québécoises décident de quitter le Canada, il faut que chaque personne réfléchisse sur ce qu'il est, le Canada, sur ce qu'il peut être, le Canada. Et aussi, je pense qu'il y a cette responsabilité du côté de ceux qui offrent la souveraineté aux Québécois de spécifier les conséquences de l'indépendance. C'est comme quelqu'un l'autre jour m'a dit: Comment est-ce que vous êtes prêt à faire le voyage avec nous? En parlant de la majorité, maintenant, dans l'opinion publique. J'ai dit: Bien, attends! Avant qu'on fasse le voyage, on veut savoir la destination, combien ça va coûter, à quelle vitesse et quel moyen de transport, et toutes ces questions-là. Il faut que toutes les questions soient résolues avant que les Québécois décident.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions des membres.

M. Morton (Glenn): M. le Président, est-ce que je peux élaborer un peu?

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui, rapidement.

M. Morton: M. Chevette, vous avez indiqué que, et c'est sûr que vous n'êtes pas le seul, beaucoup de gens sont tannés de la longueur des choses. Vous avez suggéré que ça fait 30 ans, maintenant, et qu'il faut que ça aboutisse à quelque part, cette chose-là. Et sans doute, depuis l'échec du lac Meech, ce sens de frustration a été élaboré de plus en plus. On comprend ça. Je crois que, jusqu'à un certain point, le sens de frustration vient du sens de "réjection" du Québec, on en a parlé assez souvent, par ce qu'on appelle le reste du Canada, le Canada anglais, si vous voulez. J'aimerais qu'on y pense un peu à cette chose-là. Parce que, on sait que l'idée du rejet du Québec par le reste du Canada est rendue assez populaire, mais je ne crois pas que ce soit précis ou exact. Qui sont les "ils" qui ont rejeté le Québec? Le lac Meech? Est-ce tous les Canadiens? Je ne crois pas.

(17 heures)

En faisant l'analyse, il ne faut pas faire une analyse trop complexe, il y a quatre noms

qui sortent de ça. Je vous demande de retourner un peu au mois de juin, lors de ces tensions, ces émotions. Quatre personnes, quatre noms qui ont été associés avec le rejet du lac Meech. On parle de Filmon et McKenna, on parle de Wells et on parle de Harper, mais vous saviez... Là, on est rendus à quatre personnes. M. Filmon voulait bien entériner l'accord du lac Meech chez lui. On sait ce qui l'a empêché de faire ça. M. McKenna l'a fait au Nouveau-Brunswick. C'est un autre monsieur, M. Harper, qui a mis les bâtons dans les roues, plus ou moins, et pour des raisons qui sont bien particulières, des raisons qu'on est venus à connaître cet été, dans l'expression des problèmes qu'on a eus près de Montréal. Il y a un autre monsieur, M. Wells, le quatrième. On ne parle pas de tout le Canada qui a rejeté et qui devrait vous donner un sens de frustration avec ces négociations-là qui ne marchent pas. Il y a très peu de gens. Et j'aimerais que les Québécois de langue française puissent garder en note cette idée que ce n'est pas tout le Canada. Il y a très peu de gens impliqués là-dedans. Il y a eu un effort magistral de fait. Au-delà de 90 % des gens du Canada représentés par leurs élus politiques supportaient l'idée du lac Meech. Donc...

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions des membres. M. Desjardins, suivi de M. Bouchard et de M. Libman.

M. Desjardins: Bonjour, M. Keaton et aux gens qui... C'est bien moi?

Le Président (M. Michel Bélanger): Ça va.

M. Desjardins: Merci, M. Keaton et les gens qui vous accompagnent. On a l'occasion de parler souvent ensemble à une autre commission sur laquelle on travaille. Vous savez, hier, les francophones hors Québec sont venus témoigner devant notre Commission, et on a quand même bien compris qu'à mots couverts, ils nous disaient qu'une séparation du Québec, ça ne serait pas nécessairement facile à vivre pour eux au Canada anglais. Je pense qu'on peut imaginer ce qu'ils auraient à vivre. Inversement, pour vous, ce qui est à craindre d'une éventuelle indépendance du Québec – et je pense que ça transparait un peu à travers le mémoire – est-ce que c'est la crainte de l'assimilation graduelle de vous autres, les anglophones au Québec?

M. Keaton: Il y a plusieurs niveaux de réponses. En tant que Québécois, en général, comme tout le monde, il y a la crainte qu'un changement aussi profond que la séparation, puisse avoir des conséquences économiques considérables. Donc, en tant que citoyens ordinaires, il y a des questions à poser. En tant

qu'Anglo-Québécois minoritaires, évidemment, il y a des craintes en ce qui concerne la protection des institutions dans une situation d'instabilité que va certainement avoir le Québec pendant un certain temps. Il n'y a aucun pays au monde qui a obtenu l'indépendance sans subir une période d'instabilité.

Une voix: Maintenant...

M. Keaton: Ce que je veux dire c'est qu'on se sentirait plus vulnérables, c'est normal. Ça ne met pas en question les intentions de ceux qui disent: On va protéger les institutions. On ne questionne pas la sincérité de ces intentions. Mais simplement en lisant l'histoire, en sachant un petit peu comment ça peut être l'instabilité économique, ça peut amener des pressions pour réduire les garanties aux institutions anglophones.

M. Desjardins: Ma seconde question... et j'aimerais vous dire que je suis tout à fait d'accord avec l'interprétation que vous donnez de l'échec de Meech au Canada anglais. Ce sont quelques individus que vous avez nommés qui ont manipulé, de façon démagogique, la majorité des anglophones dans la conception ou l'interprétation qu'on faisait de Meech. Et je ne suis pas prêt à dire que ce sont tous les Anglais qui ont rejeté Meech. Certains pourraient s'appuyer sur certains sondages, mais je pense que la réalité est différente. Mais en ce sens-là, un jour ou l'autre, on devra s'asseoir avec le Québec, et Meech aura bien peu de choses avec ce que le Québec présentera à la table de négociations. À ce moment-là, comment peut-on s'y prendre, comment voyez-vous évoluer le Canada anglais à court terme, vis-à-vis des représentations que le Québec présentera dans un avenir très rapproché?

M. Keaton: Voici. Si on regarde à travers le Canada, à l'heure actuelle, parce qu'on se concentre maintenant de ce qui se passe au Québec, c'est normal parce qu'on est en train de se définir. Il y a des choses qui se passent qui sont très intéressantes aussi: ce qui se passe en Alberta. Il y a la commission parlementaire en Alberta et là-bas, ils posent pas mal de questions aussi fondamentales que celles que nous nous posons ici. Ça veut dire que quand ils commencent à poser une question sur la valeur de la monarchie en Alberta, ça, c'est une question fondamentale, et ils posent ces questions-là: Est-ce que ça vaut la peine de garder la monarchie, le système parlementaire, le fédéralisme? Ils posent ces questions-là, en Alberta, à l'heure actuelle. Si on regarde ce qui se passe au Nouveau-Brunswick, ils se posent des questions là-bas sur le Canada aussi, le fédéralisme. Ce que je veux dire, si on écoute bien le premier ministre du Canada...

M. Desjardins: La commission Spicer va dans ce sens-là aussi?

M. Keaton: Ser, ce que je veux dire, si on regarde un peu en dehors du Québec, maintenant, il y a beaucoup d'indications d'un changement, un sentiment de changement. Le défi de leadership, c'est comment canaliser ce sentiment dans une direction positive. La seule façon de le faire, c'est ça le problème, l'échec du lac Meech, il faut que les changements soient définis de façon à ce que les Canadiens puissent voir que ça va vraiment répondre aux besoins de toutes les régions du Canada, et pas simplement une réponse à une région.

M. Desjardins: Donc, c'est possible.

M. Keaton: Monsieur, certainement, ça vaut la peine d'essayer encore une fois, et je suis, moi aussi, écoutez, un peu frustré après... J'ai travaillé pour le référendum aussi, il y a 10 ans. Ça fait longtemps, on veut se débarrasser de ces questions-là, mais nous ne sommes pas seuls. Les Canadiens en général veulent se débarrasser pour aller au-delà de ces questions.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Bouchard, suivi de M. Libman et de M. Larose.

M. Bouchard: Merci. Je viens de vous entendre inciter la Commission, en tout cas les Québécois en général, à ne pas faire preuve de précipitation et à ne pas prendre de décision tout de suite par rapport à la souveraineté, par exemple, et attendre qu'Ottawa fasse des propositions. Vous avez dit ça, à peu près, tout à l'heure. Mais est-ce qu'on n'est pas obligés une autre fois, c'est fastidieux, peut-être, mais de nous rappeler les faits? Les faits de la situation dans laquelle nous sommes, ce n'est pas uniquement les faits qui sont survenus depuis six mois.

Comme vous l'avez dit tout à l'heure, ça remonte à 10 ans en arrière. Rappelons-nous, il y a un triptyque, là, il y a une trilogie. Premièrement, 1980, le Québec vote non à une question référendaire, après 10 ans de mobilisation politique, après une intensité comme on en a jamais vue au Québec, aux termes de cette Révolution tranquille qui trouvait son aboutissement là. Certains pensaient, en tout cas, que ça pourrait couronner l'oeuvre de 20 ans d'évolution collective. Le Québec dit non, parce qu'il se fait promettre de renouveler la Constitution, il fait confiance aux autorités, fédérales en particulier. On dit non, et deux ans après, le Québec se fait imposer une Constitution dont il ne veut pas, qu'il répudie, précédent très rare dans le monde démocratique qu'un peuple fondateur se fasse imposer un amendement à un pacte qu'il a signé, qu'on répudie sa signature, qu'on déchire le pacte, qu'on en impose un autre contre sa volonté démocratiquement exprimée, c'est rare

ça.

C'est un événement qu'on a vécu il n'y a pas longtemps, nous. Quelques années après, le Québec lui-même, par la voix de son premier ministre, propose des conditions minimales qui pourraient, pour lui, justifier d'aller signer ce document qu'on lui a imposé. Le Québec fait preuve, encore une fois, de beaucoup de patience, de beaucoup de confiance, presque de naïveté dirions-nous. Alors, il y a un processus qui s'engage, on signe un document qui respecte les conditions minimales que le Québec a posées, et quelques années après, on remet en cause les signatures des premiers ministres qui ont été apposées sur le document, et puis à la fin, on dit non puis on rejette la main tendue que le Québec offrait.

Ne nous dites pas que c'est quatre personnes! Parce que le mémoire de la Chambre de commerce du Québec nous rappelle tous les sondages qui indiquent que près de trois Canadiens anglais contre un ont désapprouvé Meech, ont rejeté Meech, ce qui a autorisé les hommes politiques que vous avez nommés, bien sûr, à prendre les positions que vous connaissez. Et là, vous nous dites aujourd'hui: Attention! Ne bougez plus, Québec! Ça fait deux fois qu'on vient de vous dire non, ne bougez plus, attendez. Attendez que votre vis-à-vis vous dise maintenant ce qu'il est prêt à faire. Eh bien, écoutez, ce n'est pas de l'exaspération, monsieur, c'est uniquement un minimum de raison, un minimum de fierté qui fait qu'un peuple doit, dans ces moments, prendre des décisions. Et c'est ce que nous devons faire.

M. Keaton: Nous ensemble.

M. Bouchard: Oui, un peuple, vous en êtes, monsieur.

M. Keaton: Oui, merci, M. Bouchard.

M. Bouchard: À moins que vous ne vouliez pas en être, mais vous en êtes.

M. Keaton: Mais, écoutez bien, on peut refaire l'histoire des dernières années, de l'accord du lac Meech. Et on a constaté qu'il y a un grand pourcentage de l'opinion publique au Québec qui n'était pas favorable à l'accord du lac Meech non plus, ici, au Québec!

M. Bouchard: Il y avait une majorité, quand même.

M. Keaton: Justement...

M. Bouchard: Il y avait une majorité...

M. Keaton: Ça c'est un peu bizarre...

M. Bouchard: ...qui était favorable.

M. Keaton: Donc, on peut dire qu'une majorité des Québécois a rejeté l'accord du lac Meech.

M. Bouchard: Non, non, non. Il y avait une majorité de Québécois qui étaient pour l'accord du lac Meech.

M. Keaton: Oui, oui, excusez-moi. Oui, mais il y avait un nombre substantiel qui étaient contre. Aussi, dans les deux dernières semaines juste avant l'échec, le 23 juin, le pourcentage favorable, en dehors du Québec, a commencé à monter. Ça a commencé à monter, pour quelle raison? Pour quelle raison, on n'en n'est pas tout à fait sûr. Mais le problème, c'est que l'accord du lac Meech n'a jamais été bien expliqué au peuple canadien. Ça a été décidé avec tout le respect pour les messieurs qui étaient autour de la table à ce moment-là.

M. Bouchard: Oui, la thèse du mauvais négociateur. La thèse de Jean Chrétien, mais ça, écoutez.

M. Keaton: Non, voyons. Simplement, c'était un accord assez complexe et je ne crois pas que ceux qui appuyaient l'accord ont pris le temps nécessaire pour expliquer aux Canadiens...

M. Bouchard: Trois ans...

M. Keaton: On n'a pas expliqué pendant trois ans. On s'est expliqué ensemble...

M. Bouchard: Écoutez monsieur. Moi, je ne suis pas un très grand orateur mais j'ai fait à peu près 25 discours sur l'accord du lac Meech, au Canada anglais. 25 discours au moins que j'ai faits. Puis, je n'étais rien qu'un petit ministre, et tous les ministres, en tout cas, essayaient d'en faire. Et M. Mulroney – quoiqu'on pense de M. Mulroney actuellement; il est en défaveur populaire – a tout fait pendant trois ans pour vendre l'accord du lac Meech.

M. Keaton: Encore une fois, M. Bouchard, je respecte votre opinion...

M. Bouchard: Qu'est-ce qu'on pouvait faire de plus?

M. Keaton: ... sur cette question. Tout ce que je veux... Ça ne nous mène nulle part d'essayer d'expliquer ou de mettre au point tous les détails de ce qui s'est passé dans les derniers mois. Franchement là, je pense qu'il faut, à partir de maintenant, voir la situation à travers le Canada. Et je vous jure qu'il y a un changement profond au sein de la population canadienne, qui n'existait pas auparavant.

M. Bouchard: Où le décelez-vous, monsieur?

J'ai vu un sondage en Ontario, il y a quelques mois, qui disait qu'une majorité très forte d'Ontariens reconnaissent que le statu quo leur plaisait comme il était là. Puis ça, là, il faudrait vérifier, mais je l'ai vu à la télévision. C'est CBC, je crois, qui avait commandé le sondage. Majorité écrasante; je crois que 70 % des Ontariens – sous réserve – disaient: Le statu quo, c'est très bien comme ça. On aime ça comme ça, nous autres. Le Québec est en dehors depuis 10 ans, qu'il y reste.

M. Keaton: Même les sondages – si je ne me trompe pas – relatifs à différents problèmes au Québec, disent que le problème primordial des Québécois comme des Canadiens, c'est l'économie. Ce n'est pas la Constitution, à l'heure actuelle.

M. Bouchard: Non, mais là, on parle de constitution.

M. Keaton: Oui, oui.

M. Bouchard: Dans la mesure où on parle de ça, ce que je vous dis, c'est que les sondages les plus récents révèlent qu'au Canada anglais, à tout le moins en Ontario, si je ne me trompe pas...

M. Keaton: Mais la question est bien comment bouger le Canada. Certaines parties...

M. Bouchard: Les gens trouvent que le statu quo, c'est très bien. C'est parfait, ça.

M. Morton: Vous parlez de sondages, M. Bouchard. Et c'est sûr que quand on commence à parler de sondages, on embarque dans quelque chose qui est très difficile à catégoriser. Demandez ça au NPD, dans les années passées, ce que les sondages disaient. Chaque fois qu'un parti politique est à la moitié de son mandat au Canada, quel parti, d'après les sondages, est devenu le parti le plus populaire si ce n'est pas le NPD? Ils n'ont jamais formé le gouvernement. Tout ça pour dire que les sondages on ne peut pas regarder ça comme la Bible.

Je pense à ce que M. Diefenbaker avait dit au sujet des sondages, il y a quelques années. M. Diefenbaker, son français n'était pas excellent; il s'exprimait en anglais. Je suis certain que s'il était là aujourd'hui, il ferait plus d'efforts pour s'exprimer en français. Ce qu'il a dit, M. Bouchard, c'est que les sondages – mais le mot anglophone pour sondage c'est "polls" et ça se traduit par "poteau". Et ce que M. Diefenbaker avait dit au sujet des poteaux, c'est que les poteaux sont pour les chiens. On a trouvé ça bien drôle. Ça réfétait quand même un certain manque de satisfaction concernant tout ce processus de sondages là.

L'autre affaire de sondage, je ne sais pas si c'est une caractéristique particulièrement cana-

dienne ou québécoise mais on a tendance à regarder nos leaders et à leur dire: On vous a élus pour quatre ans mais faites attention. Vous êtes en haut du poteau, on veut vous corriger, on ne vous laisse pas aller trop loin. Et quand quelqu'un vient demander: Est-ce que vous supportez le gouvernement? Les gens ont une façon de dire qu'ils sont peut-être le vote juste une fois par année, mais qu'entre temps, quand vient le temps de répondre à un sondage, ils peuvent critiquer. Et c'est pour ça que les sondages reflètent souvent une frustration dans le temps.

Donc, de là à utiliser les sondages pour justifier tout ce qu'on essaie de dire, je crois qu'on a un peu de chemin à faire. On ne peut pas utiliser ça.

Le Président (M. Michel Bélanger): Avant de passer à MM. Libman, Larose et Turgeon, une brève intervention, M. Campeau.

M. Campeau: Je veux juste donner le fait suivant. Il est vrai que M. Mulroney a travaillé pour l'accord du lac Meech. Il est vrai que M. Bouchard a travaillé aussi, probablement. M. Bourassa aussi a travaillé très fort. Et le lendemain de l'échec du lac Meech, je pense que c'est lui qui disait: Ce n'est pas deux hommes, ce n'est pas Clyde Wells, ce n'est pas M. Harper qui ont empêché ça de passer. S'il y avait vraiment eu une volonté canadienne de passer, ça aurait passé.

Et M. Bourassa était quand même un des individus qui était au milieu, au centre de la discussion avec tous les premiers ministres. Donc, c'est le Canada tout entier qui a dit non au lac Meech. Ce n'est pas seulement deux, trois ou quatre individus. C'est tout le Canada.

(17 h 15)

Le Président (M. Michel Bélanger): C'était une observation, ça n'appelle pas nécessairement de réponse. M. Libman?

M. Libman: Merci, M. le Président. Before I get to my question, I have to make the following point and I think this is something that is too often neglected. It is the fact that the reason the Meech Lake Accord failed was because there is a concern that the distinct society clause would have a negative impact on the Charter of Rights and Freedoms and if anyone would have suffered from that potential concern, it was the English-speaking community of Québec and this is why the English-speaking community of Québec in large majority, including Alliance Québec, opposed Meech Lake because there was a concern of the impact of the distinct society clause on the Charter of Rights and Freedoms. And that has to enter into the discussion as well as a criteria which is partly responsible for Meech's failure and I think that has to be

mentioned whenever we analyse why Meech failed.

Firstly, I would also like to mention that I think Alliance Québec should be congratulated. There is a tremendous amount of work and consultation that went into this report. Alliance Québec spoke very forcefully of the fact that the English-speaking community of Québec should not sit on the sidelines and they actually went out and they did something about that and I think they should be congratulated for their very impressive work, and their very impressive report that I see here.

But today, M. le Président, the sentiment among Québec's English-speaking community is one of frustration, one of desperation, one of anger. That is the sentiment of the community today. Thousands and thousands of young Anglophones have left Québec. There is concern about the future of our schoolboards and our educational system. Our health care guarantees are on shaky grounds. In fact, Bill 142, which guarantees access to English language health care can be revoked by simple vote at the National Assembly. I think the Anglophone community's concerns about the constitutional future of Québec are railroaded at a time and often ignored. There is a frustration, there is a definite lack of confidence among that community right now. And these are the true sentiments. That is the true feedback that I am getting from my constituents.

In fact, my riding is the one riding in Québec that has the highest percentage of Anglophones in this province and I am really feeling on a regular basis, frustration, concern and anger. And if you go to Sherbrooke, or Gaspé, or the Outaouais, you feel some of the same frustration. And I think a lot of that was reflected in the extracts from these round table reports, but that is why I feel that perhaps the restraining tone of your brief does not fully correspond with some of that feedback that I get regularly, but your report does reflect what has been a strategy of the Anglophones spokespersons over the past 15 years. Whether it is media or organisationally, there has always been this toning down of rhetoric and there has been a way of approaching this debate in a very calm fashion.

But here we are in 1990, I think we have the unique opportunity as Québec reflects upon itself, and as you have shown today, and as you have said today, the Anglophones, over the past 15 years, have shown a willingness to communicate, to dialogue, to work for the protection and the promotion of the French language and culture in Québec. But I think in 1990, after 15 years of this type of dialogue which in fact has been a one way dialogue, I think that it is time that the Anglophone community has to reflect upon a strategy. So this is my first question to you. How do you feel... You know, and I think

even that what we have seen from some of the questioning today that that attitude still exists. There is not a willingness for it to be a two-way dialogue. How do you feel that the Anglophones must perceive today to get the majority of Québec to legitimately listen, to legitimately respect some of their concerns and some of their frustrations which is very clear if you speak to Anglophones throughout Québec today?

M. Keaton: Let us set the record straight. Alliance Québec never came out against the Meech Lake Accord. From June of 1986, when 11 First Ministers walked out with that accord, we came out in support of the five points for Québec. We asked, over the next three years, for a clarification of the impact that the distinct society clause on the interpretive section 16 would have on the Charter of Rights and Freedoms. And any minority, in fact anybody, should have been asking that question and many people were asking that question. It was an honest question not set to kill the Meech Lake Accord, but to try to get a clarification: Were the English of Québec part of the distinct society? And one day M. Bourassa would say one thing, another day somebody else has said another thing, and it was not clear for a while then before the National Assembly became clear. We had conditional support, and that is normal. We had conditional support. And then the Charest Commission was set up. And we came out supporting the Meech Lake Accord on the condition that's... the major recommendation the Charest Commission which was clarifying that, what do you call, the distinct society clause could be set up. Well, we know what happened with all that. O.K., I do not want to get into that story. But right up to the very end, it was difficult. I would say that the English community was afraid to come out outright and support the Meech Lake Accord because it was not clear.

M. Libman: No, I agree with you Bob, but the reason...

M. Keaton: But let me come back...

M. Libman: ...but the reason for the lack of clarity was the reason there was concern among anglophones, that lack of clarity between...

M. Keaton: Not just among anglophones, among a lot of people.

M. Libman: Well sure, but this...

M. Keaton: A lot of people, you know. And what happened is we broke the will to keep the country together, as we tried to get a perfect document there is real the broke down. But anyway, coming back to your question about the tactics of the English community, where do we

go from here, if you are interested. There is a lot of hyperbole in politics today. It seems that to get anybody's attention you have to say something louder, like I am doing right now. And with more adjectives, and stronger positions, like we have to strike against Canada for to wake Canada up. Everything has gotten sort of spirally. We are in a spiral, and you know, it serves some people's purposes, but for most people, it does not. We get caught in a trap. Politics has to be based upon reason. And we will maintain a reason position that does not mean that we are not maintaining a strong position. We do not have to use big rhetoric, we do not have to scream and use exaggerated statements to say what we believe to be the truth. No, I am just saying that...

M. Libman: I am not questioning that. I am just wondering if, in a round table discussion, there was a discussion of changing tactics, a way to perhaps impress upon the majority that there is frustration.

M. Keaton: Well let me tell you the frustration. The frustration is, in fact, what do I have to do to be accepted as a Québécois. That came out in the press article with Ed Bantey, all these, you know, English Quebecers for a long time here. It just seems that it does not matter what, we are somehow looked upon as "les étrangers, les Anglais, les maudits Anglais". Et ça continue. Pas au niveau des élites. Maintenant, au niveau des élites il y a un consensus de reconnaissance des droits et tout cela. Mais c'est dans la population, parce qu'après des années et des années d'attaque contre les Anglais, les Anglais sont responsables de cela, de cela, les Plaines d'Abraham et tout cela. Avec le monde ordinaire, il y a cette manifestation de frustration.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à M. Larose qui sera suivi de M. Turgeon, et ensuite ce sera les questions du parti gouvernemental.

M. Larose: Merci, M. le Président. Je voudrais d'abord féliciter Alliance Québec pour le gros travail, le mémoire et l'approche démocratique qui transpire à travers ce document. Vous vous êtes livrés quand même à une consultation très large. Moi je voudrais vous dire d'abord que quant à la reconnaissance des droits des anglophones pour leurs institutions, etc. s'il y a une chose qui est claire à la Commission, c'est ça. Vous dites, à un moment donné, qu'il faudrait que ça se fasse avec un peu d'enthousiasme, enfin je le dis dans mes mots, là, oui, peut-être. Mais au moins vous pouvez être sûrs que sur cette base-là, la Commission, à mon avis, a établi un consensus assez fort. Moi je veux seulement faire un petit commentaire sur les

sondages, parce que je trouve que trop souvent on fait nos débats sur des perceptions qui masquent la réalité objective. Et que si on pense que c'est une erreur des politiciens, à mon avis, on fait une erreur magistrale. Tous les sondages, je les ai ici, tous les sondages, celui d'Angus-Reed, en avril, 74 % contre, Saskatchewan, Manitoba, 73 % en Colombie-Britannique, bref, le monde était massivement contre. Si on prend celui du CBC-Globe and Mail, 82 % étaient contre que la société québécoise légifère sur la langue. Bref, à mon avis, Clyde Wells, ce n'est pas un marginal dans la société canadienne. Il vient juste... 82 % étaient contre que la société québécoise légifère sur la langue. Bref, à mon avis, Clyde Wells, ce n'est pas un marginal dans la société canadienne. Il vient juste d'être choisi le Canadien de l'année par tous les fabricants d'opinions au Canada. Ce n'est pas...

M. Keaton: Oui, oui.

M. Larose: Un instant.

M. Keaton: Mais pas pour les bonnes raisons.

M. Larose: Ah! Bien, peut-être. Mais disons que les...

M. Keaton: Pour avoir généré la nouvelle.

M. Larose: Moi, je ne suis pas quelqu'un qui veut nécessairement dire du mal des grands médias, mais il est évident que Clyde Wells représente quelque chose de fort important dans le Canada et, là-dessus, ce ne sont pas les petits 3 % qu'il représente qui lui ont permis de lui donner une stature nationale. C'est parce qu'il reflétait un fond tout à fait véridique. Et, dans ce sens-là, ce qui est intéressant c'est que le débat de 1990 nous amène à regarder le Canada par la cour, c'est-à-dire: Qu'est-ce que ce Canada de 1990? Et une chose très intéressante dans le voyage que la Commission a faite, c'est que du monde sont venus nous parler du Canada, et du vrai Canada qui n'est plus un Canada de peuples fondateurs. Meech a signifié la mort de la théorie ou de l'assise des deux peuples fondateurs, à l'exception du Québec qui est une société homogène, des Maritimes qui demeurent une société homogène britannique. Le reste du Canada c'est des Canadiens, oui, mais qui n'ont plus de lien avec les peuples fondateurs.

Si on continue sur nos vieilles "tracks", ça se peut bien qu'on retombe encore dans le ravin. Et, dans ce sens-là, il faut réviser nos choses.

Ma question. C'est pour la page 23. Vous y avez touché tantôt. C'est le temps que nous devons prendre pour réfléchir sur ces questions-là. Moi, je suis un gars qui, habituellement, met

du temps. Dans une organisation syndicale, disons qu'on reprend les débats plus souvent qu'autrement. Je suis pour qu'on fasse de l'espace pour ça. Mais convenons que sur la question constitutionnelle on n'a pas commencé avant-hier. Il y a au moins 30 ans de faits, quelqu'un le disait tantôt. Sur la formule d'amendement, on a pris 18 ans. On s'est fait faire un coup en 1982. Depuis, on discute. Est-ce que je peux vous dire que le lac Meech au Québec, on a fait ça exactement en 14 jours? Le ministre pourra peut-être me rectifier, mais il me semble que ça a été adopté un 4 juin. Le 16, moi, j'étais assis là où vous êtes. Un peu inquiet que le peuple québécois soit rendu une société distincte. En tout cas, on a discuté avec du monde et je pense que le 19 ou le 20 le Québec avait dit oui.

M. Ouellet: Vous étiez contre.

M. Larose: J'étais contre, oui, mais l'Assemblée nationale du Québec avait dit oui. Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise? Ce n'est pas moi qui décide. C'est l'Assemblée nationale.

Puis là, il y a eu trois actes. Le monde s'est promené. Bouchard a fait bien des discours, mais il y a bien du monde qui ont fait des discours.

Le Président (M. Michel Bélanger): C'est votre question, M. Larose, ne l'oubliez pas.

M. Larose: Non, mais je trouve que c'est important. Bien du monde vient nous dire maintenant qu'il ne faut plus faire de référendum bien bien vite...

M. Ouellet: Et dont 75 % étaient contre, avec les...

M. Larose: Non, non.

Le Président (M. Michel Bélanger): Votre première question, M. Larose.

M. Larose: Est-ce que, d'après vous, l'espace qu'il vous faut pour réfléchir, et je la pose très simplement est-ce du temps pour refaire un marais, pour refaire une confusion pour qu'ensuite on reconstruise, pas le lac Meech, mais le lac "Each"? Bref, il me semble qu'après 30 ans, il est temps que vous autres vous soyez clairs et que nous autres, on soit clairs et qu'on construise quelque chose d'autre que toute la "merdouille" qu'on a faite depuis 30 ans. En tout cas, moi, je ne vois pas où on s'en va.

Le Président (M. Michel Bélanger): ...du temps un peu pour la réponse, M. Larose.

Une voix: Quelle est la question.

M. Larose: C'est pourquoi du temps...

M. Keaton: Non, non. C'est implicite. La question est implicite. On se comprend bien. Si le Canada était un pays qui ne valait pas la peine, je comprendrais mieux qu'on se lâche plus vite, vous savez, comme la Lituanie ou l'Estonie et la Lettonie, je comprends bien pourquoi ils veulent quitter l'Union soviétique, à cause de l'histoire.

Nous avons l'histoire avec les problèmes. Par rapport aux autres pays, nos problèmes ont été assez bien résolus pour créer d'autres problèmes, comme toujours. Mais ce que je veux dire, malgré tous nos efforts, commençons il y a longtemps avec M. Jean Lesage jusqu'à date pour réformer le Canada. Quand même nous avons créé, nous avons bâti quelque chose de valeur pendant ce temps-là. Nous vivons dans un pays avec un standard de vie assez remarquable, malgré les problèmes. Je sais bien que ceux qui veulent la souveraineté, il y a un rêve d'une meilleure vie. Wo! C'est un grand risque. Avant qu'on lâche le Canada, je pense, comme le professeur Dion a dit l'autre jour, que ça vaut la peine de se donner une autre chance.
(17 h 30)

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Turgeon, pour une question brève, si possible.

M. Turgeon: Merci, M. le Président. M. Keaton, vous reconnaissez dans votre mémoire la prédominance du français. Vous dites en même temps que vous vous opposerez à toute initiative en vue de faire un Québec exclusivement français.

M. Keaton: Exclusivement français.

M. Turgeon: Il y a deux mots qui ressortent, là-dedans: prédominance et exclusivement. Moi, je ne connais personne ici, sauf les anglophones, qui parlent d'un Québec exclusivement français. Quand on parle d'un Québec "langue officielle: le français", officielle ne veut pas dire exclusif.

Vous dites aussi que vous avez le sentiment d'être laissés de côté dans le débat et que, pour vous, votre contribution à la société québécoise n'est pas reconnue. Ce sont des perceptions; je vous les laisse. Vous ne poussez pas l'analyse à savoir si ce sont des francophones qui vous tiennent à l'écart ou si c'est vous aussi qui vous tenez, comme ça, à l'écart.

Ma question... J'en ai deux, en fait. Ça concerne deux choses. Ce que je voudrais savoir c'est, si les Québécois devaient opter pour la souveraineté, comment, vous, allez-vous vous positionner? Est-ce que vous êtes prêts? Est-ce qu'Alliance Québec est prête à aller dire au reste du Canada anglais qu'ils devront respecter le choix démocratique des Québécois? Première question.

Deuxièmement, dans cette hypothèse, est-ce qu'Alliance Québec est prête à aller dire au Canada anglais comment il devrait se comporter vis-à-vis sa minorité francophone? Vous pourriez vous citer en exemple.

M. Keaton: Je réponds à la deuxième question, qui est plus facile que la première.

M. Turgeon: O.K.

M. Keaton: Écoutez, pendant dix ans - Alliance Québec existe depuis dix ans - pendant tout ce temps-là, nous avons toujours aidé la cause des francophones hors Québec, en Cour, devant les tribunaux, dans les discours, dans les pressions sur les différents gouvernements. Nous nous considérons comme un allié des francophones hors Québec parce que ça représente le fond du Canada, le français à travers le Canada. Malgré peut-être, comme vous le dites, que ça ait changé mais, quand même, je ne suis pas tout à fait d'accord avec ça, M. Larose. Donc, nous serons toujours prêts à faire ça parce que nous ne croyons pas simplement... Ce n'est pas une tactique, comment dire, "expedient tactic"; c'est une croyance.

À la première question, évidemment, nous sommes des Québécois. Et si le Québec décide démocratiquement, je crois qu'il y a un certain pourcentage de la population anglophone qui va déménager. Ce n'est pas surprenant. J'ai même dit ça devant le Conseil national du Parti québécois, il y a deux mois; quelque chose comme ça.

M. Turgeon: Ils vont déménager, pourquoi?

M. Keaton: Parce que... Je ne le sais pas. Ce n'est pas moi qui vais déménager. Je n'ai pas posé la question. Parce qu'ils croient qu'ils seront plus sûres ailleurs, économiquement parlant, même si...

M. Turgeon: C'est une perception, une perception.

M. Keaton: Écoutez, vous êtes un artiste, alors, vous comprenez bien les perceptions qu'ont les politiciens.

M. Turgeon: Oui. Je comprends les perceptions. Oui.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions des représentants du parti formant le gouvernement. M. Rémillard.

M. Rémillard: Oui. M. Keaton, mesdames, messieurs, first of all, on behalf of the Québec government, I want to welcome you to this Commission. I want to thank you for having accepted to be with us this afternoon to discuss

your report, a very good report, very well written, I should say.

We have very interesting references to what your members think about the constitutional future of Québec and I refer to page 94 of your report. I refer to the testimony of an insurance agent and I quote him: "I need to find a new Canadian Federation to accommodate Québec's uniqueness within the Constitution. Pick up a lake and begin the process all over again with representations for aboriginals, women, etc."

Je pense qu'on pourrait avoir beaucoup de candidats pour un nouveau lac...

M. Keaton: Oui. Si le lac est gelé maintenant...

M. Rémillard: ...avec toute la renommée qu'on a donnée au lac Meech et l'essor économique que ça a pu apporter, à la région de l'Ouataouais. Peut-être qu'on pourrait trouver un autre lac. Mais vous nous recommandez de reprendre tout le processus. Nous avons eu l'occasion, pendant nos discussions de l'entente du lac Meech, de discuter ensemble très souvent. Une des raisons pour lesquelles vous avez eu ces réticences face à Meech, c'était pour le respect des droits et des libertés fondamentales. Entre autres, cette clause "nonobstant" qui vous touche particulièrement.

Nous avons eu l'occasion de recevoir, hier, en fait, le père de la clause "nonobstant", M. Jean Chrétien. Et M. Libman a posé une très bonne question à M. Chrétien, lui demandant: Concernant la clause "nonobstant", quelle est votre réaction? Et M. Chrétien a été très franc, comme il l'a toujours été dans son témoignage d'hier, d'ailleurs. Il a dit à M. Libman: Nous devons conserver la clause "nonobstant". Et je vais vous donner un exemple, qu'il disait. Se référant à une décision récente de la Cour suprême du Canada en ce qui regarde la littérature haineuse, un article de notre Code criminel qui a été jugé dernièrement par notre Cour suprême canadienne, comme vous le savez, et qui a été considéré, par la Cour suprême, comme étant constitutionnel, conforme à la Charte des droits et libertés parce que étant une limite à la liberté d'expression mais acceptable dans une société libre et démocratique comme la nôtre. M. Chrétien, disant à M. Libman, en réponse à sa question: Imaginez-vous si la Cour suprême nous avait dit que cet article du Code criminel était inconstitutionnel; donc, ça aurait permis la littérature haineuse et, là, nous aurions eu la clause "nonobstant" et nous aurions pu utiliser la clause "nonobstant" et faire en sorte qu'on protège la population canadienne contre la littérature haineuse. Je sais que c'est un sujet qui intéresse beaucoup M. Libman. Est-ce que cette réponse de M. Chrétien vous satisfait et vous convainc concernant la clause "nonobstant"?

M. Keaton: J'ai suivi, justement, la comparaison de M. Chrétien, hier. J'ai bien écouté sa réponse à la question parce que c'est une question réellement fondamentale. Le pouvoir "nonobstant", c'est un pouvoir extrêmement fort. Et vous savez que c'est un pouvoir qui a été demandé par les provinces de l'Ouest pour assurer le principe de la primauté parlementaire, parce que c'est la tradition du Canada, une tradition anglaise, je suppose. Et, je comprends bien l'idée démocratique derrière ça, parce que ça représente la majorité des élus dans les assemblées élues. Alors, on ne peut pas transférer le droit à neuf personnes, ou le système des non élus.

Je vais juste vous raconter une petite histoire. J'ai été, pendant trois ans, un juge à la citoyenneté du Canada. J'ai assermenté pas mal de nouveaux Canadiens. À chaque interview, je disais: Voici, au Canada, on a une Charte des droits et libertés parmi les meilleures au monde, avec celle du Québec. Et c'était la meilleure au monde. On a le droit à ça: la Charte... le droit à l'égalité... et tout ça. Puis, de temps en temps, il y avait des gens plus instruits qui lisaient et disaient: Écoutez, M. Keaton, qu'est-ce que c'est, Section 33? Ça, c'est la clause "nonobstant". Comment? C'est quoi, ça, "nonobstant"? Ça veut dire que le peuple canadien a ces droits, mais quand les législateurs ne veulent pas qu'il exerce ces droits, ils peuvent les enlever. C'est comme jouer aux cartes avec une "trump card". Franchement, en tant que juge, j'ai eu une grande difficulté à expliquer la façon canadienne à répondre aux droits fondamentaux. D'une main, on vous donne; mais de l'autre main, on retire. Je comprenais bien, mais je n'aimais pas ça parce que, dans la vie, il n'y a pas de garanties. Mais après mes expériences, surtout aux États-Unis avec le mouvement de liberté, franchement, je préférerais prendre mes chances dans une cour de neuf personnes. Là, je vais perdre de temps en temps, mais je vais gagner de temps en temps. Que... et je respecte la démocratie, que d'être à la merci des caprices des majorités exprimées par les assemblées, pas mal motivées par des choses assez chaudes à ce moment, par une tendance, une tentation d'enlever les droits pour accommoder soit la bureaucratie, le gouvernement. Mais, ça vient de quelqu'un. Et je dis que quelqu'un qui valorise la liberté, pas simplement des minorités mais les libertés individuelles, ne peut pas facilement accepter cette affaire de pouvoir législatif de "nonobstant". Alors, je n'étais pas convaincu par M. Chrétien.

M. Rémillard: Alors, je dois vous comprendre, donc, en disant que M. Chrétien ne vous a pas convaincu.

M. Keaton: Non. Mais j'apprécie bien cet argument-là. Ce n'est pas un argument fou, ça. C'est un argument très, très fort. Mais quand il

s'agit de prendre position, franchement, je prends position en faveur des droits des individus. Parce que ce n'est pas contre le peuple, c'est contre les gouvernements, en tout respect pour les gens du gouvernement, ici. Et, par ailleurs, la première instance de gouvernement qui a utilisé cette clause, c'était le gouvernement de Saskatchewan, contre les grévistes. Et le 111, là, c'est ça le "trade-off".

Le Président (M. Michel Bélanger): Correct. Maintenant, M. Williams.

M. Williams: Merci, M. le Président. Merci beaucoup. M. Keaton, pour votre mémoire et peut-être un peu plus que les autres membres de cette Commission je sais l'effort que vous avez mis dans cette consultation, de rencontrer plus de 240 groupes, c'est extraordinaire et je voudrais vous féliciter. Je voudrais aussi vous féliciter de la sensibilité de votre mémoire et particulièrement les annexes que vous y avez incluses. Merci d'avoir traduit tout ça. Parce que je pense que chaque effort que nous pourrions mettre pour mieux comprendre l'autre communauté, nous permettra de bâtir une société plus forte. C'est clair que la communauté d'expression anglaise n'a pas une seule voix.

M. Keaton: I have no intention today in partaking in revisionist history of who killed Meech and who was responsible for that. And I have no intention of trying to pretend I have a monopoly of the truth. I do hear many of the things that you were talking about in the brief in terms of apprehension but also in terms of commitment to Québec. And I have heard from the concerns of the mistrust even, because of Bill 178 in the English community, but equally, and almost with the same vigour, I have heard the same feelings from Québec about the failure of Meech. So, my question would be: If that is what we are dealing with, what is lacking? What is it going to take? What kind of leadership do we need to be able to restart this discussion in a way that could respond to M. Chevette's question, that it is not just a strategy of buying time. What can we do to deal with those apprehensions, but also those commitments that we hear from both English and French-speaking people?

You know, one of the most frustrating experiences for me in the last two years has been to try to convince, explain to my francophone friends the profound impact on the psyche, the psychology of the English community - I am not speaking about the rest of Canada - the English community, that Bill 178 had. Because my francophone friends say: Bien, c'est juste les affiches commerciales, M. Keaton, ce n'est pas un droit fondamental. Je ne comprends pas comment on peut considérer ça comme un droit fondamental, comme l'expression,

tout ça, ce sont juste les commerces. Ce sont les commerçants anglo-saxons, je ne sais pas. I don't know. I told M. Claude Ryan, I told others of my friends: You know, when I walked out of my home, that morning I felt... Me, you know, I have been around a long time, and I had been able to weather a lot of things, but I personally felt, I don't know - I don't use the word humiliated, everybody is using the word humiliated now - but I personally felt like and "in-voulu", if I can say... an unwanted, an "non-voulu" au Québec. And I knew inside it was not true, but I felt it. Because it says: Now, your language, which is an extension of us, whether it is a commercial sign or whatever, it is illegal...

Une voix: Il y a le même sentiment...

M. Keaton: ...In a sense maybe the equation of the failure of lac Meech to the francophone is the same type of thing, the psychological dimension here. But I am trying to say, in terms of the English community - I am not talking about the rest of Canada now - the thing that raised the apprehension in our community, more that 101, more than 22, was 178. I am telling you, I cannot believe it. I went to a group, 60 people, in the West, and I asked them: How many of you would want to see - you know, a little question - 101 abolished? Three people out of sixty raised their hand. How many want to see 178 abolished? Everybody!

Une voix: Mais...

M. Keaton: You will understand where I am getting, now. Anything that broke... The main apprehension was 178. If that could be changed to respect, not just English but any other language, predominant, présence du français, and what I want to say about this, it really bothers me, the French Quebecers and majority have consistently supported to a tolerant and generous attitude the principle of bilingual signs, predominantly French. And to this everyday, despite all the rancoeur, the amertume that has happened the last year, I would say a majority of French Quebecers still support - I am going to get my figures right now - a majority of French Quebecers still support what the Supreme Court unanimously agreed upon, what the Québec Court of Appeal unanimously agreed upon, what the Superior Court in Québec unanimously agreed upon, and what the Québec Charter of rights and liberties says we had a right to.

M. Williams: Mais, Mr. Keaton, est-ce que c'est possible de passer le même message au reste du Canada, le même "feeling" que la communauté d'expression anglaise a eu avec la loi 178, avec l'échec de Meech?

M. Keaton: Yes, I hope so. And I have gone up and done that outside of Québec, in Toronto and places like that, and, you know... On va faire notre possible, ici, la communauté anglophone, parce qu'on ne veut pas être considérés comme des "aliens", comme des étrangers. Nous sommes ici au Québec, on veut rester au Québec, on veut contribuer au Québec, on veut être considérés comme Québécois. Mais aussi, nous croyons que c'est possible de faire tout ça et rester au sein du Canada.

Le Président (M. Michel Bélanger): I think this is all the time, and perhaps 15 minutes more than we had, but it was interesting, why not? Je vous remercie, au nom de la Commission, du mémoire que vous avez présenté, de votre participation à nos débats, et j'invite maintenant le groupe Action-Chômage Québec à vous remplacer à la table.

M. Keaton: Merci, mesdames et messieurs.

(Suspension de la séance à 17 h 47)

(Reprise à 17 h 50)

Le Président (M. Michel Bélanger): Mmes et MM. les commissaires, si vous voulez bien reprendre vos sièges. Le prochain groupe que nous accueillons est déjà à la table, Action-chômage Québec. Mme Lalanne va présenter son groupe et aura cinq minutes pour dire l'essentiel de ce qu'il y avait dans le mémoire qui a été lu. Mme Lalanne, la parole est à vous.

Action-chômage Québec

Mme Lalanne (Jeanne): Voyons, c'est bien loin ça! M'entendez-vous?

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui, oui, tout va très bien.

Mme Lalanne: Bonjour M. le Président, bonjour tout le monde. On vous remercie de nous avoir accueillis à bras ouverts. Justement, on va essayer de dire l'essentiel et d'oublier l'accessoire. Bon, on vous a envoyé une lettre. Vous pouvez voir que ce n'est pas un mémoire comme tel, très occupés que nous étions depuis le mois d'octobre; nous recevions dans nos bureaux 100 à 150 personnes par jour. C'est vous dire que la lettre, on l'a écrite vite. Ça nous a pris une heure. Mais de toute façon, je tiens à vous dire que nous sommes pour la souveraineté du Québec et que nous ne voyons pas ça comme un but, comme un objectif, mais plutôt comme un moyen. Un moyen pour nous libérer, pour retrouver notre pouvoir, à commencer par notre pouvoir d'achat, M. le Président.

On est pauvre au Québec. Nous sommes très

pauvres. Je vais vous donner les vrais chiffres. J'espère que vous ne croyez pas qu'il y a seulement 7 % de chômage, comme Statistique Canada le dit. Je ne dis pas que Statistique Canada dit des mensonges mais je dis que la meilleure façon de savoir combien il y a de chômeurs dans une région ou un pays, c'est de les compter, M. le Président. Bon. En octobre 1990, il y en avait 541 500 au Québec. Statistique Canada en a dénombré 359 000, pour arriver à un chiffre rond. Dans notre réseau, ici au Québec, c'est 75 768; ils en ont dénombré 34 000. Ils ne comptent pas les assistés sociaux. Les assistés sociaux, ils sont 800 000 dont 200 000 aptes au travail. Bon, de toute façon, je ne vous écoeurerai pas avec des chiffres, vous êtes capables de les avoir, on va vous les laisser.

Je veux vous dire que ces personnes-là sont aux prises avec des problèmes qui nous viennent du gouvernement fédéral. Ça fait 17 ans que nous sommes assis dans les mêmes bureaux, et debout, il faut bien le dire aussi, dans les conseils d'arbitrage que nous fréquentons régulièrement. On reçoit 15 000 personnes par année. On a 8000 membres. Bon. Puis on peut vous dire que la plupart des personnes qui fréquentent nos bureaux, c'est du monde qui détient un travail précaire. Avant, le slogan de l'assurance-chômage, c'était "Avec vous entre deux emplois". Maintenant, c'est "Avec vous entre deux projets." Hein? Le monde est garroché d'un à l'autre et les gens vivent une situation très précaire. Ça, ça veut dire qu'ils sont sur une glace très, très mince. C'est très inconfortable, c'est insécurisant. Puis nous autres, on pense qu'il y aurait moyen d'arranger ça autrement.

Bon, depuis 1941 que la loi de l'assurance-chômage existe, je ne vous ferai pas un tableau de tout ça. De toute façon, ça s'en va de débarque en débarque; ça s'en va de coupure en coupure. Bref, les dernières qu'on a eues, là, c'est que le gouvernement fédéral ne voulait plus donner un sou à la caisse. Il exigeait davantage de semaines pour se qualifier au bénéfice des prestations, pour payer moins longtemps. Ce qui nous fait un manque de 350 000 000 \$ pour la province de Québec.

J'achève, j'espère, de dire la "province" de Québec. J'espère que j'achève. De toute façon, de coupure en coupure, il n'y a pas de volonté réelle de créer de l'emploi. À toutes les fois que quelqu'un essaie de se sortir du pétrin, et puis de créer sa propre entreprise, vous avez deux articles de loi, les articles 19 et 21 - qui s'appellent maintenant l'article 10 - qui vous interdisent de partir à votre compte.

Non seulement ils ne font rien pour créer de l'emploi mais ils empêchent le monde de le faire. Êtes-vous surpris? Croyez-vous ça, tout ce que je vous raconte là?

Le Président (M. Michel Bélanger): Après deux mois et demi, plus rien ne me surprend.

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Lalanne: Ça fait 17 ans qu'on est poigné avec eux autres. On en vient quasiment aux poings, symboliquement bien entendu. Nous sommes un groupe pacifique et non violent...

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Lalanne: ...et, de toute façon, la feuille d'érable là, je trouve qu'on a beaucoup insisté. Moi-même, j'ai fait 2000 portes dans Québec-Est pour le NPD aux dernières élections. J'ai ramassé 8000 voix. C'est parce qu'on croyait qu'un fédéralisme renouvelé pouvait peut-être nous être de quelque utilité, qu'on pouvait avoir un certain dialogue, une certaine entente. Mais là, on s'aperçoit que c'est un amour à sens unique. C'est clair. Et il n'y aura pas de divorce: On n'a jamais été mariés; ce sont des fiançailles qui s'éternisent depuis des années et des années, depuis 1663.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, peut-être, madame, que si vous le permettez, on pourrait passer aux questions, à moins que vous ayez, peut-être, une phrase de conclusion préalable.

Mme Lalanne: J'en avais huit pages d'écrites ici...

Le Président (M. Michel Bélanger): Ah! Bien...

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Lalanne: ...je vais être obligée de vous laisser ça. De toute façon, j'aurais voulu vous donner des exemples vécus...

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Lalanne: ...vous convaincre que ce n'est plus possible, pour nous autres... Et je le fais au nom du, j'allais dire... Avant, quand on défendait les chômeurs et chômeuses, c'était tout de même une minorité de personnes; mais maintenant, c'est rendu une majorité presque. Les subventions sont données par le fédéral aux immenses grosses compagnies multinationales. Au moins, s'il donnait ça aux PME... ou, au moins, s'il faisait des crédits d'impôt à l'emploi... au moins, s'il avait fait une caisse de stabilisation de l'emploi, comme la CSN le demandait à Montebello. Ils n'ont manifesté aucun effort de compréhension. Et ce n'est pas juste une question de langue, c'est une question économique. Ça nous fait mal. Il y a du monde qui appelle dans nos bureaux qui n'a plus de chauffage tant et si bien que, une fois, Pierre a répondu "action chauffage" au téléphone suivant...

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Lalanne: Tu sais. Il y a du monde qui n'a plus rien à manger qui vient nous voir. Il y a du monde qui en a marre. Il y en a trois par jour qui se suicident, dans la province de Québec. Il y en a 150 qui font des tentatives de suicide. Ça, c'est à part ceux qui font le cadeau superbe à leurs parents de déguiser ça en accident. On est en plein scandale. Ça fait des années qu'on crie dans le désert. Mais là, je vais vous dire une chose, M. le Président: On est en train de passer de l'inconscient collectif à la conscience collective. Le monde est de plus en plus pauvre, mais de moins en moins ignorant. Ils font des liens. Des groupes comme nous autres, là, de sociologie de la libération et des syndicats qui font des réunions régulièrement, on vient qu'on se pose des questions. Comment ça se fait? Qu'est-ce qui se passe? De l'autre côté, ils veulent nous avoir, d'un autre côté, ils nous font de la misère. C'est quoi cette incohérence-là? On veut que ça cesse. Et moi, je voudrais qu'on fixe une date à tout ça, pour le référendum là. Je fixerais le 23 juin 1991, dans un premier temps.

Le Président (M. Michel Bélanger): Peut-être que si on passait aux questions, ça vous permettra de...

Mme Lalanne: Je suis peut-être trop vite en affaires mais ça fait tellement longtemps qu'on attend.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ah bien! ça permettra de préciser si on passe aux questions. Mme Côté, suivie de M. Dufour et de M. Desjardins.

Mme Côté: Ça finit bien une séance de travail, ça. Moi, j'aimerais ça que vous me disiez, d'abord, à partir du moment où vous travaillez avec les gens qui cherchent un emploi, à partir du moment où vous travaillez avec les gens qui appartiennent aux 1 600 000 pauvres au Québec, j'aimerais que vous me disiez quels sont les éléments qui sont les compétences du fédéral, en plus de l'assurance-chômage, que vous voyez dans le quotidien du travail qui nuisent aussi à la qualité de vie des personnes. Vous avez dit: J'en ai huit pages. Alors, j'aimerais ça que vous donniez d'autres, si vous avez des exemples autres que l'assurance-chômage, mais d'autres compétences où il y a de l'ingérence du fédéral sur le provincial.

Mme Lalanne: La formation, Mme Côté, la formation. D'ailleurs, si on a coupé 1 300 000 \$ dans le régime d'assurance-chômage qui est de 13 000 000 000 \$ pour tout le Canada au complet, c'est avec le prétexte qu'on va leur donner de la formation. Des années de temps, ils ont coupé du monde. Il y a des fraudeurs, il y a des

abus. Mais là, ils s'aperçoivent que le monde ne le croit plus parce que chaque famille a son chômeur ou sa chômeuse, et ils le voient bien que ce ne sont pas des gens qui font des abus, mais des pauvres gens qui font des pieds et des mains pour essayer de se trouver un emploi à quelque part.

La formation, d'abord, sert de prétexte. S'ils avaient eu à en donner, ils en auraient donné. Quel est cet intérêt soudain? Depuis les quatre dernières années, ils ont coupé 32 % dans le budget de la formation. Et c'est le fédéral qui a fait ça. Ce n'est pas nous autres, ce n'est pas le provincial et ce n'est pas Action-chômage. C'est eux. 800 000 000 \$ qu'ils ont coupés de ce budget-là, alors qu'en 1988, il y avait un excédent dans la caisse de l'assurance-chômage de 2 800 000 000 \$. Ce n'est pas planifié. Ce n'est pas planifié à nulle part.

La ville de Québec a son diplôme de soudeur au complet chez les jeunes garçons de 20 à 30 ou 35 ans. Tout le monde est soudeur. Qu'est-ce qu'on va souder? C'en est un exemple, ça. Former pour qui, pour quoi? Pour les grosses entreprises. Elles devraient avoir des budgets pour faire leur formation. Ce n'est tout de même pas à couper une petite personne qui reste à Sainte-Anne-de-Beaupré qui va être obligée de déménager à Saint-Ferréol parce que le taux est moins élevé. C'en est rendu là, M. le Président. Les gens sont obligés de déménager à Saint-Ferréol parce que le taux de chômage est soi-disant moins élevé. C'est rendu grave.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Dufour, suivi de M. Desjardins.

Mme Lalanne: Est-ce que j'ai répondu à votre question?

Le Président (M. Michel Bélanger): Allez.

Mme Lalanne: Un pont, on va souder un pont.

Mme Côté: Avec les cours de soudeur, ils pourraient souder le Canada.

Le Président (M. Michel Bélanger): C'est une suggestion qu'il faudra retenir. M. Dufour.

M. Dufour: Merci, M. le Président. Je dois dire que j'aurais voulu corriger un certain nombre d'affirmations contenues dans le mémoire, mais comme on dit qu'elle n'a pas eu tellement de temps pour le préparer, juste une heure, alors, à ce moment-là, je vais passer par-dessus les affirmations qui sont faites dans le mémoire. Je vais continuer dans le sens de Mme Côté. Je pense que vous essayez de régler un certain nombre de problèmes. C'est évident que les taux de chômage, surtout régionaux, au Québec, sont trop élevés. Certains économistes sont venus

nous dire que, en tout cas, à court et à moyen termes, ce n'est pas la souveraineté qui réglerait ces problèmes-là. Je reprends la question de façon plus directe et, justement, si on oublie le programme de l'assurance-chômage, c'est quoi, les programmes – qui pourraient être initiés par le gouvernement du Québec, soit dit en passant – pour aider davantage ce développement économique-là, auquel vous vous référez? Parce que je veux juste vous citer un économiste qui est venu cette semaine, je pense, et qui disait... et c'était un souverainiste... C'était Pierre Fortin: "Notre niveau de vie dépendra toujours, en premier lieu, de notre comportement économique et non de notre statut politique." Je pense que c'est vrai, a priori. Alors, essayons d'en imaginer, des programmes. Et je vous demande de m'en identifier parce que ce ne sera pas plus facile de les identifier dans un Québec souverain.

(18 heures)

Mme Lalanne: Tout d'abord, dans un Québec souverain, on va être plus libres d'agir à notre guise. C'est tout de même nous autres qui allons faire nos lois. Ça va être les députés du peuple, élus par nous autres, qui vont faire les lois, premièrement. Moi, j'ai vu, dans... Je vais répondre à votre question, de toute façon. Moi, je n'ai pas la solution à tous les problèmes, évidemment, ce serait trop beau. Mais je vous dis juste qu'en donnant des crédits d'impôt à la petite entreprise privée, il me semble que ça doit vous toucher, vous, personnellement, qui êtes du patronat, et qu'au moins ça devrait vous faire plaisir.

M. Dufour: Ça existe déjà. Vous en voudriez plus?

Mme Lalanne: Oui, mais pas vraiment. Ce qui existe déjà, ce sont des articles 25, M. Dufour. Le gouvernement fédéral donne un article 25. Vous devez le connaître, tout le monde en cherche. Les employeurs veulent tous se prévaloir de ça. C'est une personne qui est sous prestations d'assurance-chômage qui travaille pour l'employeur. O.K., elle se valorise, elle est productive; l'employeur, ça ne lui coûte pas trop cher. C'est bien beau, tout ça, mais au bout de l'année, là, quand c'est fini, l'employeur n'a aucune obligation. Il n'est pas obligé de la garder. Les semaines qu'elle a faites, là, ce ne sont même pas des semaines assurables de travail.

M. Dufour: Mais au lieu...

Mme Lalanne: C'en est un exemple, ça.

M. Dufour: ...de programmes gouvernementaux d'aide à l'entreprise, j'aimerais mieux que vous m'identifiez les choses concrètes. Vous parlez de soudure, tout à l'heure... C'est bien sûr qu'on ne peut pas former seulement des

soudeurs. Mais c'est quoi, comme proposition concrète de formation professionnelle pour les PME, notamment?

Mme Lalanne: On va faire des coopératives, M. Dufour.

M. Dufour: Ça existe.

Mme Lalanne: On va être nos propres "boss", on ne se mettra pas à pied.

M. Dufour: Ça existe déjà, ça.

Mme Lalanne: On va faire de la production de biens utiles à la population.

M. Dufour: O.K.

Mme Lalanne: Il y a un paquet d'affaires qu'on peut faire qui ne se font pas ici. Moi, je dis qu'un peuple qui n'est pas capable de subvenir à ses propres besoins, il ne survivra pas longtemps. Il va falloir faire preuve d'imagination, premièrement. Et les gens qui sortent de l'université, en administration, qui sont frais diplômés, on va les mettre en contact avec d'autres travailleurs manuels qu'on a, nous autres, dans nos bureaux et ils vont en faire des coopératives. On fera des "granolas"; on cultivera du lin s'il le faut, M. Dufour.

M. Dufour: Bonne chance!

Une voix: Ha, ha, ha!

Mme Lalanne: Bonne chance, certain. Puis, je vous dis qu'on va le faire, parce que les gens sont prêts...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Desjardins.

Mme Lalanne: ...à le faire.

M. Desjardins: Merci, M. le Président.

Mme Lalanne: De toute façon, là... Si on a d'autres idées en cours de route, tant mieux. Faisons, dans un premier temps, le référendum...

Le Président (M. Michel Bélanger): Gardez-en un peu pour M. Desjardins...

M. Desjardins: Bien oui...

Le Président (M. Michel Bélanger): ...qui a maintenant des questions à vous poser.

M. Desjardins: Bien oui, parce que...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Desjardins: ...c'est le dessert, madame! C'est le dessert!

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Desjardins: D'abord, je m'excuse d'être là et j'ai probablement la peste, mais vous avez devant vous un représentant du gouvernement fédéral. Je comprends que vous ayez fait votre document rapidement mais vous comprendrez qu'il y a des éléments de votre argumentation qu'on pourrait débattre ensemble, comme le libre-échange auquel vous faites allusion. Vous savez très bien que le gouvernement actuel - s'il y a quelqu'un ici, qui s'opposera probablement au libre-échange dans un futur Québec indépendant, M. Larose sera là - que le gouvernement dûment élu, le libre-échange, il l'a adopté et que, éventuellement, quelle que soit l'accession du Québec à son futur - que ce soit un Québec indépendant - le libre-échange risque d'être là pareil.

Et quand vous dites que le libre-échange a fait en sorte qu'on jumelle nos programmes sociaux avec les États-Unis, je pense que vous allez admettre avec moi, madame, que si vous êtes malade aux États-Unis, puis que vous allez passer un mois à l'hôpital, ou si vous allez... Ou que vos enfants vont étudier dans les universités américaines, ça va vous coûter passablement plus cher que ce qui se passe au Québec et que, malgré toutes vos critiques, les programmes sociaux que nous avons au niveau de l'allocation familiale, de l'assurance-chômage, des pensions de vieillesse, c'est quand même un des systèmes les plus généreux au monde. On "peut-tu" s'entendre sur ces éléments-là?

Mme Lalanne: On peut s'entendre. On ne voudrait pas se comparer aux pires, puis à ceux qui n'ont rien non plus, comme les États-Unis. Il y a seulement 25 % de la population qui est assurée au point de vue assurance-chômage. Ils n'en ont pas d'assurance-maladie, on le sait. Moi, ça ne me tente pas du tout de me comparer aux pires, là. De toute façon, ce n'était pas tellement contre le libre-échange que contre l'entente Mulroney, par exemple, qu'on en avait, nous autres. Comprenez-vous?

M. Desjardins: O.K. C'est sur le traité lui-même et non pas sur le principe lui-même.

Mme Lalanne: Oui, c'est ça.

M. Desjardins: O.K.

Mme Lalanne: Parce que, évidemment, moi, je suis bien prête à changer une manne de pommes pour une manne d'oranges. Il n'y a rien là.

M. Desjardins: Je peux vous demander...

Mme Lalanne: En autant que c'est nous autres qui les ferons, les échanges, puis que ça répondra à nos besoins puis aux leurs...

M. Desjardins: Vous faites une allusion dans votre document, deux lignes, là: "L'échec du lac Meech nous a tout de même porté un coup, enfin à ceux et celles qui nourrissaient encore quelque espoir." Pour vous...

Mme Lalanne: Bien, oui. Dont j'étais, puis dont nous étions. Coudon, la feuille d'érable...

M. Desjardins: Vous avez mis des espoirs dans Meech? Vous avez mis des espoirs? Qu'est-ce que ça aurait changé pour vous, l'accord du lac Meech?

Mme Lalanne: Bien, au moins, s'ils nous avaient - je ne voudrais pas faire un débat trop émotif là-dessus, non plus - reconnus, au moins, s'ils nous avaient reconnus comme étant une société distincte, bien, on se serait senti compris. On n'aurait pas frappé le mur de l'incompréhension. Déjà, on aurait pu se parler. La condition minimale pour que quelqu'un puisse parler à un autre, c'est qu'il se sente compris. Ils ne nous ont même pas reconnus comme une société distincte alors qu'on l'est vraiment...

M. Desjardins: Votre cheminement...

Mme Lalanne: ...jusqu'au fond de nos viscères.

M. Desjardins: Votre cheminement vous amène à dire que la souveraineté, ça ne sera peut-être pas la panacée à tous les problèmes pour vous, mais même si des économistes nous ont dit: Ça va être à peu près neutre au niveau de la prospérité; et que d'autres ont dit: Il risque d'y avoir des problèmes difficiles; pour vous, ça ne cause aucun problème.

Mme Lalanne: Je pense que tant qu'à me serrer la ceinture... depuis des années que les gouvernements nous disent qu'il faut se serrer la ceinture, bien, écoute donc! On va se la serrer pour nous autres même. Les baisses de salaire que les employés font dans les compagnies, on va se serrer la ceinture. On va faire les baisses de salaire. On va faire ci, on va faire ça. Qui en profite tout le temps? Moi, ça ne me ferait rien de me serrer la ceinture. De toute façon, on en a peut-être pour 20 ans avant de remonter la côte avec le déficit qu'on a de 28 000 000 000 \$, qui va être divisé et qui va nous être redonné. On en a pour des années. Ce n'est pas grave, ça. Au moins, un jour, on verra de quoi.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, les questions du représentant du parti gouvernemental M. Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Bonsoir, madame. Je vous écoute depuis tout à l'heure. Je suis un petit peu fasciné et en même temps, vous me faites peur sur un "sacremouille" de temps. Parce que ça a donc l'air facile pour vous, les solutions. Il n'y a pas d'emplois. On va s'en faire des jobs à nous autres. On fera des graines. On fera du lin. Ça m'inquiète quand on présente ça comme ça. Parce que je sais que ce n'est pas ça la réalité. Vous nous mentionnez le taux de suicide comme étant quelque chose de dangereux. Vous savez qu'en Suède il y a une politique de plein emploi, un taux de chômage à 3,5 %, ce qui est déjà pour eux autres très élevé. C'est là qu'il y a le plus haut taux de suicide.

Mme Lalanne: Je ne me suiciderai pas ici parce qu'on n'a pas d'emploi.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Et c'est là où l'alcoolisme est le plus élevé. Alors, quand vous me dites que c'est la solution, je trouve ça dommage qu'on essaie de présenter cette image-là parce que je pense qu'on induit les gens en erreur. Ce n'est pas vrai que ça va être facile comme ça, madame. Ce n'est pas vrai et vous le savez vous-même. Tout le monde le sait et personne n'est dupe de ça.

Mme Lalanne: Je sais que ça va être difficile. Je vous l'ai dit tantôt. Ça va peut-être être moins difficile, par exemple. Et en Suède, s'ils se suicident parce qu'ils ont des emplois, c'est bien triste. Au moins, nous autres, on ne se suicidera pas parce qu'on n'en a pas. Ça va être déjà ça de pris. Puis moi, considérant les choses qu'il y a à faire, je ne suis pas prête à dire qu'il n'y a rien à faire et qu'on ne peut rien produire ici et que "pas capable est mort".

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Mais, madame, vous êtes d'accord...

Mme Lalanne: Je sais que ça va être difficile.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Vous êtes d'accord en disant: Bien, nous autres, on ne se suicidera pas parce qu'on n'en a pas. Ce n'est pas une réponse, et ce n'est pas le genre de dialogue qui va faire avancer les choses, qui va nous faire comprendre, au fond, ce qu'on veut. Moi aussi, je suis pour plus d'autonomie au Québec et j'y crois. Et j'y crois comme beaucoup de gens, je pense. En tout cas, peu de gens y croient. Je suis très motivé et très décidé. Mais je sais qu'on va travailler fort. Je sais qu'il y aura des sacrifices à consentir. Et ma grande crainte, ce n'est pas qu'on fasse peur aux gens, parce que c'est la mode. Il y en a qui disent: Ah! ils sortent les épouvantails pour faire peur aux gens. Non. C'est de donner des éléments pour réfléchir avant de prendre une décision,

parce que tout à l'heure, la décision va être engageante, et c'est pour longtemps. Et les conséquences vont être importantes. Alors, moi, je me dis: Il le faut. On a un rôle pédagogique extrêmement important, les politiciens. Parce que ce n'est pas nous qui allons décider. Vous le dites et je suis d'accord avec vous, ce n'est pas à nous de décider ça. Ça appartient au peuple. Notre rôle, par exemple, c'est d'informer le peuple et de l'informer vraiment pour qu'il puisse prendre sa décision en toute connaissance de cause. Je trouve ça dangereux quand on présente ça comme trop facile. Je trouve ça dangereux parce que ce n'est pas vrai. Il y a des gens qui vont prendre ça pour comptant et ça m'inquiète.

Mme Lalanne: Ce que je trouve plus dangereux, moi, c'est ceux qui nous disent qu'on va perdre nos pensions, qu'on va tout perdre. Ça, je trouve ça dangereux, vraiment.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Je ne suis pas plus d'accord avec ça non plus. J'ai été un des premiers à dénoncer cette attitude-là.

Mme Lalanne: Bien oui, merci.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Il y a des extrêmes.

Mme Lalanne: Bien oui.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Je suis d'accord avec vous. Mais convenez avec moi qu'il va falloir se relever les manches, qu'il va falloir travailler fort.

Mme Lalanne: Oui, oui.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): C'est ça, la réalité.

Mme Lalanne: Oui, puis ce ne sera pas facile.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Exact.

Mme Lalanne: Mais on va le faire parce qu'on est capable et on a encore la force de le faire.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Dans ce sens-là, je suis d'accord avec vous. Ça, c'est un langage que j'apprécie beaucoup plus et je pense que la majorité va davantage apprécier. C'est un langage de la réalité. Par nos efforts, et si l'ensemble des Québécois sont prêts à consentir tous ces efforts et tous ces sacrifices pour arriver à des résultats, moi, je me dis: Il y a un avenir merveilleux pour nous. Mais il va falloir le faire par exemple puis ce ne sera pas un jardin de roses et ce ne sera pas la solution magique. Ce ne sera pas la solution magique, la

souveraineté, à la situation des femmes. Ce ne sera pas la situation magique au plein emploi. Ce ne sera pas la solution magique pour... Ce n'est pas une solution magique pour rien. Ça va être un moyen.

Mme Lalanne: Ce ne sera peut-être pas la situation magique, mais c'est peut-être la situation idéale pareil.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): En tout cas, je n'irais pas jusqu'à dire que je partage votre point de vue, parce que je suis ici pour écouter, me faire une opinion et la donner à la fin, mais je pense qu'il y a des choses vraies dans ce que vous dites.

Mme Lalanne: Mais c'était mon devoir de venir ici...

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Oui.

Mme Lalanne: ...et de vous dire ce que je vous dis concernant les statistiques. Et quand je vous dis que je vais au bureau de l'assurance-chômage et que je regarde ce qu'il y a comme emplois, critères: il faut être bénéficiaire d'aide sociale pour avoir droit à un programme PAIE, ou ensuite, il n'y a presque pas d'emplois, des emplois précaires, à temps partiel, ou encore, "Si vous aimez la vie, joignez les Forces", puis là, ils leur font venir des sacs de plastique, ceux qui sont rendus dans le Golfe.

Une voix: Vous savez, madame...

Mme Lalanne: Je suis pour ça, la sécurité nationale, mais je trouve ça dur de voir ça, des jeunes qui sont obligés d'en venir à ça.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Madame, moi, je fais du bureau de comté, il y a des gens qui viennent m'apporter leur misère. J'ai vu des mères arriver avec le bébé dans les bras et dire: Écoutez, ça fait une semaine que je n'ai pas mangé puis mon bébé, je n'ai plus de couche et je n'ai pas de lait, qu'est-ce que je fais? Je l'ai vu, ça. On trouve des moyens pour les aider et on y arrive.

Mme Lalanne: Les députés, ils les envoient au bureau d'Action-chômage puis nous autres, on va chercher leur chèque, on téléphone, on a un très bon service d'ailleurs. Je tiens à dire que ce n'est pas...

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Vous êtes, à l'occasion, une excellente ressource, je l'avoue.

Mme Lalanne: Ce n'est pas de la faute des députés fédé... – excusez, quel beau lapsus – des fonctionnaires fédéraux, ce n'est pas eux autres qui ont fait la loi. Je tiens à demander une

chose ici, si on devient souverains, il y a 176 bureaux d'assurance-chômage et 7090 fonctionnaires fédéraux qu'il va falloir recycler, il va falloir leur donner de l'emploi. Moi, il y a une chose que je tiens à garder, ça va être le principe de l'assurance-chômage. Ça s'appellera assurance-chômage...

Une voix: Assurance-travail...

Mme Lalanne: ...Québec ou assurance-emploi Québec. Mais, absolument, il faut sauvegarder ce principe d'assurance là, avec ce payage de cotisations-là, et non pas un régime d'assistance. On ne veut plus en être des assistés, d'aucune façon. On veut être des membres actifs puis, on veut participer nous autres aussi, la population surtout démunie, à ces changements sociaux là.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, la parole...

Mme Lalanne: ...

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): ...si vous me permettez une conclusion. Vous savez, vous défendez avec beaucoup d'ardeur et de coeur et je pense qu'on a besoin des gens comme vous, c'est très important. Je tenais juste à nuancer un certain nombre de choses dans ce que vous avez dit parce que, comme je vous l'ai dit tout à l'heure, je ne veux pas qu'on vende les choses comme étant facile quand on sait que ça ne sera pas facile. Mais, je respecte votre point de vue et j'apprécie des gens comme vous. Puis, je pense qu'on en a besoin. Puis continuez à faire ce que vous faites. C'est très important.

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est maintenant à Mme Harel pour le parti formant l'Opposition.

Mme Harel: Merci, M. le Président. Je connais votre bon travail, ici, dans la région de Québec et je comprends que vous représentez le mouvement Action-chômage de la région de Québec. C'est bien le cas. Et le travail que vous avez fait avec le mouvement Action-chômage de l'ensemble du Québec sur la récente réforme en matière d'assurance-chômage. Tantôt, il y a notre collègue, M. Desjardins, qui vous a invité à répondre sur les problèmes économiques hypothétiques dans un Québec souverain. Et je me disais que ça serait peut-être plus intéressant de connaître les problèmes économiques actuels des gens qui font appel à vos services et qui sont en difficulté. Peut-être juste une remarque en passant, parce qu'on a fait état, là, des programmes en matière de santé et d'éducation, simplement pour rappeler qu'il y aura d'ici 1996, n'est-ce pas, un total retrait du gouvernement fédéral en matière de financement des programmes de santé et d'enseignement supérieur. Le gouverne-

ment évalue présentement, pour l'année 1990, le manque à gagner de 1 300 000 000 \$. Mais en 1996, ça va être 0 sou qui nous viendra du fédéral en matière de financement des programmes de santé et d'enseignement supérieur. Et pour tout de suite, puis vous nous le rappelez dans votre mémoire et on peut chicaner la forme mais vous nous rappelez une évidence: le gouvernement fédéral s'est complètement désengagé du financement de la caisse d'assurance-chômage. Ça lui a permis d'économiser 2 900 000 000 \$, n'est-ce pas? Et je me suis souvent dit que Duplessis devait se retourner dans sa tombe parce que, lui, qui avait signé le transfert du chômage de la compétence provinciale, il le faisait parce que le fédéral le payait. C'est-à-dire qu'il payait toute la partie excédentaire des 4 %, ce qui est appelé le chômage structurel, en mots savants, qui est finalement le chômage qui est dû à des situations comme le libre-échange, comme les bouleversements technologiques. Ce surplus du 4 %, ce qui était finalement excédentaire, c'était ça qui était financé et qui ne le sera plus maintenant; et qui l'est maintenant entièrement, uniquement par les travailleurs et les employeurs. Et moi, je crois comprendre dans votre mémoire - j'espère que je ne vous interprète pas, vous me le direz - que vous n'en avez pas tant contre le libre-échange mais contre l'absence totale de programmes pour permettre aux travailleurs de se recycler et de se préparer, et de passer à travers le libre-échange. Est-ce que je...

(18 h 15)

Mme Lalanne: Les réglementations, vous avez très bien compris, Mme Harel, très bien compris.

Mme Harel: Ha, ha, ha! Est-ce que vous voulez que je continue? Ha, ha, ha!

Mme Lalanne: Vous étiez bien partie! Très édifiant...

Mme Harel: Dans votre...

Mme Lalanne: ...très réelle, et très vraie, surtout.

Mme Harel: Peut-être un autre élément: Je ne le retrouve pas, et ça ne m'étonne pas parce que c'est assez nouveau. C'est une inquiétude qui a été mentionnée par l'actuel ministre Bourbeau de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du Revenu et de la Formation professionnelle. Non seulement y aura-t-il maintenant le total des engagements de 2 900 000 000 \$, mais en plus, la Caisse d'assurance-chômage pourra financer la portion qui était payée par le gouvernement fédéral en formation professionnelle, c'est-à-dire 1 800 000 000 \$. Et ça, c'est le 15 % qu'on retrouve dans la loi. Ceci va permettre au gouvernement fédéral d'aller chercher, en plus de ce qu'il ne paie plus, environ 1 100 000 000 \$

pour financer ses propres programmes de formation professionnelle et, finalement, pour faire financer son ingérence en matière de formation professionnelle. Mais je reviens aux gens que vous rencontrez. Rencontrez-vous juste des chômeurs qui chôment sous la compétence du fédéral ou vous rencontrez aussi des chômeurs qui chôment sous la compétence du provincial? Parce qu'il y a les deux. On oublie parfois qu'il y a des chômeurs aussi, qui ont fini leurs timbres de chômage et qui sont à l'aide sociale, mais qui sont des chômeurs...

Mme Lalanne: On les rencontre.

Mme Harel: ...et on oublie que 65 % des gens à l'aide sociale, qui sont en recherche d'emploi, ont perdu leur emploi. Est-ce que les deux vont vous voir?

Mme Lalanne: On rencontre non seulement ceux qui sont régis par le fédéral ou ceux qui sont régis par le provincial mais ceux qui ne sont régis par rien, qui n'ont droit à rien parce qu'ils dépassent un petit peu le montant, ou qu'ils travaillent au salaire minimum. Ou qui travaillent vraiment au maximum mais à des heures coupées et à des heures insuffisantes. On a vraiment des travailleurs précaires saisonniers - c'est surtout la caractéristique de la ville de Québec - mais on dessert aussi un peu plus largement.

Mme Harel: Et donc, ceux et celles qui ne sont ni sous juridiction provinciale ni fédérale, tout en étant chômeurs, parce que leur femme ou leur mari travaille...

Mme Lalanne: Oui, on dessert tout le monde.

Mme Harel: ...et qu'ayant finalement un conjoint qui travaille, ils ne sont admissibles à rien, ni au programme de formation...

Mme Lalanne: C'est pour ça, Mme Harel, que... C'est en leur nom que je viens ici. D'ailleurs, ils me l'ont demandé; je ne suis pas venue ici de ma propre initiative. Bien, Jeanne vas-y. Ecoute, ça commence à faire, là. On en a ras-le-bol, comme c'est marqué dans la lettre. C'est le petit peuple ordinaire qui parle comme ça. Ils ont remarqué depuis longtemps que le fédéral gère la pauvreté au lieu de la combattre. Nous, on aimerait bien que ce soit le contraire qui se fasse, quitte à ce qu'on fasse davantage d'efforts et qu'on se concerte. Moi, je pense qu'il peut rester un allié, le fédéral... D'ailleurs, Louis-Joseph Papineau l'avait demandé en 1794 quand il avait présenté ses 92 résolutions pour le peuple. Ah! il dit: Peut-être que le fédéral pourrait rester un allié, mais qu'il reste un allié en autant qu'il ne nous nuise pas et on décidera ça

après le référendum. Jusqu'à quel point peuvent-ils se permettre ça? On peut les accepter et ils peuvent nous comprendre aussi parce que, semble-t-il, il y a un gros problème de compréhension entre eux autres et nous autres.

Mme Harel: En termes de mobilité de la main-d'œuvre, il en a été beaucoup question, hier, au moment où M. Chrétien occupait le siège que vous occupez présentement, et M. Chrétien a plaidé en faveur de la mobilité de la main-d'œuvre. Je me suis dit que j'allais poser à quelqu'un comme vous, qui rencontrez beaucoup de chômeurs, la question de savoir s'il y a beaucoup de gens que vous rencontrez qui souhaitent aller travailler ou qui vont travailler à l'extérieur du Québec et qui le font avec enthousiasme.

Mme Lalanne: Ils le font à regret. Ils vont planter des arbres en Colombie-Britannique. Bon. Moi, j'aurais aimé ça que ce soit au Québec que ça se plante ces arbres-là. Il y a des petites forêts qui sont en train de se déboiser. Mais ils y vont; ils y vont à regret. Ils ont hâte de revenir; on est chez nous et ce n'est pas drôle de s'exiler de même. Il a été un temps, dans les années 1983-1984 - j'ai le dossier de presse ici - là, c'était: "Jeune homme va-t'en vers l'Ouest". "Go West, young man." Le monde y allait. Et de toute façon, ils ne trouvent pas ça drôle eux autres, ces gens là de l'Ouest, de voir arriver des... Ils nous appellent les "frogs" des fois. En tout cas, qu'importe. Moi, je ne pense pas que ce soit raisonnable de déplacer la population comme ça. Il y a des anglophones qui viennent travailler ici. On leur fait une belle place. On les aime beaucoup personnellement. Ce n'est pas au peuple anglophone qu'on en a, nous, personnellement; qu'ils ne se sentent pas visés et l'objet de notre haine. Ce n'est pas ça du tout. C'est juste qu'on veut prendre notre place fièrement, debout. On veut vraiment se prendre en main. Mais oui, il y en a beaucoup qui partent et je vous dis qu'ils reviennent vite, Mme Harel. Et il sont chanceux quand ils ont assez de semaines pour se qualifier à l'assurance-chômage.

Mme Harel: D'ailleurs, la mobilité de la main-d'œuvre, quelqu'un de la région de la Gaspésie m'a dit, hier, qu'elle consistait maintenant avec les semaines en moins dans certaines régions du Québec pour avoir d'admissibilité au chômage. Ça consiste à s'en aller dans des régions justement comme la Gaspésie ou le Bas-Saint-Laurent où, finalement, il est possible d'avoir du chômage quand il n'en serait plus possible ailleurs au Québec. Est-ce que...

Mme Lalanne: C'est aberrant, ça, d'avoir à se dire ça, en tant que population: Moi, je reste à Québec, j'ai ma maison, mon logement, mes

chats, mes amis, mes voisins et je m'en vais en Gaspésie parce que là, je vais avoir droit au chômage. On serait réduit à quoi, finalement, en tant que peuple. Je n'accepte pas ça, moi, en tant que personne et au nom des gens que je représente. On veut travailler chez nous, on veut vivre chez nous, quitte à se serrer la ceinture. On va relever nos manches, comme M. le député a dit tantôt, là, et je vous dis qu'on va produire quelque chose de beau. J'ai confiance, moi.

Le Président (M. Michel Bélanger): Et vu que le temps est écoulé, on va aussi bientôt lever la séance.

Mme Lalanne: Est-ce que je peux vous demander une dernière faveur?

Le Président (M. Michel Bélanger): Bien sûr!

Mme Lalanne: Faites-le donc le 23 juin, le référendum, s'il vous plaît...

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Lalanne: ...qu'on soit fixés, qu'on puisse fêter ça le 24. Pour une fois qu'on aurait de quoi fêter, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): On vous a donné la faveur de vous permettre de le demander. On n'a pas dit qu'on donnerait la réponse. Alors, merci, madame, et ceux qui vous accompagnaient.

Mme Lalanne: Merci à vous aussi, et respectueusement, d'ailleurs.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, madame, merci à ce groupe. La séance est maintenant levée pour une pause-café de 38 minutes. Nous reprenons à 19 heures.

(Suspension de la séance à 18 h 22)

(Reprise à 19 h 9)

Le Président (M. Michel Bélanger): ...les commissaires veulent bien prendre leur siège, nous allons commencer dans quelques instants. Nous reprenons nos travaux, ce soir, en entendant M. Brouillet qui représente un groupe de professeurs, d'étudiants et d'étudiantes de la Faculté de philosophie de l'Université Laval. La parole est à vous, M. Brouillet.

**Groupe de professeurs, d'étudiants
et d'étudiantes de la Faculté de
philosophie de l'Université Laval**

M. Brouillet (Raymond): Merci, M. le Président. Messieurs les présidents, mesdames et

messieurs les membres de cette Commission, permettez-moi tout d'abord de vous remercier de m'avoir invité à vous adresser la parole. C'est un honneur pour moi, et aussi pour les professeurs, les représentants et représentantes des associations étudiantes des 1er, 2e et 3e cycles de la Faculté de philosophie de l'Université Laval, ces personnes qui ont souscrit volontiers à ce mémoire. Et sans plus tarder, j'essayerai le tour de force - j'oserais dire, pour un philosophe, encore davantage - de vous présenter en cinq minutes les grandes lignes de notre mémoire, qui se voulait déjà un exposé synthétique de la position que je me propose de défendre devant vous.

Notre mémoire aborde la question du statut constitutionnel du Québec, sous l'angle de la stratégie plutôt que sous celui du contenu. La question que nous nous posons, et que nous vous proposons, est la suivante: Quel est le moyen dont dispose le Québec d'aujourd'hui pour amener des modifications substantielles, à son statut politique et constitutionnel, dans le sens d'un accroissement considérable de ses pouvoirs politiques pouvant aller jusqu'à la souveraineté? La thèse que j'essaie d'établir, dans la suite de mon mémoire, s'adresse à tous ceux pour qui le statu quo est inacceptable et pour qui tout changement souhaité doit aller dans le sens d'un accroissement substantiel des pouvoirs du Québec.

J'énonce ma thèse de la façon suivante. Il ne pourra y avoir de déblocage réel dans le dossier du statut politique et constitutionnel du Québec dans le sens souhaité par la très grande majorité sans, d'abord et avant tout, une décision majoritaire du peuple du Québec affirmant sa souveraineté. Pour établir ma thèse, je me réfère d'abord au cadre juridique dans lequel se pose la question et au contexte sociopolitique canadien. Mon analyse du contexte juridique canadien, puis international, m'amène à la première conclusion de mon exposé. Tant pour modifier unilatéralement son statut constitutionnel que pour pouvoir négocier d'égal à égal tout nouvel arrangement politique et constitutionnel, le recours à l'affirmation de sa souveraineté par le peuple du Québec est incontournable. Sinon, le sort ultime du Québec continuera à dépendre, juridiquement, de la volonté du Canada anglophone et nous demeurerons dans un cul-de-sac constitutionnel.

Mon analyse du contexte sociopolitique m'amène à réfuter trois types d'arguments que nous entendons dans la bouche de certains ténors pour tenter de justifier qu'on ait recours, encore une fois, à la voie de la négociation en vue de réaliser un nouvel arrangement constitutionnel. Et cela, avant même que le peuple du Québec se soit décidé à affirmer sa souveraineté.

Première catégorie d'arguments. Il y a d'abord ceux qui croient qu'un mandat clair de la population du Québec de négocier un nouvel

arrangement suffirait. Je crois déceler cet argument en filigrane derrière certaines interventions des porte-parole du Parti libéral. Si je me trompe, tant mieux. À ceux-là je réponds: Lors de la négociation de l'accord du lac Meech, le Parti libéral avait reçu un mandat très clair de la population et on a vu les résultats que ça a donnés.

Autre catégorie d'arguments. Il y a ceux qui croient que, pour débloquer le dossier, il faudrait l'assortir de la menace de l'indépendance. On reconnaît là la position privilégiée par M. Robert Normand, éditeur du *Soleil*, dans une conférence qui a paru dans une des éditions du *Soleil* du mois d'octobre et, tout récemment, la position toute analogue du professeur Dion qui parlait de la menace d'un référendum sur l'indépendance comme d'un couperet sur la gorge du Canada anglophone. Selon mon point de vue, cette stratégie serait la pire. Je crois qu'un tel scénario, loin d'amener le Canada anglophone à accepter une telle mise en demeure, serait plutôt de nature à le provoquer. Il est temps, je crois, que nous cessions de demander au Canada anglophone de décider, pour nous, de notre souveraineté. J'espère pouvoir revenir sur cette stratégie durant la période des échanges.

(19 h 15)

Troisième catégorie d'arguments. Pour certains enfin, cette menace de l'indépendance n'est pas du tout nécessaire pour faire bouger le Canada anglophone car, osent-ils affirmer, ce ne sont que quelques individus qui ont rejeté l'accord du lac Meech. On a tous entendu ça. Vous reconnaîtrez là une position analogue à celle défendue naguère par le président du Conseil du patronat du Québec, lors d'une émission du Point à laquelle participaient MM. Lucien Bouchard et Gérald Larose, il y a bien de cela une couple de mois. Cette position n'a pas jouti de beaucoup de crédibilité car tout le monde, ou presque, sait très bien qu'une très grande majorité du Canada anglophone était farouchement opposée à l'accord du lac Meech et que le député Harper n'aurait pas pu jouer le rôle qu'il a joué sans cette vive opposition de l'ensemble du Canada anglophone.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Brouillet, nous avons déjà un peu dépassé le temps. Je vous invite simplement à activer, s'il vous plaît.

M. Brouillet: Quelques notes et c'est terminé. Donc, à la suite de mon analyse du cadre juridique canadien et international et du contexte socio-politique canadien, je conclus donc que le moyen contournable pour rendre possibles des modifications substantielles au statut constitutionnel du Québec, dans le sens de la volonté majoritaire du peuple du Québec, c'est l'affirmation de sa souveraineté. Je termine mon mémoire en ces termes. Il serait malheureux que

la Commission n'aborde pas de front cette dimension stratégique pour ne s'occuper que de son contenu. Ce serait édifier de beaux châteaux constitutionnels en Espagne sur le sable mouvant du cadre constitutionnel canadien de négociation. Les seuls châteaux constitutionnels qui auront une chance de se réaliser seront ceux qui reposeront sur le roc solide de la volonté du peuple québécois d'assumer sa souveraineté. Décidons-nous d'abord pour la souveraineté. La négociation d'égal à égal nous deviendra alors possible. M. le Président, le temps disponible étant ce qu'il est, je m'en tiens à ce bref exposé. Chaque élément demanderait un développement beaucoup plus élaboré, mais je compte sur la période de questions pour y revenir. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous commençons avec des questions d'une représentante du parti formant le gouvernement, Mme Bégin.

Mme Bégin: Merci, M. le Président. M. Brouillet, j'ai pris connaissance de votre mémoire et l'essentiel porte, en fin de compte, sur le moyen dont dispose le Québec pour amener des modifications substantielles à son statut politique et constitutionnel. Vous concluez que la Constitution canadienne ne prévoit aucun mécanisme pour que le Québec puisse modifier unilatéralement son statut dans l'ensemble canadien. Vous dites que la Constitution prévoit plutôt l'accord de cette province et 50 % de la population ou l'unanimité dans certains cas. C'est pourquoi vous concluez que le seul moyen qui reste au Québec pour se donner un nouveau cadre constitutionnel, c'est de passer par la souveraineté. Et par la suite, vous irez négocier d'égal à égal avec tout partenaire de votre choix. C'est ce qu'on retrouve à la page 2 de votre mémoire.

Vous vous souviendrez, M. Brouillet, qu'on a été en tournée et qu'on a reçu un de vos anciens collègues, l'ex-député Jean-Pierre Charbonneau, qui, lui, nous disait dans son mémoire et je cite: "On peut très bien, en effet, transformer l'union fédérale en une union confédérale sans briser un temps ce que nous voulons presque tous maintenir. Il n'est pas nécessaire de briser le Marché commun ou de le quitter pour ensuite s'y joindre à nouveau ou le refaire. Ce qu'il faut faire, c'est de préciser notre proposition de nouvelle entente et, contrairement à la démarche suivie en 1980, obtenir un mandat clair et non équivoque de souveraineté par référendum. Donc, M. Charbonneau ne semble pas tout à fait partager votre point de vue et j'aimerais vous entendre là-dessus.

M. Brouillet: C'est plutôt moi qui ne partage pas le sien habituellement.

Mme Bégin: Très bien.

M. Brouillet: Écoutez, c'est une vue de l'esprit. On peut très bien édifier des châteaux en Espagne, des châteaux en Espagne constitutionnels qui semblent être la solution idéale à notre perspective. Mais quand on regarde les moyens de le réaliser, c'est autre chose. On ne peut pas décider unilatéralement de modifier le partage des compétences entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec. Il faut d'abord acquérir, comme les grands savants constitutionnalistes nous le disent, la compétence de nos compétences, comprenez-vous, et passer par la souveraineté. C'est évident que si le Canada anglophone accepte, c'est différent. Bien mon hypothèse, ma démonstration c'est que le Canada anglophone n'est pas prêt à accepter une révision en profondeur et radicale du cadre fédéral canadien et c'est à partir de cette hypothèse là, quand on accepte des prémisses, il faut être logique dans nos conclusions. La conclusion de M. Charbonneau présuppose qu'il croit, lui, que le Canada anglophone va venir s'asseoir et accepter de bon gré qu'on négocie de gré à gré une confédération.

Deuxièmement, le marché commun et le maintien de ces institutions-là peuvent se faire même si on s'affirme à notre souveraineté. Écoutez, quand on dit que le peuple du Québec s'affirme à sa souveraineté, ça ne veut pas dire que, par le fait même, il détruit la communauté économique, voyons donc. Qu'est-ce que c'est cette histoire-là? C'est évident qu'à ce moment-là, la communauté économique sera négociée dans la façon de la gérer à l'avenir. Mais ça ne veut pas dire qu'on met fin à la communauté économique par le fait qu'on affirme notre souveraineté. Les marchandises vont continuer à circuler, les capitaux aussi à ce moment-là. Mais c'est évident qu'il va falloir, une fois qu'on a décidé la souveraineté, arriver à s'asseoir et négocier dans l'avenir les modalités qu'on voudra bien se donner pour gérer à l'avenir cette communauté économique. Alors, je ne suis pas d'accord avec M. Charbonneau du tout.

Mme Bégin: Non, mais si je comprends bien M. Brouillet là, il y a quelque chose que vous avez dit puis je voudrais avoir plus d'explications. C'est que vous dites: Si on déclare notre souveraineté, la libre circulation des biens, des capitaux et des personnes va continuer avec le Canada. C'est ce que j'ai cru comprendre.

M. Brouillet: Mais pensez-vous que le lendemain, que l'Assemblée nationale, que le peuple se décide à la souveraineté, qu'on va mettre des barrières, on va dire: Fini de marchander, ça ne circule plus?

Mme Bégin: Oui, mais il va avoir... Selon moi là, si...

M. Brouillet: Écoutez, il y aura tout simple-

ment une déclaration pour dire: Dans ces questions-là, c'est le statu quo; on va négocier plus tard les modalités de gérer ces choses-là pour l'avenir. En attendant qu'on discute et qu'on s'accorde un certain temps pour discuter et négocier les modalités de gérer à l'avenir. Mais ça ne veut pas dire que...

Mme Bégin: Je m'excuse, mais...

M. Brouillet: ...d'une façon abrupte, qu'on coupe tous les liens...

Mme Bégin: Je m'excuse mais, je ne vous saisis pas, M. Brouillet, puis je veux bien vous saisir...

M. Brouillet: Est-ce que votre... mon micro est ouvert? Oui?

Mme Bégin: Ce que vous dites, c'est qu'on déclare unilatéralement la souveraineté et que, malgré tout ça, le Canada va continuer à laisser ses frontières libres de toute circulation de biens, de capitaux. Il me semble que, quand on est souverain puis qu'il y a deux pays, il y a des frontières, il y a des douanes, il y a...

M. Brouillet: Bien non! Bien non!

Mme Bégin: ...en fin de compte, c'est deux pays.

M. Brouillet: Bien non! Bien non! Écoutez, les douanes, les douanes... On va en mettre si on veut en mettre. Si on veut en mettre des douanes, on va en mettre.

Le Président (M. Bélanger): Ceci épuise le temps qui a été...

M. Brouillet: Écoutez, il y a des pays souverains ou il n'y a pas de douanes. La Communauté européenne, c'est le...

Mme Bégin: Oui, c'est des ententes...

M. Brouillet: C'est le modèle par excellence.

Mme Bégin: Mais, faut-il qu'il y ait des ententes, M. Brouillet! Ça, je le reconnais qu'il n'y a pas de douanes présentement entre les États-Unis et le Canada...

M. Brouillet: Ou bien voudriez-vous qu'on ait des ententes avec le Canada pour mettre des frontières alors qu'il n'y en a pas?

Mme Bégin: Je le reconnais. Mais il y a un traité entre les deux. Est-ce qu'on va avoir le traité en déclarant la...

M. Brouillet: Il y a le court terme, et puis,

il y a le moyen, puis le long terme. Je dis, moi, que du moment où le peuple, dans son principe, décide pour la souveraineté, ça ne veut pas dire que, en même temps, on décide de mettre des barrières douanières. Voyons!

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci épuise le temps permis pour cet échange. Nous passons maintenant à M. Léonard, représentant du parti de l'Opposition officielle.

M. Léonard: Merci, M. le Président. M. Brouillet, en même temps, je vous salue comme ancien collègue. Je suis d'accord avec vous quand vous affirmez à la page 4, en gros, que l'obstruction du député Harper est apparue comme une bouée permettant à certains de se sortir du pétrin politique dans lequel ils s'étaient placés par l'accord du lac Meech. C'est dit de façon un peu crue, je dirais, mais je pense qu'il y avait quand même un consensus dans le Canada anglais à l'effet que l'accord du lac Meech était, en quelque sorte, une imposition de la part des Québécois, d'un projet de société auquel ils adhéraient difficilement. En tout cas, ils n'étaient pas prêts à donner les concessions qu'il y avait dans cet accord. Je pense que ça explique beaucoup les hésitations qu'on a connues là-dessus. Mais, j'ai suivi et j'ai lu votre mémoire sur le plan de la réalité constitutionnelle actuelle. Je pense que c'est sûr qu'on ne peut pas, à mon sens, transformer le fédéralisme dans... avec les clauses de modifications qu'il y a, d'amendements qu'il y a. Donc, on est ramené au plan international, à se mettre sous la coupe des lois internationales, dans le processus d'accession à la souveraineté. Qu'est-ce qui vous fait dire qu'un coup que nous serons dans... sous la coupe des lois internationales, nous aurons un plus grand pouvoir de négociation? Puis est-ce que c'est souhaitable que ces négociations aillent vite, ou qu'on se commette rapidement? Et est-ce qu'il s'agit de négociations de type exclusif avec le Canada?

M. Brouillet: Bien, écoutez là, je pense que c'est évident que, dans un premier temps, ça va être juste avec le Canada qu'il va falloir négocier, le plus rapidement possible. Il y a cependant certaines ententes internationales qui pourraient demander notre adhésion assez rapidement aussi. Bon, d'abord notre adhésion à ces organismes-là et puis notre adhésion, aussi, à des ententes comme le GATT. Et puis, il faudra voir aussi la question du libre-échange. C'est évident qu'il va falloir qu'on se préoccupe de ces questions-là le plus rapidement possible pour pouvoir y adhérer.

Mais d'abord et avant tout, c'est avec le Canada qu'il va falloir qu'on s'entende sur le maintien, entre autres, de l'union douanière, et sur le maintien aussi de l'union monétaire. Je pense que ça, c'est assez rapidement et de part et d'autres. Ma perception, c'est d'abord qu'il va

falloir qu'on y pense avant. L'Assemblée va voir venir le référendum, puis va probablement savoir aussi, comme nous, par les sondages, si elle a des chances de passer ou non. Il va falloir qu'il y ait des contacts, des rencontres, pour que le jour où le peuple du Québec se décide majoritairement, l'Assemblée nationale puisse décider, en même temps que le peuple s'est prononcé sur le principe de la souveraineté. Et en même temps, jusqu'à nouvel ordre, que nous maintenions une union douanière, une union monétaire. C'est une chose qui est le statu quo dans ces questions-là, et on remet à plus tard la négociation pour voir à gérer.

Je suis convaincu, moi, que le Canada anglais et les hommes d'affaires vont être tout à fait heureux de dire que, rapidement, les deux gouvernements canadiens, tout de suite, se prononcent pour le statu quo dans ces questions-là. C'est à l'avantage des deux, et ça, que voulez-vous? Ma perception donc, pour répondre à votre question, c'est évident que notre grande préoccupation, d'abord, ça va être avec le Canada anglais, dans l'immédiat.

M. Léonard: Je suis d'accord avec vous qu'il y a au moins deux éléments qui vont amener le Canada anglais à négocier rapidement. C'est d'abord le partage de la dette et la stabilisation de toutes les activités économiques, et l'autre, c'est toute la question des transports. Parce qu'on va quand même passer sur le territoire du Québec pour relier les deux parties du Canada. Ça, ça me paraît important. Bon, je reviens à une chose: Je pense que ce que vous dites dans votre rapport, c'est que finalement, il faut se construire un rapport de forces significatif, reconnu, inattaquable. Je suppose que vous faites référence au référendum. Vous ne l'avez pas dit très clairement. Pour vous, il s'agirait d'un référendum; et quand le voyez-vous? Comment le voyez-vous?

M. Brouillet: Moi, le référendum, je crois qu'il faut commencer par cela, le plus rapidement possible. Mais je dis le plus rapidement possible, il faut s'entendre. Il faut tâcher, parmi tous les membres de la Commission, d'avoir le plus grand consensus possible autour de ça. Il va falloir aussi que les partis politiques qui vont recevoir le rapport de la Commission étudient ça et se positionnent. Et c'est là qu'on verra si se dégage, auprès des hommes politiques, une grande majorité, un certain consensus pour aller de l'avant avec cette question-là. Et à ce moment-là, il ne faudra pas hésiter. Dès que c'est prêt, on y va. Mais il faut s'assurer que toutes ces choses-là soient pensées et qu'on tente le plus possible de réaliser ces consensus pour une large majorité de gens.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions des membres.

M. Beaudry.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. M. Brouillet, vous nous avez fait un portrait de la souveraineté qui est pour le moins assez optimiste à votre vue, à votre point de vue, en tout cas. Moi, ce n'est pas la première fois que des gens viennent ici avec des mémoires et nous disent: On va déclarer la souveraineté et une fois qu'on aura déclaré la souveraineté, on va laisser les barrières ouvertes, on ne sera pas pris à l'intérieur du Québec. On va garder la libre circulation des biens et des personnes. On ne s'accaparrera pas de notre partie de la dette pour l'instant. On va prendre les pouvoirs qui nous sont nécessaires, comme si le reste du Canada anglais était là à attendre, impassible, amorphe, pour dire: On vous applaudit, le Québec. Vous avez déclaré votre souveraineté, vous ne nous provoquez pas en faisant ça, puis quand ça vous tentera, vous viendrez et vous prendrez les pouvoirs sur l'éducation. Et on va encore applaudir et quand ça vous tentera encore, vous prendrez les pouvoirs sur les communications et on va encore applaudir, puis quand vous nous direz: Peut-être qu'on la veut, la dette, bien là, on va s'asseoir avec vous autres et on va négocier. Je trouve ça extraordinaire.

M. Brouillet: M. Beaudry, tout d'abord, c'est tout à fait une fausse perspective. Votre question se situe dans une fausse perspective. Quand un peuple a le droit à l'autodétermination, il se décide majoritairement. Il ne va pas demander le transfert de l'éducation, il ne va pas demander le transfert de ci puis de ça.

M. Beaudry: Il va les prendre.

M. Brouillet: Il a tout transféré au niveau des pouvoirs et des compétences.

M. Beaudry: Puis après ça, il va négocier avec qui, M. Brouillet?

M. Brouillet: Maintenant... S'il vous plaît. Une minute, s'il vous plaît. La façon, maintenant, dans un moyen terme, d'assurer le transfert de l'exercice des compétences... là, on négocie. Mais on ne négocie pas le transfert des compétences, mon cher monsieur. On...

M. Beaudry: Mais vous négociez avec qui à ce moment-là? Puis, pour négocier la façon de le faire, comme vous dites, pour négocier, il faut que l'autre partie soit en attente de votre bonne volonté à vous parce que vous, vous avez décidé de négocier rien qu'au mois de décembre 1990 ou 1991, parce que ça ne fait pas votre affaire avant de négocier tel pouvoir que vous voulez exercer.

M. Brouillet: D'où ça vient, cette histoire-

là, qu'on vous fait attendre?

M. Beaudry: Ça vient de vous, monsieur. C'est la façon dont vous avez fait votre souveraineté parce que vous, vous ne les voulez pas tous, demain matin, les pouvoirs. C'est la réponse que vous avez donnée à Louise Bégin.

M. Brouillet: Ce n'est pas pour ça. Vous mêlez deux questions, monsieur.

M. Beaudry: Je ne mêle rien, moi. J'essaie de voir le côté pratique de votre souveraineté à vous.

M. Brouillet: Non, non. Mais il y a des distinctions fondamentales qu'un esprit est capable de faire entre la décision...

M. Beaudry: Oui.

M. Brouillet:...de transférer la totalité des pouvoirs et le moment où on décide de les exercer pleinement.

M. Beaudry: C'est qui, ça, on?

M. Brouillet: Comprenez-vous la différence?

M. Beaudry: C'est qui, ça, on décide de transférer?

M. Brouillet: Le peuple du Québec décide.

M. Beaudry: Et les autres, les Anglais, eux autres, pendant ce temps-là, ils vous attendent?

M. Brouillet: Ils n'ont rien à dire.
(19 h 30)

M. Beaudry: Ah bon! Bien, dans ce cas-là, quand vous allez venir pour négocier, est-ce qu'ils vont être là à ne pas répondre?

M. Brouillet: M. Beaudry...

Le Président (M. Michel Bélanger): Juste un petit instant. Vous essayez de parler un après l'autre, si possible.

M. Brouillet: Non, écoutez...

M. Beaudry: Merci, M. le Président.

M. Brouillet: Non, M. Beaudry, ce sont des questions élémentaires. Écoutez un peu, là.

M. Beaudry: Écoutez. Moi, je ne veux pas passer pour un "tata", là. Je pense que ce n'est pas tout à fait élémentaire pour les Québécois, ça, là.

M. Brouillet: Non, non, non. Écoutez un peu, là. La décision de la souveraineté, c'est...

M. Beaudry: La décision de la souveraineté, j'en conviens avec vous, si t'es...

M. Brouillet: ...le peuple du Québec.

M. Beaudry: Oui. Ça, ça va, ça.

M. Brouillet: Bon, ça va. Ne mêlez pas les deux.

M. Beaudry: Mais la négociation, ça se fait à deux.

M. Brouillet: La négociation sur les modalités de transfert de l'exercice des pouvoirs.

M. Beaudry: Ça se fait à deux.

M. Brouillet: Oui, ça se fait à deux.

M. Beaudry: Donc, l'autre partie, qui est le Canada, là, il va falloir qu'elle s'assoie à table. Ils ne sont pas obligés de vous attendre pour savoir si ça vous tente de négocier le mardi matin, vous. Comprenez-vous? C'est là, votre problème. Puis c'est à ça qu'on n'a jamais répondu à venir jusqu'à présent.

M. Brouillet: Mais le problème, c'est le vôtre, mon cher monsieur. Puis, qui est-ce qui vous dit...

M. Beaudry: Ce n'est pas mon problème encore.

M. Brouillet: ...qu'on va retarder...

M. Beaudry: Ça va peut-être le devenir mais ça ne l'est pas encore jusqu'à aujourd'hui, là.

M. Brouillet: Mais c'est votre problème, mon cher monsieur.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Beaudry est plein d'espoir mais ce n'est pas encore rendu son problème.

M. Beaudry: Non.

M. Brouillet: Mon cher M. Beaudry, quand le Canada anglophone va venir nous dire comment... C'est ça qu'on dit, qu'il va venir nous demander de négocier. Et vous, vous nous dites que vous allez refuser de négocier alors qu'ils veulent négocier. Mais c'est illogique, votre position.

M. Beaudry: Ça, c'est ça que vous, vous dites. Que le Canada va venir à genoux...

M. Brouillet: Non, non, mais c'est ça que vous me dites.

M. Beaudry: ...pour venir négocier avec le Québec.

M. Brouillet: Bien, c'est vous qui me dites ça.

M. Beaudry: Mais si c'était le contraire, M. Brouillet.

M. Brouillet: C'est vous qui me dites ça. Alors, vous allez refuser de négocier alors qu'eux autres veulent négocier? Vous allez reporter ça?

M. Beaudry: Non. Moi, je sais que vous allez vouloir négocier mais le Canada, là, il ne vous attendra pas indéfiniment. Comprenez-vous?

M. Brouillet: Ah! une autre question.

M. Beaudry: J'ai une deuxième question à vous poser.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Beaudry: Là, on s'est "argumentés" un petit peu... La deuxième question, c'est que votre rapport, il est contradictoire.

M. Brouillet: Ah! Allez.

M. Beaudry: À la dernière page, vous nous dites, là: "Décidons-nous d'abord pour la souveraineté, négocions d'égal à égal, nous deviendrons... Tout deviendra alors possible." Alors, vous présumez, là, que vous allez être capable de négocier avec le Canada, le gouvernement fédéral. Je comprends bien votre affaire. Attends... Ma question n'est pas arrivée encore, là. Une minute. Je comprends votre affaire. À la page 2, par contre, vous nous dites, là: "D'ailleurs, voudraient-ils le faire qu'ils ne le pourraient pas." Parlant de M. Mulroney, M. Peterson... Là, vous nous dites, en principe, là, que si le gouvernement fédéral actuel, avec M. Mulroney – et peut-être même les autres provinces – mais M. Mulroney en particulier, celui qui va être votre interlocuteur, tantôt, là. Si le gouvernement, là, voulait négocier avec le Québec, aujourd'hui, certains pouvoirs, certaines modifications, il ne pourrait pas le faire parce que la Constitution ne lui permet pas.

M. Brouillet: Le peuple du Québec ne s'est pas encore prononcé pour la souveraineté. Allez jusqu'au bout.

M. Beaudry: O.K. Elle ne lui permet pas. Comment allez-vous lui demander, une fois qu'on est séparés, de retrouver ces pouvoirs-là... dans les airs... je ne sais pas où, là... pour lui permettre, à ce moment-là, de négocier de un à un?

Le Président (M. Michel Bélanger): M.

Beaudry, ce serait le dernier échange, là. C'est la question, ensuite la réponse et on a fini.

M. Beaudry: Oui, oui. C'est mon dernier échange. Hier, on a demandé à un professeur en droit constitutionnel cette même question-là et il n'a pas été capable de répondre.

M. Brouillet: Ah!

M. Beaudry: Et vous, vous êtes un professeur en philosophie, peut-être qu'on va avoir plus de chance.

M. Brouillet: M. Beaudry, justement. Il n'y a pas de contradiction, si vous lisez le texte. C'est justement le fond de ma démonstration. Parce que M. Mulroney ne peut pas négocier bilatéralement avec le gouvernement du Québec, actuellement, à cause de la formule d'amendement. C'est pour ça qu'on a besoin de la souveraineté. Si on veut...

M. Beaudry: C'est encore le statut de M. Mulroney, ça.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Beaudry, je m'excuse mais le temps est vraiment épuisé.

M. Brouillet: Non, non. Écoutez. Pour terminer... M. Beaudry... Le Canada...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Brouillet, je m'excuse également pour vous mais le temps est aussi épuisé pour les deux. C'est quand même une présentation fort intéressante qui a sûrement réveillé notre soirée. Et tant mieux! Ça va nous permettre de rester aux aguets jusqu'à la fin du jour. Je vous remercie, M. Brouillet, et ceux qui l'ont préparé avec vous, de cette présentation d'un groupe d'étudiants et de professeurs de philosophie.

M. Brouillet: C'est déjà terminé, M. le Président? C'est terminé déjà?

Le Président (M. Michel Bélanger): Bien, essayez de terminer ça dans une phrase rapide. Allez-y pour la terminaison.

M. Brouillet: Pour la terminaison, ça va être très simple. C'est que M. Mulroney, avec le Canada, a signé la Charte des Nations Unies où est reconnu le principe des peuples à l'autodétermination. Et, si le peuple exerce ce principe à l'autodétermination en voulant être souverain, M. Mulroney est lié par la signature du Canada et il devra respecter cela. Ce qu'il restera à négocier, ce n'est pas la décision d'accorder des pouvoirs au Québec. On aura à négocier les modalités de transfert. Pour que ça se fasse dans la douceur, on pourra mettre des échéances et, si après un

certain temps ça niaise trop, le Québec pourra dire: À compter de l'an prochain, c'est nous qui administrons les allocations familiales; à compter de l'an prochain, les impôts seront payés à Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je pense que c'est l'occasion rêvée de finir, M. Brouillet. Merci, M. Brouillet.

M. Brouillet: Messieurs. Et on peut encore discuter dans le corridor. Il y a tellement d'autres questions intéressantes dans ce débat.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous recevons maintenant le professeur Daniel Turp, qui est un des experts qui ont répondu à notre invitation et dont vous avez reçu le mémoire. Il s'agit, comme pour les autres experts invités, d'une présentation d'une heure. L'expert a dix minutes pour dire l'essentiel de ce qu'il va dire plus tard en réponse aux questions. M. Turp, la parole est à vous.

M. Daniel Turp

M. Turp (Daniel): Merci, M. le Président. Mmes et MM. les commissaires, c'est pour servir le peuple québécois et votre Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, sur laquelle ce peuple, à mon avis, fait reposer aujourd'hui beaucoup d'espoir, que j'ai accepté votre invitation. Je m'enorgueillis de pouvoir faire une modeste contribution à votre réflexion et vous suis ainsi reconnaissant d'avoir bien voulu solliciter ma participation à vos travaux.

L'expertise – vous m'invitez, si j'ai bien compris, comme expert – tout aussi objective puisse-t-elle être, doit amener à des constats. Et en répondant à la première question que vous adressez aux experts, je suis arrivé à un constat qui conditionne toute la démarche scientifique à laquelle vous m'aviez convié et qui m'amène à vous présenter, ce soir, des propositions concrètes, des projets de textes juridiques pour préparer l'avenir politique et constitutionnel du Québec, pour appuyer, pour influencer – le voudrait cet expert – votre réflexion.

Ce constat, il est important. Dans l'état actuel de la Fédération canadienne et à la lumière des rapports historiques que le Québec a entretenus avec les autres membres de la Fédération et avec le gouvernement central, il ne me paraît ni réaliste ni souhaitable que vous proposiez au peuple québécois une nouvelle option fédéraliste et que vous recommandiez à l'Assemblée nationale d'autoriser une démarche constitutionnelle destinée à renouveler les termes de l'adhésion du Québec à la Fédération canadienne.

Il n'est pas réaliste de croire au succès

d'une telle démarche, à la lumière des négociations constitutionnelles passées et récentes et en raison de l'impossibilité de convaincre, hier comme demain, les autres partenaires de la Fédération de conférer un statut particulier au Québec, pourtant si essentiel au maintien et à la consolidation de l'identité québécoise. Cette démarche n'est pas non plus souhaitable, à mon avis, car le Québec prendrait à nouveau le risque de voir ses propositions rejetées par les autres gouvernements du Canada, ce qui contribuerait à prolonger l'incertitude au plan économique, social et culturel. Et si, d'aventure, l'option fédéraliste devait néanmoins être privilégiée par votre Commission, par sa majorité à tout le moins, une telle option doit, à mon avis, être soumise à l'assentiment du peuple québécois. Car ce n'est pas seulement dans l'hypothèse de la souveraineté que le peuple devrait être consulté, mais aussi dans le cas où des changements d'importance fondamentale sont proposés à son statut politique et constitutionnel.

Mais le statut politique et constitutionnel, l'option maintenant la plus souhaitable, à la lumière du constat de l'impasse dans laquelle l'option fédéraliste mène le Québec, s'avère désormais, à mon avis, l'option souverainiste. Une option dont il est réaliste de croire qu'elle peut être mise en œuvre de façon progressive et pacifique avec le Canada. L'option souverainiste n'a jamais eu, dans l'histoire du Canada et du Québec, un caractère aussi éminemment souhaitable du fait de la légalité, tant au plan du droit constitutionnel qu'au plan du droit international, de la démarche souverainiste, mais aussi et surtout de sa légitimité. Cette légitimité résulte du refus par le Canada d'exécuter de bonne foi les engagements pris à l'égard du peuple québécois depuis le référendum du 20 mai 1980, mais aussi de l'appui maintenant incontestable du peuple québécois à l'option souverainiste.

C'est d'ailleurs cette légitimité qui, à mon avis, ne peut que conduire le Canada à prendre acte de la volonté du peuple québécois d'accéder à la souveraineté et à s'engager, lui, le Canada, de façon réaliste, dans la voie de la négociation. Un tel acquiescement ne sera pas facile, il faut en convenir, mais sera perçu comme une solution qui s'imposait depuis longtemps, mais dont le Canada et peut-être même davantage le Québec, ont repoussé l'échéance jusqu'à ce qu'ils épuisent tous les recours internes, le 23 juin dernier, lorsque l'accord du lac Meech mourait au feuillet constitutionnel. Et la voie de la négociation s'imposera d'autant pour le Canada, du fait de l'intérêt que représentera pour lui le maintien de cette union économique canadienne, mais aussi en raison des pressions économiques qui ne manqueront pas de s'exercer, comme vous le rappelait d'ailleurs l'économiste Pierre Fortin, pressions qui s'exerceront de la part des milieux financiers nationaux et internationaux, mais également les pressions politiques des membres

de cette communauté internationale qui auront constaté la légitimité de la démarche d'accession à la souveraineté du Québec.

MM. les présidents, Mmes et MM. les commissaires, si l'option souverainiste me paraît donc être celle que votre Commission doit recommander à l'Assemblée nationale du Québec, il m'apparaît important que la Commission présente à l'Assemblée des propositions concrètes et qu'elle offre même un échéancier de mise en œuvre de ces propositions. Parmi les propositions qui me paraissent opportunes, je crois qu'il est essentiel que la Commission recommande que le peuple Québécois soit consulté par référendum sur son avenir politique et constitutionnel et que votre Commission même, formule, dans cette perspective et à l'intention de l'Assemblée, un projet de questions référendaires.

J'ai, dans l'annexe 1 de mon exposé-réponse, préparé un tel projet de questions référendaires qui a l'avantage de la clarté. Certains pourront peut-être en convenir, comme en fait foi son libellé. Êtes-vous favorable à l'accession du Québec à la souveraineté internationale? Il m'est également apparu utile de formuler en termes clairs et brefs un projet de déclaration de souveraineté que l'Assemblée nationale serait invitée à adopter immédiatement après le dépouillement des résultats du référendum, si ceux-ci révélaient qu'une majorité simple des Québécois, appuyait l'accession du Québec à la souveraineté internationale.

Dans l'annexe 2 de mon mémoire, vous trouverez ce projet qui constituerait, en définitive, l'acte de naissance de l'État souverain québécois. J'ai aussi préparé, à votre intention, un projet de traité, instituant une union économique canado-québécoise et sur la base de laquelle le gouvernement du Québec pourrait, dans une générosité qui lui est particulière, entreprendre une négociation destinée à conclure un traité visant à maintenir l'espace économique canado-québécois. Et dans ce trop ambitieux exercice de rédaction, je me suis inspiré de textes de traités instituant des unions ou des communautés économiques. J'ai pu lire, j'ai examiné de façon très attentive, les traités créant l'union économique belgo-luxembourgeoise, celle créant l'union économique Benelux, l'Association européenne de libre-échange, ainsi que le traité instituant la Communauté économique européenne, et j'ai pu, dans une certaine mesure, le projet d'union économique et monétaire européenne en cours d'élaboration.

(19 h 45)

J'ai cherché dans ce projet de traité, qui demeure inachevé, j'en conviens, mais qui constitue, à mon avis, un point de départ utile à consacrer les règles essentielles devant régir les rapports économiques qu'entreprendraient le Canada et le Québec souverain et des politiques communes et coordonnées qu'ils pourraient élaborer. Je pourrai vous entretenir davantage,

pendant la période de questions et de discussions, de ces règles ainsi que du dispositif institutionnel, des équilibres institutionnels, que j'ai cherché à créer entre une conférence de parlementaires, une commission des ministres, un secrétariat, une banque, une banque de l'union et une cour d'arbitrage.

J'ai enfin proposé un projet d'échéancier de mise en oeuvre de ces diverses propositions et d'adoption de ces textes juridiques qui aurait, à mon humble avis, le mérite de répondre aux attentes du peuple québécois et de permettre à celui-ci d'engager une négociation avec les représentants de l'État canadien dans les meilleurs délais. L'annexe 4 de mon exposé-réponse contient des propositions très précises que je tiens, ici, à rappeler très publiquement. Ainsi, le dépôt de votre rapport, le 28 mars 1991, devrait être suivi, à mon avis, des actes suivants: Entre le 1er et le 30 avril 1991, un débat à l'Assemblée nationale sur le rapport de votre Commission et sur la question référendaire, à l'Assemblée nationale du Québec; le 1er mai 1991, approbation de la question référendaire par l'Assemblée nationale du Québec; le 20 mai 1991, émission des brefs de référendum; le 24 juin 1991, référendum et déclaration de souveraineté par l'Assemblée nationale, convoquée en séance extraordinaire; du 25 juin 1991 au 30 juin 1992, négociation des accords de succession et d'un traité instituant une union économique canado-québécoise; et, 1er juillet 1992, entrée en vigueur du traité instituant l'union économique canado-québécoise. Des dates qui vous rappelleront des repères historiques que l'on n'oublierait pas avec l'accession à la souveraineté du Québec.

Loin de croire qu'il s'agit là d'une démarche précipitée, je crois, je suis d'avis, que les travaux de votre Commission et l'intérêt, d'ailleurs, que manifeste le peuple québécois à leur égard, auront préparé plus que convenablement celui-ci pour un référendum en une date qui ferait à nouveau l'histoire: le 24 juin 1991...

Le Président (M. Michel Bélanger): Si vous permettez, peut-être pour qu'on puisse aller plus loin dans les questions, vous pourriez conclure brièvement.

M. Turp: Je ferais cela volontiers, M. le Président. Je suggérerais que le peuple québécois vous exhorte, vous, Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, à écarter une naïve proposition de réformer le fédéralisme et qu'il vous invite plutôt à opter pour une ferme revendication de la souveraineté. La ferme revendication d'une souveraineté généreuse, celle qui animera un peuple et l'État qu'il se sera donné et qui lui permettra de répondre aux besoins économiques, sociaux et culturels de l'ensemble de la population du Québec, des enfants, des femmes et des hommes qui la composent. Une souveraineté qui s'exprimera par

une garantie plus accentuée encore des droits des personnes appartenant à la communauté d'expression anglaise, et des communautés culturelles qui enrichissent et construisent aussi le Québec. Une souveraineté qui permettra au peuple québécois de réécrire l'histoire avec les nations autochtones et de procéder à la reconnaissance de leurs droits collectifs, de conférer à celles-ci, à ces nations autochtones, le statut particulier si nécessaire pour le maintien de leur identité autochtone. Une souveraineté qui traduira aussi le...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Turp, je dois vous interrompre. Nous n'aurons vraiment pas le temps de passer toutes les questions. Nous avons déjà pris plus que 50 % de plus de temps que prévu pour la présentation. Je vous rappelle que les membres de la Commission ont lu votre mémoire. Je commence donc les questions avec une représentante du parti représentant l'Opposition officielle, Mme Harel.

Mme Harel: Je vous remercie, M. le Président. Mais je m'étonne de cet ordre. Est-il nouveau?

Le Président (M. Michel Bélanger): Ah, je vais vérifier.

Mme Harel: Si tant est que vous me le confirmiez, ça me ferait plaisir.

Le Président (M. Michel Bélanger): Laissez-nous vérifier. Confirmé par le secrétariat, madame.

Mme Harel: Merci. M. Turp, vous nous dites qu'il faut une consultation de toute façon, que ce soit sur la réforme du fédéralisme ou que cela soit sur la souveraineté. Ai-je bien compris votre mémoire?

M. Turp: Vous avez très bien compris mon mémoire.

Mme Harel: Et donc, vous nous dites que le droit à l'autodétermination ne doit pas s'exercer simplement sur la souveraineté. Le droit à l'autodétermination doit constamment être utilisé pour que les Québécois puissent choisir. Vous nous proposez une question. Cette question, nous la retrouvons à l'annexe 1: "Êtes-vous favorable à l'accession du Québec à la souveraineté internationale?".

Je vous pose deux questions. Est-ce qu'il serait opportun que, dans la question, il y ait à la fois l'option de la réforme du fédéralisme et de la souveraineté? Est-ce possible, selon vous, qu'une telle question soit ainsi formulée? De un. De deux. Vous dites qu'il faut – et c'est peut-être ça l'essentiel de votre mémoire – une consultation claire avant de négocier. Quoi qu'il

en soit, vous dites qu'il faut se déclarer souverain avant d'entamer la négociation et vous le dites en insistant beaucoup sur la nécessité de se déclarer souverain avant d'entamer des négociations sur l'association, parce que vous nous dites que c'est indispensable de pouvoir se prévaloir des règles de droit international et ne plus être dans le carcan constitutionnel de la formule d'amendement. J'aimerais vous entendre là-dessus. Et, la dernière chose, si le Canada refuse, boude et ne veut pas négocier, en vertu de la convention de Vienne, qu'est-ce qui se passe à l'égard de la part des actifs et du passif d'un Québec devenu souverain?

M. Turp: Je dirais, sur le droit à l'autodétermination, Mme la commissaire, d'abord, qu'un auteur a dit qu'il s'agissait d'un plébiscite de tous les jours. Exercer son droit à l'autodétermination, c'est de se plébisciter comme individu, comme peuple tous les jours. Et on peut le faire de différentes façons, et je pense qu'il faut qu'il soit très clairement établi que le droit à l'autodétermination reconnu par cette charte des Nations Unies, par des traités, permet au peuple de décider du statut politique quel qu'il soit, que ce soit maintenir le lien fédéral, accéder à la souveraineté, s'annexer même à un autre État, et je pense que ça, il faut que ce soit clair.

Il ne faut pas que les souverainistes croient que la seule façon d'exercer l'autodétermination, c'est d'accéder à la souveraineté. Et dans ces conditions, il est concevable qu'une question référendaire puisse contenir plusieurs volets, un volet où l'option fédéraliste serait proposée et une option souverainiste. Mais je mets en garde ceux qui voudraient proposer une telle formule puisqu'il faudrait, à tout le moins, définir de façon assez précise non pas l'option souverainiste, mais l'option fédéraliste qu'on va devoir mettre devant le peuple québécois. Parce que demander tout simplement au peuple québécois de dire oui au fédéralisme, ce n'est pas lui indiquer quelle sorte de fédéralisme le Québec veut négocier, renégocier avec le Canada. Alors, à mon avis, c'est un piège qu'il y aurait lieu d'éviter. Et je pense que c'est un piège qu'il y a lieu d'éviter parce qu'il faut que ce référendum, beaucoup vous l'ont dit, soit un instrument qui consolide le rapport de force que le Québec a maintenant avec le reste du Canada.

À mon avis, le Québec a maintenant le rapport de force le plus favorable qu'il n'a jamais eu avec le Canada. Et un référendum favorable à une option — et je maintiens que c'est une option souverainiste à laquelle devrait être convié le Québécois, ou qu'il devrait être convié à choisir — consolidera ce rapport de force et permettra au Québec de négocier une union économique qui va maintenir l'essentiel de ce que même M. Chrétien est venu vous proposer hier, une union économique canadienne, un espace commun canadien.

Sur la succession d'État, c'était votre troisième question, je dirai ceci: Cette convention de Vienne sur la succession d'État en matière de biens archives et de dettes d'État prévoit un régime particulier pour les biens, et un régime pour les dettes. Pour les biens, tous les biens immeubles qui vont être sur ce territoire québécois au moment de l'accession du Québec à la souveraineté appartiendront au Québec. Tous les biens meubles qui s'y trouvent appartiendront au Québec. Les biens meubles dans le territoire canadien, appartiendront dans une proportion équitable au Québec, puisque le Québec a investi dans la construction de certains édifices fédéraux à l'extérieur du Canada, et puisqu'il ne peut pas vraiment se les approprier, on ne peut pas déménager ces bureaux de poste d'Alberta et d'ailleurs, il a le droit, selon le droit international, à une proportion équitable des biens meubles qui s'y trouvent. Et ce qui est assez intéressant, M. Chrétien ne vous l'a pas dit hier, c'est que cette succession se fait sans compensation. Cela appartient au Québec.

Pour ce qui est des dettes, le droit international de cette succession d'État prévoit que le Québec devrait assumer une proportion équitable de la dette générale du Canada. Et certains critères ont été élaborés par la doctrine. On pourrait tenir compte de la population, du territoire, des contributions fiscales, des revenus nationaux, du produit national brut, évaluer les actifs, les propriétés foncières, et la Commission du droit international l'a dit: "La capacité de payer de l'État successeur, la capacité du Québec d'assumer une partie de ses dettes." Et ces critères ne sont pas exclusifs. Ils devront être étudiés, analysés, appliqués non pas par des juristes, par des actuaire. Je crois que le Québec a quand même quelques bons actuaire pour le représenter à ces négociations.

Mme Harel: Il faut donc comprendre que, sans consultation, on ne puisse même pas prendre pour acquis que les Québécois veulent rester dans le système fédéral actuel.

M. Turp: Non. À mon avis, j'ai voulu le souligner dans la présentation mais c'est plus explicite encore dans le mémoire, je crois qu'il est essentiel que le peuple québécois ait l'occasion de dire oui au fédéralisme et aussi de dire non. Le peuple québécois n'a jamais été consulté sur son appartenance à l'État canadien. Il y a bien eu, en 1867, un vote à cette Assemblée nationale, l'Assemblée législative, mais le peuple ne s'est jamais prononcé. Je pense que l'histoire, surtout les échecs des négociations des dernières années, veut qu'un référendum porte, ou puisse porter, sur le fédéralisme pour donner aux Québécois le choix de dire oui ou non au fédéralisme. Mais je pense que ce n'est pas la bonne formule. Il faut que les Québécois ne se voient pas donner l'éternel dernière chance au fédéra-

lisme. Je pense que les Québécois doivent se voir donner la possibilité de donner une première vraie chance à la souveraineté.

Mme Harel: Mais, pour viser la souveraineté, doit-on s'autoriser du droit à l'autodétermination d'abord ou surtout du droit à la sécession?

M. Turp: Le droit à l'autodétermination est un terme générique qui permet de faire sécession, de s'annexer, de se fédéraliser.

Mme Harel: Pas nécessairement.

M. Turp: Pas nécessairement.

Mme Harel: Je dois comprendre que le droit à l'autodétermination, comme l'invoque, par exemple, les nations autochtones, ne signifie pas pour autant l'indépendance étatique. C'est ça?

M. Turp: Non. Pas si les nations autochtones expriment leur droit à l'autodétermination sous la forme d'une revendication d'autonomie à l'intérieur du Québec. Mais ils peuvent aussi, ils pourraient vouloir... Peut-être parce qu'ils se trouveront dans les mêmes situations que le Québec, ils auront épuisé leurs recours internes dans leurs négociations avec le Québec. Peut-être que lorsqu'ils auront épuisé leurs recours internes, ils demanderont, eux aussi, l'indépendance et la souveraineté dans l'exercice de leur droit à l'autodétermination.
(20 heures)

Mme Harel: Et si le Canada refuse de négocier la dette et, évidemment, le partage des actifs et des passifs, si le Canada refusait de négocier la dette, demandent souvent, fréquemment certains membres de cette Commission, que se passerait-il selon vous en droit international?

M. Turp: Ses créanciers vont être très inquiets. Ses créanciers vont être très inquiets parce que la dette du Canada, c'est la dette du Canada. Ce n'est pas la dette du Québec.

Une voix: Ah! C'est ça!

M. Turp: Ils vont être très inquiets. Je peux vous dire, et c'est la raison pour laquelle je suggère – c'est des hypothèses, des postulats que certains membres de cette Commission n'apprécient guère. Mais on vit. Et le discours qui est tenu ici par les membres de la Commission, ceux qui se présentent devant vous, est un discours de conjectures, d'hypothèses. Mais ceux qui ne veulent pas le changement font les hypothèses les plus noires. Ceux qui veulent le changement sont optimistes...

Une voix: Font les hypocrites, Ha, ha, ha!

M. Turp: ...croient à la bonne foi du Canada. Parce que je vous dirai que le Canada, après l'accession à la souveraineté du Québec, a l'obligation – mon prédécesseur vous l'a dit – en vertu du droit international, de négocier avec le Québec les questions relatives à la succession d'État. Il a l'obligation.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci termine ce bloc de questions. Nous passons maintenant aux questions des membres. M. Ouellet, suivi de M. Nicolet et de M. Poissant.

M. Ouellet: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je rappelle aux membres, bien sûr, que s'il est possible de faire court, bref et précis, nous y gagnerons tous.

M. Ouellet: M. Turp, il me fait plaisir de vous revoir.

M. Turp: Moi de même.

M. Ouellet: Je regrette que cette séance de travail ne soit pas à Montréal, peut-être que vous seriez venu aussi avec vos étudiants et étudiantes qui...

M. Turp: Ils me regardent.

M. Ouellet: Je l'espère.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Turp: Elles me regardent. J'apprécie beaucoup l'occasion que vous me donnez de venir à Québec.

M. Ouellet: Bien. Je veux vous remercier pour avoir répondu aux questions qui vous ont été soumises à titre d'expert. Vous avez fait cet exercice très rigoureux, vous avez répondu d'une façon précise aux questions qui étaient posées. Mais je constate qu'en répondant aux questions, vous avez retenu une hypothèse. C'est-à-dire que lorsqu'on vous demande, à la question deux: "Quels sont les domaines où le Québec pourrait et devrait jouir de la pleine compétence et ensuite d'une compétence concurrente ou partagée?" Cette question s'adressait aussi bien dans le contexte d'un Québec souverain que dans le contexte d'un Québec à l'intérieur du Canada. Or, vous avez répondu, je pense, exclusivement dans le contexte d'un Québec souverain.

M. Turp: C'est vrai.

M. Ouellet: Pourquoi?

M. Turp: Parce que la première question, votre première question, la question de la

Commission, je trouve qu'elle était très bien formulée. En fait, c'était une question très ingénieuse mais il fallait, il faut – même pour un scientifique, même pour un expert – faire un constat après avoir parlé des principaux problèmes auxquels est confronté le Québec en ce qui concerne son statut politique et constitutionnel. Et vous avez vu, j'ai proposé dans ce mémoire... J'ai quand même fait l'effort de parler de l'option fédéraliste, de l'option souverainiste, des modalités et difficultés de mise en oeuvre de l'une et l'autre des options. Mais cette question, à mon avis, devait donner lieu à un constat qui conditionnait toute la démarche ultérieure qu'un expert devait faire. Et je pense que l'expert doit un jour prendre position.

M. Ouellet: Je comprends que l'expert peut prendre position mais je présume que c'est à cette Commission-ci à tirer des conclusions. Je vous félicite d'avoir, justement, en réponse à la première question, parlé de deux options, l'option fédéraliste et l'option souverainiste. Et j'aurais aimé... Évidemment, je comprends que vous ayez préféré étayer la thèse que vous préférez mais je trouve que le travail est un peu incomplet puisque vous n'avez pas répondu à la question qui, à mon avis, est tout à fait légitime: "Quels sont les domaines où le Québec devrait jouir d'une plus grande compétence, même dans le cadre canadien?" C'est une question qui est tout à fait plausible. Vous n'y avez pas répondu. Donc, il faudra s'en remettre à d'autres experts que vous pour discuter de cette question, parce que...

M. Turp: Vous les avez choisis dans une proportion équitable, j'imagine.

M. Ouellet: Je le souhaite.

M. Turp: Écoutez, est-ce que c'est l'option que je préfère? Je vous dirai que comme Québécois d'une jeune génération, c'est l'option que je préfère, mais je me place dans une situation d'expert qui a été amené à répondre à une question qui appelait, à mon avis, un constat. Et la solution que je vous propose n'est pas nécessairement celle de l'homme, de ce Québécois qui est favorable à l'indépendance. C'est de cet expert qui constate l'impasse, mais l'impasse totale du fédéralisme et qui dit: Bien, l'avenir politique et constitutionnel du Québec doit passer par la souveraineté. Et je vous dirais, moi qui avais un tant soit peu confiance et qui a encore confiance au peuple québécois qui, en 1980, avait rejeté l'option souverainiste – on peut le dire, on peut, je pense, l'affirmer – et qui avait pris une décision qui était raisonnée. Très personnellement, je dis: Le peuple québécois a décidé, a vraiment pris une décision. Il a été favorable au maintien du lien fédéral, travaillons à négocier un lien fédéral meilleur pour le Québec. Et je suis redevenu fédéraliste, dans une certaine mesure, à

cause du peuple québécois, à cause de cet acte d'autodétermination où il avait décidé, lui, de faire le fédéralisme, de donner une autre chance au fédéralisme.

M. Ouellet: Mais là, vous me parlez de vos états d'âme.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je regrette, mais le temps est maintenant écoulé. Ou bien vous terminez la réponse, mais on ne commence pas une nouvelle question.

M. Ouellet: Bon d'accord, mais M. Bélanger...

M. Turp: Maintenant, le peuple québécois... à mon avis, M. Ouellet, le peuple québécois...

M. Ouellet: Ce n'est plus un expert qui parle.

M. Turp: ...a été placé devant une autre situation où le fédéralisme canadien n'a pas répondu adéquatement aux promesses qu'il a faites au Québec au référendum de 1980...

M. Ouellet: Ça, c'est une question d'opinion que d'autres peuvent ne pas partager...

M. Turp: Non, c'est une constatation d'expert.

M. Ouellet: On vous a demandé...

Le Président (M. Michel Bélanger): Je regrette, messieurs. C'est un débat extrêmement intéressant, mais malheureusement, le temps pour cette question est écoulé. Nous passons au suivant, qui est M. Nicolet, suivi de M. Poissant et de M. Béland.

M. Nicolet: Merci, M. le Président. Bonsoir, M. Turp. J'aimerais vous poser un certain nombre de petites questions ponctuelles d'ordre plutôt technique, qui m'aideront à clarifier certaines questions qui ont été soulevées récemment. La première touche toute la problématique de l'intégrité territoriale. Nous nous sommes fait dire, à Sherbrooke, que le Canada pourrait insister pour conserver un couloir le long de la frontière américaine. D'autre part, pas plus tard qu'hier, nous nous sommes fait dire que le Nord canadien était vulnérable et pourrait ne pas faire partie du territoire québécois. Avez-vous, en droit international, une réponse à toutes ces affirmations?

M. Turp: Oui. En droit international, le Québec souverain, celui qui déclare sa souveraineté, entre dans la souveraineté avec tout son territoire avant la date d'accession à la souveraineté. Et ça, c'est le territoire du Québec dans

sa totalité, sans corridor pour les autres, avec la portion du territoire qui a été concédée au Québec en 1898, en 1912. C'est clair pour le droit international. La succession d'État au territoire prévoit que l'État succède au territoire dans le territoire qui est le sien, au moment de la succession d'État. Et je pense que M. Morin vous l'a dit la semaine dernière. Il y a par-dessus tout cela la règle de l'intangibilité des frontières. Et la règle de l'intangibilité des frontières veut qu'un État nouvellement souverain ne peut pas voir ses frontières contestées par l'État prédécesseur ou les autres États de la communauté internationale.

M. Nicolet: Je vous remercie. On nous a aussi dit que le statut de confédération était essentiellement instable et que, traditionnellement, à travers le monde, les confédérations avaient tendance à devenir des fédérations ou à se désintégrer. Et je vois qu'à la page 14, en réponse à la question 8, vous énumérez un certain nombre de traités qui lient ensemble certains États, dans une perspective de développement économique. Est-ce que, d'abord, il s'agit là, dans votre définition du terme de confédération? Et, dans un deuxième temps, pouvez-vous ajouter à cette affirmation que la confédération est en soi un véhicule fragile et instable?

M. Turp: Je dirais que les véritables confédérations, on les connaît, c'est l'ancienne Confédération helvétique, la Confédération germanique, la Confédération américaine, qui sont, effectivement devenues des fédérations. Mais je vous suggérerais que de nouvelles confédérations ne sont pas nées depuis... Mais aussi que de nouvelles fédérations ne sont pas nées. Le phénomène fédéral est un phénomène qui ne paraît plus répondre aux aspirations des peuples. Et il y a un renouveau de l'idée confédérale. Les communautés européennes, la Communauté économique européenne, est, en vérité, une confédération d'États, maintenant. En droit international, elle est qualifiée souvent de confédération d'États, parce que les États ont maintenu leur souveraineté, ont mis en commun un certain nombre de ressources et de compétences et il s'agit d'une nouvelle confédération. Et on constate que la Communauté européenne n'est pas d'une instabilité toute particulière. Il y a des tensions très créatrices au sein de la communauté, mais des tensions qui sont telles que l'on ne veut pas passer au fédéralisme. Même ce qui se produit maintenant – vous êtes au courant des conférences de la fin de semaine dernière, les deux conférences intergouvernementales sur l'union politique et l'union économique et monétaire – il est clair qu'au bout du processus, ce n'est pas une fédération européenne qui naîtra du processus, mais une communauté qui sera une union confédérale où il y aura un certain nombre de compétences qui auront été

déléguées à nouveau aux organes européens.

M. Nicolet: Je vous remercie.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci finirait... Si vous y allez brièvement.

M. Nicolet: 30 secondes, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Prenez une minute parce que 30 secondes, ça dure toujours 3 minutes.

M. Nicolet: Merci, M. le Président. Très brièvement, à la page 7, vous référez spécifiquement aux relations d'un Québec souverain avec les communautés autochtones, et vous semblez préférer le biais de traité plutôt qu'une reconnaissance à l'intérieur d'une constitution québécoise. Pourriez-vous préciser pourquoi vous avez opté pour cette voie plutôt que l'autre?

M. Turp: Je ne préfère pas nécessairement la solution qui est indiquée dans le mémoire. Je pense qu'il sera important que le Québec souverain conclue un certain nombre de traités avec les nations autochtones, les 11 nations autochtones qui sont sur son territoire, mais vous savez qu'il y a des nations autochtones qui, pour elles, ont un territoire qui déborde les frontières du Québec ou du Canada même. Dans ces cas-là, on devra envisager d'avoir des traités trilatéraux avec des autochtones, puisqu'ils assument leurs compétences; ils ont même des droits, en vertu de traités existants, de circuler sur les territoires à la fois du Québec, du Canada et même des États-Unis. C'est dans cette hypothèse-là que, je pense, devrait être envisagée la conclusion de traités avec le Canada, lorsque les peuples autochtones chevaucheront sur les deux territoires.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Poissant, qui sera suivi de M. Béland et M. Beaudry.

M. Poissant: Merci, M. le Président. M. Turp, il y a un article qui est très intéressant dans votre mémoire, c'est le quatrième paragraphe de la page 9. Pour moi, c'est une nouveauté et je pense que ça vaudrait la peine que les gens de la Commission le lisent et le gardent. Je pense que c'est un genre de clause de la passerelle, si je peux m'exprimer ainsi, où vous dites bien que "Pour assurer une continuité qui favorisera le maintien du niveau de vie des Québécois – j'aime cette phrase-là – le gouvernement du Québec devra maintenir en vigueur, pendant une période transitoire, la législation fédérale concernant les matières économiques, etc." Pour moi, cette clause est très intéressante parce que c'est nouveau. C'est l'ambiguïté que nous avons toujours, cette période d'incertitude

entre le jour zéro et le jour un, deux, trois.
(20 h 15)

Toutefois, cette clause ou cette clause de la passerelle pourrait être permmissible dans les deux options possibles. Soit qu'on décide aujourd'hui d'aller à la souveraineté, ou on attend de régler. On attend le temps de la passerelle, la traversée, ou on décide quand même, aujourd'hui, que au bout de la passerelle, on aura le temps de négocier des nouveaux pouvoirs qu'on veut récupérer. Alors, je pense que c'est une clause très, très intéressante, qu'on devra garder. Toutefois, je reviens – et je suis surpris d'un de vos commentaires – je ne sais pas si c'est vrai, mais allez-vous jusqu'à recommander qu'il y ait trois sortes de monnaie?

M. Turp: Non, pas du tout!

M. Poissant: Alors qu'on a de la difficulté à savoir laquelle des deux va vivre?

M. Turp: Non, non...

M. Poissant: Mais vous dites: Il y aura une monnaie québécoise, possiblement...

M. Turp: Non, non...

M. Poissant: ...la monnaie québécoise, et... Parce que, écoutez: "L'existence d'une telle banque n'exclurait cependant pas le maintien de la Banque du Canada", donc des dollars canadiens, "et la création d'une Banque du Québec", alors qu'on vient d'avoir la banque de l'union, qu'on vient de faire. C'est un peu – comment on appelle ça – le panier du marché commun, l'ÉCU. Alors, nous voilà... Non, mais, écoutez, la page 12, troisième paragraphe.

M. Turp: Non, non, mais il faut distinguer l'existence de banques, du pouvoir d'émettre la monnaie! Dans mon projet, vous le verrez dans le projet de traité c'est assez évident, il y a une banque de l'union, qui est une banque centrale. Comme celle que se donneront, à moyen terme, les États de la communauté européenne, qui va être une banque qui va avoir le pouvoir exclusif d'émettre une monnaie: la monnaie commune du Canada et du Québec, monnaie unique pourrait-on dire, pour être plus précis. Une monnaie unique. Mais cela n'empêche pas l'existence de deux banques nationales, comme seront maintenues toutes les 12 banques européennes, les banques des 12 États de la Communauté européenne, alors qu'il y aura une banque de l'union. Non, je prétends...

M. Poissant: Je ne veux pas...

M. Turp: ...et je comprends, et je souhaite, qu'il n'y ait qu'une monnaie unique. Ce n'est pas un symbole essentiel de la souveraineté, main-

tenant, la monnaie. La preuve en est, c'est que les Européens, qui veulent maintenir leur souveraineté, sont prêts à se donner une monnaie commune, une monnaie unique.

M. Poissant: En tout cas, je prends en note les remarques que vous nous dites. Vous parlez à la page 10, et ça me surprend également quand vous dites, troisième paragraphe, troisième ligne: "Le Québec devrait d'ailleurs succéder aux traités sur les eaux limitrophes et devenir..." Si je comprends bien, l'article 24, du Traité de Vienne, prévoit quand même que les traités ne sont pas automatiquement transférés à l'État successeur.

M. Turp: Sauf les traités territoriaux.

M. Poissant: Oui.

M. Turp: Comme celui-là.

M. Poissant: Oui, celui-là l'est.

M. Turp: Automatiquement.

M. Poissant: Mais ça, est-ce que c'est un traité territorial?

M. Turp: Bien oui, c'est celui qui détermine la frontière...

M. Poissant: Alors, laissez-moi finir ma question, je sais que vous êtes l'expert. La question c'est que, quand il s'agit de traiter de matières économiques, toutefois, comme le libre-échange, il est bien clair qu'il est dit: Ces traités devront être renégociés avec les parties. Vous savez comme moi que nous avons à l'heure actuelle, en plus de ces deux traités-là que je ne connaissais pas – puis sans doute beaucoup d'autres que je ne connais pas – qu'il y a 53 traités fiscaux au Canada, avec autant de pays. C'est facile, mais ce sont tous des traités en matière économique. Et moi, j'ai eu à approcher très près dans mon droit, sur la fiscalité internationale... Ça va bien de négocier un traité, mais quand... Je pense bien que le traité avec le Bangladesh, on n'aura pas de misère; avec la Côte d'Ivoire... Quand il va s'agir de négocier avec le traité français, le traité de l'Angleterre, le traité des États-Unis, je pense qu'on va avoir... La passerelle ne sera peut-être pas assez longue, ou du moins le temps qu'on décidera. Mais il y a 53 traités à renégocier. Êtes-vous d'accord là-dessus?

M. Turp: Non. Les traités fiscaux, la pratique internationale le démontre amplement – je vous donnerai les références, j'ai fait de la recherche là-dessus – sont des traités auxquels le Québec succéderait automatiquement.

M. Poissant: Voulez-vous m'en nommer

seulement un, s'il vous plaît?

M. Turp: L'ouvrage de Mme Gruber sur la succession d'État en matière de traités, qui est un des ouvrages les plus importants sur la question de la succession d'État. Les traités fiscaux sont des traités bilatéraux...

M. Poissant: On le sait, ça...

M. Turp: ...qui ne posent pas de problème, en termes de succession d'État.

M. Poissant: Mais pourquoi cette distinction dans l'article 24? Ils disent que tous les traités de matière économique, traités avec le tiers État – donc les États-Unis dans le cas du libre-échange – ne transfèrent pas automatiquement et qu'ils devront être renégociés... Écoutez, je peux vous lire l'article. Vous l'avez devant vous, j'imagine.

M. Turp: D'accord, on va le relire ensemble, si vous voulez bien.

M. Poissant: On n'aura pas le temps, de toute manière, mais je veux dire...

M. Turp: C'est parce que le principe...

M. Poissant: Ce qui est important, c'est qu'on aura beaucoup de traités à renégocier, puis ça ne se fera pas aussi rapidement, aussi facilement, qu'on voudrait le prétendre.

M. Turp: Écoutez, moi, je suis prêt à faire pour la Commission, MM. les Présidents si vous me le permettez, je suis prêt à faire la liste de traités auxquels le Canada... le Québec succéderait. Et vous vous rendrez compte que ce n'est pas si effrayant, ce n'est pas si apeurant, le nombre de traités.

Le Président (M. Michel Bélanger): Puisque vous êtes prêt à faire cette liste, la Commission devrait se montrer la plus accueillante et vous dire qu'elle la recevra avec plaisir.

Nous passons maintenant à des questions de M. Béland, qui est suivi de M. Beaudry.

M. Béland: Alors merci, M. le Président. M. Turp, on vous a, comme expert, demandé de répondre à une question qui était d'expliquer l'impact de votre option sur le maintien et la promotion du niveau de vie des Québécois et la Québécoises advenant la souveraineté, dans votre cas. Mais vous répondez: "Selon nous, le niveau de vie des Québécois ne sera pas affecté de façon significative par l'accession à la souveraineté du Québec, et cela le sera moins encore...", et là, vous mettez deux conditions. La première, c'est que la souveraineté du Québec soit vue comme légitime par la communauté internationale,

et principalement par la France et les États-Unis. Et vous dites, ça, ça va faire beaucoup de pression sur le Canada, et à ce moment-là, ça nous amènera à faire un traité d'union avantageux parce qu'il sera conclu dans un délai raisonnable.

Il y a deux conditions qui m'apparaissent importantes et j'imagine que vous prenez pour acquis qu'elles vont se réaliser puisque vous optez pour la souveraineté. Et j'aimerais savoir sur quels faits, quelles réalités ou quelle jurisprudence vous vous basez pour prendre pour acquis que les deux conditions se réaliseront?

M. Turp: Je dirais que c'est la pratique. La pratique de la succession d'État qui permet d'être optimiste. Rares ont été rares les successions d'État qui ne se sont pas produites de façon pacifique, progressive. Et je pense que je ne connais pas d'accession à l'indépendance qui n'ait pas été suivie, très rapidement, d'accords de dévolution successorale, de déclarations unilatérales de succession à certains traités, qui étaient acceptées par l'autre partie.

En fait, je pense que c'est presque essentiel que votre Commission analyse cette pratique pour suggérer que les hypothèses, vraiment, de catastrophes, de cataclysmes, ne seront pas des hypothèses qui se réaliseront, à la lumière de l'expérience passée de l'accession à la souveraineté, mais dans des conditions beaucoup plus difficiles, beaucoup moins démocratiques, beaucoup moins légitimes que l'accession à la souveraineté du Québec. Je dirais que c'est cela qui m'a mené à croire que l'accession à la souveraineté du Québec se produirait dans des conditions normales, et des conditions qui feraient en sorte que le niveau de vie des Québécois ne serait pas menacé.

D'ailleurs, je suis un des je ne sais combien, 53 % des Québécois qui croient qu'il n'y aura pas un changement significatif du niveau de vie des Québécois après l'accession à la souveraineté.

M. Béland: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Beaudry.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. Une remarque en commençant, M. Turp. D'abord, je suis très impressionné par votre curriculum vitae. Je ne m'attaquerai pas à vous en droit international, soyez sans craintes.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Turp: Merci, c'est gentil.

M. Beaudry: Je vais vous dire également que je suis resté tantôt sur mon appétit. Quand vous avez dit que les fédéralistes faisaient les hypo-

thèses les plus noires, vous vous êtes retenu pour ne pas dire que les souverainistes faisaient les hypothèses les plus roses. On a senti que vous vous reteniez. Alors on va rester dans la zone grise.

M. Turp: Non, je pense que les souverainistes sont de plus en plus réalistes.

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est à M. Beaudry.

M. Beaudry: Oui, disons qu'on va rester dans la zone grise.

M. Turp: Pas trop longtemps.

M. Beaudry: Moi, pour revenir un petit peu dans le sens de M. Béland, le niveau de vie, je comprends que vous ne vous en inquiétiez pas trop. C'est ce que vous dites à la page 9 de votre mémoire, vous dites: "En autant que c'est fait dans un délai raisonnable". Je vous reporte au mémoire que vous avez présenté à Montréal avec un certain nombre de personnes, et dans lequel vous vous référiez particulièrement aux conventions de Vienne de 1978 et 1983. Et vous vous basiez là-dessus pour dire que, même si le Canada n'est pas signataire de ces conventions-là, vous croyez, vous, que le Canada, en raison du caractère coutumier de ces deux conventions-là, se devrait de signer ou de négocier avec le Québec le partage des compétences, le partage des actif et passif, en fin de compte, le partage que le Québec voudra bien obtenir à la suite de la souveraineté. Parce que, dans votre mémoire, vous parlez de compétences qui sont concurrentes, de compétences exclusives au Québec et de compétences exclusives, possiblement, à un autre ordre de gouvernement.

Dans le contexte où le Canada... D'abord, ma première question. Est-ce que vous considérez que le Canada, dans ce contexte-là, n'ayant pas signé les deux conventions dont on parle, est-ce que vous pensez que le Canada, une fois départi du Québec, ce n'est plus le même Canada que celui qui le constitue présentement? Est-ce que vous croyez que le gouvernement fédéral comme tel a la compétence, sans l'apport et l'accord des neuf autres provinces, de négocier directement avec la province de Québec?

M. Turp: Oui, parce que le reste du Canada est devenu un autre État souverain. L'État prédécesseur, par opposition à l'État successeur québécois, et le reste du territoire de l'ancien État canadien et c'est...

M. Beaudry: Quand vous parlez...

M. Turp: ... Et ça, il y a deux étapes maintenant sur ce territoire qui était jadis l'État fédératif canadien.

M. Beaudry: Quand vous parlez du reste de l'État devenu automatiquement un État souverain, est-ce que vous êtes d'accord avec moi que le reste de l'État n'est pas essentiellement le même État souverain, le Québec s'en étant départi, du fait qu'il est divisé en deux sections bien indépendantes l'une de l'autre...

M. Turp: Non, parce que...

M. Beaudry: ...parce qu'il y a tout le côté des Maritimes qui sont séparées complètement au point de vue territoire par le Québec du reste du Canada.

M. Turp: L'Alaska est bien séparé du reste du territoire américain...

M. Beaudry: Bien non, je comprends mais...

M. Turp: ...du Canada.

M. Beaudry: ...eux autres ils sont entrés volontairement dans les États-Unis. Là, je vous parle d'une situation où vous voulez faire d'une conséquence constitutionnelle d'un État qui serait le Canada à neuf, moi, la question que je vous pose est-ce que vous dites que ce Canada à neuf là, le fédéral aurait automatiquement les mêmes pouvoirs qu'il détient aux termes de cette Constitution qui nous unit tous actuellement, même sans l'accord des neuf provinces qui le constitueraient dans le contexte où le Québec s'en serait retiré?

M. Turp: Écoutez, laissez-moi comprendre peut-être en distinguant deux choses. Après l'accession à la souveraineté du Québec, il y a deux États, un État québécois et un État canadien prédécesseur. Ça c'est une chose importante à comprendre. Qui représente l'autre État, le nouvel État canadien? C'est une autre question.

M. Beaudry: C'est celle-là que je vous pose.

M. Turp: Bien, cette question-là est une question qui va être résolue par ceux qui composent ce nouvel État canadien.

M. Beaudry: Donc, les neuf provinces.

M. Turp: Et les provinces et le gouvernement fédéral pourront, je vous dirai devront, s'entendre pour respecter les obligations de ce nouvel État canadien dans la négociation...

M. Beaudry: Alors, c'est là que j'en suis, M. Turp. Si vous me confirmez, vous, que le nouvel État canadien, pour qu'il puisse avoir juridiction pour négocier avec le Québec, devra obtenir l'assentiment des neuf autres provinces pour aller chercher ces pouvoirs, ça veut dire que ça peut être assez long ça s'il y a une des provinces qui

ne sont pas d'accord. Supposons qu'on retrouve M. Wells à l'autre bout, encore une fois, comme on l'a retrouvé au mois de juin, le 23 juin, ça pourrait être assez long les négociations. On ne parle plus rien que du gouvernement fédéral, on parle d'un gouvernement fédéral qui s'est fait donner des pouvoirs par les neuf autres provinces.

M. Turp: Écoutez. Je pense que là aussi je vous suggérerais de commander une étude par un bon constitutionnaliste parce que le principe de la continuité de l'État, le principe de la continuité de l'État voudrait que dans l'État fédéral canadien prédécesseur, les lois continuent à s'appliquer...

M. Beaudry: Le principe, oui, je suis d'accord.

M. Turp: ...la Constitution canadienne continue de s'appliquer et, d'après la Constitution canadienne, l'État ou l'organe qui représente dans les relations internationales cet État c'est le gouvernement fédéral...

M. Beaudry: Je suis d'accord.

M. Turp: ... Et, à mon avis, autant qu'au Québec on voudra se donner un appareil législatif qui continue l'État de droit, donc qui comprend les lois fédérales qu'on aura adoptées en tant que lois québécoises, l'État fédéral, l'État canadien sera un État qui continuera d'être régi par la Constitution canadienne. La seule chose qui sera différente c'est que les dispositions de la Loi constitutionnelle de 1867 et les autres jusqu'à 1982, qui concernent le Québec, deviendront caduques, deviendront désuètes au sens du droit constitutionnel canadien.
(20 h 30)

M. Beaudry: Plus le fait que des provinces maritimes qui sont reliées avec l'ensemble du Canada par le Québec aujourd'hui vont s'en trouver séparées et, conséquemment, pourraient en subir un préjudice grave du fait qu'elles n'ont plus le lien territorial total du Canada actuel, et conséquemment pourraient s'objecter à ce que le gouvernement fédéral puisse négocier directement avec la province de Québec souveraine sans leur assentiment à eux, parce ça pourrait leur causer préjudice.

M. Turp: M. Beaudry, moi je pense que s'il y a un préjudice grave, ce ne sera certainement pas le Québec...

M. Beaudry: Non, je sais que ce ne sera pas le Québec.

M. Turp: ...le Québec qui proposera de leur imposer ce préjudice. Et il n'y aurait donc aucune raison pour les provinces maritimes de ne

pas vouloir que l'État canadien négocie avec un Québec qui ne veut leur causer aucun préjudice. Au contraire, il veut leur proposer un traité, je vous en ai donné un modèle, qui prévoit la libre circulation...

M. Beaudry: Vous me permettez, M. Turp...

M. Turp: ...des personnes, marchandises et le reste.

M. Beaudry: ...vous me permettez de différer d'opinion avec vous, parce que c'est trop facile de dire: Il n'y aura aucun problème à ce que.

M. Turp: Je n'ai jamais dit ça.

Le Président (M. Michel Bélanger): Devant cette différence d'opinion entre les deux conseillers juridiques, nous passons à des questions du représentant du parti gouvernemental, M. Dauphin, un autre avocat, me dit-on.

M. Dauphin: Oui, merci beaucoup, M. le Président. J'aimerais à mon tour vous souhaiter la bienvenue et vous remercier d'avoir accepté l'invitation de la Commission à venir témoigner comme expert. Plusieurs sujets que j'avais préparés ont évidemment été abordés, mais j'aimerais revenir sur certains, notamment sur les relations avec les autochtones que M. Nicolet a abordées tantôt. Lorsque vous dites, à la page 7 de votre mémoire qu'il y aurait possibilité de déléguer certaines compétences et prévoir, par le biais de traités, des relations différentes avec les nations autochtones, j'aimerais vous entendre au niveau du statut que vous prévoyez. Vous avez parlé tantôt de statut particulier. Est-ce que vous entrevoyez une forme d'autodétermination, et de ce fait est-ce qu'il serait assujéti au droit international?

M. Turp: Je pense qu'il faudra accepter comme peuple que d'autres peuples, même s'ils sont sur un territoire qui est celui sur lequel le Québec et son gouvernement exercent une juridiction effective, que d'autres peuples expriment leur droit à l'autodétermination et déterminent quelles sont les compétences qu'ils voudraient exercer sur ce territoire qui est le leur, bien avant qu'il n'ait été celui du peuple québécois, et qu'une négociation de bonne foi s'engage entre le peuple québécois et les peuples autochtones. Et je pense que cette négociation pourrait donner lieu à des traités, au sens du droit interne, au sens où la Cour suprême le donne aux traités autochtones. Ce ne sont pas des traités du droit international, ce sont des traités qui génèrent à dit la Cour suprême dans plusieurs de ses arrêts. Et ça ne devra pas nécessairement être des traités de droit international avec un Québec souverain si telle n'est pas la volonté des

peuples autochtones, de faire en sorte que leurs relations avec le peuple québécois, l'État qu'il se sera donné, soient des relations régies par le droit international. Si j'ai compris ce que les autochtones veulent, ce n'est pas l'indépendance ou la souveraineté. Je pense qu'ils veulent l'autonomie; ils veulent l'autonomie dans un cadre territorial québécois, et je pense qu'on pourrait s'entendre avec eux pour conclure des traités consacrant cette autonomie, qui sont des traités au sens du droit constitutionnel québécois.

M. Dauphin: Mais votre position à vous, ce serait laquelle que vous privilégieriez?

M. Turp: Ma position à moi c'est que dès l'accession à la souveraineté du Québec, que le Québec convoque une conférence constitutionnelle avec les autochtones, négocie d'égal à égal avec les autochtones, et écoute les autochtones, écoute leurs revendications et soit prêt à leur conférer le statut particulier que le Canada a toujours refusé au Québec, et qui fait qu'aujourd'hui, les Québécois après avoir épuisé les recours internes, songent, veulent, je vous dirais, la souveraineté.

M. Dauphin: Merci. Comme deuxième question, au niveau de la nationalité, on a entendu un autre expert, M. Morin, qui suggérerait, qui incluait nationalité sous une liste étant prévue par une institution commune. Vous, votre opinion là-dessus, c'est quoi? Qui octroierait la nationalité?

M. Turp: Moi, je suggérerais que le Québec puisse conférer une nationalité propre aux citoyens du Québec. Je considère qu'il est important pour plusieurs fins, notamment pour la protection diplomatique, qu'un individu puisse s'identifier à un État. Ce qui ne veut pas dire que les Québécois ne pourront pas avoir un passeport comme les Européens. Vous les avez vus, les passeports européens. Vous devriez les faire circuler à la Commission. Ceux qui ont une double nationalité, ici, vous montrez votre passeport français où il est écrit "Communauté européenne". Qui est un passeport qui consacre la nationalité française, mais qui permet une identification à une entité économique comme les communautés européennes. Mais, mon opinion, c'est qu'il devrait y avoir une nationalité québécoise, une nationalité canadienne et qu'on puisse s'entendre pour avoir un passeport commun.

M. Dauphin: Si vous permettez. J'aimerais revenir au niveau de la succession d'État qu'ont abordée plusieurs de mes collègues commissaires relativement, entre autres, au traité de libre-échange. Si j'ai bien saisi tantôt, vous avez dit qu'il n'y aurait pas vraiment de difficulté. La même chose pour le traité sur les eaux limitro-

phes, de même que le traité créant la Voie maritime du Saint-Laurent. J'aimerais vous entendre davantage là-dessus. Vous semblez dire que ce serait assez facile d'y succéder, presque automatiquement, en devenant souverains.

M. Turp: J'apprécie votre question parce que, tout à l'heure, je n'ai pas vraiment eu l'occasion d'élaborer, de faire les distinctions qui s'imposent. Le droit de la succession d'État est un droit qui cherche, justement, à éviter qu'il y ait des bouleversements des ordres juridiques et qu'il y ait des difficultés insurmontables pour les États qui accèdent à la souveraineté.

Alors, une des difficultés, c'est le territoire. Alors, le droit international de la succession d'État a dit que, pour ce qui est des traités territoriaux, il y avait une succession automatique. Les traités de frontières entre le Canada et les États-Unis sont des traités auxquels le Québec succéderait de façon automatique. Il devrait reconnaître les frontières, et les frontières qui seraient les siennes seraient celles des traités qui avaient antérieurement été conclus d'ailleurs par le Royaume-Uni et les États-Unis, et pas par le Canada et les États-Unis.

Cette règle s'applique, aussi, aux traités qui sont des traités relatifs aux territoires, comme le traité sur la Voie maritime du Saint-Laurent, auxquels le Québec succéderait automatiquement. Et cette succession favoriserait et permettrait une circulation aussi libre que celle qui existe maintenant sur la Voie maritime du Saint-Laurent.

Il y a, par ailleurs, la règle générale que, en cas de séparation d'État - c'est la Commission qui le prévoit dans un article qu'il codifie "droit coutumier" - la règle générale, c'est la succession automatique. Il y a deux exceptions. C'est l'article 34 de la convention, je crois que c'est 34, et les deux exceptions, c'est qu'il n'y a pas de succession automatique aux traités lorsque, premièrement, les États en conviennent autrement. Donc, le Canada et le Québec pourraient convenir autrement à l'égard d'un traité auquel le Canada était partie avec un État tiers. Ou dans le cas où la succession serait contraire à l'objet et au but du traité ou créerait des conditions d'exécution qui seraient radicalement changées. Alors, les traités fiscaux ne sont pas des traités qui entrent dans ces catégories, dans ces exceptions. Il y a une succession automatique.

Le traité de libre-échange. J'ai fait une petite recherche pour vous. J'ai consulté. Il y a de mes collègues qui m'ont aidé. Le traité de libre-échange est un traité vraiment important. Vous avez posé beaucoup de questions, à ce jour, sur ce traité. Je pense qu'on pourrait même prétendre que le Québec pourrait succéder automatiquement au traité de libre-échange. J'exclus, par là, ce que je dis dans mon mémoire et ce que Jacques-Yvan Morin vous a dit là

semaine dernière. Je pense que la meilleure solution, pour que ce traité de libre-échange continue à s'appliquer, serait que le Québec et le Canada confient à l'union économique canado-québécoise le soin de représenter le territoire canadien dans les instances, les dispositifs institutionnels du traité de libre-échange et cela, il y aurait une succession.

D'ailleurs, dans mon traité, à l'article, je pense que c'est 84, j'ai prévu une disposition pour que l'union succède au traité de libre-échange et aux droits et obligations contenus dans ce traité de libre-échange. Mais ça, c'est une hypothèse qui n'est valide que si l'on crée cette union économique canado-québécoise.

Dans l'autre hypothèse, à mon avis, on peut avancer que l'accession du Québec à la souveraineté ne changerait pas radicalement les conditions d'exécution de l'accord de libre-échange. Pourquoi? Parce que l'accession du Québec à la souveraineté, un Québec qui aurait ses lois et qui aurait intégré les lois fédérales, donc toutes les lois qui le concernent, le commerce, le tarif douanier et le reste, le Québec aurait une législation qui serait conforme à l'accord de libre-échange parce que la législation canadienne, maintenant, est conforme à l'accord de libre-échange. Et les seuls ajustements qui devraient être faits sont des ajustements relativement mineurs aux chapitres XVIII et XIX du chapitre sur le dispositif institutionnel. Il faudrait "trilateraliser" la Commission et faire en sorte que la Commission, dans le chapitre XIX, puisse nommer des experts québécois. Mais il y a déjà, sur la liste du chapitre XIX, des experts québécois.

Le Président (M. Michel Bélanger): Je pense que M. Dauphin aurait une dernière question.

M. Dauphin: Si vous me le permettez. Oui. J'aurais aimé. Sur le même sujet, M. le Président. Selon vous, est-ce que les Américains vont accepter automatiquement le Québec comme signataire du traité, advenant la souveraineté?

M. Turp: Qu'est-ce que vous voulez dire "comme signataire"?

M. Dauphin: Comme partie prenante au traité.

M. Turp: Écoutez, je ne peux pas parler pour le président américain ni son Congrès mais je pense que les États-Unis souhaiteraient maintenir le libre-échange et savent que le Québec est une des parties importantes du Canada avec lequel les États-Unis commercent. Vous le connaissez et vous connaissez l'ampleur du commerce canado-américain. Je pense qu'ils n'auraient aucune objection et, au contraire, souhaiteraient que le Canada s'entende avec le Québec pour qu'une représentation canado-québécoise soit faite dans le cadre des institu-

tions de mise en oeuvre de l'accord de libre-échange. Je pense que les États-Unis, très clairement, laisseraient entendre au Canada qu'il est souhaitable que des ajustements mineurs soient faits au traité de libre-échange, de façon que le Québec puisse participer et mettre en oeuvre l'accord.

M. Dauphin: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Sur ce, je vous remercie beaucoup, M. Turp, d'avoir accepté notre invitation. Votre contribution au débat a suscité un intérêt certain. Je vous remercie aussi de cette analyse des traités fiscaux, je crois, que vous allez nous faire parvenir. Je vous prie maintenant de céder la place à la Fédération de l'âge d'or du Québec qui vous succédera.

(Suspension de la séance à 20 h 43)

(Reprise à 20 h 45)

Le Président (M. Michel Bélanger): ...à reprendre leurs sièges. Nous allons maintenant entendre la Fédération de l'âge d'or du Québec. M. Lapointe, si vous voulez bien présenter vos collègues et ensuite prendre les cinq minutes prévues pour résumer l'essentiel de votre mémoire.

Fédération de l'âge d'or du Québec

M. Lapointe (Philippe): Je vous remercie, MM. les Présidents, mesdames et messieurs de la Commission, je vous présente le vice-président de la Fédération de l'âge d'Or du Québec, M. Gilles Richard, qui vient de la région de l'Ouataouais; Mme Thérèse Nault, qui est la secrétaire de la Fédération de l'âge d'or, qui vient du centre du Québec; Mme Georgette Leblanc, qui est administratrice, vient de Québec et des environs; et Mme Nicole T. Moier, qui est la directrice générale intérimaire. Et moi, je suis Philippe Lapointe. Je viens d'un petit village, Saint-Adolphe-d'Howard et des Laurentides.

M. le Président, la Fédération de l'âge d'or du Québec est heureuse de pouvoir participer au débat sur l'avenir du Québec. Les personnes âgées ont contribué à bâtir le Québec actuel. Ces mêmes personnes âgées continuent d'être des citoyens à part entière, et leur point de vue dans le présent débat doit être perçu comme étant celui de citoyens expérimentés, qui désirent continuer à prendre une part active dans l'évolution de la société dans laquelle ils vivent.

Consciente de l'importance du sujet en cause, la Fédération de l'âge d'or du Québec a pris soin de faire une consultation de ses membres. Un questionnaire-sondage dans les différentes régions du Québec a permis de

rejoindre 1380 membres représentatifs de l'ensemble des personnes âgées du Québec. Les réponses obtenues sont claires. Pour assurer l'avenir du Québec, 93 % des répondants jugent indispensable la protection des services de santé. La qualité de vie doit être un facteur important dans le choix d'une option quant à l'avenir du Québec. Pour les personnes âgées, certains éléments apparaissent essentiels pour assurer cette qualité de vie: la santé, l'accès à un logement sain, le maintien à domicile et les services à domicile, un revenu minimum décent, l'accès à des loisirs adaptés, l'accès à un transport accommodant et sécuritaire, l'accès à des soins hospitaliers de qualité, l'accès aux médicaments nécessaires. Il faudra donc que l'option choisie permette, non seulement de conserver les acquis actuels en matière de programmes sociaux, mais d'en développer davantage.

88 % des répondants jugent indispensable la protection de la langue française. L'option constitutionnelle qui sera retenue, devra fournir aux Québécois et Québécoises toutes les garanties nécessaires à la protection de la langue française. Beaucoup de chemin a été parcouru en ce domaine, mais il faut demeurer vigilants et le plein contrôle sur l'évolution de la langue française apparaît essentiel.

86 % des répondants jugent indispensable le contrôle de l'éducation. Le milieu de l'éducation joue un rôle primordial dans la transmission de la culture québécoise et constitue un centre privilégié pour le développement de cette culture. Le Québec se doit donc de posséder le plein contrôle de l'éducation et ce, à tous les niveaux.

82 % des répondants jugent indispensable la maîtrise de notre économie. La maîtrise de l'économie apparaît davantage comme un moyen d'assurer la qualité de vie qu'une fin en soi. Le Québec doit avoir la maîtrise de son économie s'il veut être en mesure d'établir lui-même les politiques, les priorités et les plans d'action qui correspondront vraiment aux besoins de ses citoyens.

77 % jugent indispensable le choix de nos immigrants. La pleine juridiction du Québec, en matière d'immigration, est un autre point essentiel à la protection de la culture française québécoise. Il importe de mettre en place les mécanismes nécessaires à l'intégration des nouveaux arrivants au milieu francophone.

Quant au choix de l'option constitutionnelle, 25 % des répondants favorisent le maintien du régime fédéral actuel; 16 %, l'accession du Québec à l'indépendance; 53 %, la souveraineté du Québec, avec une association au Canada; 6 % se sont abstenus. Les résultats obtenus coïncident sensiblement avec ceux provenant des sondages faits auprès de la population en général. Par leur position, les personnes âgées démontrent qu'elles sont prêtes à participer, comme citoyens à part entière, à l'édification du Québec de demain, mais pour ce faire, les aînés

doivent avoir une voix qui soit entendue là où se prennent les décisions, être impliqués dans les instances décisionnelles, dans les domaines qui les touchent de plus près. Le Québec devra prévoir les mécanismes nécessaires à cette fin.

En conclusion, la Fédération de l'âge d'or du Québec, appelée la FADOQ, souhaite ardemment que le Québec de demain sache répondre aux aspirations de l'ensemble de ses citoyens et citoyennes en portant une attention particulière à certaines catégories de citoyens trop souvent négligés: les autochtones, les jeunes, les personnes âgées. Je vous remercie.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Lapointe. Nous passons maintenant aux questions, en commençant par celles des membres. M. Desjardins est le premier intervenant.

M. Desjardins: Merci, M. le Président. M. Lapointe et les gens qui vous accompagnent, bienvenue. Comme député d'une région rurale, j'ai 61 municipalités et autant de clubs de l'âge d'or. Alors, on est en mesure d'apprécier le travail que vous faites dans nos régions parce que, dans bien des villages, s'il n'y avait pas de club de l'âge d'or, il ne se passerait pas grand-chose.

M. Lapointe: Merveilleux. C'est bon d'entendre ça.

M. Desjardins: Ça retombe sur vous. Pour en revenir à votre document, vous avez fait un sondage auprès de vos membres. Moi, je suis un petit gars curieux. Qui vous a suggéré les questions? Comment avez-vous procédé? Ce sont les membres qui avez formé un comité? Qui vous a aidé dans la formulation des questions concernant l'avenir du Québec?

M. Lapointe: Nous avons formé un comité de membres qui ont formulé les questions.

M. Desjardins: O.K.

M. Lapointe: Cependant, pour ce qui est de la forme du sondage, il serait peut-être bon que vous sachiez, et qu'on explique, quelle est la formulation qu'on a. On dit que... En fin de compte, je pense que les détails pourraient être donnés par madame...

M. Desjardins: Non, M. Lapointe, je voudrais juste... Vis-à-vis du débat que nous avons actuellement, vous savez qu'il y a deux écoles. Il y a celle de la souveraineté ou de l'indépendance, il y a celle du fédéralisme renouvelé, et puis elle n'apparaît pas dans les questions soumises à vos membres. Et je voulais juste savoir de vous, si vous pensez que, si cette option-là avait été incluse dans les questions, que ça aurait pu modifier le résultat que vous

nous donnez? Je vous pose la question.

M. Lapointe: Évidemment, nous croyons que c'était ce que nos membres voulaient que l'on pose.

M. Desjardins: Ça va.

M. Lapointe: Alors, nous avons posé ces questions-là. Et puis, avec le genre de sondage que nous avons fait, il est bien entendu que nous avons des réponses que nous croyons claires.

M. Desjardins: Ce qui est clair, dans ce que vous nous dites, c'est quel que soit l'avenir du Québec – puis vous dites en conclusion que la souveraineté rencontre la majorité de ce que souhaitent vos membres – mais ce qui est clair, c'est que vous voulez qu'on tienne compte de votre qualité de vie. Vous avez travaillé fort au cours de votre vie pour vous bâtir une retraite agréable, puis vous voulez que ça continue et vous voulez qu'on améliore votre sort. Donc, vis-à-vis d'une déclaration de l'indépendance du Québec, avec après ça une négociation, préféreriez-vous ça comme solution ou une négociation avec le Canada avant une déclaration d'indépendance? Ça devient important dans le débat, actuellement, de savoir si... S'il y a une déclaration de souveraineté du Québec, on doit négocier après ou avant. Avez-vous une réponse, là-dessus?

M. Lapointe: Moi, c'est-à-dire nous – pas moi, nous – à la Fédération, il est bien entendu que l'on croit que la force sera beaucoup plus considérable lorsque la souveraineté sera décrétée. La puissance sera beaucoup plus forte lorsqu'il s'agira de négocier. Je ne sais pas si ça répond à votre question.

M. Desjardins: Oui. Vous me permettez une dernière?

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui.

M. Desjardins: On avait un expert tantôt, que vous avez entendu, qui est M. Turp, et qui, en mai 1991, nous a proposé une question. Et si cette question-là, vous l'aviez: "Êtes-vous favorable à l'accession du Québec à la souveraineté internationale?" Vous venez d'y répondre, c'est ça?

M. Lapointe: Alors, j'ai remarqué que c'était un expert. Moi, je n'en suis pas un.

M. Desjardins: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à des questions d'un représentant du parti du gouvernement, M. Maciocia.

M. Maciocia: Merci, M. le Président. M. Lapointe, je reviens un peu sur la question de mon collègue M. Desjardins qui disait... Parce que je crois que c'est très important. Je ne sais pas si les répondants à votre sondage ont vraiment saisi la portée de la deuxième question. Quand vous dites: "Pour assurer un avenir au Québec qui soit conforme à ses aspirations, lequel des régimes politiques suivants favorisez-vous?". Vous parlez du maintien du régime fédéral actuel; vous savez très bien que le débat, ça ne porte absolument pas sur ça. Personne n'en veut. L'accession du Québec à l'indépendance; personne n'en veut. Et la souveraineté du Québec avec une association au Canada. Alors vous comprenez qu'en réalité il y avait seulement une question à laquelle elles pouvaient répondre, ces personnes-là, parce que le statu quo, personne ne veut l'avoir; l'indépendance pure et dure non plus.

Et ma deuxième question, c'était aussi de savoir si vraiment – et ça, je vous pose la question à vous parce que probablement que vous êtes au courant si vous l'avez un peu analysée avant, ou la personne qui vous a suggéré de proposer ces questions-là comme second sondage – est-ce qu'il y a une différence entre indépendance et souveraineté? Est-ce que, d'après vous, il y a une différence?

M. Lapointe: Pour nous, je crois que souveraineté, indépendance, si on oublie l'association, c'est sensiblement la même chose.

M. Maciocia: C'est sensiblement la même chose.

M. Lapointe: Sensiblement la même chose. Si on est souverain, on est maître chez soi.

M. Maciocia: Voilà.

M. Lapointe: Alors je suis convaincu que nos membres ont compris ça comme ça. Cependant, c'est qu'il y en a 16 % qui ont dit qu'ils voulaient l'accession à l'indépendance, et puis 53 % qui voulaient la souveraineté. Alors pour eux, c'est l'indépendance, mais ils veulent évidemment, disons...

M. Maciocia: Garder le lien.

M. Lapointe: ..garder le lien, un certain lien avec le Canada.

M. Maciocia: Oui, mais voilà justement...

M. Lapointe: Cependant, il y a une chose que je voudrais vous mentionner, qui est très claire. Il y en a 69 % qui disent: Nous ne voulons pas le Canada comme il était.

M. Maciocia: Tel quel.

M. Lapointe: Alors il y a 69 % qui veulent l'indépendance, mais 53 % qui veulent l'indépendance avec une association.
(21 heures)

M. Maciocia: Voilà, parce que dans le même sens, avec cette mention, parler d'indépendance ou de souveraineté, il y a seulement 16 % de vos gens qui ont répondu favorablement à cette question. Et 78 % — parce que, si on prend un peu la citation à l'inverse — c'est 78 % qui ont voté pour un maintien des liens avec le Canada. Est-ce que c'est bien ça? Parce que si on calcule...

M. Lapointe: C'est-à-dire... Là, vous voulez dire qu'il y a 53 % qui favorisent la souveraineté du Québec, avec association au Canada, et 25 % qui...

M. Maciocia: Voilà, voilà, qui favorisent le maintien...

M. Lapointe: Moi, je ne vois pas ça comme ça et je pense que nos gens ne voient pas ça comme ça. Ce qu'ils voient là, c'est qu'ils veulent être maîtres chez eux...

M. Maciocia: Oui.

M. Lapointe: ...et il y en a 53 % qui disent: On veut être maîtres chez nous, mais il faut tout de même avoir un certain lien.

M. Maciocia: Voilà. Si, par exemple, sur le fédéralisme renouvelé, admettons que le gouvernement actuel ou un autre gouvernement, n'importe lequel, rapatrierait au Québec les questions comme la santé, l'éducation, le développement régional, l'immigration, ces pouvoirs-là exclusivement au Québec, est-ce que vous seriez d'accord de rester quand même dans la Fédération canadienne?

M. Lapointe: Je pense que nos membres veulent être souverains...

M. Maciocia: Je ne suis pas convaincu, M. Lapointe...

M. Lapointe: ...ils veulent être sûrs.... c'est-à-dire pas tous nos membres, évidemment, 69 % de nos membres...

M. Maciocia: Non, non, c'est ça...

M. Lapointe: ...je vais être bien honnête.

M. Maciocia: C'est sur ça que je ne suis pas d'accord avec vous, M. Lapointe, parce que vous avez posé la question sur l'indépendance. C'est seulement 16 % qui sont d'accord, pas 69 %. Et 53 % sont d'accord avec un lien avec le Canada. Et dans vos démarches que vous avez

faites aussi, quand vous parlez de santé, d'accès à un logement, tout ça...

Le Président (M. Michel Bélanger): Dernière question, M. Maciocia.

M. Maciocia: C'est dans ce sens-là que je vous disais: Si le gouvernement du Québec rapatrie au Québec la santé, les services sociaux, l'immigration, l'éducation, le développement régional et autres, est-ce que vous seriez d'accord que le Québec, en n'ayant pas à subir une transition qui peut être coûteuse, vous seriez d'accord avec cette formule-là?

M. Lapointe: Je vais répéter que nos membres, à 69 %, ont déclaré que c'était la souveraineté et il y en a un très bon nombre qui ont dit souveraineté avec association. Et ils veulent, par exemple, rapatrier la santé, ils veulent rapatrier l'immigration. Bien, en étant maîtres chez eux, ils vont faire ce que les Québécois veulent relativement à ces domaines.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à des questions d'une représentante du parti représentant l'Opposition officielle, Mme Juneau.

Mme Juneau: Merci beaucoup, M. le Président. Ce qui me surprend ce soir, c'est de voir qu'on essaie de remettre en question le sondage, de jeter, finalement, le discrédit sur le sondage que vous avez fait, qui ressemble étrangement à tout ce qu'on voit à travers tout le Québec. Pour ma part, en tout cas, je crois que votre sondage correspond vraiment à ce que les gens souhaitent et s'attendent. Je voudrais savoir aussi, comme ça... dans votre sondage, on disait que les gens, par le passé, avaient abusé du sentiment d'insécurité des gens âgés. Comme ça, vous ne croyez plus aujourd'hui que ce que M. Mulroney, le premier ministre du Canada, a dit, à savoir que les travailleurs de l'Iron Ore pourraient perdre leur pension... Ça ne vous inquiète plus ça, ces vieilles histoires de perdre vos pensions, là? Comment vos gens réagiraient si, aujourd'hui, on arrivait avec les mêmes vieilles peurs d'autrefois?

M. Lapointe: Je suis bien content de recevoir cette question-là. Un bon nombre de personnes âgées ont eu peur en 1980. On constate, actuellement, là, que quel que soit le promontoire sur lequel on se place pour faire peur, la majorité n'a plus peur. Il y en a encore qui ont peur. Il y en a encore et je trouve, et beaucoup de membres des clubs de l'âge d'or, et la majorité, croient que les grandes peurs, là, qui s'attaquent aux plus démunis, parce qu'il y en a des démunis parmi nous. Vous savez qu'il y en a 40 %, évidemment, qui sont sous le seuil de la

pauvreté et puis qu'il peut y en avoir davantage si on gruge certains programmes; ces personnes-là, si on brandit ce qu'on a déjà brandi, qu'on fait des promesses qu'on n'a pas tenues, bien si on fait, disons, ces peurs, à mon avis, là, moi je dis, et puis c'est l'opinion des membres de l'âge d'or, que c'est indécent. C'est indécent de faire des peurs semblables. Alors, je pense bien que là on a la preuve qu'à un certain moment on est apeurés, et à un autre moment on finit par se décider à comprendre que ces peurs-là ne mènent à rien.

Mme Juneau: M. Lapointe, je trouve que c'est une forme de mépris à votre endroit, et je trouve ça inacceptable qu'on vous traite comme ça, d'une part.

M. Lapointe: C'est pour ça que je dis que c'est indécent.

Mme Juneau: Deuxièmement, je voudrais vous demander par quel mécanisme croyez-vous que l'on puisse répondre au souhait de la Fédération que les aînés occupent des postes décisionnels au niveau de l'accession du Québec à la souveraineté.

Mme Moier (Nicole T.): Je crois que dans plusieurs des mémoires qu'on a présentés, on est revenus sur ce sujet-là. Il y a même des débats qui se sont fait à l'intérieur de la Fédération à savoir, bon, est-ce qu'on préférerait avoir un ministère des Aînés ou est-ce qu'on aimerait mieux un autre type de comité, ou commission ou lien, en tout cas, avec les milieux décisionnels, et l'expérience qu'on a du ministère du Troisième âge à Ottawa — je ne dis pas que le ministère du Troisième âge à Ottawa, du gouvernement fédéral, ne fait rien — mais c'est quand même un ministère qui n'a aucun budget, et on risque aussi en ayant un ministère du Troisième âge, de plutôt "ghettoriser les personnes âgées" et que tous les autres ministères se lavent un peu les mains des problèmes des personnes âgées en disant: Bien, vous en avez un ministère, allez voir votre ministre et allez voir votre ministère. Donc, on l'a mis dans le mémoire, on préférerait de beaucoup avoir ou un conseil des aînés, un secrétariat des aînés, peut-être qui fonctionne un peu mieux que le Secrétariat à la jeunesse, mais en tout cas, un secrétariat des aînés, un lien quelconque, un comité quelconque, une commission quelconque, qui aurait vraiment un aspect consultatif, oui, mais qui pourrait influencer, pas juste comme tassé dans un coin, mais qui pourrait influencer les décisions du gouvernement.

Mme Juneau: Est-ce que...

Le Président (M. Michel Bélanger): Ce sera la dernière question, Mme Juneau.

Mme Juneau: Ce sera la dernière, M. le Président, merci. Est-ce que, comme votre prédécesseur, M. Turp, vous seriez en faveur d'un référendum au terme de la Commission, d'ici le mois de juin?

M. Lapointe: Bon, vous demandez là si...

Mme Juneau: En faveur d'un référendum, d'ici le mois de juin.

M. Lapointe: Évidemment, là, savoir exactement quand, ça c'est très difficile, mais je pense qu'il faudra qu'il y ait un référendum. Il faudra que l'on demande en détail à la population ce qu'elle désire. Mais je pense que les membres de l'âge d'or ne sont pas encore bien décidés à savoir quand ça pourrait être. Mais si ça doit se faire, ils sont en général en faveur que ça se fasse.

Mme Juneau: Je vous remercie, M. Lapointe.

Le Président (M. Michel Bélanger): Il me reste à remercier les représentants de la Fédération de l'âge d'or, Mme Nault, M. Richard, Mme Leblanc, Mme Moier, et M. Lapointe de cette fort intéressante contribution à nos travaux. Nous allons maintenant, immédiatement quand la table sera libérée, recevoir M. Louis Bernard.

M. Lapointe: Merci, MM. les présidents.

(Suspension de la séance à 21 h 10)

(Reprise à 21 h 12)

Le Président (M. Michel Bélanger): À l'ordre, s'il vous plaît!

J'inviterais MM. et Mmes les commissaires à reprendre leur siège. Nous aurons maintenant la présentation — qui sera la dernière de la journée — qui est celle d'un autre expert invité fort bien connu, M. Louis Bernard. M. Bernard, vous avez une période de 10 minutes pour faire la présentation de l'essentiel de ce que vous nous avez dit dans votre mémoire, que tout le monde a lu, bien sûr, puisqu'il avait l'avantage d'être bref.

M. Louis Bernard

M. Bernard (Louis): M. le Président, je vous remercie. Mmes et MM. les membres de la Commission, les fonctions que j'ai exercées au service du gouvernement m'ont amené à participer à un très grand nombre de conférences constitutionnelles, depuis 1967 jusqu'à tout récemment. Et j'ai pensé que, peut-être, les réflexions qui m'étaient venues, à cette occasion-là, pourraient être d'utilité pour votre Commission.

J'ai regroupé mes idées en cinq idées

principales que je voudrais vous soumettre. La première de ces idées, c'est que, quoi qu'il advienne, le Québec devrait conserver, au moins dans un premier temps, ses structures politiques internes et, en particulier, il devrait conserver son système parlementaire et son mode électoral. Ce sont là, M. le Président, des structures politiques que nous maîtrisons bien, avec lesquelles nous sommes familiers et qui, à mon sens, n'ont pas à être réformées d'urgence.

Il ne faut pas oublier que notre Assemblée nationale est un des plus vieux Parlements au monde. Dans les deux siècles de son existence, nous avons appris à adapter cette invention britannique à notre propre contexte. Et, aujourd'hui, notre parlementarisme québécois est bien différent du parlementarisme britannique ou du parlementarisme canadien. Il s'adapte très bien aux besoins du Québec. D'ailleurs, la création même de votre Commission, qui est une Commission parlementaire élargie, qui est une invention québécoise, prouve bien que nous sommes capables d'utiliser les institutions que nous avons.

Je sais, M. le Président, que c'est une question qu'on peut débattre et qu'il peut y avoir des idées différentes sur ce point-là. Mais le point que je voudrais faire, aujourd'hui, c'est que, même si on pense que le système présidentiel est préférable au système parlementaire ou même si on pense que la proportionnelle, c'est préférable au système uninominal à un tour, on devrait accepter, comme société, de ne pas remettre en question ces institutions que nous connaissons bien au moment même où nous nous engageons dans une revue de nos rapports avec le Canada et le reste du monde.

Autrement dit, ce que je soumets, c'est que nous ne devons pas essayer de tout faire en même temps et de régler, en même temps, les questions qui concernent nos structures internes et nos structures externes. J'espère que votre Commission pourra faire un consensus sur ce point-là.

La deuxième idée que je voudrais vous soumettre, c'est que en raison du voisinage des États-Unis, il est dans l'intérêt à long terme du Québec que le Canada anglais persiste comme entité politique distincte. Je ne voudrais pas, M. le Président, qu'on soit présomptueux ou téméraires parce que nous avons comme voisins, au sud, un géant formidable qui est 40 fois plus nombreux que nous. S'il fallait que tout le Canada se désintègre, et que les autres provinces se joignent aux États-Unis, nous serions complètement isolés. Et nous nous trouverions entourés de toutes parts par une mer économique, culturelle et sociale qui risquerait, avec le temps, de nous submerger. Il suffit de penser à la pression actuelle qu'exerce déjà sur nous la réalité américaine pour s'imaginer quelle pourrait être cette pression si nous perdions le tampon canadien.

Je ne prétends pas, M. le Président, que cette perspective soit telle qu'elle doive nous empêcher de suivre notre propre chemin. Je dis simplement que, dans toute la mesure du possible, nous devons favoriser la continuation du Canada anglais comme entité politique distincte afin de pouvoir appuyer notre caractère distinct sur celui de nos voisins canadiens. Face à la puissance américaine, deux sociétés distinctes, si possible alliées, valent mieux qu'une. Il ne faudrait pas oublier que l'avenir, ça dure longtemps, et il faut évaluer de notre mieux quelles sont les conséquences, à très long terme, des gestes que nous posons aujourd'hui.

Cela m'amène, M. le Président, à une troisième idée que j'ai soumise dans mon mémoire et qui est la suivante: C'est qu'il est dans l'intérêt mutuel du Québec et du Canada d'être associés dans une alliance économique entre pays respectivement souverains. D'abord, personnellement, je crois qu'il est dans l'intérêt du Québec de devenir une nation pleinement souveraine, c'est-à-dire jouissant du pouvoir de faire ses lois, de percevoir ses impôts et de conduire ses relations internationales. La raison de cette conviction, elle est simple. C'est que je crois que cela est dans la nature des choses et que c'est conforme aux lois mêmes de la vie. Que nous le voulions ou non, nous sommes devenus une nation et nous devons avoir la lucidité de l'admettre et le courage d'en tirer toutes les conséquences. Si nous voulons apporter notre contribution au progrès de l'humanité et garantir le développement de notre société unique et singulière, nous devons assumer nous-mêmes la responsabilité de notre propre destin. Être maître chez soi, ce n'est pas seulement un droit, c'est également un devoir. Par ailleurs, il faut dire que la souveraineté permettrait au Québec d'obtenir une pleine compétence sur des matières comme les communications, la main-d'œuvre, la sécurité sociale, l'environnement, qui sont essentiels à son progrès et qu'il serait pratiquement impossible de récupérer dans un régime fédéral, même renouvelé. Elle garantirait également au Québec tous les moyens dont il a besoin pour assurer, d'une manière permanente et définitive, la pleine sécurité de son identité culturelle. Par contre, dans le monde d'aujourd'hui, la souveraineté ne peut se vivre que dans l'interdépendance. C'est la tendance universelle qui prévaut sur tous les continents et nous ne faisons pas exception à la règle.

La quatrième idée que je voudrais vous soumettre, c'est qu'il y aurait avantage à ce que l'avènement de ce nouvel arrangement se fasse rapidement. Je pense que si des gestes décisifs ne sont pas posés dès maintenant, nous risquons vraiment de tourner en rond. Nous risquons que la situation se dégrade et que la solution du problème devienne éventuellement très difficile. Il y a, je crois, dans la vie des peuples, des moments de grâce où il faut savoir saisir l'oc-

casion. Il existe présentement au Québec un désir, partout ressenti, de rechercher un terrain d'entente entre toutes les tendances, qui serait le point d'ancrage de notre vouloir vivre collectif.

Je souhaite ardemment que votre Commission sera en mesure de définir ce tronc commun capable de réunir la grande majorité des Québécois. En faisant ressortir les éléments d'un consensus national, votre Commission permettra au Québec de faire un pas décisif dans la solution du problème constitutionnel. Car avec l'échec de l'accord du lac Meech, je crois que nous n'avons pas encore répondu à la fameuse question: "What does Québec want?"

Par ailleurs, M. le Président, sans vouloir me prononcer de façon catégorique sur une réalité que je connais moins, il me semble que le Canada passe actuellement par une phase d'effritement qui pourrait même mettre son avenir en péril. Personnellement, je suis de plus en plus convaincu que la présence du Québec au sein de la Fédération canadienne empêche le Canada anglais de se définir lui-même et d'identifier les valeurs qui lui sont propres et qui sont susceptibles de lui servir de ciment national au cours des prochaines années. C'est pourquoi, à mon sens, il est important que cette question puisse être réglée de façon rapide.

Et j'en viens à ma dernière idée, M. le Président: Comment faire pour faire aboutir les choses? Un problème qui nous hante depuis si longtemps. À mon sens, il appartient aux Québécois de dénouer l'impasse en posant un geste décisif. Ce geste, ce serait d'exprimer clairement que le Québec est prêt à former un pays souverain, même sans alliance économique avec le Canada si, dans un délai donné, il s'avérait impossible de négocier une telle entente d'association.

Je suggère donc à votre Commission de recommander au gouvernement de tenir un référendum sur la question suivante: Acceptez-vous que le Québec déclare son indépendance si, après une période de négociation d'au plus deux ans, une entente de souveraineté-association ne peut être conclue avec le Canada? Évidemment, M. le Président, j'ai mis deux ans. Ça pourrait être un peu plus, ça pourrait être un peu moins. Ce qui importe, c'est qu'il y ait un délai de façon que les négociations progressent et ne se prolongent pas indéfiniment.

La question que je propose, elle porte sur l'essentiel. Les Québécois sont-ils prêts à ce que le Québec puisse devenir un pays souverain et indépendant? S'ils ne le sont pas, ils devront, à mon sens, se résigner à vivre dans le régime fédéral actuel sans grands changements. Car l'histoire a prouvé que ce régime est incapable de se renouveler en profondeur. S'ils le sont, par ailleurs, il y a toutes les raisons d'espérer que le Québec pourra maintenir, grâce à un accord d'association, ses relations économiques étroites

avec ses voisins canadiens. Car cela est dans leur intérêt aussi bien que dans le nôtre. Mais même si la chose devait s'avérer impossible, au départ, à tout le moins, le Québec pourrait continuer de commercer avec le reste du monde, y compris avec le Canada et les États-Unis, dans le cadre du GATT et des autres accords internationaux, et il n'en serait pas nécessairement isolé pour autant.

Voilà donc, M. le Président, les quelques idées que je voulais soumettre à votre réflexion. J'espère qu'elles pourront contribuer à la définition de ce large consensus dont j'ai parlé parmi nos concitoyens et au sein de votre Commission. Et je vous remercie d'avoir bien voulu m'inviter à venir vous les présenter ce soir.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Bernard. Nous commençons par des questions des représentants du parti qui forme le gouvernement, M. Rémillard.

M. Rémillard: Merci, M. le Président. M. Bernard, il me fait plaisir de vous accueillir à cette Commission. Votre témoignage est très intéressant pour la Commission à plusieurs titres, par votre mémoire, mais aussi par l'expérience que vous avez à bien des niveaux: tout d'abord, comme sous-ministre aux Affaires intergouvernementales canadiennes dans les années 1960, début des années 1970; comme impliqué en politique avec le Parti québécois à ses tous débuts; et ensuite, un peu plus tard, comme secrétaire du gouvernement jusqu'en 1985, où vous avez laissé votre marque; maintenant, comme banquier, et je me permettrais d'ajouter aussi que vous avez été le conseiller du gouvernement en ce qui regarde le lac Meech. Et nous avons beaucoup apprécié vos conseils judicieux. C'est donc avec beaucoup d'intérêt qu'on reçoit votre mémoire ce soir.

Vous partez du principe que ce régime dans lequel nous vivons présentement, et je vous cite, dans votre conclusion, à la page 8: "L'histoire a prouvé que ce régime était incapable de se rénover en profondeur." Donc, au départ, vous nous dites que, selon vous, impossible de rénover le fédéralisme. Le professeur Dion est venu nous dire: Ça vaudrait peut-être la peine qu'on puisse établir ce que nous voulons tous ensemble et qu'on dise au Canada anglais: Voici ce qu'on veut, et dans l'espace de deux ans - prenons deux ans - si on ne réussit pas, là, c'est l'indépendance. Parce que dans la question que vous poseriez à un référendum, vous faites cette distinction entre indépendance et souveraineté-association. Alors, dans ce contexte-là, ma première question, c'est: Est-ce que vraiment, sans aucune hésitation, on peut en arriver à cette conclusion à l'effet qu'il est impossible de changer en profondeur, selon les besoins du Québec, le régime fédéral dans lequel nous vivons?

M. Bernard: M. le Président, ma réponse est catégorique. Je ne crois pas qu'il soit possible de concilier ce qu'on pourrait appeler un Meech-plus, c'est-à-dire les cinq conditions du lac Meech, plus les demandes traditionnelles du Québec: santé, main-d'oeuvre, sécurité sociale, communications. Si on fait un Meech-plus, je pense que c'est impossible d'obtenir cet arrangement du reste du Canada. C'est un cul-de-sac de s'engager dans cette voie-là. Le grand danger, c'est qu'on se retrouve à la fin avec un Meech-plus qui a échoué et un super 24 juin et un référendum sur l'indépendance pure et dure, qui va passer à 70 %. Parce que qu'est-ce qu'il va arriver, au fond? On fait nos demandes, on fait Meech, on ajoute les demandes traditionnelles, on s'en va à Ottawa. On leur dit: Écoutez, c'est sérieux. C'est la der des der, c'est votre chance, prenez-la. Ils sont là, ils nous regardent. Nous, on ne veut absolument pas manquer cette négociation-là, c'est la dernière. On fait monter la pression. On dit: C'est certain, on s'en va à un référendum. Ça va être l'indépendance. Nos hommes d'affaires vont prendre leur ballot, ils vont aller voir leurs collègues du reste du Canada. Ils vont dire: C'est sérieux, cette fois-là, etc. Moi, je suis convaincu qu'ils ne pourront pas nous dire oui. Pourquoi? Parce qu'ils tiennent autant à leur État national que nous tenons au nôtre. Et dans cette perspective, ce que vous êtes en train de demander au Canada anglais, c'est de se dépouiller de ses pouvoirs qui sont essentiels à l'identité canadienne anglaise pour accommoder le Québec. Et vous leur demandez de renoncer à eux-mêmes pour bâtir le Québec. Vous demandez de détruire le Canada pour bâtir le Québec. Et je pense qu'ils vont avoir la même réaction qu'ils ont eue à Meech, qui était beaucoup plus modérée. Ils vont dire: Ce n'est pas possible. Ils vont dire: Si vous voulez être indépendants, faites-la votre indépendance. Nous, on va revenir au Québec, on va dire: Si c'est comme ça, on va la faire et on va faire un défilé avec trois fois plus de drapeaux et le référendum va passer avec 70 %. Mais qu'est-ce qui va arriver après assez ça? C'est qu'on n'en aura pas d'espace économique commun. On va se retrouver avec un Québec indépendant, bien sûr. Mais à mon sens, ce n'est pas la meilleure des solutions. La meilleure des solutions, c'est d'avoir un Québec souverain avec une association économique avec le Canada. Parce que vous allez avoir monté les esprits les uns contre les autres. Vous allez avoir un échec, parce que c'est un cul-de-sac. Alors je suis très catégorique dans ma réponse, M. le ministre.

M. Rémillard: Très bien. Je connais votre souci du détail et de la précision. Dans votre question, vous faites donc la différence entre l'indépendance et la souveraineté-association. Mais la première option à laquelle vous vous référez dans votre question est celle de l'in-

dépendance. Acceptez-vous que le Québec déclare son indépendance? Au départ, c'est un mandat sur l'indépendance que vous demandez si, après une période de négociations d'au plus deux ans, une entente de souveraineté-association ne peut être conclue avec le Canada. Donc vous êtes très clair. Vous ne revenez pas avec un autre référendum, comme certains ont pu le proposer. Vous dites très bien aux Québécois: Attention, donnez un mandat pour l'indépendance, mais on ne la fera pas cette indépendance si on peut réussir à faire la souveraineté-association.

M. Bernard: Exactement.

M. Rémillard: Vous avez pesé, probablement, toutes les possibilités. Et là, je m'adresse au banquier. C'est le banquier qui témoigne aussi devant nous. Et je dis: Vous avez aussi soupesé toutes les conséquences économiques que tout cela pourrait signifier?

(21 h 30)

M. Bernard: Écoutez, je vais vous répondre d'abord comme le négociateur, puis après ça, je vous répondrai comme le banquier. En négociation, je pense que, si on veut faire une négociation qu'on appelle un peu de la dernière chance, il faut arriver à la table de négociation avec un maximum de "bargaining power". Il faut être en position de force maximale. Je pense qu'il faut avoir le référendum dans notre poche quand on s'assoit à la table pour négocier l'association. C'est la meilleure façon de l'obtenir. Les syndicats ont trouvé ça, ça fait bien longtemps. On prend le vote de grève avant la dernière négociation, pas après. Et on espère ne pas la faire, la grève, justement. On espère avoir un bon contrat qui va éviter qu'on fasse la grève. C'est un petit peu la même analogie avec le référendum. Il faut avoir dans nos poches le maximum de "bargaining power"; il nous faut notre référendum à la base. Et le référendum, il doit être clair: Ça doit être sur l'indépendance.

M. Rémillard: Si je comprends bien, M. Bernard, ce n'est pas nécessairement un référendum, un mandat de grève que vous avez dans votre poche, que vous demanderiez, mais vous demanderiez à vos ouvriers de quitter l'usine?

M. Bernard: Non, on demande tout simplement aux gens de dire: Si vous voulez...

M. Rémillard: L'indépendance, ce serait de quitter l'usine, non?

M. Bernard: Non. La grève, évidemment, ce n'est pas de fermer l'usine. Même quand on en fait, ça peut arriver, mais en général, dans 99 % des grèves, on ferme l'usine temporairement pour l'ouvrir. Puis on pense, ensuite, qu'on va être plus productif, un meilleur contrat, qu'on va rattraper le temps perdu, etc. Évidemment, ce

n'est pas de quitter l'usine, quand on fait un vote de grève. Je ne veux pas pousser l'analogie trop loin. Je dis tout simplement que les Québécois, s'ils veulent résoudre la question constitutionnelle, ils doivent être prêts à dire: Oui, au besoin, nous sommes prêts à aller jusqu'à l'indépendance. Nous sommes prêts à aller jusque-là. Et c'est quand ils auront posé ce geste-là que le gouvernement du Québec pourra aller à la table de négociation, avec le maximum de puissance de négociation, et qu'on a les meilleures chances possible de sauver les relations économiques de l'espace économique canadien.

M. Rémillard: Et comme vous avez dit que vous me répondiez comme banquier...

M. Bernard: Comme banquier, je crois que toute stratégie qui accélère les choses est une bonne stratégie dans les circonstances. C'est l'incertitude qui est la pire, dans les circonstances. Si les choses traînent très longtemps, le dollar canadien, l'économie québécoise, l'économie canadienne risquent d'en souffrir. Alors, toute stratégie qui vise à régler les choses rapidement est une bonne stratégie. Il n'y a pas moyen de... Le mieux, évidemment, ce serait que le problème disparaisse. Mais on sait, vous et moi, qu'il ne disparaîtra pas.

Le Président (M. Michel Bélanger): Une dernière petite question?

M. Rémillard: Simplement, si je comprends bien, dans votre contexte de souveraineté-association, il y aurait une monnaie commune, une banque canadienne de communauté...

M. Bernard: Bien...

M. Rémillard: Alors que, dans l'indépendance, ce serait une monnaie québécoise...

M. Bernard: Oui, oui.

M. Rémillard: C'est une des grandes différences qu'on aurait dans les deux systèmes?

M. Bernard: Ce que je vois, ce sont des pays qui ont déjà des échanges économiques très poussés les uns avec les autres. Et il est certain, dans ces circonstances-là, qu'il serait dans l'avantage des deux, d'avoir, par exemple, une monnaie commune. Mais on pense souvent que c'est le Québec qui aurait grand avantage à avoir la monnaie canadienne. Mais je peux vous dire que, si vous vous placez de l'autre côté, les Ontariens ont un grand, grand intérêt à ce que le Québec n'ait pas de monnaie distincte. Parce que s'il fallait qu'on puisse concurrencer les produits ontariens, aux États-Unis, dans le bois, dans le papier, etc., avec une monnaie distincte,

évidemment ça ne ferait pas l'affaire des Canadiens. Alors, je pense qu'il est dans l'intérêt des Canadiens, comme des Québécois, qui ont des échanges très poussés, des institutions économiques, à l'échelle de l'Atlantique au Pacifique, c'est dans leur intérêt, évidemment, d'avoir une monnaie commune.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à des questions d'un représentant du parti de l'Opposition officielle, M. Brassard.

M. Brassard: D'abord, bienvenue parmi nous, M. Bernard. Je dois dire d'entrée de jeu que je suis parfaitement d'accord avec votre opinion sur le système parlementaire que nous avons. Je suis de ceux, au Parti québécois, ma formation politique, qui, du moins pour un certain temps, défend l'idée – assez bien accueillie je dois dire – qui défend l'idée de garder un système politique qu'on a apprivoisé, qu'on a assimilé, et qui est devenu nôtre, finalement. D'autant plus que votre argument de sagesse est tout à fait pertinent, ce n'est pas le temps de faire tout en même temps. On pourra, dans quelques années, si on veut, réfléchir de nouveau là-dessus puis se doter d'un système présidentiel si telle est notre volonté. Je suis tout à fait d'accord avec vous là-dessus.

Vous êtes – c'est un peu dans la foulée des questions du ministre – un vétéran des conférences constitutionnelles. Comme haut fonctionnaire, vous avez oeuvré avec beaucoup de compétence, de savoir-faire et de probité, à peu près à toutes les rondes constitutionnelles, je pense, depuis 1967; donc plus de 20 ans. Et ça comprend la dernière ronde là, le grand party de juin 1990, qui a duré une semaine. Vous avez donc, à ce titre-là, un vécu très riche. Il paraît qu'à Paris maintenant on dit un ressenti personnel très fort.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Brassard: Bon. Et vous dites: L'histoire a prouvé que le régime est incapable de se rénover en profondeur. Pourquoi – je reviens là-dessus – d'après vous, les négociations constitutionnelles n'ont jamais, jamais, jusqu'ici, et à aucun moment, donné satisfaction au Québec? Est-ce qu'il y a une divergence fondamentale entre deux perceptions du fédéralisme, celle du Canada anglais, et celle traditionnellement défendue par le Québec? Est-ce qu'on est en face, finalement, d'une espèce de collision, de choc de deux visions incompatibles et contradictoires, et que donc, partant de là, vous en arrivez à la conclusion qu'il ne faut pas perdre de temps à essayer de le renouveler en profondeur?

M. Bernard: Je pense quand même qu'il y a beaucoup qui tient, je dirais, de la faute du

Québec dans ces échecs successifs. C'est peut-être qu'on demandait au système des choses que le système ne pouvait pas donner, finalement. Vous savez, le système fédéral, c'est un système qui a ses propres lois. Comme tout système, il y a des règles internes de fonctionnement. Le fédéralisme, c'est le partage des pouvoirs et ça suppose un certain équilibre dans ce partage; un équilibre entre le centre et les États membres et un équilibre entre les États membres eux-mêmes. Si on voit un partage qui est déséquilibré, qui est trop au centre ou trop dans les États membres, on fausse le jeu du fédéralisme.

Et puis, j'entendais M. Chrétien quand il est venu ici et je trouve que ce n'est pas pour rien qu'il est très hésitant à parler de la rénovation ou du changement du fédéralisme. C'est parce qu'il se rend compte que, finalement, ce système-là n'est pas flexible au point de pouvoir faire n'importe quoi. Et, M. Mulroney, c'est un petit peu la même chose. Il parle également de fédéralisme joliment rénové mais quand on veut arriver au spécifique... Bien évidemment, c'est normal. Puis je ne pense pas qu'on doive les blâmer. Je pense que c'est réaliste de leur part de dire: Écoutez, ce système-là, du fédéralisme c'est du fédéralisme. Vous ne pouvez pas faire de l'indépendance à l'intérieur du fédéralisme.

Et je pense que le Québec, avec les années, puis au cours des dernières années en particulier, s'est mis à devenir une nation. On n'a pas toujours été une vrole nation, je pense. On est devenu une nation. Et puis on veut avoir tous nos pouvoirs. On veut mener chez nous. On veut avoir tout ce qui est important. Vous n'êtes pas capable de soulever une question importante - posez la question aux Québécois - puis dire: Est-ce que vous seriez prêts à abandonner cette question-là? Les Québécois sont dans un "mood", dans une optique où ils veulent prendre possession des pouvoirs dont ils ont besoin pour solidifier cette nation qui est naissante.

Alors on se trouve dans la position où on veut tout avoir. On s'en va à la table de négociation puis on dit: On ne veut rien vous laisser, on veut tout avoir. Puis le reste du Canada, bien évidemment, a tendance à dire: Et puis nous autres, là-dedans? On est un pays très peu peuplé par rapport à sa distance, qui a des histoires différentes, avec des composantes différentes; on a quand même besoin d'un certain "melting pot", un peu comme aux États-Unis. On a quand même besoin de quelque chose qui nous cimente. Qu'est-ce que c'est qui nous cimente? Bien, c'est Radio-Canada, c'est le Régime de santé du Canada, c'est le Régime de pensions du Canada, ce sont toutes des choses qu'on veut avoir au Québec, mais ils disent: On ne peut pas se détruire nous-mêmes pour vous faire plaisir.

Alors, quand on se demande comment ça se fait qu'ils ne sont pas prêts à nous donner ce qu'on veut, bien c'est parce que peut-être que ce qu'on demande, ce n'est pas raisonnable dans le

cadre où on le demande. Et c'est pour ça que je pense que nous-mêmes on doit se faire une idée. On ne peut pas tout avoir. "We cannot have our cake and eat it too". Alors, il faut nous dire que si nous voulons avoir nos revendications traditionnelles, les pouvoirs que j'ai mentionnés - vous pouvez peut-être en rajouter quelques-uns qui vont venir devant votre Commission - si on veut avoir tout ça, bien il faut renoncer au fédéralisme. Et si on veut avoir le fédéralisme, bien il faut renoncer à une bonne partie de tout ça. Ce n'est pas tout mais une bonne partie de ça.

Je pense que si à votre Commission, à la réflexion, vous voyez qu'il y a du mérite dans ce que je dis, vous rendriez un grand service aux Québécois en disant: Écoutez. On ne peut pas tout avoir. Vous ne pouvez faire que le Canada s'ajuste à votre réalité québécoise sans tenir compte de la réalité canadienne. Vous devez tenir compte qu'il y a un Canada anglais. C'est une entité politique valable qu'on doit aider dans la mesure où on peut, comme eux doivent nous aider. On a de nos minorités qui sont chez eux comme ils ont de leurs minorités qui sont chez nous. Je parle de minorités linguistiques parce que les Anglophones sont des Québécois comme les autres, mais je veux dire des minorités quand même. On a toutes sortes de choses en commun. Ce sont toutes sortes de choses qu'il faut garder mais ce qui arrive, c'est qu'on sent qu'avec les années - si vous prenez les 10, 15 dernières années - tout ça se dégrade, les tensions montent, on dirait qu'on s'aime beaucoup moins qu'on s'aimait avant et je pense que si on continue dans la même voie, on va s'aimer encore beaucoup moins. On va aboutir finalement avec deux pays complètement séparés alors que ce n'est pas nécessaire de faire ça. On devrait être capables d'avoir nos propres affaires, eux les leurs, et de conserver l'espace économique qui nous est profitable de part et d'autre.

M. Brassard: En somme, M. Bernard, ce que vous dites: il faut se comprendre soi-même, identifier et bien cerner nos aspirations, notre volonté, mais ça ne doit pas nous empêcher d'essayer de les comprendre eux aussi et de se rendre compte que, finalement, vouloir satisfaire nos aspirations dans le cadre du régime fédéral c'est, au fond, leur demander de s'autodétruire ou de détruire leur pays, ce qu'ils considèrent comme leur pays. Je donne un exemple. J'ai beaucoup de respect pour M. Dion mais quand M. Dion vient nous dire: Dans la liste des revendications québécoises, il devrait y avoir la Charte québécoise qui s'appliquerait exclusivement au Québec et non pas la Charte canadienne enchaînée dans la Constitution. Moi, je pense que c'est une demande trop forte qu'on leur fait et ils ne peuvent pas accepter ça. C'est, à ce moment-là, renier leur propre conception du Canada et donc, il faut prendre acte de ça. Je pense que c'est

important. Votre mémoire, à ce titre-là, est important. Et il y a M. Rocheleau aussi, à Hull, qui a parlé également dans ce sens-là. Et quand vous dites: Je suis de plus en plus convaincu que la présence du Québec au sein de la Fédération empêche le Canada anglais de se définir lui-même, ça m'apparaît tout à fait vrai.

M. Bernard: Vous savez, le Canada anglais, ils n'ont pas eu de premier ministre anglais depuis combien de temps? Alors, les leaders canadiens-anglais ont besoin, comme toute société, de leadership. Il faut qu'ils s'identifient à quelque chose...

M. Brassard: Ils n'en ont pas présentement.

M. Bernard: ...mais ils se sentent obligés, presque toujours, de se référer au Québec, de se définir par rapport au Québec, de toujours tenir compte du Québec, etc. Alors, c'est très difficile pour eux, à un moment donné, de dire: Bien, écoutez. Déjà, on fait beaucoup pour vous autres, on en tient compte beaucoup et là, vous nous demandez finalement de nous effacer presque complètement. Moi, c'est pour ça que j'en suis venu... Je n'ai pas toujours pensé ça, mais à la réflexion et à voir comment ça fonctionne, en parlant, etc., je suis convaincu que le lien fédéral n'est pas approprié pour régir les relations entre le Québec et le Canada. Je pense que...

M. Brassard: Je vous remercie, M. Bernard.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions des membres. Il y avait neuf demandes, et parmi ceux qui ont fait des demandes il en reste encore sept qui sont présents. J'ai mis en fin de liste les deux qui avaient parlé à l'expert précédent, alors nous commençons donc par M. Larose, suivi de Mme Campbell Steer et de M. Dufour.

M. Larose: Merci, M. le Président. J'aurais envie de dire papier carbone pour l'essentiel du mémoire, et ça m'amène tout de suite à la question que vous formulez. Aujourd'hui, on a eu trois modulations. Vous êtes la troisième modulation dans la séquence. La CSN propose un référendum en juin, avec une question sur: Est-ce que vous acceptez que l'Assemblée nationale proclame sa souveraineté au plus tard en juin 1992, le temps de négocier et le temps de rédiger une constitution? M. Turp nous propose un référendum en juin 1991, mais proclamation de la souveraineté, négociations pendant un an pour avoir une union économique. Vous, vous nous proposez un référendum - là il faudrait savoir à quelle date mais je suppose que ça doit être à peu près dans ces dates-là - mais ce que vous proposez c'est un référendum sur l'indépendance, laquelle interférerait potentiellement, pos-

siblement, après deux ans de négociation, la négociation portant sur la souveraineté-association. Ce que je veux savoir c'est: Est-ce que la négociation porte sur l'association, ou sur et la souveraineté et l'association? (21 h 45)

M. Bernard: Bien, je ne sais pas pourquoi vous faites cette distinction-là. Je veux dire, si la négociation porte sur l'association, c'est que la souveraineté est acquise. Maintenant, la souveraineté a des éléments à négocier aussi, parce qu'il y a toute la question du partage, la succession d'État, etc. Alors, même la souveraineté peut faire l'objet d'une négociation, mais je pense bien que l'essentiel, au départ, ce serait de convaincre le Canada de s'asseoir pour dire ce que ça pourrait être cette association économique, ce qu'il faudrait mettre en commun pour garder l'espace économique canadien.

M. Larose: Mais est-ce que ça ne serait pas moins turbulent si le Canada anglais était tout de suite rivé à ses propres intérêts de négociateur? Autrement dit, on y va avec le mandat de la souveraineté acquise, à être proclamée ultérieurement ou tout de suite, dépendant des modalités, de telle sorte que le Canada, lui, serait pris à regarder ses propres intérêts pour gérer la situation. Je ne sais pas si je me fais comprendre.

M. Bernard: Même la souveraineté, remarquez, met en cause les intérêts du Canada. Je pense que moi, honnêtement, je ne vois pas la grande importance de faire les distinctions que vous voyez. Peut-être que je les comprends mal, mais je pense que le Canada anglais est concerné dans la souveraineté du Québec, il est concerné dans l'association économique, il est concerné par l'ensemble du problème, que vous le preniez par l'aspect souveraineté ou que vous le preniez par l'aspect association, je pense que vous allez nécessairement aboutir aux mêmes... Je ne vois pas la...

M. Larose: Le référendum, vous le prévoyez quand? Quand vous dites qu'il faut faire ça relativement vite, c'est...

M. Bernard: Bien, aussitôt qu'on est prêts à le faire. Si votre Commission, par exemple, réussit à remettre son rapport dans les délais qui lui sont impartis...

M. Larose: Les présidents sont partis pour ça, en tout cas. Ils nous le répètent à tous les jours.

Le Président (M. Michel Bélanger): Prenons ça pour acquis.

M. Bernard: Et si le rapport de la Commission est unanime ou presque, évidemment, ça

pourrait aller plus vite. Alors, je dirais, moi, allons aussi vite que possible sans rien précipiter. Si on est prêts en juin, il n'y a pas de raison d'attendre à l'automne, si on est prêts en juin. Mais si on n'est pas complètement prêts en juin, attendons à l'automne.

M. Larose: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Campbell Steer, suivie de M. Dufour.

Mme Campbell Steer: Merci, M. le Président. M. Bernard, en retournant sur votre troisième idée principale. Vous dites qu'il est souhaitable, pour le Québec, que le Canada continue à exister et que le Québec puisse former une association économique avec lui. Le PNB du Canada, sans Québec, serait réduit. Il resterait septième dans le groupe des sept. Le Québec deviendrait le quinzième et une union économique pourrait favoriser économiquement le Québec, surtout sur le plan international.

Comme vous dites que cette association est souhaitable, pourriez-vous nous expliquer plus en détail le concept d'association que vous envisagez? Quelle sorte d'union monétaire?

M. Bernard: Je pense que, si les deux parties s'assoient ensemble pour déterminer quel est le meilleur cadre juridique dans lequel on peut organiser le maintien et même, le développement de l'espace économique — parce que vous savez, l'espace économique canadien, on dit que c'est un espace économique commun — mais il y a encore beaucoup de barrières à l'intérieur de l'espace économique canadien. C'est probablement que, même à l'intérieur des structures actuelles, on ne réussit pas à négocier ces choses-là.

Si on a le Canada et le Québec qui s'assoient pour dire comment on organise le maintien de l'espace économique commun, on va certainement s'inspirer de ce qui se passe dans d'autres parties du monde où on est confrontés aux mêmes problèmes. Par exemple, en Europe, on part d'une situation où l'intégration économique est beaucoup plus large et on veut la bâtir. Ici, on a une intégration économique assez poussée et on veut la maintenir. Alors, je me dis qu'il ne devrait pas être plus difficile de bâtir des institutions pour maintenir un espace économique commun que d'en bâtir un. Je pense qu'en s'inspirant de ces modèles-là, on pourrait déterminer des modalités précises.

Mme Campbell Steer: ...une monnaie commune ou une banque centrale avec représentation proportionnelle ou...

M. Bernard: Je pense que ce serait à l'avantage du Canada et du Québec d'avoir une monnaie commune, pour éviter un abus de ce que j'appellerais de concurrence à l'étranger. Parce

que nos industries sont concurrentielles Canada-Québec et, si on a chacun sa monnaie, la tentation va être d'utiliser le taux de change pour favoriser ses exportations. Et ça, ça peut nous amener à une guerre économique qui ne serait profitable ni à l'un ni à l'autre.

Mme Campbell Steer: Quelle marge de manoeuvre aurons-nous, pensez-vous, pour mettre en place des politiques économiques différentes de celles de nos voisins canadiens?

M. Bernard: Les politiques économiques comme telles, si on parle des grandes politiques économiques, je ne crois pas qu'il y ait une différence très marquée avec la situation actuelle.

Mme Campbell Steer: Moi non plus. Surtout dans la même veine que la communauté européenne.

M. Bernard: Si on a le genre d'association économique auquel je me réfère, je ne crois pas qu'on ait les politiques économiques québécoises qui soient largement distinctes des politiques canadiennes.

Mme Campbell Steer: Comme la communauté européenne.

M. Bernard: La différence serait probablement qu'on aurait plus à dire dans la définition de la politique économique commune que nous n'en avons maintenant.

Mme Campbell Steer: Mais que nous devons au moins approcher une certaine harmonie de politiques et de...

M. Bernard: Exactement. Il va falloir mettre de l'eau dans notre vin. On ne pourra pas tout avoir.

Mme Campbell Steer: Et pour éviter tout dépassement d'investissements ou quoi que ce soit.

M. Bernard: Exactement.

Mme Campbell Steer: O.K. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Dufour, suivi de M. Turgeon.

M. Dufour: Merci, M. le Président. Merci, M. Bernard. Sur les cinq idées que vous nous apportez, il y en a deux qui sont peut-être plus nouvelles dans le sens qu'elles n'ont pas nécessairement été identifiées ici par les intervenants. La première, le maintien des structures politiques internes; M. Brassard y a touché. Moi, je veux parler de la persistance du Canada. Je pense que

vous êtes le premier qui, vraiment, campe le problème comme vous le campez. Et moi, ça me préoccupe beaucoup. Vous craignez, en fait, que le Canada se désintègre advenant la souveraineté du Québec, et je pense que c'est une analyse qu'il faut faire parce qu'on voit complètement les provinces de l'Est, par exemple... "Complètement", parce qu'on ne pense pas nécessairement à une bande de terre qui va les réunir, dans le bout de Sherbrooke, l'Ontario et les provinces de l'Est.

Déjà, pour ceux qui sont allés à Vancouver récemment et qui discutent avec les gens d'affaires, on sent une certaine tendance à lorgner vers les États-Unis. Il y a le Reform Party, dans l'Ouest, qui prend beaucoup d'importance. En tout cas, votre préoccupation, moi, je la fais mienne également. Et vous exprimez, en fait, quand vous la dites, cette préoccupation-là, une préoccupation économique qui rejoint d'ailleurs une autre préoccupation que vous avez déjà dans votre premier volet sur les structures, quand vous dites qu'avec la souveraineté on s'engagera vraiment dans des voies qui sont inconnues. Ça, je pense qu'on est tous d'accord là-dessus. J'ai le goût de vous demander: C'est quoi votre degré de crainte?

M. Bernard: Bon. Mon degré de crainte. Disons que tout ce qu'on fait comporte des risques, puis peut-être que depuis que je suis à la banque, je comprends mieux que, au fond, le risque, c'est partie de la vie. À la banque, on rémunère le risque et puis la banque a toujours le choix entre prêter et ne pas prêter. Mais c'est un risque également de ne pas prêter parce que si vous ne prêtez jamais, vous êtes en faillite. Alors, vous devez prendre des risques. C'est un risque de manger, également; vous pouvez vous empoisonner. Mais si vous ne mangez pas, c'est un risque encore plus grand.

M. Dufour: Est-ce que je suis en train de me situer dans le 50-50, là?

M. Bernard: Je pense que, en ce qui concerne le maintien du Canada, son intégrité, sa persistance, il y a un risque à ne rien faire aussi. Il y a un risque à laisser les choses se dégrader, comme à l'heure actuelle, où le Québec devient le ferment d'autonomies de plus en plus poussées dans l'Ouest, dans certaines provinces. On prend exemple du Québec. On dit: Si le Québec l'a, on veut l'avoir. Et puis, l'appétit vient en mangeant et puis, le rôle des provinces est plus fort, etc. Alors, vous êtes dans cette logique...

M. Dufour: Je pense que vous campez un problème très réel, et c'est un problème auquel on ne peut pas échapper. Rapidement, peut-être, une deuxième question. Il y a certains de vos collègues banquiers qui, récemment, disaient qu'il fallait peut-être repenser le Canada en régions

et penser à un Québec futur à cause de cette désintégration possible, notamment de l'Ouest, qui parlaient d'un Québec-Ontario. Comment réagissez-vous?

M. Bernard: Bon, écoutez, on est vraiment dans le futur lointain. Moi, personnellement, je pense que si nous agissons rapidement au Québec, si nous mettons les cartes sur la table et nous prenons notre décision, le Canada anglais est suffisamment solide à l'heure actuelle, il a suffisamment de valeurs communes pour passer au travers et maintenir son entité. Je pense que, avec le temps, je serais moins optimiste. Pour moi, ce n'est pas Québec-Ontario, c'est Québec-Canada. Dans 15 ans, je ne le sais pas.

M. Dufour: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Turgeon, suivi de M. Bouchard.

M. Turgeon: Oui, merci, M. le Président. M. Bernard, moi, un petit peu comme M. Rémillard et comme M. Larose, j'ai une fixation sur votre question. Puisque, en fin de compte, c'est la population qui aura le dernier mot, il va falloir que la question soit claire. Je conçois que celle-ci est beaucoup plus claire que celle de 1980. Mais elle n'est pas encore tout à fait limpide parce que ça laisse entendre, effectivement, qu'on va négocier la souveraineté en même temps que l'association économique, alors que dans votre texte, vous dites que l'association économique doit se faire entre pays souverains. La question qu'on se pose, c'est: Pourquoi ne pas régler d'abord, un fois pour toutes, le problème de la souveraineté, et ensuite l'association économique? Ça, c'est une chose.

M. Bernard: Juste pour répondre là-dessus, je pense que la question porte vraiment sur l'indépendance du Québec. Je pense que c'est ça qui est important. Il faut que les Québécois se prononcent sur l'indépendance du Québec.

M. Turgeon: Mais si, maintenant, ils sont prêts à s'en aller vers la souveraineté, pensez-vous que dans deux ans, ils vont être prêts à aller vers une indépendance plus dure? Là, la souveraineté vers laquelle ils s'en vont... ils disent: On va se donner le mandat de la souveraineté, et on va aller la négocier. Si la négociation ne marche pas, on aura quand même la souveraineté. Et on l'aura, cette indépendance dont vous parlez.

M. Bernard: Oui, c'est ça. Je pense que si les Québécois se sont prononcés pour l'indépendance, ils se prononcent sur l'indépendance. Mais comme on voit, tous les sondages le montrent et la réflexion le montre aussi, l'indépendance, c'est souhaitable qu'elle s'exerce dans le maintien de

l'espace économique commun.

M. Turgeon: Tout à fait.

M. Bernard: C'est pour ça que, dans la question, il faut dire aux Québécois: Nous voulons en aboutir finalement avec le Canada, à une entente de communauté économique. Mais si ça ne marche pas, est-ce que vous êtes prêts à faire l'indépendance?

M. Turgeon: Vous faites une différence entre indépendance et souveraineté?

M. Bernard: Je le fais pour les besoins de la cause, remarquez. J'ai déjà participé à la rédaction d'une question. Je sais que ce n'est pas facile.

M. Turgeon: ...je vous pose la question.

M. Bernard: Et on veut toujours la rendre la plus claire possible. Ce que je veux souligner, c'est ce que tout le monde comprend, je pense au Québec, c'est qu'il y a une chose qui s'appelle l'indépendance et il y a une chose qui s'appelle la souveraineté-association et que les Québécois en général préféreraient, si vous leur donner le choix entre les deux... Vous dites: Vous avez le choix, on vous le donne, faites ce que vous voulez. Je pense qu'ils préféreraient la souveraineté-association. En tout cas, c'est mon choix à moi. Si vous me donniez le choix en disant: Vous pouvez être indépendants complètement ou vous pouvez avoir un système de souveraineté-association, moi je choisis souveraineté-association. Je pense que les sondages disent la même chose aussi. Je dis au Québécois: Ce que nous, on propose comme gouvernement, ou comme ceux qui posent la question, ce qu'on propose c'est ce système-là. Mais il faut vous le dire bien clairement que l'association, on ne peut pas faire ça unilatéralement. Il faut que l'autre soit d'accord aussi. Alors, c'est possible que l'autre nous dise non. Alors, on ne veut pas s'engager dans cette voie-là si vous n'êtes pas prêts d'aller jusqu'au bout et en cas d'échec, faire votre indépendance absolue. C'est dans ce sens que j'essaie de combiner dans ma question, la souveraineté-association comme le but souhaité et l'indépendance comme une possibilité que...

(22 heures)

M. Turgeon: Vous souhaitez, M. Bernard, que cette Commission fasse ressortir les éléments d'un consensus national.

M. Bernard: Oui.

M. Turgeon: Un consensus sur quoi?

M. Bernard: Un consensus sur le fait, par exemple, qu'à choisir entre le fédéralisme et les demandes traditionnelles du Québec sur les

pouvoirs, on choisit les pouvoirs du Québec. Ça, je pense que si vous étiez capable de faire un consensus là-dessus, que s'il y a un choix à faire entre renoncer à nos pouvoirs ou renoncer au fédéralisme, on renonce au fédéralisme. Deuxièmement, qu'une fois qu'on aurait pris ce pas de renoncer au fédéralisme, on souhaite maintenir l'espace économique commun avec le Canada. Je pense que vous seriez capable de faire un consensus là-dessus. Puis ensuite, pour obtenir cette association-là, il faut aller à la table de négociation. Et pour aller à la table de négociation avec le maximum de pouvoir, il faut que les Québécois se soient prononcés sur leur acceptation de l'indépendance.

M. Turgeon: Dernière question, M. le Président. Vous dites, M. le Président, que dans l'intérêt du Québec à long terme, que le Canada anglais persiste comme entité politique distincte, très bien. Mais vous ne pensez pas qu'en craignant, nous, que le Canada s'écrase, se laisse entraîner par les Américains une fois que le Québec n'est plus là, qu'on est un petit peu insultants pour les Canadiens anglais. C'est comme si on pensait qu'ils n'avaient pas de colonne vertébrale, qu'ils n'avaient rien qui pourrait finalement leur faire décider de vivre ensemble, entre Canadiens anglais.

M. Bernard: J'espère que mon intervention n'est pas comprise dans ce sens-là parce que je n'ai aucun mépris pour le Canada anglais, c'est même le contraire. Je pense que c'est une société très valable, qui mérite de continuer. Je souhaite qu'elle continue puis qu'elle continue en accord avec nous. Je pense qu'on a beaucoup à échanger avec eux; on partage beaucoup de valeurs, on est capables de s'appuyer. En se comparant, par exemple, à la méthode américaine, vous voyez que la méthode canadienne est différente. Et puis, on partage beaucoup de valeurs avec eux, alors ce n'est pas méprisant du tout de dire qu'on souhaite qu'ils continuent comme société dynamique.

M. Turgeon: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Bouchard.

M. Bouchard: Merci. Au fond, M. Bernard, actuellement, à la Commission, il y a deux groupes, il y a deux écoles, deux façons de percevoir les choses. Certains pensent qu'on peut convaincre le Canada anglais d'apporter à la Constitution actuelle les modifications souhaitées par le Québec. D'autres disent: Non, c'est impossible, ils ne voudront pas. Puis deuxièmement, c'est impossible donc il faut construire un rapport de force pour que le Québec, se présentant de nouveau à la table de négociation, soit en mesure de faire les changements qu'il souhai-

te. Là, il y a une question d'analyse, de supputation, de conjectures: Est-ce qu'ils vont vouloir? Est-ce qu'ils ne voudront pas? M. Dion, lui, pense que c'est possible de le faire encore, au point qu'il voudrait inclure dans les modifications souhaitées, la subordination totale de la Charte canadienne à la Charte du Québec. Alors que M. Libman, tout à l'heure, aujourd'hui, nous a clairement indiqué que l'une des raisons pour lesquelles les anglophones, à tout le moins ceux du Québec, ont tiqué sur l'accord du lac Meech, c'était l'appréhension qu'ils avaient que la reconnaissance du caractère distinctif du Québec puisse altérer l'intégrité de la Charte des droits.

Alors on voit bien qu'il y a un problème fondamental, et aujourd'hui, vous, vous arrivez. Vous qui d'abord, avec l'expérience que vous avez, vous aussi qui venez juste de traverser l'épisode de l'accord du lac Meech – et vous l'avez traversé deux fois – vous étiez l'homme de confiance de M. Lévesque, l'un de ceux qui étaient tout près de lui, jusqu'à la fin. Vous avez été associé à toutes les négociations et après le départ de M. Lévesque, après l'arrivée de M. Bourassa, vous avez accepté de répondre à l'appel de M. Bourassa pour venir travailler avec son gouvernement, qui était un gouvernement, à l'époque, fédéraliste, pour jeter à nouveau une passerelle au-dessus du fossé qui nous sépare du Canada anglais, pour tenter de conclure un accord qu'on a appelé Meech. Vous avez réussi.

Vous êtes revenu ensuite, encore à l'appel de M. Bourassa, à la fin, encore au mois de juin, dans une démarche qui a paru très, très osée à plusieurs, y compris à moi, je dois dire, pour essayer de sauver une deuxième fois l'accord du lac Meech, allant même, selon certains, jusqu'à le diluer un peu. On a prétendu que non. C'est un débat qu'on va laisser ouvert. Mais il y a une lettre compliquée là, qui a été ajoutée, une lettre tordue à laquelle référence a été faite dans l'acte lui-même. Donc, l'existence de la lettre a été reconnue par les premiers ministres. Elle diluait; personne n'a trop compris ce qu'elle voulait dire mais c'était une tentative, en tout cas pour les tiers, de prétendre que la reconnaissance du caractère distinctif a été diluée. On a été jusque-là, on est allé jusqu'au bout, plus loin que la plupart d'entre nous, pour sauver la conception canadienne de notre pays, pour sauver l'intégrité d'un territoire unifié, etc.

Et là, vous aussi, vous avez assisté à l'effondrement de vos derniers espoirs. Et aujourd'hui, vous êtes assis devant nous, et vous nous dites: Non, c'est impossible de convaincre le Canada anglais d'apporter le genre de changement qu'on souhaite. Même si on revenait encore à Meech, aussi bas que Meech, parce qu'il y a cette conception d'un pays, leur pays, le pays qu'ils portent dans leur tête, dans leur cœur, le pays dans lequel ils se reconnaissent, auquel ils ne veulent pas renoncer. C'est légitime. Puis, on ne demande ça à des gens d'honneur. On ne peut

pas leur demander ça; ils vont encore nous dire non. Parce qu'ils sentent que c'est leur devoir, parce que c'est leur identité.

Alors, qu'est-ce qu'on fait maintenant? On revient encore un peu au rapport de force. Deuxièmement, à un ajustement. On dit oui, mais n'allons pas leur demander des choses qu'ils ne peuvent pas donner. Puisqu'ils ont besoin d'un pays à eux et qu'il nous faut le nôtre à nous, faisons-en deux. Cependant, on va le faire de la façon la plus harmonieuse possible. On va mettre toutes les chances de notre côté pour que soit maintenue l'union économique, et là on va se donner un rapport de force qui va être un peu différent de celui auquel moi, je pense en particulier, puis dont M. Turp a parlé encore tout à l'heure. C'est-à-dire, un rapport de force... On déclare tout de suite la souveraineté, on la suspend, elle n'entre pas en vigueur immédiatement... On la suspend le temps d'aménager les modalités du maintien de l'union économique, de l'union monétaire, etc.

Et là, on se fait dire: Attention, ils ne seront pas rationnels, ils vont être émotifs, ils ne voudront pas négocier, on va perdre du temps et finalement, on va être obligés de la faire quand même dans des conditions impossibles. Alors vous, vous renversez un petit peu l'affaire en disant: Non, on ne va pas la faire tout de suite. Mais on va décider tout de suite qu'elle sera faite quand ils n'auront pas voulu faire l'union économique.

Moi, ma question est la suivante: Qu'est-ce qui vous fait penser que procéder comme vous le souhaitez va convaincre le Canada anglais de réagir d'une façon plus rationnelle, va les convaincre de vraiment s'asseoir avec nous et de tenter de mettre en place une association économique? Qu'est-ce qui fait qu'ils le voudraient plus comme vous le souhaitez que comme on pourrait le souhaiter, nous, de notre côté?

M. Bernard: Bien, d'abord parce que c'est une démarche qui est plus franche. On ne fait pas de menaces. On ne dit pas au Canada anglais: Si vous ne voulez pas accepter, on vous menace de l'indépendance. Ce n'est pas ça qu'on leur dit. On dit aux Québécois: Écoutez, il faut régler nos problèmes, il faut prendre charge de notre nation. Il faut assumer les pouvoirs d'un État souverain. On ne fait pas ça pour menacer. Quand on va poser la question aux Québécois, ce ne sera pas en réponse à une menace ou ce n'est pas réaliser une menace qu'on a faite au Canada anglais.

On a posé aux Québécois l'idée: Est-ce que vous voulez être un peuple souverain? Est-ce que vous voulez assumer vos pouvoirs? Et quand ils vont nous avoir répondu oui, on va l'avoir posée en même temps, la question: Cette souveraineté, voulez-vous l'exercer à la méthode moderne, en interdépendance avec vos voisins, pour garder l'espace économique commun? C'est ça qu'on va

avoir posé aux Québécois. Alors, quand on va se retourner vers le Canada anglais, ce n'est pas une menace qu'on va leur faire. On ne viendra pas leur dire: Faites ci, faites ça, sinon... On va dire: Nous, on a pris notre décision chez nous. On a décidé qu'on voulait être un pays et on a décidé en plus que si ça vous intéresse, on est prêts à faire une association économique avec vous. C'est un peu comme les Français qui se sont retournés vers les Allemands et qui ont dit: On veut faire un marché commun ensemble. Les Allemands ne se sont pas sentis insultés; ils ne se sont pas sentis menacés. Ils ont dit: les Français nous offrent quelque chose.

Alors, nous, on prend notre décision de faire un pays chez nous, on est souverains et, en même temps, on se retourne vers le Canada anglais et on leur dit: Voulez-vous maintenant faire une association économique avec nous autres? Parce que notre décision est prise, le peuple s'est prononcé chez nous. Et on vous offre de faire une association économique. Je pense qu'il y a plus de chance qu'ils nous disent: Bien, on va au moins s'asseoir pour voir ce que ça pourrait être, cet espace économique commun, ce que ça voudrait dire cette communauté économique canadienne, etc. Pourquoi? Parce que ça ne les insulte pas. Tout simplement, nous, on a pris notre décision et on leur fait une offre.

Tandis que si on s'en va dans la voie traditionnelle où on se dit: On voudrait avoir ci, donnez-nous ci et si vous ne le faites pas, on va faire ça, etc. Il semble qu'on a moins de chance de réussir, moins de chance parce qu'ils vont peut-être dire: Bien, finalement, peut-être qu'ils ne le feront pas, ils ne savent pas si on veut le faire, etc. Je pense que c'est une meilleure façon de sauver le Canada au point de vue espace économique et sauver nos bonnes relations avec nos voisins canadiens de procéder de cette façon-là.

M. Bouchard: Autrement dit, le référendum nous ferait prendre la décision de principe de la souveraineté?

M. Bernard: Oui.

M. Bouchard: Deuxièmement, il comporterait une offre au Canada anglais de mettre en place une communauté économique?

M. Bernard: C'est ça.

M. Bouchard: Et troisièmement, il statuerait que la souveraineté n'est pas mise en vigueur aussi longtemps qu'un délai qui leur est donné pour mettre en place l'association ne sera pas écoulé.

M. Bernard: Oui. Bien, ça, c'est pour être "a fair game", je veux dire, et pour bien montrer au reste du monde aussi qu'on est des gens

raisonnables.

M. Bouchard: Pour calmer les appréhensions de Me Beaudry qui s'inquiète de la transition.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ça donne l'occasion à Me Beaudry de poser une dernière question, étant donné que lui et M. Béland ont encore la chance. Il nous reste un peu de temps.

M. Beaudry: C'est M. Béland avant moi?

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Béland d'abord, M. Beaudry après.

M. Béland: Ça va être plus court que M. Beaudry, alors...

M. Beaudry: Je ne suis pas sûr de ça.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Béland: M. Rémillard, tout à l'heure, nous rappelait votre carrière quand même remarquable. Je pense que ça vous donne toute l'autorité pour venir exposer le point de vue que vous nous présentez ce soir et le droit menant à tout, vous êtes devenu banquier. C'est cet aspect-là que je voulais surtout explorer un peu avec vous, mais il y a une chose qui m'a frappé dans votre mémoire, c'est qu'en plus de ça vous êtes un des rares à soulever, et comme banquier surtout, la question culturelle. J'aime beaucoup quand vous dites aussi: Il y a une chose qu'il faut protéger, c'est que sur la planète, nous sommes une nation, une nation qui est une richesse pour la planète et qui mérite d'être perpétuée. On n'a pas vu ça souvent dans les mémoires. Vous dites: Que nous le voulions ou non, nous sommes une nation, nous devons avoir la lucidité de l'admettre et le courage d'en tirer les conséquences si nous voulons apporter notre contribution aux progrès de l'humanité. Je trouve ça très beau et je trouve que ça vous honore. Mais je reviens au banquier. Il y a beaucoup de gens ici qui viennent – bien pas beaucoup mais quelques-uns – prédire des marasmes économiques; à travers les journaux, il y en a qui ne viennent pas ici, mais à travers les journaux, nous disent: La souveraineté ne se fera jamais parce qu'elle va coûter trop cher et ce que je remarque, c'est que ceux qui nous annoncent ça, on ne leur demande jamais de faire la preuve. Ils n'ont pas le fardeau de la preuve. C'est ceux qui disent, on va faire la souveraineté, à qui on demande de nous faire la preuve qu'il n'y aura pas de turbulence. Comme banquier, parce que je vous connais comme un homme sérieux, vous qui nous proposez la souveraineté, comment voyez-vous ça les risques d'un marasme économique ou d'un coût tellement exorbitant que finalement on aurait fait un bien mauvais coup de prendre

cette décision-là? Comment voyez-vous ça?

M. Bernard: Bien, moi je ne vois pas ça comme quelque chose de réaliste, je ne vois pas ça comme quelque chose de probable, mais d'un autre côté je ne peux pas dire que c'est absolument... On ne peut pas faire la preuve que ça ne se fera pas. On peut penser, peut-être, que toutes les circonstances défavorables s'accumulant par un hasard des choses, on ait une période plus difficile à passer dans la transition et je ne pense pas qu'il y ait personne qui soit capable de vous donner une assurance contre ça. Vous ne pouvez pas aller chez Lloyd's et dire: Voulez-vous m'assurer contre le fait que, peut-être, il va arriver telle ou telle chose qui va rendre la période plus difficile. Tout ce que je sais, c'est que le Québec est une société qui a les reins solides et qui est capable de passer à travers des perturbations. On peut les souhaiter les plus faibles possibles, on peut penser qu'il n'y en aura presque pas ou qu'il y en aura un certain nombre, mais comme société je pense qu'on a les reins assez solides pour passer au travers. À ce point de vue là, il n'y a pas de problème pour moi.

M. Béland: Je vous remercie.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Beaudry, vous avez à démontrer que vous pouvez être plus bref que M. Béland.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. M. Bernard vous avez presque répondu à ma question en répondant à M. Bouchard, même si on n'a pas toujours les mêmes idées, occasionnellement on se rencontre.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Beaudry: Ma question se serait située dans la vôtre en fait. Quand vous dites: Acceptez-vous que le Québec déclare son indépendance après une période de négociations, une entente de souveraineté-association? Et vous dites dans votre rapport ou dans votre mémoire: On ne peut pas tout faire en même temps, il faut prendre le temps de digérer les gestes qu'on pose. Si on devient souverains, on récupère toutes nos compétences en se déclarant souverains.

Ma question est la suivante. Est-ce que vous verriez possiblement ou est-ce que vous rallieriez possiblement à l'idée de dire la même phrase: Acceptez-vous que le Québec déclare son indépendance si, après une période de deux ans, le Québec s'entend pour récupérer les pleins pouvoirs en culture, en éducation, dans la famille, en immigration, dans la santé? On les énumère précisément, ceux qu'on veut avoir immédiatement. Si ce n'est pas réalisé dans deux ans, on fait notre indépendance. Est-ce qu'une

question dans cet ordre... Parce que là, on reste quand même dans une espèce de souveraineté-association. On est interdépendants tout de même.

M. Bernard: M. Beaudry, je ne me rallierai pas...

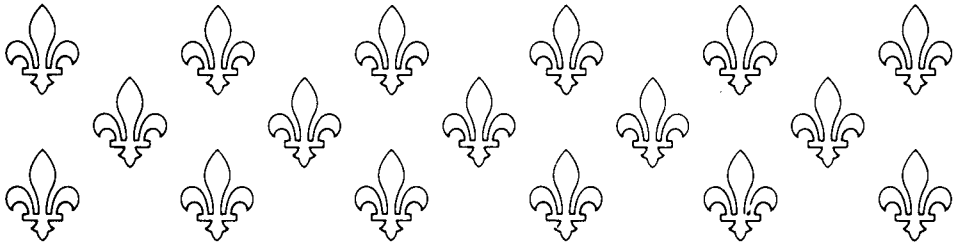
Le Président (M. Michel Bélanger): Ce sera la dernière réponse, M. Bernard. Vous avez le droit de la polir.

M. Bernard: Je ne me rallierai pas à ça parce que, à mon sens, ce serait engager cette dernière négociation sur ce que je pense être un échec presque certain. Je pense que ce serait très dangereux, si on veut garder des bonnes relations avec le Canada, si on veut garder un espace économique commun, de faire la dernière négociation sur un sujet ou dans une optique où, à mon sens, on a très peu de chance de réussir.

Je pense que c'est vraiment un piège que de penser que ce serait plus facile de négocier avec le Canada un fédéralisme vraiment décentralisé pour avoir le genre de pouvoir auquel vous faites allusion que de négocier une entente de souveraineté-association. Je suis profondément convaincu.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Bernard, je vous remercie d'avoir mis à notre disposition les fruits de votre réflexion et de votre expérience. Je rappelle aux membres de la Commission que nous reprenons les travaux demain matin à 9 heures, ici même, 9 heures et non pas 9 h 30. Le comité directeur, bien sûr, toujours tôt à l'oeuvre, demain à 8 heures, ici même également. La séance est maintenant levée.

(Fin de la séance à 22 h 16)



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats



**COMMISSION SUR L'AVENIR
POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL
DU QUÉBEC**

Présidents: MM. Michel Bélanger et Jean Campeau

Québec, le mercredi 19 décembre 1990

No 23

**Publié sous l'autorité du président de l'Assemblée nationale,
M. Jean-Pierre Saintonge**

QUÉBEC

Note de l'éditeur:

Une traduction des débats qui se déroulent à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est aussi disponible.

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires
70 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$
(La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$)

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:
Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
Québec, (Québec)
G1R 5E6 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Table des matières

Coalition pour la défense des services français de Radio-Canada	1665
Union des producteurs agricoles	1673
Union des municipalités du Québec	1688
Association minière du Québec	1699
M. Ivan Bernier	1706
Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail	1718
M. Henri Brun	1726
M. Charles Taylor	1739
Société professionnelle des auteurs et compositeurs	1750
M. Jean-Yves Grenon	1757

Intervenants

M. Jean Campeau, président

Mme Pauline Marois
M. Serge Turgeon
M. Gérald Larose
M. Gabriel Desjardins
M. Lucien Bouchard
Mme Claire-Hélène Hovington
M. Guy d'Anjou
M. Ghislain Dufour
M. André Ouellet
M. Roger Nicolet
M. Gil Rémillard
M. Jacques Brassard
M. Guy Chevette
M. Jacques Léonard
Mme Lorraine Pagé
M. Marcel Beaudry
M. Raymond Savoie
M. Charles-Albert Poissant
M. Claude Dauphin
M. Jacques Bertrand
Mme Cheryl Campbell Steer
M. Robert Libman
Mme Louise Bégin
M. Neil Cameron
M. Cosmo Maciocia
Mme Jeanne L. Blackburn
M. Guy Bélanger
Mme Louise Harel
M. Serge Turgeon
M. Robert Benoit

(suite à la page suivante)

Table des matières (suite)

- * Mme France Dauphin, Coalition pour la défense des services français de Radio-Canada
- * M. Michel Parenteau, idem
- * M. Gilles Provost, idem
- * M. Marc Charette, idem

- * M. Jacques Proulx, Union des producteurs agricoles
- * M. Pierre Gaudet, idem
- * M. Yvon Proulx, idem
- * M. Yvan Loubier, idem

- * M. Ralph Mercier, Union des municipalités du Québec
- * M. Normand Mandeville, idem
- * M. Jean-Claude Beaumier, idem
- * M. Jean-Paul L'Allier, idem

- * M. Claude Drouin, Association minière du Québec
- * M. Normand Ouimet, idem
- * M. Dan Tolgyesi, idem
- * M. Jean Roberge, idem

- * Mme Martine Bégin, Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail
- * Mme Marie-Claude Martel, idem
- * Mme Michéline Simard, idem

- * Mme Lise Aubut, Société professionnelle des auteurs et compositeurs
- * M. Sylvain Lelièvre, idem

- * Témoins interrogés par les membres de la Commission

Erratum

Nous nous excusons d'une malencontreuse erreur qui s'est glissée dans un énoncé de M. Jean-Luc Migué, expert invité de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, publié en page 1604 du compte rendu de la séance tenue à Québec le 18 décembre 1990. Il aurait fallu lire que M. Migué s'est exprimé comme suit: "Je refuserais cependant qu'on m'impose l'alternative statu quo-indépendance."

L'éditeur

Québec, le mercredi 19 décembre 1990

Audition d'organismes et d'experts

(Neuf heures neuf minutes)

Le Président (M. Jean Campeau): Je déclare la séance de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec ouverte. Je me permets de répéter que le mandat de la Commission est d'étudier et d'analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et de formuler, à cet égard, des recommandations.

Encore aujourd'hui, la séance sera consacrée à l'audition de personnes ou d'organismes qui ont fait parvenir un mémoire à la Commission. Nos premiers intervenants ce matin sont des représentants de la Coalition pour la défense des services français de Radio-Canada. La durée de l'audience sera de 30 minutes. Mme France Dauphin est la porte-parole de la Coalition. Bonjour, madame. Est-ce que vous pouvez nous présenter...

Coalition pour la défense des services français de Radio-Canada

Mme Dauphin (France): Bonjour, oui, avec plaisir. J'ai, à ma droite, M. Marc Charette, annonceur de la région de Matane; à côté de lui, M. Christian Martineau, réalisateur de la région de Québec; il y a M. Gilles Provost, journaliste; à ma gauche, il y a Michel Parenteau, coordonnateur de la Coalition pour la défense des services français de Radio-Canada.

Alors, nous tenons à vous remercier d'avoir accepté de nous entendre à la Commission. On doit vous dire qu'on est encore sous l'effet du choc des dernières coupures budgétaires de Radio-Canada. On est très attristés de ce qui arrive aux francophones du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord. Pour nous, c'est, en fait, une expression de la réalité d'un Québec, une province comme les autres. Quand on n'est pas distinct, voilà ce qui arrive.

On a, comme ça, trois stations qui sont coupées. Ce qui est terrible, c'est que la télévision en région, c'était la place publique d'autrefois. Ça permettait aux francophones de se parler, de se voir, et c'est important de se voir. La télévision était un lieu d'échange. Et maintenant, on a dit: Non, c'est terminé, on doit agir autrement. On est un peu désolés, nous, à la Coalition, de voir que le Québec, le gouvernement québécois, qu'on pense vraiment être le gardien, le chien fidèle de la culture francophone, ne réagit pas plus fort, n'exige pas du gouvernement fédéral de ne pas faire ces choses-là, de protéger de façon particulière la culture francophone, parce qu'on est dans une mer anglophone et que, pour nous, c'est important de se voir. C'est important que les régions soient

présentes à la télévision. Il ne faut pas revenir à la radio.

Alors, ceci étant dit, on passe le choc. On va vous expliquer un peu ce qu'est la Coalition. On a vu le jour en 1988 et on est un large regroupement de journalistes, de réalisateurs, de créateurs, d'artistes, de musiciens, de comédiens, des auteurs. En fait, ça regroupe les syndicats des employés du Service français de Radio-Canada, l'Association des cadres de Radio-Canada, section Québec, l'Union des artistes, la Guilde des musiciens, la Société des auteurs, des chercheurs, des documentalistes et compositeurs. En 1988, on s'est donné un objectif. C'est qu'il fallait sensibiliser la population, l'opinion publique, les parlementaires, le gouvernement, à la situation du réseau français de Radio-Canada. On voulait, et on veut toujours, on réclame la mise en oeuvre de mesures pour permettre à Radio-Canada de vraiment jouer son rôle moteur au niveau culturel, auprès de la francophonie.

Pourquoi on a vu le jour en 1988? C'est que là, on avait vraiment atteint le fond du baril. Depuis la fin des années soixante-dix, on a assisté à une série de coupures dont il est question, d'ailleurs, dans le mémoire qu'on vous a remis. Et ça rendait la situation au réseau français de Radio-Canada vraiment insoutenable. On va y revenir. On a vu le jour pour réclamer, en fait, une reconnaissance législative et administrative du caractère distinct et des besoins particuliers du Service français de Radio-Canada. Pour nous, c'est la seule façon de pouvoir faire notre travail de façon équitable et de rendre aux francophones ce qu'il leur est dû. On a demandé aussi un financement accru et équitable pour le réseau français, et ça c'est par rapport au financement qu'on offrait au réseau anglais de Radio-Canada.

Troisièmement, en 1988, on s'est donné un troisième mandat, celui d'avoir des infrastructures et des ressources appropriées au besoin d'expression des communautés francophones en régions. Le réseau français n'est pas gâté pour ce qui est de toute l'infrastructure pour rejoindre les communautés francophones à travers le pays et le Québec de façon particulière.

J'aimerais... Je prends une minute pour un peu vous raconter qu'est-ce qui s'est passé depuis les 10 dernières années. En 1980, le budget du réseau anglais était de 10 % supérieur au budget du réseau français. En 1983-1984, l'écart était de 80 %. Et j'aimerais vous rappeler que lorsqu'on fait des émissions, c'est le même prix lorsqu'il faut se déplacer, lorsqu'on fabrique des décors, lorsqu'on a des costumes, etc. Comment se fait-il qu'on se retrouvait avec un pareil écart?

En 1989-1990, la croissance budgétaire allouée aux activités de programmation était de 65 000 000 \$. Bon. On s'est dit: Ça y est, on va essayer de remonter la pente. 71 % de ce montant-là sont allés au réseau anglais et 29 % au service français. Ça, ça n'aide pas! Qu'est-ce qu'on nous a dit? On a toujours invoqué: Il y a un problème, voyez-vous, c'est que l'identité canadienne au réseau anglais, pas facile, pas facile. Les Américains sont là, la compétition est forte, il faut que vous compreniez qu'on compétitionne avec les Américains et que les francophones ne compétitionnent avec personne. Alors, il faut des gros moyens, parce qu'il faut servir du "Dallas", et du "Dallas", ça coûte cher. Alors, ça prend bien du fric. C'est un peu comme ça qu'on nous expliquait la chose.

Je voudrais, juste au niveau de l'information, vous rappeler qu'une émission qu'on connaît tous bien, "Le Point", en 1989-1990, son budget était de 3 340 000 \$. À CBC, "The Journal", son homonyme, son budget est de 8 000 000 \$. Il me semble que les francophones ont droit à une même qualité d'information dans le Canada. Comment se fait-il que pour faire l'information en français, ça coûte moins cher? Je ne comprends pas. Pourtant, on a des cotes d'écoute au "Point", quand on parle de cotes d'écoute hebdomadaire de 700 000, en moyenne, c'est fort comparable à ce qui se passe au réseau anglais, proportion gardée de la population.

Ce qui a provoqué un appauvrissement au niveau culturel, les émissions dramatiques, il n'y en a presque plus. Je vais vous citer Pierre Gauvreau qui me disait: Tu sais, quand on fait un succès avec "Les filles de Caleb", qu'on va se chercher un 3 000 000 de cote d'écoute, on nous dit: Oh! Oui, mais nous autres, "Anne of Green-gables", c'est un très gros succès, on va chercher 6 000 000. Il dit: Moi je conclus que comme on est 20 % de la population canadienne, quand "Les filles de Caleb", de l'auteure Arlette Cousture, va chercher 3 000 000, c'est un très gros succès. Je me dis: Dans ce temps-là, on n'est pas récompensés, au contraire, on se fait dire: Comme tu réussis, tu n'as pas besoin d'avoir plus de ressources. Et ça va même jusqu'à... Il disait: Pour "Cormoran", ça a pris deux ans avant qu'ils acceptent que j'aille à Kamouraska, ça coûtait tellement cher. Pendant ce temps-là, il y avait "Chasing Rainbow", une série qui est un succès au réseau anglais, eh bien! eux, l'équipe torontoise était à Montréal pour tourner. Ça vient lourd, tout ça.

Donc, nous on est venus vous dire, à cette Commission, on est venus dire à la Commission: Plus question de statu quo. On ne peut plus penser continuer comme ça, sans qu'il y ait une consécration du caractère distinct, parce que le réseau français de Radio-Canada ne tient plus le coup, on n'arrive pas à se faire financer, on n'arrive pas à avoir des moyens, on n'arrive pas à retrouver des émissions, à mettre à l'horaire

des émissions culturelles, on n'arrive pas à refléter la créativité de nos auteurs, le talent de nos artistes, et aussi une bonne couverture d'information.

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce que vous pourriez en arriver à vos conclusions?

Mme Dauphin: Oui, alors on vous demande. Ce qu'on dit, c'est: Pas de statu quo. Si on parle d'une réforme constitutionnelle, on dit qu'il est essentiel, pour qu'il y ait une bonne couverture, pour qu'on puisse bien jouer notre rôle, que soit enchâssé dans la Constitution le caractère distinct de la société francophone, de la société québécoise. Advenant la souveraineté, nous vous demandons un forum thématique sur l'avenir des institutions fédérales comme, par exemple, Radio-Canada. Il faut qu'on en parle, et il faut qu'on le règle, parce que pour nous, ce qui est encore plus important, c'est d'assurer une télévision et une radio francophones de qualité à notre population.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, Mme Dauphin. La première intervention de la journée, Mme Pauline Marois.

Mme Marois: Merci, M. le Président. Bienvenue à notre table. Je pense qu'on va convenir évidemment ensemble de l'importance d'un moyen aussi puissant que sont les médias électroniques pour défendre le progrès d'une culture, pour défendre l'environnement d'une culture et, à cet égard, votre cri au secours est sûrement important, il est sûrement important qu'il soit lancé.

Vous dites dans votre préambule, à partir de la définition de vos objectifs, des objectifs que vous défendez, vous dites: "Jusqu'ici, nos efforts ont été constamment déçus comme en fait foi le présent mémoire". Compte tenu de la situation actuelle qui est vécue à la Société Radio-Canada, est-ce que vous avez encore le sentiment que les objectifs que vous poursuiviez sont atteignables? que vous pouvez encore être entendus? Parce que si je comprends ce qui se passe sur le territoire, les coupures que l'on connaît ne vont pas dans le sens de ce que vous souhaitez. Ma sous-question c'est: Les coupures qui sont actuellement appliquées à la Société Radio-Canada, est-ce qu'elles le sont proportionnellement, dans le respect du poids du nombre que la communauté anglophone représente, et que la communauté francophone représente, ou si c'est un autre critère qui s'est appliqué, un peu comme vous le suggérez.

Mme Dauphin: M. Parenteau va répondre.

M. Parenteau (Michel): Oui, je vais commencer par votre deuxième question pour revenir ensuite à la première. Vous demandez si les

coupsures, les compressions qui sont appliquées le sont en respect d'un critère, comme le poids du nombre et tout. La Coalition, depuis 1988, exige une chose, c'est qu'on reconnaisse aux francophones le droit à la même qualité de télévision et de radio qu'on reconnaît aujourd'hui aux anglophones. Ce n'est pas une question de poids démographique, comme l'a dit Mme Dauphin, tout à l'heure. Il en coûte aussi cher faire de bonnes émissions en français, à peu de choses près, que de bonnes émissions en anglais.

Alors on s'explique mal que, au cours par exemple des 15 dernières années, en 1976, les budgets de la programmation des deux services, anglais et français, étaient égaux alors qu'aujourd'hui il y a une différence de 80 % à 90 % dans les budgets. Ce qu'on réclame, ce n'est pas qu'on applique des compressions sur la base d'un critère type poids démographique, je ne sais pas, par exemple 29 % pour les services français et 71 % pour les services anglais. Ce qui nous fait mal, c'est que, depuis notamment les cinq dernières années, on a accéléré le processus de compression et de coupure à Radio-Canada, ce qui fait que l'objectif que nous nous sommes fixé comme coalition – et là, je reviens à votre première question – il devient de plus en plus illusoire dans le système actuel de pouvoir penser le réaliser. Plus on comprime les dépenses et le budget de Radio-Canada, plus on rend impossible la recherche d'une équité véritable entre les services français et les services anglais, et c'est ça un peu le propos de notre mémoire aujourd'hui. C'est qu'on croit que le système fédéral ou le régime fédéral aujourd'hui n'a peut-être plus la capacité et ne semble plus avoir la volonté politique de maintenir des services équitables en français et en anglais pour desservir l'ensemble de la population du Canada. Et ça nous amène à poser la question à la Commission, à savoir que dans ces conditions, compte tenu que la télévision et la radio, mais surtout la télévision, aujourd'hui est un vecteur extraordinaire, extrêmement puissant pour le développement et l'affermissement d'une personnalité culturelle et qu'il n'y a pas de souveraineté sans une telle personnalité culturelle, bien assise et bien développée, on se dit: Il va falloir éventuellement traiter de cette question-là, y compris dans un cadre politique et constitutionnel. Et c'est pour ça qu'on est ici aujourd'hui.

Mme Marois: D'accord. Dans ce sens-là, le sentiment qu'on a parfois, c'est que le fédéral a quasiment pris pour acquis que le Québec s'en allait vers sa souveraineté et qu'on prévenait les coups. Vous réagissez à ça. Non, c'est le sentiment qu'on finit par avoir à ce moment-ci parce qu'on dit: Effectivement... Je pense que l'analyse que vous faites, les postulats que vous posez – et je suis contente que vous soyez revenu sur cette notion du poids du nombre parce que j'avais bien compris mais je voulais qu'on en

reparle – sont tout à fait pertinents mais les faits contredisent absolument ces attentes que vous avez et, à cet égard-là, je me dis: Si... Parce que dans le passé, Radio-Canada a toujours prétendu et le gouvernement fédéral a toujours prétendu que si la culture québécoise était restée forte, c'était grâce aux interventions finalement d'Ottawa. Or, moi, j'ai toujours, enfin, nous avons toujours eu l'impression qu'il y avait aussi un certain nombre d'efforts faits par le peuple québécois lui-même pour se prendre en main et s'assumer. Je ne sais pas si vous avez des commentaires sur ça.

Mme Dauphin: Oui, vous avez parfaitement raison et ce qu'on peut voir des coupures, c'est qu'en fait on a dit: Le Québec est une province comme les autres. Et ce qu'on avait comme dernier message quand on a réfléchi à ce qu'on allait vous raconter, c'est: Dépêchez-vous à vous brancher, parce qu'on est en train de vider la maison, là. Et au réseau français, c'est ça qui se passe, on vide. Alors on va vous laisser je ne sais pas quoi si toutefois vous vouliez la souveraineté, on vide. On ne fait plus d'émissions, on n'assure plus la relève. Qu'est-ce qu'on fait?

Mme Marois: Un Québec souverain devrait, j'imagine, continuer par l'intermédiaire d'une société semblable, elle s'appellerait Radio-Québec, incluant ce qui se passe actuellement à Radio-Canada. Devrait-il, bien sûr, continuer à offrir des services aux francophones hors Québec?

M. Provost (Gilles): Mais il nous semble extrêmement important, de toute façon, qu'il y ait un réseau public d'information au Québec pour que les régions puissent se développer, se structurer. On a juste à regarder, justement, le rôle de la télévision en Acadie, comment depuis quelques années, depuis qu'il y a un service de télévision locale en Acadie, comment cette région-là s'est découverte, s'est structurée, s'est illustrée. Il y a des gens qui sont sortis de là grâce à la télévision. Et dans ce sens-là, il est essentiel que dans un Québec, quel que soit son statut, on assure une vitalité des régions à l'aide d'un réseau public fort. Ce n'est pas l'entreprise privée qui va faire des affaires publiques à Gaspé. Il ne faut pas se faire d'illusions. Alors vous posez la question de l'aide qu'un Québec indépendant pourrait apporter aux communautés francophones du reste du pays, je pense que c'est difficile de voir comment ça se ferait dans la pratique, mais il nous semble assez évident, si le Québec se sépare, que le reste du Canada ne fera plus beaucoup d'efforts pour ces communautés-là. Et il va y avoir une suppléance à établir certainement. Sous quelle forme, c'est à définir.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, Mme Marois. Le prochain bloc de questions, il y

a cinq intervenants. Alors si chacun voulait faire diligence, on aurait le temps de passer tous les cinq. D'abord M. Turgeon, suivi de M. Proulx et de M. Larose.

M. Turgeon: Merci, M. le Président. Je pense qu'il est important de bien comprendre que cette coalition qui est devant nous est très signifiante parce qu'elle représente tout ce qu'il y a d'artisans et de créateurs au service français de Radio-Canada. Vous démontrez très bien que le statu quo est intolérable, que le fédéralisme, tel qu'on le conçoit et qu'on le pratique à Radio-Canada, c'est vraiment, ça aboutit à une inéquité systématique à l'égard des francophones, les récentes coupures pratiquées en régions par la Canadian Broadcasting Corporation, bien sûr, plusieurs régions du Canada ont été coupées dans leur service local et régional, il n'y a pas seulement dans l'Est du Québec que ça s'est fait, ailleurs au pays, là aussi on a réagi. Mais sans vouloir paranoïer, je pense qu'on peut bien convenir que les coupures opérées de la sorte dans le milieu francophone ont beaucoup plus d'impact sur l'identité de ces derniers que chez les anglophones, surtout quand on fait taire la seule voix française qui existait dans plusieurs de ces endroits-là. Il y a une chose qui me semble importante à préciser à ce moment-ci, c'est qu'il n'y a pas de paradoxe à réclamer les pleins pouvoirs pour le Québec et sa souveraineté, par exemple, en même temps qu'on plaide pour que Radio-Canada joue le rôle qu'elle a à jouer. C'est que quand on est dans le système, on doit exiger le maximum du système puisqu'on paie pour ça.

Or, remarquons bien que c'est au moment où nous évoluons en plein dans le système fédéral qu'on assiste au démantèlement, pour ne pas dire au délabrement que l'on sait. Et ça, ce n'est certainement pas la souveraineté qui a fait ça. Qui plus est, on voit que depuis 10 ans, vous l'avez bien démontré, l'écart ne fait que s'accroître entre les ressources mises au service de la production francophone puis celles qu'on met au service de la production anglophone parce qu'on distribue l'argent selon le poids démographique alors que ça devrait être 50-50 à tout le moins en ce qui concerne les budgets de production.

Alors, moi, mes questions, j'en ai deux: Compte tenu du fait, et vous le dites très bien, que la détérioration de Radio-Canada appauvrit la société québécoise, qu'est-ce que vous préconisez à court et à moyen terme? M. Masse, lui, dit qu'il coupe en régions pour qu'on prenne cet argent-là puis qu'on le mette sur la production dans les gros centres. Est-ce que vous y croyez? Et deuxièmement, dans la foulée de ce que vous a demandé Mme Marois, est-ce que vous craignez, vous qui travaillez à Radio-Canada, vous qui gagnez votre vie quotidiennement à Radio-Canada, craignez-vous quand on parle de rapatrier ça dans un Québec souverain?

Mme Dauphin: Quand M. Masse dit: On va le faire à partir de Québec, nous les artisans du réseau français, on sait qu'on n'a pas les moyens parce qu'il faut calculer que les dernières coupures qu'on a eues, on les a eues après que nous, on était à l'os. Je ne suis pas certaine que les Anglais étaient à l'os comme on l'était et une fois qu'on a été bien à l'os, ils ont dit: Maintenant dernière coupure, on enlève trois stations. Eh bien, nous autres, c'est un membre là qui est parti parce qu'on était à l'os. Alors, quand on demande par exemple à Québec: Est-ce que vous vous réjouissez de faire maintenant la grande ouverture de la grande région – parce qu'on joue avec les mots là, avant il y avait les petites régions, maintenant il y a la grande région – est-ce que vous vous réjouissez de la chose? Là, ils disent: On ne sait pas comment on va faire ça là, s'ils ne nous donnent pas plus de "fric", comment on va pouvoir couvrir ça, comment on va jouer ça. On n'y croit pas là, on n'y arrivera pas. Quant à la question d'avoir peur, je vous dirais qu'on croit beaucoup à la radio et à la télévision publiques, on croit beaucoup à la francophonie puisqu'on travaille au réseau français, alors on n'a pas peur, on a vraiment pas peur. Ça ne se peut pas qu'on ne puisse pas arriver à s'entendre et que l'expertise qu'on a développée – parce qu'il faut bien comprendre qu'on a une expertise en radio-télévision – que ça ne serve pas à la francophonie, ça on ne peut pas le croire. Donc, on n'a pas peur.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci. Alors, M. Proulx.

M. Proulx (Jacques): Merci, M. le Président. Alors, peut-être naïvement je croyais qu'il n'y avait plus personne à convaincre au Québec et au Canada de l'importance de la radiodiffusion et de la T.V., particulièrement en régions. Malheureusement, on réalise aujourd'hui qu'il y a encore beaucoup de gens qui ne sont pas conscients de la place qu'ont prise justement la télévision, la radiodiffusion et de leur importance aussi pour le développement social, économique, culturel et politique et encore davantage dans les régions parce qu'on y est plus démunis pour toutes sortes de raisons. Et je réalise en plus, encore une fois – ce que je dis très souvent – qu'on est de plus en plus administrés par des petits comptables qui ne savent qu'additionner des colonnes de chiffres, et ça, c'est très malheureux.

(9 h 30)

Moi, mon intervention – il n'y a pas de question – c'est juste pour vous appuyer dans votre démarche, parce que ça ne fait que concrétiser que ce qu'on réalise depuis déjà un bon bout de temps dans le débat des états généraux du monde rural qu'on est exclus de la prospérité sous toutes ses formes. Et je pense qu'on doit rapidement faire un effort supplémen-

taire pour tenir le fort jusqu'à à aller, je l'espère, très rapidement, vers notre souveraineté et, à partir de là, pouvoir utiliser ce qu'on a payé pour mettre en place, ce qu'on a payé en argent et en efforts, pour pouvoir l'utiliser pour la plus grande prospérité du peuple québécois. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Vous n'avez pas de question?

M. Proulx: Bien, une question... Ils peuvent faire un commentaire s'ils le veulent. Je pense que chacun veut commenter.

Le Président (M. Jean Campeau): Bien, si vous êtes d'accord, vous ne répondez pas!

M. Provost: Je pense qu'il y a plusieurs intervenants devant cette Commission qui ont insisté sur l'importance des régions dans un Québec souverain. Je pense que la décision de Radio-Canada va exactement dans le sens contraire, celui d'une centralisation dans les grands centres, Montréal, Québec, etc. Et si on accepte ça, si le Québec ne fait rien pour contrer ce mouvement-là, une fois que les structures sont détruites, ça devient très difficile de changer ce mouvement.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait. Merci, M. Larose.

M. Larose: Merci, M. le Président. Mon préambule rejoint la dernière intervention. C'est vrai que, par la tournée régionale que la Commission a faite dans plusieurs villes de l'Est du Québec et au Saguenay-Lac-Saint-Jean, en Abitibi, dans l'Outaouais et dans l'Estrie, il me semble que si ce n'est pas une découverte, c'est certainement une très grande sensibilisation qui a eu lieu à la faveur de cette tournée-là. C'est qu'on ne peut redéfinir un Québec sans faire appel aux dynamismes régionaux, sans redéfinir les rapports - j'allais dire capital-régions ou les rapports bureaucratie-terrain - bref, les appels incessants pour qu'on outille les milieux et qu'on puisse compter sur leur dynamisme pour le développement économique, le développement régional. Je pense que ça a été des plaidoyers assez systématiques et très sensibles.

Moi, je voulais que vous nous donniez maintenant un peu d'information sur, la couverture télévisuelle en régions depuis que Radio-Québec a procédé à une opération assez sanglante il y a quelques années. Là, c'est Radio-Canada. Qu'est-ce qu'il reste dans les régions, à part le privé qui, habituellement, répond surtout à des critères qui ne sont pas tous déshonorants mais, disons, qui peuvent servir d'autres objectifs que ceux de l'information? C'est quoi la situation, particulièrement dans l'est? J'ai comme

l'impression que la manif de 5000 personnes - 5000 personnes à Rimouski, c'est quelques centaines de milliers à Montréal - ça doit signifier quelque chose. C'est quoi la couverture actuelle?

M. Charette (Marc): La couverture actuelle c'est que, chaque jour, à compter de 17 h 30, entre la période du "Ce Soir", en provenance de Québec, tout ce qui est produit entre 17 h 30 et 19 heures, c'est une période où, de Québec, jusqu'à 18 heures, c'est la période exclusivement de Québec, où on parle de l'activité sociale, de l'activité culturelle de la ville de Québec, et où on tentera peut-être - jusqu'à maintenant, ce n'est pas convaincant - de couvrir un peu le secteur culturel ou de Rimouski ou de Gaspé ou de Sainte-Anne-des-Monts. Mais pour l'instant, il n'y a rien de concluant et il est évident que la population la plus importante du secteur de la ville de Québec sera sans doute lésée, parce qu'elle n'aura plus la même couverture qu'elle avait auparavant.

À compter de 18 heures, ce qu'on recevra, ce seront les informations qui auront été commentées par Québec avec un choix éditorial qui viendra ou de Rimouski ou qui viendra du journaliste implanté sur la Côte-Nord pour couvrir ce grand territoire qu'est le Bas-Saint-Laurent - Gaspésie, qui est grand comme presque deux fois la Belgique. Sur la Côte-Nord, il y aura également un reporter qui devra acheminer vers Québec, par autobus, parce qu'il n'y a pas de ligne micro-ondes entre la Côte-Nord et Rimouski. Et on a installé, depuis l'annonce du président Veilleux, une ligne micro-ondes. Autrefois, on était relié par satellite, avec une qualité d'image des années quatre-vingt-dix. Maintenant, on est relié avec un système de micro-ondes qui a apporté une qualité d'image moindre. Et le coût d'implantation du système micro-ondes depuis le 5 décembre dernier, on a calculé que c'était plus de 2 000 000 \$ par année, pour transmettre une image de moindre qualité et pour ne se rendre qu'à Rimouski.

Qu'est-ce qui se passera maintenant, si on veut couvrir le territoire de Gaspé jusqu'à Rimouski? On devra procéder, tout comme Sept-Îles d'ailleurs, par le système d'autobus. Autrement dit, les informations vont arriver ou 24 heures plus tard ou, une tempête d'hiver, 48 heures plus tard à Québec ou à Montréal. Et le choix éditorial se fera par Québec et le choix éditorial se fera par Montréal.

M. Larose: Paraît-il qu'on envoie des hommes sur la lune!

Une voix: Oui, monsieur.

M. Charette: Et on n'envoie pas de signaux dans des régions qui sont, selon moi, des régions nettement définies: la Côte-Nord est une région

nettement définie, avec sa population; la Gaspésie est une région nettement définie et le Bas-Saint-Laurent, également, est une région nettement définie. Et, dans ce sens-là, je considère qu'on devrait avoir une télévision qui reflète les populations de ces territoires-là.

M. Larose: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci. Deux prochaines interventions rapides, si possible. M. Gabriel Desjardins, suivi de M. Bouchard.

M. Desjardins: Merci, M. le Président. Je dois vous dire que je suis très partagé dans ce que vous nous dites, ici, aujourd'hui. Concernant les coupures au Québec, Côte-Nord, Gaspésie, Bas-Saint-Laurent, je suis très sensible à cette réalité-là et je l'ai dit à mes collègues. La réponse est ailleurs. Mais, l'Abitibi-Témiscamingue, si vous parlez de mandat national, vous n'avez jamais eu de présence physique chez nous. À cet effet-là, je vous demande: Qu'est-ce que vous avez fait pour aider une région comme la mienne à disposer d'une présence? S'il n'y avait pas chez nous le secteur privé, et je dis bien le secteur privé, que je dénonce parfois parce qu'il y a des choses... on se parle, mais au moins le secteur privé permet à ma population de vivre au même rythme que l'ensemble du Québec. Et quand on parle de mandat national, je tiens à vous dire qu'il y a des régions du Québec qui n'ont jamais été représentées par votre société, et c'est un combat que je mène depuis 1985.

Ma question. Il ne faut pas nier le développement du secteur privé au niveau de la télévision, chez nous. Le secteur privé joue un rôle maudiquement important. On n'a qu'à regarder les cotes d'écoute pour voir à quel point il est populaire. Vous avez un déficit à la Société de 30 000 000 \$ au niveau de la publicité. Moi, si j'avais de l'argent à investir, je regarderais comme il faut votre grille horaire avant d'investir. Parce que, pour une émission de qualité, il y en a trois ou quatre qui ne sont pas tellement intéressantes pour amener des gens à investir. Alors, ne pensez-vous pas qu'au niveau d'une révision de votre grille horaire, il y aurait du travail à faire, quand on vit dans un système de concurrence comme on le vit au niveau de la télévision actuellement?

Mme Dauphin: Je vais vous répondre: La télévision, c'est sûr qu'on a eu des déficits. Il faut voir qu'à partir du moment où le fédéral se retirait du financement de Radio-Canada, il disait: aller le chercher dans l'assiette publicitaire. Il faut bien se rendre compte que c'était très limité pour les francophones, l'assiette publicitaire. Alors on a subi cette chose-là. Quand vous me parlez de qualité, moi, je vais citer M. Chamberland du réseau TVA qui a dit: Notre job

à nous, c'est d'amener de l'auditoire aux publicitaires. Nous autres, c'est ça notre job. Je pense que la télévision publique, son rôle, c'est d'offrir ce que d'autres ne veulent pas offrir parce que ce n'est pas payant et parce que ce n'est pas nécessairement de la cote d'écoute, mais que c'est indispensable pour la promotion d'une culture, pour une information complète. Si on se met à jouer les cotes d'écoute, je pense qu'on priverait la communauté francophone d'un type d'information qu'on ne fait pas, parce que ce n'est pas payant et parce que ça ne va pas chercher...

M. Desjardins: Dites-vous que le secteur privé ne remplit pas ce mandat-là, en bonne partie, au niveau de la culture et de propager la culture québécoise? Est-ce que vous niez ce droit-là et ce fait-là qui m'apparaît assez évident?

Mme Dauphin: Nous ne nions pas du tout. Nous croyons à la présence du secteur privé. Et nous disons: Que le secteur public soit un monopole, ce n'est pas bon. Que le secteur privé soit un monopole, ce n'est pas mieux. L'idéal, c'est une espèce de beau mélange, une belle chimie entre les deux. Mais en appauvrissant un peu pour donner la chance à d'autres... Parce que quand vous me parlez du secteur privé, je citerais d'autres personnes qui me disent: Le secteur privé, c'est quoi? À partir du moment où ils vont chercher du financement à Téléfilm Canada, ne venez plus nous dire que vous êtes super-privé. Il y a du public dans votre affaire, un peu, et plus ça va, est-ce qu'il y aura plus de public dans votre affaire? Ça se mélange facilement.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Bouchard.

M. Bouchard: Il faut avoir l'honnêteté de reconnaître qu'il y a eu un rêve canadien, un très beau rêve canadien et que l'un des plus beaux fruits du rêve canadien, ça a été Radio-Canada. Et nous tous, nous savons bien que nos assises culturelles se sont formées, en grande partie, en marge et à l'ombre et en bénéficiant de ces géants du travail, de ces géants de la culture qu'ont été tous ceux qui ont oeuvré à Radio-Canada, réseau français. Je pense à Miville Couture, lorsqu'on était jeunes, les émissions de radio. Tous nos souvenirs sont associés à quelque chose qui est lié à Radio-Canada. Parce que le gouvernement fédéral, à ce moment-là, avait décidé d'assumer l'épanouissement de la culture québécoise, et le faisait d'une façon absolument remarquable, mettait les moyens pour le faire, faisait de grands sacrifices pour le faire. Et ça a construit une des belles choses du Canada, Radio-Canada.

Aujourd'hui qu'on assiste à l'échec du rêve

canadien, l'un des signes du rêve, c'est justement le mauvais traitement qu'on fait subir à l'un de ses plus beaux fruits, à Radio-Canada, et même son dénigrement. Et on puise maintenant au fond du panier les arguments pour justifier ce qu'on fait à Radio-Canada. Le ministre protecteur de Radio-Canada, mon ami Marcel Masse, vient de déclarer que la raison pour laquelle on ne peut pas, maintenant, maintenir les budgets de Radio-Canada, c'est que ce serait une mesure communiste. Et je le lis dans le *Toronto Star*, je ne l'ai pas vu dans des journaux francophones. Mais j'ai sous les yeux un article du *Toronto Star* du 18 décembre où M. Masse dit que... Je vais vous le lire en anglais, parce que... Il y a le mot "communiste" dedans, pour les francophones. Il dit: "We cannot insure that one sector above others will have a total protection, because that is a communist system we will have."

Autrement dit, M. Masse nous explique que Radio-Canada est une mesure communiste et que le gouvernement canadien était communiste tout le temps où il a créé et maintenu Radio-Canada, que Mme Thatcher était communiste de maintenir le régime public de télévision, l'un des meilleurs au monde en Grande-Bretagne, que la France est un pays communiste. On en est rendus là. C'est épouvantable. Et ça, c'est le ministre qui est censé protéger Radio-Canada au gouvernement fédéral. Alors, moi, la conclusion que je voudrais proposer, mais vous me direz si ça a du bon sens, c'est qu'il y a quelque chose comme impossible, maintenant, pour vous, dans ce que vous demandez. Vous demandez de scinder les deux services, le service francophone du service anglais de Radio-Canada. Mais comment Radio-Canada, dans le contexte du fédéralisme à bout de souffle, du fédéralisme en désarroi où il se trouve maintenant, peut-il faire cela, alors qu'on lui assigne comme mission une mission d'unité canadienne, une mission pancanadienne? Il ne peut pas faire ça, Radio-Canada, dans sa logique actuelle. S'il ne peut pas le faire, il va falloir qu'on pense à une autre solution, laquelle?

M. Parenteau: C'est un peu pour ça qu'on conclut, ce qui n'est pas dans notre mémoire que nous avons soumis plus tôt, à la nécessité, en tout cas de notre point de vue, que, soit par le biais de cette Commission ou autrement, que, rapidement, nous, comme Québécois, on s'interroge dans le cadre d'un forum thématique ou autrement sur l'avenir de l'ensemble des institutions fédérales, et en particulier de celle-là, qui est extrêmement importante pour le ciment, même culturel, le ciment même de notre société. On n'a pas de réponse à ce que vous nous présentez. On se retrouve aujourd'hui devant une situation où, alors qu'on avait cru faire quelques progrès, on a accepté, dans la loi C-40 qui vient d'être adoptée à la Chambre des communes, le même jour, d'ailleurs, où on annonçait les coupures, on a accepté, à Radio-Canada, de

reconnaître aux services français un caractère distinct. Sauf que, le jour même, on applique des coupures où on considère le Québec comme une province parmi 10 autres, ce qui veut dire que M. Veilleux a expliqué les coupures de Rimouski, Matane et Sept-Îles en disant que nous ne conservons partout au pays qu'une seule station régionale par province. Ce qui est faux, d'ailleurs, pour les Maritimes, parce qu'il y a une seule station française pour les quatre provinces maritimes. Mais une seule station régionale par province. Le Québec, comme l'Ontario, comme le Manitoba, comme le Nouveau-Brunswick, la même chose, le même traitement.

On oublie dans tout ça que le Québec, c'est le foyer, le seul foyer des francophones d'Amérique. On est pris de court par rapport à ça. On n'a pas de solution, on sait très bien qu'on est devant, un peu, un cul-de-sac, en même temps que le fédéralisme actuel semble être devant un cul-de-sac. Radio-Canada, et ce que nous venons ici présenter, on se retrouve nous-mêmes un peu devant un cul-de-sac par rapport aux solutions à envisager. Il est évident pour nous, par ailleurs, que le Québec va devoir assumer beaucoup plus de responsabilités qu'il n'en assume présentement en matière de radiodiffusion. Ça, il n'y échappera pas, on ne peut pas simplement se reposer sur les services du secteur privé. Regardez un peu ce qui se passe avec les compressions actuelles. Permettez-moi deux petites secondes pour expliquer ce qui se passe. On entend, depuis quelques mois, M. Pouliot, M. Gouin de Télé-Métropole, M. Pouliot de Quatre-Saisons, se plaindre de la concurrence déloyale de Radio-Canada. Ce qui se produit, c'est que plus on coupe les fonds à Radio-Canada, les fonds publics à Radio-Canada, plus Radio-Canada, pour essayer de maintenir un semblant de programmation de qualité comme il le faisait il y a 10, 5 ou 7 ans, est obligé d'aller davantage, d'être plus agressif sur le marché publicitaire. (9 h 45)

C'est l'effet de domino. Alors, les nouvelles coupures, c'est encore l'effet de domino, c'est encore un coup non seulement porté à Radio-Canada, mais à tout le système de la radiodiffusion francophone au Québec. Et ça, c'est très grave, et le Québec va devoir, de mon point de vue, du point de vue de la Coalition, assumer beaucoup plus largement ses responsabilités, non seulement en matière de communication, de la technologie des communications, mais de la radiodiffusion en général. Et c'est devant ce choix que nous sommes aujourd'hui, en même temps que nous sommes devant un choix constitutionnel et politique à faire plus largement.

Le Président (M. Jean Campeau): Maintenant, Mme Hovington.

Mme Hovington: Merci, M. le Président. M. Parenteau, Mme Dauphin, M. Charette, que je

connais mieux parce qu'il est de la région de Matane, M. Martineau, Mme Dauphin, M. Provost, bienvenue à la Commission Bélanger-Campeau, et permettez-moi de vous remercier, pour votre mémoire, au nom du parti ministériel que je représente ce matin.

Vous comprendrez qu'en tant que députée de Matane — Matane est située dans la Gaspésie — que je ne peux que m'objecter à la fermeture sauvage que Radio-Canada vient de faire dans l'Est du Québec, que ce soit Sept-Îles, que ce soit Rimouski, que ce soit Matane, que ce soit Carleton, Gaspé, c'est incompréhensible, inacceptable une coupure telle que celle-là, la fermeture que Radio-Canada vient de faire dans l'Est du Québec.

À mon avis, c'est une manque de respect de la population et des institutions. C'est aller à l'encontre du développement régional, plus, c'est la fuite des jeunes de nos régions, et c'est la fuite des jeunes cerveaux et des jeunes cadres. Parce que, ces jeunes-là ont quand même une formation, et cette formation-là, elle est essentielle, en dehors du travail de ces jeunes pendant leur travail, elle est essentielle à l'avancement d'une communauté. C'est une valeur incommensurable que l'on perd dans l'Est du Québec.

L'entreprise privée, M. Desjardins, quant à moi, ne peut prendre la relève à ce niveau. Nous avons l'entreprise privée à Rimouski, nous avons CEFER à Rimouski, qui est un poste de très grande qualité. Mais, est-ce que CEFER peut se rendre jusqu'à Gaspé, jusqu'à Carleton? Est-ce que l'entreprise privée peut prendre la relève à un niveau comme celui-là? Et quant à moi, le bassin de population n'est pas assez grand pour rentabiliser par la publicité de l'entreprise privée. Et la présence de Radio-Canada, dans une région comme la nôtre, fait en sorte aussi d'élever la qualité des informations, au niveau de l'information, et ça oblige le réseau privé à maintenir aussi une qualité de l'information, à mon avis.

J'ai l'impression que l'Est du Québec est en train de payer pour le maintien de la politique de bilinguisme à l'ouest du pays. Pourquoi maintenir des stations francophones à l'ouest du pays, quand on coupe chez nous ici au Québec. Et comment penser maintenir une couverture d'information à partir de Québec, en plus qu'on leur coupe un demi-million? C'est insensé, quant on pense que le tour de la Gaspésie a 1000 kilomètres de tour. Juste la Gaspésie, c'est grand comme la Suisse. Et quand on prend la Gaspésie et le Bas-Saint-Laurent, c'est grand comme les Pays-Bas tous ensemble. Comment peut-on penser desservir une population, un territoire aussi grand, à partir de Québec. Moi je vous dis qu'il faudra des tremblements de terre, il faudra des catastrophes pour que la Gaspésie puisse faire parler d'elle, je pense.

La fermeture dans l'Est du Québec, c'est la perte de 550 emplois, de 150 emplois, pardon.

Alors c'est priver toute une région d'un outil de développement essentiel. C'est amputer l'information régionale d'un lien culturel qui est essentiel. Et moi je dis que la population de la Gaspésie a le droit d'entendre parler de ce qui se passe chez elle, à côté d'elle.

Le ministre s'interrogeait hier, sur une motion présentée à l'Assemblée nationale, disant qu'on doit, que le fédéral doit maintenir les trois stations dans l'Est du Québec, et le ministre des Communications, mon collègue s'interrogeait à savoir: Estimez-vous — et il posait la question à M. Marcel Masse — estimez-vous que les francophones doivent se contenter d'émissions moins coûteuses que celles destinées aux anglophones? Et moi je dirai: Estimez-vous que la population de l'Est du Québec a droit à moins d'information que la population de tous les grands centres du Québec?

Et quand la Commission Bélanger-Campeau a fait le tour des régions, la demande venait de tous les organismes des municipalités: Mais décentralisez les pouvoirs, rapprochez-vous des prises de décision, rapprochez-vous des citoyens. Et Radio-Canada est en train de centraliser l'information à Montréal et dans les grands centres. Et c'est à ce point de vue là que je trouve ça inacceptable.

On peut s'interroger aussi sur l'importance des compressions budgétaires imposées à Radio-Canada depuis 1984, par rapport à celles qu'ont connues les autres institutions fédérales. Et comment ces compressions ont affecté le réseau français par rapport au réseau anglais? Vous avez raison de vous poser la question. Il faut s'interroger aussi sur la répartition des budgets entre Radio-Canada et CBC, et on n'est pas les premiers à s'interroger. Le financement, le sous-financement du réseau français de Radio-Canada a été maintes fois reconnu par les dirigeants mêmes de cette société.

En janvier 1989, le vice-président de Radio-Canada, M. Delaney, confirmait publiquement que le réseau français souffrait d'un sous-financement important. Je pourrais en dire encore, M. le Président, mais je sais que notre temps est compté et je voudrais en arriver à une question que M. Bouchard, d'ailleurs, a touchée tout à l'heure. De quelle façon — et je sais que vous avez dit que vous n'aviez pas la réponse mais j'aimerais quand même la reposer — pourrait-on rendre distincts les services français de Radio-Canada dans la pratique, dans le côté pratique? De quelle façon peut-on concilier dans la pratique de rendre distincts les services français avec la mission de Radio-Canada concernant le développement d'une identité nationale canadienne? De quelle façon pourrait-on en arriver à ça dans la pratique?

M. Provost: Je pense qu'il n'y a pas de contradiction entre la défense du fait français et la défense de l'unité nationale du Canada. Aussi

longtemps que les Canadiens français font partie du Canada, défendre l'unité nationale et refléter la diversité des cultures au Canada, ça veut dire aussi être présent en régions. Défendre l'unité nationale, ce n'est pas seulement défendre Toronto et Montréal. Et, dans ce sens-là, je pense que si vous y allez au niveau — ça, c'est au niveau philosophique — au niveau pratique, il est clair que la vraie façon, c'est de donner un budget équivalent au niveau de la programmation aux deux réseaux. Je comprends qu'il y a plus de postes régionaux du côté anglophone dans le reste du pays, mais au niveau des heures de programmation, qu'il y ait des budgets comparables au réseau français et au réseau anglais pour donner une qualité comparable. Je pense que de cette façon-là, on travaillerait à l'unité nationale.

Le Président (M. Jean Campeau): Un bref commentaire, Mme Hovington.

Mme Hovington: Tout ce que j'espère, vous savez, il y a des Gaspésiens ce matin qui sont en train d'accrocher le sigle de Radio-Canada dans le trou du Rocher Percé et ils ont dit: On va laisser ce drapeau tant et aussi longtemps que Radio-Canada n'aura pas rouvert les stations dans l'Est du Québec. Je le souhaite ardemment parce que c'est une population fière dans l'Est du Québec, une population qui est en train de se prendre en main petit à petit et une population qui a besoin de son sentiment d'appartenance. Ce n'est pas en leur coupant leur information propre à eux, en leur coupant leur lien culturel qu'on va arriver à faire en sorte que l'Est du Québec demeure une population fière.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, madame. Alors, M. Provost, M. Martineau, M. Charette, Mme Dauphin et M. Parenteau, merci d'être venus discuter ce matin avec nous de la situation des services français de Radio-Canada.

(Suspension de la séance à 9 h 53)

(Reprise à 9 h 55)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous reprenons nos travaux et on me fait remarquer qu'on est déjà en retard de presque 25 minutes. Alors, vous me permettrez, pour la fin de l'avant-midi, vous m'excuserez plutôt si je vous bouscule un peu, si je fais en sorte que les interventions soient plus rapides. Alors, nous recevons l'Union des producteurs agricoles. Intervention très attendue par certains membres. Alors, j'incite donc les membres, comme je le disais, à supprimer si possible les attendus, et aller directement au cœur des questions et je suis sûr que M. Proulx ne s'en sentira pas offusqué.

M. Proulx: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, M. Proulx, vous présentez vos membres.

Union des producteurs agricoles

M. Proulx (Jacques): Merci. Alors, comme il faut regagner du temps, je présenterai M. Pierre Gaudet, qui est le premier vice-président; M. Jean-Yves Couillard qui est le deuxième vice-président; M. Yvon Proulx, agro-économiste, agriculteur, professeur d'université et M. Yvan Loubier, qui est adjoint à notre service économique. Alors, si vous voulez, je demanderais à M. Gaudet, le vice-président, de vous présenter notre mémoire.

M. Gaudet (Pierre): Alors, M. le Président, MM. les membres de la Commission, premièrement, je veux vous dire merci d'accepter de nous recevoir ici ce matin. Si j'en juge par les propos du président, il semble que notre venue était attendue. Comme on approche de Noël, c'est probablement un cadeau qu'on va vous présenter ce matin.

Le premier élément qui m'apparaît important, c'est de bien situer quelle est notre organisation. L'Union des producteurs agricoles, l'UPA, représente l'ensemble des producteurs et des productrices agricoles du Québec. Ils sont au nombre de 48 330. La Fédération des producteurs de bois est affiliée à l'UPA. Elle représente les intérêts de 120 000 propriétaires de boisés privés, dont 35 000 sont également des producteurs agricoles. Le rôle de l'UPA est de défendre et de promouvoir les intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, de maintenir l'unité et de coordonner l'action de l'ensemble des structures syndicales. La structure, 178 syndicats de base, qui regroupent entre 200 et 500 membres, 16 fédérations régionales, 214 syndicats spécialisés, 18 fédérations spécialisées, 18 groupes spécialisés. Les fédérations et syndicats affiliés administrent plus de 20 plans conjoints de mise en marché collective, pour une valeur à la ferme de 3 600 000 000 \$. Près de 90 % de nos membres participent à ces plans.

L'Union des producteurs agricoles s'intéresse au plus haut point à toute question relative à l'avenir du Québec. La présence de l'UPA dans les grands débats passés et actuels concernant non seulement le secteur qu'elle représente, mais aussi toutes les questions qui touchent de façon générale les citoyens et les citoyennes du Québec, tels la protection de la langue française, l'environnement, l'économie générale. Le débat constitutionnel autour du lac Meech et l'avenir du monde rural témoignent de son engagement indéfectible à cet égard. Les agriculteurs et les agricultrices du Québec, tout comme les producteurs et productrices de bois de la forêt privée, se réjouissent de pouvoir apporter leur contribu-

tion à l'exercice de cette Commission parlementaire sur l'avenir constitutionnel, un exercice majeur que nous souhaitons décisif quant à un nouveau statut pour le Québec.

Nous ne vous cachons pas que, lors de la signature du projet d'accord constitutionnel du lac Meech il y a deux ans, l'UPA s'y était opposée. Nous étions déçus de ce projet à cause de l'absence de dispositions en matière agricole et forestière, mais nous étions déçus surtout par la timidité des demandes du Québec. Cet accord minimal ayant été rejeté par le reste du Canada et l'évidente société distincte niée, il est clair pour nous qu'il faut un nouveau cadre définissant sans ambiguïté aucune les relations entre le Québec et les autres provinces canadiennes. Le statu quo constitutionnel est intenable. Il faut ouvrir une nouvelle page de l'histoire du Québec, une histoire plus heureuse où les frictions fédérales-provinciales, des pertes de temps et d'énergie qu'elles ont entraînées, les freins innombrables au développement culturel, social et économique du Québec soient des choses du passé. À la lumière de l'échec de Meech et de toute la dynamique déjà présente au Québec depuis plusieurs décennies, mais qu'on a intensifiée durant ce dernier débat constitutionnel, nous estimons que l'heure est venue pour les Québécois et Québécoises de prendre leur avenir en main.

(10 heures)

Prendre son avenir en main, ce n'est plus compter sur le bon vouloir des autres provinces canadiennes et d'un gouvernement central pour nous développer et plonger avec lucidité vers les grands défis des prochaines décennies. Prendre son avenir en main, c'est faire preuve de la maturité de toute nation moderne et demeurer ouvert aux réalités économiques qui nous lient à l'espace économique Est-Ouest, à l'Amérique du Nord et à l'environnement international. Prendre son avenir en main, c'est surtout choisir comme société, comme peuple déterminé et dynamique, ce qui lui convient comme développement collectif et individuel.

Après mûre réflexion, une large consultation dans nos rangs et après un dernier débat au congrès général de l'UPA, l'orientation du monde agricole québécois ne peut être plus claire. Nos députés ont voté dans une proportion de 99 % pour la souveraineté du Québec assortie d'une union économique avec nos partenaires du reste du Canada. Et je tiens ici à préciser que nos députés tenaient leur mandat de leurs assemblées constituantes, soit les syndicats de base, les fédérations régionales aussi bien que les fédérations spécialisées. Les agriculteurs et les agricultrices du Québec ont fait ce choix qui est en fait l'aboutissement normal de l'histoire lointaine et aussi de l'histoire récente. L'échec de Meech n'a fait qu'accélérer le mouvement.

À titre d'exemple, l'année dernière au congrès général, les agriculteurs et les agricul-

trices du Québec votaient à l'unanimité pour le rapatriement au Québec des compétences exclusives en matière agricole. Cette orientation constitutionnelle s'appuie sur la conviction que nous avons le pouvoir de faire mieux dans notre secteur, bâtir une agriculture et un pays à notre image selon nos priorités. Nous avons confiance en nos moyens et nous sommes prêts à relever le défi des prochaines années.

Je voudrais ici faire juste un petit aparté et vous dire que nous, les gens de la terre, les hommes puis les femmes qui cultivent, les hommes puis les femmes qui mettent leurs bottes, leurs salopettes, puis qui à chaque jour vont aux vœux, vaches, cochons, au champ ou ailleurs, on est fiers de notre profession mais en même temps, on est sûrs de nos moyens, nos moyens ayant fait leurs preuves dans les dernières années. Quand on ajuste notre charrue pour aller au champ, on est convaincus de la capacité de notre tracteur, de l'efficacité de notre machine mais on sait que, quand on va arriver au champ, les conditions peuvent être différentes et puis, pour tous ceux qui veulent savoir quelles seront les conditions dans le futur, ça, on ajuste ça quand on est rendu au champ. C'est là que ça se passe.

Le cadre politique et constitutionnel actuel ne nous permet pas d'aborder les grands défis du Québec que sont la protection et la promotion du fait français, la lutte contre le sous-emploi, la pauvreté, la relance démographique, l'arrêt de la désintégration du territoire habité et la dilapidation du patrimoine agricole et forestier de même que la protection et la régénération de l'environnement. Il nous faudra dans l'avenir maîtriser des instruments de changement.

Sur le plan agricole, nous avons eu notre lot de frictions fédérales-provinciales, liées aux compétences nébuleusement partagées de la Constitution. Nous avons eu notre lot de batailles pour faire reconnaître notre vision du développement agricole, pour faire respecter l'équité dans les interventions fédérales. Au Québec, il faut se souvenir que nous produisons 16 % des recettes agricoles canadiennes et que nous recevons 6 % des dépenses fédérales. En fait, que ce soit sur le plan national ou international, l'exemple des récentes négociations du GATT, l'histoire que nous avons vécue avec le fédéral en est une de mécontentement chronique sur les vertus de nos quatre piliers de la politique agricole appliquée au Québec qui sont: le crédit agricole, l'assurance-stabilisation des revenus, l'assurance-récolte, la gestion des approvisionnements. Bref, sur le plan agricole, le régime fédéral qui doit composer avec la dualité Est-Ouest nous sert mal et ne nous convient plus.

Je pense ici qu'il faut indiquer un élément qui est important. Les producteurs et les productrices agricoles au Québec ont fait une production en fonction d'un marché qu'on maîtrise mieux, c'est-à-dire le marché canadien, jusqu'à

maintenant. On a accentué quelque peu la production pour aller vers l'exportation. Ça, c'est le fait historique du Québec. Il faut comprendre toutefois que le développement de l'agriculture au Canada a été fait sur la base d'un marché mondial, ce qui explique la dualité entre l'agriculture de l'Est et l'agriculture de l'Ouest.

Les coûts liés à la politique des taux d'intérêt et des taux de change excessivement élevés dépassent les bénéfices nets des transferts fédéraux. On a donc convenu, comme groupe de producteurs, de se prononcer et de dire exactement ce qu'on voulait. Après mûre réflexion et une consultation auprès de nos membres, il ne fait aucun doute dans notre esprit que la seule façon de contrôler un jour ses leviers, de réaliser pleinement les aspirations du Québec est que le Québec accède rapidement au statut de nation, une nation souveraine capable d'assumer elle-même sa destinée avec fierté, clairvoyance et maturité.

En conséquence, nous recommandons à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel de définir rapidement le projet politique et constitutionnel de la nation québécoise; de proposer au gouvernement du Québec qu'une sanction démocratique de ce projet d'un Québec souverain soit recherchée par la voie référendaire le plus rapidement possible. Et si ce test ultime de la volonté démocratique des Québécois et des Québécoises s'avérait concluant, de recommander au gouvernement du Québec d'entreprendre immédiatement des négociations sur l'union économique avec le Canada et sur l'accession du Québec aux arrangements, accords et traités internationaux.

En conclusion, M. le Président, la prise de position des producteurs et productrices agricoles et forestiers en faveur d'un statut souverain pour le Québec, assorti d'une union économique avec le Canada témoignent de deux convictions. La première est que non seulement nous voyons la nécessité de changements majeurs sur les plans politique et constitutionnel, mais que nous sommes convaincus de notre capacité, dans ce Québec souverain, de réaliser de grandes choses dans les secteurs où nous oeuvrons.

Les producteurs et les productrices agricoles et forestiers du Québec ne se font cependant pas d'illusion: si le Québec réalise démocratiquement sa souveraineté, tout le travail restera à faire pour définir cette agriculture et ce secteur forestier que nous voulons pour l'avenir, sur la base des quatre piliers de notre agriculture, soit la gestion des approvisionnements, la stabilisation des revenus, le crédit agricole, l'assurance-récolte, avec toutes les ressources que nécessitent la réalisation de nos objectifs. Il leur faudra également déployer toute la force et le travail que l'on connaît pour sortir gagnants dans une éventuelle négociation avec nos partenaires commerciaux. Une négociation qui comporte des risques, nous en sommes conscients.

Mais ces défis, nous sommes disposés à les relever avec autant d'énergie et de détermination que nos mères et nos pères les ont relevés dans l'histoire du Québec.

Les producteurs et productrices agricoles ont aussi une seconde conviction, et celle-là tout aussi profonde: Nous sommes convaincus que nous serons là, en force, lorsque viendra le temps de construire avec l'ensemble des citoyens et citoyennes ce pays du Québec. Nous serons là pour concevoir ce projet de société que nous chérissons, une société dynamique, prospère, soucieuse de la justice sociale, de la distribution de la richesse sur l'ensemble du territoire québécois.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Gaudet. Alors, je le rappelle aux membres: Pas trop d'attendus, des questions directes et brutaes. M. d'Anjou, suivi de M. Dufour.

M. d'Anjou: Bonjour. Dans votre mémoire, vous dites clairement que vous tenez à garder l'espace économique canadien et en particulier en page 23, vous dites, nommément: Dans toute négociation d'une union économique avec le Canada, le maintien de cette répartition, la répartition des quotas de production, dans les secteurs agricoles et laitiers, et des contrôles à l'importation doivent être considérés comme première priorité. Ces quotas-là sont établis en vertu d'un régime fédéral, c'est une entente pour répartir la production de certains produits entre divers producteurs. À partir du moment où il n'y a plus de régime fédéral, il faudrait nécessairement qu'il y ait une entente. Et je me demande si les chances sont bonnes, si vraiment on coupe tous les ponts dans des négociations ultérieures, si les chances sont bonnes de pouvoir maintenir des quotas de production. J'aimerais qu'on m'explique si l'article 11 des accords du GATT peut protéger des quotas de production.

M. Proulx (Jacques): C'est évident que les chances sont excellentes, parce qu'il ne faut pas oublier que le partage, les quotas, la définition et ainsi de suite, ça relève en grande partie de conventions internationales. Tout le monde a intérêt, justement, à l'intérieur d'un territoire donné de pouvoir protéger des acquis, protéger des outils qui ont fait leur preuve jusqu'à aujourd'hui. Pour compléter la réponse, je vais demander à Yvon Proulx, qui est agro-économiste, de compléter pour vous donner plus de détails.

M. Proulx (Yvon): Oui. Écoutez, comme l'a dit M. Jacques Proulx, les chances d'en arriver à un engagement pour maintenir ce système au Canada sont excellentes, sont évidentes, en réalité. Il faut bien réaliser qu'il n'y a pas qu'au Québec... Ceux qui entretiennent beaucoup de

craintes à ce sujet-là oublient sans doute qu'il n'y a pas qu'au Québec qu'on est intéressés à maintenir ce système dans son intégralité. Nous disposons, bien sûr, d'une proportion substantielle du quota laitier, 48 %, c'est bien évident, c'est plus que notre consommation. Mais il y en a 52 % qui sont détenus par des producteurs et productrices d'autres provinces canadiennes. Dans le secteur des oeufs, du lait, de la volaille, notre proportion de détention de quotas est beaucoup plus faible que celle qui est dans le lait. Ça veut dire qu'il y a des producteurs et productrices d'ailleurs au Canada qui détiennent une portion bien plus substantielle que la nôtre de la quote-part de ces marchés. Ces producteurs sont extrêmement intéressés à voir maintenir ce système dans son intégralité et ils sont certainement disposés à négocier la continuation du système et la continuation du partage de marché que nous avons présentement. Ça, c'est une évidence. En fait, si vous suivez l'actualité agricole, vous allez réaliser ceci. Si vous avez vu ce qui s'est passé à la réunion annuelle de la Fédération de l'agriculture de l'Ontario, tout récemment, vous avez constaté là qu'on a consacré une portion substantielle du temps à défendre, à prôner et à dire qu'on va défendre ce système-là sur la scène internationale, sur la scène nationale. Jamais il n'a été question, à l'intérieur de cette assemblée annuelle, de quelqu'un, de qui que ce soit qui a mis en doute que le système allait être mis en veilleuse ou allait être discarté parce qu'il se discute un problème constitutionnel à l'intérieur du Canada.

M. d'Anjou: Si je comprends bien, les accords du GATT ne protègent pas les quotas de production?

M. Proulx (Yvon): Bien sûr qu'ils les protègent.

M. Gaudet: Je pense qu'il y a élément additionnel qu'il faut ajouter, à ce moment-ci. Il faut comprendre comment ça se fait qu'on est rendu où on est là, actuellement. Ce qui fait qu'on est rendu où on est là, actuellement, c'est que dans des productions au Canada, les producteurs ont décidé de se donner des outils, des disciplines. C'est les producteurs qui ont décidé, par eux-mêmes, de se donner ces moyens-là. Les régimes de contingentement, c'est une volonté des producteurs, qui a été soutenue par l'État, bien sûr, mais c'est une volonté, à l'origine, des producteurs. Il y a un élément qui est important, à ce moment-ci, quel que soit le statut politique du Québec. Quel qu'il soit, le partage du marché canadien, c'est un débat qui est continu et annuel. Je vais vous donner un exemple: Dans les productions comme celle de la volaille, dans les oeufs, ou dans la volaille à chair, à chaque année, on établit la cédule de production. Parce que la cédule est faite sur une période d'un an à

l'avance. À chaque année, c'est le même débat sur la base des critères auxquels les producteurs ont souscrit pour adhérer à l'entente nationale. Or, quel que soit le statut, le partage du marché canadien, ce n'est pas quelque chose qui est acquis aux producteurs québécois. Ce n'est pas acquis, c'est un débat continu. Ce qui fait qu'on réussit à maintenir, c'est notre capacité de négociation. Et il faut comprendre que les autres intervenants qui sont en face de nous, quand on discute du partage de marché, tiennent compte de leurs propres intérêts. Quand vous me posez une question comme ça, moi, ça fait référence, si j'étais le seul partenaire qui impose des règles aux autres. Mais il faut qu'on comprenne que les autres qui sont en avant de nous ont aussi des échanges économiques, en termes agricoles, à faire avec nous. Si ça s'avérait nécessaire, on pourrait aller plus loin quant à ça.

M. d'Anjou: Je vous remercie.

M. Proulx (Yvon): Peut-être rajouter sur l'article 11.

Le Président (M. Jean Campeau): Peut-être, pourriez-vous le passer dans une autre question.

M. Proulx (Yvon): O.K.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Ghislain Dufour.

M. Dufour: Je vais vous donner l'occasion, M. Proulx, parce que je vais continuer dans cette veine-là. En quoi, le problème que vous rencontrez aujourd'hui – et je suis d'accord avec M. Gaudet, il y a la négociation, on peut supposer hypothétiquement que ça continuera, ces négociations-là – en quoi un Québec souverain vous donne plus de force que ce que vous avez aujourd'hui, face aux problèmes que vous identifiez avec le Canada? Et, dans la même question, je comprends très bien vos problèmes à l'intérieur de la délégation canadienne au niveau du GATT – M. Proulx vient de connaître ça – mais en quoi, un Québec seul va vous donner plus de pouvoir qu'un Québec à l'intérieur du Canada?

M. Proulx (Jacques): Premièrement, il faut arrêter de penser que Québec va être seul. Québec va être avec un ensemble de pays qui ont la même philosophie. Que ce soit où que ça voudra. Tout le monde a des intérêts particuliers à l'intérieur de ça. La réponse la plus courte que je peux vous donner. En quoi on va être mieux? Moi, j'aime mieux être assis à la table et parler haut et fort que d'être obligé de chuchoter dans l'oreille de quelqu'un qui va parler à ma place. C'est comme ça qu'on va être mieux.

(10 h 15)

M. Dufour: Ça, c'est au niveau du GATT,

mais au niveau canadien...

M. Proulx (Jacques): Même au niveau... Au niveau canadien, écoutez...

M. Dufour: Non, non... Au niveau canadien...

M. Proulx (Jacques): Vous connaissez certainement, Pierre l'a soulevé tout à l'heure dans sa présentation, on a deux agricultures au Canada...

M. Dufour: Contraires.

M. Proulx (Jacques): Et c'est du début du Canada. Le Québec a choisi une agriculture, il a choisi de diversifier son agriculture. Le Québec agricole a choisi de participer activement au projet de société qu'on a développé au Québec. Et à partir de là, il a passé une espèce de contrat social avec toute la société québécoise, et il a accepté d'en payer le prix, tout comme le reste de la société a accepté d'en payer le prix. Alors, il a développé une agriculture en fonction de ses besoins, en fonction de ses capacités, puis il s'est responsabilisé autour de ça. Pendant ce temps-là, l'Ouest canadien en particulier... Parce que quand je parle du Québec, l'Ontario a développé un peu ce modèle-là, les Maritimes plus ou moins. Pendant ce temps-là, le reste du Canada a développé une autre agriculture, c'est-à-dire celle des hauts fonctionnaires qui est celle de la monoculture, de l'exportation, qui ne repose sur rien, en fait, sur le bon vouloir de décideurs inconnus, ou invisibles, que je dirai, pas inconnus mais invisibles. Il fait en sorte que le gouvernement fédéral a toujours privilégié, et ça je pense que ce n'est pas un secret pour personne, l'agriculture, au niveau du fédéral, le ministère a toujours privilégié... Et le plus bel exemple, le plus bel exemple, c'est que le ministère de l'Agriculture à Ottawa est encore, aujourd'hui, probablement un des derniers ministères où - je ne parle pas de non-francophones, parce qu'on va me rabrouer vite - où véritablement les leviers de décision ne sont détenus que par des gens de l'Ouest canadien.

M. Dufour: M. Proulx, je n'essayerai pas de vous réconcilier avec le fédéral...

M. Proulx (Jacques): Non, ce n'est pas ça...

M. Dufour: On a juste 10 minutes, vous et moi. Dans votre mémoire, vous concluez: "Si le Québec réalise démocratiquement sa souveraineté, tout le travail restera à faire." Imaginez-vous, vous venez nous dire ça, tous les groupes ou à peu près viennent nous dire ça, on va avoir un drôle de boulot à faire au Québec demain matin. Et vous dites un peu plus loin, ou avant, dans le mémoire que même si, globalement - et vous le dites, c'est un des seuls mémoires qui le dit - le

fédéral a peut-être été avantageux pour le Québec, que ce n'est pas le cas dans l'agriculture. Moi, mon problème, je l'avais posé d'ailleurs à M. Turgeon lorsqu'il était venu défendre le dossier de la culture: Qui vous dit que demain, dans un Québec souverain, ce rapatriement des sommes par les impôts qu'on paie à Ottawa ira justement dans l'agriculture? Il y a tellement de demandes qui sont faites autour de cette table. J'écoutais Radio-Canada tout à l'heure, les porte-parole de Radio-Canada, imaginez-vous donc qu'il va y avoir pas mal d'argent de demandé pour Radio-Québec! Moi, je ne voudrais pas être ministre des Finances, demain, M. Proulx!

M. Proulx (Jacques): Bien, moi...

M. Dufour: C'est quoi la garantie que vous allez avoir, un peu...

M. Proulx (Jacques): Il n'y a pas plus de garantie là qu'il n'y en a ailleurs, mais fiez-vous sur nous autres, on va aller chercher notre part.

M. Dufour: Oui, mais moi, mon problème, c'est que ça fait 250 mémoires que j'entends, puis on m'a dit ça dans 200 cas, alors il n'y aura pas plus d'argent parce qu'on va être souverains! Donc...

M. Gaudet: La différence qu'il y a entre le rêve et la réalité, c'est quand on saute à l'ouvrage. Puis nous autres, les producteurs, on est habitués d'être là, à l'ouvrage, puis il n'y a aucune préoccupation pour nous autres par rapport à la capacité de la faire. Je vous donnais un exemple, tout à l'heure, qui peut-être paraître superflu à des gens qui, comme vous, travaillent à des niveaux qui sont très spécialisés, sauf que s'il n'y a pas de petit monde ordinaire en bas qui les mettent, leurs bottes, puis s'il n'y a pas de petit monde ordinaire en bas qui le font le vrai ouvrage de tous les jours, bien vous ferez ce que vous voudrez, mais je veux dire, en bout de ligne, vous n'aurez pas...

M. Dufour: Ça, je suis d'accord...

M. Gaudet: Vous essaieriez, juste pour le "fun", de prendre un montant de 100 \$ puis de le faire cuire dans une poêlonne!

M. Dufour: Ce que je veux dire, M. Gaudet...

M. Gaudet: Vous me direz si ça a un goût quelconque!

M. Dufour: Ce petit monde là, qui voudra écouter Radio-Québec partout, qui voudra avoir le meilleur service d'éducation, qui voudra avoir de meilleurs services de santé, il va devoir compter sur des producteurs comme vous, c'est

vous autres qui créez la richesse, ça je suis d'accord.

M. Gaudet: Moi, ce que je veux juste ajouter, M. Dufour, qui m'apparaît important, c'est qu'au bout de ça, nous autres, on n'a pas peur de nos moyens, parce que ça fait 60 ans que notre monde est à l'ouvrage, puis la preuve est faite. Notre preuve est faite, on n'a pas besoin de la refaire. Notre capacité est faite, on n'a pas besoin de la refaire. On est réaliste en disant: De toute façon, il n'y a rien d'acquis, peu importe le statut, et dans un statut constitutionnel où on est une nation, on a donc plus de moyens pour être capable d'intervenir, parce qu'on ne parle pas à une répétitrice, on parle directement autour de la table où les choses se passent.

M. Dufour: Mais en tout cas, moi, je trouve que votre mémoire est très honnête, lorsque vous dites que tout restera à faire.

M. Gaudet: C'est normal pour nous autres d'être honnêtes.

M. Dufour: Vous êtes à peu près des chefs d'entreprise.

M. Proulx (Jacques): Oui, mais c'est peut-être bon de noter qu'on a 40 000 petites et moyennes entreprises contrôlées par ces propriétaires-là qui font le travail et la gestion. On est des entreprises très importantes. Et je pense qu'ils savent ce qu'ils font quand ils décident, à 99,3 %, qu'ils veulent la souveraineté du Québec.

M. Dufour: D'ailleurs, je dois dire à M. Proulx, qu'un des dossiers dans lesquels on se retrouve toujours du même côté de la table, c'est celui de la CSST.

M. Proulx (Jacques): C'est ça.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous avons maintenant M. Ouellet.

M. Ouellet: Merci, M. le Président. J'ai lu avec beaucoup d'attention votre mémoire. Je voudrais vous demander pourquoi vous sentez absolument toujours le besoin, pour justifier la position que vous prenez, qui est de recommander la souveraineté – et je n'ai pas d'objection à ce que vous le fassiez, vous avez le droit de le faire – mais pour appuyer cette décision-là, vous sentez le besoin de discréditer le gouvernement fédéral dans ses politiques agricoles, et je me demande pourquoi.

Ça me fait penser à ce père qui a deux filles, une qui étudie à l'Université de Sherbrooke et l'autre qui étudie à New York. Évidemment ça lui coûte beaucoup plus cher pour payer les études et le train de vie que sa fille doit mener

à New York, que celle qui est à Sherbrooke. Mais ça ne veut pas dire, parce que ça lui coûte plus cher pour celle qui est à New York, qu'il aime moins celle qui est à Sherbrooke. La politique agricole canadienne est divisée dans des secteurs bien précis. Les politiques laitières sont au Québec, les politiques céréalières sont majoritairement dans l'Ouest canadien. Le gouvernement canadien a des programmes pour aider les producteurs agricoles de l'Ouest canadien à compétitionner sur le marché international. C'est évident que ça coûte plus cher pour les aider à compétitionner avec les producteurs américains, qui sont fortement subventionnés, ou les producteurs européens qui sont très, très subventionnés. Par contre, le gouvernement du Canada, que ce soit l'ancien ou celui d'aujourd'hui, vous êtes injustes en prétendant qu'il ne fait pas sa part pour les producteurs du Québec. Le programme de la production laitière est un programme contingenté qui protège et qui subventionne très fortement les producteurs laitiers du Québec.

Vous le dites, 48 % de la production laitière, du lait industriel, sont détenus par des producteurs du Québec. Donc, quand vous avez répondu tout à l'heure à la question de M. d'Anjou, vous avez dit: Le GATT nous protège. Le GATT protège un programme contingenté comme ça, à l'intérieur d'un pays. Si le Québec sort du Canada, le Québec pourra avoir son programme contingenté de lait industriel pour le Québec, dans son nouveau pays. Le Canada, protégé par le GATT, pourra aussi avoir son programme à l'intérieur du Canada. Mais tout à l'heure M. Gaudet disait: Il faut constamment se battre pour essayer de garder nos 48 % de quota, parce que les autres producteurs veulent en prendre. Mais la question, elle est très simple. Vous ne pensez pas qu'une fois qu'ils seront sortis, qu'ils vont essayer, non pas le lendemain matin, c'est sûr que tu ne peux pas tourner une production, et puis combler tes besoins immédiatement, mais sur une période de mois et d'années, les producteurs laitiers du reste du Canada pourront probablement vouloir, à l'intérieur du plan canadien qu'ils auront se suffire à eux-mêmes. Voilà ma première question.

Ma deuxième question a trait à ce que vous dites au début, que vous êtes contre le lac Meech. Bon. Vous étiez contre le lac Meech, vous trouviez que ce n'était pas bon et là, après ça, on lit votre mémoire et puis on s'aperçoit que c'est parce que ça n'a pas marché à Meech que vous avez finalement décidé que le Canada ce n'était pas bon, et puis que c'était assez. Donc, je me pose la question, si Meech était passé, est-ce que l'UPA aurait eu une position différente? Est-ce que l'UPA resterait pro-Canada?

M. Proulx (Jacques): Excusez, je n'ai pas compris, juste la fin.

M. Ouellet: Si Meech était passé, est-ce que vous seriez toujours souverainiste?

M. Proulx (Jacques): Oui.

M. Ouellet: ...Ou est-ce que vous auriez accepté de...

M. Proulx (Jacques): Oui, parce que Meech était extrêmement dangereux pour nous autres, parce qu'il ouvrait ...

M. Ouellet: Donc, vous étiez contre Meech.

M. Proulx (Jacques): Oui, on était contre.

M. Ouellet: Indépendamment que Meech passe ou non, ...

M. Proulx (Jacques): Il n'y avait aucune... on était contre, on ne voulait pas qu'il passe, mais...

M. Ouellet: Bien. Alors, pourquoi maintenant vous en faites tout un plat et que vous reprochez à ceux qui auraient empêché Meech de passer?...

M. Proulx (Jacques): On n'en fait pas un plat. On soulève des faits.

M. Ouellet: Oui, vous en faites un plat parce que je lis votre mémoire et, finalement, c'est une des raisons fondamentales qui vous fait dire à vos membres qu'il faudrait se séparer et je me demande... J'accepte que l'UPA se soit prononcée pour la souveraineté, mais est-ce que ça a été à l'occasion d'un vote secret qui a été pris ou à l'occasion d'une réunion plénière où ça a été un vote à main levée qui s'est fait rapidement, en quelques minutes?

M. Proulx (Jacques): Vous permettez que je commence à votre dernière question?

M. Ouellet: Oui, et vous répondrez à la première aussi.

M. Proulx (Jacques): Je vous rendrai très heureux à part ça parce que, premièrement, on n'est pas des nationalistes de nouvelle vague, vous le savez, M. Ouellet. Vous avez été longtemps ministre à Ottawa et vous saviez que nos revendications ont toujours été faites dans le plus grand intérêt du Québec. Il y avait des raisons fondamentales.

M. Ouellet: Je l'accepte, je l'accepte.

M. Proulx (Jacques): Tout au cours de l'histoire, on a tout le temps pris des positions très claires sur ce côté-là, très, très claires. Vous vous souvenez que l'année dernière, on a

voté, lors de notre congrès, une résolution demandant au gouvernement provincial de rapatrier tous les pouvoirs en agriculture, toute la juridiction de l'agriculture si le Canada n'est pas capable de respecter les demandes du Québec. Ça a été voté unanimement au congrès, unanimement. On a continué à cheminer un peu comme tout le monde. Ça a été assez facile, c'est évident que ça a été assez facile. On a fait un sondage qui a donné que 72 % des gens — et vous pouvez vérifier nos questions et contester si vous voulez, mais elles ne sont pas biaisées — 72 % de nos gens ont décidé qu'ils voulaient soit l'indépendance ou la souveraineté. Alors, restons-en à la souveraineté. Le reste, 5 % et quelque chose, voulaient garder le statu quo.

Fait important à soulever: 40 % de nos francophones souhaitent la souveraineté dans les agriculteurs et, ça, j'en suis très fier. Ça doit être parce qu'il y a des revendications quelque part, ça. Ensuite, la résolution a été... Il y a eu un comité de mis en place qui a regardé toute la situation, qui a élaboré une proposition. Cette proposition-là est retournée dans le champ, est retournée dans nos régions, a été discutée dans les syndicats de base, pour revenir ensuite au congrès pour être discutée en ateliers où je vous dirai qu'elle a été discutée très largement. Il y a eu des modifications. Il y a eu des choses d'apportées et je vous dirai qu'il y a eu énormément de discussion autour de ça pour arriver, en plénière, à voter à 99,3 % en faveur de la résolution. Alors, trois contre, deux abstentions.

M. Ouellet: À main levée.

M. Proulx (Jacques): À main levée, oui.

M. Gaudet: Mais il faudrait peut-être préciser que c'est historique. Le type de vote qu'on prend dans la structure UPA, ce n'est pas une élection au leadership d'un parti politique avec un congrès de ballonne là. Le monde se lève quand il veut et, quand il ne veut pas, il reste assis. C'est comme ça que ça se passe dans la structure syndicale et c'est comme ça que ça marche.

M. Ouellet: Il y en a combien qui sont restés assis?

M. Gaudet: Moi, je suis d'accord avec vous...

M. Ouellet: Il y en a combien qui sont restés assis?

M. Gaudet: Deux, M. Ouellet. Alors, M. le Président, je voudrais aussi préciser que dans...

M. Ouellet: L'intimidation syndicale.

M. Gaudet: Je voudrais juste préciser, M. le

Président, que dans ma présentation initiale, j'avais omis de vous dire que je voulais déposer les deux résolutions qui ont été adoptées lors de notre congrès qui sont ici présentes sur la table. Ça va permettre à tout le monde de savoir exactement ce sur quoi les gens se sont levés.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait, monsieur.

M. Proulx (Jacques): L'autre... Si vous le permettez, juste rajouter deux autres questions, M. Ouellet. La première, on ne discrédite pas le fédéral. Je m'excuse, M. Ouellet. On ne met que les faits, que la situation. Quand, par exemple, on vous met des tableaux qui vous comparent le pourcentage dépensé par le Québec et par le fédéral au Québec, ce n'est pas nous autres, c'est vous autres qui nous dites qu'on est tous Canadiens, qu'on doit être traités également. Et moi, je vois des inégalités. Ce sont des tableaux qu'on vous met, ce sont des faits, ce sont des situations réelles. Il n'est pas question de discréditer, on ne veut pas discréditer personne. Et peut-être sur les quotas, si...

Une voix: Oui, j'aimerais rajouter...

Le Président (M. Jean Campeau): On parlera des quotas sur une autre question. Alors, nous allons maintenant à M. Nicolet.
(10 h 30)

M. Nicolet: Merci, M. le Président. J'aimerais vous entendre sur les quotas parce que je pense que c'est quand même un sujet qui est venu et revenu en régions. Je ne reviendrai pas sur les circonstances où ça avait été soulevé, mais je crois qu'il serait important d'expliquer la réalité économique qui sous-tend l'équilibre entre le Québec et le reste du Canada. On vous a reproché d'occuper un marché protégé par un système de contingentement et de ne pas être implicitement en mesure de compétitionner sur un marché libre. Et j'aimerais vous entendre sur la capacité – et je trouvais cette dimension fort intéressante dans votre mémoire – cette capacité d'adaptation de l'agriculture québécoise à cette réalité. Et j'aurais une deuxième question sur laquelle on pourra revenir tout à l'heure, qui est d'un tout autre ordre.

M. Proulx (Jacques): Je vais demander à Yvon Proulx qui...

M. Proulx (Yvon): Bon, oui, je voudrais dire d'abord, sur la question des quotas puisqu'on y revient, en réponse à M. Ouellet, tantôt, qui disait que dans un système où le Québec serait souverain, le Canada va développer son propre système de gestion des approvisionnements et nous autres le nôtre, et le Canada va se mettre à développer une production de remplacement de la production qui aujourd'hui est produite au

Québec et consommée dans le reste du Canada. Malheureusement, le reste du Canada n'est pas en mesure de faire ça, parce que développer une capacité alternative de production, une capacité de remplacement des approvisionnements qui aujourd'hui viennent du Québec, c'est quelque chose qui prend trois ou quatre ans. Une fois les trois ou quatre ans écoulés, quand ils sont prêts à mettre ça sur le marché, ils devront, en vertu des règles présentes du GATT, respecter l'historique des importations. Ils devront se conformer à l'approvisionnement qu'ils ont été obligés d'aller chercher ailleurs pendant qu'ils se développaient, pendant qu'ils essayaient de développer cette production alternative. Tout comme nous autres, en fait s'il y avait de la gestion des approvisionnements de boeuf, les 750 000 000 \$ qu'on va chercher en Alberta et qu'on cherchait à les développer. Une fois qu'on aurait développé cette capacité de production, on devrait respecter l'historique des importations. Ce sont les règles courantes du GATT, sur cinq ans. Bien sûr, ça prend quatre ans à développer cette capacité alternative de production.

M. Ouellet: Bien oui, mais vous allez en perdre un petit peu à tous les ans.

M. Proulx (Yvon): De sorte qu'ils ne pourront pas le faire.

Une voix: Mais autrement dit, au bout de quatre ans, après avoir investi dans une capacité...

Le Président (M. Jean Campeau): C'est la question de M. Nicolet.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Nicolet: Ha, ha, ha! Ça va, M. le Président. Je ne suis pas du tout offusqué que la réponse soit dirigée ailleurs.

M. Proulx (Yvon): M. Nicolet parlait aussi de la capacité concurrentielle du Québec. On produit du lait qui est un secteur protégé. Même dans le secteur laitier, notre capacité concurrentielle, elle est toute là. Mettons ça au pire, que le reste du Canada ne veut rien savoir d'une négociation là-dedans, on est en mesure de se battre. Remarquez que dans le secteur laitier en particulier, vous savez que dans le lait de consommation, le lait de consommation est supposé refléter, il est administré provincialement, les coûts de production, calculés dans chaque province. Savez-vous où est-ce qu'il est le moins élevé le prix du lait de consommation? C'est au Québec, évidemment. Ça voudrait dire que les coûts de production, c'est au Québec qu'ils sont les moins élevés, par conséquent, on est pleinement en mesure de se défendre là-dessus. Il n'y a aucun problème là-dessus.

M. Nicolet: Et face aux États-Unis, peut-être?

M. Proulx (Yvon): Face aux États-Unis, je lisais hier quelque chose qui va peut-être vous surprendre. Aux États-Unis, vous savez qu'on a administré, depuis cinq ou six ans, une politique de réduction du soutien, de déréglementation, du libre cours. Bien, l'article que je lisais hier me disait que, pendant cette période-là, il y a tellement de producteurs qui ont fait faillite, tellement de producteurs qui se sont découragés que la production a effectivement baissé drastiquement, de sorte qu'on est arrivé à une certaine rareté de ces produits-là, et que le prix des produits laitiers, le prix du lait aux États-Unis a fait un bond et a atteint un sommet qu'il n'avait jamais atteint encore, et que le consommateur paie pour et va continuer à payer pour. Par conséquent, on a eu une politique aux États-Unis de réduire les soutiens, de réduire les prix, c'est une offensive pour reconquérir un marché mondial qui avait été perdu par leur propre faute antérieurement, mais on n'entrera pas dans ces détails-là, mais les producteurs américains en souffrent et en souffrent énormément. Les faillites agricoles, les faillites de banques agricoles aux États-Unis, sont extrêmement nombreuses. Ils essaient d'afficher une capacité concurrentielle extraordinaire, les Américains. Allez voir dans le concret. Sans compter, évidemment, l'instabilité et le désordre dans lesquels se trouve la production.

M. Nicolet: Sur un autre sujet, je crois qu'il me reste un petit peu de temps, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Oui, monsieur.

M. Nicolet: Nous connaissons l'importance de la qualité de vie en région pour l'essor de l'agriculture québécoise. Et dans une perspective de projet de société, quelles seraient les garanties constitutionnelles ou autres que vous voudriez retrouver dans une structure d'un Québec repensé, restructuré, pour assurer cette qualité essentielle au développement de votre production?

M. Proulx (Jacques): Je vous dirai qu'on va être à même de présenter très prochainement toutes les exigences autour de cette qualité de vie par les états généraux qu'on va tenir en février. Alors, je pense que ça tombe très bien débat constitutionnel, débat grande réflexion du monde rural, de tous les partenaires et moi, je me trouverais mal placé ce matin de placer mes priorités sans que ça soit un manque de respect envers les autres partenaires du monde rural. Alors, je vous dirai qu'à partir du 6 février au matin, on sera plus en mesure de mettre, peut-

être pas complètes mais le plus près possible, les exigences parce que l'agriculture a réalisé qu'elle ne peut plus seule subvenir au milieu. Et c'est toute l'agriculture qui est avec le reste du monde rural et c'est là que ça va être important dans la nouvelle constitution dans le nouveau Québec. Je vous remercie.

M. Nicolet: Merci, M. le président.

Le Président (M. Jean Campeau): Bien, nous allons maintenant à M. Larose.

M. Larose: Merci, M. le Président. Est-ce que vous avez dit tantôt que c'était 40 % de vos producteurs anglophones qui avaient répondu positivement?

M. Proulx (Jacques): Oui, mais je ne dirai pas anglophones, non francophones. Puis, c'est la grande majorité des anglophones ou des allophones.

M. Larose: O.K. Je voudrais que vous nous parliez un peu des producteurs du Canada anglais ou enfin de vos vis-à-vis du Canada anglais. Parce que quand on fait le tour des différentes organisations qui se sont présentées à nous et qu'on essaie de voir c'est qui les vis-à-vis du côté du Canada anglais, il semble y avoir bien du monde parlable de l'autre côté. Je prends du côté syndical, Bob White le premier, il dit: Écoutez, les décisions démocratiques sont à respecter. C'est sûr que moralement, il faut que le monde négocie. On prend du côté des femmes, on s'en parlait aussi, mais enfin, l'ensemble des groupes qui se présentent à nous, n'est pas content de ses vis-à-vis. C'est-à-dire, ils aimeraient bien qu'on fonctionne bien puis que ça soit l'harmonie, etc., mais si ça doit se développer autrement, ils vont respecter ça. Du côté des producteurs, c'est quoi les sentiments, sont-ils... J'entendais la description plutôt pragmatique que vous faisiez du monde. Est-ce que les producteurs anglo-canadiens ne seraient pas pragmatiques? Autrement dit, la description un peu apocalyptique qu'on nous fait où les Canadiens anglais finalement, ce sont des monstres qui s'ignorent, qui pourraient facilement être totalement déréglés, ne plus reconnaître leurs intérêts, se fâcher noir à ne plus voir clair, vouloir mettre en péril les droits de leurs minorités, nous voler du territoire. Serions-nous déjà alliés avec des monstres? T'sais. Ou bien donc... Alors de telle sorte que... Moi, je ne veux que savoir: De l'autre côté, est-ce que ça cause? Même dans la bataille, est-ce que ça cause encore?

M. Proulx (Jacques): Alors, écoutez l'autre côté, de l'autre côté, on a de très bonnes relations avec le Canada anglais, avec les agriculteurs d'ailleurs. C'est du monde civilisé puis ainsi de suite, même s'ils n'ont pas exacte-

ment la même vision que nous autres de l'agriculture, du développement de l'agriculture. Ce sont des gens qui, pour toutes sortes de raisons — je pense que la première raison c'est la différence de vision d'une société, on est des latins, ils sont des Anglo-Saxons. Qu'est-ce que tu veux, on n'évolue pas au même rythme, on ne voit pas les choses de la même façon. Nos relations sont excellentes et je vous dirai qu'on a joué un rôle et qu'on joue un rôle très important au niveau canadien avec ces agriculteurs-là. On a permis de faire évoluer énormément. Mais tout n'est pas noir là, puis tout ne deviendra pas blanc demain matin. Je pense qu'on est clair dans notre mémoire avec ça.

Les grandes politiques, les quelques grandes politiques qui se sont développées au Canada, je vous dirai, puis avec fierté, que ce sont les Québécois en particulier qui ont fait évoluer les autres producteurs. Il n'y a pas de récrimination là, à part quelques groupes particuliers. Dans l'ensemble des producteurs et productrices canadiens, ce n'est pas la bataille enragée puis ainsi de suite. Il reste qu'on est tannés quand même. On est tannés d'être obligé de leur pousser dans le dos. On est tannés d'être continuellement obligés de leur expliquer qu'il serait important qu'en agriculture on ait un revenu. T'sais, on est un peu fatigués, fatigués d'être obligés de pousser sur eux autres. Et c'est toujours à recommencer, c'est là qu'est le problème. C'est toujours à recommencer. On a gagné des choses au cours des années, on a gagné plusieurs choses mais ce n'est jamais acquis. C'est ça le problème. Ce n'est jamais acquis... Il faut toujours revenir. Je pourrais parler de la bataille du Nid-de-Corbeau où on avait pas aussitôt fait sécher les serviettes, qu'on essayait déjà de nous reprendre de l'autre bord. Au contraire, tu as la vieille mentalité anglophone, la vieille mentalité du gouvernement fédéral au niveau de l'agriculture de maintenir en place des politiques qui sont largement dépassées. Elle est ancrée solidement et elle ne décroche jamais. Et c'est là qu'on a des problèmes majeurs.

M. Larose: Est-ce qu'il me reste un petit peu de temps, M. le Président?

Le Président (M. Jean Campeau): Juste pour une petite.

M. Larose: O.K. C'est pour avoir des précisions sur la qualité démocratique de votre procédé parce que je sais bien que la démagogie c'est souvent les arguments de ceux qui n'en ont pas d'argument. Vous nous avez dit que ça avait été voté très massivement à 97 % ou à 98 % mais que c'était le résultat de mandats pris dans chacune de vos unités de base. Exact?

M. Proulx (Jacques): Oui. Pierre.

M. Gaudet: Moi, je pense que c'est important de vous expliquer le processus qu'on a suivi par rapport au mémoire. Les positions antérieures de l'UPA, les autres congrès se sont prononcés, mais par rapport au mémoire, le conseil général de l'UPA, c'est-à-dire les présidents de chacune des fédérations, autant régionales que spécialisées, a donné mandat à un comité de bâtir un mémoire et a nommé les membres du comité qui étaient à la fois des producteurs et quelques personnes-ressources techniques. Le projet de mémoire a été soumis ensuite aux membres du conseil général et à chacune des instances de la structure. Le mémoire dont vous avez pris connaissance aujourd'hui a été voté par le congrès. Pour aller chercher un consensus un peu plus large en dehors de la structure, de façon, justement, à avoir la garantie que la possible évaluation de tordage de bras qui pourrait se faire, qu'on puisse passer à côté, on a demandé à une firme spécialisée de faire un sondage auprès des producteurs, parmi les 48 000 qui sont sur la liste, en tenant compte d'une répartition territoriale par rapport au nombre de producteurs qu'il y a par région et d'une répartition aussi par production, ce qui a été fait. Le résultat: 99,2 % ou 99,3 % des délégués ont voté favorablement à l'adoption du mémoire et à l'adoption des résolutions qui sont ici; les deux résolutions, dont une demande de façon plus spécifique de reconnaître le droit des femmes dans la Constitution. C'est ça le système qu'on a utilisé, et je vous dirai très honnêtement que, nous, on en est très fiers.

M. Larose: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous allons maintenant passer à M. Turgeon. Rapide-ment.

M. Turgeon: Très brièvement. Moi, je vais vous dire que j'ai eu la chance, jusqu'ici, de jouer beaucoup de rôles, surtout à la télévision, de cultivateurs. Il faut croire que j'ai cette allure.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Turgeon: J'en suis très fier parce que, quand on s'en approche de plus près, on se rend compte que les gens de la terre, je ne sais pas pourquoi, mais on dirait que les gens de la terre ne sont pas capables de raisonner de travers.

Cela dit, M. Proulx, vous nous avez dit que vous représentez 40 000 PME. C'est énorme, 40 000 PME. De quoi faire frémir notre ami Ghislain Dufour du CPQ, effectivement. 40 000 PME. Mais qu'est-ce qui s'est donc passé pour que, tout à coup, 40 000 PME du Québec ne craignent plus la souveraineté?

M. Proulx (Jacques): Je vous dirai que ce

n'est pas tout à coup qu'ils ne la craignent plus. Ils sont, depuis fort longtemps, convaincus que c'est l'aboutissement. La souveraineté, c'est l'aboutissement, le cheminement qu'ils font depuis de nombreuses années, depuis de très nombreuses années, que l'organisation syndicale leur a permis de faire, que le regroupement de leurs forces leur a permis de faire, de la constatation d'une multitude de choses qu'on leur a permis de faire. Alors, c'est un cheminement tout à fait normal qui fait qu'à regarder ailleurs au Canada, ailleurs aux États-Unis, ailleurs dans le monde, ils se sentent prêts à affronter tout ça. Ils se sentent prêts parce qu'ils se sont donné des outils, des moyens. Ils ont appris à travailler ensemble. Ils se sont responsabilisés et ils ont réalisé, au fil des années, qu'ils avaient la meilleure organisation, qu'ils avaient développé un modèle qui était copié de plus en plus un peu partout au monde et que c'était le modèle de l'avenir, c'est-à-dire celui de la ferme familiale, du droit à la propriété, de la gestion, de la prise en main.

Ils disent: Pourquoi on ne continuerait pas, on n'irait pas plus loin puis qu'on ne se donnerait pas les moyens de prendre en main nos affaires d'une façon globale, non pas uniquement nos affaires de la ferme ou de notre municipalité? C'est tout à fait naturel pour eux, et je pense que le résultat est là pour prouver que c'est naturel, parce qu'ils voient qu'ailleurs dans le monde, où les gens ont toute leur autonomie ils sont capables de développer, que ce soit au niveau culturel, social, économique et politique. Pour eux autres, il va y avoir des difficultés encore, on va avoir à se battre encore, il n'y a rien d'acquis, sauf qu'on va arrêter de chuchoter dans l'oreille des autres.

(10 h 45)

Le Président (M. Jean Campeau): La prochaine période de questions appartient au groupe parlementaire formant le gouvernement. M. Gil Rémillard.

M. Rémillard: Merci, M. le Président. Messieurs, bienvenue à la Commission. Vous représentez des gens qui font probablement l'un des plus beaux métiers du monde – vous me permettez de leur rendre hommage – celui de nourrir leurs semblables. Vous nous présentez un mémoire qui prône la souveraineté-association. J'aimerais revenir, si vous me la permettez, sur certains éléments de discussion que nous avons eus jusqu'à présent concernant les conséquences que pourraient signifier une souveraineté-association ou une indépendance, dans le cas de nos marchés agricoles, pour vos membres.

On sait que dans toutes les organisations internationales, la question agricole est une des questions les plus difficiles. On se souvient, par exemple, dans le Marché commun européen, l'Europe des 12, régulièrement, on remet en cause l'existence même de la Fédération, de

cette Confédération, ou de cette association d'États au niveau européen. On remet en cause parce qu'il y a des discussions très difficiles au niveau du partage des quotas agricoles. Vous arrivez, M. Proulx, de la réunion du GATT, qui risque de faire éclater le GATT à cause de la question agricole.

Notre problème est probablement un des grands paradoxes de ce siècle. Alors que des milliers et des millions de personnes meurent de faim, de pauvres enfants meurent de faim tous les jours dans une partie du globe, chez nous, ici, notre problème, c'est que nous produisons trop de produits agricoles pour ce que nous sommes capables de consommer. Et à partir de là, les jeux économiques s'établissent souvent difficilement. C'est dans ce contexte-là que chez nous, dans le fédéralisme canadien, la répartition des produits agricoles s'est faite de la façon qu'on connaît. On a l'habitude de dire: Le Québec est la vache à lait de la Fédération canadienne. Comme on disait que l'Ouest était le grenier, bon, etc.

J'ai ici des chiffres qu'on m'a fait parvenir. On dit: Le Québec achète de l'Ontario et de l'Ouest près de 20 % de ses besoins en céréales fourragères et près de 90 % de ses besoins en céréales pour l'alimentation humaine, soit pour plus de 200 000 000 \$ annuellement. On achète principalement de l'Ontario de grandes quantités de multiples produits alimentaires frais, transformés et surtransformés: des fruits, des légumes, des oeufs, des croquettes de poulet, des plats cuisinés, etc. On achète de l'Alberta pour près de 1 000 000 000 \$ par année de viande bovine. On achète des provinces maritimes la quasi-totalité des pommes de terre congelées, pommes frites. Et, d'autres chiffres. Ici, on dit: Le Québec produit 21,8 millions d'hectolitres de lait de transformation qui génèrent un peu plus de 1 000 000 000 \$ de recettes monétaires à la ferme. On dit: les plus récentes données nous indiquent qu'en 1989 on dénombrait 60 usines de transformation des produits laitiers, dont 24 coopératives et 36 privées, réparties dans toutes les régions agricoles. La valeur de livraison de ces entreprises totalise près de 3 000 000 000 \$.

Avec tous ces chiffres, toutes ces données, vos membres se sont prononcés très clairement pour la souveraineté-association. Mais tous les experts sont venus nous dire aussi: Attention! La souveraineté-association, ça veut dire discussion avec les autres, partenariat. Si ça ne marche pas, il faut être prêt à faire l'indépendance. Et vous même, tout à l'heure, si je vous ai bien compris, vous avez dit: Bon, l'indépendance ou souveraineté-association. Est-ce que vous avez pesé les conséquences, en fonction de ces marchés, pour les agriculteurs québécois? Avez-vous soupesé ça? Est-ce que vous avez des réactions à nous faire part, face à ces données économiques-là?

M. Proulx (Jacques): Oui. Je vais répondre

très rapidement et, ensuite, M. Loubier pourra compléter. Parce que vous avez sorti beaucoup de données qui sont réelles. Oui, on a pesé ça énormément et, si on avait plus de temps, on pourrait vous déposer, n'importe quand que ça serait disponible, comment les producteurs ont réagi. Par exemple, c'est quoi la réaction des producteurs de lait autour des positions qu'on a prises? Elle est très significative. On a soupesé tout ça. C'est évident que toutes les hypothèses ont été mises de l'avant. Mais je pense que vous avez votre réponse dans cette question. Quand vous regardez tout ce que les autres exportent ici, c'est qu'on a quand même une force de négociation énorme. Oui, on produit beaucoup de lait, mais oui, ils vendent beaucoup chez nous. Yvan pourra peut-être compléter, si vous le permettez, sur les données.

M. Loubier (Yvan): Justement, M. Proulx l'a souligné, il s'est développé une interdépendance entre les provinces canadiennes sur le plan des produits manufacturés alimentaires. Le Québec est déficitaire dans ses échanges avec l'Ontario, par exemple. L'Ontario, lui, expédie pour une valeur de 1 500 000 000 \$ de produits alimentaires manufacturés, alors que le Québec ne lui expédie qu'une valeur de 1 000 000 000 \$. Donc, il y a 500 000 000 \$ de déficit en faveur de l'Ontario, dans ces échanges-là.

Vous avez mentionné le boeuf de l'Alberta. Il approvisionne à 90 % le marché québécois. Et annuellement, la moyenne des trois dernières années, c'est 750 000 000 \$ que les Albertains nous vendent sur le marché québécois. La même chose pour les pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick, on nous expédie, annuellement, pour une valeur de 37 000 000 \$. Donc, vous avez une interdépendance qui s'est créée et c'est ce qui nous fait dire que les autres provinces canadiennes ne nous feraient pas de cadeau en nous permettant de maintenir l'excédent de quota de production de lait de transformation, qui a une contrepartie d'expédition de produits laitiers dans les autres provinces canadiennes. Ils ne nous feraient pas de cadeaux, puisqu'ils nous en expédient aussi, des produits.

Deuxièmement, ils ne nous feraient pas de cadeaux, parce que les règles actuelles du GATT – et ça me permet de revenir à la question de départ – peuvent reconnaître une union économique d'un espace de pays souverain, comme ils l'ont fait pour la communauté économique européenne et reconnaître l'application, dans cet espace, dans cette union économique-là, l'application de l'article 11,2c)i), du GATT qui permet de contrôler les importations.

M. Rémillard: Si on négociait une souveraineté-association, est-ce qu'on concevrait le même genre de production agricole, aimeriez-vous né-

gocier un nouveau partage, c'est-à-dire production bovine plus équilibrée, ou je ne sais trop quoi? Est-ce que vous aimeriez qu'on consacre, dans un contrat d'association, ce qui existe présentement ou si vous auriez en tête, peut-être le désir de renégocier tout ça?

M. Proulx (Jacques): Écoutez, ce matin, si on avait à décider ça, je vous dirais qu'on va aller négocier ce qui existe à l'heure actuelle. On a une expertise, une expertise de production, de transformation, dans certaines productions de par nos coopératives, on est quand même présents presque à 100 %. Je veux dire: On met ça sur la table, on discute ce matin. C'est évident que, dans certains secteurs, on peut compléter certaines choses. Il serait important d'essayer d'aller chercher certains volumes de production, si on veut. Mais tout ça est à réfléchir autour d'une discussion, autour d'une négociation. Et tout dépendra aussi de quelle orientation de développement on donne dans l'ensemble de la société québécoise et en particulier pour l'agriculture. Alors, c'est prématuré, ce matin, de dire: On va aller chercher un peu plus de production bovine, un peu plus ci, un peu plus ça. Ça, ça sera à nous de décider ça. Ça sera aux intervenants à décider... Par exemple, on décide de produire x % moins de lait, pour favoriser la production bovine, ou favoriser la production ovine, ou la plume. Mais on n'est pas en mesure, ce matin... C'est évident qu'il y a de l'espace. Il y a de l'espace dans certaines productions, beaucoup d'espace. Probablement que pour avoir une bonne force de négociation avec les partenaires qu'on privilégie, qui sont les autres provinces, probablement qu'on essaierait d'ouvrir davantage les marchés sur ce qu'on importe d'ailleurs. Je veux dire ailleurs... des pays, que ce soit l'Australie, la Nouvelle-Zélande ou même des États-Unis, ou je ne sais pas, d'ailleurs davantage. Parce qu'il reste toujours qu'on favorise une union économique en premier lieu.

M. Rémillard: Si le GATT éclate ou s'il va très mal, comme ça se peut fort bien, vous en êtes très conscient, ça signifie qu'on se retrouve avec une continentalisation des économies assez importante. C'est-à-dire que du côté nord-américain, il y a cet ensemble qu'on est en train de créer de plus en plus: États-Unis, Canada, Mexique. Et du côté européen, ils auront l'Europe des 12, l'Europe des 22, et même, avec l'Europe de l'Est, le Pacte de Varsovie, qui de plus en plus deviendra un pacte commercial aussi. Il y aura l'Asie. Enfin, bref, il y aura une véritable continentalisation qui se fera. Dans ce contexte-là, toujours en nous référant à notre production laitière, qui, pour nous, est quasiment la pierre d'assise de notre économie agricole, est-ce qu'on a d'autres clients potentiels que les provinces canadiennes?

M. Proulx (Jacques): C'est évident que si le GATT éclatait, il faudrait repenser substantiellement toute notre production et toute notre structure de production. Le Québec a de l'avenir en autant qu'il va rester et même améliorer sa position d'être le meilleur et d'avoir des créneaux très particuliers. Il n'y a pas d'autre porte de sortie. Le Québec, à notre avis, n'a pas de porte de sortie dans les grands volumes, il a des portes de sortie dans les choses très spécifiques, dans de la haute qualité. Vraiment, là, des créneaux très particuliers, c'est la voie de l'avenir, c'est la voie de la prospérité pour le monde agricole et, je pense, pour le reste de la société.

M. Rémillard: Est-ce que je vous comprends bien? Est-ce que vous me dites que c'est très important qu'on puisse conserver, donc, notre place, et qu'on protège le GATT? C'est ça que vous me dites?

M. Proulx (Jacques): Moi, je suis plus optimiste que vous. Je pense que le GATT ne sautera pas, mais je pense qu'on doit faire beaucoup, beaucoup, beaucoup d'efforts pour conserver le GATT, parce que l'avenir n'est pas aux ententes bipartites, c'est multi...

M. Rémillard: Alors, dans ce contexte-là, vous nous disiez tout à l'heure que vous, vous aimez mieux parler de vive voix que de chuchoter.

M. Proulx (Jacques): Oui.

M. Rémillard: Par contre, de parler lorsque vous appartenez à un ensemble comme le Canada peut avoir sa force. Je regarde un mémoire, par exemple, que nous allons entendre demain, je crois, celui de M. Daniel Latouche. M. Latouche écrit dans son mémoire: "Cela ne signifie pas que le Québec n'aura pas à faire des ajustements. Dans certains cas, les effets sur le Québec seront plus importants, puisque le Québec ne bénéficiera plus de la force de négociation du Canada. Prétendre que le Québec aura davantage d'influence au GATT que le Canada, présentement, tient de la fabulation". Qui fabule, là?

M. Proulx (Jacques): Écoutez...

M. Gaudet: C'est le gars qui a écrit ça.

M. Proulx (Jacques): C'est ça. Moi, je suis complètement en désaccord avec ça, parce que je vous ai expliqué tout à l'heure comment on est obligés. Il y a une politique, du Canada, au niveau international. On a eu une position, la dernière, au GATT, qui est une position acceptable pour tout le monde, parce qu'on a accepté beaucoup de compromis, mais qui repose, qui n'est pas solide, en fait, on va se le dire rien qu'entre nous autres, mais qui est extrêmement fragile, et

vous le savez plus que moi, possiblement, parce que vous êtes dans les plus hautes sphères. Je demanderais à Yvan, peut-être, de vous donner des exemples, quand même, de pays qui sont beaucoup plus petits que le Canada et qui ont une voix importante au niveau international.

M. Loubier: D'abord, en commençant, il faut préciser que le GATT fonctionne par consensus des 105 parties contractantes du GATT. Il est évident que dans le débat agricole, à l'heure actuelle, il y a deux blocs qui dominent, ce sont les États-Unis et la communauté européenne. Mais en temps normal, on fonctionne par consensus, et par alliances aussi, de groupes de pays qui ont des intérêts communs à défendre. Alors, le poids du Québec là-dedans est tributaire des alliances qu'il pourrait faire avec des pays qui défendent les mêmes visions sur le plan du commerce international en général, ou sur le plan du développement agricole. Il y a certains pays souverains qui sont comparables, à l'heure actuelle, au Québec, mais qui ont une voix au chapitre et qui se font ces alliances-là pour gagner un huitième accord qui serait bénéfique pour eux. Vous avez la Suisse, vous avez la Norvège, vous avez la Suède, vous avez le Danemark, vous avez l'Autriche. Un Québec souverain serait le troisième pays de l'OCDE en termes de richesse par capita de ses habitants. Il serait le quatorzième pays sur les 25 pays de l'OCDE, en termes de PIB, en termes de production intérieure brute. Alors, on n'est pas dans une si mauvaise posture que ça sur le plan international.

M. Rémillard: Je ne voudrais pas vous interrompre, mais c'est parce que le temps nous presse, je voudrais vous poser une question. Dans ce contexte-là, est-ce qu'il ne faut pas aussi bien comprendre que le Québec a une production agricole tellement spécialisée que ça peut le rendre vulnérable? Et je relie ça à ce que vient de dire M. Proulx. Étant donné que notre production agricole est fondamentalement centrée sur la production laitière, qui est une production qui est trop produite un peu partout dans le monde industrialisé, et celle avicole, aussi, qui est dans la même situation, situation, est-ce que ça ne nous rend pas vulnérables si on n'appartient pas à un ensemble comme l'ensemble canadien pour aller négocier ensuite sur la scène internationale ensuite nos produits agricoles? (11 heures)

Le Président (M. Jean Campeau): Rapidement si vous voulez bien.

M. Loubier: Je ne le dirais pas, M. Rémillard, parce que la production agricole québécoise est passablement diversifiée. Il n'y a pas uniquement... bon il y a une prédominance du lait c'est évident, mais elle est diversifiée tout de même, même si on la compare aux économies agricoles,

même sur le plan mondial. La deuxième chose, c'est que le secteur dominant, le secteur laitier, est un des secteurs qui a été le plus discuté, à part les céréales, au cours des quatre dernières années de négociations du GATT. Et on en arrive presque à un consensus, sauf du côté des États-Unis et de l'Australie, pour dire que la production laitière a tellement une propension naturelle à l'accroissement de la productivité qu'il faut en arriver à appliquer une discipline de production par quota et, éventuellement, se servir de l'article 11.2c) du GATT. Alors on est moins vulnérables, j'ai l'impression, au Québec que dans bien des cas où l'économie agricole est axée sur les céréales et les oléagineux par exemple.

M. Rémillard: J'aurais d'autres questions, mais je comprends M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci. Alors nous allons maintenant au groupe parlementaire formant l'Opposition, M. Jacques Brassard.

M. Brassard: D'abord, j'ai beaucoup de respect pour Daniel Latouche, mais en matière agricole, je suis plus porté à faire confiance à Jacques Proulx.

Ceci étant dit, je voudrais reprendre le conte de Noël de M. Ouellet et le terminer. Il ne l'a pas fini. Un père avait deux filles, l'une étudiait à New York et l'autre à Sherbrooke. Forcément ça coûte plus cher les études à New York, on le comprend. Sauf que, ce qu'il n'a pas dit, c'est qu'à New York, le père louait un bel appartement pour sa fille, et qu'à Sherbrooke, elle était en chambre et pension; qu'à New York, à celle de New York, pendant l'été, il lui payait des voyages en Europe, puis celle de Sherbrooke devait travailler au salaire minimum pour payer ses études. Fin du conte. Alors on comprend que la fille de Sherbrooke, un doute l'assaille, et puis qu'elle se dise: Peut-être que mon papa m'aime moins que celle de New York.

Ceci pour dire que c'est la réflexion à laquelle on arrive quand on voit que le Québec produit 16 % de la production agricole totale au Canada et qu'il ne reçoit en dépenses fédérales, en subventions fédérales de toutes sortes que 6,4 %. Ça saute aux yeux, comme vous le disiez, M. Proulx, ce sont là des faits incontestables. Ce ne sont pas des opinions.

Mais, en plus, vous indiquez que, non seulement les politiques actuelles favorisent d'abord et avant tout l'Ouest et les céréaliers, mais on se rend compte qu'au niveau des intentions et des nouvelles politiques à mettre en place - c'est ce qu'on peut voir dans le livre, dans l'énoncé de politique, "Partenaires dans la croissance", du gouvernement fédéral - on se rend compte que le gouvernement fédéral a l'intention de récidiver et de mettre en place des politiques qui vont encore accentuer cette

inégalité et qui vont amener davantage de concurrents aux producteurs québécois. Et ça, dans le régime fédéral là, ce n'est pas... le Québec n'est pas souverain, c'est dans le régime fédéral. J'aimerais que vous apportiez certains détails là-dessus.

M. Gaudet: Bien je pense qu'il y a un élément qu'il faut comprendre. C'est que l'exercice qui s'est fait au gouvernement fédéral l'an passé, dans la révision des politiques agricoles canadiennes, était à l'origine pour regarder comment l'agriculture canadienne se placerait à l'abri d'une autre table de travail, qui s'appelle "les négociations du GATT".

Ce qu'on comprend, ce qu'on n'a aucune difficulté à comprendre, nous, les producteurs agricoles au Québec, c'est que sous le couvert de l'exercice de rationalisation, le Québec, en bout de ligne, s'en va vers la décrépitude. Puis je pense que ça ne part pas de nulle part. Rappelons-nous de la décrépitude par rapport aux interventions du gouvernement fédéral. Rappelons-nous qu'en 1973, une étude canadienne avait dit qu'il ne devrait pas... l'agriculture à développer devrait se faire à l'ouest de la rivière Outaouais. Depuis ce temps-là, à chaque dossier, dans chaque débat, le même modèle est toujours réapparu sur la table. Il est toujours réapparu sur la table, dans chacun des dossiers. Pour en prendre juste un en exemple, quand on parlait de politiques qui sont... Quand on dit: Nous autres, on cherche une politique qui est équitable... Une politique qui est équitable, selon notre définition à nous autres, bon, qui peut être mise en doute par quelqu'un d'autre, c'est quand on doit intervenir pour un produit, il faut intervenir de la même façon, sur la même base, quel que soit le lieu où il est produit au Canada.

Il y en a une politique fédérale qui est équitable, c'est la politique laitière. Il y en a juste une. Un producteur de lait, qu'il soit au Québec, au Manitoba, en Colombie-Britannique ou à l'Île-du-Prince-Édouard, l'intervention se fait à l'hectolitre d'une façon égale pour tout le monde. Sauf que ce qui est mis sur la table dans l'étape de travail dont celle à laquelle vous faites référence, M. Brassard, la seule politique canadienne qui était équitable est mise en cause maintenant par le gouvernement fédéral, et ça, sur la base de la négociation au GATT. C'est subtil comme exercice mais c'est fameusement efficace en bout de ligne. Ce qu'on a fait ici, nous autres, les producteurs au Québec, on s'est développé sur la base de nos piliers historiques auxquels on fait référence dans nos documents.

L'autre élément qui m'apparaît important pour l'ensemble des membres de la présente Commission, c'est le mémoire, c'est une partie de notre présentation, mais on avait déjà déposé, le 2 novembre dernier, la base d'analyse sur laquelle on fait référence pour arriver à ce type de conclusion là sinon notre mémoire aurait été

d'une épaisseur qui n'était pas judicieuse à vous présenter, tenant compte de vos disponibilités. Donc, c'est évident que l'objectif même de la politique de révision de l'ensemble de la structure canadienne à ce moment-ci, partenaire en croissance, fait en sorte qu'on n'est pas sur la carte dans l'ensemble de la discussion mais on apporte, on amène à la table de vieux débats qu'on ramène. Des exemples comme celui auquel faisait référence M. Proulx tout à l'heure, la question du Nid-de-Corbeau en est un. Comment se fait-il que dans le secteur des céréales, quand on intervient sur la base de la production, on a une intervention qui est différente dans l'Ouest par rapport au Québec? Pourtant, moi, je suis un producteur de céréales au Québec. Je n'en fais pas de lait, moi, je fais des céréales. La conjoncture de marché a autant d'importance dans mon entreprise qu'elle en a dans une entreprise qui est en Saskatchewan ou qui est à Medicine Hat en Alberta.

M. Brassard: Alors, si je comprends bien, à l'intérieur même du régime fédéral actuel, il y a non seulement des inégalités à l'égard des producteurs agricoles québécois, mais il y a des dangers réels que ça s'accroisse encore davantage dans l'avenir.

M. Proulx (Jacques): C'est évident à partir des enjeux qu'il y a là à l'heure actuelle, l'ouverture, l'abolition des barrières, l'ouverture des marchés, en fait, l'ouverture sur le monde. Il y a terriblement de danger parce que les céréales restent la grosse production au Canada, restent la préoccupation du gouvernement et le marché céréalier mondial est dans un cul-de-sac abominable. Alors, c'est sûr qu'il y a un danger immense pour l'agriculture de l'Est du pays, en particulier du Québec.

M. Brassard: Merci. Je reviens au GATT, M. Proulx. Vous avez eu une image intéressante, au début, quand vous disiez que l'interlocuteur canadien était assis à table et que la seule possibilité que vous aviez, vous et le gouvernement du Québec, c'est d'essayer d'aller lui chuchoter à l'oreille au moment des négociations et des délibérations. Quand on regarde l'évolution de la position canadienne au GATT et les démarches que le gouvernement du Québec et l'UPA ont entreprises pour faire en sorte que leurs aspirations, leurs attentes et leurs intérêts soient correctement et convenablement défendus, j'ai l'impression que l'interlocuteur canadien assis à table ou bien donc il était sourd, ou bien donc il y avait trop de bruit autour de la table et il a eu de la misère à comprendre. J'aimerais que vous nous disiez, que vous disiez à la Commission les difficultés que vous avez eues, le mal du monde que vous avez eue pour faire en sorte que dans la position canadienne au GATT, les intérêts des producteurs agricoles du

Québec soient pris en compte et défendus.

M. Proulx (Jacques): Je vous dirai que, au cours des 4 dernières années par rapport au GATT, mais je dirai des 10 dernières années par rapport, justement, à plusieurs offensives, n'eût été la grande solidarité entre le monde agricole et le gouvernement du Québec, vis-à-vis de ces attaques-là, ça ferait longtemps qu'on aurait perdu beaucoup d'acquis qu'on avait faits et plusieurs parties de notre valeur concurrentielle, de notre capacité concurrentielle à l'heure actuelle. Ça a été à peine un mois, ou je dirai au maximum deux mois avant, mais je dis un mois plutôt, avant le dépôt par le Canada de sa position. Jusque-là l'agriculture du Québec n'était pas protégée d'aucune façon. Elle était même mise en pâture, elle était même offerte en pâture, en fait, pour essayer d'obtenir des débouchés sur les céréales. Qu'est-ce qui a fait bouger le gouvernement? Bien, je pense que c'est la pression répétée et c'est encore une fois cette solidarité du gouvernement du Québec et en fait du monde québécois, les différents intervenants québécois, les différents partenaires québécois, contre la position qui avait été élaborée jusque-là. C'est des batailles à n'en plus finir. Il a fallu, l'année dernière, monter 12 000 agriculteurs et agricultrices du Québec sur la colline parlementaire pour aller manifester, démontrer au gouvernement...

Alors c'est continuellement une perte de temps, des efforts et de l'argent dépensés pour faire reconnaître ce qu'on s'est donné, et ce qu'on a payé au Québec. Et c'est ça qui est le plus révoltant au bout de la ligne, c'est que non seulement on met beaucoup d'efforts à développer des choses, à se démarquer et à essayer de s'en sortir, mais on investit de notre propre argent en double, parce qu'en plus, comme citoyens canadiens, on paye pour le développement ailleurs.

D'ailleurs, c'est toute la situation qui prévaut à l'heure actuelle, et dans tout le débat du GATT, le fond, en fait, c'est que le gouvernement fédéral est coincé on sait avec quel déficit et ainsi de suite, on sait avec quels problèmes majeurs il est pris à l'heure actuelle. Il veut refile la facture aux provinces. Le Québec, ça fait longtemps qu'il l'absorbe, ça fait longtemps qu'il la porte, cette facture-là, et que les producteurs la portent dans le cas des programmes agricoles, et là il veut la refile aux autres, mais les autres ne sont pas capables parce qu'ils n'ont jamais appris à supporter et à prendre leurs responsabilités. Et vous l'avez dans le tableau le plus révélateur, vous l'avez dans ce qu'on avait envoyé pour le 2 novembre, où on vous donne un tableau des répartitions des dépenses fédérales et provinciales, et vous avez pour le Québec 64 % du budget agricole global qui est dépensé au Québec, comparativement à 36 % venant du fédéral, et en Ontario, bien,

vous avez une intervention du fédéral de 52 %, au Manitoba de 85 %, en Saskatchewan de 88 %, en Alberta de 71 %, comparativement à 36 % pour le Québec.

Alors, on est canadiens ou on ne l'est pas. On paye les mêmes taxes de tout le monde et c'est contre ça qu'on en a. Et c'est ça l'enjeu qu'il y a à l'heure actuelle. Le fond, c'est qui va porter quoi dans l'avenir. Et là ça se répercute au niveau mondial. Et le Canada est coincé. Il est coincé dans ça et c'est pour ça que je vous dis que la position qu'on a là, on l'appuie, mais elle est d'une fragilité pire qu'un vase de porcelaine qui est en équilibre, à l'heure actuelle. Et si vous aviez vu, et je ne révèle pas de secret, comment se sont comporté et comment se comportent à l'heure actuelle les premiers ministres des autres provinces et particulièrement Grant Devine et quelques autres, qui sont coincés avec un problème agricole abominable, bien, moi ça me fait peur, terriblement peur, parce que cette position là va devenir, pour le Québec, c'est le Québec qui est uniquement visé, à l'heure actuelle. Et puis on essaie, par tous les moyens de cibler le Québec en étant comme le responsable qui, avec quelques autres, ne pourra pas faire en sorte que le Canada va pouvoir développer son agriculture et ainsi de suite.

Alors, si on était assis à la table au moins, ils seraient obligés de faire porter leurs échecs sur le dos d'autres provinces. Et, moi, je vous dirai que le matin où on ne sera plus là, bien vous savez qui va porter l'odieux? Ça va être possiblement l'Ontario ou d'autres provinces.
(11 h 15)

Le Président (M. Jean Campeau): Une dernière question, M. Brassard.

M. Brassard: Donc, une position fragile. La position canadienne est fragile, comme vous le dites, et c'est évident qu'à partir du moment où le... Si le Québec avait un siège autour de la table, je pense qu'il a été fort bien démontré que le gouvernement du Québec, je pense qu'il faut l'admettre, a facilement reconnu les intérêts des producteurs agricoles québécois, s'est porté assez facilement aussi à leur défense, est devenu très rapidement un allié des producteurs agricoles du Québec, je pense qu'il faut le dire, il faut l'admettre. Et donc, par conséquent, si le Québec était un État, un pays, bien, vous seriez moins inquiets face à son comportement à la table des négociations. C'est comme ça que j'interprète vos propos. J'ai sans doute raison parce que j'ai une dernière question à vous poser sur l'urgence.

Jusqu'à la comparution de M. Dion, tout le monde était à peu près unanime pour dire qu'il faut décider rapidement, il ne faut pas tergiverser, il ne faut pas, excusez l'expression "nialser", il faut décider rapidement, il y a urgence. M. Dion est venu nous dire qu'il fallait prendre notre temps puis il fallait prendre tout le temps qu'il faut, il ne fallait pas se précipiter, et là,

après ça, ça a recommencé. Après M. Dion, les groupes sont revenus, vous aussi, vous dites qu'il y a urgence. J'aimerais ça juste vous entendre là-dessus. Les raisons qui vous motivent pour dire qu'il y a urgence de décider.

M. Proulx (Jacques): La raison principale c'est que 86 % de nos gens, les gens qu'on représente nous disent qu'il faut régler la situation très rapidement. On ne peut pas continuer à vivre dans l'incertitude qu'on a là. Alors, c'est évident qu'au niveau du médiatique, le 24 juin sera une très belle journée. D'autant plus que comme on est obligés de donner congé aux employés cette journée-là, on pourrait faire double emploi du temps.

M. Brassard: ...Le 2 pour qu'on fête les résultats le 24.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, M. Yvon Proulx...

M. Brassard: Ou le 23 pour qu'on fête les résultats le 24.

M. Proulx (Yvon): Ah, si vous voulez, ce n'est pas une journée avant ou après...

Le Président (M. Jean Campeau): La période est malheureusement terminée. M. Yvon Proulx, M. Loubier, M. Jacques Proulx, M. Gaudet et M. Couillard, merci d'être venus nous faire part de vos opinions sur l'agriculture du Québec et, partant, sur l'avenir du Québec. Vous nous aideriez beaucoup si vous vous retiriez immédiatement dans le corridor en arrière parce que nous sommes déjà pas mal en retard.

(Suspension de la séance à 11 h 18)

(Reprise à 11 h 20)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous reprenons nos travaux. Nous recevons maintenant l'Union des municipalités du Québec et je vous suggère le même processus que pour l'intervention précédente. Nous tâcherons d'aller rapidement et nos invités ne se fâcheront pas si nos questions sont directes et que les attendus sont plus courts que la normale. Alors, M. Jean-Claude Beaumier. Bon. M. Mercier, vous nous présentez les gens qui vous accompagnent.

Union des municipalités du Québec

M. Mercier (Ralph): Oui. M. le Président, Mmes et MM. les commissaires, il me fait plaisir, effectivement, de vous présenter la délégation de l'Union des municipalités du Québec. Nous retrouvons, à ma gauche immédiate, M. Jean-Claude Beaumier, maire de Cap-de-la-Madeleine et vice-président de l'UMQ; à ma

droite, M. Normand Mandeville, maire de Dubuisson, préfet de la MRC de la Vallée-de-l'Or et membre du bureau de direction de l'UMQ; M. Jean-Paul L'Allier, maire de Québec et membre du bureau de direction; également, aussi à mon extrême gauche, M. Raymond L'Italien, directeur général de l'Union des municipalités et Mme Diane Lambert, conseillère juridique et adjointe à la recherche.

Il me semble important que l'on puisse préciser que l'Union des municipalités du Québec est un organisme qui regroupe et représente à la fois des municipalités, des MRC ainsi que des communautés urbaines et régionales. Nos membres gèrent 85 % des budgets municipaux et représentent 80 % de la population du Québec. Forte de cette représentativité et convaincue d'avoir un rôle prépondérant à jouer sur l'échiquier politique du Québec, l'Union des municipalités du Québec tient à vous faire connaître ses positions à l'égard des nouveaux partages de juridiction et de responsabilités politiques du Québec.

L'évolution récente de notre société a confirmé le droit des citoyens de participer à la gestion des affaires publiques. Ce droit fait partie des principes démocratiques reconnus et c'est localement que ce droit peut être exercé le plus directement. Les municipalités forment un palier de gouvernement de première ligne dans la protection de l'intérêt des citoyens. Les citoyens peuvent faire part de leurs besoins et sensibiliser directement les élus lors des assemblées municipales. Les échanges avec l'électorat se font alors autrement que sur la base d'une élection tous les quatre ans.

L'existence de collectivités locales investies de responsabilités effectives permet une administration à la fois efficace et proche du citoyen. Ce mouvement s'est confirmé avec les années par la responsabilité de plus en plus grande des décideurs municipaux qui ont acquis au Québec une autonomie fiscale unique en Amérique. Toutefois, le nombre, le territoire et les pouvoirs des administrations locales n'existent que selon le bon vouloir de l'Assemblée nationale. Cette situation est un vestige du temps de la colonisation, alors que les assises démocratiques étaient peu solides. L'autonomie fiscale acquise grâce à la mise en vigueur de ce que nous appelons "le pacte fiscal de 1980" facilite l'équilibre des budgets des municipalités. Cette autonomie financière permet ainsi aux municipalités de veiller aux intérêts des citoyens.

Dans la foulée de ces constatations, l'Union des municipalités du Québec croit qu'un des moyens à privilégier afin de respecter la primauté des citoyens, sera de leur garantir l'existence d'un palier local de gouvernement, démocratiquement élu, responsable et autonome dans ses champs de compétence. Une telle garantie établirait la base de la représentation des citoyens envers ces mandataires élus.

Pour l'Union des municipalités du Québec,

l'adoption d'une telle garantie ne doit être aucunement subordonnée aux résultats des actuelles discussions sur l'avenir constitutionnel du Québec. Toutefois, cette reconnaissance sera d'autant plus nécessaire dans un contexte où le Québec aura rapatrié les pouvoirs lui assurant une marge de manoeuvre et un potentiel nouveaux.

L'Union des municipalités du Québec recommande donc que tout projet de société soit axé sur la primauté des citoyens contribuables et comprenne la reconnaissance officielle du statut des municipalités conféré dans une constitution, une loi fondamentale ou une charte. Les municipalités pourraient ainsi bénéficier d'une forme déléguée de gouvernement, avec des garanties constitutionnelles enchâssées et définies, qui serviraient à assumer véritablement l'intérêt des citoyens membres de leur collectivité locale.

Il est bon de rappeler à la Commission que ces citoyens délèguent aux instances municipales une part de responsabilité à l'égard du devenir politique de notre société. Cette part va en s'accroissant, alors que tous les analystes des institutions politiques reconnaissent les limites de l'État providence et le retour en force des valeurs communautaires et locales. Cette évolution favorisera l'essor des gouvernements locaux. En retour, les instances municipales auront besoin de garanties de stabilité et de croissance. Le statut municipal à établir dans un Québec ayant rapatrié certains ou la totalité des pouvoirs d'un gouvernement autonome devra également tenir compte des autres principes directeurs énoncés par l'Union des municipalités du Québec, soit: s'assurer de la primauté du citoyen contribuable, tant individuellement que collectivement, dans la protection de ses intérêts économiques, sociaux et culturels; n'imposer aucune taxation sans représentation; établir un mécanisme formel de transfert de responsabilités entre les gouvernements; ne faire aucun transfert de responsabilités sans transfert de pouvoirs; maintenir le pouvoir d'imposer et de dépenser; faire en sorte que tout transfert de responsabilités repose sur la règle de l'efficacité.

Ces principes devront transcender et gouverner toute discussion sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Les intérêts des citoyens contribuables commandent, en effet, que les dirigeants s'entendent afin qu'ils puissent s'assurer au Québec la plus grande capacité concurrentielle quant à ses produits, à son niveau de vie, à sa fiscalité et autres critères économiques ou sociaux. Le monde municipal est lui-même prêt à réévaluer certaines caractéristiques actuelles de son organisation en vue d'accroître les synergies régionales et l'efficacité dans la présentation de ses services aux citoyens.

Ainsi, l'actuelle délégation de responsabilités par les municipalités vers un niveau régional à caractère administratif, telle la MRC, devra

être encouragée. Cela doit se faire dans le respect des besoins, des moyens et des différences qui composent le monde municipal québécois. Advenant le rapatriement de la totalité des pouvoirs par le gouvernement du Québec, l'UMQ exigera la mise en oeuvre d'une politique de décentralisation. Dans ce contexte, en fonction de l'efficacité et dans l'intérêt des collectivités locales, certains regroupements deviendront inévitables, voire même essentiels. En outre, une révision des lois et des règlements régissant le monde municipal s'avérera nécessaire.

Enfin, voici les recommandations de l'Union des municipalités du Québec au sujet de l'avenir politique et constitutionnel de notre province. En vertu de ces principes énoncés précédemment, l'Union des municipalités du Québec rejette le statu quo constitutionnel actuel. Aussi, l'Union des municipalités du Québec ne pourra endosser totalement et sans réserve, une alternative à la situation constitutionnelle actuelle, sans qu'elle réponde à tous ces principes directeurs articulés autour des intérêts des citoyens. Par conséquent, l'Union des municipalités du Québec exige que tous les Québécois aient droit de regard sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec en prenant part à une consultation publique à l'issue des travaux de cette Commission. L'Union des municipalités du Québec recommande également que le gouvernement fasse une campagne d'information adéquate et qu'il définisse clairement les enjeux lors de ce processus de consultation formelle.

Alors, MM. les Présidents, Mmes et MM. les commissaires, l'Union des municipalités du Québec remercie la Commission d'avoir bien voulu entendre les propos de notre organisme.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Mercier. Immédiatement, M. Rémillard.

M. Rémillard: Merci, M. le Président. M. Mercier, Mmes, MM. les maires, vous êtes les bienvenus à cette Commission. Votre témoignage est pour nous très important. Vous représentez un niveau de gouvernement qui fait partie intégrante de la vie politique, culturelle et économique du Québec. Et c'est pour cette raison que nous tenions à ce qu'un membre de cette Commission soit représentatif – je ne dis pas représentant nécessairement, mais représentatif – du monde municipal. Dans ce contexte-là, un des aspects de votre mémoire qui m'a beaucoup intéressé, c'est lorsque vous vous référez à la possibilité qu'on puisse encaisser dans une constitution québécoise l'existence des municipalités et même de leurs pouvoirs. Est-ce que j'ai bien compris? C'est dans ce sens-là que vous voyez votre suggestion de consacrer législativement le rôle des municipalités?

(11 h 30)

M. Mercier: C'est exact, M. Rémillard, il faut savoir qu'actuellement, la Constitution cana-

dienne accorde, bien sûr, le pouvoir aux provinces de déléguer, de créer des municipalités, et c'est ce qu'on est devenu depuis 1867, des créatures du gouvernement provincial. Je pense qu'il est essentiel, actuellement, et dans l'intérêt de la communauté locale, de pouvoir assumer pleinement nos responsabilités, donc, tantôt, se retrouver avec cette garantie constitutionnelle à l'intérieur d'une charte québécoise.

M. Rémillard: Dans ce contexte-là, c'est une suggestion que je trouve intéressante, parce que la Commission a fait le tour des régions du Québec et une des conclusions qui s'impose à la suite de notre tournée, c'est certainement le fait que, partout, dans toutes les régions, on nous a dit: Il va falloir repenser la décentralisation. Trop souvent on a confondu concentration, déconcentration et décentralisation. Il va falloir qu'on puisse décentraliser vers les régions. Et plusieurs nous ont fait valoir que les municipalités, les MRC, pourraient être un des éléments les plus intéressants pour décentraliser sur le plan politique. Vous abordez un petit peu ce sujet-là, lorsque vous nous dites que: Il devrait y avoir une répartition des pouvoirs entre le gouvernement québécois et les municipalités, basée sur l'efficacité – et je vous suis – et vous allez même jusqu'à dire qu'on devrait aussi prévoir la taxation, c'est-à-dire qu'il y ait un élément direct entre les pouvoirs qu'on donne et les principes de taxation que vous recevriez. Donc, si je comprends bien, le pouvoir de taxation serait confirmé par le texte constitutionnel lui-même. Est-ce que c'est comme ça que vous voyez?

M. Mercier: Il faut savoir d'abord qu'avant de transférer des responsabilités additionnelles, il faut avoir certaines garanties que ces mêmes responsabilités ne puissent pas se modifier du jour au lendemain. Il ne faudrait pas se retrouver dans des situations telles que nous avons vécues plus récemment ou que nous pourrions vivre. Sauf que, sur le plan, effectivement, des moyens de financement, il va de soi que si nous assumons des responsabilités, que nous devons retrouver également à l'intérieur de cette même constitution la possibilité de voies de financement appropriées aux services que nous devons rendre tantôt de façon peut-être différente ou de façon peut-être plus efficace, plus efficace, à la population.

M. Rémillard: Je comprends bien que vous vous référez à une constitution. Si vous voulez qu'on consacre législativement, d'une façon solide, l'existence des municipalités, avec leurs pouvoirs et leur pouvoir de taxation aussi, c'est que vous vous référez à une constitution quelconque. Tout à l'heure, en terminant votre présentation, M. Mercier, vous nous avez dit: Nous refusons le statu quo. Mais vous n'avez pas

pris partie directement quant à l'orientation constitutionnelle qu'on devrait suivre, si ce n'est que vous avez terminé, je crois, vos derniers mots ont été: Il devrait y avoir une consultation publique. Est-ce que vous vous référez à des élections, à un référendum? Qu'est-ce que c'est qu'une consultation publique? Et sur quoi devrait porter cette consultation publique?

M. Mercier: Il est très exact que, dans le choix d'une nouvelle société, il faudrait, il me semble, que ce soit essentiel que le citoyen, sur le plan de la communauté locale, puisse s'exprimer. Alors, je pense que toute forme de consultation, qu'elle soit référendaire ou autre, possiblement référendaire, doit, au terme de cette Commission, et le plus rapidement possible, s'enclencher, et avec, je pense, tout l'éclairage nécessaire à ce que le citoyen, localement, puisse comprendre aussi les enjeux qui puissent être soumis ou proposés au terme des activités de cette Commission.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Maciocia.

M. Maciocia: Oui, M. le Président, merci. M. Mercier, à la page 18 de votre mémoire, je vous cite textuellement, vous dites: "L'évolution de notre société a confirmé le droit des citoyens de participer à la gestion des affaires publiques. Ceci fait partie des principes démocratiques reconnus et c'est au niveau local que ce doit être exercé le plus directement". J'en conviens, je suis parfaitement d'accord avec vous, mais j'ai une question à laquelle je n'ai jamais eu de réponse précise. Je veux savoir: Comment se fait-il qu'aux élections municipales, le taux de participation est beaucoup plus faible qu'au niveau provincial? Quelle est la raison? Est-ce que le citoyen n'est pas conscient de ça? D'après vous, est-ce qu'il y a une raison? Vous savez, dans la majorité des municipalités, il y a autour de 45 % ou 50 % des gens qui participent aux élections municipales, tandis qu'au niveau provincial, on a autour de 75 %, 80 %, 85 % de participation.

M. Mercier: Écoutez, on peut peut-être diverger d'avis sur le plan de la statistique de participation au niveau d'élections, que ce soit sur le plan provincial ou municipal, sauf que moi je dois vous avouer, ou parler sur ce que je connais. Je pense que, dans l'ensemble, au Québec, la participation sur le plan des élections municipales est quand même relativement bonne, pour ne pas dire même, excellente. Sauf qu'il peut arriver certains cas, où je pense que les citoyens sont localement bien desservis, qu'ils sont satisfaits de leur gouvernement local et que ça puisse se refléter directement sur la participation au terme d'une élection.

Mais s'il y a un endroit où le citoyen peut

s'exprimer librement, facilement, et que la communication aussi peut être un dialogue franc avec son élu, c'est bien sur le plan municipal. Les conseils municipaux siègent minimalement une fois par mois, deux dans certains cas et possiblement que beaucoup de réponses ont pu s'obtenir antérieurement à l'élection. Maintenant je sais que mon collègue, et maire de Cap-de-la-Madeleine voudrait s'exprimer là-dessus, et bien sûr que la Commission lui donne toute l'occasion de le faire.

M. Beaumier: Pour répondre à la participation aux élections, ça dépend aussi de quelle façon les candidats se sont présentés ou de la nature des candidats. Vous avez une expérience qu'on a vécue, dans la région de Trois-Rivières, ça a voté à 70 % quand même. Pourquoi? Parce qu'il y avait un intérêt pour l'élection. Vous avez dans la région, dans la municipalité voisine, il n'y a pas eu d'élection, donc quelques sièges à l'échevinage, comme conseiller municipal, c'est la raison. Quand vous avez un bon débat politique, que ce soit au municipal, que ce soit au fédéral, que ce soit au scolaire, vous avez du monde qui va voter. C'est quand les débats sont neutres, que vous ne voyez personne qui s'y intéresse.

M. Maciocia: Non, non, je comprends très bien, mais je la posais seulement pour savoir plus ou moins quelle était votre opinion vis-à-vis de cette situation un peu débalancée sur la question de la participation aux élections.

Mais ma deuxième question, M. Mercier, c'est: Lorsque vous parlez des nouveaux pouvoirs des municipalités, est-ce qu'on parle de pouvoirs exclusifs, par opposition à des pouvoirs délégués, ou de pouvoirs délégués entre la province et les municipalités?

M. Mercier: C'est très évident qu'à l'intérieur, je pense, d'une répartition de pouvoirs, il y a peut-être une complémentarité qui peut s'effectuer entre ceux qui sont assumés par le gouvernement central et ceux assumés par la municipalité. Sauf qu'il faut s'entendre encore une fois sur la définition d'efficacité, d'efficacité, et je pense aussi sur le fait de rendre service, comme on peut bien le comprendre, que peut bien comprendre le citoyen, le meilleur service au meilleur coût possible.

Or là-dessus, il n'est pas impossible que les municipalités assument des services, ou du moins des responsabilités qui leur soient exclusives. Sauf que, dans le cas actuel, vous devez admettre que dans différentes sphères on retrouve quand même, sur le partage actuel, sur le plan des gouvernements tels qu'on les connaît, une duplication, sinon une triplification. Or c'est ce qui est l'intention quand même lorsque les municipalités demandent d'obtenir une clarification sur le plan des pouvoirs qu'elles ont et

également qu'ils soient définis à l'intérieur d'une constitution, une constitution qui pourra aussi retenir tous les éléments d'une charte de collectivités locales. Mais il faut quand même, à partir de cette charte-là de collectivités locales, retrouver une garantie constitutionnelle qui fasse qu'on ne puisse pas changer du jour au lendemain les règles du jeu.

M. Maciocia: Vous avez parlé tantôt justement du meilleur service au meilleur coût. Iriez-vous jusqu'à proposer un partage asymétrique avec la province? Vous avez parlé tantôt du meilleur service au meilleur coût, est-ce que vous iriez jusqu'au partage asymétrique dans le sens où vous savez très bien qu'il y a des municipalités qui peuvent se permettre, où il y a beaucoup de population et un projet de taxation qui puisse permettre disons de donner les services avec les taxes qu'ils vont recevoir étant donné qu'elles ont beaucoup de monde. Il y a d'autres municipalités ou d'autres régions qui ne peuvent pas se permettre ça à cause d'un manque de densité de population. Est-ce que, d'après vous, vous irez jusqu'à un partage des pouvoirs dans le style partage asymétrique de ces pouvoirs-là?

M. Mercier: Il faut savoir que dans le partage des responsabilités, comme vous le dites si bien, il y a, je pense, des choix sur le plan local qui devront se faire. Cependant, il reste quand même qu'il y a des services qui demeurent des services essentiels et on peut se retrouver dans des situations où il sera d'intérêt tantôt, pour accorder ces mêmes services essentiels et ces mêmes services que se sont choisis une ou des communautés locales, une forme de regroupement qui pourra faire en sorte que sur le plan des coûts et sur le plan aussi de la qualité de ces mêmes services, qu'ils soient mieux rendus. Donc, ça répond peut-être un peu effectivement, je l'espère, à votre question en termes de population ou des possibilités de se doter de certains services ou, du moins, de les assumer en raison de la densification ou de la non-densification de sa population.

M. Maciocia: Ma dernière question, M. le Président, est celle-ci. Vous avez parlé d'un référendum à la fin de la séance de cette Commission, disons, sur le rapport que cette Commission va soumettre au gouvernement à la fin du mois de mars. Est-ce que ce référendum-là porterait seulement sur le statut constitutionnel du Québec ou aussi sur la répartition des pouvoirs entre Québec et les municipalités?

M. Mercier: Bon, écoutez. Ça, ce plan, je pense qu'il faut d'abord, parce que je pense que la Commission a quand même ici un mandat qui est tout à fait particulier, qui touche et qui laisse librement s'exprimer les citoyens du Québec par la représentation de différents

regroupements. Je pense qu'à l'intérieur de ça et tantôt dans le référendum, il y a des choix qui devront se faire. Je pense qu'il y a des choix, probablement, je ne veux pas présumer de la résultante sauf que, selon les recommandations de la Commission, il y aura des choix probablement qui devront se faire par la société québécoise. Et, sur ce plan, il est essentiel qu'on retrouve, comme on vous l'indiquait, une consultation, un référendum qui permettra aux citoyens du Québec de pouvoir s'exprimer et, sur ce plan, savoir l'ensemble des jeux. Sur le plan de la définition des pouvoirs, il reste que là-dessus ça demeure, je pense, une situation où on devra s'entendre de part et d'autre suite, finalement, au choix qui sera rendu par la population du Québec.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, monsieur.

M. Maciocia: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Chevrete.

M. Chevrete: Merci, M. le Président. M. le Président, dans les conclusions, on se rend compte que l'Union des municipalités veut que le Québec soit une société libre. Un peu avant, elle affirme que c'est une société distincte. Ça, vous l'affirmez très clairement. Vous parlez de dédoublement, de chevauchement, de non-respect du pouvoir de dépenser. Par son pouvoir de dépenser, il ne respecte pas, à toutes fins pratiques, ce qui est entendu dans les articles 91 à 97 de la Constitution canadienne. Moi, j'aimerais savoir après tout ça là, vous en faites une très belle démonstration et vous dites qu'on veut être une société libre, évolutive, etc. J'aimerais savoir quels pouvoirs ça nous prend pour être tout ça.

M. Mercier: Écoutez, on pourra peut-être en parler longuement sur le plan des pouvoirs, sauf que ce qui est important, c'est, je pense, que les aspects ou finalement la définition de pouvoir soit très claire. Actuellement même, dans la Charte ou dans la Constitution canadienne, on retrouve les pouvoirs conférés au gouvernement sur le plan provincial qui vont jusqu'à la limite, finalement, de ce qui n'est pas spécifié. Donc, le résiduel relève encore une fois du gouvernement canadien. Sur le plan des municipalités, on va aussi loin que de laisser savoir que, et je l'indiquais tantôt, les provinces ont le choix, finalement, et comme je l'indiquais aussi, depuis 1967, de créer des municipalités ou de formes par délégation d'institutions locales qui peuvent gouverner sur le plan, finalement, des services locaux.

(11 h 45)

Là-dessus, c'est tout à fait flou, je pense,

et c'est tout à fait peu précis, au fait qu'on décide, du jour au lendemain, de changer les règles du jeu, par exemple tout récemment, alors qu'on touche et qu'on a convenu d'un pacte fiscal, en 1980, avec le gouvernement central et qu'on décide aujourd'hui de proposer ou de changer, finalement, les règles du jeu, sans qu'il y ait nécessairement accord de la communauté locale, donc du citoyen. Je pense que c'est un aspect, ou ce sont des avenues, quand même, qui sont inacceptables, et il faut retrouver tantôt des garanties à l'intérieur d'une constitution, qui feront en sorte que la définition, finalement, de nos pouvoirs sera garantie par cette constitution et qu'on aura libre choix sur le plan des communautés locales de se gouverner comme le citoyen, quand même, le souhaite.

M. Chevette: Et vous pour assurer ces pouvoirs-là, de quels pouvoirs le Québec a besoin qu'il n'a pas présentement? Parce que, si vous voulez dans un nouveau partage de pouvoirs obtenir ceux que vous précisez très clairement, quels sont ceux que le Québec se doit d'aller chercher pour vous assurer ce que vous demandez?

M. Mercier: Mon collègue, M. Mandeville, aurait, je pense le goût de s'exprimer là-dessus.

M. Chevette: Bien, j'aimerais ça qu'il refasse la démonstration qu'il a faite à Val-d'Or.

Des voix: Ha, ha, ha!

Une voix: Bon voilà.

M. Mandeville (Normand): Voici, actuellement, nous avons trois sortes d'administration, ou trois gouvernements, disons, horizontaux. Mais sur les trois, il y en a seulement un qui n'est pas reconnu constitutionnellement, de sorte que, avec les articles 91, 92 et tous les articles de la Constitution, les municipalités, en fin de compte, ont un rôle, disons, de ligue mineure à jouer. On ne voudrait pas tomber dans le corporatisme à ce moment-ci, mais tout de même, il faut admettre qu'à plusieurs égards nous sommes des exécutants. Nous, nous ne sommes pas des décideurs, nous sommes des exécutants. Nous sommes des créatures, prises même pas dans le bon sens du mot, nous sommes des créatures du gouvernement provincial. C'est voulu par la Constitution, et la Constitution permet même d'aller dans n'importe quel domaine, même s'il y a des rôles consacrés au gouvernement provincial. Si l'intérêt du public ou du pays l'exige, le gouvernement fédéral peut arriver, peut venir interférer sur le gouvernement provincial. Mais nous qui ne sommes même pas reconnus, les municipalités qui ne sont même pas reconnues sur le plan constitutionnel, mais qu'est-ce qu'on est en réalité? On nous dit, vous pouvez acheter des crayons, mais pour ce qui est

de la couleur, elle va être verte. Mais faites attention, là, le pourcentage de jaune et de bleu que vous allez mettre, c'est ça qui est la norme. Alors, les municipalités actuellement sont dirigées par des normes. Et à l'autre bout de la ligne, bien, ce sont les conseils municipaux qui doivent mettre en vigueur ces normes-là. Vous savez, dans les gouvernements, tous les gouvernements sont importants, mais il y en a un dont on ne peut se passer, et c'est le gouvernement local. Et peut-être, pour répondre à la question de monsieur, tantôt, s'il n'y a pas beaucoup de participation aux élections, c'est peut-être qu'à ce moment-là on règle nos problèmes à mesure et que nous sommes peut-être les plus performants.

M. Chevette: Mais on trouve qu'on est trop gouvernés par trop de paliers de gouvernement. Il y a le gouvernement local que vous voudriez qu'il soit dorénavant enchâssé dans une constitution. Vous ne dites pas laquelle, vous ne dites pas si c'est canadienne ou si c'est québécoise. Vous dites qu'il faut rapatrier des pouvoirs, en partie ou en totalité. C'est habile, mais vous comprendrez que notre rôle c'est de vous faire dire un peu plus, ce que vous visez d'une façon un peu plus précise si on veut profiter de votre expertise, de votre expérience pour pouvoir rédiger un rapport qui colle aux réalités. Ne croyez-vous pas qu'il serait plus facile pour un gouvernement qui possède tous ses pouvoirs dans un Québec souverain, de véritablement enchâsser des droits et les pouvoirs des paliers locaux, dans une constitution typiquement québécoise.

M. Mercier: M. Chevette, il est exact qu'on doit parler d'une constitution québécoise. Également, si on touche des aspects de décentralisation, on se rend bien à l'évidence à l'heure actuelle que, dans un rapatriement de pouvoirs, le Québec devra sûrement mieux assumer, et je pense probablement d'une façon beaucoup plus efficace, l'aspect du développement économique, développement régional où actuellement vous retrouvez quand même un chevauchement assez particulier pour ne pas dire extraordinaire dans certains cas. Également, tout l'aspect de la formation de la main-d'œuvre, formation professionnelle où il y a aussi actuellement un chevauchement assez remarquable. Le secteur de la communication, le secteur de l'immigration, le secteur aussi quand même de la langue. M. Chevette, je pense qu'on doit retrouver nous, comme municipalités, et on peut parler en ces termes, une définition à l'intérieur d'une constitution, une charte pour nous qui serait garantie par une constitution québécoise des pouvoirs qui soient définis et très clairs et que le résiduel à partir des ententes qu'on pourra retrouver à l'intérieur de cette même charte, qu'il puisse être assumé, je pense, de façon responsable par les municipalités. La preuve en a

été faite au cours des dernières décennies et particulièrement au cours des années 1980 à 1990: Qui n'a pu s'administrer probablement de façon plus efficace que les municipalités au Québec? Je pense que les statistiques y sont et sont facilement vérifiables.

M. Chevette: Je voudrais poser une question à M. Beaumier. M. Beaumier était assis comme commissaire au moment où l'UMRCQ a témoigné. Et il y avait une phrase dans le mémoire de l'UMRCQ qui était d'une clarté et qui est la suivante: Rapatrier au Québec tous les pouvoirs, tous les leviers économique, social, culturel et politique. Est-ce que vous partagez cette vision de l'UMRCQ?

M. Beaumier: Si vous me posez la question en tant que Jean-Claude Beaumier et non pas en tant que vice-président de l'Union des municipalités, je vais vous dire que oui. Je partage qu'on doit rapatrier le plus de pouvoirs possible pour que notre province se développe d'une façon unique et non pas en fonction de 10 autres qui nous imposent des choses ou des règles du jeu qui ne nous sont pas propres, en tant que Jean-Claude Beaumier. En tant que président de l'Union des municipalités du Québec, je dois vous dire ceci, c'est que depuis 30 ans, les municipalités sont craintives, depuis 30 ans on s'est fait imposer les règles du jeu ou c'est-à-dire on s'est entendu sur des règles du jeu qu'on n'a pas respectées. Le plus bel exemple, c'est la loi 73 qui a fait que les petites municipalités ou les municipalités de moyenne importance ont pu se doter de transport en commun. On a accepté les règles du jeu et beaucoup sont entrés dans le jeu.

Actuellement, ce qui nous est proposé, c'est tout simplement que vous êtes tout seuls dans le jeu. On vous donne le bâton puis la balle, puis jouez tout seuls, on ne veut plus. Qu'est-ce qu'il serait arrivé si on avait dit: C'est pour 10 ans ou c'est pour 20 ans? Est-ce qu'il y aurait eu autant de transport en commun organisé en province? Est-ce qu'on aurait les structures qu'on a actuellement? Et c'est ce genre-là qui nous rend inquiets, et c'est pour ça qu'on ne peut pas vous dire où on s'en va et quelle est la constitution qui est la meilleure. On ne sait pas quel rôle on va être appelés à jouer dans cette constitution-là. C'est une question d'inquiétude au niveau des municipalités. Vous avez l'UMRCQ qui a produit un rapport sur une espèce d'enquête qui a été faite chez les maires et qui donne un résultat. Nous, on ne l'a pas fait. Pourquoi? Parce que notre conseil d'administration nous a dit: Écoutez, si on était capables de savoir quelle est la proposition claire et nette qu'on nous suggère, demain matin on va vous en faire une réponse claire et nette. Et ça, c'est le dernier conseil d'administration que nous avons eu. C'est pourquoi on paraît indécis, on paraît

un peu en dehors du débat ou on ne veut pas embarquer. On ne sait pas quelle véritable place on nous réserve en tant que municipalités. On s'entend: en tant que municipalités. Vous savez, des lois 125, des lois 138, des lois 88, on n'en veut plus parce qu'on a toujours l'impression d'aller quêter, d'aller mendier quelque chose et ce n'est pas ça qu'on veut. On veut que, une fois pour toutes, nos responsabilités soient définies – et, à preuve du contraire, jusqu'à maintenant du moins, on a prouvé qu'on était capables de les remplir et on en a fait plus qu'on nous a demandé parce que notre population nous en a demandé plus que la loi nous permettait d'en faire.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Léonard.

M. Léonard: M. le Président, je voudrais saluer les membres de l'UMQ ici à la table. Il me fait plaisir de leur parler et de leur poser une question. J'ai eu l'occasion, à l'époque, de déplorer parfois qu'il y avait une espèce de concurrence qui était établie entre les deux gouvernements, provincial et fédéral, par rapport aux municipalités. À l'époque, je déplorais que cela se passe parce qu'au fond j'avais l'impression qu'elles en feraient les frais un jour ou l'autre. Effectivement, ce qu'on voit présentement, en termes financiers en tout cas, c'est qu'elles sont appelées à payer indirectement une partie du déficit fédéral parce que, ce que l'on voit, c'est que le gouvernement du Québec est en situation financière difficile parce qu'il y a une dette accumulée au fédéral qui lui est versée sur la tête.

Je voudrais simplement faire une réflexion puis vous entendre là-dessus. Au fond, les municipalités veulent jouer un rôle, veulent en être sûres, et le gouvernement du Québec a été mis en concurrence, en quelque sorte, et il a dû, dans plusieurs domaines, exercer une pression centralisatrice pour s'affirmer davantage, au détriment des collectivités locales de toute espèce, dont les municipalités notamment, et si la situation constitutionnelle est claire, il m'apparaît plus facile que le rôle des institutions politiques locales sera beaucoup plus clair et que, sur ce plan-là, la sécurité, pour les municipalités en particulier, ce sera que la question nationale soit réglée. J'aimerais vous écouter.

M. Mercier: Oui. C'est peut-être un aspect qui est vrai. C'est exact.

M. Léonard: En d'autres termes, au lieu d'être trois à se partager la tarte, nous serons deux.

M. Mercier: C'est une façon, effectivement, de le voir. D'ailleurs, on constate, à l'heure actuelle, à l'intérieur de la Constitution cana-

dienne, qu'il y a une problématique pour nous, les municipalités, parce qu'on ne devient que des créatures du gouvernement central québécois. Là-dessus, j'insiste encore une fois, quelles que soient la décision ou les orientations qui pourront se prendre plus tard au Québec, je pense qu'il est essentiel que les municipalités retrouvent, à l'intérieur d'une charte de collectivité locale qui soit aussi confirmée à l'intérieur d'une constitution québécoise, des garanties à ce que les pouvoirs qui lui seront accordés ne seront pas modifiés du jour au lendemain. Je pense que c'est un élément essentiel. Et je sais que mon collègue de Québec, M. L'Allier, a lui aussi son avis là-dessus et que vous allez accepter, bien sûr, qu'il puisse les exprimer.

M. L'Allier (Jean-Paul): M. le Président, la question qui est posée porte essentiellement, je pense, sur les doubles emplois et les coûts des doubles emplois pour les municipalités. Disons une chose, c'est que bon nombre des choses qu'on demande et qu'on souhaite aujourd'hui auraient pu, théoriquement en tout cas, se régler, indépendamment du débat actuel. Que le Québec décide de reconnaître que les municipalités sur son territoire constituent, comme l'a dit le ministre Rémillard, un palier de gouvernement, un niveau de gouvernement et qu'il cesse de soumettre chacune de ses municipalités, soit à une loi générale qui les met toutes sur le même pied ou à des lois privées parce qu'effectivement nous sommes gouvernés par des lois privées et non pas par un bill public — la charte de la ville de Montréal est une loi privée, la charte de la ville de Québec est une loi privée, comme si on était, effectivement, des groupes de pression organisés avec un certain pouvoir fiscal, mais des groupes de pression — donc, ça, ça peut se régler. Mais les doubles emplois pour les municipalités et pour les villes en particulier et pour une ville comme Québec, entre autres, sont toujours coûteux, non seulement dans les dépenses qu'ils drainent mais souvent à cause de ce qu'ils empêchent de faire. Une ville comme Québec est une ville patrimoniale et je la citerai comme exemple. Tout le monde reconnaît qu'il y a ici une concentration importante de patrimoine, en tout cas pour les francophones québécois et canadiens.

(12 heures)

Mais les deux paliers de gouvernement interviennent pour planifier le développement de l'histoire, vue de Québec ou d'Ottawa, avec plus ou moins de cohérence. Et la plupart du temps, le fait qu'on ne s'entende pas bloque des crédits. On peut faire le tour de tous les jardins, parler du développement régional, parler d'éducation, parler de communications, parler de culture, parler d'habitation. Prenons l'exemple de l'habitation. Dans nos villes, qui sont des villes pauvres dans leur centre parce que vieilles dans leur centre, le gouvernement fédéral a eu des

politiques qui voulaient favoriser le logement social. Au lieu de répartir les ressources sur une base financière, on les a réparties sur une base d'unités de logement. De sorte que pour un logement social à Toronto, on pouvait décaisser d'Ottawa jusqu'à 140 000 \$, alors qu'on touchait 43 000 \$ à Québec, pour une unité de logement social. Chaque fois qu'on avait droit, nous, à 43 000 \$, Toronto avait droit à 140 000 \$, pour la même fonction. Ça coûte très cher, ça coûte énormément cher, tout ça.

Je pense que tout ce qui pourra atténuer, faire disparaître les doubles emplois servira l'ensemble de la communauté québécoise. J'ajouterais un dernier exemple, M. le Président, au niveau, par exemple, qui paraît secondaire mais qui est très important, des activités à caractère international. Le Québec, depuis toujours, d'une façon quasi traditionnelle, a voulu s'affirmer parce que, précisément, différent du reste du Canada et parce qu'il a voulu miser sur cette différence pour se développer. C'est un atout positif. Certains le voient comme un handicap, d'autres le voient comme un atout.

Prenons l'exemple plus précis des budgets que l'ACDI, l'Agence canadienne de développement international, propose de dépenser, via les municipalités, dans un programme, par exemple, qui s'appelle "Afrique 2000". Le fait que ce programme soit dirigé vers les municipalités fait en sorte qu'ailleurs au Canada, la plupart des gouvernements provinciaux n'y prennent pas ombrage et, effectivement, les municipalités anglophones ont pris une bonne partie de ce budget. Ici, au Québec, on n'y a pas eu accès parce que le gouvernement provincial, compte tenu de ses politiques traditionnelles, s'est obligé lui-même à faire écran, en disant: Vous allez d'abord passer par nous. Et l'entente n'est toujours pas réalisée, après trois ou quatre ans. Le résultat net, c'est que si on veut se pointer au niveau international, il faut le faire avec une sorte de double taxation; prendre l'argent ailleurs et le faire là, alors que notre argent qui est là-bas sert à d'autres.

On pourrait multiplier à l'infini les exemples. Le double emploi est coûteux. Il ne va pas en s'atténuant et il est très souvent le résultat de conflits technocratiques qui ne trouvent pas de solution, à moins qu'au niveau politique on prenne des décisions.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. L'Allier. Nous passons maintenant à M. Nicolet, qui sera suivi de Mme Pagé et de M. Beaudry.

M. Nicolet: Merci, M. le Président. C'est avec plaisir, bien sûr, que je salue mes collègues de l'Union des municipalités du Québec. J'aimerais, si vous me le permettez, M. le Président, juste revenir sur une question que M. Maciocia avait adressée tout à l'heure à mes collègues, sur la participation aux élections municipales. Il y a

une autre dimension, peut-être, qui n'est pas ressortie des échanges et qui me semble importante de rappeler, à savoir que le cens électoral, dans les municipalités, est tel que, implicitement, on favorise le faible taux de participation, et je m'explique. Ont droit de vote, dans une élection locale, les propriétaires – même s'ils ne sont ni résidents ni domiciliés dans la municipalité – S'impliquer, pour des propriétaires qui sont en dehors de la communauté et qui votent, implique parfois des sacrifices importants. Certains types de municipalités vivent avec plus d'acuité que d'autres ce genre de phénomène.

Mais pour revenir à votre mémoire, vous avez abordé avec beaucoup de conviction et beaucoup de réflexion cette problématique de reconnaissance constitutionnelle, et d'autres que moi l'ont abordée, ici, ce matin. Je crois déceler dans votre attitude une certaine appréhension du régime actuel. Est-ce que ce fait d'être simples créatures du gouvernement, est-ce que vous pourriez élaborer davantage sur les problèmes que ça vous pose?

M. Mercier: M. Nicolet, je pense que c'est tout à fait visible et particulièrement tout récemment, où on tente dans un énoncé de principes qui voudrait nous laisser croire à une décentralisation du gouvernement central vers les municipalités, qu'on nous présente une assiette ou un service global, un menu qui nous fait voir que nous n'assumerons pas nécessairement des responsabilités additionnelles. Et je fais référence, quand même, à la déclaration ou à la présentation de la proposition gouvernementale de la semaine dernière qui laisse voir aussi des charges additionnelles qui devront être assumées par les municipalités, mais particulièrement sur le plan financier, donc taxer davantage notre contribuable localement. Vous savez, en 1980, il y a eu un pacte de convenu entre le gouvernement et les municipalités, et je pense qu'à partir de ce moment, au cours des 10 dernières années, les municipalités ont su se gouverner d'une façon fort remarquable. Et sur le plan financier, je pense qu'on pourrait qualifier quasiment, entre guillemets, d'excellente. Sauf que d'un revers de la main, on décide, du jour au lendemain, de changer les règles du jeu. Et là-dessus, je pense que ce sont des choses qui sont totalement inacceptables. Qu'on puisse arriver à convenir de modifications, de changements et que les municipalités puissent avoir un pouvoir, effectivement, de restreindre les intentions du ou d'un gouvernement, je pense que c'est essentiel. La seule façon, M. Nicolet, qu'on peut se retrouver, c'est avec des garanties qu'on retrouverait – je le répète encore, parce que ça me semble beaucoup trop important – à l'intérieur d'une charte des collectivités locales et qui serait garantie par une constitution. Donc, si une constitution québécoise peut apporter des garanties de pouvoir que nous aurions à assumer, avec tous

les aspects que ça comporte, y incluant, bien sûr, des modèles ou des modes de financement, c'est de cette façon-là que, comme responsables municipaux, on se comporterait, définitivement, de façon beaucoup plus intéressante et agréable aussi pour nos citoyens localement.

M. Nicolet: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Pagé.

Mme Pagé: Messieurs, madame, depuis le début des travaux de la Commission, on a beaucoup entendu parler de développement régional, et nécessairement de décentralisation politique. Je ne veux pas faire la trouble-fête ce matin, mais j'aurais le goût de vous poser quelques questions autour de ça. J'ai, pour ma part, le sentiment que peut sortir à la fois le meilleur et le pire de la décentralisation. Ça peut être un mécanisme qu'on se donne, qui nous rapproche des citoyens et des citoyennes, qui augmente donc la valeur démocratique de notre vie publique, de notre vie politique. Ça peut permettre sûrement de répondre plus rapidement, de façon plus adéquate aux besoins réellement exprimés par la population, mais ça peut aussi devenir une occasion de pelleter dans une autre cour ou encore le moment d'accroître des inégalités entre certaines régions, et parfois même, d'introduire des incohérences dans la vision politique qu'on peut avoir de certains éléments. Donc, vous avez, dans votre mémoire, parlé de décentralisation politique et vous avez parlé de règle de l'efficacité. J'aurais donc deux questions qui sont liées à la fois à mon préambule et à cette règle de l'efficacité. Tout d'abord, sur de grands axes, comme la protection de l'environnement, par exemple, ou encore la protection du patrimoine historique, ou encore le transport en commun, qui répond à des besoins de planification, de développement, de protection de l'environnement, est-ce que vous ne croyez pas là qu'il y a nécessité d'avoir des champs de juridiction partagés avec le gouvernement central? Et si oui, comment voyez-vous l'articulation de ce partage?

Ma deuxième question. On parle de décentralisation. On met sur pied des régies en santé. On maintient la Fédération des commissions scolaires, les commissions scolaires. Vous parlez du renforcement du pouvoir des municipalités. Comment poursuivre l'objectif d'efficacité dans cette multiplication de gouvernements locaux ou d'administrations locales qu'on semble vouloir mettre en place? Je souscris au besoin de décentralisation, mais il me semble qu'on est peut-être en train de réintroduire beaucoup de paliers au niveau local aussi. Et comment voyez-vous, à ce moment-là, qu'on pourrait être plus efficaces dans la décentralisation?

M. Mercier: Voici, madame. Sur le plan de

l'environnement, je pense qu'il y a des principes – et ce n'est peut-être pas uniquement dans ce secteur, on le voit aussi sur le plan de l'éducation – il y a des missions qui doivent demeurer des politiques dites nationales. Sur cet aspect, il est bien évident que l'on devra s'entendre dans certains secteurs comme celui-là, particulièrement l'environnement, sur un partage de responsabilités. Sauf, que dans le partage, il faut quand même bien définir les responsabilités, qu'on ne retrouve pas non plus des modifications ou des changements majeurs du jour au lendemain, qu'on ne puisse pas du moins le faire unilatéralement.

Sur ce plan, il me semble, il nous semble aussi que le citoyen comme tel va être définitivement mieux servi, du moins en environnement. Qui est plus près des problèmes que les municipalités? Je pense qu'on l'a vu dans le cas, par exemple, de Saint-Basile. Dans le cas de Saint-Basile, lorsqu'il y a eu le problème, qui est-ce qu'on est allé voir immédiatement? Est-ce que c'est le gouvernement? Je ne pense pas. C'est le maire de la municipalité, c'est directement sur les lieux. Maintenant, est-ce que c'était – et je ne veux pas porter de conclusion là-dessus ici aujourd'hui – est-ce que c'était le problème de la municipalité ou est-ce que c'était le problème du gouvernement central? Ce n'est pas là-dessus, sauf que si on définit bien, je pense, les rôles, on s'y retrouvera facilement, et je pense que tout le monde sera servi de façon beaucoup plus efficace, retrouver ce principe d'efficacité.

D'autre part, lorsque vous parlez, par exemple, du transport en commun, il est vrai que sur le plan du transport en commun, ça doit demeurer aussi un choix, je pense, local. Les communautés locales doivent s'exprimer, doivent aussi, selon leur capacité de payer et, je pense, leur choix, choisir ce qui est nécessaire de ce qui ne l'est pas. Donc, il n'est pas impossible que dans certains territoires, on retrouve des choix, on pourrait retrouver quelque peu, des variantes sur ce plan-là. Ce n'est pas impossible, et je pense que c'est, de toute évidence, vrai. Mais ça demeure quand même des choix de communauté locale. Il y a quand même, le principe de politiques dites nationales, et il faudra s'entendre sur ce, mais je pense, comme société québécoise, il y a certains aspects qu'on ne devra jamais négliger, et il faudra aussi retrouver cette définition, quand même, d'un fonctionnement qui fasse que tout le monde, à la grandeur du Québec, soit servi de façon équitable et égale, aussi. Je ne sais pas si ça répond...

Mme Pagé: Donc, si je résume votre réponse, vous me dites: Oui, il y a des secteurs où il doit y avoir des partages, où ça prend nécessairement des politiques nationales. Ce qui sera important, c'est de s'entendre dans la définition de ce partage et les responsabilités des

deux paliers. Sur ma deuxième question, sur ce qui me semble une prolifération de structures locales, les régies pour la santé, les commissions scolaires pour l'école, la municipalité pour d'autre chose, et probablement qu'au fur et à mesure qu'on voudra ramener ça au niveau local et municipal, on mettra en place une structure. Comment concilier ça, à ce moment-là, avec le principe d'efficacité? Et comment éviter de vivre, à moyen terme, les mêmes problèmes que vous signalez sur la superposition, le dédoublement, les coûts liés à des fonctionnements de structures, et ainsi de suite? Je voudrais vous entendre là-dessus.

M. Mercier: D'accord. Mon collègue de Québec, M. L'Allier aura le goût, effectivement, de vous apporter des précisions là-dessus. Je vais lui laisser toute l'occasion de le faire.

M. L'Allier: Brièvement, M. le Président. Madame, la source gouvernementale a toujours tendance à organiser le terrain en fonction de ses propres besoins. Le Conseil du trésor le fait pour les ministères, les ministères le font pour leur clientèle, leur clientèle le fait pour les citoyens. À partir de là, vous avez raison de craindre la multiplication des structures, si c'est un objectif en soi. Il faut donc se donner, je pense, une règle, que les structures sont là pour servir de véhicule aux services qu'on doit aux citoyens: services-conseil, services de support. Or, avec le temps, quand on n'y fait pas attention, les structures deviennent des mécanismes de surveillance et de contrôle et drainent de plus en plus de ressources pour amplifier leur capacité de contrôler et de surveiller, et atrophier leur capacité de supporter, d'encadrer et de suivre le développement. Ça c'est vrai, dans un État unitaire, où il n'y a qu'un palier de gouvernement. Imaginez quand il y en a trois, où on multiplie donc les mécanismes de contrôle et de surveillance, au détriment de la qualité et de l'énergie qu'on consacre au développement.

Ce qui vient de se passer dans le cadre de la table Québec-municipalités a ça comme impact. Personne n'a remis en question, de notre côté, le fait qu'il y a un déficit et qu'il faut travailler là-dessus au niveau du gouvernement du Québec. Ce qu'on a trouvé désastreux, c'est qu'il n'y a aucune étude d'impact faite par le gouvernement, dans un contexte où on exige de tous les partenaires des études d'impact pour le moindre mouvement social et le déplacement d'une cabine téléphonique. Et voici que dans le cas qui nous intéresse ici, on ne s'est pas demandé l'impact sur les municipalités, et sur leur effort de développement, sur le fait que des villes sont vieilles, d'autres sont culturelles, d'autres sont en difficulté sociale etc. On a peinturé le problème comptable, et on a dit: Le politique verra à s'adapter. Je pense que c'est le contraire qu'il faut faire. Faisons des choix politiques et

ajustons la mécanique comptable.

D'où, pour répondre à votre question très précisément, la multiplication des structures locales et souvent une fuite en avant par les administrations centralisées, en même temps que c'est très ambigu parce que c'est une apparence de réponse à la demande de participation de la population. La population, pour faire une image, demande la décentralisation parce qu'elle veut s'impliquer, s'associer, non pas dans le quotidien de la gestion, mais dans les choix d'orientation. Quand la réponse vient de Québec ou d'Ottawa c'est la même chose, on entend la demande de décentralisation, et si la demande vient par exemple de la région de Montréal, on trouvera qu'on a fait un effort considérable en décentralisant jusqu'à Drummondville. Puis on obligera les gens de Montréal à venir travailler à Drummondville. Je fais une image caricaturale, pour dire qu'on ne va jamais jusqu'au bout de la démarche. Ce qui se veut de la décentralisation se transforme toujours uniquement en déconcentration.

(12 h 15)

Mme Pagé: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Beaudry.

M. Beaudry: Merci, M. le Président. Je m'en rapporte à votre rapport sur la politique monétaire, dans lequel vous dites que cette politique monétaire touche très durement les municipalités, de façon très sérieuse. Et particulièrement à la page 14, vous dites que les municipalités du Québec sont particulièrement touchées par cette politique-là, du fait que le service de la dette des municipalités du Québec équivalait à 24 % de vos budgets consolidés, par rapport à l'Ontario où ça équivalait à 7 %. Je trouve que la proportion est énorme naturellement et je me demande comment il se fait que les municipalités se retrouvent avec un tel pourcentage au service de la dette, comparativement à l'Ontario. Est-ce que c'est parce qu'il y a eu une disproportion dans l'aide fédérale ou l'aide provinciale, ou est-ce que les municipalités vivent au-dessus de leurs moyens, ou est-ce qu'il y a plus de services au Québec? J'aimerais vous entendre là-dessus.

M. Mercier: Bon d'abord c'est vrai que... Je pense que dans la situation de l'établissement des politiques monétaires, le Québec actuellement, et particulièrement ses municipalités, sont défavorisés, vous l'avez indiqué. On a un service de dette qui peut se retrouver autour de 22 %, 24 %, alors que celui de l'Ontario s'élève à 7 %. Sauf qu'en Ontario, il faut savoir aussi que les règles sur le plan de la fiscalité municipale ne sont pas les mêmes qu'au Québec. Elles ne sont pas les mêmes, et vous l'indiquez. Est-ce qu'il se pourrait finalement que l'Ontario ou les municipalités de l'Ontario aient bénéficié d'argent

provenant du fédéral qui aurait contribué à alléger peut-être leur service de dette? Ce n'est pas impossible. C'est sûr qu'il y a des aspects, je pense, à l'analyse, qui nous font voir que les municipalités de l'Ontario sont quand même avantagées dans certains cas. Il faut savoir aussi qu'au Québec, on a dû investir dans nos infrastructures de façon importante, ce qui a fait en sorte qu'on s'est retrouvés, on se retrouve quand même avec la situation telle qu'on la lit actuellement. Mais je pense que c'est davantage sur le plan d'une structure qui fait qu'actuellement la fiscalité municipale au Québec et la fiscalité municipale en Ontario ne se vivent pas de la même façon. Mais que les municipalités de l'Ontario aient bénéficié de faveurs ou de largesses du gouvernement canadien, je pense qu'il y a des aspects, si on relève ça, oui, on peut les retrouver.

M. Beaudry: Est-ce que dans cette ligne de pensée là, lorsque vous parlez du pouvoir de taxation que vous voulez obtenir... Les pouvoirs, vous voulez bien les avoir, bien sûr. Vous voulez avoir une décentralisation, mais vous voulez avoir également des pouvoirs de taxation équivalents. Dans ces pouvoirs de taxation là, on parle d'impôt et à la question tantôt de M. Léonard, si on se retrouve dans le contexte actuel, parce que vous parlez de récupérer des pouvoirs, vous ne vous prononcez pas sur le souveraineté comme telle mais vous dites que, bien sûr, il y a des pouvoirs qui devraient être récupérés pour éviter les dédoublements, etc. Mais dans le contexte où vous seriez reconnues dans une constitution comme palier de gouvernement et où on vous accorderait des pouvoirs d'impôt, impôt direct, quel effet pensez-vous que ça pourrait avoir si la souveraineté n'existe pas? On aurait, à ce moment-là, trois niveaux d'impôt direct, si je comprends bien votre intervention. Il y en aurait un au niveau municipal, à part votre pouvoir de taxer au niveau foncier, il y en aurait un au niveau provincial, il y en aurait un autre au niveau fédéral. C'est dans ce contexte-là que vous nous demandez le droit de pouvoir imposer ou récupérer des sommes par un impôt direct ou indirect ou si c'est d'une autre façon que celle-là?

M. Mercier: Oui. Il se peut qu'il y ait effectivement des convenances qui fassent en sorte qu'on retrouve un partage à l'intérieur de l'impôt relevé finalement sur le revenu. Mais je pense encore que tout ça est à l'intérieur d'une mécanique qu'on devra tantôt aussi définir, être capables aussi de s'entendre. Mais ce qui est majeur et ce qui est important, c'est d'être capables et d'avoir aussi les ressources d'assumer effectivement les services qu'on rend à la population. Actuellement, lorsqu'on regarde les transferts qui se font ou, du moins, qu'on a l'intention de faire, je ne pense pas que ça

puisse être équitable comme on les vit actuellement. On retire des impôts sur le plan des revenus et on demande aux municipalités d'assumer certains services ou, finalement, le financement de certains services et, que je sache, on n'a pas non plus parlé actuellement de réduction, par exemple, sur le plan de l'impôt sur le revenu.

Or, il y a une redéfinition, un engagement, je pense, qui doit se prendre de part et d'autre pour être capable de retrouver des solutions de financement qui soient davantage plus équitables pour l'ensemble de la société québécoise, donc en relation aussi de ceux qui sont peut-être moins bien nantis versus aussi ceux qui sont mieux nantis. Il y a des secteurs, vous savez, actuellement, il faut quand même bien l'admettre, qui sont peut-être, très peut-être, touchés sur le plan de la taxation; ils sont peut-être même, je dirais même, quasiment exemptés. Je ne les mentionne pas mais vous pouvez vous les imaginer, vous les connaissez. Ce sont des secteurs, aussi, où les revenus sont quand même très importants sur le plan de certaines sociétés. Et je pense que, là-dessus, il y aura une redéfinition à y avoir. Maintenant, quand on touchait tantôt la fiscalité québécoise sur le plan des municipalités et celle de l'Ontario, il faut savoir aussi qu'au Québec, ici, les municipalités sont financées à 5 % par le gouvernement québécois, indirectement ou directement, soit par de la péréquation ou différentes formes de subvention, et en Ontario, ce n'est pas la même forme, ils sont financés à 35 %. Alors, comme je vous l'indiquais tantôt, sur le plan des fiscalités d'une province à l'autre, il y a définitivement des écarts importants.

M. Beaudry: C'est la disparité essentielle qui fait que le service de la dette des municipalités est tellement supérieur au Québec par rapport à ce qu'on retrouve en Ontario, c'est que, finalement, la péréquation au Québec est en disproportion totale par rapport à la péréquation en Ontario vis-à-vis de ses municipalités.

M. Mercier: Je n'oserais pas dire que c'est l'élément unique, mais c'en est un...

M. Beaudry: Non, pas unique, mais c'est un élément important.

M. Mercier: ...vous avez raison.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, ceci termine la période de temps allouée à l'Union des municipalités du Québec. M. L'Allier, M. Mandeville, M. Mercier, M. Beaumier, Mme Lambert et M. L'Italien. Merci de votre contribution aux travaux de cette Commission québécoise sur son avenir.

(Suspension de la séance à 12 h 25)

(Reprise à 12 h 28)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous reprenons nos travaux. Est-ce que quelqu'un trouve l'Association minière à quelque part? Messieurs de l'Association minière, bienvenue à cette Commission. Alors, lequel d'entre vous présente ses collègues?

Une voix: M. Drouin.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait.

Association minière du Québec

M. Drouin (Claude): Je me présente, Claude Drouin, directeur général de l'Association minière du Québec. Je vous présente, immédiatement à ma gauche, M. Normand Ouimet, président de l'Association minière du Québec; à sa gauche, M. Jean Roberge qui est mon adjoint à l'Association et à droite, M. Dan Tolgyesi qui est directeur général du groupe de mines Minnova au Québec. M. Ouimet vous fera la présentation.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait Monsieur.

M. Ouimet (Normand): MM. les Présidents, Mesdames et Messieurs les membres, nous tenons à vous remercier d'avoir accepté de nous rencontrer cet après-midi. L'Association minière du Québec regroupe la presque totalité des producteurs miniers du Québec à l'exclusion des producteurs d'amiante, des carrières, des sablières et matériaux de construction. La production totale du secteur minéral en 1989 était de 2 800 000 000 \$ et la contribution des membres de l'AMQ dans ce montant global était de 1 800 000 000 \$. Le secteur minier au Québec emploie directement 21 000 travailleurs, tous en régions. Les membres de l'AMQ embauchent 13 000 de ces travailleurs.

Le but de l'intervention de l'AMQ est de faire connaître à la Commission le climat politique qui doit, selon nous, prévaloir pour permettre au Québec et à son industrie minière de prospérer et de maintenir son rôle de moteur d'économie régionale. Notre intervention sera très brève. Nous n'avons pas l'intention de reprendre l'argumentation soutenue par les grandes associations horizontales dont le Conseil du patronat du Québec. Nous croyons que l'appartenance à une fédération est porteuse de plus grandes possibilités et de meilleure qualité de vie que l'isolement dans l'indépendance. D'autre part, nous croyons également qu'une révision majeure de la Constitution canadienne s'impose afin d'en corriger les dissonances actuelles et c'est important de permettre à chacune des provinces de ressortir gagnante de l'exercice.

Nous croyons qu'il faut reconnaître la

nécessité d'apporter des changements majeurs à la Constitution canadienne actuelle. Le débat se fait autour de la recherche des moyens à prendre pour que nos partenaires actuels acceptent de faire des changements alors que l'échec du lac Meech confirme les difficultés auxquelles nos représentants politiques font face pour effectuer ces changements. Nous croyons que tant que nous, Québécois, rechercherons des formules qui correspondent à nos seuls besoins, nos autres partenaires auront peu d'intérêt à discuter avec nous, que ce soit en l'absence de, avant ou après une déclaration de souveraineté. Nous recommandons donc fortement d'orienter les travaux vers la recherche de formules qui sont également désirées par les autres provinces afin qu'elles y trouvent, également, leur profit. Ce sont d'ailleurs les éléments qui constitueront une formule constitutionnelle renouvelée, faisant abstraction des positions extrémistes. Il faut être disposé à discuter objectivement des orientations à se donner pour que la Confédération réponde aux désirs de ses membres et permette à chaque province d'évoluer le plus librement possible.

L'approche du guichet unique devrait guider notre réflexion dans la révision de la Constitution. Un des problèmes les plus frustrants pour l'industrie, dans le système fédéral actuel, est celui des doubles juridictions. Il est important de mettre de l'ordre dans ces problèmes pour éliminer les conflits qui en résultent, pour réaliser des économies importantes dans les gouvernements et les industries, pour simplifier le travail des clientèles visées et mieux réussir dans l'ensemble des entreprises privées et publiques.

Il faut absolument que le fédéral et les provinces harmonisent leurs efforts partout où c'est possible et désirable. L'exercice doit avoir pour objectif premier de ne laisser qu'un intervenant dans la majorité des champs d'activité. Le Québec recherche plus d'autonomie dans plusieurs domaines, comme l'ont démontré plusieurs intervenants qui ont rencontré cette Commission – d'ailleurs, c'était le cas de ceux qui nous précédaient – et on peut être assuré que cette même autonomie est recherchée par les autres provinces. Ce sont ces champs d'intérêt qui constituent des champs d'entente entre les provinces et ce sont ces mêmes domaines que le gouvernement fédéral doit évacuer pour répondre aux attentes de tous les Canadiens.

Quant au problème des disparités régionales et aux programmes à frais partagés, le gouvernement fédéral peut en tenir compte dans la fiscalité par le moyen d'abattements d'impôt spécifiques à chaque province, comme elle le fait actuellement pour le Québec. Il faut réduire le nombre de programmes à frais partagés afin d'éviter les problèmes générés par des négociations fédérales-provinciales interminables et sclérosantes. Les abattements d'impôt spécifiques peuvent donner l'autonomie nécessaire aux

provinces pour agir selon leurs priorités propres, qu'elles connaissent nécessairement mieux que le fédéral.

Le Président (M. Jean Campeau): Pouvez-vous en venir à vos conclusions, monsieur, vu que le temps fuit?

M. Ouimet: En conclusion, nous croyons qu'il est essentiel de rechercher un fédéralisme efficace. La formule permet des échanges technologiques. Elle procure une force indéniable d'intervention au niveau international. Elle procure la stabilité et un niveau de vie élevé à ses habitants. Il faut identifier les intérêts communs à chacune des provinces pour réussir dans la recherche de solutions au problème constitutionnel. Tant que le débat sera introverti, nous avons peine à croire qu'on trouvera un support chez les autres provinces pour négocier de nouvelles ententes, que ce soit avant, après ou même en l'absence d'une déclaration unilatérale en faveur d'une plus grande souveraineté. Il faut revenir à l'esprit confédéral qui a donné naissance au Canada et redonner aux provinces le maximum d'autonomie pour qu'elles se réalisent pleinement selon leurs objectifs propres. M. le Président, mesdames, messieurs, on vous remercie.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, monsieur. Mme Pauline Marois.

Mme Marois: Merci, M. le Président. Bienvenue à nos travaux. Je vais partir, justement, de la dernière phrase que vous prononcez et qui est dans votre mémoire. Vous semblez prendre pour acquis que les autres provinces souhaitent sensiblement la même autonomie que souhaite le Québec. Je vous dirai que mon expérience, pour avoir négocié avec les autres provinces des rapatriements de pouvoirs, ne m'amène pas à tirer la même conclusion. Dans les corridors, on est d'accord, mais quand on arrive devant le ministre fédéral, par exemple, responsable pour se prononcer solidairement pour rapatrier les pouvoirs, là, la solidarité fond comme neige au soleil et on ne les veut plus. On veut avoir l'argent, on veut avoir les services, mais on ne veut plus avoir les pouvoirs. Mais peut-être que votre analyse à vous et votre connaissance du milieu font en sorte que vous tirez des conclusions différentes. J'aimerais qu'on parle de ces conclusions-là. Imaginons qu'on rapatrie tous les pouvoirs que vous reconnaissez devoir rapatrier, en vous inspirant de la position du Conseil du patronat et de la chambre de commerce. Vous savez que c'est beaucoup, là, mais prenons pour acquis que c'est ce qui se passe. Si le Québec veut tous les avoir, veut avoir tous ces pouvoirs-là et que les autres provinces ne les veulent pas, vous dites qu'il y a une compensation financière, mais comment fait-

on avec le mode de gouvernement?

M. Ouimet: D'abord, je pense que si vous lisez bien notre mémoire, nous ne prétendons pas que les désirs de pouvoirs additionnels des autres provinces correspondent nécessairement et à 100 % aux désirs du Québec. Ça, je pense que ce que nous suggérons, c'est de rechercher des terrains d'entente communs pour relancer la discussion, une discussion qui, on l'espère, devrait aboutir sur une entente fédérale renouvelée, mais sur la base des ententes communes. On est conscient, je pense, que le Québec est spécial en soi et le Québec a des demandes qui n'existent pas nécessairement ailleurs, sauf qu'il faut rechercher un terrain d'entente commun pour relancer la discussion.

Mme Marois: Mol... Oul, allez-y.

M. Drouin (Claude): Je pourrais peut-être rajouter un peu là-dessus. On reconnaît que c'est difficile d'avoir une entente absolue. C'est pour ça qu'on parle de rabatement d'impôt spécifique, pour tenir compte de ces spécificités-là de chacune des provinces.

Mme Marois: D'accord. Je vais revenir sur la facilité qu'il y aura à débattre et à établir les ententes. Vous dites dans votre mémoire, à la page 5: "Nous ne prévoyons aucune difficulté majeure dans une révision fondamentale de la Constitution canadienne." Je vous trouve optimiste et j'ai de la difficulté à... J'aimerais ça endosser ce que vous nous proposez parce que ça faciliterait tellement les choses. Mais ça fait 50 ans qu'on débat. De Duplessis en passant par Lesage, Johnson, Bertrand, Bourassa, Lévesque, re-Bourassa et nous sommes arrivés, l'année dernière, il y a trois ans, avec une demande minimale qui a été rejetée par... Là, on peut débattre sur qui l'a rejetée, qui l'a retenue, mais enfin, elle n'a pas été retenue. On n'a pas signé. Et pour aller chercher des pouvoirs, échanger, donc les modes de partage des responsabilités, la formule d'amendement va toujours nous bloquer comme nous avons été bloqués à Meech. Qu'est-ce que vous proposez pour qu'on arrive à la solution que vous nous proposez vous-mêmes?

M. Ouimet: Je pense que si on regarde la phrase que vous citez dans le mémoire, il faut quand même spécifier que nous, de l'industrie minière, prévoyons que durant cette période qui pourrait être assez longue, on en convient, où les parties auraient à négocier sur la base d'intérêts communs ou, en tout cas, de décentralisation des pouvoirs du fédéral vers les provinces, c'est que nous prévoyons qu'au niveau de l'industrie minière, cette période-là ne nous causerait pas de perturbations majeures dans nos opérations. Nous prévoyons qu'elle serait beaucoup moins perturbatrice, cette situation-là,

qu'une situation où nous nous retrouverions vis-à-vis d'une situation inconnue ou nous serions dans une situation où nous couperions tous les ponts. D'ailleurs, nous ne sommes pas les seuls à avoir manifesté de l'inquiétude de ce côté-là. Je pense que ça a été fait tout récemment par M. Dion et par plusieurs autres, des économistes, M. Raynauld entre autres. Donc, c'était le sens de cette phrase dans notre mémoire, madame.

Mme Marois: Une dernière question parce que je sais que le Président va m'empêcher de continuer. Vous allez un peu à contre-courant de ce que nous disent, par contre, les associations d'affaires. Elles nous disent que si le débat est trop long, ça risque de continuer à créer de l'insécurité parce qu'on ne sait pas quel sera le résultat du débat. Et vous, vous nous dites: Bien, il risque d'être long, mais ça, ça nous dérange moins si on maintient le lien. Mais est-ce que, si le débat, justement, est trop long, il ne crée pas une forme d'insécurité qui fait que, par exemple, le fédéral cesse de développer des programmes au Québec ou s'en retire ou que, dans les faits, il y a des investissements qui ne se font pas ici parce qu'on ne sait pas quelles vont être les règles? Et est-ce qu'il n'y a pas intérêt, et pour vous et pour l'ensemble du Canada, à ce qu'on clarifie rapidement la situation tout en conservant des liens économiques avec le reste du Canada? J'en conviens avec vous.

M. Ouimet: Écoutez, je pense que ce que nous avons appris, en tout cas, de l'exercice du lac Meech nous démontre que cette situation-là ne se règlera pas dans une période de quelques semaines, je pense, entre quelques intervenants. Je pense que c'est un débat en profondeur, que ce débat-là se fasse de la façon la plus sereine et la plus rapide possible, on en convient, ce serait l'idéal. Remarquez bien, d'un autre côté, qu'on est conscients qu'on a un Canada qui est, à notre point de vue, qui est à refaire, on a des pouvoirs à repartager, on est conscients que ces choses-là ne se font pas en dedans d'un mois. Quand on parlait tantôt que ça peut prendre un certain temps, je pense que ça prendra beaucoup plus de temps qu'on a peut-être voulu le faire dans ce dernier exercice.

Mme Marois: Merci, monsieur.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va, madame. M. Dufour, suivi de M. Desjardins.

M. Dufour: Alors merci, M. Ouimet et votre groupe. C'est un mémoire d'ordre économique tout à fait important pour les travaux de cette Commission. Et vous allez exactement dans le sens des principales préoccupations exprimées par les milieux d'affaires. D'ailleurs, vous le dites très bien en page 2 de votre mémoire, nous n'avons pas l'intention de reprendre

l'argumentation soutenue par les grandes associations horizontales comme le Conseil du patronat et la chambre de commerce du Québec et, essentiellement, nous partageons leur point de vue.

Première question, c'est important le secteur minier au Québec, c'est important ce que vous représentez. Vous dites que vous employez 21 000 travailleurs, c'est quoi l'effet d'entraînement du secteur minier sur l'ensemble des emplois dans l'ensemble des régions?

M. Ouimet: Je pense que les experts ne s'entendent pas tous sur le multiplicateur mais, généralement, on parle de trois ou quatre emplois.

M. Dufour: Donc, comme le secteur manufacturier de façon générale. Donc, quand vous venez nous témoigner aujourd'hui de votre mémoire, c'est plus ou moins 80 000 emplois dont on parle.

M. Ouimet: Vous permettrez également, M. Dufour, de noter que ce sont des emplois qui sont très largement dans les régions, et l'industrie minière est un moteur économique très important et souvent primordial dans certaines régions, mais qu'il y a aussi des emplois en très grand nombre qui dépendent de nous dans les régions de Montréal, de Québec et d'ailleurs. Alors, c'est un point de vue, donc... Oui.

M. Tolgyesi (Dan): M. Dufour, si vous permettez, je prendrais l'exemple de Qit. Il y a 400 emplois qui sont à Havre-Saint-Pierre, qui produisent le... qui travaillent dans une mine de fer. Ce sont 400 emplois pendant 11 mois par année qui fournissent les installations à Sorel, où il y a à peu près 1800 emplois directement dans les installations, plus tous les fournisseurs de la région qui viennent. Alors, vous avez l'exemple.

M. Dufour: O.K. Alors, je pense que vous faites très bien la démonstration de l'importance d'un secteur comme le vôtre pour la création d'emplois et, selon les termes du premier ministre, c'est pour le maintien des emplois et le maintien de leur niveau de vie.

Par ailleurs, dans le débat politique actuel, vous posez un certain nombre de questions, et dans votre mémoire, vous dites – toujours en pensant aux emplois – que la période de transition occasionnerait, si on s'en allait vers un Québec souverain, des perturbations qui déstabiliseraient l'équilibre économique de certaines entreprises. J'aimerais que, de façon responsable, vous nous en parliez un peu plus.

M. Ouimet: Dans notre mémoire, nous soulignons que les prix des métaux, nous n'avons pas un contrôle sur le prix des métaux, c'est établi à l'échelon international. Cependant, ce

qui détermine notre compétitivité au niveau international à rencontrer ces prix des métaux, ce sont les conditions locales. Et nous écoutons, nous aussi, comme citoyens du Québec, depuis de nombreuses semaines, les interventions devant cette Commission et quand des personnes responsables viennent nous parler de ce que pourrait être cette situation d'interim dans le cas d'une déclaration d'indépendance, nous sommes très inquiets de cette capacité qui pourrait être maintenue à rencontrer une compétitivité internationale vis-à-vis des prix des métaux sur lesquels – je le répète encore une fois – nous n'avons aucun contrôle.
(12 h 45)

M. Dufour: Votre témoignage me satisfait. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Desjardins.

M. Desjardins: ...saluer bien haut un authentique Abitibien en M. Ouimet. M. Ouimet, le rapport que vous nous soumettez ici aujourd'hui nous amène au cœur du débat que nous avons au Québec. Et c'est important, quand on vous pose des questions, de vous référer rigoureusement au texte qu'on a devant nous pour ne pas passer pour des gens qui brandissent des épouvantails. Et les gens qui me connaissent, chez nous, savent que je ne suis pas le type à faire ça. Mais on a des questions à vous poser. Votre mémoire est simple: vous êtes en faveur d'un fédéralisme renouvelé qui englobera, dans une perspective fédérale, l'ensemble des problèmes qu'il y a au Canada et vous voulez qu'on soit capables d'avoir une Constitution qui puisse satisfaire l'ensemble de ces problèmes-là.

Ma question est beaucoup plus sur... À la page 2 quand vous nous dites: "Nous croyons que l'appartenance à une fédération est porteuse de plus grandes possibilités et de meilleure qualité de vie que l'isolement dans l'indépendance". Ma question est: Pourquoi? Et ma deuxième question... parce que les mines, M. Ouimet... et il y a des gens autour de la table ici qui sont des régionalistes. Chez nous, on a 35 mines. Il y a des milliers de travailleurs, il y a des dizaines de PME qui se sont développées à partir d'une nouvelle technologie minière, à cause de l'industrie minière. C'est des milliers d'emplois.

Alors, ces gens-là ont le droit d'entendre de vous, qui êtes bien placé pour nous le dire... Cette fameuse période de transition dont on parle beaucoup, à partir d'un référendum, de la proclamation de l'indépendance et, ensuite, des négociations qu'il faut entreprendre avec le reste du Canada... on parle d'années. Et je vous demande, vous qui savez que cette industrie-là pourrait être très fragile – parce que s'il y a quelqu'un qui a des actions minières, s'il y a quelque chose dont on a peur à tous les jours, c'est d'ouvrir le journal pour voir de quelle

façon elles ont pu chuter à cause de quelques soubresauts dans le monde – je vous demande d'être capable de nous dire si vous pouvez évaluer, pour une région comme la mienne ou celle des autres ici, les régionalistes qui ont des mines, ce que ça pourrait représenter comme effet.

M. Ouimet: On a entendu toutes sortes de versions devant cette Commission, à savoir ce que pourrait être une situation comme celle-là. Nous, on peut vous dire que ça nous inquiète énormément au niveau, par exemple, de la dette qu'aura à assumer un Québec souverain, au niveau de ce qui pourrait arriver concernant les taux d'intérêt, au niveau de ce qui pourrait arriver du côté, par exemple, de notre capacité de satisfaire les besoins de notre main-d'œuvre, du côté salarial et à différents autres points de vue. Nos gens du Québec et nos gens des régions et, en particulier, nos employés de l'industrie minière sont des gens qui sont bien rémunérés. Ce sont des gens qui sont également habitués à un standard de vie intéressant et qui trouveraient difficile de se retrouver dans une situation qui pourrait être plus ou moins longue dépendant, évidemment, de l'avis des experts. Et je tiens à souligner que nous ne nous présentons pas ici comme experts en économie ou quoi que ce soit, sauf peut-être comme experts de gestion de mines.

Tous ces éléments-là pourraient avoir un effet – nous croyons – important sur la situation économique des régions et la situation économique des mines.

M. Desjardins: ...question à l'effet que "l'appartenance à une fédération est porteuse de plus grandes possibilités et de meilleure qualité de vie que l'isolation dans l'indépendance."

M. Drouin: J'aimerais peut-être faire seulement une analogie avec nos industries. Dans l'Association, on a des petites mines, des moyennes et des grosses mines. On sait qu'une grosse mine, quand vient le temps de trouver du capital pour grossir une opération ou en partir une nouvelle, ça va assez bien. Mais plus elle est petite, plus il y a des problèmes à partir. Vous en connaissez plusieurs dans votre comté, d'ailleurs, qui ont des problèmes à partir, parce qu'elles sont petites. C'est la même chose dans les États. Un petit État... On a fait le débat du libre-échange, d'ailleurs, en fonction de ça. Un gros marché au Sud et un plus petit au Nord. Alors, j'ai l'impression que... j'ai toujours cru qu'un géant, ça marchait plus fort qu'un liliputien.

M. Ouimet: Vous avez peut-être touché, justement, à un point très important, M. Laberge. Quand le filon est fini, il est fini. Sauf que ça prend, à ce moment-là, une situation économique qui permet de trouver les capitaux pour trouver

d'autres filons et maintenir cette présence régionale des mines. Nous pensons...

M. Desjardins: Vous aviez changé d'interlocuteur. Je ne m'en suis pas rendu compte. M. Laberge était inscrit.

Le Président (M. Jean Campeau): Je vais vous dire, j'aurais interrompu M. Laberge. On ne lui a pas donné le micro mais vu que notre invité a commencé à parler, j'ai pensé qu'il vous répondait en même temps. Alors, on revient à vous, M. Desjardins.

M. Desjardins: Une dernière question. Vous dites dans votre mémoire que la souveraineté pourrait affecter les coûts de production locale parce que la hausse rendrait votre industrie moins compétitive sur les marchés mondiaux. J'aimerais vous entendre là-dessus.

M. Drouin: On l'a répété encore dans le mémoire. Le prix de revient de nos produits est fixé par le marché international. Le prix d'opération est fixé par les conditions locales: la main-d'œuvre, les matériaux et tout ça. À chaque fois que les coûts des matériaux augmentent, le prix de revient ne change pas chez nous. On atteint une certaine marge et, tout à coup, ça dépasse. Peut-être que vous étiez ici hier; vous ne l'avez pas vu mais à la télévision, aux nouvelles, on montrait, justement, le taux d'intérêt pour aller chercher de l'argent ici, au Québec, par rapport au Canada, et au Canada par rapport aux États-Unis. Le taux de l'argent, c'est ce qu'il faut payer pour faire des investissements dans l'entreprise. Alors, si le taux pour aller chercher de l'argent augmente, bien c'est toujours ça de moins sur le prix de revient de nos entreprises. On est limités par le plafond. Il faut toujours rester en dessous.

M. Desjardins: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Pourriez-vous dire de bons mots à M. Wilson pour nous autres, M. Desjardins, pour faire baisser les taux?

M. Desjardins: ...

Le Président (M. Jean Campeau): J'aurais juste un commentaire à faire. Vous avez dit: Les gens ouvrent le journal chaque jour pour voir si ça a baissé, les mines. Ça doit monter des fois?

M. Desjardins: On pense toujours que ça baisse plus souvent que ça ne monte.

Le Président (M. Jean Campeau): On passe maintenant à M. Savoie.

M. Savoie: Merci beaucoup, M. Campeau.

Alors, moi aussi, je joins ma voix à ceux et celles qui ont félicité l'Association pour sa présence et son mémoire; un mémoire, d'ailleurs, que je considère extrêmement viable, bref, concis, précis et qui, finalement, nous donne en quelque sorte un caveat en nous disant: Bien, il faut faire attention, c'est délicat. L'industrie minière favorise, évidemment, le développement régional, favorise la création d'emplois en région. L'orientation que pourrait prendre la crise constitutionnelle que nous vivons actuellement pourrait défavoriser, finalement, l'industrie minière et pourrait donc porter atteinte à la santé économique de nos régions.

C'est ce que je soupçonne moi aussi, effectivement. Si on n'est pas en mesure de contrôler comme il se doit les coûts rattachés à une orientation constitutionnelle, l'industrie minière risque de souffrir. La question que je me pose plus particulièrement c'est qu'en ce qui concerne l'opinion qui a été émise par l'Association minière, est-ce que ça a créé une espèce de consensus au sein de votre association?

M. Ouimet: Nous avons présenté notre mémoire à la dernière assemblée générale de l'Association. Le contenu du mémoire a fait l'objet d'un consensus parfait. Tout le monde était d'accord avec le contenu de ce mémoire.

M. Savoie: Ensuite, au niveau des commentaires que vous pouviez avoir de vos membres, au niveau des investissements, par exemple, pour l'Abitibi, quel pourrait être l'impact d'une position constitutionnelle où, finalement, on serait défavorisés économiquement? Est-ce qu'on va voir une réduction? Est-ce qu'on pourrait envisager, par exemple, une baisse importante au niveau de l'investissement dans le secteur minier si le Québec devait battre son chemin seul?

M. Drouin: Moi, je pourrais vous dire que tout dépend du climat dans lequel les événements vont se dérouler. C'est pour ça qu'on propose dans le mémoire, ici, d'y aller d'une façon sereine. Et on parle beaucoup de stabilité; on parle de créer un climat de stabilité. On propose aussi une deuxième formule. On ne l'a pas répété mais je tiens à le répéter. C'est de cesser, pour nous Québécois, tout l'ensemble, de regarder le dossier d'une façon introvertie. Qu'on signe une entente avec le reste du pays aujourd'hui, demain ou après-demain, il va falloir finir par trouver des terrains d'entente communs. Alors, c'est pour ça qu'il faut penser à tous nos partenaires.

Nous sommes des fédéralistes, c'est clair qu'il faut signer des ententes avec quelqu'un. Mais la question de dire qu'on va avoir des problèmes au point de vue investissements? Oui, s'il y a une crise, ça se peut que les investissements cessent pour un certain temps. Ça va revenir, mais peut-être trop tard. Il ne faut pas oublier qu'on vit en région. Une région qui cesse

d'avoir des investissements, même sur une base temporaire, ça peut avoir une portée assez longue.

M. Savoie: Il y a quand même un élément de risque. Vous attachez nécessairement un élément de risque au niveau des opérations, par exemple, de financement. Je pourrais même peut-être ajouter la notion de transfert technologique, les connaissances provenant d'autres provinces, l'Ontario et la Colombie-Britannique qui ont une activité minière plus importante que la nôtre, en termes de chiffres absolus. Donc, tout ça, d'après vous, va jouer à l'encontre, peut-être pas nécessairement, mais il y a un risque que ça joue à l'encontre du développement de l'industrie minière du Québec.

M. Drouin: Si vous regardez notre mémoire, on vous dit quelque part, de mémoire: L'industrie minière québécoise est canadienne. Ça fait qu'il y a plusieurs propriétaires qui ont des actions un peu partout. Les fonds sont limités, alors on les met à la gauche ou à la droite, suivant l'opportunité qu'il y a d'évoluer. C'est normal.

M. Savoie: C'est ça. J'ai trouvé ça intéressant parce que, finalement, c'est un des rares secteurs où les compétences sont clairement partagées. L'industrie minière, le secteur minier relève du provincial. C'est de notre compétence, de notre juridiction et on l'exerce, je pense, à la satisfaction de l'ensemble de l'industrie. Il arrive souvent, par exemple, des interventions additionnelles de la part du gouvernement fédéral qui sont souvent bénéfiques et qui sont souvent même recherchées. Toutefois, où on a une situation claire avec l'industrie minière au niveau du partage des compétences, vous arrivez et vous dites: Maintenons le lien, on est capables de vivre dans ce secteur-là. S'il y a finalement une brisure et que ça provoque en quelque sorte une espèce de crise avec les autres provinces, le développement régional va nécessairement s'en ressentir.

M. Drouin: C'est surtout là qu'est l'impact.

M. Savoie: Et là, on parle des emplois...

M. Drouin: Non, on vous le dit carrément, on ne parle pas du spectre de la peur.

M. Savoie: Non, non, sur ça, on s'entend bien, là.

M. Drouin: Je vous dis carrément qu'on n'est plus il y a 20 ans, excepté que des campagnes où il y a eu des réactions émotives, on en a connu sur le marché en 1987. Ce n'est pas le rationnel qui primait sur l'évolution du marché à la fin de 1987, au krach, c'est l'émotion, puis il va y en avoir de l'émotion s'il y a une brisure

quelque part.

M. Tolgeysi: M. Savoie, vous savez que le développement de l'industrie minière comme telle, c'est une industrie qui prend des années pour s'installer quelque part et commencer à produire. Une mine peut prendre 5, 6 ou 10 ans pour être explorée et après, 4 ou 5 ans pour être établie, et c'est seulement après qu'elle commence à produire. Il y a une période d'instabilité que je ne veux pas évaluer si c'est un mois, un an ou 10 ans, peu importe, mais ces périodes peuvent tellement perturber les travaux qui sont nécessaires pour le faire qu'après, les conditions au marché peuvent changer. Donc, ce qu'on n'a pas fait quand on aurait dû le faire, on ne pourra plus le faire après, parce que c'est trop tard. Les prix des métaux sont cycliques. Ça veut dire qu'il faut qu'on compose avec ce phénomène-là aussi et on peut manquer le bateau. Alors, quand on parle, on ne parle pas de peur, mais on parle de nos préoccupations parce que ce n'est pas seulement la période qui peut nous influencer mal, mais aussi, après, les conséquences peuvent être si néfastes que peut-être on a manqué le bateau. Il n'y a pas de développement.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Savoie, le temps est écoulé, à moins que vous n'ayez une courte intervention.

M. Savoie: Oui, une dernière, M. le Président, si vous le permettez. Très rapidement, l'Association minière du Canada, est-ce qu'elle partage finalement vos points de vue aussi sur une espèce de fédéralisme renouvelé?

M. Drouin: Nous n'avons pas consulté l'Association.

M. Savoie: Vous n'avez pas consulté l'Association.

M. Drouin: Non.

M. Ouimet: C'est une position de l'Association minière du Québec, des opérateurs de mines au Québec.

M. Savoie: Du Québec seulement. Parfait.

M. Roberge (Jean): Pour compléter sur la question de l'insécurité et l'incertitude, on sait que l'industrie minière, j'espère que vous l'avez bien compris, est entre deux positions, c'est-à-dire en amont et en aval. Une incertitude rend plus difficiles des investissements et rend moins intéressants des investissements au Québec pour développer une mine qui prend un certain temps et, en aval, vous avez l'autre problème où la clientèle, qui est au niveau international, pourrait peut-être se désintéresser, le temps de l'incertitude, pour aller s'approvisionner dans des

pays concurrents comme l'Australie ou l'Afrique du Sud ou l'URSS ou d'autres pays. Alors,...

Mme Marois: J'allais dire que l'industrie est stable en Afrique du Sud, non?

M. Roberge: Les entreprises minières sont stables là, mais l'instabilité date de tellement longtemps, elles sont habituées. Mais pour...

Une voix: La stabilité instable.

M. Roberge: ...mais pour le Québec en amont et en aval, l'insécurité et la tergiversation causeraient le problème d'investissement en amont et de clientèles qui, pour un temps, iraient ailleurs et peut-être se satisferaient d'aller ailleurs pour le reste du temps aussi. Et on va être Gros-Jean comme devant par après.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va. Alors, M. Drouin, M. Ouimet, M. Roberge, M. Tolgeysi, merci d'être venus nous faire part de vos préoccupations sur la rentabilité éventuelle de l'exploitation minière. Merci, messieurs.

(Suspension de la séance à 13 h 1)

(Reprise à 15 h 45)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous allons commencer bientôt; si vous voulez prendre vos sièges. Nous reprenons maintenant nos travaux et nous recevons M. Ivan Bernier, qui est un expert sur invitation. Bienvenue, M. Bernier. Vous me permettrez de faire quelques commentaires aux membres de la Commission avant que vous commenciez.

C'est un peu dans la même ligne que les commentaires faits lorsque nous avons débuté avec les experts. Je pense que dans le but d'être juste envers nous, les membres de la Commission, envers vous, M. Bernier, et aussi envers tous ceux qui nous écoutent, je me permets de parler au nom de tous les membres. Alors, merci d'être venu cet après-midi. Il est sûr que tous les membres ont lu votre mémoire. Les gens disent toujours ça et je désirerais vous dire, comme je l'ai dit l'autre fois: Peut-être même qu'il y en a qui l'ont lu deux fois. Votre mémoire a sûrement été jugé bon par le comité directeur qui a approuvé votre présence ici puisque vous êtes là.

Alors, ne soyez pas surpris si, lorsque viendra la période des questions, les questions sont directes et peut-être brutales. C'est dans le but de pouvoir profiter de vous - dans le bon sens du mot - au maximum. Nous vous recevons une heure; nous voulons pouvoir tirer de vous tout ce qu'il est possible de tirer. Alors, il est évident que les attendus et les longues références vont être évités. Là-dessus, je vous laisse

présenter votre mémoire. Vous avez 10 minutes.

M. Ivan Bernier

M. Bernier (Ivan): Merci, M. le Président. Mmes et MM. les commissaires, mes propos cet après-midi ne se veulent pas un exposé détaillé et systématique de ma position sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Répondant plutôt à huit questions bien précises soulevées par le Commission, ils visent essentiellement à alimenter la réflexion de cette dernière en lui fournissant certains points de repère importants dans son cheminement vers la définition du futur statut politique et constitutionnel du Québec.

Avant d'aborder chacune de ces questions, je voudrais cependant souligner que le cheminement de la Commission s'insère lui-même dans un processus politique qui influence, qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, les conclusions auxquelles on est susceptibles d'arriver. En effet, en rejetant l'entente du lac Meech, le reste du Canada rejetait sans équivoque la demande la plus fondamentale du Québec, à savoir: sa reconnaissance au plan constitutionnel comme société distincte, avec des moyens suffisants pour assurer sa survie et son épanouissement. Ce geste, dont la signification fondamentale n'échappait à personne, appelait donc une réaction que l'on avait toutes les raisons d'appréhender à l'extérieur du Québec. L'initiative, maintenant, appartenait au Québec.

La réponse initiale du gouvernement québécois, à la fois ferme et mesurée, comportait deux engagements sans précédent. Désormais, il n'était plus question que le Québec discute de son avenir constitutionnel à 11. Cela se ferait à deux. D'un point de vue constitutionnel, ceci signifiait que le Québec, rejetant le processus d'amendement prévu, se situait, en quelque sorte, en marge de la Constitution. En second lieu, le Québec, se plaçant en position théorique d'indépendance, entendait décider librement jusqu'où il était prêt à aller avec le reste du Canada. Dans le prolongement de cet engagement initial, le Québec se doit maintenant de présenter au reste du Canada une position de réaménagement des rapports Québec-Canada qui ne laisse planer aucun doute quant à son caractère distinct.

Alors, quels sont les problèmes qui sont soulevés, eu égard au statut politique et constitutionnel du Québec? Le premier problème que je soulève, c'est celui du blocage politique entre le Canada et le Québec. Je pense que ce blocage, il est maintenant devenu non seulement évident, mais qu'il comporte, à l'heure actuelle, des coûts qui sont absolument importants, et on doit trouver forcément une réponse à ce blocage. En effet, dans une période de récession comme c'est le cas à l'heure actuelle, alors que des questions économiques importantes sont soulevées, on se retrouve encore une fois avec des débats constitutionnels sur l'avenir du Québec. Des commis-

sions apparaissent, ici et là, au Canada, pour essayer de trouver une réponse éventuelle à la position que le Québec déterminera en ce qui concerne son statut. Depuis 30 ans, on est aux prises avec ce type de problèmes. On négocie régulièrement avec le fédéral. Les commissions qui ont été créées, les rapports qui ont été soumis ont cherché des réponses à ce blocage entre le Canada et le Québec. À l'heure actuelle, je pense qu'on peut vraiment dire qu'on est arrivés, pratiquement, à un cul-de-sac.

Pour le bien du Canada, comme pour le bien du Québec, il faut trouver une solution à ce blocage. Non seulement... Quand je dis: Pour le bien du Canada et pour le bien du Québec, ce n'est pas seulement une question économique, mais c'est aussi une question de développement autonome de chacune des deux parties du Canada. Le Québec cherche à se développer, à s'épanouir suivant ses avenues propres. Le Canada cherche à faire la même chose. Et les deux, souvent, se trouvent confrontés à des attitudes différentes.

Ceci étant dit, comment sortir de ce blocage et quelles en sont les causes, de ce blocage? Ce que l'on retrouve depuis 30 ans, ce sont essentiellement les deux mêmes préoccupations. Le Québec recherche la plus grande marge d'autonomie possible, tout en préservant un certain nombre d'acquis au plan économique, à l'intérieur d'une structure qui rassemble à la fois le Québec et le Canada.

Maintenant, on en arrive donc au point où les aménagements à la marge, les changements mineurs ou même les changements plus importants où il est question de reconnaître la spécificité de la société québécoise ne sont toujours pas acceptables. Il faut donc passer à des changements qui sont plus substantiels. Il faut arriver à des solutions qui permettent de sortir de l'impasse.

Ce que j'envisage dans mon mémoire comme possibilité, c'est ce qui revient constamment dans les débats et ce que vous avez entendu vous-mêmes à plusieurs reprises, deux solutions qui sont, l'une que je considère de droit constitutionnel et l'autre que je considère comme étant de droit international. La solution de droit constitutionnel cherche à réaliser, dans un contexte constitutionnel canadien avec une constitution unique pour le Québec et le Canada, un aménagement qui permettrait de réaliser l'union économique tout en préservant, pour l'essentiel, le reste des compétences au Québec. L'aménagement ou la solution de droit international procède par une déclaration d'indépendance assortie d'une négociation en vue d'en arriver à une association économique avec le reste du Canada.

Dans les deux cas, on retrouve essentiellement la même idée: autonomie maximale pour le Québec, association économique avec le reste du Canada. Mais lorsqu'on écoute ce que dit la

population sur ces deux questions, on retrouve une ambiguïté, une ambiguïté qui revient constamment, à savoir est-ce que l'on parle d'indépendance ou est-ce que l'on parle de souveraineté-association? Est-ce que l'on parle toujours de droit constitutionnel ou est-ce que l'on parle de droit international? C'est ça vraiment qui, dans mon mémoire et dans mes propos de cet après-midi, me préoccupe. Je pense qu'il faut chercher à élucider cette ambiguïté. On ne pourra pas présenter à la population québécoise une question par voie de référendum qui ne clarifie pas ou qui ne présente pas les choses de telle façon que l'on sache exactement où l'on se situe. Lorsque vous regardez les sondages et que l'on constate que les gens se déclarent à 66 % en faveur de l'indépendance ou souveraineté-association, il faut savoir de quoi on parle exactement à ce moment-là. Est-ce que l'on parle de souveraineté-association mais non pas d'indépendance? Est-ce que l'on parle des deux en même temps? Est-ce que l'on est prêt à prendre une solution ou les deux? Il y a beaucoup de choses à préciser à ce niveau. Alors, c'est ce que j'ai essayé de faire dans mon mémoire en présentant les deux hypothèses ou les deux moyens de réaliser la quadrature du cercle, si vous voulez, à savoir la plus large autonomie possible au plan politique pour le Québec à l'intérieur, avec une association économique.

En droit constitutionnel, les moyens qui se présentent sont peu nombreux. On peut songer d'abord à une approche de type confédéral qui suppose que le Québec existerait et coexisterait avec la Fédération canadienne, ne serait plus partie de la Fédération canadienne, mais coexisterait à côté de la Fédération canadienne, associé à cette dernière dans une confédération. Si on parle plutôt d'un processus de type fédéral, toujours en droit constitutionnel, on aboutit à la notion de fédéralisme asymétrique, avec une forte décentralisation pour le Québec et un statut plus ou moins semblable à ce qui existe présentement pour les autres provinces. Ceci représente, à mon sens, les deux hypothèses que l'on peut, qui sont susceptibles d'être envisagées, si l'on parle d'une décentralisation massive des pouvoirs au Québec, d'un point de vue constitutionnel.

Si on parle maintenant d'une décentralisation qui aboutit à un statut de droit international, évidemment, il n'y a pas nécessité d'approfondir la question. Je pense que, contrairement à certaines choses qui ont été dites, il faudrait rapidement établir qu'au départ il y a souveraineté du Québec, indépendance du Québec, et procéder par la suite à une négociation en vue d'en arriver à un statut d'association avec le reste du Canada.

Voilà donc les deux grands moyens qui s'offrent au Québec pour réaliser ses objectifs, une approche de droit constitutionnel et une

approche de droit international. Quelle est la faisabilité respective de ces deux approches? Il m'apparaît que la solution de droit constitutionnel, en commençant par le fédéralisme asymétrique, est une solution qui est difficilement réalisable, parce qu'elle suppose, au niveau du fonctionnement des institutions centrales, un poids différent pour le Québec et pour le reste du pays, de telle sorte que, sur nombre de questions, le Québec, les représentants québécois devraient demeurer silencieux, ou s'absenter, pour laisser le reste du Canada débattre de questions qui les concernent plus directement. Ceci, dans la littérature, a généralement été considéré comme un obstacle assez important, sinon dirimant pour la réalisation d'un tel statut.

En ce qui concerne le statut confédéral, je pense qu'il y peut-être des possibilités de réaliser quelque chose qui s'appellerait un État autonome associé du Québec, à l'intérieur d'une confédération canadienne. Il y a certains exemples par le passé qui ont pu laisser croire que ceci était fonctionnel. Je pense que l'histoire de ces exemples tend à démontrer qu'en général ils ne sont pas demeurés, ils n'ont pas survécu très longtemps.

Malgré tout, il y a une possibilité qui mériterait probablement d'être exploitée à ce niveau, et je suggère que la Commission devrait peut-être examiner de plus près ce qui pourrait signifier un tel statut d'État souverain associé à l'intérieur d'une confédération. Je n'ai pas entendu cette hypothèse débattue très souvent jusqu'à maintenant, et je pense qu'elle mériterait qu'on s'y attarde quelque peu.

Si cette hypothèse n'est pas acceptée, je pense que la seule autre possibilité pour réaliser le niveau de décentralisation des pouvoirs qui est envisagée est celle de l'indépendance, avec un statut d'association économique avec le reste du Canada.

Quel peut être le rôle de la Commission dans la réalisation de l'une ou l'autre de ces suggestions? La Commission, je pense, doit d'abord rechercher le consensus le plus large possible en ce qui concerne l'analyse des problèmes et la définition des objectifs à atteindre pour le Québec. Avant même de chercher une solution, que ce soit de type constitutionnel, confédéral, si on veut, ou une solution de type droit international, indépendance et association économique, il faut établir aussi clairement que possible quels sont les problèmes auxquels se trouve confronté le Québec, et quels objectifs doivent être recherchés. Si, au moins, au niveau de la démarche, on peut constater un accord qui serait assez large, je pense que ceci serait susceptible d'influencer la suite des événements.

Ensuite la Commission devra probablement elle-même indiquer quel est son choix, un processus de droit constitutionnel ou un processus de droit international, un fédéralisme asymétrique avec décentralisation importante, ou un

statut confédéral. Ce choix étant fait, il restera à établir la procédure pour y arriver. Et il m'apparaît qu'on ne peut pas éviter un référendum qui devra être réalisé assez rapidement, un référendum dans lequel on pourrait poser la question aux Québécois: Êtes-vous en faveur d'une décentralisation massive des pouvoirs en faveur du Québec, soit par le biais d'une approche de droit constitutionnel aboutissant à un statut confédéral, ou en faveur de l'indépendance du Québec assortie d'un statut d'association économique avec le reste du Canada?

(16 heures)

Dans l'un et l'autre cas, je crois, il faut absolument que, si on propose d'aller dans le sens d'un statut confédéral, on établisse un délai pour réaliser et conclure les négociations sur un tel statut. Et au-delà de ce délai, en cas d'échec, on doit nécessairement passer à l'autre solution qui est celle de l'indépendance car, en tout état de cause, ce qui m'apparaît peut-être le plus important dans le cheminement actuel du Québec, c'est qu'il maintienne l'initiative. Il doit absolument conserver l'initiative sans quoi il retombe dans un processus qui lui échappe et dont on arrivera difficilement à se sortir. L'effet essentiel de Meech a été de donner l'initiative au Québec. C'est maintenant au Québec de proposer une solution qui lui permette de régler le problème fondamental que j'ai identifié au début, qui est celui du blocage politique entre le Canada et le Québec. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Bernier. Nous commençons les questions avec Mme Lorraine Pagé qui sera suivie immédiatement de M. Poissant.

Mme Pagé: Bonjour monsieur. La première question que je voudrais vous poser est la suivante. Vous parlez de décentralisation, d'asymétrie. Or, depuis les travaux de la Commission, nous avons entendu à maintes reprises que la conception d'une décentralisation allait tout à fait à l'encontre du besoin exprimé par le Canada anglais. Je voudrais savoir si c'est une lecture que vous faites, vous également? Deuxièmement, quand nous avons reçu M. Chrétien cette semaine, il a parlé d'asymétrie mais il a, en même temps, précisé que cette asymétrie ne pouvait être envisagée que pour les pouvoirs partagés, les pouvoirs où il y a chevauchement entre le gouvernement central et les gouvernements provinciaux. Est-ce que c'est là aussi, d'après vous, une vision qu'il faut nécessairement avoir quand on parle fédéralisme? Ce seraient mes deux premières questions et, s'il reste du temps, je reviendrai avec une autre.

M. Bernier: Je vais laisser du temps; je vais aller assez rapidement. En ce qui concerne la décentralisation massive des pouvoirs et la réaction du Canada anglais, je pense qu'on peut

d'ores et déjà prendre pour acquis que cette solution sera mal vue de la part du Canada anglais. Toute la question demeure toutefois, à savoir: Est-ce qu'il y a des solutions de rechange possibles? Parce que l'autre solution qui est proposée, à savoir une décentralisation à la marge, des modifications, un fédéralisme renouvelé, je pense que, aussi bien dans l'esprit du gouvernement si j'ai fait une analyse adéquate de la déclaration de M. Bourassa, au mois de juin, que dans l'esprit des Québécois eux-mêmes de façon générale, il s'agit là d'une solution qui n'est pas retenue.

Si je pars de la position gouvernementale, de la position de M. Bourassa, c'est que lorsqu'il a affirmé qu'il n'était plus question de négocier à 11 ou à 10 mais bien à 2, cela impliquait en soi que l'on ne procédait plus dans le système d'amendements constitutionnels qui est actuellement prévu. Du moins au plan politique, on refusait de s'insérer dans un processus où on discutait d'une modification en plus ou en moins à la marge pour ce qui est du statut actuel du Québec. L'autre hypothèse qui était soulevée par M. Bourassa, qui était... on peut se poser la question s'il doit y avoir un statut de décentralisation massive pour le Québec: Comment peut-on y arriver sans modifier la Constitution? Je pense que... Mon interprétation de ce qui a été dit par M. Bourassa à ce sujet, c'est que le Québec allait établir ce qu'il entendait proposer au reste du Canada et le reste du Canada avait à décider si oui ou non il était d'accord. En ce sens, il avait raison de dire que c'est un processus à 2 et non pas à 11.

Pour ce qui est de l'asymétrie, je pense que c'est une position qui est conforme, les propos de M. Chrétien sont conformes à sa propre vision de ce qui est réalisable, mais je pense que ce n'est pas conforme à ce qui est exprimé au Québec comme besoins essentiels.

Mme Pagé: Vous nous parlez, finalement, quand on regarde votre mémoire avec attention, qu'on emprunte la voie constitutionnelle ou la voie internationale, du droit constitutionnel ou du droit international, on s'aperçoit que de toute façon en préalable, il y a la nécessité d'affirmer la souveraineté. Vous excluez donc ces discussions à l'intérieur du fédéralisme qu'on essaierait d'aménager à la marge. Et là, quand vous parlez de la voie du droit constitutionnel, donc de confédération, vous abordez la question des instances communes ou des organismes communs que nous pourrions nous donner. D'abord, est-ce que vous pouvez déployer un peu plus votre idée sur la vision que vous en avez? Et, deuxièmement, est-ce que là aussi on ne rencontre pas une objection majeure de la part du Canada anglais que de voir se mettre en place encore de nouvelles structures communes aux deux États, mais qui viennent faire du Québec une réalité lourde dans la définition des besoins ou des

politiques?

M. Bernier: D'accord. Ce que j'ai voulu dire en élaborant quelque peu, malheureusement trop brièvement, cette question de statut confédéral, c'est qu'il est possible, on peut envisager un statut d'État autonome associé à l'intérieur de ce qui pourrait être considéré encore comme une constitution canadienne, valable pour le Québec comme pour le reste du Canada, mais ceci impliquerait qu'il y aurait deux types de relations avec le Canada. Il y aurait d'abord un document prévoyant le statut du Québec en rapport avec le reste du Canada et un document qui concernerait le reste du Canada lui-même.

Ce statut n'est peut-être pas quelque chose d'absolument inattendu. J'avais à l'esprit, au moment où j'ai travaillé sur cette hypothèse, le statut de Porto Rico, qui constitue un État autonome, un État libre associé aux États-Unis, mais qui, dans les faits, ne se distinguerait pas du Québec actuel et dont les pouvoirs ne sont certainement pas plus grands et qui, même si on pousse l'étude, on peut se rendre compte que, dans le fond, ils ont peut-être une certaine dose d'autonomie, mais ils ne participent pas à la gestion centrale aux États-Unis. Donc, ce n'est pas nécessairement le statut idéal, certainement pas celui que le Canada souhaiterait.

Néanmoins, on peut, sur la base d'un tel exemple, envisager une hypothèse où le Québec serait doté de l'ensemble des pouvoirs, sauf ceux nécessaires à la gestion de l'union économique et, comme je l'ai mentionné dans un mémoire, certains pouvoirs communs concernant d'autres matières possibles pour la concurrence ou des matières sur lesquelles on se mettrait d'accord.

Revenons aux institutions. Est-ce que les institutions constitueraient un problème dans ce cas? Je pense que les institutions de type confédéral ne seraient pas nécessairement très différentes des institutions que l'on retrouverait dans un système d'association économique Québec-Canada. Pour autant que ces institutions seraient spécifiques à la relation Québec-Canada, elles seraient relativement légères, impliquant quelque chose comme un conseil ou une commission ministérielle avec possiblement certains renvois pour ce qui est de la solution des différends à une instance judiciaire qui serait agréée par l'une et l'autre partie. Mais il y a possibilité de bâtir quelque chose de relativement simple autour de cette notion, mais ceci ne concernerait que la relation Québec-Canada.

Pour ce qui est du reste du Canada, il continuerait à avoir son propre système. Si on entrevoit la même réalité, mais dans un contexte de droit international, on retrouve essentiellement la même chose: Le Québec, avec son indépendance, sa souveraineté et des institutions pour gérer l'association économique.

Mme Pagé: Donc, vous nous proposez

d'emprunter l'une ou l'autre des voies, mais pour arriver finalement à la même place.

M. Bernier: C'est ce que j'ai voulu souligner jusqu'à un certain point... Oui?

Mme Pagé: Est-ce que je résume trop quand je dis ça?

M. Bernier: Non. Non.

Mme Pagé: Bon.

M. Bernier: Je pense que ceci est assez prêt de la confusion qui existe à l'heure actuelle dans la population. Une bonne partie des gens dans la population, lorsqu'ils discutent de souveraineté-association, ont à l'esprit quelque chose qui pourrait être un État indépendant, mais qui ne serait pas nécessairement un État indépendant, où il y aurait des liens assez étroits avec le reste du Canada, mais pas nécessairement des liens d'indépendance. Enfin, il y a beaucoup à préciser à ce niveau-là.

Je veux simplement rappeler qu'hier soir, par exemple, Louis Bernard s'est retrouvé ici pour exprimer sa propre position et suggérerait qu'il y ait une déclaration d'indépendance mais qui serait retenue pour deux ans, si j'ai bien compris. Et pendant ces deux ans là, on négocierait avec le reste du Canada pour en arriver à un statut de souveraineté-association. Là, c'était quoi exactement sa souveraineté-association, si ce n'était pas l'indépendance? Parce que j'ai cru comprendre que le jour où l'indépendance arriverait, ce ne serait plus la souveraineté-association. Il y avait donc quelque chose qui méritait d'être clarifié à ce niveau-là. Je pense que ça reflète assez bien la confusion qu'on retrouve dans la société québécoise.

Je pense qu'il faut absolument à quelque part demander: Est-ce qu'on veut maintenir une relation de droit constitutionnel mais caractérisée par une très forte décentralisation, un statut d'autonomie presque total, sauf pour les pouvoirs qui seraient délégués aux instances centrales pour la gestion de l'union économique et avec un droit de retrait? Dans un contexte confédéral, il est possible de conserver un droit de retrait, de sécession, si vous voulez. Tout ceci demeure possible. Vous voyez comment on arrive pratiquement à une même réalité, mais de deux points de vue différents. Et je ne sais pas quelle est la réaction des Québécois.

Je pense qu'en définitive, leur réponse sera fonction du degré d'importance qu'ils accordent au lien Canada-Québec. Suivant qu'ils privilégient un lien qui demeure assez fort avec le reste du Canada, ils vont probablement privilégier une approche de droit constitutionnel. Si ce n'est pas le cas, si on considère qu'il est plus important pour l'épanouissement du Québec de réaliser ses objectifs dans un cadre international, alors on

favorisera nécessairement l'autre approche.

Le Président (M. Jean Campeau): Si vous le voulez bien, M. Bernier, nous allons passer maintenant à M. Poissant.

M. Poissant: Merci, M. le Président. Je voudrais faire une observation. Je vais prendre 30 secondes avant. C'est qu'on s'est fait dire à deux reprises, hier, que les montants des dettes que nous, le Québec, avons envers le Canada, étaient contrebalancés par les actifs que nous avions. Je pense qu'en comptabilité gouvernementale, ce sont des choses tout à fait distinctes: les dettes sont exigibles et les actifs ne sont pas nécessairement réalisables. Parce qu'on voulait peut-être prétendre qu'une femme qui a une maison de 50 000 \$, qui a une hypothèque de 50 000 \$, qu'il n'y a pas de dette, ni d'actif ni de passif, mais c'est tout à fait différent en ce qui concerne la comptabilité gouvernementale.

Ceci étant dit, je voudrais vous remercier d'une première phrase de votre commentaire quand vous dites: "Les propos qui suivent ne se veulent pas un exposé détaillé et systématique de la position de l'auteur sur l'avenir politique", etc. Ça, pour moi, c'est important. Ce qu'on veut essayer de savoir, nous, c'est l'objectivité. On veut essayer d'avoir des conseils qui nous renseignent...

Le Président (M. Jean Campeau): Je m'excuse de vous reprendre, mais vu que vous êtes le premier qui tombe dans le panneau, est-ce que votre question pourrait venir? Je ne veux pas être...

M. Poissant: O.K. Alors, je vais vous poser une question. On s'est fait dire par cinq professeurs de l'Université d'Ottawa à Hull que déclarer la souveraineté unilatéralement c'était inconstitutionnel. Je ne veux pas prétendre qu'ils sont cinq fois mieux que vous ou cinq fois plus compétents que vous, mais quel est votre réaction là-dessus?

M. Bernier: Que de déclarer l'indépendance du Québec c'était quelque chose d'inconstitutionnel? Bon. Là-dessus, je pense qu'il faut distinguer une déclaration en soi de son impact constitutionnel. La déclaration en soi n'a pas à être constitutionnelle ou inconstitutionnelle, c'est une déclaration et il faut ensuite voir quel est son impact. En droit constitutionnel, il n'y a pas, à l'heure actuelle, de mesure qui prévoit la séparation ou l'indépendance en tant que telle en dehors du contexte des mesures d'amendement prévues. On n'a pas prévu un droit de sécession sur simple déclaration. Il y a – et c'est la seule chose qu'on retrouve dans la Constitution – un droit d'amender la Constitution pour tenir compte des réalités nouvelles. Et si l'indépendance doit passer par un amendement constitu-

tionnel, c'est une chose qui reste à réaliser, mais ce n'est pas la seule façon de réaliser l'indépendance.

M. Poissant: Je reviens à la question que Mme Pagé vous posait. C'est qu'il nous reste simplement, à la fin, le droit international. C'est ça? Le droit à l'autodétermination. Est-ce que c'est ça?
(16 h 15)

M. Bernier: D'un point de vue international, c'est le droit à l'autodétermination. Mais pour dire les choses peut-être plus clairement et plus simplement, toute déclaration d'indépendance, en droit international, est une question, éventuellement, de son effectivité. La déclaration d'indépendance, en droit international, est d'abord et avant tout une question d'effectivité. Est-ce qu'elle est effective ou non effective? À ce moment-là, deux éléments entrent en ligne de compte: la position des instances canadiennes, premier élément d'effectivité, et la position des autres États, deuxième élément d'effectivité.

M. Poissant: Ça nous prouve une chose: Que ce n'est pas bien facile. On n'est pas sortis du bois encore!

Une dernière intervention, M. le Président. Hier, j'ai émis un commentaire qui était fait dans le rapport de M. Turp et vous revenez un peu à cela quand vous dites, à la page 10 de votre mémoire: On pourrait d'abord chercher, suivant un premier scénario, à utiliser au maximum les institutions fédérales existantes. C'est dans la période transitoire, ça, prétendez-vous?

M. Bernier: Non. J'envisageais la possibilité que les demandes de décentralisation des pouvoirs, importantes, massives, que formule le Québec – et c'est ce qui ressort des débats jusqu'à maintenant – trouvent leurs réponses dans une modification constitutionnelle qui sera applicable à toutes les autres provinces. C'est le principe traditionnel au Canada, qu'il n'y ait pas de statut particulier, et que si on décentralisait, on décentraliserait pour tous et chacun. Tous étant égaux, il n'y a pas de problème au niveau institutionnel, il n'y a pas à prévoir de mécanismes particuliers pour le Québec. On conserve les mêmes mécanismes institutionnels mais il y a eu, globalement, augmentation des pouvoirs des provinces, diminution des pouvoirs du gouvernement central. L'exemple type de cette approche, c'est celui qui aboutit à dire, par exemple, qu'on devrait avoir quatre régions au Canada, avec des pouvoirs politiques accrus, importants et toutes sur un pied d'égalité.

Le problème, c'est que je ne suis pas certain du tout, politiquement – et ça demeure un jugement politique – que ceci soit conforme aux attentes des provinces maritimes ou aux attentes des provinces de l'Ouest. Ce type d'approche imposerait aux autres provinces – et

c'est très près du blocage politique dont je parlais – des objectifs et des préoccupations qui ne sont pas les leurs. Mon sentiment est qu'elles ne voudront pas de ce genre de chose-là. Alors, on est forcés d'aller dans une autre direction qui n'est plus celle de l'égalité de l'ensemble des provinces mais une direction où il y a une asymétrie profonde.

M. Poissant: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça répond à vos questions? Nous allons maintenant à M. Beaudry qui sera suivi de M. d'Anjou.

M. Beaudry: Dans votre rapport, M. Bernier, à la page 5 – je veux savoir si je comprends bien – en répondant à la deuxième question: Quels sont les domaines où le Québec pourrait et devrait jouir de la pleine compétence? A-B; d'une compétence concurrente ou partagée? Vous avez répondu: Parce que l'économie québécoise est une économie largement ouverte, il serait irrationnel de couper le Québec d'un marché qui lui est accessible pratiquement sans restrictions, il apparaît souhaitable qu'il maintienne son adhésion à une union économique canadienne. Je comprends que, dans une option comme dans l'autre – que vous avez analysées – ça reste un absolu. Et à cette fin-là, vous ajoutez: En termes concrets, ceci exige qu'il renonce – pas qu'il coopère – d'abord à exercer toute compétence en matière de réglementation commerciale internationale, sur les tarifs, etc., de même qu'en matière monétaire, au profit d'instances communes. Est-ce que je comprends bien votre affirmation lorsque vous dites ça, à l'effet que, pour que le Québec puisse survivre de façon raisonnable, maintenir son niveau de vie dans une option comme dans l'autre, il doit renoncer à sa compétence en matière économique: au niveau de la monnaie, par exemple, au profit du fédéral qui pourrait être une des instances communes, avez-vous l'avez mentionné tantôt quand vous avez répondu à Mme Pagé?

M. Bernier: Ce que j'ai voulu dire, essentiellement, je pense que ça ressort assez clairement. C'est que, pour réaliser une union économique – je n'ai pas dit pour réaliser la survie économique du Québec – pour réaliser une union économique, prenant pour acquis que cette union économique était souhaitable.

M. Beaudry: Que vous recommandez, toutefois.

M. Bernier: Oui, absolument. Je recommande cette union économique parce que je considère que dans le contexte actuel... Je vais peut-être faire une rapide digression. Il y a 20 ans, lorsqu'on parlait de ces questions constitutionnelles, le problème économique était soulevé dans

un contexte où il n'était pas absolument évident que le Québec était en mesure de se défendre économiquement. En tout cas, on pouvait avec justesse soulever la question.

À l'heure actuelle, ce n'est plus le problème. Je pense qu'il y a un consensus à l'effet que le Québec serait capable de se défendre économiquement, même étant indépendant. Mais la question qui est soulevée ici et celle que j'ai abordée, c'est l'importance, dans le contexte international actuel, de maintenir des liens qui existent, des liens qui nous offrent un marché, dans un contexte où on doit s'assurer des marchés, lorsqu'on exporte une partie importante de sa production. Je pense qu'il serait irrationnel – c'est l'expression que j'ai utilisée – de reculer, de démantibuler, de démolir cette union économique pour ensuite revenir et la reconstituer. Dans les deux processus, j'ai donc considéré que l'union économique était quelque chose d'éminemment souhaitable et qu'il fallait chercher à la maintenir, grosso modo, dans son fonctionnement. Ceci étant dit, on peut quand même le faire suivant un processus international ou suivant un processus constitutionnel.

M. Beaudry: Quand vous ajoutez, à la même page 5, à la fin: "...pour faciliter de façon générale la réalisation des objectifs de l'union économique – que vous considérez souhaitable, bien sûr – le Québec devrait reconnaître aux instances communes un pouvoir général d'intervention dans quelque domaine que ce soit – c'est assez général, ça – de l'activité économique, dès lors qu'une telle intervention apparaît fonctionnellement nécessaire à la réalisation des objectifs poursuivis." La question que je vous pose, c'est qu'actuellement on accuse souvent le gouvernement fédéral d'intervenir dans toutes sortes de domaines: la santé, l'éducation, l'agriculture, dans toutes sortes de domaines qui sont de juridiction théoriquement provinciale, mais parce qu'il y a une saveur économique ou parce qu'il y a une question de recherche, le fédéral se permet d'intervenir, actuellement. Dans votre proposition finalement, ce que vous nous dites, c'est qu'il est souhaitable de garder un organisme commun. Que ce soit le fédéral ou que vous l'appeliez institution commune, il est souhaitable, pour la survie – peut-être pas pour la survie mais pour la viabilité économique du Québec – il est souhaitable de garder ces organismes-là intacts, leur permettre d'intervenir en tout temps dans n'importe quel domaine que ce soit, pour autant que ça touche à l'économie et qu'eux ou ces institutions ou que ce fédéral-là considèrent qu'il est souhaitable de le faire. C'est bien ça que vous nous dites?

M. Bernier: C'est quelque chose comme cela. Parce qu'il y a une légère distorsion qui est...

M. Beaudry: On va replacer la barre un peu

plus droite, si vous voulez.

M. Bernier: Je pense que toute personne qui s'intéresse de près au fonctionnement d'une union économique – et on peut prendre, à ce point de vue, l'exemple du marché commun européen – réalise rapidement qu'au-delà de l'élimination des entraves aux échanges, intégration négative, au-delà de la mise en place de certaines politiques communes – politique commerciale, politique monétaire, ou même politique dans d'autres secteurs – il y a toujours des choses imprévues, il y a toujours des secteurs où il apparaît éventuellement nécessaire d'adopter des approches communes. Mais ce que je dis dans la suite du texte – et ceci est aussi important – c'est que ceci se fait sur une base de consensus.

M. Beaudry: Bien sûr.

M. Bernier: C'est-à-dire que dans la mesure où le Québec, d'accord avec le Canada, considère que la réglementation de certains aspects de la vie économique devrait faire l'objet d'une approche commune et qu'on s'entend sur cette approche, je pense que c'est quelque chose éminemment souhaitable.

M. Beaudry: Dans ce contexte-là...

Le Président (M. Jean Campeau): Je regrette, le temps est passé. Peut-être qu'à la fin, si on a du temps, on reviendra. Nous allons maintenant à M. d'Anjou, qui sera suivi de M. Dufour.

M. d'Anjou: Bonjour, M. Bernier. Il est très intéressant, votre exposé. Vous semblez privilégier et tenir vraiment au maintien de liens économiques, d'une union vraiment économique canadienne pour garder les acquis et continuer à nous développer, l'ensemble du Canada, incluant le Québec à ce moment-là. Quand on parle d'une approche fondée sur le droit constitutionnel ou sur le droit international, peu importe l'approche que nous allons utiliser, à partir du moment où on vise une union économique, il faudra nécessairement qu'il y ait des institutions communes, autrement il n'y a pas de possibilité d'union économique vraiment fonctionnelle. Est-ce que vous privilégiez l'une ou l'autre des approches, dans le contexte actuel?

M. Bernier: Je pense que, si on part de l'hypothèse qu'il y a actuellement certaines structures qui sont en place et que l'on veut, en même temps, réaliser certains autres objectifs, dont j'ai fait état dans mon mémoire – je pense avoir exprimé assez clairement l'importance que j'accordais au maintien de ce que j'ai appelé une citoyenneté commune, au maintien de liens économiques et avec libre circulation des person-

nes, en particulier, dans un sens large – je pense que l'hypothèse d'une structure confédérale m'apparaît intéressante, et c'est celle que, a priori, je favoriserais. Ça ne fait pas, ça ne donne pas une idée des problèmes que ça soulève, mais en termes de choix personnel, c'est quelque chose qui m'intéresserait. Ceci étant dit, dans la mesure où c'est non négociable, il faut que ce soit clair que la seule autre alternative devienne automatiquement l'indépendance. Et dans un tel contexte, je me demande si l'indépendance pourrait aller jusqu'à l'association économique.

M. d'Anjou: Dans quel sens vous vous demandez? Pourrait permettre l'association par après, ou...

M. Bernier: Pardon?

M. d'Anjou: Quand vous dites: Je me demande jusqu'à quel point l'indépendance...

M. Bernier: C'est que si le Canada est incapable de négocier le statut de type confédéral...

M. d'Anjou: Confédéral.

M. Bernier: ...avec une association économique, il y a des chances, à mon avis, que, lorsqu'on se penchera sur la question de l'indépendance, ce sera également difficile. Parce que, dans les deux cas, c'est la même situation. Il faut bien réaliser que c'est vraiment, à certains égards, un choix de processus pour aboutir à des choses qui ne sont pas si éloignées l'une de l'autre.

M. d'Anjou: Est-ce qu'on peut conclure que l'approche constitutionnelle n'est pas pensable, à moins d'une volonté politique forte du Canada anglais...

M. Bernier: Absolument.

M. d'Anjou: ...d'accepter de négocier sérieusement?

M. Bernier: Je pense l'avoir dit clairement, également, que tout ceci repose sur une volonté politique de la part des parties concernées. Qu'il s'agisse d'une approche de droit international ou d'une approche de droit constitutionnel, on va nécessairement se buter, dans les deux cas, au problème de réaliser un consensus politique.

M. d'Anjou: Merci, monsieur.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Dufour, à même le temps de la présidence.

M. Dufour: Merci, M. Campeau. M. Bernier,

je dois dire que j'ai un peu de misère avec votre présentation, parce que vous êtes un des seuls experts qui s'est vraiment situé dans les deux hypothèses que l'on vous présentait. On peut sentir des options, mais elles ne sont pas évidentes. Alors, dans mes questions, je vais être obligé de vous placer dans un système fédéral, puis après ça dans un système souverain. Dans le premier cas, je vais parler d'immigration. Ce que vous semblez dire, c'est que, dans le régime fédéral renouvelé, moderne, il devrait automatiquement y avoir compétence partagée. Donc, la réclamation par le Québec de l'ensemble du dossier de l'immigration, ce n'est pas correct. Est-ce que je vous comprends bien?

M. Bernier: Dans un régime confédéral, plutôt que fédéral...

M. Dufour: Ah bon! Alors, vous dites bien "confédéral".

M. Bernier: Oui, oui, c'est bien ce que j'ai dit.

M. Dufour: Vous avez parlé de confusion, tout à l'heure.

M. Bernier: Dans une approche de type confédéral, qui demeure une approche constitutionnelle, je pense que, dans ce que j'ai proposé, en tout cas, personnellement, il serait utile qu'il y ait une compétence commune en matière d'immigration et de citoyenneté.

M. Dufour: Dans le contexte fédéral, un fédéralisme moderne, vous voyez l'exclusivité du Québec, ou si vous voyez une compétence partagée?

M. Bernier: Je pense que...

M. Dufour: Je ne vous parle pas de confédération.

M. Bernier: Pardon?

M. Dufour: Du fédéralisme.

M. Bernier: Dans un contexte de fédéralisme, je crois que, a fortiori, il faudrait reconnaître que c'est une compétence partagée, parce que ce serait ridicule de dire: Je suis favorable à une compétence partagée au niveau d'une confédération et revenir en arrière au niveau d'une fédération.

M. Dufour: Bon. Toujours sur le temps de la présidence, les autochtones, et là je vous place dans un Québec souverain, à la fin de la page 3, vous dites que, bon, les autochtones, tout comme les nouveaux Québécois, refuseront d'être manipulés, ne voudront pas qu'on décide pour eux de

leur épanouissement et de leur sort. Ça veut dire quoi là?

(16 h 30)

M. Bernier: Ça veut dire ceci en bref: que, lorsque l'on parle de l'épanouissement des Québécois, il faut avoir à l'esprit que les Québécois, ce sont tous les Québécois, les anglophones, les allophones, les autochtones, enfin tous les Québécois, et, évidemment, la majorité francophone. Dans ce Québec qui cherche à s'épanouir, il faudra trouver des solutions qui répondent aux attentes des autochtones, mais il faudra – et c'est ce que j'avais à l'esprit plus particulièrement – il faudra réaliser et comprendre que leur propre unité en tant qu'autochtones dépasse les frontières du Québec, qu'ils ont, eux également, des préoccupations à la grandeur du Canada. Je pense qu'ils l'ont dit, ils vont le répéter constamment, et c'est dans ce sens que je favorisais, dans un statut d'indépendance comme dans un statut constitutionnel, le maintien de liens qui permettent à l'ensemble des Canadiens et des Québécois de circuler d'un bout à l'autre du pays.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait. Nous passons maintenant à M. Rémillard.

M. Rémillard: Merci, M. le Président. M. le Président, il nous fait évidemment plaisir d'accueillir M. Bernier, professeur émérite à l'Université Laval, Faculté de droit, professeur de droit international, membre de la commission Macdonald sur l'économie canadienne, une très belle expertise que M. Bernier peut même maintenant nous communiquer dans certains éléments d'analyse dont il nous fait part aujourd'hui. Je retiens, professeur Bernier, de l'exposé que vous nous avez fait, comme aussi de votre mémoire, que le concept de souveraineté-association n'est pas un concept en soi. Ce sont deux concepts. Il y a la souveraineté, et il y a l'association; ce n'est pas pour rien qu'il y a un trait d'union entre les deux. Et par conséquent, ce que vous nous dites, vous dites qu'il y a une souveraineté-association dans la mesure où l'association est là, donc qu'il y a eu volonté de s'associer.

Mais il faut voir les deux d'une façon distincte, et là-dessus vous vous êtes référé vous-même à M. Louis Bernard, qui nous a livré, hier, un des témoignages les plus intéressants qu'on ait entendus ici à cette Commission, avec celui de M. Léon Dion, et M. Bernard nous a dit très clairement: si nous posons une question pour le référendum, il faudrait poser cette question sur l'indépendance, demandant mandat aux Québécois et Québécoises concernant l'indépendance du Québec et la possibilité de négocier une souveraineté-association. Et ça, je pense qu'il faut que ça soit compris. Et là-dessus, je crois que c'est un apport très important que vous nous faites aujourd'hui, en insistant sur cet aspect-là.

Il y a association lorsqu'il y a volonté de s'associer. Alors, c'est donc dire qu'on doit parler en termes d'indépendance si on voulait rompre le lien fédéral. Est-ce que c'est un peu comme ça que vous voyez les... Je vous ai bien compris?

M. Bernier: Oui, je pense que, dans ma conception, ma façon de voir les choses, si on parle de souveraineté-association, c'est qu'il y a eu indépendance, souveraineté. La souveraineté et l'indépendance, l'autonomie – de ce que j'ai entendu jusqu'à date des discussions de la Commission – ça continue à être également des concepts qui sont utilisés comme pratiquement équivalents.

Mais je vais vous dire en trois mots comment je les perçois. La souveraineté, c'est l'expression interne de l'indépendance qui est la manifestation externe et internationale de la souveraineté. Et l'autonomie, c'est la capacité d'agir, qui peut être plus ou moins grande selon que l'on a accepté de limiter volontairement sa propre souveraineté. Alors, lorsque l'on entre dans un statut de souveraineté-association, c'est que, étant souverain, disposant donc de tous les pouvoirs, on a accepté de limiter l'exercice, et non pas sa souveraineté, mais l'exercice de sa souveraineté de telle sorte qu'on se retrouve dans une situation où l'autonomie n'est plus exactement la même.

M. Rémillard: Est-ce qu'une question à un référendum, par exemple, qui poserait la question suivante aux Québécois: Êtes-vous d'accord pour mandater le gouvernement du Québec pour négocier la souveraineté-association? Est-ce que ça serait une question susceptible de dégager la légitimité et l'appui pour entamer de telles négociations?

M. Bernier: Je ne serais pas favorable à une telle question, je dois l'admettre. Je considère qu'il faudrait procéder d'abord en disant: Êtes-vous favorable à ce que le Québec, étant indépendant – s'étant déclaré indépendant et étant indépendant – négocie une entente d'association avec le reste du Canada?

M. Rémillard: J'apprécie beaucoup cette précision en droit et dans la réalité économique aussi; c'est ma deuxième question. Vous êtes un spécialiste de l'international, du commerce international, des règles internationales. Le Québec déclare son indépendance demain. Quelles sont les règles internationales de partage qui existent présentement?

M. Bernier: Vous voulez dire le partage de...

M. Rémillard: Partage de dettes, d'actifs ou peu importe. Nous allons avoir à négocier pour dire: Bien, voici: Nous sommes maintenant

indépendants, nous avons à négocier le départ, si vous voulez, de la maison. Quelles sont les règles internationales qui s'appliquent? Y a-t-il des règles internationales? Ça s'est déjà passé, je suppose? D'autres pays ont fait des choses semblables. Est-ce que vous pourriez nous référer à des règles internationales?

M. Bernier: Je pense que je pourrais vous référer surtout à l'étude du professeur Arbour qui a examiné, dans le cas du Québec précisément, tous les problèmes de succession d'État. Mais à la base, ce qu'il faut reconnaître, c'est que dans un contexte où il y a un certain degré d'entente dans la réalisation de l'indépendance, la succession d'État se fait généralement en tenant compte de ce qui est incompatible, d'une part, avec le maintien de l'indépendance. Alors, s'il y a des arrangements qui préexistaient et qui sont incompatibles avec l'indépendance du Québec, il doit déterminer si oui ou non il accepte de les maintenir et à quel niveau il accepte de les maintenir. Naturellement, les autres parties contractantes pourront également avoir quelque chose à dire si elles-mêmes se trouvent affectées par la modification de statut. En l'absence de modification de part et d'autre, il peut y avoir une succession qui se fasse pratiquement automatiquement.

M. Rémillard: Bon. Dans le cas donc où on parle d'indépendance – parce qu'on établit ce principe-là très clairement, c'est de l'indépendance qu'on parle – dans ce cadre-là, en ce qui regarde la dette canadienne, quelles sont les règles internationales qui s'appliquent?

M. Bernier: Normalement, il doit y avoir un certain partage de la dette qui se réalise. Mais en droit international, si le Québec refusait d'assumer une quelconque partie de la dette, ça soulèverait essentiellement le problème de la capacité du Canada de lui imposer ou de modifier cette volonté de refuser, de rejeter la dette.

M. Rémillard: Est-ce que vous nous dites qu'on n'est pas obligés à la dette? On peut dire: Bon. Terminé. On est indépendants et arrangez-vous avec votre déficit?

M. Bernier: Non, je pense que ce n'est pas comme ça que ça se passe. Ce n'est pas de cette façon-là que les choses se passeraient mais je dis que si on poussait à la limite – dans certains cas, les choses se sont produites de cette façon-là; un État refuse, surtout dans les cas de décolonisation – il peut arriver qu'on rejette tout simplement toute dette qui avait pu être assumée. Ceci étant dit, je pense que c'est un exercice théorique d'envisager que le Québec refuserait de discuter et de négocier un partage de la dette dans ces conditions.

M. Rémillard: Alors, si on la négocie, est-ce qu'il y a des règles internationales qui nous disent quelle partie de la dette...

M. Bernier: Non, il n'y a pas...

M. Rémillard: Il n'y en a pas.

M. Bernier: ...il y a différents exemples, il y a différents types mais il n'y a pas de règles qui disent de façon précise ce qui doit être accepté, ce qui doit être rejeté.

M. Rémillard: Est-ce que c'est la même chose en ce qui regarde, par exemple, les propriétés du gouvernement fédéral sur le territoire québécois? Est-ce qu'il y a des règles internationales qui pourraient nous guider pour faire la séparation et...

M. Bernier: Non. Pas à mon sens. Des choses qui s'imposent de façon absolue pour le Québec, non.

M. Rémillard: Prenons...

M. Bernier: Dans un statut où le Québec devient indépendant, non.

M. Rémillard: Les traités internationaux maintenant, toujours dans le cadre de l'indépendance - parce que j'insiste; je crois que vous avez établi très clairement qu'on ne doit pas parler de souveraineté-association mais d'indépendance, la souveraineté-association pouvant suivre mais l'indépendance devant se faire d'abord - dans ce cadre-là, avec un traité comme le traité de libre-échange avec les États-Unis, qu'arrive-t-il? Est-ce qu'il continue à s'appliquer pour le Québec devenu indépendant?

M. Bernier: Le traité en question pourrait difficilement continuer à s'appliquer intégralement parce qu'il soulève, au départ, certains problèmes d'ajustement de son contenu et il soulève également le problème de la réaction américaine à l'arrivée d'un troisième partenaire, en ce sens qu'au niveau des institutions centrales, si on prend uniquement la commission binationale, il faudrait forcément avoir une commission trinationale ou quelque chose du genre et donc une intervention du côté américain. Il ne pourrait pas y avoir dans ce cas-là d'automatisme. Dans un autre cas, si on se retrouvait avec un autre traité, il suffirait éventuellement que le Québec dise qu'il est prêt à assumer l'ensemble des engagements. S'il n'y a aucune difficulté, les choses peuvent continuer. Mais dans un cas comme celui de l'Accord de libre-échange, je pense que, au strict minimum, il y aurait lieu de voir quelle est la réaction du partenaire américain et dans la mesure où le partenaire américain est lui-même engagé vis-à-

vis du reste du Canada, il faudrait voir également quelle est la réaction du reste du Canada.

M. Rémillard: Est-ce qu'on peut dire la même chose, professeur Bernier, de tous les autres traités où le Québec est impliqué directement? Je pense au GATT, je pense à d'autres traités où on pourrait être impliqué lors de l'indépendance du Québec; ces traités n'auraient pas d'application nécessairement pour le Québec, on devrait les renégocier comme étant indépendants?

M. Bernier: Si on prend l'exemple du GATT, je pense qu'il ne s'agirait pas vraiment d'une question de renégocier le GATT, manifestement, mais ce serait une question de demander son adhésion au GATT comme partie indépendante. Pour tous les traités multilatéraux, je pense qu'il faut exclure la possibilité qu'un nouveau partenaire demande la renégociation d'accords, mais la possibilité demeurerait qu'il assume ou qu'il demande son adhésion comme nouvelle partie.

M. Rémillard: Est-ce que je vous résume bien en disant que vous nous présentez deux options: soit on renouvelle le fédéralisme à l'intérieur, donc sur la base d'une constitution interne, ou on procède sur la base internationale par une déclaration de souveraineté qui est l'indépendance, dans un premier temps, c'est ce que vous nous dites?

M. Bernier: Ce que j'ai essayé de souligner essentiellement, c'est que les modifications à la marge n'étaient plus vraiment quelque chose qui était à l'ordre du jour, aussi bien pour le gouvernement que pour les Québécois de façon générale. Tout ce qu'il restait comme hypothèse, c'était une décentralisation massive des pouvoirs, laquelle ne pouvait se réaliser dans un contexte constitutionnel que dans un statut d'État autonome associé ou de statut plus ou moins confédéral. Si on rejette cette hypothèse ou si elle ne fonctionne pas, la seule autre solution, c'est que ça se réalise dans un contexte international.

M. Rémillard: Pour négocier la souveraineté-association, il faut passer par l'indépendance?

M. Bernier: La souveraineté-association en tant que telle, il faut faire l'indépendance, mais si on veut procéder par un statut, une approche de droit constitutionnel pour réaliser l'équivalent, on peut proposer au reste du Canada un régime qu'il leur revient à eux d'accepter ou de refuser.

M. Rémillard: Est-ce que vous voulez nous dire qu'il serait possible d'atteindre à peu près les mêmes objectifs que vous nous dites en fonction de la souveraineté-association, qu'on pourrait l'atteindre en modifiant le régime actuel profondément et en demeurant, donc, dans un

système fédéral?

M. Bernier: Oui.

M. Rémillard: Oui, vous nous dites ça?

M. Bernier: Oui. Ce que je dis essentiellement, c'est que si vous voulez une union économique à l'intérieur d'un régime constitutionnel canadien, basé sur l'existence d'un État autonome avec droit de retrait, de sécession, avec des pouvoirs qui sont réservés à des instances communes dans le domaine économique, vous avez quelque chose qui ressemble beaucoup à ce qui pourrait être appelé la souveraineté-association.

M. Rémillard: Un très bon témoignage, M. le Président, c'est ma preuve.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): M. Jacques Léonard.

M. Léonard: M. le Président, M. Bernier, je pense que, à lire votre mémoire, nous réalisons que l'objectif que nous poursuivons m'apparaît assez semblable, il s'aligne vers la même direction. On veut maintenir une union économique avec le Canada. Peut-être que le mot "union", je chicanerais un peu plus, parce qu'il faudrait voir toute son extension en quelque sorte, mais on voit très bien que, en tout cas en ce qui concerne notre formation politique, nous avons toujours souhaité et proposé une association économique. Cependant, la souveraineté était politique. Ce que j'ai bien apprécié dans votre mémoire, ce sont les deux premiers mots que vous utilisez, l'approche constitutionnelle et l'approche internationale. Ça campe bien la réalité, à mon sens, de la décision que nous devons prendre. Alors vous avez, par rapport à l'approche constitutionnelle, évoqué l'idée d'une confédération et la question que je me pose, s'il s'agit d'une véritable confédération: Est-ce que ça ne présuppose pas pratiquement, dans la réalité, finalement, que le Québec fait sa souveraineté et qu'après, compte tenu de la marge d'autonomie qu'il veut obtenir et du contexte canadien où l'asymétrie que nous souhaitons est refusée et l'a été particulièrement dans le cas de Meech, est-ce que finalement on ne doit pas aussi bien faire la souveraineté?

(16 h 45)

M. Bernier: On pourrait affirmer ça...

M. Léonard: Ça implique...

M. Bernier: ...dans la mesure où on favorise, au point de départ, la reconnaissance du Québec comme une entité indépendante, je pense que oui, on peut dire ça. Mais moi, ce que j'ai essayé de souligner, c'est l'autre partie. Si on

préfère s'aligner sur quelque chose qui conserve aux Canadiens et aux Québécois des liens qui sont plus étroits peut-être, avec une souveraineté qui demeure une souveraineté sous une constitution commune, alors, on va du côté d'une approche de type confédérale. C'est ça que j'ai voulu dire essentiellement.

Mais, dans la réalité, la chose qui m'apparaît essentielle, c'est que, si on veut procéder de cette façon, il faudrait, pour éviter d'avoir à revenir en arrière par la suite, s'assurer que dans ce type d'approche confédérale le Québec conserve un droit de sécession.

M. Léonard: Alors, ça...

M. Bernier: Alors, sa souveraineté, il la réalisera à travers la réalisation de son droit de sécession si les choses ne fonctionnent pas.

M. Léonard: Mais je comprends qu'à la page 13 vous disiez, ou à la page 10, une telle hypothèse, en réalité, n'a pratiquement aucune chance de se réaliser, compte tenu... Et à la page 13 vous dites dans le cas du Canada, l'échec du lac Meech donne malheureusement à entendre qu'un tel arrangement serait difficile, sinon impossible. Alors, j'essaie de tirer des conclusions. Je ne sais pas ce que...

M. Bernier: Vous avez raison et je dois concéder que moi-même, après l'échec du lac Meech, j'ai vraiment considéré que c'était la fin du cheminement et qu'il fallait procéder à autre chose. Mais je pense que, dans une approche démocratique — ce que je considère être une approche démocratique — il reste encore à vérifier auprès des Québécois ce qu'ils veulent exactement. Est-ce qu'ils veulent une approche qui conserve au Québec et aux Québécois des liens avec le reste du Canada sous une même constitution, ou est-ce qu'ils veulent un statut qui les place dans un état d'indépendance?

M. Léonard: On pourra vérifier ça.

M. Bernier, je voudrais reprendre la question du partage de la dette ou des actifs. À mon sens, il existe la convention de Vienne. Il y a le professeur Arbour qui a fait un traité, mais il y a aussi le professeur Brassard de l'Université de Montréal, Jacques Brassard plutôt. Là-dessus, il a déclaré, encore récemment, qu'il considérait que son volume était à point, sauf en ce qui concernait les derniers travaux de l'ONU, qui avait rendu son rapport d'ailleurs dans les années 1983 ou 1984, donc qui traitait abondamment de la question de la succession d'État.

Je pense qu'il y a quand même des précédents importants où cette question de la dette a été abordée en long et en large. À mon sens, ça ne devrait pas poser de difficultés.

Mais là où je veux en venir, c'est que d'un point de vue politique, compte tenu aussi de ce

que vous avez dit, au fond, celui qui aura intérêt à partager la dette, c'est vraiment le Canada anglais ou le gouvernement fédéral.

M. Bernier: Absolument.

M. Léonard: Et, en quelque sorte, c'est nous qui avons le bon bout du bâton en l'occurrence. Peut-être que ça répondra aux inquiétudes de M. Poissant. Est-ce que vous considérez que, en l'occurrence, le Québec a vraiment un avantage de négociation?

M. Bernier: Je pense que, sur cette question, oui, mais cette question est indissociable d'autres questions et, forcément, elle devra entrer dans une perspective globale.

M. Léonard: Je suis d'accord parce que peut-être que sur d'autres plans nous avons moins d'avantages, mais sur celui-ci, au moins, il faut concéder que nous avons un avantage considérable. Nous ne sommes pas du tout à l'état de 1980, lors du référendum, où la dette fédérale était proportionnellement beaucoup moins importante. Elle était de 80 000 000 000 \$ à l'époque. Aujourd'hui, elle approche les 400 000 000 000 \$. Je ne sais pas si vous avez des commentaires là-dessus, mais il me semble que ça, c'est un point majeur en ce qui concerne la réalité économique présentement si on se place sur le plan d'une association économique et les avantages que nous avons.

M. Bernier: Oui, mais j'ai vu, j'ai entendu les débats sur cette question de la dette. Tout en reconnaissant que, dans un contexte de réalisation d'indépendance, elle a une importance considérable, je pense qu'on l'a fait déborder sur des considérations politiques qui ne sont pas nécessairement très compatibles avec les objectifs que je me suis moi-même fixés, ici, dans mon mémoire qui est de maintenir une union économique forte avec le reste du Canada. Dans un tel contexte, la question du partage de la dette, c'est une question qui se soulève déjà à l'heure actuelle. Nous avons, comme Québécois, à assumer notre part de cette dette-là. Chaque Québécois, chaque Canadien paie, à l'heure actuelle, sa part de la dette. Alors, on devra continuer à voir, dans un contexte d'union économique préservée, ce qui arrive de cette dette.

M. Léonard: Oui. Je pense que ce que vous nous dites c'est que, déjà maintenant, nous assumons au-delà de 10 000 000 000 \$ par année, en termes de service de la dette fédérale. Ça, c'est un fait, dans le budget fédéral, par l'apport que nous apportons au budget.

Je voudrais vous poser une autre question. Vous avez évoqué, très rapidement, le Conseil nordique qui réunit les pays scandinaves. Est-ce

que vous ne trouvez pas qu'il y a une certaine analogie qu'on peut faire avec la réalité actuelle ou, en tout cas, que ce serait un modèle que nous aurions intérêt à regarder même si, évidemment, la même réalité ne s'applique pas ici?

M. Bernier: Oui. Vous avez vu ce que j'ai dit quand j'ai parlé du Conseil nordique. C'est comme tous les autres exemples qui ont été envisagés. Chaque fois que l'on cherche à transposer, que ce soit Porto Rico ou que ce soit le Conseil nordique ou que ce soit le Marché commun européen, à chaque fois on se butte à un problème qui est de dire: Dans quelle mesure... Ça peut être intéressant. Ça peut donner un certain nombre d'idées, mais ce n'est jamais vraiment transposable tel quel. La situation de cette région, ce n'est pas nécessairement la situation, le rapport, qui existe à l'heure actuelle entre le Québec et le Canada. Il faudrait voir effectivement ce qui pourrait être retenu, s'il y a des choses qui sont vraiment intéressantes.

M. Léonard: En particulier, quand vous évoquez ultérieurement le modèle de commission confédérale ou de commission commune, dans le cas où le Québec est souverain, est-ce que les pratiques du Conseil nordique ne nous seraient pas d'une grande utilité?

M. Bernier: Je pense que ce serait des choses qu'il faudrait examiner de près, voir quelles sont les leçons à tirer, mais sans nécessairement dire... Encore une fois, dans chaque cas, il y a peut-être des leçons, des expériences qui peuvent être intéressantes mais, au-delà de ça, je ne vois pas comment on puisse dire: Qu'est-ce qu'on fait avec ça? Est-ce qu'on les copie intégralement? Il s'agira de voir, si on opte pour ce type de mécanisme, dans quelle mesure on peut le faire fonctionner suivant telle ou telle approche. Je ne peux vraiment pas aller beaucoup plus loin.

M. Léonard: Oui. Très bien. À la page 13, vous dites, dans le dernier paragraphe: "Contrairement à ce que l'on laisse parfois entendre, aussi bien le Canada que le Québec auraient intérêt à ce que ces négociations débouchent le plus rapidement possible." Je suis d'accord avec vous. Mais il y a des gens qui sont venus nous dire que ça prendrait beaucoup de temps, en particulier M. Chrétien, cette semaine, a laissé entendre que ça prendrait des années, dix ans, puis on n'aurait pas fini. Je suis d'avis, quant à moi, que, effectivement, tout le monde aurait intérêt à régler la question le plus tôt possible. Surtout le monde des affaires, pour éviter que l'instabilité ne s'instaure. Donc, qu'on en sorte rapidement. J'aimerais vous entendre.

M. Bernier: Oui. J'avais noté ici, à côté de ce passage, une justification additionnelle. Je

mentionne ici que la perspective d'un démembrement du territoire, en deux régions, était quelque chose qui allait forcément faire réfléchir parce qu'on souhaiterait, forcément, maintenir une certaine unité de l'ensemble canadien, au risque de la désintégration. Un autre élément que j'avais noté, c'était le coût croissant pour les deux parties dans une stratégie de cette nature-là. Si M. Chrétien dit que ça va être long et on va faire durer les négociations, il faut bien comprendre que le coût ne sera pas uniquement pour le Québec, il sera aussi pour le reste du Canada. Lorsque je parlais tout à l'heure, au tout début de ma présentation, de la nécessité de débloquer cette situation qui dure, cette situation d'incertitude qui dure depuis 30 ans, je pense qu'il y avait quelque chose de cela là-dedans. Il faut absolument, si on veut que les choses soient claires pour tous les observateurs extérieurs, les pays étrangers, au plan économique comme à tous autres égards, que l'on en arrive à quelque chose qui soit clair.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Léonard, votre temps est écoulé.

M. Léonard: Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Une dernière question pour vous, monsieur. Suite à la question de M. Rémillard, je voudrais revenir quand il parlait du libre-échange. Est-ce que le traité du libre-échange entre le Canada et les États-Unis demeure le même advenant qu'une province importante, quelle qu'elle soit, se détache du Canada? Est-ce qu'il demeure le même pour le Canada?

M. Bernier: Pour le reste du Canada?

Le Président (M. Jean Campeau): Oui.

M. Bernier: Bien, ça pose le même problème pour le reste du Canada; il se retrouve démembré. Le traité, dans sa substance, demeure le même. Le problème est de savoir: Est-ce qu'il demeure applicable au reste du Canada? Moi, je pense que dans le contexte, le Canada ne demanderait pas, ne suggérerait pas aux États-Unis qu'il y a lieu de modifier son adhésion à l'accord de libre-échange, et qu'en l'absence d'un geste de cette nature de la part du Canada, les États-Unis continueraient à rechercher une application de l'accord de libre-échange; sauf qu'il y aurait lieu de clarifier la situation du Québec. Parce que si le Québec n'est pas embarqué dans cet accord de libre-échange, alors là, vous avez une situation qui n'est plus du tout la même pour le reste du Canada. L'engagement canadien n'est plus exactement ce qu'il était au départ et il faudra forcément revoir avec les États-Unis si ça leur est acceptable.

Mais, au point de départ, je pense que le

Canada ne recherchera pas nécessairement l'abolition de son adhésion ou ne remettra pas en cause, automatiquement, son adhésion. Et les États-Unis attendront. Les deux parties, finalement, attendront probablement de voir de quelle façon évolue la situation en ce qui concerne particulièrement le Québec. Et il ne serait pas impossible que, avec quelques ajustements mineurs, l'accord puisse continuer de valoir entre les deux parties.

Le Président (M. Jean Campeau): Bien, M. Bernier, merci d'avoir pris le temps de répondre à nos questions qui ont été nombreuses, comme vous l'avez vu. Merci pour votre témoignage. Merci également pour la clarté de votre intervention.

M. Bernier: Merci, M. le Président.

(Suspension de la séance à 16 h 57)

(Reprise à 16 h 59)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous poursuivons les travaux avec le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail. Bienvenue, mesdames. Bienvenue, Mme Bégin, qui est la présidente du Conseil d'intervention. Si vous voulez bien nous présenter les personnes qui vous accompagnent.

Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail

Mme Bégin (Martine): Je voudrais d'abord vous dire bonjour et je voudrais souligner qu'on apprécie fortement le fait d'être reçues aujourd'hui dans cette enceinte, malgré le fait qu'on déplore toujours que les femmes, comme groupe social, n'ont pas obtenu de place au sein de la Commission. Je vais vous présenter maintenant les personnes qui m'accompagnent: à ma droite, Mme Micheline Simard, membre du Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail, et Mme Marie-Claude Martel, membre du conseil d'administration, à qui je vais céder la parole et qui va vous présenter le résumé du mémoire.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, Mme Martel, à vous.

Mme Martel (Marie-Claude): Merci. Le CIAFT regroupe des femmes qui travaillent au développement de l'employabilité des Québécoises, dans le cadre de programmes, soit fédéraux ou provinciaux. Les objectifs du CIAFT se fondent essentiellement sur le principe féministe que l'autonomie des femmes passe d'abord par l'autonomie financière et donc, l'accès au travail. Il apparaît évident pour le CIAFT que la mise en valeur de l'enjeu fondamental que représente la

formation pour les femmes passe inévitablement par la mise en place d'une politique claire en cette matière et qui sache répondre aux différences et besoins du Québec et des Québécoises. Or, les interventions du fédéral au Québec en matière de formation professionnelle, de sécurité du revenu et d'emploi ne cessent de se multiplier, sans que la croissance économique et le développement de la main-d'œuvre s'y trouvent pour autant privilégiés, empêchant même l'établissement d'une politique efficiente.

D'autre part, il est essentiel pour les femmes de pouvoir compter sur une politique de plein emploi, accompagnée d'une véritable politique en matière d'équité et d'égalité. Sans une politique claire à l'intérieur de laquelle leurs besoins pourraient être pris en considération, le CIAFT est d'avis que les Québécoises ne verront pas s'améliorer leur situation en emploi. Cette politique de plein emploi est, aux yeux du CIAFT, une condition essentielle à l'amélioration générale des conditions de vie et à la réduction du coût social associé actuellement à la précarité et à la pauvreté. En outre, le CIAFT privilégie formellement que cet effort en matière de plein emploi se fasse sous la responsabilité et la juridiction exclusives du Québec et estime que ce dossier doit nécessairement impliquer de près les instances politiques et les partenaires socio-économiques des milieux locaux et régionaux.

Sur un autre plan, notre mémoire a voulu insister sur la nécessité de mettre en place une politique familiale qui dépasse des visées purement natalistes, capables de valoriser concrètement la famille et son rôle social, dans une province aux particularités linguistiques, culturelles et autres de plus en plus marquées.

Le rapatriement vers le Québec des pouvoirs législatifs et administratifs de toutes les mesures fiscales relatives au dossier de la famille, de façon à permettre l'élaboration d'une véritable politique familiale qui sache tenir compte de la spécificité du double statut de mère et de travailleuse des Québécoises.

Également parce que les femmes immigrantes vivent une double discrimination dans le contexte d'une société nouvelle et égalitaire, il va de soi que le rapatriement complet des pouvoirs en immigration devra assurer aux immigrantes tous les services nécessaires en termes de socialisation, de formation linguistique et d'accès à l'emploi.

Nous sommes convaincues que la lutte que les femmes mènent pour leur autonomie s'apparente fortement à la démarche que la population du Québec vit présentement. Le CIAFT considère que les femmes, comme groupe social, ont intérêt à choisir la plus grande autonomie possible pour le Québec, pour définir un projet de société pour, par et avec le Québec. Il va de soi que le CIAFT considère essentiel que le droit à l'égalité des femmes soit encaissé à l'intérieur d'une constitution québécoise.

De par ses contacts fréquents avec plusieurs groupes de femmes, tant canadiens que québécois, le CIAFT constate, contrairement aux groupes d'allégeance canadienne, que les féministes québécoises revendiquent et font davantage confiance au niveau provincial qu'au niveau fédéral. C'est là un des traits distinctifs des groupes du Québec, de leur stratégie, de leur option. Tout cela amène résolument le CIAFT à inscrire ses recommandations en matière de formation professionnelle, d'emploi, d'immigration, de famille, de fiscalité s'y rapportant, à l'enseigne d'une option d'un Québec souverain et autonome.

Cette position a été entérinée unanimement lors de notre assemblée générale de novembre dernier. Nous sommes prêts à répondre aux questions.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, madame. Nous commençons les interventions avec M. Claude Dauphin.

M. Dauphin: Merci beaucoup, M. le Président. Tout d'abord, j'aimerais souhaiter la bienvenue, si vous permettez, au Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail au nom du parti gouvernemental. Je pense que pour simplifier les choses durant nos échanges, nous allons vous appeler CIAFT. J'ai constaté, d'abord, que vous vous prononcez pour la souveraineté du Québec, dans un premier temps. Au préalable, vous revendiquez très clairement et très fortement, notamment, un rapatriement des pouvoirs des compétences exclusives du Québec en matière de formation professionnelle d'ailleurs, qui a fait l'objet d'une telle demande, la semaine dernière, par le ministre responsable. L'intention gouvernementale est effectivement de demander le rapatriement de ces pouvoirs qui sont, de toute façon, de la juridiction exclusive du Québec, sans ingérence du fédéral, et avec les budgets appropriés nous revenant. Vous réclamez aussi, évidemment, les compétences exclusives en matière d'emploi, de famille et d'immigration. Alors, j'aurais deux ou trois questions.

Ma première concerne... Tout d'abord, j'aimerais vous référer à la page 16 de votre mémoire, lorsque, dans une de vos recommandations principales, vous dites: "Le CIAFT réitère ses recommandations quant à la criante nécessité pour les femmes d'une véritable politique de plein emploi qui sache se doubler d'une politique d'égalité et d'équité en emploi visant à stimuler le développement de l'emploi dans l'ensemble des régions du Québec. En outre, le CIAFT privilégie formellement que cet effort en matière de développement se fasse sous la responsabilité et la juridiction exclusives du Québec et estime que ce dossier doit nécessairement impliquer de près les instances politiques et les partenaires socio-économiques des milieux local et régional." Alors, comment vous voyez l'implication des instances

politiques locales et régionales? C'est-à-dire de quelle façon voyez-vous leur implication? Puis deuxièmement, ces dites instances locales ou régionales devraient-elles avoir des pouvoirs décisionnels exclusifs qui leur sont propres ou bien donc un pouvoir de modulation, c'est-à-dire s'adapter à des politiques faites ailleurs?

Mme Bégin: Je pense que ce qu'il est clair de voir, c'est qu'une politique de plein emploi, ça doit être une politique globale qui comprenne une série de mesures, tant au niveau de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'intégration au marché du travail. Les partenaires socio-économiques – et quand je dis socio-économiques, je pense que c'est important de voir qu'il y a les partenaires économiques, mais il y a aussi les partenaires sociaux, ce qui veut dire les groupes, les femmes, les jeunes, ça peut être les différents intervenants qui touchent à l'emploi – doivent s'impliquer, tant aux niveaux local, régional que national. Je pense que ces intervenants-là, ces partenaires-là, une fois réunis, devront identifier et structurer leur type de fonctionnement pour en arriver à une politique de plein emploi. C'est difficile pour nous de vous dire dans quelle mesure les pouvoirs devraient être... quel pouvoir devrait être local, quel pouvoir devrait être régional et quel pouvoir devrait être national. Cependant, je pense qu'il pourrait y avoir des pouvoirs qui sont nationaux, parce que ça touche l'ensemble des politiques de main-d'oeuvre au Québec, mais il faudra respecter les disparités régionales ou les particularités régionales; donc, il faudra penser, de façon créative, à distribuer les pouvoirs local, régional et national, dépendamment du type de fonctionnement que les partenaires se donneront entre eux, tout en respectant les particularités régionales, naturellement.

M. Dauphin: Merci, j'aurais une deuxième question. Je vais aller plus rapidement que la première parce que, cinq minutes, ça passe vite. Relativement à l'immigration, à la page 21 de votre mémoire, vous faites référence à l'immigration qui constitue un apport important pour la société québécoise. Plusieurs groupes, qui se sont présentés devant nous, ont fait référence, souvent, à la possibilité de donner des incitatifs pour permettre aux nouveaux arrivants d'aller dans les régions du Québec plutôt que de "se métropoliser" dans la région de Montréal. Alors, est-ce que vous vous êtes interrogées là-dessus? Est-ce que je pourrais avoir votre commentaire là-dessus? Verriez-vous ça comme une bonne chose que d'inciter les nouveaux immigrants à s'installer en régions, afin de s'intégrer mieux à la francophonie?

Mme Bégin: O.K. Je pense que, juste avant de passer la parole à Micheline – qui va pouvoir plus répondre à la question par rapport à la

réflexion qu'on s'est faite par rapport à ce problème-là – je pense qu'il est important, quand même, de situer le fait que la polarisation, ou en tout cas la régionalisation très restreinte des immigrants dans la région de Montréal, ce n'est pas quelque chose de spécifiquement québécois. Je pense qu'on assiste à ça dans l'ensemble du nord-est de l'Amérique du Nord, où les communautés, les nouveaux arrivants, tant aux États-Unis qu'au Canada, dans le reste du Canada et au Québec, ont tendance à – ce n'est pas le terme que je devrais utiliser, mais... – à s'agglutiner autour des grandes métropoles. Et je pense que ça serait difficile, dans un contexte comme ça – en tout cas je pense qu'il faut tenir compte de ce contexte-là – et ne pas s'imaginer que par des incitatifs, on pourra aller à l'encontre d'un mouvement qui est beaucoup plus global que seulement au Québec. Mais je pense qu'on pourrait peut-être avoir des incitatifs. Mais il faudra toujours se référer au fait que ce n'est pas quelque chose de spécifiquement québécois, d'avoir une concentration de membres de communautés culturelles dans les grands centres. Je ne sais pas si Micheline a quelque chose à rajouter.

Mme Simard (Micheline): Simplement, moi, ce que je voulais ajouter, c'est la position du CIAFT quant au statut des femmes immigrantes. Ce qu'on voulait s'assurer dans une nouvelle société québécoise, avec une société distincte, c'est qu'elles reçoivent, au même titre que les immigrants, le même encadrement et le même soutien, le même support pour s'intégrer à la communauté québécoise, à parler français et à devenir probablement des personnes actives sur le marché du travail, les préparer en fonction de ça. Ce qui n'existe pas présentement.

Alors, pour entrer au pays, et pour avoir accès au pays, les immigrantes doivent mentionner, dès le départ, qu'elles veulent être actives sur le marché du travail pour pouvoir recevoir les services en français, pour avoir les services du COFI, là, les services d'enseignement et de soutien qu'on donne habituellement.

Alors, on se disait: Si on veut vraiment intégrer dans un monde francophone, les immigrantes, il faudra qu'elles aient droit au même soutien que leurs maris, leurs conjoints ou les autres immigrants qui rentrent ici au pays.

M. Dauphin: Est-ce qu'il me reste encore du temps, M. le Président?

Le Président (M. Jean Campeau): Une courte question.

M. Dauphin: Une courte question. D'abord un commentaire. C'est que j'ai eu l'occasion de travailler sur ce dossier-là et effectivement les femmes immigrantes étaient les plus vulnérables lorsqu'on faisait des études sur les communautés

culturelles.

Deuxièmement, souveraineté. Vous préconisez, je présume, une souveraineté-association et non pas une indépendance pure et simple. Vous ne vous êtes pas prononcées là-dessus dans votre mémoire. Puis deuxièmement, si vous êtes... si vous vous êtes interrogées là-dessus, comment voyez-vous la mise en oeuvre de ça? Un référendum, une élection?

Mme Simard: Alors, bon. On n'y va pas... On n'a pas spécifié directement si on préférerait un référendum ou quoi que ce soit. Peut-être qu'on aura à répondre un peu plus tard. En tout cas, ce qu'on semble miser, ce que je vois, c'est comment la souveraineté du Québec pourrait améliorer la condition de vie des femmes. Alors, nous autres, on considère comme impératif que nous donnions à notre avenir des fondements solides basés sur l'égalité, sur le respect des droits fiscaux, légaux, économiques. Nous croyons aussi qu'il est de l'intérêt des femmes que nous devenions une nation souveraine. Ainsi, on pourrait exercer beaucoup plus facilement notre pouvoir d'influence au lieu de se battre continuellement à deux niveaux, à deux paliers, pour faire reconnaître les droits pour lesquels nous nous battons depuis des années. On éviterait, finalement, ce fameux dédoublement. On espère également... On pense que le Québec sera plus à même de répondre aux besoins des femmes parce qu'il est culturellement beaucoup plus près de nos aspirations. On pense aussi qu'il sera beaucoup plus aisé pour nous, c'est-à-dire pour le Québec, de mettre des leviers économiques en marche, qui feront en sorte que toute la réalité des conditions économiques des femmes - qui sont déficitaires à l'heure actuelle dans le système fédéraliste - connaîtront une meilleure justice, une meilleure égalité, une meilleure... En tout cas, comme je le disais tout à l'heure au niveau des droits économiques des femmes.

M. Dauphin: ...

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, madame. Nous passons maintenant à Mme Pauline Marois.

Mme Marois: Merci, M. le Président. Alors, bonjour et bienvenue. On se connaît déjà depuis un bon moment par le travail que vous avez accompli auprès de plusieurs femmes qui présentaient des besoins d'intégration en emploi et je pense qu'on doit souligner la qualité du travail que vous avez accompli à l'égard de plusieurs femmes québécoises. Vous êtes le troisième groupe, ou c'est le troisième mémoire qui aborde depuis deux jours cette question de différence quant aux attentes qu'a le Québec à l'égard de certains pouvoirs à exercer ici, versus les attentes qu'auraient les autres provinces sur ces mêmes pouvoirs. Je m'explique, dans le sens où

on dit: Est-ce que, réellement, les autres provinces veulent ces pouvoirs que le Québec veut? Donc, on pourrait, essentiellement, décentraliser les pouvoirs ailleurs, comme on demande de le faire ici. À la page 23 de votre mémoire, vous nous dites: De par ses contacts fréquents avec plusieurs groupes de femmes, tant canadiens que québécois, le CIAFT constate aussi que ces derniers, contrairement aux groupes d'allégeance canadienne, revendiquent et font davantage confiance au niveau provincial que fédéral. Moi, j'aimerais ça que vous élaboriez sur cette question-là. Vous donnez quelques exemples. J'aimerais que vous nous en parliez et nous disiez, dans le fond, en quoi et pourquoi les féministes québécoises - vous l'avez dit un peu dans votre dernière réponse - faisons plus confiance au gouvernement de Québec plutôt qu'au gouvernement d'Ottawa alors que c'est l'inverse dans les autres provinces.

Mme Bégin: Je pense que, ce qu'il est important de situer dans cette question-là, c'est que les revendications et les valeurs féministes sont similaires en Colombie-Britannique jusqu'aux Maritimes en passant par le Québec. Un autre point commun, c'est que les féministes canadiennes ou québécoises préfèrent travailler avec un seul gouvernement. Là s'arrêtent les points communs. Je pense que vous comprendrez, en tout cas, d'après ce qu'on disait plus tôt et ce qui est écrit dans le mémoire, qu'on ne choisit pas le même interlocuteur. Je pense qu'on ne choisit pas le même interlocuteur parce que les féministes au Québec sont habituées à travailler avec le gouvernement provincial, le gouvernement québécois. C'est un gouvernement qui leur ressemble beaucoup plus; c'est un gouvernement qui a les mêmes valeurs culturelles que les Québécoises et c'est aussi... Bon. Je vous dirais: On est une société distincte là aussi.
(17 h 15)

Je pense que je pourrais vous donner un exemple. Pour avoir travaillé moi-même avec des femmes, des féministes de groupes canadiens ou qui travaillaient au niveau de la formation professionnelle, au niveau des programmes d'accès à l'égalité, c'est clair pour ces groupes-là qu'elles ne veulent pas le rapatriement de la formation professionnelle, des pouvoirs en termes de main-d'oeuvre, de marché du travail; il n'est pas question pour elles de rapatrier à l'intérieur de leurs provinces respectives ces pouvoirs-là, parce qu'elles font davantage confiance au gouvernement canadien, alors que c'est le contraire pour nous. Je pense qu'on se comprend là-dedans et on appuie leurs revendications auprès du gouvernement fédéral et je pense aussi qu'elles comprennent que nous on fait des revendications pour le gouvernement québécois.

Mais il ne faudrait pas s'attendre à ce que, d'une façon unanime à la grandeur du Canada, les femmes appuient le rapatriement des pouvoirs

de la formation professionnelle à la grandeur des provinces. Je pense que seules les Québécoises appuieraient et appuieront une demande de la sorte. Alors, je pense que ça peut vous situer un peu au niveau des disparités entre les Québécoises et les Canadiennes, et je pense aussi, comme le disait Micheline, que c'est beaucoup au niveau de, dans la mesure où le pouvoir est plus proche de nous et nous ressemble davantage, c'est clair que notre pouvoir d'influence est d'autant plus important et multiplié parce qu'on travaille avec des gens qui nous ressemblent et qui ont les mêmes valeurs. Bon, là je ne recommencerais pas parce que je l'ai déjà dit. Je ne sais pas si ça répond à votre question?

Mme Marois: Je pense que c'est important la démonstration que vous faites là parce que là ce n'est pas une démonstration théorique, mais c'est une démonstration très concrète de différences vécues sur le terrain et qui fait que lorsqu'on avance la possibilité de dire: Décentralisons tous les pouvoirs vers les provinces, il y aura des tollés dans le reste du Canada sur un certain nombre de pouvoirs; je pense particulièrement aux femmes pour connaître très bien le dossier et les avoir vues refuser des pouvoirs que nous on demandait à cor et à cri ici.

Un deuxième élément, et ça va reprendre un peu ce que disait M. Dauphin au début de son intervention, il dit: Le gouvernement du Québec a demandé le rapatriement de la main-d'oeuvre, qui est un élément de la formation professionnelle, pardon, qui est un élément dans toute une politique de main-d'oeuvre. Or, déjà il se manifeste des oppositions, je pense à la chambre de commerce du Québec qui dit que ce n'est pas suffisant pour vraiment avoir tous les éléments en main pour s'attaquer au problème de la formation de la main-d'oeuvre et de la réinsertion en emploi, à la suite de cette formation-là. Et eux demandent le rapatriement de l'assurance-chômage et des outils de sécurité sociale. Est-ce que vous partagez aussi ce point de vue là pour ce qui est du travail que vous accomplissez, là, auprès des femmes?

Mme Bégin: Oui, on partage cette opinion-là, parce que nous ce qu'on demande ce n'est pas seulement le rapatriement des pouvoirs en termes de formation professionnelle, mais c'est aussi le rapatriement de tous les pouvoirs nécessaires à l'implantation d'une politique de plein emploi, et ça, ça veut dire des leviers économiques, ça veut dire les pouvoirs en termes de main-d'oeuvre, d'assurance-chômage, de réintégration au marché du travail, etc. Je pense que, dans le mémoire, il y avait aussi les politiques en termes d'immigration et en termes de politiques familiales. Ça c'est ce qu'on a ciblé, nous, comme étant primordial pour qu'on s'attaque vraiment au problème de la formation professionnelle, de l'adaptation de la main-d'oeuvre et de l'intégra-

tion au marché du travail, dans une politique de plein emploi. Je vous ramène à la dernière revendication du mémoire qui est d'avoir un Québec autonome et souverain. Si on en est arrivées à cette conclusion-là, c'est qu'on se dit: Même si on rapatriait tous les pouvoirs en termes de formation professionnelle, de main-d'oeuvre, d'immigration, de famille et de fiscalité qui se rapporte à la famille, ça ne serait pas suffisant parce qu'on serait confrontés avec le fait qu'on n'a pas les leviers économiques pour faire une politique de plein emploi, au niveau de la famille on n'aurait pas tous les pouvoirs en termes de santé et services sociaux, etc., et on serait constamment confrontés au fait que ce n'est pas suffisant pour faire une société qui nous correspond et qui nous convient. Et je vous dirais même plus que même si on arrivait à tout rapatrier les pouvoirs dans tous les dossiers, ce qu'on s'est dit c'est qu'avec l'expérience qu'on a à l'intérieur du gouvernement, à l'intérieur du système fédéraliste, c'est qu'on n'aurait même aucune garantie que, si on avait tous les pouvoirs de juridiction sur tous les dossiers dans 5 ou 10 ans, le fédéral ne recommencerait pas à s'ingérer dans ces différents dossiers-là. Alors, pour nous, c'est clair que de rapatrier les pouvoirs en termes de formation professionnelle ce n'est pas suffisant. Il faut rapatrier tous les pouvoirs, point.

Mme Marois: Je vous remercie.

Le Président (M. Jean Campeau): Trois interventions, d'abord M. Jacques Bertrand, suivi de Mme Campbell Steer, et de Mme Pagé.

M. Bertrand: Merci, M. le Président. Mesdames, vous avez donné à Mme Marois beaucoup de réponses à des problèmes que je voulais soulever, mais ce qui m'avait frappé en lisant votre mémoire, c'était que vous aviez six propositions en particulier, et j'examinais les cinq premières et je me disais: On aurait pu les laisser tomber et tout simplement en garder les considérations ou les attendus et conclure avec la sixième qui est l'autonomie du Québec. Je me demandais, à un moment donné, en lisant ça, si ces cinq premières propositions-là étaient une ouverture que vous conserviez pour le maintien d'une forme de fédéralisme renouvelé ou moderne, comme disait M. Dufour.

Si ce n'est pas ça, si c'est réellement l'indépendance que vous voulez, est-ce que vous aimeriez enchâsser des droits particuliers pour les femmes dans une charte québécoise? Si oui, lesquels?

Mme Bégin: Oui, effectivement, je pense que dans le mémoire on spécifie que l'une des choses les plus importantes, c'est d'enchâsser dans la constitution québécoise les droits des femmes. Bon, je ne suis pas une constitution-

naliste, ni une... Je ne suis pas une experte dans ce domaine-là. Ce que je pourrais faire, c'est vous référer à ce qu'il y a actuellement dans la Charte des droits et libertés du Québec, surtout au niveau du chapitre 1 où les droits des femmes sont explicités. Ça devrait, selon nous, de façon primordiale, être enchâssé dans la constitution québécoise.

Ceci dit, je pense qu'il ne faut pas être naïfs et naïves. Pour nous, c'est clair que la reconnaissance de ces droits-là dans des papiers n'est pas suffisante. On vous avertit d'avance. Nous, ce qu'on veut, c'est qu'il y ait une reconnaissance de l'égalité dans les faits aussi. Bon. Je pense que pour ça, c'est clair qu'il faut qu'il y ait une reconnaissance au niveau légal qui soit faite, et on demande que ce soit effectivement dans une constitution québécoise.

M. Bertrand: Est-ce que je peux y aller d'une autre question?

Le Président (M. Jean Campeau): Très courte.

M. Bertrand: Elle va être courte. Vous semblez beaucoup inquiète lorsque vous comparez le type professionnel et le type général dans la formation, facilité de l'intégration pour les professionnels, difficultés pour ceux qui sont dans le général, emplois à temps plein, d'autres à temps partiel, rémunération inférieure, etc. Est-ce que vous êtes un petit peu plus optimiste aujourd'hui quand vous examinez la proportion des hommes et des femmes qui sont maintenant dans les salles de cours de nos écoles, nos universités et nos collèges?

Mme Simard: Naturellement, en tout cas, si on veut aller au niveau statistique, au niveau du premier cycle universitaire, effectivement, les femmes sont plus nombreuses. C'est encourageant. Ce qui est décourageant, c'est quand on arrive au deuxième cycle universitaire où là, on retrouve encore les femmes en moins grand nombre, quoiqu'elles soient en plus grand nombre au niveau du premier cycle. Et au niveau du doctorat, la différence est encore énorme. Nous, on l'associe au fait que les femmes, rendues au niveau du doctorat, ont des charges familiales et ont d'autres charges, ce qui fait qu'elles ne sont pas capables de se rendre en aussi grand nombre, en tout cas, jusqu'au niveau doctoral.

Maintenant, ce qui serait important, dans votre question aussi, si on relie ça à la formation et si on relie ça à la scolarisation des femmes, on peut regarder aussi le contexte dans lequel la souveraineté du Québec va peut-être poser une question quant à la difficulté des femmes d'occuper des postes. Ce qu'on soulève dans le mémoire, c'est qu'on dit: À l'heure actuelle, dans la dualisation des emplois, les femmes qui sont à la base dans les secteurs des

emplois de services tertiaires et tout ça, se retrouvent parmi les plus pauvres des plus pauvres de la société. Est-ce que la souveraineté va améliorer cette condition de pauvreté des femmes? Et de quelle façon? Là-dessus, le CIAFT s'est penché. Naturellement, on ne dit pas que ce ne sera pas difficile à un moment donné. On donne comme exemple... on avait le plaisir de citer comme exemple quand on subit une opération, c'est parce qu'on est malade. Présentement, la société québécoise est malade. On la considère comme malade. Elle est rejetée par l'ensemble du Canada. Elle a attendu... et elle subit une opération présentement. Quand on subit une opération, c'est en vue d'un mieux-être. Ce n'est pas du jour au lendemain qu'on est bien, qu'on est mieux. Ça prend un certain temps. C'est un mois plus tard ou... Tu as subi l'ablation du foie, ton foie refonctionne mieux après.

Alors, on se dit que c'est à peu près dans le même contexte. Les femmes seront sûrement en meilleure situation parce qu'on se sera donné, on aura eu un pouvoir d'influence direct auprès des gouvernements pour pouvoir changer des choses, permettre, en tout cas, un meilleur équilibre économique des femmes dans notre société. Et ça, on y tient énormément. Et on avait comme principe de base, également, de dire que l'autonomie des femmes au Québec passe par l'autonomie du Québec. Et on y croit sincèrement.

M. Bertrand: Félicitations pour votre mémoire.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Campbell Steer.

Mme Campbell Steer: Merci, M. le Président. Moi aussi, je voulais discuter avec vous l'idée du choix constitutionnel que vous aviez fait, même si je le respecte, parce que moi aussi je voudrais savoir pourquoi le choix du statut va, en soi, améliorer la condition féminine. Le préjudice serait là encore. La violence conjugale serait malheureusement encore là. Et si les compétences étaient complètement rapatriées dans tous les domaines que nous avons mentionnés, comme la politique familiale, la formation, la main-d'œuvre et l'immigration, pourquoi la souveraineté est-elle nécessaire? Si je vous comprends bien, c'est vraiment pour sauvegarder contre une ingérence future.

Mme Simard: Actuelle et future.

Mme Campbell Steer: Mais si nous avons rapatrié complètement ces compétences de façon exclusive au Québec...

Mme Simard: C'est le dédoublement...

Mme Campbell Steer: ...dans un fédéralisme moderne ou quoi que ce soit.

Mme Simard: Ce que je dénonçais tout à l'heure, c'est que... Ce que je disais c'est que, effectivement, ça ne s'enlèvera pas du jour au lendemain. Les problèmes ne partiront pas du jour au lendemain.

Mme Campbell Steer: C'est ça.

Mme Simard: Mais le fait qu'on n'ait pas à se battre à deux niveaux... Parce qu'à l'heure actuelle, au niveau de la violence conjugale, au niveau...

Mme Campbell Steer: Oui, mais dans un rapatriement complet, on aurait seulement un niveau: Québec.

Mme Simard: Un niveau gouvernemental: le Québec. Et à ce moment-là, notre pouvoir d'influence est beaucoup plus grand et la société, ce qu'on disait tout à l'heure, le gouvernement du Québec est beaucoup plus près.

Mme Campbell Steer: Mais ça veut dire que si on avait, entre guillemets, un fédéralisme...

Mme Simard: Renouvelé.

Mme Campbell Steer: ...moderne et qu'on avait ces compétences de façon exclusive au Québec, on serait aussi avancés ou est-ce que c'est plutôt comme ce que vous disiez tout à l'heure que c'est une ingérence future?

Mme Simard: O.K. Il y a effectivement l'ingérence future...

Mme Campbell Steer: Je voudrais juste comprendre.

Mme Simard: Oui. C'est ça. Je pense qu'on veut se protéger des ingérences actuelles et futures, mais je pense que ce qu'il faut regarder... C'est qu'on regarde beaucoup comment la souveraineté pourrait améliorer la condition de vie des femmes. Moi, je voudrais aussi qu'on se penche sur comment le fédéralisme a servi ou desservi les femmes, au Québec, depuis des décennies. Ça, je pense que ce ne sont pas des hypothèses, c'est la réalité. Les femmes sont encore et toujours très pauvres et sont toujours les plus démunies des démunis. Ça, je pense qu'on ne peut pas faire autrement que faire le constat que c'est en partie dû au système fédéraliste. C'est un constat qu'on peut faire.

Mme Campbell Steer: Mais c'est aussi un peu à cause des hommes.

Mme Simard: Ah! pour beaucoup!

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Campbell Steer: Et d'autres... Je m'excuse, mais c'est vrai.

Mme Simard: Moi, je vous dirais que le système fédéraliste est constitué de beaucoup d'hommes.

Une voix: Oui! Celui qui frappe sa femme, ne pense pas s'il est en régime fédéral.

Une voix: C'est ça.

Mme Simard: C'est sûr.

Une voix: Bien, dites-lui donc!

Mme Simard: Oui. Moi, je suis d'accord avec vous. Ça, par exemple, il n'y a pas de problème. Je suis en parfait accord. Mais je pense que...

Mme Campbell Steer: Il y a juste deux autres choses que je voudrais savoir. Selon moi, dans une conjoncture économique future, même si on avait une situation de souveraineté, même si on était dans une situation de fédéralisme moderne, est-ce que vous n'êtes pas en accord avec moi – et vous pourriez même dire non, là – que c'est un fait qu'il n'y a rien à faire avec le statut constitutionnel? Que les derniers et les dernières qui arrivent sur le marché du travail sont ceux qui perdent leur place en premier? Et ceux dont je parle sont les jeunes, les femmes, les défavorisés. Il y a des bonnes raisons à ça. Nous avons nos conventions collectives... On a des politiques d'ancienneté ou toutes sortes d'autres choses pour lesquelles on a des bonnes raisons, mais je pense bien que ce n'est pas à cause du statut, c'est juste un fait. Et même si nous avons une politique de travail axée sur la condition féminine, c'est dommage, mais c'est un peu toujours "Last in, first out".

Mme Simard: Moi, je pense que c'est souvent ça et dans le système actuel c'est ça qui se passe. Et ça ramène l'importance de la revendication ou de la demande qu'on fait d'avoir une politique de plein emploi. Parce que, dans une politique de plein emploi, on gère l'emploi et on ne gère pas le chômage, comme actuellement on le fait. Ça permet aussi de prendre des décisions à caractère économique non pas seulement en fonction du taux d'intérêt, de la valeur de la monnaie ou du taux d'inflation, mais on peut prendre des décisions à caractère économique en fonction de maintenir le plus grand nombre d'emplois de qualité pour tous les individus.

Mme Campbell Steer: Il y a beaucoup de raisons. Je pense bien qu'il y a des atouts à l'intérieur d'une politique de plein emploi qui sont souhaitables. Je ne suis pas nécessairement

en accord avec toutes les politiques, mais je sais qu'il y a vraiment des choses qu'on doit rechercher.

Une autre chose. Pensez-vous que nous devons peut-être chercher à copier ou à prendre le meilleur du système qu'il y a en place à ce moment-ci, en Ontario, concernant "Equal pay for work of equal value"? Ça, c'est une politique provinciale.

Le Président (M. Jean Campeau): Ce sera votre dernière question.

Mme Martel: Actuellement, ce que demande le CIAFT, au niveau de l'équité salariale, c'est de regarder ce qui se passe, effectivement, en Ontario. Mais il y a des choses qu'il faut absolument changer dans une loi proactive québécoise. Le CIAFT participe à la coalition pour l'équité salariale et il y a des choses qui ne s'appliquent pas aux non-syndiquées, aux femmes qui sont à bas revenu et qui ne sont pas dans des associations ou des groupes de travail bien formés. C'est ça qu'il faut changer au Québec, dans la politique, ou dans une loi proactive qu'on verrait mise à jour prochainement.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous allons à Mme Pagé. Madame, ça va? Mme Pagé, c'est à vous.

Mme Pagé: Oui, alors, tout d'abord, je veux vous dire que j'ai apprécié l'illustration que vous faites dans votre mémoire du fait que, dans certains secteurs très précis comme l'immigration, la famille, la formation, l'emploi, le doublement a nui à un groupe qui s'appelle "les femmes", qui a fait l'objet de discriminations depuis des siècles, si je veux être optimiste, et je pourrais dire des millénaires, si je veux être réaliste. Bon. Alors, donc... c'est important parce que, souvent, on nous a dit: Un gouvernement à double palier, ça aide les plus faibles. Or, dans le cas des femmes, ça n'a pas été le cas.

Deuxième élément, et c'est important. C'est un peu un commentaire à la suite de la première question que Mme Campbell Steer vous a posée. Et c'est intéressant parce que c'est la vision de l'intérieur du fédéralisme de voir que c'est dynamique, le fédéralisme. Il y a des forces en présence. Et dans le dossier des femmes, les forces féministes jouent de façon contradictoire à l'intérieur du Canada. Donc, même si on rapatrie des pouvoirs au Québec, les forces féministes dans les autres provinces vont venir enrayez cela. Et même si on réussissait à le faire, les forces intrinsèques vont faire que les ingérences fédérales vont revenir assez rapidement. Et ça, c'est important de le voir, de l'écouter, de le comprendre, quand ça nous est exprimé par des groupes féministes qui sont habitués à travailler avec les groupes féministes canadiens. Et je ne porte pas de jugement de

valeur sur le choix fait par les femmes des autres provinces.

Maintenant, ma question. Moi, je comprends que l'indépendance est nécessaire pour améliorer la condition des femmes mais elle ne sera pas suffisante si on ne fait pas un certain nombre de choses. Et là, vous nous parlez d'inscrire des droits dans la constitution québécoise. Je n'ai aucun problème mais, vous savez, on a l'égalité juridique, ça ne veut pas dire qu'on a nécessairement eu l'égalité dans les faits. Ce n'est pas parce qu'ils nous écriraient qu'on est égales dans la constitution qu'on serait moitié-moitié partout. Hein? Donc, au-delà des droits inscrits dans la constitution, avez-vous pensé à des mécanismes, par exemple, pour s'assurer que, quand on écrit la constitution, il y aura une moitié de femmes pour le faire? Et deuxièmement, est-ce que vous avez pensé également à des mesures, qui, dans la mise en place de nouvelles institutions québécoises, garantiraient l'égalité de fait aux femmes?

Mme Bégin: Je pense qu'on n'a pas précisément réfléchi énormément sur la... bon: L'assemblée constituante qui rédigerait la constitution devrait-elle être formée d'hommes et de femmes? Mais, pour ça, je pense que je vous référerais au mémoire qui a été déposé hier par la Fédération des femmes du Québec, qui est...

Mme Pagé: Vous souscrivez au point de vue...

Mme Bégin: ...dont nous faisons partie.

Mme Pagé: Parfait.

Mme Bégin: Les différentes mesures qui pourraient être envisagées pour assurer la place des femmes dans les différentes institutions qui pourraient être créées, on n'a pas non plus élaboré beaucoup là-dessus. Mais je pense que toute nouvelle loi ou toute nouvelle institution devrait tenir en considération les injustices dont les femmes ont été victimes, particulièrement, par rapport au marché du travail. Donc, on devrait penser sérieusement à implanter des programmes d'accès à l'égalité partout, dans les commissions scolaires, dans les entreprises privées. Là, on ne s'obstinera pas sur le nombre d'employés nécessaires pour que l'employeur puisse avoir un programme d'accès à l'égalité mais je pense qu'il faut qu'il y ait une volonté politique ferme à cet effet-là. Il doit y avoir aussi une loi proactive sur l'équité salariale. Il doit y avoir des mesures qui sensibilisent ou qui aident les jeunes femmes à choisir des secteurs d'emploi différents. Mais ça ne sert à rien de les aider à s'orienter dans des secteurs non traditionnels si ces femmes-là sont confrontées au fait qu'elles n'auront pas d'emploi parce qu'il n'y a pas de programme d'accès à l'égalité.

Ça serait un peu le type de mesures qui

seraient absolument nécessaires dans un Québec souverain ou dans une nouvelle société. Mais c'est clair et, comme je le disais tantôt, ce n'est pas parce qu'on écrit ça dans des papiers que ça se passe dans les faits. Et ce que je disais, c'est qu'on est en train de vous avertir que même si vous l'écrivez, nous autres on va être là pour vous dire: Oui, mais dans les faits, ce qu'on veut c'est ça, ça et ça. Je pense que vous pourriez nous inviter une deuxième fois pour qu'on vous dise ce que c'est le ça, ça et ça, parce que ça pourrait être plus explicite ou en tout cas plus précis. Actuellement, ce n'est pas là-dessus qu'on a travaillé surtout.

Mme Pagé: Mais je ne serai pas toujours assise ici, alors je serai avec vous pour m'assurer qu'on n'aura pas juste des écrits.

Mme Bégin: Invitez-nous de nouveau. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, merci, mesdames. Merci, Mme Bégin, Mme Martel, Mme Simard. Merci au Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail d'être venu discuter avec les membres de la Commission de l'accès des femmes au travail.

Mme Bégin: Et à la prochaine.

Le Président (M. Jean Campeau): Bien, madame.

(Suspension de la séance à 17 h 36)

(Reprise à 17 h 38)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous recevons maintenant, sur invitation, M. Henri Brun, expert en droit constitutionnel. M. Brun, vous avez 10 minutes pour faire un résumé de votre mémoire.

M. Henri Brun

M. Brun (Henri): Bien. M. le Président, Mmes les commissaires, MM. les commissaires, je vous remercie de m'avoir invité à venir vous livrer mes opinions en ce qui regarde l'avenir du Québec et, plus spécifiquement, bien sûr, la question du rapport, enfin de nos rapports futurs avec le Canada. Ce que j'ai à vous dire n'est pas très compliqué, en fait, et peut se résumer en trois propositions. Un, il faut, au moins momentanément, agir comme si le Québec était un État souverain. Il me semble que c'est la façon appropriée d'aborder et de traiter cette question des rapports entre le Québec et le Canada maintenant. Deux, il faut, à plus long terme, chercher à ce qu'il y ait le plus de rapports possible entre le Québec et le Canada, mais, à mon avis, le moins possible de structures politi-

ques communes. Il me semble que c'est la réponse souhaitable à plus long terme, à long terme. Trois, il faut, je pense, consulter la population par référendum avant d'entreprendre des discussions avec le Canada. Il me semble que là, c'est la façon de parvenir à la meilleure réponse en la matière, au-delà de ce que je peux souhaiter ou ce que d'autres peuvent souhaiter.

Je vais reprendre chacune de ces trois propositions, en leur accordant un temps relatif. D'abord, la première, agir comme si le Québec était un État souverain. Pourquoi? Pourquoi en est-il ainsi? Simplement parce qu'il me semble bien que le régime actuel, le régime constitutionnel actuel en la matière, en ce qui regarde sa capacité et sa possibilité de se régénérer, est allé au bout de ses possibilités, au bout de ses ressources, et il serait complètement vain, à mon avis, de lui demander quoi que ce soit de significatif. Pour en sortir, ne serait-ce que pour un temps, il faut sortir du cadre du régime constitutionnel actuel. Ça signifie, dans le concret, dans le concret immédiat, éviter à tout prix ce que j'appelle la "tentation Mulroney", si sympathique qu'elle puisse être. Le beau risque a eu son temps, nous l'avons pris. Enfin, ce qu'on nous demande, c'est d'entreprendre des négociations afin de réussir peut-être à modifier la façon de modifier la Constitution, pour ensuite modifier la Constitution. Je pense qu'il faut laisser faire.

La question, à ce stade-ci, à mon avis, est de savoir comment un Québec souverain, par hypothèse, doit s'associer avec le Canada, et non pas comment le Québec doit se désengager de la Fédération canadienne ou doit procéder à briser cette Fédération. Il faut raisonner... il me semble qu'on peut résumer les choses comme ça, à cet égard-là, quant à la façon d'aborder ou de traiter la question. Il faut raisonner en termes d'"opting in" et non pas en termes d'"opting out".

Ma deuxième proposition, et c'est la plus importante, avec le Canada, dans l'avenir plus lointain, le plus de rapports possible, le moins de structures politiques possible. Qu'est-ce que ça signifie? Pourquoi en est-il ainsi? D'abord, il me semble qu'il faut noter que les rapports, que cette question des rapports Québec-Canada est une question globale qui, avant d'être une question sectorielle de nature économique, sociale ou autre, est une question globale qui est de nature politique et juridique.

Il ne s'agit pas de savoir s'il est souhaitable, s'il est bon que nous ayons des rapports avec le Canada, dans le plus grand nombre possible, de la meilleure qualité possible. Il s'agit plutôt de savoir quelles formes doivent prendre ces rapports, quelles formes politiques et juridiques doivent prendre ces rapports. C'est plutôt le "comment" qui est en cause que le "quoi", à mon avis.

Il me semble, à moi, que l'expérience vécue,

l'expérience — notre expérience dans la Fédération canadienne — nous montre qu'étant donné, tenant compte de notre situation bien singulière en Amérique du Nord, nos rapports avec le Canada doivent dorénavant prendre la forme d'ententes ponctuelles, d'ententes ad hoc, toujours réversibles. Et non pas la forme ou enfin le moins possible la forme de structures politiques. Et pourquoi? Essentiellement parce que, à mon avis, les structures centrales, les structures communes, lorsqu'elles sont politiques sont mues par une dynamique intrinsèque, centralisatrice.

Quand ces institutions communes sont politiques, elles ont des pouvoirs autonomes, ou si elles n'en ont pas, elles en acquièrent vite, et elles en acquièrent de plus en plus et continuellement. À telle enseigne que, après un bout de temps, on ne reconnaît plus, on n'est plus capables de distinguer la créature des créateurs. Et je pense que c'est un peu ce qui s'est produit au Canada. Très souvent, on nous tient des propos qui donnent à penser que c'est le contraire: Ce sont les institutions fédérales qui ont créé les provinces, dans le pays Canada.

Or, il me semble à moi que le Québec, dans sa situation singulière, s'il tient sérieusement à son identité, ne peut pas se permettre ce risque, ne peut pas se permettre que sa faculté d'agir, sa faculté de se déterminer au fur et à mesure puisse être grignotée continuellement.

Bref, en bien bref, le Québec, je pense, ne peut se contenter, dans sa situation, d'être simplement autonome en certaines matières: Il se doit de conserver la compétence de ses compétences. C'est-à-dire qu'il doit être en mesure, toujours, de définir ce qui est de sa compétence. Et cela, essentiellement, c'est la souveraineté. Le Québec doit choisir, je pense, d'être et de continuer d'être un État souverain.

Bon, sur la question de la vulnérabilité relative du Québec, je n'ai pas l'intention de m'étendre ici. Je pense que ce n'est pas nécessaire. Mais sur l'autre question, l'autre aspect de la question — celle du caractère que j'ai dit intrinsèquement centralisateur d'institutions communes lorsqu'elles sont politiques — il y a peut-être lieu d'argumenter un petit peu plus. Et je vais le faire brièvement, de la façon suivante: En me référant à une partie de l'expérience fédérative canadienne, la partie que je connais le mieux. Je vais me placer sur mon terrain.

Je me réfère à l'œuvre de la Cour suprême du Canada, à la jurisprudence de la Cour suprême du Canada, et surtout à la jurisprudence des toutes dernières années de la Cour suprême du Canada. Je pense que cette jurisprudence démontre, on ne peut plus clairement, l'existence de cette dynamique inéluctable, inévitable, lorsque les institutions communes sont politiques. On pense généralement au Québec que le fédéralisme canadien est figé, n'évolue pas, et que c'est pour ça qu'il nous pose problème. Je pense que ce

n'est pas vrai. Le fédéralisme canadien, il bouge. Et il bouge passablement ces toutes dernières années, et ceci, en particulier sous l'égide de la Cour suprême du Canada.

Je peux affirmer que les règles du fédéralisme canadien, ces 10 dernières années, ont été modifiées de façon radicale, en certaines matières, par la Cour suprême du Canada sans qu'on s'en rende compte et, évidemment, les modifications constitutionnelles opérées par voie judiciaire ont cet avantage ou inconvénient, selon le point de vue que nous avons, de se faire tout en douceur. Ce que la Cour suprême a fait pendant ces 10 dernières années n'aurait jamais pu se faire par amendement constitutionnel sur la place publique, de façon démocratique. J'en évoque des exemples. Je pourrais en dire bien davantage mais j'en évoque deux ou trois exemples.

D'abord, le fait que, ces toutes dernières années, la Cour suprême du Canada ait ressuscité de ses cendres la vieille théorie de la dimension nationale. Qu'est-ce que c'est, la théorie de la dimension nationale? Bien, brièvement, c'est une théorie qui veut que les tribunaux et la Cour suprême du Canada, au premier chef, en dernier ressort, puissent décider qu'une question qui est de juridiction provinciale suivant la Constitution, que la Constitution a confié aux provinces, qu'une question de cette nature est soudainement devenue une question de compétence fédérale. Pourquoi? Simplement parce que cette question, aux yeux de la Cour, a une dimension nationale, a un intérêt national. Vous allez me dire: Oui, mais est-ce qu'il y a un critère au moins pour exercer ce pouvoir de dimension nationale? À toutes fins pratiques, non. Ce que nous dit la Cour suprême, c'est qu'il faut se demander si des provinces pourraient s'occuper adéquatement de cette question. Si la Cour juge que non, qu'on ne peut pas se fier aux provinces, la question est trop grande, trop importante — comme l'environnement, par exemple; dans cette cause où la Cour suprême a décidé ainsi, il s'agissait d'environnement marin — eh bien, à ce moment-là, la question devient, en vertu de la théorie de la dimension nationale, de compétence fédérale.

Deuxième exemple, en matière de commerce. Le partage des pouvoirs fédératifs en matière de commerce était le suivant, jusqu'à tout récemment. Le commerce extraprovincial, c'est-à-dire le commerce interprovincial et international, relevait du fédéral et le commerce à l'intérieur des provinces relevait — je parle au passé — des provinces. C'était là le résultat de la jurisprudence du comité judiciaire du Conseil privé qui a été remplacé en 1949 par la Cour suprême. Ce partage de compétences en matière de commerce, le Canada anglais ne l'a jamais accepté et ça a même été à la base de sa campagne en vue du remplacement du Conseil privé par la Cour suprême du Canada. Et finalement, la Cour suprême du Canada y est arrivée tout récemment, a décidé que le fédéral était parfaitement

compétent pour agir, pour légiférer en matière de commerce, d'une façon générale.

Là encore, le seul indice que nous donne la Cour suprême, c'est de se demander si la question commerciale dont il s'agit pourrait être traitée adéquatement par les provinces. Si la réponse est non, là, c'est le fédéral qui est compétent. La seule limite qu'apporte la Cour suprême à ce nouveau partage de compétences économiques, c'est que le fédéral ne pourrait pas légiférer sur un commerce en particulier. Le fédéral ne pourrait pas légiférer sur le commerce des pommes, par exemple, mais il peut légiférer sur le commerce en général. Le fédéral pourrait adopter demain un code du commerce. Il n'y aurait pas grand problème avec ça. C'est d'ailleurs ce qu'il a fait avec sa loi récente sur la concurrence.

Et, d'une façon plus générale, ce qu'il faut constater, c'est l'impact de cela sur le droit civil provincial, ce qui est un des éléments, dit-on, distinctif de la province de Québec. Et aussi, d'une façon bien générale, il faut voir que ça veut dire que toutes les politiques québécoises, toutes les politiques provinciales en matière économique devront dorénavant se situer à l'intérieur de balises fixées, même s'il s'agit de questions internes aux provinces. En matière de communications, la règle était un peu de même nature: les communications extraprovinciales étaient de compétence fédérale, celles à l'intérieur des provinces de compétence provinciale. Et il en était ainsi. Cette compétence avait été étendue aux entreprises s'adonnant à ces activités de communication. Alors, les entreprises de communication extraprovinciales étaient réputées des entreprises fédérales échappant très largement à l'application du droit provincial. Mais jusqu'à tout récemment, 1989 en fait, on pouvait au moins penser qu'il ne suffisait pas qu'une entreprise raccorde ses installations avec une autre entreprise pour devenir une entreprise fédérale, une entreprise de communication extraprovinciale et de juridiction fédérale.

Alors, c'est ce que la Cour suprême a décidé en 1989, au sujet d'une entreprise de téléphone provinciale, faisant de la téléphonie exclusivement à l'intérieur d'une province, une entreprise publique, Alberta Government Telephones, simplement parce que, bien sûr, le réseau d'Alberta Government Telephones est relié à d'autres réseaux. Alors, qu'est-ce que ça signifie? Ça signifie que toutes les entreprises de communication sont maintenant des entreprises fédérales, parce que toutes les entreprises de communication sont reliées à des réseaux qui débordent les provinces de nos jours. Et ça signifie que, en fait, ces entreprises sont des entreprises de communication: la téléphonie, l'aéronautique, le transport par autobus, par camion, toutes ces choses, mais aussi le transport de l'énergie hydroélectrique et on peut sérieusement se demander si Hydro-Québec n'est pas devenue tout

simplement une entreprise fédérale, et si la loi sur Hydro-Québec n'est pas devenue une loi invalide.

Bien, je pourrais donner d'autres exemples, je m'en tiendrai à ceux-là, et je constate tout simplement, moi, c'est ce qui m'inspire dans ma conviction, qu'il faut éviter les institutions de nature politique commune. Dans ce cas-ci il s'agit de la Cour suprême, et la Cour suprême joue son rôle, rien d'autre.

Le Président (M. Jean Campeau): Si vous le voulez bien, M. Brun, à moins que vous n'ayez des conclusions rapides, on passerait aux questions.

M. Brun: Alors, je vais conclure de la façon suivante, au sujet de ma troisième proposition. Ma troisième proposition portait plutôt sur la façon d'arriver à la bonne réponse, de savoir si en fait ce que je préconise, moi, ou ce que préconise quiconque d'autre, est la bonne solution, et je disais qu'il me semblait bien qu'il fallait pour cela, avant d'entreprendre des négociations, des discussions avec le Canada, consulter la population par référendum, et non pas simplement entreprendre des discussions en disant à l'interlocuteur qu'il y aurait référendum éventuellement.

Je pourrai revenir là-dessus parce que, dans mon mémoire, je vais un petit peu plus loin. Je vais jusqu'à une question, la question qui peut être posée, pourquoi je l'ai conçue comme je l'ai posée. Alors, ça pourra peut-être revenir pendant la période de questions. Je m'arrête, sachant que les 10 minutes sont écoulées. Je vous remercie.

Le Président (M. Jean Campeau): Parfait, M. Brun. La première question va à M. Jacques Brassard.

M. Brassard: Merci, M. le Président. D'abord, je voudrais remercier M. Brun d'avoir accepté l'invitation de la Commission de venir témoigner devant nous. J'aborde immédiatement une première question. C'est un peu dans la foulée de ce que vous venez de nous dire. Vous dites dans votre mémoire que l'intégration fédérative canadienne est marquée d'une succession ininterrompue de coups d'État centralisateurs, grands ou petits, dont le Québec n'a plus guère les moyens de s'offrir le luxe, ce qui, évidemment, met au rancart la thèse que certains avancent à l'effet que l'histoire du Canada, depuis 1967, est faite de périodes centralisatrices, suivies de périodes de décentralisation. Ça ne correspond pas à l'histoire réelle. Vous qui connaissez le droit constitutionnel, vous affirmez que c'est une succession ininterrompue de coups d'État. Il y a un mouvement de centralisation ininterrompu depuis longtemps.

Mais ce que vous mettez en évidence – et

ça, ça m'apparaît important – c'est que ce n'est pas seulement le gouvernement fédéral qui est le moteur de la centralisation. Ce l'est, mais c'est aussi les tribunaux, le système judiciaire, la Cour suprême. Vous en avez parlé dans votre présentation. Ce que j'aimerais peut-être aussi que vous ajoutiez comme complément, c'est que depuis 1982, depuis l'introduction d'une charte, l'enchâssement d'une charte dans la Constitution, est-il exact de dire que cette charte est devenue un outil de plus entre les mains de la Cour suprême, à la fois, pour uniformiser et centraliser?

M. Brun: Je dois peut-être dire d'abord que lorsque je parle de cette façon de la Cour suprême du Canada, je parle de questions institutionnelles, je parle de questions de système et de structures et je ne parle pas de personnes. Je pense qu'il y a là quelque chose d'inéluctable qu'on ne peut pas éviter. Je tenais à apporter cette précision-là.

Le rôle de la Cour suprême est un rôle normal. La Cour suprême a nettement le sentiment, aujourd'hui, ou tout au moins ces dernières années, que par rapport aux questions importantes, ce qui se passe d'important sur la planète par rapport à ces questions importantes, le Canada doit s'exprimer d'une seule voix. La Cour suprême se sent investie d'un devoir à cet égard-là de façon tout à fait manifeste. Ça l'amène à prendre certaines positions en ce qui regarde le partage des compétences. Ça l'amène aussi à prendre des positions en ce qui regarde l'application des droits de la personne, tels qu'ils sont enchâssés dans la Charte canadienne. Il ne fait aucun doute dans mon esprit que la Charte canadienne, en soi, mais surtout telle qu'interprétée par la Cour suprême, est un instrument aussi certainement uniformisateur et très probablement même centralisateur, à la limite. Encore là, c'est la Cour suprême accomplissant la tâche qu'elle doit accomplir. C'est tout.

Il y a des indices: d'abord, l'existence de la Charte elle-même oblige la Cour suprême à donner une interprétation de ses droits de la personne qui est la même de l'Atlantique au Pacifique. On ne peut pas vraiment s'imaginer qu'elle puisse avoir des interprétations différentes. Est-ce qu'une clause de société distincte aurait pu changer quelque chose à cet égard-là? C'est une autre question, mais dans l'état actuel des choses, non, il n'y a pas de distinction. Donc, c'est certainement uniformisant en soi. Et ces droits de la personne enchâssés dans la Constitution, ce sont les critères premiers permettant d'interpréter tout le droit, qu'il s'agisse de la loi fédérale sur la concurrence ou du Code civil du Québec, etc. C'est tout le droit. Donc, il y a un effet uniformisant qui me semble patent.

En plus, dans la Charte elle-même, il y a certaines dispositions qui incitent la Cour

suprême ou que la Cour suprême a interprétées comme l'incitant aussi à uniformiser. La clause probablement la plus importante de la Charte canadienne c'est ce qu'on appelle la clause de "raisonnabilité" qui veut qu'on interprète les droits de la personne d'une façon raisonnable et justifiable dans le cadre d'une société libre et démocratique. C'est l'article 1 de la Charte. Alors, on a interprété l'idée de cette référence à une société libre et démocratique comme étant d'abord et avant tout la référence à ce qui se passe dans d'autres pays ou dans d'autres unités politiques réputées libres et démocratiques. Alors, quand c'est du droit provincial qui est en cause, au nom des droits de la personne de la Charte, qu'est-ce qu'on regarde en premier? On regarde ce qui se passe dans les autres provinces. Et si la règle est semblable dans plusieurs autres provinces, elle a bien des chances d'être considérée comme raisonnable. Sinon, elle a bien des chances d'être considérée comme non raisonnable. Voilà. Je ne sais pas si j'ai répondu.

M. Brassard: Oui.

M. Brun: Je pense que je dois m'arrêter.

M. Brassard: J'aborderais une autre question avec vous, M. Brun. Vous êtes un des rares juristes et constitutionnalistes québécois à avoir écrit un livre sur le territoire du Québec. Je l'ai entre les mains, ici, il date de 1974. Je ne sais pas s'il y en a encore en librairie. Vous savez que depuis les débuts des travaux de cette Commission, il y en a plusieurs qui évoquent la possibilité, advenant l'accession du Québec à la souveraineté, de démembrement du territoire québécois tel qu'il existe présentement. Donc, d'atteinte à son intégrité territoriale. Je sais bien que ça remonte à loin, vous n'êtes pas prévenu de la question. Mais comme vous vous êtes déjà penché sur cette question-là, du territoire québécois, j'aimerais vous entendre là-dessus. Est-ce que vous pensez que le Québec, en devenant souverain, est menacé de voir son territoire démembré ou amputé de l'une ou l'autre de ses parties?

M. Brun: Oui, comme vous me le dites, mais je n'ai pas une préparation immédiate à la question. Néanmoins, je pense avec une bonne dose d'assurance que le Québec a le plein droit d'exercer son autodétermination avec le territoire qui est le sien aujourd'hui. Je pense que cette idée, parce que la question réfère tout particulièrement, je pense, aux territoires du Nord, les territoires qui ont été annexés au Québec après 1867. Je ne peux croire qu'on pourrait se mettre à poser des questions en ce qui a trait aux territoires de 1867... (18 heures)

M. Brassard: Oui, oui, c'est ça qu'on évoque effectivement.

M. Brun: ...que le Québec avait déjà lorsqu'il a décidé de former cette fédération avec quelques autres. Bon. Alors, il y a des territoires qui ont été annexés, les territoires importants, c'est en 1898 et 1912, les territoires du Nord, vers la Baie d'Hudson. En droit constitutionnel, ces territoires ont été annexés par voie d'amendement constitutionnel. La Constitution du Canada a été, à ce moment-là, amendée en bonne et due forme, suivant la formule d'amendement constitutionnel qui existait à ces époques-là, pour que les territoires du Québec soient agrandis de cette façon-là, comme les autres provinces l'ont été, par exemple. Il me semble, moi, que prétendre que l'avènement de la souveraineté, d'une souveraineté québécoise, prétendre que cette souveraineté ferait en sorte qu'on puisse retirer ces territoires-là est une illustration de ce que je disais tout à l'heure, de cette espèce de confusion entre le fédéral, la fédération qui a été créée par des provinces, et l'existence même de ces provinces. Au fond, le fédéral n'a pas fait de dons au Québec, ce ne sont pas des territoires qui ont été donnés par le fédéral, ce sont des territoires qui ont été cédés en, je ne me rappelle plus trop quelle année exactement, par la Couronne britannique, et ces territoires ont tout simplement été, progressivement, rattachés aux provinces. Autrement dit, si le Québec avec l'Ontario et les deux autres provinces n'avaient pas formé la Fédération canadienne en 1867, ces territoires-là auraient été rattachés au Bas-Canada, ou au Québec, comme ça l'a été au Québec, par amendement constitutionnel en 1898 et 1912. Je ne vois vraiment pas comment on pourrait revenir là-dessus au moment de l'exercice de la souveraineté. C'est ce que je peux répondre avec un minimum de préparation.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous allons maintenant à Mme Pagé, et celui de Mme Campbell Steer... Non? Pas vous?

Mme Pagé: Je n'étais pas inscrite, moi.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, Mme Campbell Steer, on vous demande.

M. Brun: Bonjour, Madame.

Mme Campbell Steer: Oui. Moi, il me semble que votre témoignage repose sur la question: Pour nous associer aux partenaires potentiels, lesquelles nous font le mieux, les structures politiques ou les ententes particulières? Est-ce que j'ai raison? Si le Québec signe des ententes en regard de situations particulières, au lieu de mettre les structures politiques en place avec une clause de dénonciation, est-ce que nous ne risquons pas des problèmes d'ordre surtout économique que la possibilité d'une rupture peut représenter? J'imagine que si nous pouvons dénoncer l'entente, notre partenaire pourrait

aussi le faire.

M. Brun: Oui, je ne m'oppose en aucune façon à ce qu'il puisse y avoir de ces ententes que je dis ponctuelles, ou ad hoc, mais réversibles; à ce que ces ententes puissent être de durée significative dans certains cas, cinq ans, dix ans, dépendant de quoi il s'agit. Et je pense qu'entre temps, pendant la durée de telles ententes, le Québec se devrait de respecter sa parole.

Mme Campbell Steer: Mais c'est juste comme vous aviez, c'est à quelque part dans votre mémoire, vous dites que — je l'ai souligné — à la page 5, je pense: "Elles devraient être également assorties de clauses de dénonciation."

M. Brun: Ce qui...

Mme Campbell Steer: Ça me donnait la possibilité que ce pourrait être...

M. Brun: Oui, mais ce qui...

Mme Campbell Steer: ...peut-être d'un certain degré d'instabilité.

M. Brun: Mais ce qui ne veut pas dire nécessairement, si on trouve une clause de dénonciation dans une entente bilatérale, ça ne veut pas dire que cette clause peut être exercée de façon instantanée. On peut fort bien prévoir que la dénonciation dont il s'agit, et qui va entraîner la fin de l'entente, puisse être de cinq ans. On peut éviter, par exemple, de prévoir toute durée en tant que telle à une entente et prévoir qu'il y aura possibilité de dénonciation de...

Mme Campbell Steer: ...seulement pour certaines situations où...

M. Brun: Oui, pour certaines situations et à condition de respecter un certain délai. Et on peut dénoncer l'entente pour...

Mme Campbell Steer: O.K. Si nous tournons la question à l'envers, peut-être. Et peut-être pourriez-vous m'expliquer davantage pourquoi les structures possibles comme de vraies fédérations, où les pouvoirs résiduels restent avec les États membres souverains et certains pouvoirs sont délégués, ou des associations de style communauté européenne ne pourront pas être conçues de façon à les rendre plus répondantes à nos besoins, mais plus stables sur le plan économique?

M. Brun: Je dois préciser aussi que je n'entrevois pas qu'il puisse être possible d'avoir des ententes comme celle-là en nombre significatif et en degré significatif sans qu'il y ait aucune forme d'institutionnalisation. Je conçois

bien qu'il soit nécessaire d'avoir certains types d'institutions. Ce dans quoi on devrait donner le moins possible, ce sont les institutions politiques et, particulièrement, j'entends par ça les institutions électives. Parce que celles-là, comme je le disais tout à l'heure, un peu par définition, elles doivent avoir des pouvoirs autonomes. Sans ça, leur présence est complètement saugrenue.

Avoir des institutions communes, centrales, politiques, dans le sens d'électives qui n'ont pas de pouvoir, c'est un peu saugrenu. Alors, elles doivent donc avoir des pouvoirs autonomes. Si ces pouvoirs-là ne sont pas autonomes, ils le deviendront et ces pouvoirs vont aller en s'accroissant par cette dynamique intrinsèque dont j'ai parlé.

C'est pour ça qu'à mon avis, étant donné ce qu'est le Québec, sa situation présente, il serait de beaucoup préférable et beaucoup plus sécurisant pour le Québec, dans sa situation très singulière, de se contenter d'assortir ces ententes d'institutions non politiques, d'institutions non élues, c'est-à-dire de comités mixtes, par exemple, comprenant un comité mixte ministériel, un comité d'experts, pour assurer la mise en oeuvre administrative, un tribunal tributaire pour assurer la mise en oeuvre judiciaire. Ça, je conçois que ça puisse être tout à fait nécessaire et plausible et beaucoup moins dangereux, à mes yeux à moi, pour le Québec.

Mme Campbell Steer: Merci bien. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Proulx.

M. Proulx: Merci, M. le Président. M. Brun, votre expertise que vous nous livrez aujourd'hui est extrêmement intéressante sous certains aspects qui n'avaient pas été soulevés jusqu'à aujourd'hui, particulièrement toute la question de la Cour suprême. Et je trouve ça important qu'on en discute et qu'on développe autour de ça, parce que cette théorie-là de la dimension nationale, je peux vous dire qu'en agriculture, au cours des dernières années, nous... C'est une façon très subtile de nous mettre des "enfarges", en fait, et de détruire graduellement les politiques particulières qu'on s'était données au Québec.

Alors, j'aurais beaucoup de questions autour de la Cour suprême, mais vous avez très bien élaboré. Je pourrais juste ajouter à ça: À quel moment, dans le processus, le Québec devrait-il mettre en place sa cour suprême?

M. Brun: Ah mon Dieu! Ça me reporte un peu à la dernière partie de mon mémoire, où je suggère modestement de consulter la population, d'abord, avant d'entreprendre des négociations. À partir de ce moment-là, à mon avis, le Québec est placé dans une bonne situation pour entreprendre des discussions avec le Canada, avec un

résultat référendaire sur la table. Supposons qu'il est en faveur de la souveraineté, par hypothèse, le Québec n'est pas obligé pour autant de se précipiter, même de procéder à déclarer sa souveraineté, dès le lendemain du référendum, à mes yeux. Ce qui importe surtout, c'est un résultat de référendum clair, sur la table des discussions à entreprendre avec le Canada anglais. Et la déclaration de souveraineté qui devra s'ensuivre à un moment ou l'autre pourrait venir quelque temps plus tard en termes que je pourrais voir... En termes d'années, deux ou trois ans plus tard, ça ne me gênerait pas. Ça ne me scandaliserait pas et, entre-temps, qu'est-ce qui se passe? Bien, ce sont ces discussions dont j'ai parlé tout à l'heure qui ont cours, le Québec ayant une base à partir de laquelle agir: un résultat référendaire clair. Le Canada, lui, devant ce résultat référendaire, ayant le devoir de discuter de bonne foi, à voir ensuite... Je pense que les choses, à partir de là, peuvent se faire progressivement. Le rapatriement des domaines de compétence fédérale pourrait se faire de façon progressive, non pas nécessairement d'un bloc. Et au moment où ce rapatriement se ferait, on pourrait discuter aussi d'ententes pour le futur sur la base différente que je préconise, sur la base plutôt d'ententes ponctuelles ad hoc.

Le cas de la Cour suprême se situerait dans ce contexte-là. À un moment ou l'autre, il faudrait aborder la question de la hiérarchie judiciaire au pays et, là-dessus, il faudrait rapatrier, parce qu'en matière judiciaire, la Fédération canadienne est ultra-centralisée encore bien plus qu'en ce qui regarde le législatif et l'Exécutif. Et étant donné les tendances de la Cour suprême, c'est probablement un des domaines auxquels il faudrait s'attaquer le plus vite possible pour se donner notre propre hiérarchie complète. Alors, dans mes deux ou trois ans dont je parlais, je pense que c'est un sujet qu'il faudrait aborder dans la première année.

M. Proulx: J'aimerais aussi... Par rapport au référendum, ne trouvez-vous pas que c'est ambigu? En tout cas, moi, j'ai eu de la misère à comprendre votre suggestion. Est-ce que vous suggérez que le référendum porte sur la souveraineté? Ou porte sur la... sur un mandat de négocier-là? Pour moi, ce n'est pas clair cette partie-là. J'aimerais que vous expliquiez un peu.

M. Brun: Dans la formulation que j'ai faite de la question, de façon tentative, l'idée de mandat ou l'idée de négociation n'est pas ce qu'il y a de plus important. De ce côté-là, j'aurais pu libeller autrement cette question. Ce qui importe vraiment, à mes yeux, c'est que la question à soumettre à la population en référendum, premièrement, c'est que cette question porte sur deux options possibles et, deuxièmement, ne porte que sur deux options. Ça n'a pas besoin d'être libellé,

d'être exprimé en termes de négociation. Ça c'est accessoire, j'aurais pu... On pourrait certainement faire autrement. Mais il me semble qu'il est nécessaire qu'il y ait deux options, qu'il y ait un choix entre deux options très clairement posées. Et il me semble que c'est important qu'il y ait les deux afin que le débat ait lieu sur les deux et non pas simplement sur une des options. On nous dit souvent: Le fardeau de la preuve appartient aux gens qui préconisent le changement, qui préconisent la souveraineté. Je ne suis pas d'accord. Je pense que le fardeau de la preuve est sur les deux et que, si on peut parler en termes de procès, il y a deux procès à faire. Il y a un procès d'une souveraineté à venir, mais il y a un procès d'un fédéralisme qui s'étend jusqu'à nos jours.

Par contre, je disais deux options, mais pas plus que deux options. Parce qu'à mon avis, il est essentiel que chacune de ces deux options soit pure et claire, donc, que la première porte sur le fédéralisme comme tel... Bon. Qu'on l'exprime comme ça. Négocier une nouvelle entente fédérative ou qu'on dise, tout simplement, une nouvelle Fédération... Êtes-vous d'accord avec une nouvelle Fédération? Et qu'elle soit nouvelle ou pas, peu importe, à mon avis, l'essentiel est là. Que ce fédéralisme soit renouvelé ou pas, l'essentiel est là. Il faut savoir si la population est d'accord avec le fédéralisme et ce qu'il comporte de façon nécessaire.

Il y a toute une série d'éléments qui font partie du fédéralisme dont, surtout, d'abord et avant tout, déplacement de la souveraineté au niveau de l'ensemble de la Fédération. Et je dirais la même chose, en toute logique, sur la deuxième option de la question et je rejoins la question que Gil Rémillard posait à Yvan Bernier tout à l'heure. Je pense qu'il faut que la deuxième option soit également claire et qu'elle porte vraiment sur la souveraineté. On peut peut-être ajouter, ici aussi, comme on peut ajouter dans le cas de la Fédération, parler d'une nouvelle entente fédérative, en fait, quelque chose de renouvelé. Dans ce cas-ci, on peut peut-être évoquer aussi la possibilité qu'il y ait des ententes ponctuelles, donc parler de souveraineté assortie, autant que possible, d'ententes dans toutes sortes de matières. Mais je pense qu'il faudra toujours que ce soit clair que cette deuxième option a pour objet la souveraineté. Le reste est quelque chose d'aléatoire qui ne dépend pas entièrement du Québec. Il faudra savoir si les gens sont d'accord avec l'idée de souveraineté comme telle.

Le Président (M. Jean Campeau): M. le dé...

M. Proulx: Il faudrait que ça soit un énoncé, pas une question. C'est juste pour me dire quelle compétence on pourrait partager avec d'autres pays.

(18 h 15)

Le Président (M. Jean Campeau): Gardez cela, M. Brun, vous répondrez dans l'autre question. M. Desjardins suivi de M. Libman.

M. Desjardins: Merci, M. le Président. Merci M. Brun d'avoir accepté de participer à nos travaux. Vous savez, on en lit tellement des documents. On est submergés et on en vient peut-être à voir des ambiguïtés là où il n'y en a pas. Alors, votre document a soulevé des ambiguïtés. Notamment, vous semblez dire que ce qui est important dans un Québec souverain, c'est de préserver cette souveraineté-là de façon absolue. Mais vous n'êtes pas sans savoir que si, dans l'hypothèse où vous avez à négocier des ententes sur le plan économique avec des organismes internationaux, et sur le plan de la défense avec des organismes internationaux, ou même un traité de libre-échange avec les États-Unis, vous acceptez de céder un tant soit peu de votre souveraineté. Mais je vais vous poser ensuite une autre question et celle-là, il semble qu'on devrait la débattre avec d'autres experts. À la page 8, dernier paragraphe, quand vous dites que le Québec aurait intérêt à négocier ou à faire des affaires avec une pluralité de partenaires différents les uns des autres mais de poids comparable, j'espère que vous évaluez vous-même toute la latitude quand vous... Vous ne précisez pas davantage que par l'expression "de poids comparable", ce que ça peut signifier. Et de même, vous citez des pays, la France et les États-Unis aussi, à une autre réponse où vous dites que ce sont des partenaires avec lesquels on pourrait faire des affaires. Alors, la France et les États-Unis, à bien des niveaux, n'ont pas le même poids que le Québec. Vous savez très bien que le Québec n'est plus dans le groupe des sept non plus. Alors, juste voir l'ambiguïté qu'on peut interpréter à la lumière des références que vous faites.

M. Brun: Alors, je vais commencer par...

M. Desjardins: Oui, allez-y.

M. Brun: ...la dernière et probablement la plus importante. Non, je dois dire qu'à cette question 8, lorsque je fais état de cette question de relations avec des partenaires de poids comparable, je ne parle pas du tout, mais pas du tout du Québec. Simplement, je donne un modeste élément de réponse - je dis ça de cette façon-là parce que je ne suis pas tout à fait sur mon terrain; je ne suis pas un expert de droit international ou de droit européen - à ceux qui disent: Oui, mais qu'est-ce que vous faites de l'exemple européen? On l'entend tellement souvent, ça. Bien, il y a deux éléments de réponse.

Le premier élément de réponse, c'est que l'Europe, ce n'est pas une fédération; elle est encore très loin de l'intégration fédérative,

premièrement. Et deuxièmement, même si on veut y voir le début d'une amorce d'une intégration de ce genre-là, je dis que les pays d'Europe – et je ne parle pas du tout du Québec à la question 8 – qui se permettent ce début, ce tout début de choses, sont des pays qui ont des cultures millénaires et qui font ça de façon multilatérale entre eux, entre pays de taille et de poids comparables. Ce qui justement n'est pas du tout le cas du Québec. Et même si on veut voir dans l'exemple européen un exemple d'intégration fédérative, ce n'est pas du tout le cas, encore une fois. Même si on voulait y voir un exemple d'intégration fédérative, en gestation en tout cas, je pense qu'il faudrait éviter d'en faire la transposition au cas du Québec, le Québec étant dans une situation radicalement différente, une société, une collectivité de 7 000 000 par rapport à un continent nord-américain de culture différente. Je pense que ça appelle d'autres moyens que les moyens que peuvent appeler, en matière économique, les rapports entre la France, l'Angleterre, l'Allemagne. Ah! je sais bien que vous pouvez me coincer en me disant que le Luxembourg, c'est moins gros mais, enfin, au total, il y a quand même une ventilation entre pays de vieilles cultures, qui sont très assurés au plan culturel – ce qui n'est pas tellement notre cas – et qui sont de poids comparable. Alors, je parlais uniquement de l'Europe, un peu pour dire qu'à mon avis, ce n'était pas un point de comparaison pour défendre ou promouvoir l'intégration, le choix d'une intégration fédérative dans le cas du Québec.

M. Desjardins: La première question sur l'appartenance, là, des organismes multilatéraux et internationaux...

M. Brun: Ah, ouï! Bien, je réagissais peut-être un petit peu vite, pendant que vous parliez, parce que c'est sûr que... C'est que lorsqu'on entre en contact avec autrui, quand un État entre en contact avec d'autres États, il fait des ententes; il met en commun l'exercice de sa souveraineté, mais s'il le fait en gardant intact son pouvoir de réversion, son pouvoir d'inverser les choses, c'est complètement différent de la situation fédérative dans laquelle, par définition, la souveraineté est abandonnée et dévolue au niveau fédéral. Au Canada, il y a un pays, actuellement, hein? Il y a un pays, le Canada, qui est souverain, et le Québec n'est pas souverain, et l'Ontario non plus.

M. Desjardins: Le traité de libre-échange, parce qu'on en a parlé avec plusieurs spécialistes, et je pense que c'est une référence qui peut devenir intéressante. Il y a toute la gamme des hypothèses où se situerait le Québec indépendant dans une négociation ou dans un traité de libre-échange avec les États-Unis, est-ce qu'elles sont incluses ou est-ce qu'elles ne le

sont pas? Est-ce le Canada anglais qui est reconnu, ou est-ce le Québec? Bon. Dans l'hypothèse où un Québec...

Le Président (M. Jean Campeau): Une rapide et courte question, monsieur.

M. Desjardins: ...à négocier avec les États-Unis une entente de libre-échange, vous savez tous les spectres qu'on a brandis dans le débat du libre-échange, en disant – les attaques aux programmes sociaux qu'on avait – en disant qu'il y a une possible atteinte de perte de souveraineté, ou de pouvoir de contrôle, de certains programmes chez nous. Vous connaissez le débat qu'on a fait. Alors...

M. Brun: Ce pourquoi, je pense, il est tout à fait indiqué dans le cas du Québec, étant donné son identité spécifique et sa situation particulière en Amérique du nord...

M. Desjardins: Mais iriez-vous jusqu'à déconseiller au Québec...

M. Brun: ...de ne jamais s'engager autrement qu'à termes, et jamais de façon définitive.

M. Desjardins: Donc, vous demanderiez au Québec de réviser l'entente de libre-échange s'il devait négocier ça avec la communauté Canada anglais et États-Unis de...

Une voix: Il est réversible, le traité.

M. Brun: Je pense que ce qui importe par-dessus tout, en tout cas, c'est qu'une entente de libre-échange entre le Québec et les États-Unis, par hypothèse, l'hypothèse que vous posiez, que le Québec puisse revenir en arrière un jour ou l'autre, ce qui ne veut pas dire, encore une fois, comme suivant la question de tout à l'heure, qu'il pourrait se permettre de le faire n'importe quand. Sa crédibilité au plan international serait en jeu comme celle...

Le Président (M. Jean Campeau): M. Libman.

M. Libman: Merci, M. le Président. M. Brun, bienvenue à notre commission. Moi aussi, je vais faire référence à votre question à la page 9 de votre mémoire, vous dites: "Voulez-vous que le Québec négocie avec le Canada pour: 1. une nouvelle entente de nature fédérative? ou 2. voulez-vous que le Québec négocie avec le Canada des ententes portant, par exemple, sur la monnaie, la défense, la navigation, la protection des minorités, tout en demeurant un État souverain?" Alors, je présume que vous incluez là-dedans la libre circulation des biens, services, capitaux et personnes; je présume que, ça, c'est inclus dans l'entente que vous voulez créer avec le Canada comme État souverain?

M. Brun: Personnellement, oui, je serais prêt certainement à aller très loin dans la négociation d'ententes avec le Canada sur ces points-là. Ici, j'ai choisi quelques exemples et mon seul critère a été de les situer dans des secteurs variables: économique, social, etc. Mais, ce sont des exemples.

M. Libman: O.K. Alors, en déclarant sa souveraineté, le Québec gagne toutes les compétences automatiquement. Automatiquement, ça, c'est compris dans votre analyse. O.K. Alors, vous parlez aussi des futurs rapports avec le Canada à la page 6, vous parlez du fait que vous préférez une politique de bon voisinage, etc. Alors, ceci étant dit, je veux discuter un peu de la dynamique des négociations, parce que c'est très important de réaliser que, s'il y a des négociations entre le Canada et le Québec, si le Québec veut avoir tout ce qu'il demande, ce ne sera pas acceptable pour le Canada et l'inverse est aussi vrai. Alors, pour que les négociations soient fructueuses, il devrait y avoir des compromis de la part des deux côtés. Alors, ça, c'est la question: Quels sont les compromis ou les concessions du Québec pour avoir des négociations fructueuses, comme ça, on peut avoir une situation où il y a un bon voisinage comme... à laquelle vous vous référez?

M. Brun: Je pense que la difficulté entre nous, c'est qu'on ne part pas du même point; on n'a pas tout à fait le même point de départ. Vous parlez de demande. À mes yeux à moi, c'est résolu cela. On n'a rien à demander au Canada. On offre au Canada à partir de maintenant. Ce qu'on offrira au Canada, c'est la possibilité de conclure des ententes nombreuses dans plusieurs domaines, plusieurs domaines importants et dans chaque entente, il y aura du "give and take", yes, bien sûr, et c'est cela, c'est comme ça que je vois les choses. Il me semble que c'est la seule façon d'arriver à quelque chose de viable.

M. Libman: Alors vous acceptez qu'il y aura des concessions sur les deux côtés?

M. Brun: Oui, certainement. Dans le cadre d'ententes ponctuelles.

M. Libman: O.K. Deuxièmement, vous parlez aussi, dans vos exemples, des ententes pour la protection des minorités. Est-ce que vous pouvez être un peu plus explicite là-dessus? Est-ce que voulez dire ce qui concerne une entente pour la protection des minorités?

M. Brun: Oui, j'ai le sentiment, mais je peux me tromper – là, on est dans l'avenir, on regarde l'avenir – mais j'ai le sentiment que c'est peut-être un bon exemple de cas où en donnant à nos rapports avec le Canada, le

rapport Québec-Canada, une autre forme qu'une intégration politique de type fédératif, en donnant plutôt la forme d'ententes ponctuelles, on pourrait arriver à de bien meilleurs résultats. Je pense qu'une entente Québec-Canada sur la protection des minorités pourrait protéger bien mieux les minorités, et je pense surtout aux minorités anglaises ici, françaises dans les autres provinces. Je pense qu'on pourrait arriver à de bien meilleurs résultats.

M. Libman: Mais quand vous parlez d'ententes, vous ne dites pas de maintenir la Cour suprême du Canada. Dans votre analyse, vous revendiquez la création d'une Cour suprême du Québec, je présume.

M. Brun: Oui. Remarquez que, in abstracto, même cette idée n'a rien d'absurde. Le Canada indépendant, lui, le Canada devenu souverain, probablement que la date clé, c'est la déclaration Balfour en 1926. Le Canada est devenu pays souverain et pourtant le Canada a conservé comme tribunal de dernière instance, le comité judiciaire du Conseil privé de Londres jusqu'à 1949. Alors, vous voyez, il y a eu entente sur ce point très précis. Ça faisait l'affaire de tout le monde à ce moment-là. Donc, l'idée dans l'abstract pourrait comprendre une entente portant sur la Cour suprême du Canada, mais étant donné ce que j'ai raconté tout à l'heure quant à mon appréciation de l'arbitrage constitutionnel de la Cour suprême du Canada, je souhaiterais qu'il n'y ait pas d'entente de cette nature dans ce cas-ci.

Le Président (M. Jean Campeau): Une brève intervention, M. Libman.

M. Libman: Juste dernièrement, pour continuer un peu dans l'optique de M. Brassard, la question territoriale, si on reconnaît le droit à l'autodétermination d'une nation, d'un peuple... vous avez parlé tantôt de la terre de Rupert, par exemple, mais d'une autre façon, dans une autre optique. Si la question arrive... l'autodétermination d'une communauté autochtone... pour réclamer cette région du Québec, est-ce que vous reconnaissez ça?

M. Brun: Je reconnais que la question est beaucoup plus difficile si on y ajoute cet élément. Simplement, l'idée soumise tout à l'heure que les autorités fédérales puissent retirer au Québec une partie de son territoire au moment de la souveraineté me semble une idée qui n'est pas recevable. Mais lorsqu'on pense à la question des autochtones, des territoires, ça ne couvre peut-être pas nécessairement tous ces territoires-là. Il y a des parties de ces territoires-là qui ont déjà fait l'objet d'ententes. Il y en a d'autres sur lesquels il n'y a pas d'autochtones, mais il y a d'autres parties de ces territoires-là sur

lesquels il y a non seulement des autochtones, mais sur certaines parties de ces territoires, les autochtones sont en majorité. Ils sont pratiquement les seuls à y habiter et ça pose certainement une question là, beaucoup plus difficile, et ça pose certainement une double question d'autodétermination complexe.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Beaudry au nom de la présidence, si vous êtes capable de poser une question sans préambule puis sans attendu.

M. Beaudry: J'ai un petit bout d'article, M. le Président. Je vous remercie beaucoup. C'est toujours en rapport avec la question de M. Brassard et de M. Libman. Vous avez répondu tantôt à M. Brassard que, quant à vous, exception faite du problème autochtone, il semblerait que le territoire du Québec pourrait être assuré dans le contexte d'une souveraineté. Le professeur Maurice Arbour, de la Faculté de droit de l'Université Laval, a publié un ouvrage sur le droit international public, et je n'essaie pas de vous mettre en boîte d'aucune façon, excepté que je pense que ce serait important pour les membres de la Commission d'en savoir plus long sur cette question-là.
(18 h 30)

Dans cet ouvrage-là, ce qu'il nous dit, c'est: "Le régime minimum applicable à toutes les catégories de successions d'État - et je saute, là - les traités territoriaux comprennent non seulement les traités de délimitation des frontières mais aussi tous les traités qui attachent des obligations à un territoire donné, au profit de un ou de plusieurs États, comme l'utilisation d'un fleuve, etc." Ensuite, il conclut: "Le principe cardinal à ce chapitre, c'est que le changement de souveraineté n'a aucun effet sur les clauses d'un traité territorial. L'État successeur doit donc en respecter intégralement les termes. Si le Canada, dans le contexte d'un traité, venait ajouter une partie du territoire du Québec à certaines conditions, ça pourrait vouloir dire que le Québec doit respecter ce traité-là..."

Une voix: Oui, mais...

M. Beaudry: ...au profit du Canada." Et j'aimerais, M. le Président, que cette question-là soit débattue par la Commission. Je comprends qu'on n'a pas le temps aujourd'hui parce qu'il y a bien des questions qui peuvent être apportées. Je ne dis pas que j'ai raison, en disant que ça contredit ce qu'il a dit à M. Brassard, mais je pense que cette question-là devrait faire l'objet d'une étude plus approfondie parce qu'il semblerait qu'on n'a pas tout à fait les mêmes notions à ce sujet-là puis, ça sera au bénéfice de tout le monde.

M. Brun: Je suis d'accord...

M. Beaudry: Vous pouvez répondre par exemple là.

M. Brun: ...avec vous que c'est une question difficile et j'ai concédé dès le départ, tout à l'heure, que c'est une question pour laquelle je n'avais pas de préparation immédiate. Mais...

M. Beaudry: C'est pour ça que je vous ai dit que je n'essayais pas de vous mettre en boîte là.

M. Brun: ...par rapport à ce que vous venez dire, je pense qu'il y a quand même, très rapidement, une petite précision à apporter. C'est que vous parlez de traité. Vous parlez donc de relations internationales, donc d'annexion territoriale qui aurait résulté avant la séparation, avant la sécession qui aurait résulté...

M. Beaudry: ...dû au Québec. La terre de Rupert...

M. Brun: Non, ah, non, pas du tout.

M. Beaudry: ...semble-t-il qu'il a été avancé en Commission.

M. Brun: M. Beaudry...

M. Beaudry: Je ne le sais pas, je ne l'ai pas "checké".

Le Président (M. Jean Campeau): Bon, parfait.

M. Brun: Mais pas du tout. Au contraire. Et c'est ce qui fait la différence. Ces territoires du Nord ont été annexés au Québec par amendement constitutionnel. C'est du droit interne, constitutionnel. On a suivi à la lettre à ce moment-là la formule d'amendement constitutionnel applicable pour dire: Ce territoire, au lieu de demeurer un territoire fédéral, va faire partie de la province. Alors... Non, ce n'est pas du tout la même chose que ce qui peut résulter d'engagements résultant de traité.

M. Beaudry: Apparemment, ce ne serait pas une condition cependant.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons donc maintenant rapidement à M. Bouchard.

M. Bouchard: Je dois dire, pour revenir aux spectres auxquels a fait allusion M. Desjardins qui ont été soulevés par les libéraux contre le libre-échange, que je suis un peu surpris de voir que le Parti conservateur réutilise les mêmes spectres, cette fois-ci, contre le libre-échange, à l'encontre de la souveraineté. Il faut donc que la crainte de la souveraineté soit forte à Ottawa,

pour que même la discorde autour du libre-échange rencontre une trêve pour faire en sorte que la souveraineté apparaisse dangereuse.

On a parlé beaucoup, depuis hier, de cette dynamique de centralisation qui est caractéristique du fédéralisme canadien. M. Migué en particulier, hier, nous en a parlé à fond. J'avais trouvé, moi, qu'il n'avait pas vraiment expliqué la raison pour laquelle il y a ce phénomène, ce mouvement d'attraction vers le centre. Vous nous avez fourni un élément de réponse aujourd'hui à l'aide du droit. Comme quel le droit peut parfois suppléer aux lacunes de l'économie, en nous disant que c'est le processus judiciaire qui a fait en sorte que cela arrive en particulier. C'est un des aspects, ce n'est pas le seul bien sûr. Et, je suis convaincu que ça ne veut pas attenter à l'impartialité des juges. Il y a un phénomène général: Le tout est plus important que la partie, les intérêts de l'un sont donc préséants à ceux du deuxième et on peut comprendre pourquoi. M. Duplessis avait une formule moins compliquée quand il comparait la Cour suprême à la Tour de Pise en disant qu'elle penchait, et toujours du même côté, comme la Tour de Pise.

Mais cependant M. Migué, hier, avait commencé à élaborer un élément de réponse qui me paraissait intéressant puis, faute de temps, on n'a pas pu continuer. Il nous disait: Oui, mais, il y a peut-être moyen, il doit y avoir moyen d'inclure dans la Constitution des mécanismes qui vont freiner ce mouvement vers le centre. Alors, je voulais vous demander à vous, M. Brun, qui avez étudié ces questions, s'il est concevable qu'on puisse imaginer ce genre de mécanisme, ce genre de frein, ce genre de butoir dans la Constitution? Et, le cas échéant, à supposer qu'il y en ait, est-ce qu'on peut convaincre le Canada anglais, les autres provinces d'accepter qu'on les introduise dans la Constitution?

M. Brun: Non, je ne crois pas que ce soit possible. Je ne le crois pas et je ne crois pas qu'il existe d'exemple dans d'autres régimes, dans d'autres fédérations ou en ce qui regarde tout au moins l'exercice du pouvoir judiciaire, qu'il y ait plus de garanties données aux membres de la Fédération ou à un membre en particulier de la Fédération. Vous savez, suivant le droit constitutionnel actuel, le Québec a trois juges à la Cour suprême; trois juges sur neuf, c'est considérable. Ce n'est pas dans la Constitution, précisément, mais c'est dans le droit constitutionnel ordinaire. Je pense que c'est garanti au moins conventionnellement. C'est considérable et je ne vois pas comment on pourrait demander qu'une province ait plus de membres à la Cour suprême, ou encore que les votes, les décisions, exigent des majorités qualifiées. Je n'ai jamais vu ça nulle part, bien honnêtement. Ces trois juges québécois sont nommés par le gouvernement fédéral, eux aussi, comme les six autres, par le premier ministre fédéral. La formule pourrait

varier un peu mais je ne vois pas comment une province ou des provinces pourraient nommer des juges de la Cour suprême d'une fédération. Ça me semble absolument inimaginable.

Donc, je ne vois pas facilement de soupape, de moyen de remédier à cette dynamique centripète. Je pense que c'est quelque chose qui va de soi, qui est profondément institutionnel, où il y a des hauts et des bas. Ça a été évoqué; il y a des moments où... Mais au total, il y a un mouvement quand même global, un mouvement de grande amplitude qui, lui, va dans un sens bien précis.

Vous parliez de "tour de Pise", l'expression de M. Duplessis. On ne pourrait pratiquement pas l'utiliser aujourd'hui. Elle décrirait mal la situation parce que, se référer à cette idée de "tour de Pise" nous fait penser à l'utilisation de mesures quantitatives, de savoir si les provinces gagnent plus souvent que le fédéral en Cour suprême, etc. Mais ce n'est pas vraiment ça la question. Les résultats quantitatifs sont plutôt insignifiants. Il faut vraiment regarder de quoi il s'agit. Et actuellement, il s'agit d'un processus de mise en tutelle, ou à peu près. Les raisonnements de la Cour suprême actuellement reviennent à peu près à ceci: Les provinces ne sont pas capables. C'est un manque de fiabilité chronique à l'endroit des provinces et c'est un peu paradoxal quand on sait que les provinces sont à l'origine de cette fédération, quand même.

Le Président (M. Jean Campeau): Si vous le voulez bien, M. Brun, nous passons maintenant à un groupe parlementaire formant le gouvernement, Mme Louise Bégin.

Mme Bégin: M. le Président. Au nom de ma formation, M. Brun, je veux vous remercier d'avoir répondu à l'invitation de la Commission. Si vous me permettez, je vais commencer avec mes questions. Dans votre mémoire, M. Brun, vous proposez une idée tout de même assez originale, qui est fondée sur votre conviction que le Québec ne peut plus se permettre d'opter pour une intégration par structure politique, qui impliquerait un abandon de souveraineté, un abandon de la compétence, de ses compétences. Et en conséquence, vous suggérez que le Québec s'associe au Canada par des ententes ad hoc, ou ponctuelles et que les seules institutions communes soient des comités techniques mis en application pour surveiller ces ententes ad hoc. Moi, ma première question va être la suivante: À votre connaissance, est-ce qu'il existe dans le monde des structures de nature excluant complètement toute représentation politique des États partenaires?

M. Brun: Je ne suis pas un expert de droit international et là-dessus, je ne suis pas tout à fait dans la position de mon collègue, Ivan Bernier, qui était ici tout à l'heure et dont c'est le domaine. Je suis mal à l'aise; je ne pense pas

être capable de répondre adéquatement à cette question de comparaison internationale à laquelle vous m'invitez.

Je peux dire cependant que ma position n'est peut-être pas tout à fait aussi rigide que vous l'avez décrite. Je vous ai suivie, à peu près à 80 %. J'opinais du bonnet et, à la fin, je grimais un petit peu. Je n'exclus pas que certaines ententes, les ententes les plus importantes que le Québec aurait avec le Canada, nécessitent la mise sur pied de structures, d'institutions qui auraient plus à faire qu'une simple surveillance, comme vous le dites. Je pense qu'un comité interministériel secondé par une équipe d'experts – parce que je ne m'en remets pas seulement à des experts – pourrait avoir un rôle actif, un rôle dynamique de promotion efficace de l'entente ou des ententes dont il s'agirait, qui iroient beaucoup plus loin que simplement une surveillance. L'aspect surveillance pourrait revenir à un autre type d'institutions, que je verrais très bien aussi, des institutions de type judiciaire, que je verrais être bilatérales, un peu comme ce qui existe sous l'égide du traité de libre-échange avec les États-Unis, un tribunal paritaire, bilatéral, pour assurer la surveillance, c'est-à-dire rendre des décisions exécutoires lorsqu'une partie ne respecte pas les termes d'un traité ou de l'autre dont il s'agit.

Mme Bégin: Mais, monsieur...

M. Brun: Donc, ce n'est pas aussi marqué que vous le dites.

Mme Bégin: Mais, M. Brun...

M. Brun: C'est caricaturé un peu vers la fin.

Mme Bégin: Mais qu'est-ce qui vous porte à croire que le Canada anglais acceptera une association qui ne sera fondée et n'évoluera qu'au fil d'ententes ad hoc et que l'on voudra bien conclure? Quel est son intérêt à lui, le Canada, de conclure de telles ententes?

M. Brun: Il y a un défi sans aucun doute. On parle d'avenir et je n'ai pas de boule de cristal. Les juristes, encore bien moins que les économistes, aiment faire des prédictions. Mais enfin, quand même, il me semble... D'abord, tant qu'on n'aura pas sur la table des discussions avec le Canada et un résultat référendaire clair et net, on ne pourra pas s'attendre à avoir des indices significatifs des intentions du Canada. Je me mets à leur place et je ferais pareil. Et même malgré cela, vous admettez avec moi que l'on n'entend pas très souvent des voix authentiquement canadiennes-anglaises nous menacer de fermer toutes portes et toutes fenêtres à quelque communication que ce soit avec le Québec, au

lendemain d'une souveraineté. Ces choses-là reviennent périodiquement, assez souvent, mais plus souvent qu'autrement, par des intermédiaires québécois.

Personnellement, je reviens d'un séjour dans l'Ouest du Canada, pas un très long séjour et je ne peux en tirer là de grandes leçons, mais enfin, j'ai été trois semaines, surtout en Alberta et en Colombie-Britannique, dans des milieux surtout universitaires, la Faculté de droit, et on discutait beaucoup de ces choses-là. Je peux vous dire qu'à aucun moment, à aucun moment, on m'a donné à entendre qu'on aurait du fil à retordre si on se déclarait souverains et qu'on ne voulait, en aucun cas, négocier avec nous. Je n'ai pas entendu ça, à aucun moment. Mais il me semble qu'au lendemain d'un référendum clair, par hypothèse, au peuple de décider, le Canada pourrait trouver de nombreux intérêts à négocier ce genre d'entente avec le Québec. Même, je pense qu'il ne faut pas trop faire injure au Canada. Il ne faut pas parler simplement de l'intérêt du Canada, le Canada anglais. Je pense que le Canada anglais aussi est un pays éminemment civilisé, éminemment moral et qui a des traditions de démocratie, des traditions d'origine britannique très ancrées en matière d'avènement d'indépendance, d'avènement de souveraineté. Moi, je fais confiance au Canada anglais a priori.

Mme Bégin: Aussi, M. Brun, à la page 12 de votre mémoire, vous affirmez qu'un référendum positif en faveur de la souveraineté, joint à l'échec du lac Meech et aux déclarations de M. Bourassa des 23 et 24 juin dernier, créerait une situation de fait en droit et justifierait pleinement le Québec et obligerait absolument le Canada à poser, les uns après les autres, les différents gestes concrets devant mener à la réalité de la souveraineté québécoise. Dans quel sens, M. Brun, employez-vous les mots "obligerait absolument le Canada"?

M. Brun: C'est fort un peu. Mais ça rejoint ce que je viens de dire ou à peu près. Je pense que ce contexte que je viens de décrire, dont l'élément le plus fort serait, bien sûr, par hypothèse, un résultat référendaire clair en faveur de la souveraineté, mais joint aussi à l'échec de l'accord du lac Meech, aux positions prises par le premier ministre, M. Bourassa, les 23 et 24 juin dernier...

Mme Bégin: Parce que, voyez-vous, M. Brun, en droit international, tout le monde est venu nous dire ici qu'au niveau de la dette, le Canada viendrait peut-être négocier avec le Québec parce qu'on aurait un partage de dette au niveau du droit international, mais je ne vois pas en quoi il serait obligé de venir négocier avec nous d'autres ententes suite à une indépendance ou à une souveraineté du Québec. La dette, je la

comprends très bien, il y a le droit international. Mais dans les autres domaines, c'est surtout ça... parce que moi, quand j'ai lu votre document, je partageais une partie de votre affirmation pour la dette. Mais quand vous dites: Et dans les autres gestes concrets, bien là, je voudrais que vous me les identifiez, les autres gestes concrets. Parce que je ne suis pas sûre que le Canada serait... Bien, je ne veux pas dire qu'il ne le ferait pas, mais de là à l'affirmer catégoriquement, je ne suis pas prête à le dire.

M. Brun: Oui, en absolu, vous avez raison. Dans la mesure où il ne s'agirait que de déterminer des choses futures, vous avez raison. C'est-à-dire qu'en absolu le Canada pourrait – on peut imaginer ça – décider de fermer toutes les écoutilles, toutes espèces de liens, de rapports avec le Québec. Mais c'est parce qu'ici, mon affirmation est faite dans un contexte plus large. C'est qu'au lendemain du référendum, dans cette hypothèse, il faut entreprendre des discussions avec le Canada, non pas seulement pour faire des ententes tournées vers le futur, mais pour assurer un rapatriement harmonieux des questions qui sont jusque-là de compétence fédérale.

Et ça, cet aspect des choses, c'est-à-dire d'accomplir dans les faits et même en droit, en bout de ligne, d'accomplir le résultat du référendum, ça, je pense que le Canada ne pourrait pas s'y dérober en vertu de ses engagements internationaux. Le Canada est signataire d'un certain nombre de documents qui reconnaissent le droit de s'autodéterminer, le droit des peuples de s'autodéterminer démocratiquement.

Par contre, à ce moment-là, le Canada, c'est vrai, pourrait se refuser à parler de quoi que ce soit relatif au futur, refuser de voir pour le futur, de mettre quelques ponts en place, quelques rapports pour le futur. Moi, je me dis que c'est quand même assez peu probable et que tout en négociant le rapatriement de la compétence, on pourrait arriver à négocier de façon valable et de façon progressive, justement sans précipitation, avant même d'arriver, comme je le disais, à une déclaration unilatérale de souveraineté, arriver à prévoir, en même temps que de rapatrier les compétences, des ententes pour les remplacer dans le futur, pour le futur. Mais en absolu...

Le Président (M. Jean Campeau): D'autres questions?

Mme Bégin: Oui, une autre question, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Très courte.

Mme Bégin: Très courte. Ça concerne la question référendaire, M. Brun. Quand j'ai lu

vos question référendaire que vous nous proposez, je suis restée un petit peu surprise parce que vous dites qu'on doit... La question doit être la suivante, si vous permettez: Voulez-vous que le Québec négocie avec le Canada une nouvelle entente de nature fédérative? Et vous dites: Il ne faut pas déterminer... Il faut prendre pour acquis que ça va être l'entente fédérative canadienne que l'on connaît présentement. Or, vous savez, M. Brun, que présentement... Je pense que la Commission, ici, a constaté que le statu quo comme tel a été rejeté. Or, si vous nous dites: Voulez-vous négocier avec le Canada une nouvelle entente de nature fédérative telle qu'on la connaît? Et celle-là, il y a un consensus qu'on ne veut plus. Bien automatiquement, les gens vont aller à la deuxième. Et est-ce que ce n'est pas dire à la population ce que vous voulez, à savoir s'en aller directement vers la souveraineté?

Et encore là, je suis un peu... Face à votre question, vous dites: Voulez-vous que le Canada négocie avec... Voulez-vous que le Québec négocie avec le Canada des ententes portant, par exemple, sur la monnaie, la défense, tout en demeurant un État souverain? Selon votre question, on serait déjà souverain. Vous allez au peuple pour dire: On est souverain. Est-ce que vous voulez maintenant qu'on négocie avec le Canada une entente portant sur la monnaie et la défense? Mais là, je ne vois plus le pourquoi d'aller consulter la population si la souveraineté est déjà faite.

M. Brun: Sur le premier élément de votre question, je souligne avec insistance que je parle là de nouvelle entente de nature fédérative. Et je n'ai aucune objection à ce qu'on parle ainsi de nouvelle entente pour bien marquer que le choix offert dans cette première branche de l'alternative comprend une fédération aussi renouvelée qu'on puisse l'imaginer. Mais je pense qu'il serait possible d'expliquer, dans quelque document simple, accessible à la population, ce que signifie une entente de nature fédérative, si renouvelée qu'elle soit. Il y a des éléments tout à fait essentiels à cet état de choses et il y a aussi des corollaires nécessaires auxquels on ne pourra jamais échapper. Mais ça, ça peut s'exposer de façon claire.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, merci pour votre mémoire. Merci aussi pour votre intervention devant cette Commission. Et puis, j'ose espérer que votre expertise et votre expérience nous seront très utiles. Merci.

M. Brun: Je vous remercie.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous reprenons les travaux à 19 h 30.

(Suspension de la séance à 18 h 51)

(Reprise à 19 h 46)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous reprenons nos travaux, en accueillant M. Charles Taylor, qui est un expert sur invitation. M. Taylor est un politologue, philosophe et humaniste de réputation internationale. Alors, M. Taylor, vous pouvez prendre 10 minutes pour faire le sommaire de votre mémoire.

M. Charles Taylor

M. Taylor (Charles): Merci beaucoup, M. le Président. Je vous remercie, et aussi les membres de la Commission, de m'avoir invité à présenter mon point de vue ici. Dans les 10 brèves minutes dont je dispose, je voudrais tout simplement situer mon mémoire dans le débat auquel il s'adresse. Moi, j'ai cru comprendre que le but de la Commission, c'était de redéfinir le statut du Québec à l'intérieur de son cadre continental, ses rapports avec les sociétés environnantes, et ça, de façon complètement libre. La façon dont j'ai compris l'expression d'une société distincte, libre d'assumer son destin, c'était justement cela que, au lieu de repenser notre situation, toujours à l'intérieur du cadre de la Constitution ancienne, en tenant compte de son histoire, de ses développements, que nous pensions à partir de zéro, si vous voulez, de fond en comble, quel devrait être le statut du Québec. C'est repenser à neuf. C'est ça, je crois, l'essentiel du consensus extraordinaire qui s'est produit au Québec après la mort du lac Meech. On n'était pas d'accord – on ne l'est pas encore, – là où on voudrait en venir – sur les solutions, mais on est d'accord sur cette façon de repenser le problème à neuf. Alors, je crois que ce qu'il faudrait faire, c'est d'ouvrir un débat, d'abord sur les buts. Quel est le statut? Quelle est la structure qui nous conviendrait le mieux? Or, je crois que ce débat ne s'est pas encore vraiment engagé, qu'il a plutôt été mené vers des voies d'évitement. Et je crois qu'il est temps qu'il s'engage sur le fond de la question: Qu'est-ce que nous visons?

Moi, je voudrais d'abord vous dire rapidement ma réponse à cette question. Et je crois qu'elle est celle-ci: La meilleure solution pour nous au Québec, c'est un rapport, une structure, un lien fédéral avec les autres sociétés qui forment le Canada actuel. Là, je vois quatre raisons, très rapidement, pour lesquelles je crois que cette réponse-là est supérieure à d'autres.

D'abord, le reste du Canada en dehors du Québec a été profondément marqué par le fait français. Il contient 1 000 000 de francophones. Il est déjà rendu officiellement bilingue dans ses structures fédérales. Il y a énormément de Canadiens anglais qui ont été amenés à apprendre le français. Ils constituent, on pourrait dire un tampon, on pourrait dire un allié possible – pour nous qui sommes au cœur de la francophonie américaine – dans notre avenir,

notre lutte pour non seulement la survivance, mais pour l'épanouissement de notre société. Mieux vaudrait être entouré, allié avec une société qui est, dans une certaine mesure, ouverte au français que d'être tout seul sur ce continent comme l'unique îlot francophone.

Deuxièmement, nous partageons avec le reste de ces sociétés-là, sur un nombre de programmes sociaux, une façon, une manière de gestion économique qui nous démarque des États-Unis. Nous avons un système d'assurance-maladie, par exemple, qui est très différent de celui de nos voisins et nous allons toujours, du fait que nous partageons le continent avec ce colosse économique, nous allons toujours subir certaines pressions vers la normalisation de nos programmes sociaux et de notre niveau de taxation avec nos voisins du sud. Pour maintenir ces programmes auxquels nous tenons, mieux vaudrait être, encore une fois, allié avec d'autres sociétés qui ont le même régime.

Troisièmement, nous voulons maintenir un espace économique ouvert. Tout le monde est d'accord là-dessus. Il y a plusieurs façons de le faire, d'accord, il y a aussi le régime de souveraineté-association, mais moi, je prétends qu'un cadre fédéral est un cadre plus sûr et plus stable pour le maintien de cet espace économique.

Dernièrement, il faudrait penser que nous sommes ici, au nord du continent, possesseur de ressources énormes dont certaines sont encore inconnues et il ne faudrait pas que le Québec renonce, d'entrée de jeu, à la cogestion de ces ressources à l'avenir qui pourrait être très intéressantes pour nous.

Alors, ce sont les quatre raisons pour lesquelles moi, je favoriserais une solution fédérale. Maintenant, la structure fédérale que nous vivons, nous savons qu'elle a des inconvénients et surtout celui qu'on n'a pas su se faire reconnaître comme société distincte avec tout ce que ça comporte dans le contexte actuel. Et donc, il faudrait que nous ne parlions pas seulement de structure fédérale dans le vague, il faudrait que nous parlions de structure fédérale nouvelle en rupture avec ce qui a existé dans le passé, qui intègre cet élément clé de la reconnaissance de la société distincte du Québec avec tout ce que ça comporte, y compris la possibilité d'un fédéralisme asymétrique où le Québec n'a pas le même rôle que les autres éléments au sein de cette fédération-là. Ce sont là les buts qu'on devrait viser.

Bien, qu'est-ce qui a empêché que cela arrive dans le contexte actuel? Je crois qu'en résumant très rapidement, c'est le fait que, dans le reste du Canada, le Canada historique a été compris à travers un prisme. Je pourrais même dire que le reste du Canada, dans sa majorité, est resté figé sur un certain nombre d'images qui ne collaient pas à la réalité. Images d'un Canada mosaïque, image d'un Canada où les provinces étaient absolument égales et uniformes, image

d'un Canada "one nation", il y avait toutes sortes d'images qui avaient beaucoup de retentissement auprès de nos compatriotes de langue anglaise, qui les ont empêchés, en fin de compte, de reconnaître la réalité du Québec, de nous donner notre place au sein de cette Fédération.

Je crois qu'il est clair qu'on devrait constater qu'à essayer de réformer et d'amender à partir du Canada actuel, on n'arrivera pas à les convaincre. Mais ce qu'on devrait proposer, c'est quelque chose de nouveau et de différent. Je propose que le Québec propose, non pas d'amender le Canada à partir de sa définition historique, mais de repartir à neuf et refaire une fédération où le Québec est clairement reconnu.

Et c'est ça le sens, le but et l'esprit de mon mémoire. Bon, bien la question est de savoir: Est-ce qu'on peut les amener à négocier sur cette base? Franchement, je ne le sais pas. Je n'en suis pas sûr. Mais je dirai ceci, M. le Président: je ne suis pas seul dans mon ignorance. Il n'y a personne dans cette salle ou personne au pays qui pourrait prédire le résultat de – je dirais même – la crise d'identité que passe le Canada anglais en ce moment et qu'il va passer encore un certain temps. Et je dirai aussi ceci: les problèmes de prévision de la réponse du partenaire n'affectent pas seulement ma proposition, parce que toute proposition qui est sur la table actuellement, que ce soit la souveraineté-association, que ce soit la simple indépendance, exige un certain accord avec le partenaire. Pour la souveraineté-association, c'est évident. Mais l'indépendance pure, on ne peut pas sortir du Canada sans un certain nombre d'ententes sur les questions en suspens: la dette nationale, la Voie maritime etc. Il faut un accord avec le partenaire et le malheur, c'est qu'à l'heure actuelle, personne, les défenseurs de n'importe quelle solution, ne peut répondre de la réaction du partenaire à leur projet. Nous devons tous, en quelque sorte, créer le Canada anglais de nos rêves pour pouvoir négocier avec lui.

Mais ce que je n'accepte pas – et cela, je voudrais ramener tout ça à une conclusion – c'est que l'on tire des conclusions anticipées, à savoir que sur la base de réponses possibles présumées d'un Canada anglais, on écarte du revers de la main la solution que je considère la meilleure, à savoir la solution fédérale. Ne disons pas: Le Canada anglais n'acceptera pas ça, donc, passons à l'indépendance, passons à la souveraineté-association. Laissons au contraire au Canada anglais, le cas advenant, de refuser la solution qui est la meilleure pour lui et pour nous s'il a assez d'imprévoyance, de légèreté ou d'entêtement. Mais ne faisons pas nous-mêmes cette besogne de laisser tomber la solution qui serait la meilleure pour nous et pour nos enfants. Et donc, c'est avec une certaine inquiétude que j'ai suivi un peu les débats jusqu'à l'heure actuelle parce qu'il n'a pas semblé que cette question de fond ait été

abordée. Laissons de côté nos prévisions sur les réponses du Canada anglais et fixons-nous d'abord sur cette question: Quelle est, dans notre esprit, la meilleure solution pour nous, les Québécois? Et essayons de trouver moyen de faire négocier le Canada anglais là-dessus. J'ai quelques remarques sur cette question que je pourrais développer, le cas advenant, mais je voulais simplement vous laisser avec ceci, M. le Président, comme paroles d'introduction.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, monsieur. Alors, nous débutons les interventions avec M. Ghislain Dufour qui sera suivi de M. Larose.

M. Dufour: Merci, M. le Président. Je dois dire que je reçois avec beaucoup de plaisir votre mémoire. J'aurais trois ou quatre questions, donc je vais les verbaliser rapidement. La première, j'ai eu l'impression que dans votre texte vous alliez plus loin, en page 10, que ce que vous venez de nous dire quant à la possibilité que le Canada anglophone accepte de négocier avec nous parce qu'au deuxième paragraphe, vous dites: "Contrairement à ceux qui croient que le Canada anglais ayant refusé... ne saurait agréer des changements plus grands, il se peut fort bien que les modifications plus profondes soient plus faciles à accepter..." Et vous citez l'opinion du constitutionnaliste Alan Cairns de l'Université de Colombie-Britannique qui va exactement dans ce sens-là. J'ai eu l'impression que vous avez pondéré vos propos par rapport à votre texte. C'est volontaire ou...

M. Taylor: Non, non. C'est que je n'ai que 10 minutes. Et je suis très heureux que vous m'ayez posé cette question. Oui, je crois qu'il faut un peu comprendre la mentalité, le carcan dans lequel beaucoup de Canadiens anglais ont réfléchi à cette question. C'est qu'ils ont reçu, par la tradition, une certaine conception du Canada historique. Du moment où on a demandé: Essayez de faire l'opération amendement de la Constitution du Canada historique, ils bloquaient sur un certain nombre d'images dont ils ne pouvaient pas se défaire. Mais, si on leur fait une proposition très différente? Écoutez les amis, le Canada historique a vécu. Je crois que c'est le constat qu'on doit faire au Québec. Le Canada historique a vécu. Ce n'est plus une option. Maintenant, on vous propose autre chose, on vous propose une nouvelle entente fédérale, ou bien, si ça ne marche pas, il va falloir qu'on se sépare. Dans cette optique-là, il est fort possible que le Canada anglais réponde de façon très différente. Et là-dessus, je ne suis pas pessimiste parce que j'ai déjà, avec certains experts qui sont un peu au courant comme Alan Cairns, sondé cette question-là. La différence est très grande entre une proposition d'amendement du Canada actuel, qui soulève un certain nombre de

réactions, je dirais même ataviques et un peu de réflexe, et une proposition de refonte vraiment à neuf.

M. Dufour: C'est que vous êtes allé chercher un avis de Colombie-Britannique. On est vraiment en Canada anglais.

M. Taylor: Oui.

M. Dufour: Et à ce moment-là, on reçoit ce genre de réponse. Deuxième question, M. Taylor. Certains ont dit que la souveraineté qu'on a en partie au Québec, dans un certain nombre de domaines – en tout cas sur le plan quantitatif – que la souveraineté-association était une forme de fédéralisme. Qu'est-ce que vous en pensez?

M. Taylor: Bien non. Strictement parlant, ce n'est pas vrai. Il faut dire qu'actuellement au Québec on se sert de l'expression souveraineté-association à peu près à toutes les sauces. Il y a bien des gens – les sondages le démontrent – qui se disent pour la souveraineté-association et quand on leur demande: Est-ce qu'il y aura des députés à Ottawa? Ils disent oui. Mais strictement parlant, les juristes, les politologues n'aiment pas ça qu'on se serve des mots un peu à la légère. Il y a une différence très marquée. C'est que dans un cas, les pouvoirs au centre ne sont que des pouvoirs délégués, qu'on peut retirer à peu près à n'importe quel moment ou à intervalle fixe, tandis que dans l'autre cas, le cas d'un régime fédéral, il y a des pouvoirs en propre au centre. Alors, il y a une différence très profonde, une différence de principe, qu'il faudrait...
(20 heures)

M. Dufour: Par cette réponse-là, vous me confirmez la confusion des mots. Une dernière question, le traité de libre-échange avec les États-Unis. C'est une question que les libre-échangistes posent constamment aux constitutionnalistes. Est-ce que, d'après vous, les États-Unis devraient respecter, avec un Québec souverain, les termes du contrat de libre-échange que l'on a négocié, le Canada avec les États-Unis?

M. Taylor: Ça dépend entièrement de la façon dont une séparation éventuelle aurait lieu. Si elle a lieu de façon brutale et que le Québec se retire tout simplement, c'est un nouveau pays et personne n'est tenu de conclure quelque accord que ce soit avec lui. On peut envisager d'autres scénarios où la séparation se fait à l'amiable, etc., et une séparation éventuelle ou, bien sûr, ça pourrait faire partie de l'accord que les deux États successeurs accèdent à l'Accord de libre-échange. Mais il y a des scénarios possibles qui laisseraient le Québec absolument en danger.

M. Dufour: D'après vous, cette succession

automatique du pays souverain qui serait le Québec est tout à fait discutable.

M. Taylor: Ce n'est pas acquis.

M. Dufour: Ce n'est pas acquis.

M. Taylor: Et c'est un autre biais par lequel il faudrait avoir dans l'esprit qu'on ne peut rien faire, en fin de compte, sans un certain accord avec le reste du pays. Que ce soit par une solution ou par une autre, l'accord des autres, une entente avec les autres parties de ce pays est nécessaire.

M. Dufour: Merci, M. Taylor.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Larose.

M. Larose: Merci, M. le Président. Je trouve votre mémoire absolument stimulant. Je serai certainement frustré par le peu de temps qu'on aura pour poser un certain nombre de questions. Vous dites, à un moment donné, que la Constitution de 1867 est morte le 23 juin 1990. En même temps, vous dites, en page 5, que finalement votre projet, c'est quand même d'essayer de poursuivre l'expérience, mais en concrétisant un peu la perspective qu'avait développée Laurendeau, enfin, à travers toute son action.

Pour refaire à neuf, il me semble que la première question qu'on doit se poser c'est: Qui est en présence au Canada? Et je vous pose la question très directement: On nous dit que le Canada est actuellement composé de quatre réalités. Il y a les Maritimes, un coin homogène au plan britannique; il y a le Québec, un coin homogène au plan francophone; il y a le reste de l'Ouest, davantage multiethnique avec deux masses critiques de francophones en Ontario et en Acadie. Les forces montantes du pays, les forces progressistes, celles qui tirent en avant, demeurent les forces ethniques alliées aux forces autochtones.

Votre projet, est-ce qu'il s'inscrit dans la poursuite de la trame de fond de Meech qui voulait reconnaître, encore une fois, les deux peuples fondateurs? Et à ce titre-là, est-ce que ce n'est pas un cul-de-sac puisque le rejet s'est fait précisément sur cette base-là, c'est que le Canada n'est plus deux peuples fondateurs, c'est des autochtones, c'est des multiethniques? Oui, il y a des Anglais, oui, il y a des Français, mais il y a plus que des Anglais et des Français. Je ne sais pas.

M. Taylor: Oui. Mais il y a deux choses à répondre à votre question qui est fort bonne. Ça entre dans le vif du sujet. D'abord, je reprends ce que j'ai dit tout à l'heure. Meech ne prouve rien parce que Meech était une proposition d'amendement de la Constitution actuelle. On demandait aux Canadiens anglais: Dans votre

esprit, est-ce que le Canada historique que vous reconnaissez est vraiment sauf dans l'amendement de Meech? Pour une part, ils ont répondu que non; beaucoup ont répondu que oui. C'était très partagé mais, finalement, ils ont répondu que non. C'est une autre proposition qu'on veut leur faire, non pas: Est-ce que cela est conforme au Canada historique de vos rêves, celui que vous avez appris dans vos manuels d'école, etc.? mais: Est-ce que c'est une manière de vivre en commun possible pour nous maintenant? Est-ce que c'est la meilleure ou pas? C'est une autre proposition.

Deuxièmement, la dualité canadienne n'entre pas en conflit avec le multiculturalisme ni avec la poussée des autochtones. La réalité canadienne actuelle est celle-ci: il y a deux grandes sociétés qui sont chacune définies par une langue hégémonique: l'anglais d'un côté et le français de l'autre. À l'intérieur de chacune de ces sociétés, il y a du multiculturalisme. Nous le vivons ici, au Québec, aussi, et il faudrait que nous le vivions un peu mieux et un peu plus consciemment qu'on le fait actuellement. À l'intérieur de chacune de ces sociétés, il y a aussi des sociétés autochtones auxquelles on devrait accorder des pouvoirs d'autogestion et d'autogouvernement très considérables, mais cela n'enlève rien au fait que le nord du continent est constitué de deux grandes sociétés définies par leur langue, je dirais, hégémonique, la langue principale de communication. C'est ça la dualité canadienne. Elle va exister, même au-delà d'une rupture du Canada.

M. Larose: À la page 6, vous nous parlez d'un projet qui, historiquement, a toujours voulu se démarquer par rapport aux États-Unis. Est-ce qu'on ne doit pas reconnaître que, dans la dernière décennie, beaucoup de choses se sont modifiées au Canada, ce qui fait que le spécifique canadien devient plus faible? Je pense notamment à tout ce vent de privatisation, de déréglementation. Le traité de libre-échange étant, à mon avis, la fracture. Et il faut se rappeler que c'est le Québec qui a fait passer le libre-échange. Alors, pour le Canada, cette société distincte par rapport aux États-Unis, il me semble que, incluant l'introduction de la charte de 1982, on a là tous les ingrédients pour que le caractère distinct le soit de moins en moins au Canada, et peut-être que le rempart est davantage au Québec. Ce qui faisait dire à Cardwell, notamment, qui était venu nous voir, que là où on peut vivre comme Canadien, c'est peut-être dans le Québec indépendant.

M. Taylor: Je pense que c'est une formalité de vivre dans le Québec, qu'il soit indépendant ou non, mais je crois que vous vous trompez absolument fondamentalement sur le Canada. Le Canada – et je parle du Canada anglais – est une société bien distincte des États-Unis. Ce

n'est pas si voyant que notre distinction à nous, parce que ce n'est pas fondé sur une langue différente, mais il a une culture politique qui demeure différente. Pensez-y un instant. Il y a au Canada anglais une espèce d'État providence, qui est comme le nôtre et que nous avons bâti ensemble, qui est fort différent des États-Unis. Une différence à laquelle les Canadiens tiennent, vraiment, très fortement. Il y a un style de gestion économique qui est différent. Oui, il y a des moments où on penche un peu vers la droite, vers la gauche. Mais pensez à cette droite américaine: la droite de Reagan, la droite du Parti Républicain. Il est représenté au Canada par le Reform Party de l'Ouest. Ce sont des mouvements marginaux.

Il y a au Canada anglais une culture, je dirais, juridique, différente. Même les cas qui semblent rapprocher le Canada des États-Unis montrent la différence. Oui, on a une Charte des droits, comme les États-Unis en ont une, enfin, des "Bill of Rights". Mais nous avons la clause "nonobstant". C'est un compromis typiquement canadien. Ils nous considèrent illogiques, peut-être, mais ça représente quand même la culture canadienne. Il faut avoir à l'esprit que la clause "nonobstant" a été introduite, non pas sur la demande du Québec, mais sur la demande du premier ministre du Manitoba de l'époque. La différence demeure absolument fondamentale et je crois qu'il ne faut pas se leurrer là-dessus.

M. Larose: Et, je vous pose la question sur votre démarche. Vous nous proposez de réviser tout ça de fond en comble, et comme, je dirais, élément déclencheur de ce processus-là, j'avoue que je cherche le détonateur. Ce n'est certainement pas par des incantations et en faisant des démonstrations, comme on pourrait le faire en continuant le débat, que, je dirais, les leaders réels du Canada vont se sentir interpellés. Autrement dit, est-ce qu'on ne devrait pas, carrément, commencer à réaliser le projet, puis les autres vont embarquer dans la "wagon" pour suivre?

M. Taylor: Bien, ça dépend du projet. Vous parlez de réaliser le projet. Si vous voulez dire par cela qu'il faut déclarer l'indépendance, là, vous commencez à réaliser votre projet, mais pas le mien. Et moi, je considère que le mien est supérieur. Mais vous avez raison, il y a un problème. Le problème de la crédibilité du Québec. On a perdu le lac Meech parce qu'ils ne croyaient pas qu'on était sérieux. Ils le croient maintenant, mais c'est trop tard. Ils ne croyaient pas que nous étions sérieux et il faudrait montrer notre sérieux.

Il y a plusieurs mécanismes. Je n'ai pas vraiment entré là-dedans à la fin de mon mémoire mais je crois qu'il faudrait à un moment donné, peut-être, que nous tenions un référendum au Québec, au préalable. Un référendum qui

pourrait, je crois, si nous avons un consensus – c'est à vous, là, c'est peut-être votre mission historique. S'il y a un consensus de réalisé au sein de cette Commission, un véritable consensus, je suis sûr qu'on peut passer un référendum sans les déchirements de 1981, avec une forte majorité de Québécois, en disant à peu près ceci: Le projet que je propose est: "Que nous négocions une nouvelle entente fédérale, mais qu'à la différence de la formule d'amendement actuelle, le manque d'accord, un échec, ne voudrait pas dire qu'on retombe dans le statu quo. Malheureusement, ce n'est plus possible. Un échec voudrait dire que le Canada n'existe plus." Pouvoir communiquer ça aux partenaires, ça changerait complètement les règles du jeu. Et je suis d'accord avec vous: il faut trouver un moyen crédible de le faire. Mais sans tout foutre en l'air au départ.

M. Larose: Si je comprends bien votre proposition, ça pourrait être un référendum québécois...

M. Taylor: Oui.

M. Larose: ...qui signifie une nette volonté – vous ne voulez pas appeler ça indépendance, mais dans votre projet, à la page 7, votre il, c'est quand même un projet qui fait un espace tout grand au Québec, pour sa propre autonomie – donc un référendum qui annonce ça, qui envoie un message clair, dites-vous dans votre texte, avec un délai. Et si les choses ne se réalisent pas, ça risque d'être l'indépendance. C'est votre séquence?

M. Taylor: Oui, mais ce n'est pas l'indépendance. C'est un nouveau projet fédératif. Mais ce qui est clair, c'est que si ça échoue, on est devant l'indépendance ou la souveraineté-association, enfin une autre façon...

M. Larose: Vous avez des objections à ce que la question du référendum pose exactement ce projet-là, c'est-à-dire: On y va avec un projet d'association. Ou supposons qu'on prenne votre propre projet et dans la même question; c'est que si ce n'est pas fait dans tant de temps, c'est l'indépendance. On posera la question en même temps?

M. Taylor: Nous en sommes peut-être à notre consensus, oui, un référendum avec une proposition à deux niveaux, à deux paliers; ce qu'on voudrait, et les conséquences de l'échec. Ce serait une façon possible de rendre un peu plus claire la volonté du Québec.

M. Larose: Je vous remercie, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Nicolet.

M. Nicolet: Merci, M. le Président. J'aimerais, si vous me le permettez, reprendre dans la lancée de M. Larose qui avait commencé à reprendre systématiquement certains éléments de votre mémoire, que j'ai trouvé également fort intéressant. J'aimerais, si vous me le permettez, les mettre en parallèle avec le témoignage de M. Bernard, hier. Parce que je crois qu'il reflète différemment les deux côtés d'une même médaille. Dans cette perspective, je vous réfère au deuxième paragraphe de la page 10 de votre texte, qui se lit comme suit. Enfin, je prends un extrait: "Il se peut fort bien que des modifications plus profondes soient plus faciles à accepter dans la mesure où elles sont proposées dans le cadre d'une nouvelle construction plutôt que comme des aménagements à l'intérieur du Canada historique."

M. Bernard, si je peux résumer ce qu'il avait eu à nous dire à ce sujet, mettait en perspective l'essence même du Canada en soulignant qu'un certain nombre de demandes qui sont considérées minimum par le Québec sont fondamentalement antinomiques pour le Canada anglais. Et c'est un peu comme demander à la plus belle fille... Elle ne peut donner que ce qu'elle a. Et le Canada anglais est incapable de répondre aux attentes du Québec sans nier son essence même. Comment réagissez-vous à cette analyse de la réalité canadienne? (20 h 15)

M. Taylor: Je crois qu'elle est très fausse. Elle reflète le Canada anglais dans le cadre mental de la Constitution de 1867, de l'histoire, devant toute proposition de redéfinir le Canada historique. Entièrement d'accord. L'expérience l'a démontré. Il y a certaines personnes qui sont d'accord mais enfin, pour la majorité, ça ne marche pas. Moi, j'imagine le Canada anglais devant un autre choix. Le choix n'est plus de rester avec la Constitution historique ou de la changer mais le choix serait entre une nouvelle entente fédérale ou pas d'entente fédérale du tout. À ce moment-là, le Canada anglais serait forcé de penser sur un autre registre. Il est clair que si on leur demande: Dans votre esprit, le Canada historique comporte-t-il une place adéquate pour le Québec? La réponse sera divisée comme il l'a été.

Mais ce n'est pas ça que j'envisage de proposer. Et figurez-vous, là... Pensez à tous ceux qui se sont opposés au lac Meech, pour ne prendre que la dernière manche... Il y en a eu plusieurs, là. Tous ces gens-là ont pris pour acquis que l'alternative au lac Meech, c'était le statu quo. Ils argumentaient toujours à l'intérieur de cette logique-là. On ne veut pas accepter ce changement-ci parce que ce qu'on a actuellement est meilleur. On ne veut pas adopter une nouvelle formule d'amendement parce que celle qu'on a actuellement est meilleure. La logique de l'argumentation était toujours que l'alternative, c'est le statu quo, et on préfère le statu quo. Le Canada anglais, devant un autre choix, va réagir

de façon complètement très différente. Et moi, je ne prétends pas savoir la réponse. Tout ce que je sais, c'est que les règles du jeu vont être totalement différentes.

M. Nicolet: Juste à titre d'exemple, si on peut approfondir cette question juste encore quelques instants. Les droits linguistiques où, effectivement, il y a quand même une vision fondamentalement différente de la part du Canada anglais, dans la perspective de la Charte des droits et libertés, par opposition à la réalité québécoise de la clause "nonobstant" etc. Est-ce que vous ne pensez pas que... Même M. Dion, dans son témoignage l'autre jour, est venu nous dire que, effectivement, on devrait retirer des pans entiers de la Charte canadienne et se référer à la charte québécoise. Est-ce que vous ne pensez pas que, fondamentalement, c'est une proposition qui est inacceptable pour le Canada anglais?

M. Taylor: Pas nécessairement. Vous touchez un point très sensible parce que pour beaucoup de Canadiens anglais, actuellement, la Charte représente en quelque sorte le trait d'union d'une citoyenneté possible, mais une façon de concevoir la Charte comme étant uniquement la défense de droits individuels. Et il faut dire, entre parenthèse: ce n'est pas fidèle à la Charte canadienne actuelle qui voulait marier et équilibrer les droits collectifs et les droits individuels, mais une façon de voir la Charte comme défendant uniquement des droits individuels est invivable pour le Québec. Et c'est une des équivoques qu'il faudrait liquider. C'est absolument clair, mais il y a plusieurs façons de le faire. Meech en avait proposé une, n'est-ce pas? C'est-à-dire une clause interprétative. Moi, j'irai plus loin dans cette voie. On devrait refaire la clause numéro 1 de cette Charte qui fixe en quelque sorte les termes ou le cadre dans lequel les autres clauses devraient être appliquées, et on pourrait, à l'intérieur de cette première clause, rendre clair que la façon d'application de cette Charte-là au Québec tienne compte des buts collectifs. Ou bien on pourrait faire comme propose le professeur Dion. Il y a plusieurs façons, mais je suis d'accord avec vous, la question de la Charte, il faut la régler, il faut l'éclaircir.

M. Nicolet: Est-ce que j'ai encore un peu de temps, M. le Président?

Le Président (M. Jean Campeau): Oui, monsieur.

M. Nicolet: Un tout petit peu? Je me réfère à la page 15 de votre mémoire et toujours en parallèle avec ce que nous disait M. Louis Bernard, hier, vous affirmez avec beaucoup d'emphase et je vous cite: J'en écarte une

d'entrée de jeu, un scénario catastrophique d'après lequel le Canada anglais désintroduira, sous le poids de ses divisions internes, etc. Et je vous projette dans une perspective de séparation du Québec. Et M. Bernard, après réflexion... et je pense que je ne simplifie pas excessivement sa réflexion qui était à l'effet que, effectivement, peut-être demain, le Canada pourrait retrouver une certaine cohésion, mais il disait également qu'il était moins sûr de faire le même pari d'ici 15 ans. Comment réagissez-vous à cette analyse de la situation en se rappelant que dans la vision de M. Bernard, la survie du Canada anglais sans le Québec était importante pour l'équilibre des forces face aux États-Unis?

M. Taylor: Bien, sur ces derniers points, je suis entièrement d'accord avec lui. J'ai lu le compte rendu de son mémoire dans *Le Devoir*, ce matin. Je suis entièrement d'accord. C'est très important. D'ailleurs, j'en ai fait état il y a quelques instants, mais dans mes prévisions, c'est un peu le contraire. Si le Canada anglais passe la crise qui va s'ouvrir très prochainement, passe les prochaines cinq années, trois années, il a de bonnes chances de continuer, mais c'est cette crise-là qui risquerait peut-être de le faire éclater. Je vous dis pourquoi. Le défi québécois, si je peux le nommer ainsi, le défi du Québec qui veut remanier l'accord, l'entente, que ce soit dans n'importe quel sens, va soulever des réponses très différentes des différentes régions. L'Ontario va être à priori beaucoup plus favorable que l'Ouest. Alors, c'est à ce moment-là qu'il va y avoir des tiraillements très forts et très profonds au sein du Canada anglais, sur la question de savoir comment répondre aux propositions du Québec. S'ils peuvent passer cette période difficile et maintenir une certaine unité et retrouver un consensus en face de nos propositions, on a de bonnes chances de continuer. Mais, s'ils ne réussissent pas cela, c'est un moment très dangereux pour eux, et donc je suis d'accord avec M. Bernard, pour nous.

M. Nicolet: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Cameron, suivi de M. Desjardins.

M. Cameron: Professor Taylor, as we would expect, your memorandum is one of the most civilized and intelligent that I have seen before this Commission. As you perhaps know, I am here, as my colleagues, to represent the barbarians. And I say that with total seriousness, because I believe that in a discussion of the political future of Canada and of Québec, we must understand that what which is argued by the most politically sophisticated, or the most tolerant, or the most reasonable, is not necessarily exactly what is going to happen, or what is going to take place.

I would like to say just in passing by the way, about Meech Lake, which seems to be hauled out for a post mortem again, and again, and again, before this Commission, that it surprises me how seldom, anyone has mentioned some of the most obvious reasons that Meech Lake failed that are not tied up with the rejection of English Canada, or Elijah Harper, or anything else like that, which is that first of all, that the Prime Minister of Canada at the time was very clearly a man, whatever his virtues, who was not trusted or regarded very seriously by the vast majority of the Canadian people. Number two, that the former Prime Minister of Canada, Mr. Pierre Trudeau, whatever one says in the long run about his virtues or his vices, was a magnificently articulated and destructive critic of the accord and that above all the passage of Bill 178, and the implication of the "notwithstanding" clause, even if there is a case for it, and even if it is just defiable by some argument was nonetheless something that seemed to many of us, the end of the line, not only here in Québec but in the rest of Canada.

The feeling I think that inspired many of us of very different political convictions, whether we were on the Conservative side, the Liberal side or the radical side, whether we, in fact, supported Parliamentary supremacy or the use of a Chart of rights, was that even given a magnificent opportunity for a choice that might have led to agreement between all of us, but that opportunity was passed, not even on the basis of majority opinion...

Le Président (M. Jean Campeau): M. Cameron. M. Cameron, your question please.

M. Cameron: ...but on the contrary on the basis of the most fashionable, and noisy, and powerful opinion.

Now my question in terms of your concluding remarks. You present the idea that in effect one should take something like the Charlottetown Conference as a model and go with in effect a hard choice to English speaking Canada saying in effect this is it. Either the country delivers, or it does not, one or the other. I would suggest to you that in fact, that is a little like using a burning dynamite stick to hold-up a bank. The likely argument is: all right, no deal from the Canadian, or from Ottawa, or whatever side. Once that happens, what are the particulars you see as to what Québec will get, and what it will not get in fact?

M. Taylor: It is very hard to predict. Are you asking me to predict the hypothesis that they respond they are not interested in negotiating a new federal deal? If that's the case, then we necessarily fall back on the only other range of solutions which have to do with the association in some form or other of independant

states. That seems to me the obvious alternative. Do you see another one yourself Mr. Cameron?

M. Cameron: Do you not see the problem that seems to me has not been brought up enough before this Commission, that in terms of political gains for Québec, whatever the negotiation is, whatever it is for sovereignty, sovereignty-association, or in renewed federalism, but something which increases the political powers of Québec, that it is definitely a zero sum game, that is, Québec's gain is Canada's loss, not necessarily the Canadian people but the Canadian State. That Canada's gain is Québec's loss, that is unlike a commercial transaction where both parties can walk away happy. This is one where the more Québec gains, the more there is a cost to subsequent relations with the rest of Canada. In other words, if Québec gets a lousy deal, it would make excellent relations with the rest of Canada. If Québec gets an excellent deal, it will get lousy relations with the rest of Canada. Does anyone not see this yet?

M. Taylor: No. I think what you are describing is the situation within the present Constitution and the present way the political game is played. There is some truth in what you say. I am suggesting we get out of that and I am suggesting we have an arrangement where everybody can gain. Because Québec can be a distinct society, can have the room it needs. At the same time, this can be part of a confederal arrangement in which the rest of the country can accept that that is what we are doing. As against the situation where we operate in a Canada where there are a series of presumptions that cannot ultimately suit us, like the equality of all the provinces, like a Charter uniformly applied, in which we are quite right every time we move that somewhat it creates a backlash. I am suggesting we get out of these ambivalences and negotiate a new arrangement. And you know, in that kind of arrangement, we could all be winners. It would no longer be a "zero equals sum" game. I am trying to suggest we change the rules of this game.

M. Cameron: I hope very much you are correct.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, M. Desjardins.

M. Desjardins: M. Taylor, je dois vous dire que ceux qui m'ont précédé ont dit qu'ils avaient lu avec intérêt... Mon collègue de gauche a dit qu'il le trouvait stimulant, moi, j'ajouterai que je l'ai lu avec beaucoup de passion votre document et je tiens à vous dire que je partage entièrement l'analyse que vous faites et le pari que vous faites pour un fédéralisme renouvelé, un fédéralisme moderne. Quand je dis que j'ai vibré

à la lecture de votre mémoire c'est que vous faites un appel...

Le Président (M. Jean Campeau): M. Desjardins, c'est encore la même chose là. Des réunions d'experts, je répète les règles. Les règles c'est qu'on fait venir un expert pour l'entendre et non pas pour qu'il nous entende. Je regrette de vous reprendre vous là, j'aurais pu reprendre M. Cameron tout à l'heure, mais...

Une voix: Bien, vous auriez pu vous prendre plus de bonne heure, bonnyeu!

M. Desjardins: Je comprends. Vous faites un appel à l'ensemble canadien qu'on dénonce beaucoup là, qui fait partie de notre folklore et de notre poésie, on l'entend souvent et je pense que vous lui donnez un sens vraiment concret qui est une protection pour la francophonie, chez nous, et une protection aussi vis-à-vis d'un géant qui est au sud. J'ai une question. Tantôt on demandait quel était l'élément déclencheur qui ferait en sorte que le Canada anglais pourrait, à un moment donné, être plus généreux vis-à-vis des éventuelles demandes que l'était Meech. La réponse, est-ce qu'elle ne serait pas dans une réflexion que le Canada anglais doit absolument, absolument commencer à entreprendre pour réaliser que, dans sa définition, le Québec est essentiel et à ce moment-là accepter peut-être davantage que ce qui était dans Meech?

M. Taylor: Oui, parce qu'ils ont besoin de nous aussi. La plupart des raisons que j'ai mentionnées tout à l'heure pour lesquelles un cadre fédéral nous va mieux que tout autre, la plupart de ces raisons-là valent pour le Canada anglais.

M. Desjardins: Cette réflexion-là, est-ce qu'elle est commencée au Canada anglais? Pensez-vous qu'actuellement on est en train de penser à savoir ce qui s'en vient?

M. Taylor: Oui, je suis ça de près, c'est intéressant. Au niveau des élites politiques et académiques, intellectuelles, oui. Au niveau de la masse, malheureusement, pas encore. Au niveau du public en général, le problème n'a pas encore percé mais au niveau de ceux qui pensent à l'avenir du pays, les constitutionnalistes, les experts dans les milieux politiques, c'est extraordinaire combien le débat est déjà lancé. Je suis en discussion constante avec ces gens-là et ils font vraiment du chemin.

M. Desjardins: Ma deuxième question porte sur la Cour suprême. Plusieurs juristes et des témoignages, ici, ont porté une condamnation de la Cour suprême pour outrage à des crimes d'État. C'est certain que la Cour suprême a posé des jugements qui ont fait mal au Québec. Il y

avait une provision dans Meech, que vous connaissez bien, qui établissait une nouvelle formule pour nommer les juges de la Cour suprême. Un fédéralisme moderne ne pourra pas l'être sans une réforme de la Cour suprême. Et j'aimerais entendre de vous comment on peut faire une réforme de la Cour suprême.
(20 h 30)

M. Taylor: Bien, il serait peut-être bien d'avoir carrément, comme en Allemagne fédérale, une cour constitutionnelle. Parce que nous avons actuellement une Cour suprême qui fait deux travaux, deux tâches à la fois. C'est l'instance dernière pour toutes sortes de causes, qu'elles soient criminelles ou civiles, etc., et en même temps, c'est une cour constitutionnelle, une cour qui doit décider, finalement, des différends entre les paliers de gouvernement. Il serait peut-être bien de scinder ces deux fonctions comme le font certains pays comme l'Allemagne fédérale, et d'avoir une cour carrément constitutionnelle, qui n'aurait comme fonction que de décider des questions de juridiction et d'autres questions constitutionnelles. Et à ce moment-là, elle pourrait être constituée non seulement par le fédéral, par un des partis possibles, mais par les deux côtés, en quelque sorte, les membres constituants et le fédéral. Et ça pourrait créer une cour qui, non seulement jugerait de façon équitable, espérons-le, mais qui aurait la confiance de tout le monde.

M. Desjardins: Merci, ça va.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous passons maintenant à M. Maciocia.

M. Maciocia: Merci, M. le Président. M. Taylor, merci pour votre mémoire que, moi aussi, j'ai lu vraiment avec beaucoup d'attention. M. le Président, je serai un peu long dans mon préambule, vous allez l'admettre, parce que pour me rendre à la question, il faut que je fasse un préambule.

Le Président (M. Jean Campeau): Il va falloir qu'on ait répondu à votre question.

M. Maciocia: Oui. D'abord, je tiens, M. Taylor, à citer des passages de votre texte, qui sont extrêmement importants et pleins de sagesse, d'après moi. C'est un appel à la raison que vous devrez nous suivre jusqu'à la fin de cette Commission et suivre le Québec tout au long de sa route. Et je vous cite, à la page 8 de votre mémoire, vous dites: "Il ne faudrait surtout pas réduire l'étendue de nos aspirations en fonction de nos déceptions historiques." Et à la page 11, vous continuez: "On ne saurait définir notre destination qu'en fonction des difficultés de l'itinéraire." Et vous dites à la page 3 que le Québec a intérêt à s'associer politiquement avec les autres régions du Canada pour deux raisons.

La première, maintenir un équilibre face aux États-Unis et la deuxième, jouir d'un certain poids sur la scène mondiale. Vous nous rappelez – justement pour justifier la première raison – que le Québec diffère des États-Unis dans son style de gestion économique car ici, au Québec et au Canada, l'État joue un rôle beaucoup plus actif dans l'économie. Or, beaucoup de souverainistes et d'indépendantistes qui sont favorables aussi à l'intervention de l'État nous disent que ce n'est pas grave, ce que le Canada fera, même si à la limite, à long terme, il s'annexait aux États-Unis. Cela n'influencerait pas le Québec. Si je vous comprends bien, c'est un raisonnement un peu incorrect. Le Canada partageant le même système de gestion économique que le Québec, cela contribuerait à diluer la pression sur le Québec d'imposer le système de gestion américain où l'État intervient moins. Pourriez-vous élaborer un peu sur ça, M. Taylor?

M. Taylor: Oui, enfin, nous avons ici au Québec – c'est extraordinaire si on compare aux États-Unis – des institutions comme la Caisse de dépôt qui ont joué un rôle très important dans le développement de l'économie québécoise, qui ont permis cette révolution de l'économie québécoise dont nous vivons les conséquences actuellement. Et de toutes sortes de manières, le nombre et l'importance de nos sociétés d'État, c'est un style de gestion économique qui ressemble plutôt à certains pays européens et, comme j'ai dit, au Japon aussi à certains égards. Ce style se démarque par rapport au style de gestion que l'on trouve dans la plupart des pays anglo-saxons – pas la plupart mais au moins aux États-Unis et en Angleterre, au moins sous le régime Thatcher – où il y avait cette croyance que je crois un peu dogmatique dans la séparation absolue de l'État par rapport à l'économie. Alors, je crois que ce style de gestion a été très important pour nous. Si on ne l'avait pas adopté, je ne vois pas comment on aurait pu réaliser les progrès économiques que nous avons faits, franciser l'économie du Québec comme nous l'avons fait, et il est important de pouvoir le maintenir. Or, je crois que là-dedans aussi nous avons une certaine solidarité actuellement avec les autres sociétés canadiennes qui, sans nous suivre jusqu'au degré que nous avons atteint au Québec, ont quand même une certaine orientation de gestion économique qui nous ressemble plutôt qu'aux États-Unis. Historiquement, le Canada aussi a été créé, par exemple, par des sociétés d'État, par une initiative d'État, etc. C'est comme dans tous ces domaines, à la fois la question de la langue, la question des programmes sociaux et cette question-là de style de gestion économique, nous pourrions mieux maintenir notre spécificité si nous sommes alliés avec d'autres sociétés au nord du continent qui maintiennent le même style.

Autrement dit, la disparition complète du

Canada anglais serait pour nous une catastrophe. Il faudrait voir ça en face. Il faudrait tenir compte de cela dans tout ce que nous faisons et il faudrait avoir ça en vue dans l'avenir.

M. Maciocia: M. le Président, j'aimerais revenir à la page 10 de votre mémoire. Elle a été déjà soulignée par plusieurs. À la page 9, vous dites que le 23 juin 1990, l'échec du lac Meech a été la mort de la Constitution de 1867. À la page 10, vous nous encouragez en nous disant que, selon M. Cairns, de l'Université de la Colombie-Britannique, il est faux de penser que le Canada anglais refusera des changements plus profonds que Meech. Pour cela, il faut que le Canada anglais, d'après votre raisonnement, réalise, considère et comprenne qu'il faut oublier le passé et agir maintenant dans le cadre d'une nouvelle constitution. Ma question est la suivante: Quels moyens doit-on envisager pour faire partager cette vision de construire à neuf?

M. Taylor: Je crois qu'il faudrait les convaincre qu'il n'y a plus de retour au passé, ce dont on parlait tout à l'heure avec M. Larose. Il faut trouver le moyen de les convaincre que le retour au passé est impossible, c'est-à-dire qu'on ne négocie plus dans le cadre du système d'amendement actuel, c'est-à-dire si on arrive à un accord parfait, si on n'y arrive pas, on retombe dans le statu quo. Et je crois, comme j'ai dit à M. Larose tout à l'heure, qu'un des moyens probablement les plus efficaces, un moyen probablement incontournable, c'est de faire faire une certaine déclaration d'opinions de la part des Québécois comme un entier, comme une société ayant recours, par exemple, à un référendum ou à un autre moyen du genre.

Ce dont je suis convaincu, c'est à partir du moment où ils voient que le passé est irrécupérable et qu'il s'agit de bâtir l'avenir, beaucoup de choses sont possibles parce que les mêmes facteurs, pas tous, mais trois des quatre facteurs que j'ai mentionnés tout à l'heure, qui font que pour le Québec le régime fédéral est le meilleur, valent aussi pour nos partenaires. La division serait catastrophique pour eux aussi bien que pour nous.

M. Maciocia: Une dernière question, M. le Président, si vous permettez. Sur la question du processus, vous rejoignez un peu M. Léon Dion en abordant le sujet de l'ultimatum. Vous prenez plus de précautions que lui, cependant, pour démontrer votre collaboration, ce qui m'amène à vous demander de commenter une opinion qui revient souvent devant cette Commission. Si le Québec fait d'abord son indépendance et n'envisage de procéder à la négociation que par la suite, lors de la déclaration d'indépendance, le Canada va évaluer cela comme une rupture ou un signal de confrontation très propice à faire prévaloir la raison sur la vengeance. Puis, lors

de la négociation de l'association suivant l'étape de l'indépendance, le Canada risque de penser que c'est quasiment un appel au secours du Québec, et cela ne nous sera pas tellement profitable pour négocier, d'après moi. Pensez-vous que cette opinion peut être un peu réaliste?

M. Taylor: Oui. Je suis entièrement d'accord avec ça. Déclarer l'indépendance, ce n'est pas le geste qui risquerait d'ouvrir des négociations avec le reste du Canada. Au contraire, c'est un geste de refus et de fermeture. Au contraire, dire qu'on veut négocier un nouveau pacte, mais que la structure actuelle nous est invivable et donc, l'échec des négociations nous amènerait malheureusement à quitter la Constitution actuelle, ça, c'est ce qu'on doit faire parce que je crois que c'est la vérité, finalement. C'est la vérité sociologique et politique du Québec actuel, et il n'y a pas de raison de cacher ça. Mais procéder par anticipation à une rupture légale et, d'ailleurs, avec toute l'incertitude que ça créera pour le statut légal de tous nos rapports, avec tout le chaos économique que ça pourrait créer, je crois que c'est une mesure absolument aberrante. Je ne vois pas pourquoi on espère aller de l'avant avec un geste au préalable de la sorte. Il faut être clair que les conséquences d'un manque d'accord serait la fin du pays, mais si on veut négocier avec le partenaire, il ne faudrait pas mettre fin au pays au départ. Je vais vous répéter ce que j'ai dit à la toute fin de mon mémoire aussi: Il faut leur dire des vérités dures parce qu'il faut poser un ultimatum, mais je crois qu'on peut aussi être ouverts en même temps et leur dire que, tout comme on les invite à discuter de notre agenda, on est prêts à discuter du leur, qu'on est ouverts aussi à voir les problèmes et les projets qu'eux ont. Et en nous présentant comme étant à la fois fermes mais pas fermés, fermes et ouverts, je crois qu'il y a moyen de les amener à négocier sur un nouveau plan.

M. Maciocia: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Blackburn.

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. Bonsoir, M. Taylor.

M. Taylor: Bonsoir.

Mme Blackburn: Je dois vous dire que votre proposition a le mérite d'être originale, dans le sens que c'est la première fois qu'on ose, en tout cas, qu'on nous dit ici, en cette Commission: Effaçons 123 ans et recommençons en 1864, à Charlottetown. Vous dites: Il faut vraiment reconstruire le pays, repartir en effaçant les hypothèses des vieilles structures, des querelles, mettre de côté les vieux réflexes. Votre projet semble faire abstraction de la situation juridique

actuelle, constitutionnelle, du passé, des relations Québec-Canada qui, comme vous le savez sont jalonnées d'échecs et de projets de négociation avortés. Vous optez pour la solution fédérale mais, en même temps, vous dites que le Canada pourrait être prêt à s'asseoir à table pour négocier si tant est qu'on veuille recommencer à redessiner le pays, mais en même temps vous nous prévenez: le Canada est loin derrière. Et moi, j'ajouterais: Le Canada et le Québec ont des conceptions opposées du rôle que devrait jouer l'État. D'ailleurs, c'est ce qui explique nos frustrations. Dans le cas du Québec, c'est décentraliser et dans le cas du Canada, c'est un Canada anglais, c'est un Canada fort. Vous me dites: C'est en train de bouger. Bon. Mais dans l'hypothèse que vous nous proposez en disant: Faisons un référendum où on fait... Là, je me permets de le dire, je trouve que ça ressemble un peu à du harcèlement et un peu à du chantage. Et comme ils nous accusent souvent de faire du chantage... Vous dites: On leur propose de négocier un nouveau pays, sinon, c'est l'indépendance. Quel échéancier vous donneriez-vous?

M. Taylor: Les chances que je leur donne...

Mme Blackburn: J'ai dit "échéancier".

M. Taylor: Échéancier.

Mme Blackburn: Quel calendrier ou agenda?

M. Taylor: Alors, c'est à discuter. Moi, je ne voudrais pas que ce soit trop bousculé parce que, comme vous le dites, il faut tenir compte du fait qu'ils ont du chemin à faire, qu'ils ont, franchement, leur crise d'identité, si je peux parler en langage psychologique, à passer. Donc, ça ne devrait pas être des semaines ou des mois. Ça devrait être des années. Je ne saurais fixer une limite exacte en ce moment. Ça ne pourrait pas durer indéfiniment, mais on devrait fixer une date qui ne soit pas trop rapprochée et pas trop lointaine pour que le processus... Ou bien des dates pour que le processus s'entame d'abord, et des dates limites pour que le processus soit mené à bonne fin.

Mme Blackburn: Mais encore, dites-vous deux ans, cinq ans, quand vous imaginez?

M. Taylor: Ça pourrait être deux ans, trois ans, quelque chose du genre, oui.

Mme Blackburn: Plusieurs personnes nous ont dit: Il faut faire vite parce que, plus il y a d'insécurité, plus la situation se détériore, tant dans les rapports Québec-Canada que dans la situation économique. Est-ce que vous partagez ça?

M. Taylor: Oui, mais on ne peut pas aller

plus vite que, disons, le développement de l'opinion au Canada anglais. Je voulais revenir là-dessus parce qu'on se fait des illusions. Je crois que les indépendantistes, pardon, se font souvent des illusions là-dessus, comme si nous pouvions décider par nous-mêmes de notre avenir, dans la mesure où cet avenir est indépendantiste. Mais non, au contraire, même l'indépendance pure exigerait un accord avec le partenaire pour ne pas se faire dans un chaos qui serait très dangereux. Et là, il faut malheureusement que nous allions à l'allure du partenaire pour que le partenaire se mette dans la tête qu'il est devant une nouvelle réalité, que ce soit indépendantiste ou, comme la mienne, une proposition de fédération nouvelle. On ne peut pas brusquer les choses. Si on essaie de brusquer les choses et si on tombe dans le chaos d'un partenaire qui n'est pas encore fixé sur son identité, parce que, vous savez, le Canada anglais, ça n'existe pas encore, politiquement. Là, nous risquons vraiment les pires conséquences, pas seulement pour nous, mais pour eux. Alors, il faut aller vite, mais pas plus vite que le partenaire ne soit prêt à aller, quelle que soit notre hypothèse.

(20 h 45)

Mme Blackburn: Bien. Dans votre processus, vous dites: Dans l'hypothèse où ça ne fonctionne pas, c'est l'indépendance – pour utiliser votre expression parce qu'il faudrait encore qu'on s'entende là-dessus – "indépendance pure", d'autres disent "pure et dure". Mais, vous dites: C'est l'indépendance. Donc, vous concevez que la souveraineté ou l'indépendance, c'est le résultat et la conséquence d'un échec. Alors que pour de plus en plus de Québécois, et ceux qui se sont présentés ici, c'est le fruit d'une longue réflexion d'un peuple qui a atteint sa maturité, et qui dit: Je veux avoir mon indépendance, gérer mes pouvoirs, mes moyens, mes impôts, mes lois, mon développement. Et qui dit en même temps: Mais, je suis très prêt à maintenir des accords avec mes voisins...

Une voix: Offrir...

Mme Blackburn: ...à offrir... la collaboration avec mes voisins qui m'on vu grandir, me développer, c'est vraiment le Canada. Mais, est-ce que vous avez réfléchi que c'était peut-être là où était rendu le peuple québécois?

M. Taylor: Oui. Est-ce que j'ai réfléchi là-dessus? Oui. Est-ce que le peuple québécois est rendu à une décision unanime là-dessus? Moi, j'en doute.

Mme Blackburn: Non, unanime...

M. Taylor: Il est fortement divisé. Je respecte l'opinion indépendantiste. Il faut dire que je ne la comprends pas entièrement. Peut-

être pourriez-vous, pour la première fois, me l'expliquer pour que je la comprenne? Est-ce que c'est une question de sentiments qui n'admettent pas de raisonnements? Ou est-ce que l'option indépendantiste est supérieure à celle que je propose, pour des raisons concrètes qui pourraient contrecarrer des raisons que j'ai présentées? Parce qu'il faut dire que depuis des décennies que j'entends des discours indépendantistes, je n'ai pas encore entendu des réponses aux arguments assez simples, assez primaires que je présente ce soir dans mon mémoire.

Une voix: Il ne marche pas son pays à lui.

Mme Blackburn: Mais, je ne sais pas si vous comprenez. Vous nous offrez le fédéralisme qui est par définition, et plusieurs experts sont venus nous le dire qu'il était fatalement centralisateur. Alors qu'ici on exige des pouvoirs.

M. Taylor: Qui a dit ça?

Mme Blackburn: Deuxième chose, votre Canada anglais... excusez, le Canada anglais. Je m'excuse, parce que vous êtes Québécois, comme moi et comme tous les gens de cette salle. Alors, le Canada anglais, qui serait, dites-vous, capable de participer à des échanges pour refaire le pays... Est-ce que ce Canada anglais, dans l'hypothèse où le Québec choisit la souveraineté ou l'indépendance – parce que pour moi c'est la même chose – ce Canada anglais refuserait-il vraiment de négocier des ententes? Ou refuserait-il des offres de collaboration qui lui seraient faites par le Québec, y compris quand ça dessert ses intérêts? Parce que tout à l'heure vous nous disiez: Le Canada a besoin du Québec.

M. Taylor: Oui. Deux choses. D'abord, je ne suis pas d'accord avec vous que le fédéralisme est nécessairement centralisateur.

Mme Blackburn: Ce n'est pas moi, là.

M. Taylor: L'histoire du Canada démontre le contraire. Nous avons été fondés par les fondateurs qui ont voulu avoir un pays quasiment unitaire, tellement ils voulaient se démarquer des États-Unis qui venaient de passer une guerre civile. L'histoire a fait le contraire. Le Canada s'est décentralisé par rapport au projet de 1867. Donc, cette règle-là ne tient pas.

Mais, pour en revenir à votre question, il est possible que le Canada anglais soit très raisonnable devant la proposition d'indépendance ou de souveraineté-association. Mais personne ne le sait. Moi, je ne suis pas plus capable de le prévoir que vous. Nous sommes tous les deux dans la même situation, Mme Blackburn. Nous avons, chacun, une proposition à faire au Canada anglais, qui est très différente. Mais personne d'entre nous n'est capable de se porter garant

pour – je vais employer votre expression dans un autre sens – pour notre Canada anglais. C'est-à-dire mon Canada anglais, ou le Canada que je voudrais créer, ou le vôtre que vous voudriez avoir. Nous ne sommes pas capables de répondre devant l'histoire pour l'existence de ce Canada anglais-là. C'est imprévisible.

Mme Blackburn: Avec tout le respect que je vous dois... Ça fait 30 ans qu'on négocie. Et là, vous nous dites, comme par l'effet de la pensée magique: Effaçons tout ça, comme si rien n'existait... comme si rien n'avait existé; 123 ans de construction aussi, d'habitudes, d'institutions, et aussi de bonnes choses. Mais tout ça mis ensemble... on oublie tout ça et on recommence. Ça me semble un peu, si vous me permettez l'expression, utopique, parce que ça ne me semble pas très réaliste. Comme je sais que mon temps se termine, ou presque, M. Taylor, je voudrais juste, une dernière question à la suite d'une question qui vous a été posée tout à l'heure. Dans l'hypothèse d'un Québec indépendant, est-ce qu'il n'est pas vrai qu'en vertu de la convention de Vienne sur les successions d'État, l'État successeur a la responsabilité et endosse toutes les ententes qui ont été signées pour lui alors qu'il était dans l'État fédéré... prédécesseur.

M. Taylor: Mais qu'est-ce qu'un État successeur?

Mme Blackburn: L'État successeur, en vertu de la convention de Vienne, c'est un Québec indépendant. Donc, les accords qui ont été signés alors qu'il était au sein du Canada s'appliquent au Québec à moins qu'il n'y ait volonté de renégocier les accords – par exemple le libre-échange – normalement, ils s'appliquent intégralement. Et dans le cas du libre-échange, en particulier, compte tenu que c'est le Québec, selon le Canada anglais, qui a fait passer le libre-échange, est-ce qu'il y aurait des raisons de croire que les États-Unis feraient des manières pour dire: Non, il faut recommencer à zéro les négociations de libre-échange?

M. Taylor: Ça, c'est fort possible. S'il fallait renégocier à partir de zéro, qui sait quelles conditions pourraient nous poser les États-Unis? Mais la question que vous posez, si c'est vraiment l'État successeur dûment créé dans une continuité légale, vous avez raison. Mais tout dépend de la continuité légale. On songe à sortir du Canada de quelle façon? Si on sort par un hiatus brusque, une solution de continuité brusque dans la légalité, on ne peut répondre de rien. Nous revenons donc, encore une fois, à la réponse du partenaire. Et moi, je crois que votre proposition est aussi utopique que la mienne. Croyez-vous qu'après tous les ressentiments qui ont été créés dans cette longue discussion avec le Canada anglais, le refus brutal

que vous voulez lui faire, la gifle au visage que vous voulez lui donner va l'amener à négocier de bon gré avec le Québec?

Le Président (M. Jean Campeau): Madame.

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. Est-ce que vous croyez au droit du peuple québécois à l'autodétermination? Si oui, l'État successeur pourrait être établi à la suite d'une déclaration qui suivrait un référendum où on obtiendrait la majorité.

M. Taylor: Je crois à ce droit à l'autodétermination parce que c'est un principe politique qui m'est absolument fondamental. Mais nous parlons sur un autre niveau. Nous parlons de la légalité internationale; c'est une autre chose que des principes que nous pourrions épouser ici, ce soir.

Mme Blackburn: Je vous remercie, M. le Président.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Taylor, merci d'avoir accepté notre invitation à venir discuter avec nous de votre mémoire. Les membres de la Commission se souviendront sûrement de votre sagesse. Merci beaucoup, M. Taylor.

M. Taylor: Merci.

(Suspension de la séance à 20 h 54)

(Reprise à 20 h 56)

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, nous poursuivons nos travaux avec la Société professionnelle des auteurs et compositeurs. Mme Lise Aubut, bienvenue à la Commission. Vous voulez bien nous présenter vos collègues.

Société professionnelle des auteurs et compositeurs

Mme Aubut (Lise): À ma droite, Mme Magda Tadros, directrice générale. À ma gauche, M. Sylvain Lelièvre, vice-président de notre association.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, vous avez cinq minutes pour la présentation de votre mémoire.

Mme Aubut: Merci, M. le Président, Mmes et MM. de la Commission, la SPACQ est l'organisme professionnel qui regroupe tous les auteurs et compositeurs qui écrivent la chanson et tout le répertoire actif actuel. D'ailleurs, il y a dernière moi, comme vous pouvez le constater, trois générations d'auteurs. J'aimerais, puisque

vous avez eu notre mémoire et nous avons essayé de nous exprimer le plus clairement possible, plutôt vous parler dans cette introduction de notre réalité économique en tant que créateurs au Canada. Notre salaire s'appelle le droit d'auteur. Il est régi par la loi fédérale du "copyright" et administré par le ministère Consommation et Corporations du Canada.

Nous sommes la base d'une énorme industrie musicale et artistique. Pourtant, notre situation économique est extrêmement difficile. La loi nous reconnaît deux droits: un droit d'exécution public et un droit de reproduction. Dans l'application, le Canada ne peut pas faire deux poids, deux mesures. Alors, nous devons vivre avec les desiderata de la majorité anglophone et nous contenter, par exemple, dans le domaine du droit concert, de revenus allant de 100 \$ par 10 000 \$ de recettes générées aux guichets, et il faut diviser ce 100 \$ par 20 chansons qui sont en moyenne interprétées lors d'un récital, ces 20 chansons ayant elles-mêmes trois intervenants: un éditeur pour 50 % et ensuite, il faut encore rediviser par deux pour l'auteur et le compositeur. Ce qui veut dire que dans le meilleur des cas, si vous avez une recette de 10 000 \$, quelqu'un qui aurait écrit les paroles d'une chanson ne toucherait au mieux que 1 \$ par représentation.

Pour ce qui est de la radio, où nous avons aussi des droits d'exécution publique, il n'y a pas de contenu québécois imposé par le CRTC. Ce qui veut dire aussi qu'une station radiophonique peut satisfaire au règlement du CRTC en jouant 30 % de contenu canadien anglophone et un matériel entièrement français d'autre origine que québécoise. Pour ce qui est du câble, aucun droit d'auteur ne nous est reconnu, même si beaucoup d'émissions ont pour fondement la musique. Il n'y a ni droit d'exécution publique, ni droit de reproduction. Dans le domaine de la télévision, nous avons un droit d'exécution publique et un droit de reproduction, mais le droit de reproduction, bien qu'il nous soit reconnu dans la loi depuis 1924, ne nous a vraiment jamais été payé par les grands télédiffuseurs qui s'y sont toujours refusés. Maintenant, nous venons de gagner une grande bataille en Cour suprême dans la cause Bishop, mais les télédiffuseurs profitent de cette occasion pour retourner à la loi, phase 2, et tenter d'obtenir une exception qui les exempte de nous payer nos droits.

(21 heures)

Quant à la copie privée, il n'y a, pour le moment, aucune législation. Nous sommes donc la matière première et les parents pauvres d'une industrie culturelle. Le Canada anglais chante en anglais et a pour marché le monde. Quant à nous Québécois, notre marché c'est le Québec, la France, et si nous sommes vraiment chanceux quelques pays francophones.

Pour bâtir notre avenir, il est donc impossible pour nous de fonctionner dans le contexte

fédéral actuel. Nous devons obtenir tous nos pouvoirs en matière de droits d'auteur et de télécommunications. Dans cette perspective, on pourrait alors au Québec avoir une véritable loi du droit d'auteur, adaptée à notre marché réel puisque les autres marchés francophones ont de véritables lois du droit d'auteur, qui sont des lois rédigées en fonction des créateurs, administrées par un ministère à vocation culturelle, une loi qui inclut la copie privée et qui permette l'existence de sociétés de gestion collective des droits uniques, capable d'imposer des tarifs et de garantir un minimum de sécurité à ses membres.

Pour assurer notre avenir dans ce contexte, nous n'avions que deux choix: devenir Américains, avoir pour marché le monde, ou nous prendre en main. Nous avons choisi d'être souverains. Et notre préoccupation est plus vaste que nos intérêts propres. Nous croyons sincèrement que le dynamisme de notre chanson nous rallie collectivement à notre identité. C'est certainement aussi l'essence des paroles de Félix Leclerc, lorsque s'adressant à la jeunesse il disait: "Chante et le Québec ne mourra jamais".

J'aimerais, en terminant, si vous me le permettez, vous faire lecture d'un télégramme que nous venons de recevoir, et qui est signé de Gilles Vigneault: "Mesdames, messieurs, pour ce qui fut de nommer le pays à faire, la chanson n'a pas été la dernière à assumer ses responsabilités. Elle a, depuis longtemps, les droits qu'elle doit aujourd'hui revendiquer; ce devoir nouveau de les faire reconnaître et de les défendre. Or, il se trouve que cette quête coïncide étonnamment avec celle du pays qu'elle nommait de toutes ses forces et que les deux quêtes s'avèrent aujourd'hui indissociables. Dure la chanson, vienne ce pays". C'est signé, Gilles Vigneault. Merci.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, Mme Aubut. Je rappelle, juste au cas, que les applaudissements ne sont pas permis ici, au salon rouge. Alors nous commençons avec M. Guy Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Alors bonsoir. Comme j'ai cinq minutes pour vous interroger, considérez-vous bassement salués, ou hautement, mais chaleureusement. Et je vais d'emblée passer à votre mémoire.

J'y lis en page 2, juste une petite mise au point d'abord, avant que mon ami Turgeon saute là-dessus, vous dites: "On ne saurait donc réfléchir sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, sans réfléchir aussi, entre autres, sur l'avenir de sa chanson". M. Turgeon vous dirait: de sa culture. J'aimerais mieux mettre cette nuance-là, comprenant que la chanson fait partie de notre culture et qu'elle en est peut-être une des plus belles vitrines, ou des plus charmantes ou des plus intéressantes, mais elle est, je pense,

dans la culture. Et qu'à ce niveau-là, ça fait du bien de vous entendre ce soir, parce que d'abord après sept semaines, 250 mémoires d'auditionnés sur l'économie, sur les partages de dettes, sur les ci, sur les ça, il y a des petits bouts qu'on oublie, ou il y a des grands bouts qu'on oublie qui, comme, entre autres la culture, ça faisait un petit moment qu'on n'y avait pas référé ici là. Alors ça nous amène une petite bouffée à ce niveau-là qui peut être intéressante.

Alors sans plus tarder, je vais passer à l'essence même de votre mémoire. Vous nous dites, à un moment donné, et j'ai bien apprécié cette image-là, qu'il y a des différences entre la conception française et la conception anglo-saxonne de la protection de l'oeuvre. Et vous venez d'ailleurs d'y faire référence. Ce que vous appelez les droits d'auteur, ou ce qu'on appelle au Québec des droits d'auteur, les Anglais appellent ça le "copyright". Je pense avoir bien compris cette distinction-là, mais j'aimerais ça que vous nous la commentiez un petit peu plus s'il vous plaît.

Mme Aubut: Bien, une des choses principales, je pense que les Canadiens anglais se réfèrent à cette loi du "copyright" comme une loi sur l'utilisation et la reproduction. Tandis que les lois du droit d'auteur, comme on les connaît en Europe, sont d'abord des lois basées sur le droit moral et rédigées en fonction des créateurs et qui leur donnent des possibilités de s'exprimer et de vivre, tandis qu'une loi sur l'utilisation ou la reproduction, c'est très difficile pour nous à vivre parce qu'elle est soumise... Par exemple, nous avons des sociétés qui gèrent le droit d'exécution publique, ces sociétés sont assujetties au tribunal du droit d'auteur, ce tribunal est lui-même dépendant de Consommation et Corporation. Alors, il est bien entendu que quand on pense utilisation, on pense utilisateur et c'est toujours une espèce d'équilibre entre les deux. Et souvent en faveur de l'utilisateur dont le lobby est plus puissant.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Je vous remercie de répondre brièvement et d'une façon aussi précise. Ça me permet de poser d'autres questions. Entre autres, vous nous dites aussi, et je comprends bien vos exigences à ce niveau-là mais pour le bénéfice de la discussion, vous nous dites que comment les politiques actuelles se concrétisent les choix des radiodiffuseurs. Par là je veux dire, par exemple, le CRTS oblige un contenu canadien et aussi un contenu francophone. Mais est-ce que finalement les radiodiffuseurs n'optent pas pour du québécois francophone? Il semble y avoir une difficulté à ce niveau-là.

Mme Aubut: Bien. Pour nous, la difficulté, elle est simple. Si, par exemple, une station radiophonique majeure à Montréal décide d'utili-

ser du contenu canadien anglophone ou du contenu canadien instrumental et utilise en dehors de ça les chansons des Français de France, on est complètement exclus de sa programmation. Ce qui veut dire que l'argent généré par les radiodiffuseurs s'en va aux créateurs étrangers.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): O.K. Alors, c'est dans ce sens-là probablement, que vous recommandez une régie des ondes qui devrait aussi canaliser des produits américains, limiter leur influence au Québec et ça au risque de brimer la liberté d'expression et la liberté de réception. Ça aussi j'aimerais que vous nous le commentiez.

Mme Aubut: On pense que... Je ne pense pas qu'il est de notre opinion de brimer la liberté d'expression de qui que ce soit. Mais brimer...

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Mais vous connaissez les problèmes qu'on a avec les chartes, les juges et tout?

Mme Aubut: Avoir un choix, faire un choix pour notre culture et pour sa survie économique, ce n'est pas brimer les autres et je pense que c'est un minimum. Et vous savez quand même, en Amérique du Nord, le Québec c'est 5 000 000 de francophones sur un continent. Et si on n'a pas la force de se tenir les coudes et d'avoir des outils qui nous permettent de nous développer économiquement, on est voués à disparaître. Et c'est vraiment triste quand on pense aux auteurs parce que, vous savez, pour vivre de ses créations au Québec, au niveau du droit d'auteur, c'est pratiquement impossible. Vous avez derrière moi trois générations de créateurs et je peux vous dire que si chacun d'entre eux n'avait pas d'autres métiers comme la chanson où ils sont des interprètes, il n'y a pas cinq personnes au Québec qui puissent vivre vraiment du droit d'auteur.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Mais, est-ce que les statuts actuels du Québec dans le Canada sont une entrave ou est-ce qu'il faut rapatrier d'autres pouvoirs? Est-ce qu'il y a des problèmes juridiques à faire ce que vous nous dites dans le contexte actuel?

Mme Aubut: Bien, dans le contexte actuel, nous ne sommes pas des experts, nous sommes des auteurs. Ce que nous pouvons vous dire à la lumière de ce que nous avons pu étudier et connaître, au cours de notre expérience, c'est que pour obtenir les pouvoirs que nous souhaitons, il nous faut être souverains.

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Harel, à vous la parole.

Mme Harel: M. le Président, vous rappelez très souvent que les applaudissements ne sont pas permis ici mais je peux vous dire que même lorsqu'ils sont interdits, il arrive parfois que ça résonne comme s'il y en avait même quand il n'y en a pas. Et c'est dans les moments où il y a de l'émotion. Et ça n'arrive pas simplement quand les gens de la chanson sont avec nous, ça nous est arrivé à d'autres moments aussi. Mais ça nous est arrivé tantôt quand vous nous avez lu le message de Gilles Vigneault. Et je veux vous dire bravo! Merci pour les trois générations de créateurs de la chanson francophone qui vous accompagnent ce soir et, en fait, constater comme vous, à la page 13 de votre mémoire, qu'affirmer la souveraineté sur le droit d'auteur et les communications c'est affirmer sa souveraineté tout court. Et quand M. Bélanger vous demandait, à juste titre, s'il y a des empêchements présentement, eh bien, ça s'appelle l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, je pense l'article 91 plus exactement, disposition 23 et, à moins qu'on se débarrasse de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique par un coup de baguette magique. Ça va être difficile de légiférer, si je comprends bien, à la manière civiliste française plutôt qu'à la manière du "common law" anglais. Est-ce que j'ai bien compris?

Mme Aubut: Absolument.

Mme Harel: Vous savez que le ministre responsable de la réforme du Code civil a déposé un projet de 3500 articles qui va, pour la première fois depuis avant la Confédération, rafraîchir complètement le Code Napoléon. Est-ce que vous avez l'intention de faire des représentations pour qu'on puisse immédiatement, au moment où on fera les travaux de cette réforme au printemps prochain, y introduire les amendements qui ne seraient peut-être pas mis en vigueur immédiatement mais qui le seraient immédiatement après que le référendum aura eu lieu au Québec sur l'avenir du Québec?

Mme Aubut: Écoutez, nous le prenons comme un suggestion excellente et nous ne manquerons pas de le faire.

Mme Harel: Je ne sais pas si mes collègues ont d'autres questions à vous poser. Il me semble que votre mémoire est très très direct, en fait, en ce qui concerne les auteurs et compositeurs. Il y a un empêchement majeur, qui est celui qu'on a bien identifié, et je ne sais pas si vous allez me permettre. Parce que vous avez M. Lelièvre à côté de vous, et il y a une chanson de lui que j'ai toujours tellement aimée, quand il disait: "Je vous laisse à chercher qui peut être le vôtre" Il parlait du fait qu'on était toujours l'Iroquois de quelqu'un...

M. Lelièvre (Sylvain): Ha, ha, ha! Je ne vais

pas vous la chanter...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Lelièvre: Ça disait exactement: "On est toujours un peu l'Iroquois de quelqu'un, que l'on soit Québécois, Breton, nègre ou Cajun, je vous laisse à penser quel peut être le vôtre, on est toujours un peu l'indigène d'un autre."

Mme Harel: C'est ça. Mais votre marché, vous l'avez choisi. Votre marché mondial, il est francophone?

Mme Aubut: Il est absolument francophone. Il se limite au Québec, à la France et à quelques pays francophones, principalement la Suisse et la Belgique.

Mme Harel: Et ça, c'est enthousiasmant?

Mme Aubut: Bien, c'est enthousiasmant parce que c'est un choix. Nous avons choisi de vivre et d'écrire en français, d'en être fiers et d'en assumer le prix.

Mme Harel: Et ce prix, il n'est pas trop élevé?

Mme Aubut: Bien, nous essayons de faire en sorte d'améliorer notre sort, par exemple par des réformes qui pourraient être vraiment intéressantes.

Mme Harel: Alors moi, je veux vous remercier. Je ne sais pas si mes collègues... vous remercier vraiment d'être avec nous ce soir et vous dire bravo.

Mme Aubut: Merci beaucoup.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, Mme Harel. Nous passons maintenant la parole à M. Turgeon qui sera suivi de M. Libman.

M. Turgeon: Merci, M. le Président. Vous allez me permettre, d'abord, de saluer quelques-uns des membres des trois générations d'auteurs-compositeurs qui sont là: M. Raymond Lévesque, M. Michel Rivard, Pierre Bertrand, Marie-Denise Pelletier, Francine Raymond, Richard Séguin, Paul Piché, Edith Butler, quelques-uns et d'autres que vous reconnaissez. Ce sont ceux-là, M. le Président, qui, les premiers, avec d'autres, ont dit et ont chanté ce qu'ils n'ont pas craint d'appeler dès le départ, le pays.

Cet après-midi, M. le Président, à Ottawa, il y a le ministre Marcel Masse qui a déposé un important projet de loi en première lecture, un projet de loi qui était attendu depuis fort longtemps par tout le milieu culturel. C'est le projet de loi sur le statut de l'artiste. C'était l'aboutissement de sept années de revendications

acharnées de plusieurs de nos associations. Tout ça avait commencé, d'ailleurs, dans le bureau d'André Ouellet quand il était ministre du Travail. Mais je pense qu'on conviendra que c'est l'insistance politique de Marcel Masse qui nous aura donné ce projet de loi.

Mais ce que je veux faire remarquer, c'est que le dépôt de cet après-midi survient trois ans presque jour pour jour après que le gouvernement du Québec nous eût donné son projet de loi sur le statut de l'artiste qui, à ce moment-là, était une première en Occident et peut-être même une première dans le monde. Ça aura donc pris trois ans, plus de trois ans même, pour harmoniser de simples petites politiques de travail, de relations du travail dans nos métiers respectifs.

(21 h 15)

Il y a un autre gros morceau qu'on attendait pour cette fin de session et pour cette fin d'année, c'est la révision de la loi du droit d'auteur, la phase 2 qu'on vous avait promise. Ne soyez pas déçus, on ne l'aura pas. Les travaux sont ajournés à Ottawa. Mais c'est aberrant de voir que le Québec, quel que soit le régime dans lequel on a vécu jusqu'à maintenant, n'ait pas rapatrié quelque chose d'aussi fondamental pour sa culture que le domaine des droits d'auteurs. C'est peut-être aussi bien, finalement, qu'on n'ait pas la loi d'Ottawa, à vous entendre, puisqu'on n'aurait peut-être pas eu la loi qu'on aurait voulue. Et moi, ce que je voudrais savoir de vous, c'est pourquoi vous êtes convaincus que le Québec souverain vous donnerait la loi comme vous la voulez plutôt que la loi canadienne que vous auriez eue? Et pourquoi vous êtes convaincus – pour apaiser les craintes de certains de mes camarades qui sont autour de la table, qu'un Québec souverain n'entraînera pas un repli culturel sur soi?

Mme Aubut: Je pense que, fondamentalement, une véritable loi du droit d'auteur est rédigée en fonction des créateurs. C'est la principale différence, je pense, avec la loi canadienne actuelle qui est un peu un modèle anglo-saxon, qui est une loi un peu hybride, dans ce sens qu'elle reconnaît le droit à la propriété intellectuelle, mais elle reconnaît aussi une large part aux utilisateurs.

J'ai confiance que le Québec, en se dotant d'une loi à lui, une loi du droit d'auteur, qui soit administrée par un ministère à vocation culturelle, pourrait y inclure un droit de reproduction intégrale, c'est-à-dire sans exception. Le grand problème que nous avons actuellement avec la révision de la loi au fédéral dans la phase 2, nous n'avons pas l'intention que ce projet passe. Enfin, nous ne le souhaitons pas parce que les télédiffuseurs réclament une exception au niveau du droit de reproduction, et nous venons de gagner notre bagarre en Cour suprême, après je ne sais pas combien d'années et après que ces

gens-là aient profité d'un voyage gratuit depuis 1924 en ne payant aucun droit aux créateurs. On trouve que c'est vraiment un comble.

En plus, une loi québécoise pourrait plus facilement inclure la copie privée. Souvent, au fédéral, les gros problèmes qu'on nous ramène toujours, ce sont toujours des questions de balance des paiements vis-à-vis des États-Unis. Je pense que la question ne se poserait pas à Québec où on utilise quand même majoritairement, dans ce cas-ci, la chanson québécoise.

On pourrait aussi avoir une société de gestion unique qui puisse nous permettre d'établir des tarifs et d'avoir des mesures sociales pour aider les créateurs. Par exemple, quand on parle de mesures sociales, on pense à des fonds de pension, on pense à la façon dont ça fonctionne en Europe. Tous les pays qui ont de véritables lois sur le droit d'auteur, si on pense à la France, par exemple, à l'Allemagne, retiennent 25 % des revenus – passez-moi l'expression, mais "off the top" – pour les oeuvres sociales de leur pays, c'est-à-dire qu'ils les transforment en fonds de pension et qu'ils les réinjectent dans la culture de leur propre pays. C'est impensable pour nous dans le contexte fédéral actuel, puisqu'on n'a pas seulement comme difficulté les utilisateurs, mais on a aussi comme difficulté nos collègues canadiens-anglais qui ne comprennent pas nos revendications, n'ont pas nécessairement la même mentalité et, de toute façon, ne sont pas très intéressés par ce qui se passe sur le marché canadien puisque, pour eux, ce qu'ils visent, c'est les États-Unis et à travers les États-Unis, le marché mondial. C'est une différence absolument énorme.

La dernière chose qui pourrait être vraiment importante pour nous, c'est qu'une loi du droit d'auteur serait plus conforme à notre marché réel, puisque dans les pays francophones, on a déjà des véritables lois du droit d'auteur et eux ne comprennent pas non plus la façon dont on fonctionne. C'est très très difficile et ça nous maintient dans des conditions de vie absolument aberrantes.

Je pense que quand on est un auteur ou un compositeur de chansons, notre principale créativité s'exerce dans le domaine économique, à savoir pour maintenir cette profession que nous avons, comment on peut nous-mêmes se financer par d'autres moyens?

M. Turgeon: Finalement et très brièvement, ne pas avoir de loi du droit d'auteur aujourd'hui dans un pays comme le nôtre, c'est perpétuer le vol.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Libman. Je m'excuse. Nous passons à M. Libman.

M. Libman: Merci, M. le Président. Je ne veux pas être un trouble-fête, mais je ne peux pas être d'accord avec votre mémoire comme les

trois qui m'ont précédé. Vous réclamez la souveraineté ou l'indépendance du Québec, mais ne croyez-vous pas qu'une simple entente entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec ou le rapatriement du pouvoir de la culture permettrait de réaliser vos objectifs sans devoir pour autant réclamer la souveraineté du Québec?

Mme Aubut: J'aimerais vous répondre deux choses. D'abord, la Constitution nous l'interdit. La Loi sur le droit d'auteur, ce n'est pas possible de la récupérer comme ça par une simple entente. Deuxièmement, j'aimerais aussi vous faire une petite remarque, à savoir que je pense que notre minorité anglophone au Québec se porterait très bien avec une loi québécoise du droit d'auteur qui protégerait mieux leurs droits et qui leur laisserait, d'un autre côté, tout le loisir d'avoir en plus le monde comme marché.

M. Libman: Je n'ai pas posé cette question, j'en ai posé une autre, mais...

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Libman: On peut toujours avoir des négociations pour, peut-être, donner ces pouvoirs au Québec. Vous n'avez pas nécessairement répondu à ma question ou peut-être que je n'ai pas compris votre mémoire, mais réclamer l'indépendance du Québec pour avoir vos objectifs, je ne vois pas exactement la relation entre le désir pour réclamer la souveraineté totale du Québec.

Mme Aubut: Écoutez, je vais vous répéter que je ne suis pas une experte mais qu'à notre avis, on ne peut pas réclamer ce pouvoir-là sans réclamer la souveraineté parce que la loi sur le droit d'auteur est encastrée dans des documents qui ne nous permettent pas de le négocier.

M. Libman: On peut toujours négocier des amendements constitutionnels, sauf, peut-être, qu'il y a eu des échecs récemment.

Ma deuxième question porte un peu sur votre réponse à ma première question. Advenant la souveraineté du Québec, on a entendu parler de ça par le Parti québécois à certaines reprises, est-ce que vous voyez la possibilité de limiter le nombre de stations de radio et de stations de télévision anglaises au Québec, advenant la souveraineté du Québec?

Mme Aubut: Je pense que c'est un aspect des choses auquel nous ne nous sommes pas attardés. Notre point de vue n'en est pas un limitatif; c'est un point de vue qui nous assurerait une survie en tant que créateurs québécois. Notre idée n'est pas de brimer qui que ce soit d'autre dans l'expression de sa spécificité

culturelle ou linguistique.

M. Libman: O.K. Alors, juste en terminant sur ce point-là, vous avez parlé tantôt de l'influence américaine. Cette immense influence qui existe, cette immense attraction qui existe des États-Unis, est-ce que vous croyez qu'elle va diminuer si le Québec est souverain? Cette immense culture va toujours être là, son influence va toujours être là. Comment la souveraineté du Québec peut-elle diminuer cette attraction extraordinaire, cette influence extraordinaire? Comment voyez-vous que ça puisse exister? Est-ce qu'on va limiter les stations de télévision américaines? Comment la souveraineté du Québec peut-elle vraiment atténuer cette immense influence du sud?

Mme Aubut: Il ne s'agit pas de limiter l'influence américaine. Une influence peut se développer à sa façon. Mais ce que nous voulons, c'est protéger ce que nous avons et nous donner des outils pour bâtir notre avenir. Et on se dit que si, nous, on avait l'occasion de chanter en français, s'il y avait sur nos ondes un contenu québécois qui nous assure déjà des revenus, c'est ce que nous demandons. On n'essaie pas de limiter qui que ce soit. Et je pense que ça a toujours été. Vous savez, les créateurs sont des gens qui ne sont pas restrictifs, à la base.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Ouellet.

M. Ouellet: Merci, M. le Président. Mme Aubut, il me fait plaisir de reprendre avec vous une discussion que nous avons eue il y a déjà quelques années. Je dois vous dire que je suis entièrement d'accord avec tout votre mémoire sauf, évidemment, sur une conclusion, et vous savez laquelle.

Évidemment, ça me réchauffe le cœur parce que vous dites vous-même, à la page 13, qu'on ne réclame pas "la souveraineté d'un pays sur la seule base de ses besoins en matière de droits d'auteur et de communications". Je pense que vous avez dans votre mémoire la solution au problème. La solution au problème est un amendement à la Constitution du Canada, à l'article 91, qui donnerait au Québec la possibilité d'avoir son propre droit d'auteur. Évidemment, ça rentre dans le problème des amendements constitutionnels, mais je pense que la thèse que vous nous présentez, elle est très très forte et elle mériterait qu'il y ait un amendement constitutionnel. Et je crois que dans un contexte où on peut avoir des changements importants à la Constitution du pays, s'il y a toujours un pays qui comprend le Québec, je pense qu'il est possible de demander et d'obtenir un droit d'auteur québécois.

J'aurais juste une courte question et ce n'est pas pour vous embarrasser parce que, au contraire, je pense que vous avez parfaitement raison et les auteurs et les compositeurs se

doivent d'avoir des redevances. C'est tout à fait légitime. Dans un contexte où le Québec aurait sa propre loi et que, évidemment, il adhérerait aux conventions internationales qui existent et qu'il respecterait ces conventions, comment pourriez-vous éviter, de payer quand même des redevances assez importantes à des auteurs et des compositeurs étrangers, hors du Québec? Est-ce que vous avez envisagé cette possibilité-là, de vous assurer que ça ne deviendrait pas non plus très onéreux pour le Québec, de payer ces redevances? Parce que l'argument qui nous est servi, c'est que les balances de paiement avec les États-Unis sont énormes pour le Canada. Là, il pourrait peut-être y avoir des balances de paiement un petit peu embarrassantes pour le Québec. Est-ce que vous avez pensé à la façon de régler ce problème-là?

Mme Aubut: Nous ne croyons pas que cela puisse arriver réellement, pour plusieurs raisons. Quand on se balade au Canada anglais – et nous le faisons beaucoup, comme vous le savez – ce qui se passe, c'est qu'il y a une utilisation massive de la musique américaine, même dans les spectacles. À tel point que, comme je vous dis, on n'a même pas les auteurs anglophones avec nous dans ces questions-là parce qu'ils ne comprennent pas nos revendications. Si on avait une loi québécoise et si, par exemple, on conservait avec des mesures particulières des sommes qu'on conserve ici pour mettre dans des fonds qui vont pour les auteurs... c'est ce qui se passe en France. Quand ils retiennent 25 %, ils le retiennent autant à Madonna qu'à n'importe qui dans le monde. Et ça génère beaucoup de revenus et beaucoup de possibilités pour les créateurs. Ensuite, comme on disait tout à l'heure, avoir le contrôle de son droit d'auteur ce n'est pas tout. Si on possède la base, il faut aussi avoir ses moyens de communication. Si on a ses moyens de communication, je crois que les organismes qui sont mis en place devraient travailler de façon à ce que ça ne soit pas possible d'avoir une balance déficitaire.

M. Ouellet: Je vous souhaite de le réaliser...

Mme Aubut: Bien c'est tout!

M. Ouellet: ... peut-être dans un Canada nouveau.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Jean Campeau): Mme Harel, étant donné que vous n'avez pas pris votre cinq minutes, il vous reste 30 secondes.

Mme Harel: Oui, merci.

M. Brassard: Oui, alors...

Mme Harel: Il y a une remarque que M. Brassard veut faire.

M. Brassard: Bien, simplement. C'est parce que je trouve la suggestion de M. Ouellet extrêmement intéressante et on pourrait le faire assez rapidement, cet amendement-là, s'il nous donne la garantie qu'il y a au moins sept provinces qui sont d'accord, représentant 50 % de la population.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Brassard: C'est la formule d'amendement. Il faut sept provinces représentant 50 % de la population. Alors, s'il nous donne la garantie qu'il y a les sept provinces, je suis convaincu que le gouvernement libéral va acheminer une demande d'amendement.

Une voix: ...ça longtemps.

M. Brassard: Non, le gouvernement du Québec va acheminer une demande d'amendement.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, Mme Aubut, est-ce que vous avez un commentaire?

Mme Aubut: Bien, écoutez... Oui, nous aurions un commentaire, suite à l'intervention de M. Ouellet, à savoir qu'il faut être membre des grandes conventions internationales pour qu'il y ait des réciprocités. Donc, si vous voulez, il y a certainement moyen, après ça, dans la pratique, de réaliser notre droit d'auteur d'une façon positive et juste pour le Québec et pour l'ensemble des créateurs.

Une voix: Sauf qu'il faut être un pays.

Une voix: Sûr qu'il faut être un pays.

Le Président (M. Jean Campeau): Alors, Mme Tadros, M. Lelièvre, Mme Aubut, merci de votre témoignage, merci d'être venus défendre vos idées devant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

Mme Aubut: Merci, M. le Président.

(Suspension de la séance à 21 h 29)

(Reprise à 21 h 33)

Le Président (M. Jean Campeau): Nous recevons maintenant M. Jean-Yves Grenon. Excusez-moi, messieurs, nous recevons maintenant M. Jean-Yves Grenon qui est un juriste et non un politologue. Alors, M. Grenon, vous êtes avec nous pour une heure. Si vous pouvez faire un sommaire de votre mémoire pendant 10

minutes.

M. Jean-Yves Grenon

M. Grenon: M. le Président, Mmes, MM. les commissaires, mesdames, mesdemoiselles, messieurs. D'abord, j'ai été très flatté par l'invitation de votre prestigieuse Commission parlementaire élargie. Je vous remercie de l'occasion qu'elle me donne de m'exprimer à titre d'expert.

Je dois vous avouer et vous demander... faire un peu amende honorable puisque que je n'ai pas répondu aux huit questions que vous n'aviez soumises. Je me suis contenté de répondre à la huitième question qui porte sur les problèmes d'intégration. En réalité, je me sentais peu compétent pour les autres questions. Par contre, les domaines d'intégration sont un domaine que je connais relativement bien, de sorte que je n'ai répondu qu'à cette question.

De communautés – puisque c'est le thème principal de mon mémoire – on en parle beaucoup et on en a parlé encore récemment à votre Commission; et je m'en réjouis. Pour ma part, mon association avec l'idée communautaire remonte au tout début de la Communauté économique européenne puisque j'ai eu l'avantage, en 1957, lorsque j'étais jeune secrétaire de l'ambassade à Rome, d'être invité à accompagner mon ambassadeur, M. Pierre Dupuy, au Campidoglio, l'hôtel de ville de Rome, pour assister à la signature du traité de Rome. Et je me souviens de l'ambiance d'euphorie et de scepticisme à la fois qui régnait à l'époque à la suite de cette imposante cérémonie. Et aujourd'hui, plus de 40 ans après, j'ai eu l'avantage de constater en Europe, encore récemment, que l'on voit flotter côte à côte les drapeaux des États membres de la communauté à côté du drapeau étoilé de la Communauté économique européenne. Et on le voit flotter partout, non seulement sur les édifices publics mais aussi dans les lieux les moins officiels, comme sur des plages ou devant des restaurants. C'est signe que la population européenne a accepté la formule communautaire comme lui apportant les bienfaits qu'elle souhaitait en retirer.

De toute façon, la communauté européenne, pour nous, n'est pas nécessairement un modèle à importer, mais elle peut nous procurer une source d'inspiration particulièrement intéressante. Et d'ailleurs, je constate que l'idée communautaire fait son chemin, dans le débat constitutionnel sur le destin du Québec puisque j'ai eu l'occasion moi-même de l'exposer à Montréal, devant la Société québécoise de droit international, le 16 novembre. J'ai eu le plaisir de constater que d'autres personnalités aussi importantes que mon ami M. Jacques-Yvan Morin l'ont reprise devant vous. Et j'ai constaté également que M. Claude Castonguay, dans un mémoire qu'il vous a soumis, faisait allusion à la notion de communauté européenne également.

L'idée que je proposais dans le mémoire, est une idée peut-être un peu prématurée et passablement idéaliste, mais je voudrais préciser qu'à mon avis – j'espère que vous le partagerez – elle n'est pas utopique. Elle pourra mettre du temps avant de faire son chemin, mais je pense qu'on y arrivera.

En premier lieu, j'aimerais, avant de parcourir brièvement le texte ou les éléments importants du mémoire, vous donner un peu une définition personnelle de l'esprit communautaire ou du cœur d'une communauté européenne, cette formule relativement moderne de gestion centrale de certaines affaires. Je dirais qu'une communauté, c'est une gestion centrale fonctionnelle, largement apolitique, de certaines compétences par une autorité composée de spécialistes, spécialistes impartiaux et indépendants des gouvernements, spécialistes non élus et dont le seul souci est de procurer le plus grand bien commun pour l'ensemble des populations.

Cette formule communautaire remplace, à toutes fins pratiques, un ordre de gouvernement. C'est ainsi que la communauté européenne n'a pas voulu créer un nouveau palier de gouvernement pour gérer certaines compétences qui lui paraissaient plus avantageuses de gérer en commun, plutôt que de les exercer individuellement. C'est, vous l'avez reconnu, le principe de la subsidiarité. C'est donc cette gestion commune, apolitique, de certaines grandes affaires que l'on a confiée à la communauté européenne. C'est un peu cette idée que j'ai voulu reprendre dans le mémoire que j'ai eu l'avantage de vous soumettre.

Je suis parti de l'hypothèse de base suivante: Advenant qu'aucune formule de fédéralisme renouvelé puisse donner satisfaction au Québec et aux autres provinces du Canada, il est possible qu'Ottawa soit amené à proposer une forme de confédération d'États régionaux. Or, une confédération – et là nous sommes dans le domaine des hypothèses – ce n'est pas nécessairement la thèse que je soutiens, mais j'élaborerai cette hypothèse comme point de départ. Une confédération est un ordre de gouvernement, un deuxième palier de gouvernement, avec tout ce que cela comporte de danger de voir resurgir la pratique conflictuelle que nous connaissons. C'est pourquoi il me semble, au lieu d'une confédération d'États, il serait souhaitable d'envisager un partenariat communautaire fonctionnel et apolitique comme les Européens l'ont fait et avec le succès que l'on connaît. Succès qui a été tellement grand, que tous les pays voisins des 12 cherchent à entrer dans la communauté européenne.

Cette communauté que j'ai baptisée et intitulée "La communauté économique canadienne", remplacerait dans mon hypothèse le gouvernement central et elle siègerait dans la région de Hull et Ottawa, et elle serait composée de cinq ou six États régionaux souverains, canadiens,

mais cinq ou six États souverains. C'est là la partie de l'hypothèse qui est un peu, pour le moment, audacieuse, mais je pense qu'il faut avoir l'audace d'innover à l'occasion. Cette communauté, comme vous dites, comprendrait des institutions, un Parlement qui serait élu et qui aurait, contrairement au Parlement européen, qui aurait un pouvoir législatif, c'est-à-dire qu'il aurait des lois communautaires. Mais au coeur de la communauté, cette communauté économique canadienne, il y aurait la haute autorité qui ressemblerait à la commission européenne actuelle, cette haute autorité serait composée de spécialistes, d'experts, nommés par, proposés par les gouvernements participants, mais approuvés par le Parlement communautaire, et leur rôle serait de gérer les compétences qu'on leur aurait attribuées, en fonction de l'intérêt commun. Et mieux que tout autre, ils seraient bien placés pour arbitrer les intérêts régionaux divergents.

D'ailleurs, on sait qu'à une certaine hauteur, et je reprends l'expression de Paul Cambon, "À une certaine hauteur, l'unité des intérêts communs apparaît et s'impose, les horizons s'élargissent et les points de vue se rapprochent."

Dans ce schéma, il y aurait évidemment aussi un conseil des ministres, et une cour de justice qui assurerait l'interprétation et l'application d'un nouvel ordre juridique qui serait parallèle, ou juxtaposé aux ordres juridiques des six, cinq ou six États souverains composant la communauté. Quelles compétences seraient attribuées? Et bien, dans une communauté, on peut attribuer plus ou moins de compétences, selon que les États en conviennent. Essentiellement, il faudrait lui attribuer les compétences sans doute qui se rapprochent de l'union douanière, des quatre grandes libertés, tout ce qui conduit à un marché, ou qui maintient un marché unique, politique de concurrence, politique commerciale commune, union douanière, monnaie unique, et un certain nombre de politiques communes ou harmonisées, dans des domaines d'intérêt commun que je pourrai préciser plus tard.

L'exercice de ces compétences communautaires doit toujours se faire dans le respect des intégrités politiques, culturelles et sociales propres aux citoyens de chaque État membre de la communauté. Cela est très important, et dans la communauté, on le fait par le biais de la directive, qu'est une loi soumise aux Parlements nationaux pour qu'ils la transforment selon leur génie propre, et aussi par la reconnaissance mutuelle des standards industriels et techniques.

Quels seraient les avantages d'une communauté de ce genre? Ce serait d'allier l'indéfectible interdépendance commerciale avec l'indépendance indispensable, nécessaire pour protéger et promouvoir les valeurs fondamentales propres à chaque peuple et région. La CEE y a réussi.

C'est l'occasion aussi de refaire un partage de compétences mieux adapté à la vie moderne que le partage anachronique que nous connaissons, et permettrait d'éviter les confrontations quasi permanentes entre deux ordres de gouvernement, surtout lorsqu'ils sont de tailles disproportionnées; éviter les dédoublements administratifs, la double fiscalité; permettre à tous les individus de partager à terme et équitablement les dividendes d'une prospérité commune, amortir collectivement les risques de crise, assurer une transparence qui est si importante pour le milieu d'affaires y compris les investisseurs étrangers, et ainsi de suite.

Et enfin, retenir une bonne partie de l'acquis fédéral existant, en assurant ainsi une tradition, une transition vers une formule communautaire, transition relativement facile et peu coûteuse vers cette formule communautaire qui remplacerait un ordre de gouvernement. Voilà donc, grosso modo, l'hypothèse un peu audacieuse mais je ne crois pas téméraire que j'ai élaboré et au sujet de laquelle je serais très heureux de partager les opinions avec vous, Mmes et MM. les commissaires.

(21 h 45)

Le Président (M. Jean Campeau): Merci de votre exposé, M. Grenon. La première intervention va à M. Jacques Léonard.

M. Léonard: Alors, merci, M. Grenon, d'être venu ici et je salue en, M. Grenon, un compatriote, parce que nous venons du même village...

M. Grenon: Saint-Jovite.

M. Léonard: Saint-Jovite. M. Grenon, vous avez tenté d'appliquer les concepts de communautés européennes à la réalité canadienne québécoise et je pense que nous devons vous en savoir gré. Ça nous renseigne en même temps sur les instruments de la Communauté européenne. Mais, disons qu'avant de commencer à vous questionner là-dessus, je voudrais quand même éclaircir un certain nombre de choses. Votre mémoire n'est pas très explicite sur le statut politique du Québec à l'intérieur d'une telle communauté et, au fait, vous avez écrit un article dans *Le Devoir* du 3 novembre dernier où vous dites que la CEC serait composée de gouvernements participants, États, régions ou autres formules dont les pouvoirs seraient semblables. Alors, ma question, elle est simple. Le Québec aura-t-il ou a-t-il, dans le cadre de la CEC que vous imaginez, un statut d'État souverain, de pays participant? Et il s'agit alors d'une véritable confédération comme dans la CEE ou bien si le Québec conserve son statut d'État fédéré et, dans un tel cas, votre proposition de communauté économique canadienne s'inscrit-elle dans une perspective de renouvellement du fédéralisme renouvelé?

M. Grenon: Merci de votre question très pertinente, cher compatriote de Saint-Jovite, M. le ministre Léonard. Eh bien! Si vous pouvez élever à la page 2 de mon mémoire, je dis, et y ai fait allusion dans ma présentation, que la CEC serait composée de cinq ou six États souverains. Alors, parmi ces cinq ou six États souverains, naturellement, j'inclus le Québec.

M. Léonard: Alors, en regard du Parlement communautaire que vous dessinez, première question. Est-ce que le Québec y sera représenté de façon minoritaire et est-ce que le Québec aurait un droit de veto sur l'application du droit communautaire sur son territoire?

M. Grenon: Quand on est membre d'une communauté, semblable à la communauté européenne, il y a des avantages, des inconvénients et surtout des contraintes législatives assez significatives. Ce sont partie des règles du jeu qu'il faut accepter ou qu'on peut ne pas accepter si on ne veut pas faire partie, participer à ce genre de formule. Donc, il y aurait des contraintes pour le Québec comme pour les autres États participants. Et, le gros avantage d'une formule de ce genre, c'est que les intérêts communs sont pris davantage en compte d'une manière plus neutre, plus impartiale par des spécialistes qui gèrent la haute autorité. Donc, les dangers que l'un ou l'autre des États composants soit perpétuellement minorisé ou en difficulté sont moins grands, à mon avis. En tout cas, c'est l'exemple facile à démontrer dans le cas de la communauté européenne; ces dangers sont moins grands que dans un cadre d'un ordre de gouvernement. C'est pourquoi j'estime que cette formule pourrait atténuer passablement le danger pour l'un ou l'autre des États, y compris le Québec, de se trouver perpétuellement ou souvent minorisé par la disproportion par rapport aux autres partenaires.

M. Léonard: Oui. Je dirais cependant que le danger c'est de s'en remettre finalement à une institution absolument technocratique parce que c'est ça la définition de ce que vous nous dites. Et je vais, si vous le permettez, aller un peu plus loin. Dans votre article du *Devoir* du 3 novembre, vous dites ceci quant aux compétences de la CEC: "Pour remplir sa mission, la CEC se verra attribuer, et non simplement déléguer, les compétences voulues en fonction du principe de subsidiarité en vertu duquel la communauté ne doit se voir attribuer que les compétences qu'elle peut exercer mieux que ses gouvernements participants pris individuellement. Si l'on s'en tient à l'expérience que nous avons connue avec la Cour suprême — et cet après-midi encore, quelqu'un nous expliquait jusqu'à quel point les tendances centralisatrices se manifestaient à travers les jugements de la Cour suprême — ce n'est pas très rassurant pour le Québec. Je vais

vous poser une question dans ce contexte. Est-ce que le droit communautaire adopté par le Parlement de la CEC aura préséance sur le droit québécois adopté par l'Assemblée nationale en cas de conflit ou bien si on s'en tient, d'après vous, à ce principe de subsidiarité?

M. Grenon: Sur le plan de l'ordre juridique communautaire, tel qu'il est pratiqué en Europe, et qui est la clef de toute communauté viable, il faut que le droit communautaire, dans ces domaines de compétences bien limités, et sûrement dans les domaines économiques que l'on a attribués — pas les autres, bien entendu — la cour de justice communautaire qui, dans mon projet, remplacerait la Cour suprême et qui rendrait des arrêts dans une perspective commune, communautaire, en fonction du droit communautaire, les arrêts qu'elle rend et le droit communautaire doivent toujours avoir la primauté sur les droits des États membres. Et ça, c'est la condition existentielle d'une communauté. Si le droit communautaire n'avait pas cette primauté, eh bien, ce n'est pas la peine de mettre sur pied une communauté. L'intérêt de la communauté, c'est que les domaines sur lesquels porte ce droit sont relativement limités. Ce sont des domaines que l'on a bien prévus; ce n'est pas une gamme considérable.

M. Léonard: Vous donneriez un pouvoir de taxation à cette communauté?

M. Grenon: Non. Si vous relisez... Enfin, brièvement, je fais allusion à ce que cette communauté évite la double imposition parce que la communauté a ses ressources propres. La Communauté ne reçoit pas, n'impose pas les citoyens qui vivent en Europe. Elle reçoit... Son budget est alimenté de trois sources qui lui sont propres. Les frais de douane, les droits de douane qui sont payés pour tous les produits qui entrent dans le marché intérieur communautaire, ces droits de douane sont automatiquement versés à Bruxelles. Première source de ressources propres. La deuxième source, c'est 1 % de la TVA européenne, perçue par les États. 1 % est automatiquement versé au budget de la Communauté. Et la troisième source, ce sont les amendes puisque la Communauté est autorisée à imposer des amendes à des individus ou à des compagnies qui violent les règles de la concurrence. Un peu comme nos règles antitrust, c'est un réseau de règlements pour permettre une concurrence loyale. Les compagnies qui adoptent des positions dominantes ou qui font du dumping, ou autre chose, eh bien sont tenues de payer des amendes. Et le fruit de ces amendes est versé en argent à Bruxelles. Donc, la Communauté alimente son budget de ressources qui lui sont propres et son budget doit être équilibré chaque année. Donc, il n'y a pas de double fiscalité dans un système communautaire.

M. Léonard: Trois minutes?

Le Président (M. Jean Campeau): Deux.

M. Léonard: Il me reste deux minutes, paraît-il. Je vous demande quelles sont les chances qui peuvent exister pour réaliser une telle communauté ou une telle conception que vous avez avec le Canada, et je voudrais aussi vous poser une question. Étant donné que vous avez été responsable de la Direction des traités à Ottawa, est-ce que vous pensez que les ajustements à apporter au traité de libre-échange pour intégrer Québec, Canada et États-Unis seraient facile à faire?

M. Grenon: Eh bien, dans le cas d'une communauté comme la CEC, ces ajustements ne se posent pas. Et je vais vous expliquer pourquoi.

M. Léonard: Oui.

M. Grenon: Parce que l'accord de libre-échange relève de ce qu'on appelle la politique commerciale, c'est-à-dire la politique extérieure commerciale, et les accords de commerce en font partie automatiquement. Et la politique commerciale, dans une communauté, doit relever nécessairement de la communauté. Or, une communauté comme celle-ci a le droit de traiter, ce qu'on appelle le *jus tractatum*, le "Treaty making power", et c'est donc elle qui l'exerce automatiquement, qui en hériterait automatiquement comme si de rien n'était. Et d'ailleurs, c'est ainsi que cela se passe dans la Communauté européenne puisqu'au GATT - prenons l'exemple du GATT - c'est la Communauté qui parle qui a la voix, la seule à parler devant les instances du GATT, et les 12 États membres de la communauté sont assis derrière sur des strapontins, et ils écoutent, et ils participent, bien sûr, à la formulation de la politique communautaire au GATT.

M. Léonard: Ma question, M. Grenon, c'est finalement... Je comprends que là, en gardant une communauté, c'est l'ancien traité de libre-échange qui continuerait, mais dans l'hypothèse où le Québec devient souverain et a un contrôle plus direct sur ses affaires avec les États-Unis, est-ce que vous concevez que c'est très difficile à modifier ou à reprendre, un traité de libre-échange pour le Québec?

M. Grenon: Eh bien, je pense que, compte tenu du contenu actuel de l'accord de libre-échange, il entrerait presque inévitablement dans les traités de commerce et donc, aucun des États membres de cette communauté économique canadienne n'aurait de marge de le modifier, sauf à l'intérieur de la communauté et par la voix de la communauté et, de toute façon, la modifica-

tion d'un accord de ce genre se fait à deux : ne peut pas être unilatérale. Il faudrait, bien sûr que l'autre partie, les États-Unis, consente à de modifications qui lui seraient demandées par la communauté économique canadienne, étant donné la nature de ce traité en particulier.

Le Président (M. Jean Campeau): Merci, M. Léonard. Nous passons maintenant à Mme Pagé qui sera suivie ensuite par M. Dufour et M. Bouchard.

Mme Pagé: Oui. M. Grenon, je suis dans les premières pages de votre mémoire où vous nous présentez trois options : la première, qui vise à faire du Québec un État souverain qui négocierait de nouvelles ententes, des traités de commerce et autres; une deuxième option, qui est celle du fédéralisme profondément renouvelé; la troisième option, sur laquelle vous vous attardez plus longuement et sur laquelle M. Léonard vient de vous poser un certain nombre de questions.

Ce qui m'intrigue dans cette approche-là c'est que j'ai l'impression que vous nous parlez beaucoup de la troisième option et j'ai le sentiment qu'on va devoir choisir entre la première et la deuxième.

M. Grenon: Je n'en suis pas convaincu.

Mme Pagé: Oui. Alors, c'est justement là-dessus que je veux vous entendre, M. Grenon.

M. Grenon: Je n'en suis pas convaincu. D'ailleurs, ces trois options apparaissent non pas dans mon mémoire, mais dans un article que vous avez probablement vu...

Mme Pagé: C'est ça.

M. Grenon:...quelque part.

Mme Pagé: C'est ça.

M. Grenon: Dans *Le Devoir*. Mais je ne renie pas ces hypothèses et ces trois options, au contraire. Plus tard, nous pourrions peut-être aborder ensemble, si vous le voulez, la notion d'une... communautaire dans un autre cadre que celui que je viens de vous proposer, à cinq ou six États. Mais je voulais, en premier lieu, exposer ce qui me paraîtrait la solution idéale, y compris pour le Québec, parce que, à cinq ou six, les équilibres se font plus facilement qu'à deux. Il y a des contrepoids qui s'établissent et une communauté en Europe à 12 fonctionne très bien. À deux, elle fonctionnerait peut-être plus difficilement et là, il faut des sauvegardes beaucoup plus précises, beaucoup plus ponctuelles.

Donc, je voulais, en premier lieu, faire valoir la formule qui me paraîtrait la plus

avantageuse, y compris pour le Québec, compte tenu de ce mélange de plusieurs États, et le formule qui se rapprocherait le plus de la pratique réussie en Europe.

Mme Pagé: Ça, je vous suis très bien là-dedans. Dans l'idéal, je n'ai aucun problème. C'est dans la réalité que j'ai un problème. Mais compte tenu que vous avez été à Ottawa pendant un certain temps, votre connaissance du Canada et des autres régions du Canada vous amène-t-elle à croire qu'il y a présentement chez les autres provinces canadiennes une pulsion qui les conduit vers ce choix de se transformer en États souverains, finalement, à leur tour pour pouvoir créer cette communauté économique canadienne dont vous nous parlez?

(22 heures)

M. Grenon: Je partage votre scepticisme au sujet de cet idéal par rapport aux autres régions pour le moment. Mais si l'idée était reprise par des personnalités prestigieuses, importantes et influentes dans leur milieu, en dehors du Québec, et c'est un peu un appel que je leur fais ce soir, si l'idée était reprise, je ne suis pas certain qu'après un an ou deux elle ne ferait pas son chemin, puisqu'elle représenterait, aux yeux de ces autres régions ou provinces, un avantage à confier certaines affaires économiques, en réalité les affaires commerciales, à un gestionnaire impartial, apolitique, au-dessus de la mêlée, plutôt que de continuer dans un système de deux ordres de gouvernement ou qui sont presque, par leur nature, conflictuels. Donc, je partage votre scepticisme à court terme, mais je porte un certain espoir si quelqu'un en dehors du Québec entend cet appel et est prêt à le reprendre à son compte, je ne suis pas certain que les autres régions n'y songeraient pas également sérieusement.

Mme Pagé: Continuons sur la voie du scepticisme.

M. Grenon: Oui.

Mme Pagé: Je ne veux pas vous décourager ainsi qu'il ne le faut à cette heure-ci.

M. Grenon: Non, non.

Mme Pagé: J'ai lu une déclaration de M. Rae, le premier ministre de l'Ontario, qui semble plutôt prendre la voie du renforcement du Canada. Et je n'ai pas l'impression que M. Clyde Wells se dirige vers l'affirmation nationale pour Terre-Neuve. Alors, continuons dans le scepticisme et venons à la conclusion que personne n'a pris le bâton du pèlerin pour faire la promotion de l'idée, par ailleurs séduisante, que vous nous présentez et que nous nous retrouvons, finalement, à devoir faire le choix entre l'État souverain québécois qui doit négocier avec un par-

tenaire, finalement, pour conclure une association économique ou d'autres traités qu'ils jugeraient intéressants, et la deuxième option du fédéralisme renouvelé. À votre avis, M. Grenon, même si les deux options, dans votre texte, vous le signalez, causent un certain nombre de problèmes, des limites, laquelle vous semble la plus porteuse d'avenir et laquelle seriez-vous porté à emprunter si la voie idéale ne se dégageait pas devant nous?

M. Grenon: Si la voie idéale d'une communauté de cinq ou six États... et que le Québec devait s'orienter vers une association bilatérale avec Ottawa, ce que je souhaiterais, si cette hypothèse se réalisait, ce serait qu'au lieu de négocier un traité à caractère international et intergouvernemental pur et simple, compte tenu de la disproportion des partenaires, je suis un peu méfiant des résultats de mise en pratique. J'ai vu trop de traités qui, en apparence, sont synallagmatiques et que chacun y trouve ses droits et ses obligations mais, dans la pratique, c'est toujours la loi du plus fort qui est la meilleure. Donc, ce qu'ils souhaitent, plutôt que d'avoir des institutions à caractère paritaire, des comités mixtes pour donner une certaine sécurité, je préférerais voir, au cours de ces traités, la création d'une haute autorité communautaire semblable à celle que j'ai envisagée dans le cadre d'une CEC, la transposer sur le plan bilatéral et que chacune des deux parties fasse confiance et accorde à cette haute autorité des pouvoirs de gestion considérables, dans la limite des compétences, elles très limitées, qu'on lui aurait accordées. Je pense que dans une formule communautaire de gestion communautaire plutôt qu'une gestion intergouvernementale ou internationale, le Québec se trouverait beaucoup plus rassuré et les possibilités que son point de vue, que ses intérêts à terme soient favorisés par une prospérité générale plus grande, je pense que cette formule serait plus avantageuse qu'une formule de relations strictement intergouvernementales. Et c'est pour ça que je souhaiterais qu'on injecte dans cette relation une haute autorité du type communautaire, genre impartial et apolitique.

Le Président (M. Jean Campeau): Si vous le voulez, M. Grenon, nous passerons maintenant à M. Dufour.

M. Dufour: Merci, M. Grenon. De toute façon, je vais continuer dans la veine qu'a amorcée Mme Pagé. À la page 2, justement, vous rejetez la souveraineté. Vous la rejetez en disant que le Québec serait trop petit au plan économique pour débattre de dossiers avec le Canada beaucoup plus grand, beaucoup plus fort. Et vous dites: J'ai souvent constaté que dans ce domaine - ce que vous venez de dire - la raison du plus fort est toujours la meilleure. J'aimerais ça que

vous m'illustriez, à partir de votre expérience de diplomate, un cas ou deux, où, justement, devenus souverains, on n'a pas pu créer cette association économique qu'on espérait.

M. Grenon: Bien, tout d'abord je devrais apporter une précision. Nulle part vous n'avez pu voir et je ne l'ai pas dit, je pense, dans mon exposé, que je rejetais la souveraineté. J'ai placé la souveraineté sous forme...

M. Dufour: Non, non, il vous la faut pour en arriver à votre troisième proposition. Ça, je suis d'accord. Mais...

M. Grenon: D'ailleurs, j'ai même parlé d'une souveraineté pour plusieurs États.

M. Dufour: Mais, disons de façon précise: J'ai souvent constaté que dans ce domaine, la raison du plus fort est toujours la meilleure. Est-ce que vous avez à l'esprit un cas ou deux?

M. Grenon: Oui, j'aurais plusieurs cas. Mais, malheureusement il faudrait que je cite les pays, il faudrait que je sois assez précis et je suis encore tenu par l'obligation de réserve et je ne pourrais pas le faire publiquement. Cependant, maintenant que je suis libéré de mes obligations comme diplomate, comme fonctionnaire, je peux envisager un traité plus récent – auquel je n'ai pas été associé comme fonctionnaire parce que je n'étais plus dans la carrière – qui a des caractéristiques de déséquilibre, et de plus fort et de moins fort. C'est l'Accord de libre-échange que nous connaissons.

M. Dufour: Alors, laissant de côté ce dossier-là, donc...

Des voix: Ha, ha, ha!

Une voix: Ça vaut mieux.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Dufour: ...respectant le secret des diplomates, j'arrive plutôt à la proposition sur laquelle M. Léonard s'est attardé, qui est celle du régime du droit communautaire. Il y a deux choses que vous dites. La première, c'est que ça se ferait rapidement et ça serait peu coûteux.

M. Grenon: Je m'excuse, je n'ai pas dit rapidement, j'ai dit peu coûteux. Mais rapidement, j'ai dit sur une transition relativement souple, puisque déjà comme le disait d'ailleurs Lise Bissonnette dans son éditorial – le Canada a déjà de la communauté à revendre.

M. Dufour: Exact. Exact.

M. Grenon: Alors, en réalité, de transformer

un ordre de gouvernement en un ordre communautaire, il y aurait peu de choses à changer. Ce serait une communauté qui occuperait moins de place qu'un gouvernement fédéral actuel. Parce que le gouvernement...

M. Dufour: Vous dites: Relativement facile.

M. Grenon: Relativement facile.

M. Dufour: Moi, ce qui est facile, ce n'est pas long.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Grenon: Ah! Mais, pas nécessairement.

Une voix: Je comprends. Je suis content de savoir ça.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Dufour: Mais, M. le Président, encore faut-il que ça soit facile! Alors, ma question est la suivante. C'est que vous proposez un régime de droit communautaire où on retrouverait le droit civil québécois et le "common law". Dans cette institution – et je rejoins la question de M. Léonard – est-ce que vous avez bel et bien dit que, dans des domaines qui seraient bien identifiés, ce serait le régime légal de la communauté qui prévaudrait?

M. Grenon: C'est automatique, c'est une condition existentielle d'une communauté. Mais comme je l'ai dit, cette communauté a des compétences et un domaine beaucoup plus limité que l'ordre central du gouvernement fédéral actuel.

M. Dufour: Compte tenu de votre expérience, ça prendrait combien d'années à discuter et à négocier ça pour qu'on s'entende?

M. Grenon: Pardon? Je n'ai pas très bien compris votre question, je m'excuse.

M. Dufour: Compte tenu de tout ce que vous avez en arrière de ce projet et que nous on ne connaît pas, ça prendrait combien de temps, vous pensez, à négocier un projet comme celui-là?

M. Grenon: Eh bien, il faudrait d'abord savoir de quel scénario on parle. Si on parle du scénario à cinq ou six États souverains, pour composer une communauté, c'est une démarche peut-être un peu plus lente. Si on parle de scénario à deux partenaires, disons Québec et Ottawa, eh bien, là, ça pourrait être... Il faudrait d'abord faire un projet communautaire, cinq ou six mois, ensuite le faire avaliser par les deux gouvernements. Je pense que ça doit être autour

de deux ans, pourvu que la volonté politique, de part et d'autre, y soit. C'est la condition préliminaire.

Le Président (M. Jean Campeau): Est-ce que c'est trop vite?

M. Dufour: Je suis même incapable d'apprécier.

Le Président (M. Jean Campeau): M. Bouchard.

M. Bouchard: Merci. Bonsoir, M. l'ambassadeur. Je voudrais d'abord vous saluer en vous rappelant que nous avons travaillé ensemble à l'époque où vous étiez à Strasbourg.

M. Grenon: Effectivement.

M. Bouchard: Comme consul général du Canada. M. Grenon, juste pour comprendre d'abord le cadre général du projet que vous proposez, il y aurait le Parlement, il y aurait un tribunal, il y aurait la cour, il y aurait la commission.

M. Grenon: La commission que j'appelle haute autorité.

M. Bouchard: Oui. Les décisions qui sont maintenant prises par le gouvernement fédéral seraient prises par quel organisme maintenant?

M. Grenon: Par la haute autorité.

M. Bouchard: Par l'autorité qui serait constituée de délégués des États souverains?

M. Grenon: Non. La haute autorité est composée uniquement de spécialistes. Elle est présidée par un président et comprend quelques vice-présidents et 5000 ou 6000 fonctionnaires. Il y en a 15 000 dans la Communauté européenne. Nous pourrions être moins ambitieux.

M. Bouchard: Ça réglerait le problème de M. Beaudry, si je comprends bien. Il n'est pas là, c'est malheureux.

Ils se sont découragés trop vite, ceux-là, parce qu'on a trouvé la solution.

M. Grenon: Le projet était trop ambitieux.

M. Bouchard: Non, je vous en prie, continuez.

M. Grenon: Donc, une haute autorité, comme la commission elle-même, des communautés... Une haute autorité, c'est un autre mot que j'ai emprunté à la Communauté économique du charbon et de l'acier. La haute autorité est composée de spécialistes, indépendants, très bien

rémunérés – pour qu'ils soient indépendants – impartiaux, et qui sont proposés. Le président et les 12 vice-présidents ou les 10 vice-présidents sont proposés par le conseil des ministres gouvernementaux mais nommés par le Parlement communautaire.

M. Bouchard: Proposés par les gouvernements souverains nationaux?

M. Grenon: Oui, oui, nous parlons toujours...

M. Bouchard: Les gouvernements membres. Les États membres.

M. Grenon: Nous parlons toujours de gouvernements. Deux ou six gouvernements souverains qui ont composé cette communauté.

M. Bouchard: Et nommés par le Parlement.

M. Grenon: Mais ils seraient nommés par le Parlement communautaire...

M. Bouchard: Il y aurait des votes au Parlement?

M. Grenon: Pardon?

M. Bouchard: Il y aurait des votes au Parlement?

M. Grenon: Il y aurait des votes au Parlement.

M. Bouchard: Pour procéder à ces nominations?

M. Grenon: C'est ça. Donc, pour apporter la crédibilité démocratique. D'ailleurs, dans le Parlement européen actuel, il y a une carence, un déficit démocratique que vous connaissez bien parce qu'il n'a pas les pouvoirs législatifs.

M. Bouchard: Oui.

M. Grenon: Or, dans le Parlement que moi, j'ai imaginé, le Parlement communautaire aurait les pouvoirs législatifs. Mais c'est la haute autorité qui aurait le pouvoir d'initiative et qui, en réalité, dirigerait – comme le fait un fiduciaire – les opérations avec, toutefois, pour éviter un abus de pouvoir, un contrôle parlementaire très précis.

M. Bouchard: Oui, l'autorité répondrait à la Chambre?

M. Grenon: Répondrait au Parlement.

M. Bouchard: Mais sans être élue?

M. Grenon: Pardon?

M. Bouchard: Sans être élue.

M. Grenon: Eh bien! Là, si c'était une communauté à six, première hypothèse, je serais plutôt favorable à un Parlement élu pour donner un sentiment d'appartenance à l'ensemble des régions, des États vraiment participants qui en feraient partie. Si c'était une communauté à deux, je crois qu'un Parlement de députés délégués, non élus, mais déjà élus dans leur propre Parlement respectif pourrait suffire.

M. Bouchard: Au fond, ce que vous proposez, c'est une fédération, une sorte de fédération puisque le Parlement serait doté de pouvoirs législatifs. Il pourrait voter des lois qui seraient contraignantes. Il aurait des juridictions qui lui seraient dévolues. Et ça ressemble un peu au modèle fédéral, si je comprends bien?

M. Grenon: Oui, d'ailleurs, le mot fédéral, si on prend l'étymologie du mot, du latin "feodus", ça veut dire mettre en commun.

M. Bouchard: Oui.

M. Grenon: Alors fédéral ou communauté, il y a, au point de vue étymologique, des ressemblances. Et la différence principale, c'est que c'est la haute autorité, donc non politique, qui a le rôle principal. Le Parlement a un rôle moins important, législatif.
(22 h 15)

M. Bouchard: Alors, c'est là que je me demande si le bât ne blesse pas au niveau du Parlement. Prétendre faire asseoir des élus au suffrage universel dans un Parlement à Ottawa et espérer qu'ils se confineront à un rôle modeste, assujetti aux diktats de fonctionnaires, des gens qui ne sont même pas élus, qui prétendent former le gouvernement, n'est-ce pas un peu naïf?

M. Grenon: Ça peut paraître un peu...

M. Bouchard: Vous me permettez de vous dire cela parce que vous savez, c'est un peu une propension naturelle pour un Parlement que de vouloir d'abord, assumer des pouvoirs, deuxièmement les étendre et contrôler tout le monde. D'où, le vice dénoncé dans le fédéralisme. Est-ce que ce virus qui a été inoculé au fédéralisme canadien, qui en a fait un organisme décentralisé et qui s'est transformé peu à peu en une machine très centralisée, n'irait pas se loger dans cette structure que vous proposez?

M. Grenon: Bien, tout d'abord, il faut observer que ce Parlement ne serait pas représentatif nécessairement des régions. Ce serait un Parlement un peu comme le Parlement européen où ce sont les affinités politiques qui se regroupent et l'objectif de ces parlementaires est un

objectif communautaire.

M. Bouchard: Il n'y aurait pas de lien géographique entre un élu et une circonscription?

M. Grenon: Il devrait y en avoir un pour les fins électorales comme il y en a en Europe, en ce moment. Mais une fois rendus au Parlement, les députés européens n'ont plus de lien géographique. Ils ne représentent pas leur circonscription, ils font partie de groupes d'affinités politiques, socialistes, de droite ou de gauche, peu importe. Et d'ailleurs, ils siègent dans l'hémicycle parlementaire, ils ne siègent pas par pays.

M. Bouchard: Oui, mais ils n'ont pas de pouvoirs.

M. Grenon: C'est vrai qu'ils n'ont pas de pouvoirs.

M. Bouchard: Ils délibèrent. Ils font des motions sur les phoques et tout...

M. Grenon: C'est vrai, oui. Vous avez raison.

M. Bouchard: Mais dès l'instant que vous leur conférez des pouvoirs, ils vont vouloir les assumer.

M. Grenon: Oui. Et bien avec...

M. Bouchard: Et est-ce que vous n'allez pas perpétuer ce conflit actuel entre les paliers de gouvernement que nous avons? Vous avez des parlementaires qui représentent la même circonscription et, parce que l'un s'en va à Ottawa et l'autre à Québec, tout de suite, il y a une compétition qui s'engage entre les deux. N'allez-vous pas reproduire ce modèle-là?

M. Grenon: Sauf que l'objectif des uns n'est pas le même que l'objectif des autres. Et c'est pour palier à ce déficit démocratique dont souffre la communauté que, conceptuellement en tout cas, j'avais envisagé l'idée d'un Parlement qui serait, aussi, législatif. Mais enfin, là, ce n'est pas le coeur, d'ailleurs, d'une communauté. Le coeur de la communauté c'est cette haute autorité impartiale qui remplace un gouvernement qui, lui, est soumis aux aléas électoraux.

M. Bouchard: Alors, à la limite, vous seriez prêt à accepter que ce Parlement ne soit pas élu au suffrage universel? Qu'il soit comme un délégué? Qu'il n'ait pas de pouvoirs? Oui?

M. Grenon: Je crois que oui, après avoir fait une étude plus approfondie...

Une voix: Alors, c'est parfait.

M. Grenon: À la lumière de... Si la haute autorité... S'il y avait un consensus qui se dégageait, pour que la confiance soit entière à la haute autorité, je n'y verrais pas, a priori, d'objection.

M. Bouchard: Un gouvernement de fonctionnaires, de bureaucrates.

M. Grenon: Un gouvernement de fonctionnaires... D'ailleurs, ce ne serait pas un gouvernement. C'est un mot que je veux écarter de mon langage. Je parle plutôt de communauté et de gestion communautaire apolitique.

Le Président (M. Jean Campeau): Ça va? Nous passons maintenant, si vous le voulez bien, à M. Benoit.

M. Benoit: M. Grenon, merci d'être avec nous ce soir. C'est un honneur de vous avoir avec nous. J'aimerais reprendre une partie de la question de Mme Pagé et une partie de la question de M. Dufour quand ils vous ont demandé si, effectivement, le reste du Canada pouvait sérieusement prendre en considération cette option communautaire novatrice. Vous leur avez répondu, à l'un et à l'autre, finalement, que "dépendant de la volonté politique..." Est-ce que vous souscrivez à la thèse de certains que le Québec serait une quinzaine ou une vingtaine d'années en avant du reste du pays dans sa réflexion, sa profondeur de réflexion, à cause des différentes étapes que nous avons dû passer, le référendum, l'élection de 1976, etc? Est-ce que vous souscrivez à cette thèse que nous serions tellement en avant du peloton dans notre réflexion constitutionnelle, qu'il nous faudrait attendre le reste du pays un bon bout de temps pour arriver à un compromis comme celui-là?

M. Grenon: Bien je pense que ça serait une perte de temps que d'attendre une dizaine ou une quinzaine d'années. Je crois que si cette notion communautaire, ne faisait pas son chemin à l'échelle canadienne dans les deux ou trois prochaines années, je crois qu'il faudrait envisager une formule communautaire dans un scénario bilatéral plutôt qu'à six ou sept. Non, je n'envisagerais pas, je n'aurais pas personnellement la patience d'attendre 12 ou 15 ans, et de toute façon, à mon âge, si je veux voir le fruit de ma réflexion, ça serait un peu téméraire d'aller jusqu'à cet âge-là.

M. Benoit: Donc dans votre proposition, si je reprends l'article du *Devoir*, vous mentionnez qu'il y aurait un référendum pour approuver tout ça, un référendum qui serait d'un bout à l'autre du pays. Est-ce que ce référendum-là vous le feriez dans chacun de ces six États souverains d'une façon indépendante, ou si ça serait un référendum à la grandeur du pays?

M. Grenon: Je pense que pour des fins de cohésion, et si le projet était le projet de traité préparé par des groupes d'experts et ensuite approuvé par les six, cinq ou six gouvernements souverains, si ce projet était retenu par eux comme modèle, comme proposition, je crois que le référendum devrait se faire simultanément dans les cinq ou six États souverains, futurs membres de la communauté économique canadienne.

M. Benoit: Nous avons reçu, il y a quelques heures, un autre expert, M. Henri Brun, qui prétend que le modèle européen ne peut pas s'appliquer ici, car à la différence de nous, on retrouve en Europe, et je le cite: "Des États souverains, des assises culturelles millénaires, une pluralité de partenaires". Qu'en pensez-vous, M. Grenon?

M. Grenon: Pour ce qui est des États souverains, je propose qu'il y ait des États souverains. Donc, la proposition de mon savant collègue Henri Brun n'est plus une objection puisque dans l'optique que j'ai à l'esprit, ce seraient des États souverains qui deviendraient souverains simultanément à la création de leur communauté économique. Pour ce qui est des autres cultures, ou les autres facteurs, ils me paraissent secondaires.

M. Benoit: Dans le texte du *Devoir* que je me suis permis de ressortir, parce que vous en parliez dans votre mémoire, il est dit que la CEE a elle-même mis en honneur la pratique de la directive, plus souple que le règlement. Moi qui ne suis pas un constitutionnaliste, après sept semaines en Commission constitutionnelle, et je ne suis pas sûr d'en devenir un non plus, pourriez-vous m'expliquer un peu quelles sont ces différences entre une directive et un règlement?

M. Grenon: Bien sûr. Le règlement, c'est l'équivalent d'une loi communautaire, disons sur une affaire de concurrence, une affaire... peu importe, dans le domaine de la communauté. Le règlement, c'est une loi qui s'applique directement et immédiatement au niveau de chaque citoyen des douze États, textuellement. Il devient loi dès qu'il est proclamé.

La directive, c'est une loi communautaire également, mais qui est envoyée aux 12 capitales des 12 États membres et ce sont ces 12 capitales qui, elles, transforment cette loi communautaire dans une loi nationale qui, elle, devient obligatoire pour ses citoyens. Donc, la directive est plus souple parce qu'elle permet à chaque État membre de transformer dans ses lois propres une loi française, allemande ou italienne la directive qui, elle, a une fin, un objectif, une obligation de résultat commune à tous mais dont les moyens de mise en oeuvre ou d'application au niveau juridique sont laissés à chaque Parlement

national pour respecter les identités nationales et le génie propre à chaque nation.

M. Benoit: M. le Président, une dernière question. Dans l'article du **Devoir**, toujours, vous parlez d'un bon nombre de consolidations. Vous dites: La consolidation d'un grand marché commun doit passer par les quatre circulations, la circulation des biens, des services, de la personne, des capitaux. Vous continuez en disant: En plus d'une politique commerciale commune, propre à une union douanière et à une monnaie unique, la CEC pourrait adopter des politiques communes en matière de... Et là, vous en énumérez une bonne série dont le développement régional. Nous revenons d'une tournée qui nous a fait connaître toutes les régions du Québec et partout on nous a dit: Le développement régional c'est fini. On ne veut pas que ça nous arrive d'Ottawa ou de Québec, on veut le faire chez nous. Est-ce que c'est pensable de travailler une formule comme la vôtre et d'éliminer finalement le développement régional?

M. Grenon: Eh bien, votre observation est très pertinente et je pourrais dire à ce sujet-là que dans la communauté, le langage que vous avez entendu serait différent parce que dans la Communauté européenne, la Communauté comme telle fait beaucoup de développement régional pour permettre aux régions d'être au niveau économique voulu, pour ne pas être, pour que le Marché commun ne profite pas qu'aux grands États, pour que toutes les régions y trouvent un intérêt. Donc, selon leurs avantages comparatifs et la Communauté fait un effort considérable, dépensant des sommes considérables dans 200 régions identifiées comme telles en Europe. Mais, parallèlement à cet effort communautaire, à même le budget de la Communauté, chacun des États membres des 12 États membres, lui aussi a une politique de développement régional assez particulière et ces deux politiques de développement régional se font en harmonie conjointement entre la Communauté et les politiques nationales. Et souvent c'est la Communauté qui remet des sommes communautaires à l'État des 12 qui, lui, en ayant convenu de certaines réformes structurelles ou autres, lui, les gère, les administre dans les régions. Donc, les deux ordres de gestion, l'un gouvernemental, l'autre apolitique, collaborent au développement régional. Et je pense que dans ce domaine, il n'y a pas trop d'intervenants puisque les besoins sont grands, en tous les cas, en Europe. Et j'imagine que ce pourrait être une situation analogue ici. L'avantage du développement régional fait par une communauté c'est qu'il est perçu non pas comme étant imposé par un ordre de gouvernement mais il est perçu comme venant d'une haute autorité d'une communauté qui, elle, n'est pas politique.

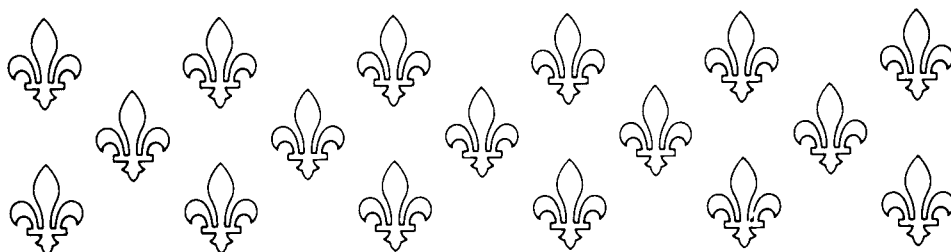
M. Benoit: La cloche nous rappelle, M.

Grenon. Je vous remercie infiniment. Ça été un honneur de vous avoir avec nous ce soir. Merci.

M. Grenon: M. le Président, si vous me permettez une petite seconde. J'aimerais, en conclusion, faire une proposition. Je souhaiterais que cette Commission n'hésite pas, dans son rapport, à recommander au gouvernement du Québec de mettre sur pied un petit groupe de travail composé de quelques spécialistes afin de faire faire une étude sur la pertinence et l'opportunité d'une formule de gestion centrale communautaire semblable à celle que j'ai proposée, quels que soient les scénarios politiques envisageables. Je vous remercie, messieurs, mesdames.

Le Président (M. Jean Campeau): Nous en prenons note. Alors, M. Grenon, merci d'abord d'avoir rédigé votre mémoire, d'être venu nous l'expliquer et sûrement que les membres se souviendront de vous comme d'un expert avec des idées innovatrices. Merci.

(Fin de la séance à 22 h 28)

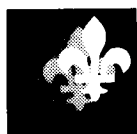


ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats



**COMMISSION SUR L'AVENIR
POLITIQUE ET CONSTITUTIONNEL
DU QUÉBEC**

Présidents: MM. Michel Bélanger et Jean Campeau

Québec, le jeudi 20 décembre 1990

No 24

**Publié sous l'autorité du président de l'Assemblée nationale,
M. Jean-Pierre Saintonge**

QUÉBEC

Note de l'éditeur:

Une traduction des débats qui se déroulent à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec est aussi disponible.

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires
70 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$
(La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$)

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:
Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
1080, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
Québec, (Québec)
G1R 5E5 Tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Table des matières

Secrétariat de l'Assemblée des premières nations du Québec	1767
M. Daniel Latouche	1783
Canadian Parents for French	1793
Mme Nicole Duplé	1800
Action pour les Franco-Américains du Nord-Est	1812
M. Vély Leroy	1818
Regroupement des associations des cycles supérieurs du Québec inc.	1828
Remerciements et vœux	1833

Intervenants

M. Michel Bélanger, président

M. Robert Libman
 Mme Monique Simard
 M. Gilles Marcotte
 M. Serge Turgeon
 M. Christos Sirros
 M. Denis Perron
 Mme Louise Harel
 M. Gil Rémillard
 M. Jacques Brassard
 M. Richard B. Holden
 M. Roger Nicolet
 M. André Ouellet
 M. Ghislain Dufour
 Mme Jeanne L. Blackburn
 M. Guy d'Anjou
 M. Jacques Proulx
 M. Gabriel Desjardins
 M. Guy Bélanger
 Mme Lorraine Pagé
 M. Claude Béland
 Mme Pauline Marois
 M. Claude Dauphin
 M. Jacques Léonard
 M. Lucien Bouchard
 Mme Cheryl Campbell Steer
 M. Robert Benoit
 Mme Christiane Pelchat

- * M. Konrad H. Sioui, Secrétariat de l'Assemblée des premières nations du Québec
- * Mme Pat Brehaut, Canadian Parents for French
- * Mme Diane Carlucci, idem
- * M. Paul LaFlamme, Action pour les Franco-Américains du Nord-Est
- * M. Yvon Labbé, idem
- * Mme Éloïse Brière, idem
- * M. Réal Gilbert, idem
- * Mme Rhonda Mawhood, Regroupement des associations des cycles supérieurs du Québec inc.
- * M. Jean-Pierre Paré, idem
- * M. Denis Verrette, idem
- * M. Éric Darier, idem
- * Témoins interrogés par les membres de la Commission

Québec, le jeudi 20 décembre 1990

Audition d'organismes et d'experts

(Neuf heures trente-six minutes)

Le Président (M. Michel Bélanger): À l'ordre, s'il vous plaît!

J'invite les commissaires à prendre leur siège. Nous allons commencer dans quelques secondes.

Je déclare ouverte cette séance à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Je vous rappelle que le mandat de la Commission est d'étudier et d'analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et de formuler, à cet égard, des recommandations. Aujourd'hui, nous recevons les groupes et personnes suivantes qui ont soumis des mémoires: le Secrétariat de l'Assemblée des premières nations du Québec et du Labrador, pour une présentation d'une heure et demie; M. Daniel Latouche, un expert invité, pour une heure; Canadian Parents for French, pour 30 minutes; Mme Nicole Duplé, une experte invitée, pour une heure; Action pour les Franco-Américains du Nord-Est, pour 30 minutes; M. Vély Leroy, un expert invité, pour une présentation d'une heure, et finalement, pour 30 minutes, le Regroupement des associations des cycles supérieurs du Québec inc.

Pour cette première présentation d'une durée d'une heure et 30 minutes, les temps de parole sont les suivants: 10 minutes pour la présentation du mémoire, 15 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 15 minutes pour le groupe parlementaire formant l'Opposition officielle, 40 minutes pour les membres inscrits auprès de la présidence, chacun des membres disposant d'au plus 10 minutes, et 10 minutes pour la présidence.

Nous commençons donc par le Secrétariat de l'Assemblée des premières nations du Québec et du Labrador. M. Konrad Sioui, chef régional de l'Assemblée des premières nations du Québec et du Labrador, bienvenue. La parole est maintenant à vous pour présenter vos collègues et faire la présentation du résumé de votre mémoire.

Secrétariat de l'Assemblée des premières nations du Québec

M. Sioui (Konrad H.): Merci beaucoup, M. le Président. C'est un honneur pour nous autres d'être parmi vous ce matin. Avec moi, j'ai, à ma droite, le vice-chef de la nation algonquine, le chef Oscar Kistabish et, à ma gauche, un des chefs de la nation innu, le chef Maurice Vollant, de la communauté Washat Mak Mani-Utenam.

Une petite parenthèse avant de commencer. Certaines de nos nations, certains de nos représentants sont venus déposer des mémoires ici.

D'autres ont décidé de ne pas le faire pour des raisons qui sont internes, qui les regardent. La nation crie a décidé, elle, de procéder avec sa propre commission d'enquête à l'intérieur de sa nation, à l'intérieur de ses membres, etc. Un message du grand chef Michael Mitchel de la nation mohawk qui vous fait dire ses meilleurs vœux, d'abord, et, en même temps, vous fait dire qu'il va aussi déposer un document, qu'il va faire valoir un document à partir de l'Assemblée des premières nations. J'ai aussi, MM. les Présidents, un document aussi qui nous est parvenu tard hier, mais qui vient se rattacher à notre présentation, si vous le permettez, c'est un document qui vient appuyer les positions de l'Assemblée des premières nations. Sur le plan national, c'est le Conseil national des autochtones du Canada, the Native Council of Canada. Si vous n'y faites pas objection, je le déposerai, je le "tablurai", éventuellement.

Tel que vous l'avez mentionné, je suis le vice-chef ou le vice-président de l'Assemblée des premières nations, l'organisation nationale représentant les Indiens statuts et inscrits à travers le Canada. Au Québec et au Labrador, je remplis les fonctions de chef régional pour l'ensemble des premières nations qui habitent cet immense territoire. Certaines de nos premières nations ont signé des traités avec la couronne et ont, par conséquent, certains droits issus de traités. Nous avons tous des droits ancestraux, en tant que peuple autochtone. Au Canada, nous sommes plus de 50 nations distinctes, dont 11 sont établies au Québec et au Labrador. Alors, il y a également plus de 50 langues distinctes au sein de nos nations. De plus, dû aux circonstances, plusieurs d'entre nous parlons l'anglais et partageons les coutumes anglophones. Ici, au Québec, naturellement, la majorité d'entre nous parlons le français et partageons les coutumes francophones. Mais, avant toute chose, nous sommes des citoyens de nos premières nations, quel que soit ce que nous sommes d'autres.

Les Inuit du Québec, les Cris de la Baie James et les Naskapis du Nord-Est québécois occupent des territoires soustraits qui couvrent à peu près la moitié de la masse agraire du Québec. Les Montagnais, les Attikameks, les Algonquins, les Micmacs, les Mohawks, les Abénakis, les Malécites et mon propre peuple, la nation huronne-wendat, ont le titre ancestral d'à peu près un tiers de la balance et nous occupons également plusieurs secteurs, en tant que terres réservées, selon la Loi sur les Indiens canadienne. La Constitution canadienne reconnaît et confirme nos droits existants, ancestraux et issus de traités que nous pouvons exercer dans cette province.

Maintenant que j'ai dit ce qui précède, j'aimerais que ce soit clair que ma présence devant vous aujourd'hui, au nom de l'Assemblée des premières nations, ne doit pas être considérée comme étant une approbation pour l'indépendance pure et simple du Québec. Je suis ici dans l'intérêt de l'amitié, dans l'intérêt de la coopération, dans l'intérêt de l'intégrité intellectuelle.

Je serai en désaccord avec vous, je suis sûr que vous serez en désaccord avec moi, mais je suis également sûr que nous demeurerons des amis qui, tous, recherchent la justice pour nos peuples respectifs. Et de plus, j'espère que nous serons d'accord sur plusieurs autres points.

Maintenant, MM. les Présidents, votre tâche. Tel que je l'ai lu dans la loi 90, votre tâche comprend: examiner et analyser le statut politique et constitutionnel du Québec et faire des recommandations à cet égard. Permettez-moi de dire, dès maintenant, que la première partie est facile. Le Québec est une province ou une partie constituante, politiquement et constitutionnellement, de la Confédération du Canada. Constitutionnellement parlant, le Québec est égal aux neuf autres provinces. Comme toute autre province, le Québec a le droit, par exemple, d'utiliser des provisions de la Charte des droits et libertés, qui est entrée en vigueur en 1982 lorsque la Constitution canadienne rénovée a été proclamée. Et constitutionnellement, le Québec a exercé son droit d'utiliser la clause "nonobstant" de cette Charte. Comme toute autre province, le Québec a également le droit, comme autre exemple, de porter des causes en appel à la plus haute instance, la Cour suprême du Canada. Et le Québec s'est prévalu de ce droit. Je le sais puisque le Québec a porté en appel la cause Sioui concernant le traité Hannénorak de 1760 avec les Hurons-Wendat. Et, moi-même et mes frères sommes les Sioui impliqués.

Alors, que dis-je? Je dis que le Québec jouit d'un statut politique et constitutionnel égal à celui des autres provinces, selon l'autorité de pouvoir décrite dans l'article 92 de la loi constitutionnelle canadienne de 1867. Et le Québec est un joueur énergique et vigoureux dans le jeu de la Constitution canadienne. En invoquant, avec raison, son droit de se servir de la Constitution canadienne à son avantage et de rechercher une réforme des institutions canadiennes reconnues constitutionnellement, le Québec n'a pas à abandonner sa souveraineté constitutionnelle canadienne. Et personne ne s'est opposé à ce que le Québec exerce son autorité en tant que pouvoir souverain au sein de la Confédération canadienne.

Vous connaissez aussi bien que moi, MM. les Présidents, les événements qui se sont produits l'été dernier lorsque le Québec a utilisé son droit statutaire, selon la loi canadienne de la défense nationale, de recourir aux Forces armées canadiennes dans le but de fournir assistance

aux autorités civiles du Québec à Kanasatake et Kahnawake, lorsque l'autorité fiduciaire fédérale est restée là sans bouger. Aucun autre gouvernement ne s'est opposé à ce droit du Québec. Le Québec a donc pris charge.

Voilà, je crois vous avoir aidé avec la première partie de votre tâche. La seconde est problématique: Faire des recommandations à l'égard du statut politique et constitutionnel du Québec. MM. les Présidents, ce n'est pas à moi, en tant que porte-parole des premières nations, de dire si le Québec doit changer son statut politique et constitutionnel. Non plus de dire de quelle façon il doit être changé. Ceci est une question qui concerne le Québec et ses autres partenaires au Canada, les provinces et le gouvernement fédéral.

Au nom des premières nations, mon devoir consiste à m'assurer, autant que possible, qu'aucune disposition ne cause préjudice à nos droits, nos intérêts et nos aspirations. Il n'est pas non plus de mon devoir de débattre avec qui que ce soit qui préconise la D.U.I., la déclaration unilatérale de l'indépendance du Québec qui, soit en dit en passant, serait sans aucun doute illégale sous la loi canadienne tout aussi bien que sous la loi internationale. Vous savez très bien que la Constitution canadienne ne contient aucune provision permettant à une province de se séparer de la Confédération et la loi internationale interdit la cessation sans consentement de l'État-nation existant.

Je retourne maintenant vers le statut politique et constitutionnel des premières nations du Canada – qui, justement, vivent dans ce qu'on appelle maintenant la province de Québec – et aussi vers nos droits, intérêts et aspirations et comme je l'ai dit, ou je l'ai déjà mentionné, ils ne doivent pas être compromis par toute décision prise par le Québec.
(9 h 45)

MM. les Présidents, dans le préambule de la loi 90 qui établit votre Commission, une affirmation est faite. De fait, la première affirmation veut que les Québécois aient le droit à l'autodétermination. Sachez bien que les résolutions de l'Assemblée des premières nations n'ont jamais voulu nier au peuple québécois son droit légitime de se définir lui-même, politiquement et constitutionnellement. Laissez-moi tout de même vous dire que les seuls peuples mentionnés dans la Constitution canadienne, et reconnus comme tels, sont les peuples autochtones, parmi lesquels sont les Indiens des premières nations. Néanmoins, lorsque nous réclamons cette liberté ou ce droit, comme le fait le Québec, le gouvernement fédéral et les provinces incluant le Québec nous refusent ce droit. Ils ont peur que si les peuples autochtones exercent leur droit à l'autodétermination et choisissent la souveraineté totale ou absolue, alors le Canada sera démembré et son intégrité territoriale sera diminuée, et la loi internationale interdit ceci.

Nos critiques omettent d'admettre que, pendant cinq ans, au cours des conférences constitutionnelles des premiers ministres sur les questions intéressant les autochtones, nous tentions de négocier notre voix dans la Confédération canadienne, dans la Constitution canadienne et non hors de celle-ci. Nous n'avons nullement l'intention de fragmenter le pays. Notre aspiration consiste à voir reconnaître et protéger par la Constitution canadienne notre souveraineté interne, de la même façon que la souveraineté interne du Québec ou de toute province est reconnue et protégée. Mon collègue, le chef Joe Mathias de la nation Squamish, de ce qu'on appelle maintenant la Colombie-Britannique, a expliqué à une rencontre de premiers ministres, il y a quatre ans, ce que nous voulons dire lorsque nous présentons l'idée générale de souveraineté. Permettez-moi, messieurs, de citer sa déclaration. "Notre intention, dit-il, n'est pas d'enchâsser dans la Constitution une souveraineté indienne qui place les peuples autochtones au-dessus de la souveraineté fédérale et provinciale. Ce que nous voulons, c'est un équilibre. Ne pas avoir la souveraineté autochtone au-dessus du Canada, et ne pas avoir l'autorité fédérale-provinciale au-dessus de nous, mais trouver un équilibre qui fera que nous en arriverons à un niveau de gouvernement fédéral-provincial et un gouvernement autochtone enchâssé dans la plus haute loi du pays.

MM. les Présidents, vous vous demandez sûrement pourquoi les premières nations veulent que leur souveraineté soit protégée. Que cherchons-nous à constitutionnaliser? Voyons encore une fois comment le chef Mathias l'a exprimé au nom de l'Assemblée. Les premières nations existent, nous survivons, nous avons nos propres cultures, nous avons nos propres langues, nos propres religions, etc. Avant la colonisation par les Européens, nous possédions la terre. Nous exerçons notre juridiction sur cette terre. Lorsque les Européens ont débarqué sur cette terre, ils n'ont pas vu 560 bandes indiennes confinées sur des parcelles de leur terre ancestrale ou traditionnelle. Ils ont vu des peuples autochtones, les premières nations, exerçant leur juridiction sur ces terres. Ceci est la souveraineté première, MM. les Présidents, que nous n'avons jamais cédée. Les Européens n'ont pas découvert nos terres, pour ensuite les habiter. Comment cela se peut-il, puisque nos terres n'étaient pas inhabitées? Nous n'avons pas non plus été conquis au cours des guerres territoriales par les forces françaises ou anglaises. Les premières nations du Québec n'ont pas cédé de territoires aux Français ni à quiconque.

MM. les Présidents, c'est un fait indéniable que les Français n'avaient aucun titre sur les territoires traditionnels des peuples autochtones pouvant être transmis aux Anglais après la bataille des Plaines d'Abraham.

Je ne m'excuse pas de m'être permis cette

leçon d'histoire, puisque que je crois qu'il est très, très important que les Québécois réalisent ou que le Québec réalise que les peuples autochtones n'ont jamais cédé ni perdu légalement leurs titres et leur juridiction sur leurs territoires ancestraux. À l'école, on raconte aux enfants que la France a cédé le Canada à la Grande-Bretagne par le traité de Paris de 1763 et que, à l'exception de Saint-Pierre et Miquelon, tous les territoires de la terre ferme de l'Amérique du Nord, à l'est du Mississipi, étaient maintenant sous le contrôle des Britanniques. Quels territoires français? Celui qui n'a rien ne peut rien céder et la France ne possédait aucun titre légal. Et même si c'était le cas, plus tard au cours de la même année - 1763 - le souverain britannique, par une proclamation royale, reconnaissait notre nationalité et notre souveraineté interne, en tant que premières nations. Dans la cause Sioui que j'ai mentionnée plus tôt, la Cour suprême du Canada a déclaré sans équivoque, cette année même, que les premières nations étaient reconnues comme nations indépendantes par les couronnes française et anglaise, et nous n'avons jamais cédé notre nationalité de notre plein gré. L'Acte de Québec de 1774, qui est aujourd'hui reconnu comme la base de la liberté des Québécois au Canada, n'a pas annulé la proclamation royale de 1763. Les droits et libertés mentionnés dans ladite proclamation ont été préservés spécifiquement comme une partie de la loi suprême du Canada par l'article 25 de la Constitution canadienne de 1982, et ils sont toujours là, même encore plus que l'Acte de Québec de 1774.

Oui, je suis entièrement au courant du système seigneurial et titres territoriaux que les Français ont établis ici au Québec, mais, comme je viens de le mentionner, ces territoires des premières nations n'étaient pas inoccupés et découverts. Si nous ne sommes pas des peuples conquis, si nous n'avons pas transféré nos terres par traité, alors le système seigneurial n'a aucune base légale.

M. le Président, je vous réitère que la souveraineté interne et la juridiction des premières nations, incluant notre droit à l'autonomie gouvernementale au sein du Canada, demeurent intactes, malgré l'existence de chacune des provinces, incluant le Québec. Par conséquent, si c'était l'intention du gouvernement du Québec de se séparer du reste du Canada, ou même si le reste du Canada consentait à cette séparation, on devra très sérieusement tenir compte des droits des premières nations, incluant notre titre aux territoires traditionnels.

En effet, messieurs, nous aurons de plus à discuter de la disposition de nos dispositions de nos traités avec la Couronne, en lieu du Canada. Il y a le traité Hanneborak de 1760 par exemple, qui fait l'objet de la cause Sioui, il y a l'entente de la Baie James, et l'entente du Nord-Est québécois. Les droits inclus dans ces traités sont

protégés par l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982. Et, selon la Cour suprême du Canada, nos droits issus de traités, tout comme nos droits ancestraux, doivent recevoir une interprétation souple en termes contemporains. Alors, ils ne sont pas éteints. Je voudrais vous référer, entre parenthèse, à la cause Simon de 1985, et la cause Sparrow de 1990. En droit international aujourd'hui même, les droits des peuples indigènes évoluent aussi. L'année dernière, l'Organisation internationale du travail a adopté la convention 169. Cette convention est la révision de la convention 107 antérieure, qui se basait sur l'idée d'assimilation, ou tout au moins de l'intégration des peuples indigènes au sein des sociétés dominantes telles qu'elles existaient il y a environ 40 ans.

Maintenant, la communauté internationale, dans son ensemble, a rejeté l'idée d'assimilation et d'intégration. La convention 169, parle de la possession et de la juridiction indigène sur les territoires traditionnels. Elle parle de consultation et de consentement mutuel. Elle parle de coopération et non de domination.

Ceci n'est plus l'ère du colonialisme. Nous vivons en des temps de droits humains et de droits des nations et d'autodétermination. Les Nations Unies elles-mêmes sont actuellement engagées dans le développement d'une ébauche de déclaration sur les droits humains des peuples indigènes. Ce qui représente maintenant un pas rétrogressif pour les gouvernements qui voudraient alors forcer leur volonté et leurs lois sur les peuples indigènes.

M. le Président, étant donné l'existence des gouvernements provinciaux et fédéral, je crois qu'il est clair que, selon mes déclarations et celles d'autres de mes collègues des nations autochtones, nous désirons exercer notre droit de décider nous-mêmes de la façon dont nous voulons diriger nos vies. Nous basons nos positions sur des faits historiques. Nous avons toujours été ici, exerçant nos propres juridictions sur nos propres peuples et territoires traditionnels. En tant que nations souveraines, nous sommes des nations cofondatrices à travers le Canada. Nous basons également nos positions sur les faits anthropologiques. Nous sommes entre nous, en tant que nations d'origines distinctes culturellement.

Entre nous, les Européens incluant les francophones et les anglophones, les distinctions sont encore plus grandes, dans la langue, religion, mode de vie, vision du monde. L'an dernier, le ministre de la Justice du Québec nous demandait d'accepter, et je cite: L'objectif unique de l'accord constitutionnel du 3 juin 1987 était de réparer les injustices commises envers le Québec par la Loi constitutionnelle de 1982 et permettre au Québec de reprendre sa place en tant que partenaire majeur au sein de la Fédération canadienne. Alors, pourquoi ne pas réparer les injustices commises envers les premières nations?

S'il est besoin, pour rendre justice au Québec, de décrire le Québec comme société distincte, n'est-il pas indispensable de décrire les premières nations comme telles? S'il est nécessaire de préserver la culture française par la voie des armes constitutionnelles, pourquoi n'est-ce pas indispensable pour nos cultures? Comment les francophones et les anglophones peuvent-ils être considérés comme les deux peuples fondateurs de ce pays alors que celui-ci était habité par les peuples autochtones au moins 70 siècles avant que Jules César ait conquis les ancêtres des Français et des Anglais?

MM. les Présidents, permettez-moi, à ce point, d'expliquer notre opposition à l'accord constitutionnel de 1987, l'accord du lac Meech. Ce n'était pas parce que nous aimons moins les Québécois, mais parce que nous aimons plus les peuples autochtones. Il est très important de comprendre qu'entre 1987 et 1990, notre seul but n'aura été que de concrétiser des amendements à l'accord et non de le tuer. Jamais n'avons-nous été en mesure d'apporter quelque changement que ce soit. Nous n'avons donc jamais dit non au Québec. Sans amendement cet accord aurait constitutionnalisé une fausse idée de l'histoire, compliqué le présent et déformé le futur. Si les préoccupations légitimes du Québec doivent être rencontrées, alors nos préoccupations légitimes doivent également être satisfaites. Si le Québec attend la justice depuis 1763, nous l'attendons également. Sinon, au moins le Code civil français et la pratique de la religion catholique romaine ont été restaurés en faveur des Québécois par l'Acte de 1774. Au moins, la souveraineté du Québec associée à la souveraineté des autres provinces a été ajustée dans l'entente constitutionnelle canadienne de 1867. Mais nous, les premières nations, avons vu nos lois et religions traditionnelles réprimées et l'exercice de notre souveraineté refusé par les gouvernements britanniques et canadiens. Alors, nous, plus que tout autre, pouvons sympathiser avec votre situation et vos aspirations, mais si la justice doit être distribuée au compte-gouttes, alors les peuples autochtones doivent être en tête de liste.

Vous savez, le défunt premier ministre Lévesque a déjà suggéré que nous aidions le Québec et en retour le Québec nous aiderait. Nous lui avons répondu que ça devait être le contraire. Depuis que l'entente du lac Meech de 1987 a été rédigée, les peuples autochtones ont subi d'intenses pressions pour appuyer cet arrangement, et toutes sortes de promesses ont été faites. Mais lorsque tout a été dit et fait, il n'y a pas eu de garanties fermes que nous aurions été impliqués de façon significative dans les discussions sur la soi-disant clause Canada non plus que nous aurions été reconnus comme société distincte. Et il n'y aurait pas eu de dispositions spécifiques reconnaissant notre exis-

tence comme étant une caractéristique fondamentale du Canada.

M. le Président, je désire affirmer, à vous et aux autres membres de la Commission ainsi qu'aux Québécois que les peuples autochtones vous suggèrent très fortement de considérer sérieusement de demeurer au sein du Canada. Nous allons éviter de refaire l'erreur stratégique de conclure un "deal" à huis clos. Et nous allons nous asseoir ensemble en incluant les composantes réelles canadiennes où nous allons travailler à constituer une sorte d'intégration des intérêts collectifs au sein, par exemple, d'un conseil national confédératif ou fédératif, en reprenant les discussions comme si le Canada n'existait tout simplement plus. Nous allons le créer ensemble et la place du peuple québécois et la place du peuple autochtone seront à l'honneur, c'est certain. Autrement, nous nous réservons le droit absolu de tenir notre propre référendum où tous les citoyens et toutes les citoyennes des premières nations du Québec-Labrador et du Canada choisiront eux-mêmes le type d'alliances politiques et constitutionnelles auxquelles ils ou elles voudront continuer de s'associer en toute liberté.

Enfin, MM. les Présidents, permettez-moi de vous remercier pour l'occasion qui m'a été donnée de me présenter devant vous et les autres distingués membres de la Commission. Je suis disposé à répondre à vos questions.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous allons commencer avec des questions qui viennent des membres inscrits. La parole est d'abord à M. Libman, qui sera suivi de Mme Simard.

M. Libman: Merci, M. le Président. M. Sioui, j'ai trouvé votre mémoire inspirant et, moi, j'espère que tôt dans l'année prochaine le gouvernement va déclencher un processus de réflexion sur les questions autochtones, les revendications autochtones. Je pense que c'est le moment, sous le nouveau ministre, de créer un groupe de réflexion, une commission ou quoi que ce soit, pour finalement répondre à beaucoup de vos revendications.
(10 heures)

Ma première question est liée avec une phrase dans votre mémoire, que vous venez de lire. Vous dites à la page 13: "M. le Président, je désire affirmer à vous et aux autres membres de la Commission ainsi qu'aux Québécois que les peuples des premières nations vous suggèrent très fortement de considérer sérieusement de demeurer au sein du Canada." Alors, premièrement, est-ce que vous pouvez élaborer sur les raisons pour lesquelles vous faites cette déclaration? Et deuxièmement, est-ce que vous pouvez discuter des liens que la nation autochtone veut garder avec le gouvernement fédéral, ou quoi que ce soit, n'importe quel statut constitutionnel du

Québec?

M. Sioui: Je pense que c'est une question importante et on va tenter d'y répondre de la meilleure façon possible. Les Amérindiens et les Inuit ne sont pas des gens habitués à vivre à l'intérieur de frontières, de barrières douanières ou... etc. On se voit avant tout comme étant des Nord-Américains. Pour nous, vivre en harmonie avec les frères, les sœurs, les Amérindiens, les autres nations, c'est extrêmement important et c'est dans ce sens-là qu'on dit: Gardons l'ouverture vers les grands espaces, vers le Canada, vers l'Amérique du Nord, vers ce qu'on appelle, nous, the Turtle Island. L'Amérique du Nord, c'est notre île. Les Hurons s'appellent les Wendat, les habitants de l'île, ceux qui vivent sur l'île qu'est l'Amérique du Nord.

On a des droits qui sont constitutionnalisés, on a des traités, on a des alliances, on a des arrangements qui débordent le cadre du Québec. Nos nations ne sont pas nécessairement toutes incluses dans le Québec. Des Cris, il y en a en dehors du Québec; des Micmacs, il y en a en dehors du Québec; des Hurons, des Montagnais, des Inuit, etc. Il faut absolument que, dans l'esprit des premières nations, cette dimension existe et soit maintenue.

Quand on dit de demeurer dans le Canada, on ne dit pas nécessairement de maintenir le statu quo. On ne dit pas nécessairement de ne pas changer le système fédératif. On dit qu'il faut changer en profondeur. On dit qu'il faut le revoir au complet. On dit que le peuple québécois a sa place. On dit qu'à l'intérieur d'une déclaration des droits des peuples, avant toute forme de négociation, on doit reconnaître la place des premières nations dans une constitution fédérale renouvelée.

C'est dans cet esprit-là qu'on veut dire: Gardons nos liens, gardons des liens économiques, des liens politiques, des liens sociaux, des liens culturels parce que nous, on a besoin de les garder et de les maintenir, ces liens-là. Et parce que aussi c'est important, peut-être un peu dans le même esprit que Louis Bernard l'exprimait l'autre jour, j'écoutais ça à la télévision, il faut quand même maintenir une ouverture d'esprit, une interdépendance, une souveraineté, d'accord, mais à l'intérieur d'un contexte où on va être interdépendants. Dans ce sens-là, c'est la disposition que l'on veut identifier quand on dit: Demeurer fortement, maintenir fortement des liens de toutes les natures possibles avec le reste du Canada. Ça n'empêche pas de maintenir des liens avec les États-Unis, avec l'Europe, mais il ne faut pas couper ces liens-là.

Nous, des premières nations, même si le système fédératif canadien ne nous a pas bien traités, on ne veut pas maintenir le statu quo. On a des récriminations sérieuses à adresser à ce système-là qui nous a maintenus dans un état de dépendance extrême, on veut le renouveler et on

veut être associés étroitement au peuple québécois dans le même esprit que M. René Lévesque nous l'a toujours confirmé et nous l'a toujours dit. Il y a deux peuples, deux nations qui ont été laissées pour compte, qu'on ne traite pas d'Américains en Amérique. Et ces deux nations-là se doivent, ensemble, de façon solidaire, de reprendre leur place au sein de cette Constitution-là.

M. Libman: L'ancienne Constitution du Canada. O.K.

Deuxièmement, est-ce que vous pouvez élaborer ou préciser votre conception de votre autodétermination, votre souveraineté à l'intérieur de cet ensemble?

M. Sioui: Notre autodétermination, on y tient; notre souveraineté, on y tient. Semble-t-il que, quand on parle de souveraineté ou d'autodétermination, au Canada, c'est comme si on était des communistes. M. George Bush écrivait, encore récemment, au président des Indiens des États-Unis une lettre que j'ai vue. Il parlait, M. George Bush, d'autodétermination, il parlait de souveraineté à l'endroit des tribus amérindiennes des États-Unis. Dans ce sens-là, nous autres, on dit "within Canada"; on dit: À l'intérieur du Canada, à l'intérieur de la Fédération. Ça ne veut pas dire, et je le répète, M. Libman, c'est important, que l'on favorise le statu quo. Ça ne veut pas dire qu'on veut que tout demeure comme la Constitution canadienne est exprimée à l'heure actuelle dans ses textes, au contraire, on veut des changements majeurs, mais les premières nations du Canada ont des liens historiques et ces liens historiques là, on ne peut pas les couper comme ça. On a des liens historiques, je l'exprime tout à l'heure, par traités, par conventions, etc., et ça, ce sont des éléments sur lesquels on veut continuer à travailler, sur lesquels on veut continuer à tabler. On commence juste à voir un peu de lumière au bout du tunnel, au niveau, par exemple, des cours de justice, à la Cour suprême du Canada. On commence juste à voir des causes qui nous rendent gagnants, qui nous reconnaissent de nation à nation, la négociation qui doit se faire d'égal à égal, ces principes-là. Aujourd'hui, c'est le juridique qui s'exprime ainsi.

M. Libman: Merci. Encore une fois, on ne peut pas assez dire qu'un des mandats principaux du gouvernement, en 1991, devrait être la création d'une structure pour adresser la question autochtone. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Simard, suivi de M. Marcotte.

Mme Simard: M. le Président, bonjour. Je comprends que vous veniez ici, évidemment, nous rappeler votre mission, qui est la défense des intérêts et des droits des premières nations. Et

on comprend également que les provinces, les frontières, au sens où on les comprend en termes de politique moderne, n'existent pas nécessairement pour vos peuples. Effectivement, certains occupent des territoires au Québec, en Ontario, dans d'autres provinces et même il y a Canada et États-Unis. Bon. On sait cela. Cependant, je suis un peu étonnée. À la page 4 de votre mémoire, vous dites que la déclaration unilatérale de l'indépendance du Québec qui, soit dit en passant, serait sans doute illégale sous la loi canadienne tout aussi bien que sur la loi internationale... Je veux savoir si vous reconnaissez – et ceci dit indépendamment du problème spécifique des peuples autochtones que, je pense, ici, tout le monde reconnaît – est-ce que vous reconnaissez le droit aux Québécois de s'autodéterminer et de décider démocratiquement de leur avenir politique? Je n'ai pas vu ça, je n'ai pas lu ça, je n'ai pas entendu ça. Peut-être que j'ai mal compris, mais je voudrais que vous me répondiez clairement sur la question. Et si vous n'êtes pas d'accord avec ce droit à l'autodétermination, pourquoi? Et si vous l'êtes, est-ce que vous avez réfléchi à comment consulter, finalement, le peuple québécois sur son avenir politique?

M. Sioui: On serait très mal vu, en tant que peuple autochtone, en tant que première nation, de dire à quelqu'un ou d'insister sur quelqu'un, un groupe, une nation ou un peuple, de lui dire comment se comporter, en tant que collectivités qui se reconnaissent entre elles. On ne veut pas se le faire dire à nous et on ne le dira certainement pas aux Québécois. Le peuple québécois est le seul peuple, de façon légitime, à décider pour son avenir.

Mme Simard: Donc, si j'ai bien compris, vous reconnaissez le droit à l'autodétermination des Québécois et que ce n'est pas à d'autres de décider de l'avenir des Québécois. C'est aux Québécois de décider de leur propre avenir. Est-ce que ça c'est clair?

M. Sioui: On reconnaît le droit au peuple québécois de décider pour lui-même. Si le peuple québécois décide de se donner une autodétermination, c'est à lui seul de décider ce qu'il veut se donner, de la façon qu'il le voudra. Est-ce que ce sera une souveraineté-association ou une indépendance? C'est le peuple québécois qui décide. Par contre, et c'est là que c'est important, nous autres, les premières nations, à l'intérieur de ce Québec-là, on a des droits à protéger, on a des droits à confirmer encore davantage, on a des alliances avec les autres premières nations du pays et de l'Amérique du Nord et ça on veut s'assurer que ça va être protégé par n'importe quelle institution ou Constitution qui se créera ou qui voudra prendre forme. Et pour ça, nous autres aussi, c'est sacré. Dans ce sens-là, on a besoin aussi d'être

reconnus dans notre besoin d'autodétermination et de souveraineté des premières nations. C'est dans ce sens-là qu'on dit aussi qu'il est faux de croire qu'il y a deux peuples fondateurs, qu'il est faux de croire qu'il y a deux niveaux de gouvernement. Il est faux de croire ça, Mme Simard. Les premières nations sont un peuple fondateur. Les premières nations sont les cofondateurs de ce pays-là, et peut-être plus encore. Les premières nations n'ont jamais cédé leur juridiction, n'ont jamais cédé leur droit à se déterminer eux-mêmes, à s'autodéterminer. Et c'est dans ce sens-là que, peut-être aussi, on vient ouvrir une dimension, de dire: Oui, d'accord! Et je pense que notre texte est très explicite à ce niveau-là. Mais si, par exemple, l'autodétermination des Québécois voulait dire nous arracher quelque chose, voulait dire nous enlever quelque chose, voulait dire nous déposséder de quelque chose qu'on ne veut pas laisser aller pour les raisons qu'on décidera nous autres mêmes, à ce moment-là, on vient vous dire qu'on ne se laissera pas faire.

Mme Simard: Pour plusieurs d'entre nous, il n'y a pas de contradiction ou d'opposition à reconnaître, à la fois le droit à l'autodétermination des Québécois et aussi de reconnaître aux premières nations, aux peuples autochtones, des droits similaires. Et pour plusieurs d'entre nous, il n'y a pas de subordination des droits des uns aux droits des autres. Ça, je voudrais aussi que ce soit très clair et je pense que c'est important de vous le rappeler. Cependant, je n'avais pas clairement vu, à la lecture de votre mémoire, la réaffirmation de ce droit des Québécois. Et, soyez assuré que plusieurs personnes sont venues nous présenter, évidemment, les revendications des peuples autochtones, et que ça été reçu favorablement par plusieurs personnes, et qu'on ne voit pas d'opposition ou de contradiction, et surtout pas de nécessité, c'est-à-dire de faire passer les droits des uns avant les droits des autres.

M. Sioui: Alors, ça c'est votre vision des choses, mais nous autres, on ne partage pas votre opinion à ce niveau-là. Nous autres, on voit la nécessité de faire passer nos droits et de les faire passer comme il faut, de les faire enchâsser et de les faire respecter et reconnaître. Parce que, à l'heure actuelle, nos droits sont bafoués, nos droits constitutionnels sont bafoués. Et quand on a des gains, que ce soit à la Cour suprême ou autre, il y a des institutions québécoises et canadiennes qui ne reconnaissent pas ces droits-là dans leur fond même. Et, dans ce sens-là, on va toujours vouloir défendre les intérêts de nos nations, parce que, s'il y a des peuples au Canada et en Amérique du Nord qui ont été laissés pour compte, ce sont les premières nations. Et, dans ce sens-là, on a toujours eu une grandeur d'esprit, on a toujours été des

peuples pacifiques, des peuples accueillants, on est encore capables d'agir comme ça, on le prouve aujourd'hui. Mais on dit, par exemple, que les traités qui ont été mis de côté, les conventions qui ont été mises de côté, les jugements qui n'ont pas été respectés, les paroles qui ont été affirmées, ces choses-là, on ne veut plus que ça se produise. Et vous devriez nous comprendre vous aussi.

Mme Simard: Mais, justement, je pense que vous ne comprenez pas qu'on comprend. Justement, c'est ça, là. Vous n'avez pas très bien compris ce que j'ai dit. C'est qu'au contraire, on est d'accord avec ce que vous dites. Je viens de vous le réaffirmer. Mais, il n'y a pas ici de volonté de faire passer à côté, ou de mettre de côté ce que vous réclamez depuis longtemps. Au contraire, plusieurs d'entre nous acquiesçons. C'était juste de voir que dans l'équilibre que vous recherchez des droits, c'est ce que nous tentons aussi de rechercher. Il ne faudrait pas qu'il y ait d'incompréhension ou de perception de votre part que ce n'est pas le cas. Pas du tout. C'est vrai que vous avez été bafoués et on a eu de nombreux exemples de ça, et évidemment les événements récents de cet été nous l'ont rappelé.

M. Sioui: Bon, il ne faut pas se sentir coupables. Je ne veux pas que vous vous sentiez coupables.

Mme Simard: Non, je ne me sens pas coupable. Pas moi, en tout cas.

M. Sioui: Mais... j'ai peut-être trop bien compris. Ici, autour de la table, il n'y en a pas d'autochtones. On est invités à venir vous faire une présentation, mais les nations autochtones ne sont pas représentées autour de ce cercle-là. Elle est où, notre place? Notre place est en dehors du cercle? On vient vous dire, tout simplement, qu'on veut faire partie d'une reconnaissance constitutionnelle. Si le Québec veut éventuellement se donner cette autodétermination-là, qui est la sienne, on veut, nous aussi, être sur un pied d'égalité. On veut qu'il y ait des déclarations formelles de reconnaissance mutuelle, de nation à nation. Et on vient vous dire, en même temps, que la relation qui a toujours existé de dominant à dominé, de majorité à minorité, on n'en veut plus.

(10 h 15)

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors nous passons à M. Marcotte, qui est le suppléant de M. Poissant.

M. Marcotte: Merci, M. le Président. M. Sioui, aux pages 9 et 10 de votre document, vous dites que les droits inclus dans des traités – en fait que vous énumérez – sont protégés par l'article 35 de la loi constitutionnelle de 1982. Le Québec n'a pas adhéré à cette loi de 1982. M.

Harper du Manitoba a contribué un peu à la mort du lac Meech. Si le lac Meech avait été accepté, la cause des autochtones au Canada n'aurait-elle pas avancé plus rapidement? Actuellement, il y a un arrêt complet de tout changement à la Constitution.

M. Sioui: C'est une bonne question. L'article 35, c'est un article dans la Constitution canadienne qui reconnaît essentiellement les droits des peuples indiens, métis et inuit qui sont garantis. Les lois issues de traités où les droits aboriginaux sont garantis et confirmés. On a testé l'article 35 en cour. On s'est aperçu, par exemple dans la cause Sparrow que c'était une boîte beaucoup plus pleine que vide. Et on va continuer de travailler à ce niveau-là pour confirmer nos droits, incluant même le droit à l'autodétermination. On pense que ce droit-là est un droit inné qu'on n'a jamais cédé.

Elijah Harper, par la voix démocratique de son Assemblée législative, s'est opposé à une entente qui, semble-t-il, ne faisait pas l'affaire d'une majorité de Québécois, ne faisait pas l'affaire d'une majorité d'anglophones et ne faisait certainement pas l'affaire d'une majorité d'Amérindiens et d'Inuit. C'est ce que j'entends partout, quand je voyage, quand je discute avec des gens du Québec, du Canada anglais et des premières nations. Elijah Harper n'a fait qu'une chose pendant trois ans, entre 1987 et 1990. Nous, de l'Assemblée des premières nations, nous avons essayé d'apporter des correctifs à l'accord du lac Meech, qui, lui, avait déjà décidé qu'il y avait deux peuples fondateurs au Canada: les Anglais et les Français. Et il y avait deux ordres de gouvernement: fédéral et provincial qui nous empêchaient, pour toujours, de se donner un troisième ordre de gouvernement dans la Constitution canadienne. Et c'est ce à quoi nous aspirons en tant que peuple: les juridictions. L'autonomie, ce n'est pas de la délégation d'autorité, M. Marcotte, uniquement.

M. Marcotte: ...en fait.

Le Président (M. Michel Bélanger): ...

M. Sioui: Oui, je vais juste terminer. Le lac Meech aussi, tel que M. Rémillard nous a dit directement à Erasmus et à moi et à d'autres leaders aussi, la fameuse semaine qu'on a tenue à Ottawa et qui a coûté tellement cher. Le lac Meech, en fin de compte, venait aussi dire que pour la création de nouvelles provinces – on parle du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest – ça prenait l'unanimité des provinces et que le Québec allait utiliser son droit de veto pour ne pas constituer une nouvelle province. Pourquoi? Pourquoi est-ce qu'on ne reconnaît pas le statut de province éventuellement aux Territoires du Nord-Ouest, même si la majorité de la population est autochtone? Est-ce que c'est

ça qui est le problème? En fin de compte, ce sont des éléments comme ça. Le lac Meech aussi empêchait la participation totale et active des premières nations ou des groupes autochtones du Canada à être présents aux conférences constitutionnelles, aux futures conférences constitutionnelles, par exemple sur les pêcheries.

Je pense qu'on a quelque chose à dire dans le domaine des pêcheries. Si nos droits aboriginaux de chasse, de pêche, de trappe sont reconnus, je pense qu'on a de quoi à dire à ce niveau-là. Donc, dans ce sens-là, je pense qu'il y a des éléments qu'on voulait modifier, qu'on voulait changer. D'ailleurs, il y a eu quand même un essai pour modifier, "accompanying resolution", "accompanying amendment", comme on appelle en anglais. Il y a eu, quand même... Le rapport Charest est quand même un document qui, selon nous, en fin de compte, méritait d'être regardé, au moins pour les questions qui touchaient les premières nations. Pour les autres, probablement aussi, je ne veux pas nier à personne leurs droits, mais les nôtres...

En fin de compte, on était peut-être capables de vivre un peu mieux avec l'accord du lac Meech, avec les propositions qui émanaient du rapport Charest. Dans ce sens-là, je peux vous dire que ce ne sont pas les Amérindiens, comme on a toujours voulu le dire. On s'est quand même fait pointer du doigt le 24 juin dernier, quand on était invités à une réception avec nos épouses, oui, et qu'on s'est fait, de façon très cavalière, réprimander devant des gens, devant des convives, devant la presse, pour avoir tué l'accord du lac Meech. Je pense que c'est injuste à notre égard.

M. Marcotte: Tout à l'heure, vous avez dit que la nation huronne, en fait, avait des droits qui s'étendaient sur l'Amérique du Nord. Est-ce que ça veut dire que vous considérez que le territoire des États-Unis également peut vous donner certains droits?

M. Sioui: M. Marcotte, la frontière américaine est un irritant incroyable. On a vu ce qui est arrivé cet été, ce printemps, avec Akwesasne. Je parlais tout à l'heure du grand chef Mike Mitchell, on connaît les irritants que ça peut créer. Le niveau de juridiction n'est pas pareil. Avoir des casinos, aux États-Unis, c'est courant. Les Navajos en ont, les Hopis, les Seminoles, les Mohawks, beaucoup de nations qui ont ce degré d'autonomie là, on appelle ça "the internal sovereignty". Pendant 20 ans, 25 ans, ils ont constitué une jurisprudence en Cour suprême des États-Unis qui leur donne, justement, cette capacité-là de se donner des outils comme ça pour se développer. Au Canada, on n'est pas rendu là. Au niveau territorial, beaucoup de nos nations ont des liens avec leurs frères et soeurs des États-Unis, c'est sûr. On a tiré une grande ligne, puis on a séparé le Canada.

Il reste qu'on ne veut pas s'étendre plus qu'il ne le faut. On parle uniquement dans un cadre canadien, même si on sait que, par exemple, en 1794, il y avait un traité qui s'appelait le traité de Jay, "the Jay Treaty", qui a été entériné uniquement par les Américains et que les Canadiens n'ont jamais voulu entériner, mais qui nous aurait justement donné la capacité du libre passage de nos biens au niveau des frontières, peut-être un libre-échange, si vous voulez, anciennement. Mais ça n'a jamais été vraiment entériné par le Canada. Mais je veux rester dans un cadre purement canadien, si vous voulez.

M. Marcotte: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Turgeon, qui sera le dernier intervenant pour ce groupe.

M. Turgeon: M. Sioui, si les Québécois décidaient de se tâter prochainement, de se consulter, ensemble, pour savoir quel est le meilleur de leur avenir, est-ce que les nations autochtones qui vivent sur le territoire québécois participeraient à cette consultation? Est-ce qu'elles participeraient à un référendum?

M. Sioui: Les nations autochtones qui vivent à l'intérieur du territoire qu'on appelle le Québec vont devoir continuer, comme je le disais tout à l'heure, par exemple, pour la nation cri - c'est un exemple - de faire leurs devoirs, de vérifier, de faire leur propre enquête, leur propre commission.

M. Turgeon: Mais est-ce que vous allez participer à un référendum que le gouvernement québécois instituerait?

M. Sioui: Avant de vouloir participer à un référendum que le gouvernement québécois instituerait, on va commencer à regarder, nous autres, à l'intérieur de chez nous, de chacune de nos communautés, de chacune de nos nations, comment on se voit à l'intérieur de tout ça. Quelles sont les questions posées? Quelles sont les issues? Quelles sont les grandes propositions? Etc. Je pense qu'on a des devoirs aussi à faire, on est dans cet exercice-là. Étant donné qu'on a juste un rôle, ici, au sein de votre Commission, de venir déposer un mémoire, de venir prendre une heure et demi pour s'expliquer, en fin de compte, entre nous, on n'a pas toute la latitude qu'on aurait eue, peut-être, si on avait été partie prenante de votre Commission. Donc, il faut constituer nos propres commissions, il y a des nations, je vous le répète, qui le font, il y a des nations qui viennent ici déposer. Nous, de l'Assemblée des premières nations, on vient d'avoir une conférence nationale, la semaine dernière, à Ottawa, et on a décidé de constituer notre propre commission nationale. Si vous

voulez, je vous laisserai une copie de cette commission-là, mais avant tout, M. Turgeon, on va devoir regarder les éléments qui nous touchent directement. Ça ne veut pas dire qu'on rejette ou qu'on ne participera pas, mais ça veut dire qu'on va faire, nous autres aussi, les devoirs nécessaires qui s'imposent.

M. Turgeon: J'ai un petit peu de difficulté à vous suivre, c'est qu'il y en a, avant vous, qui sont venus nous dire carrément qu'il ne serait pas question qu'ils participent à un référendum québécois.

M. Sioui: Qu'il ne serait pas question?

M. Turgeon: Qu'ils participent à un référendum québécois. Ils ont dit: Ça ne nous concerne pas. Puis, en même temps, vous tenez le discours à dire: Comment ça se fait qu'on n'est pas autour de cette table-là? C'est là qu'on se demande s'il n'y a pas deux discours.

M. Sioui: Autour de cette table-là, c'est pour défendre les intérêts. C'est souvent pour apporter des éléments de réponse, des additions de réponse, des éléments où on va dire: Oui, mais comment les premières nations, comment les autochtones au Québec réagiraient, selon, admettons, peut-être telle chose? On a des intervenants qui viennent faire des recommandations, etc. Peut-être avoir cette dimension-là, uniquement, la dimension autochtone nécessaire dans tout débat constitutionnel que ce soit. Je pense, personnellement, et je ne suis tout seul à le penser, je pense qu'elle est nécessaire, elle est fondamentale. Je n'ai pas dit tantôt que les autochtones allaient participer à un référendum québécois. Je pense que, si vous avez compris ça, vous m'avez mal compris.

M. Turgeon: Je n'ai pas compris ça justement.

M. Sioui: Je vous ai dit qu'on a des devoirs à faire, on est dans un processus de les faire. Il y en a qui les ont faits. Par exemple, les Innu que vous avez rencontrés à Sept-Îles, ont fait justement ces analyses-là, ont fait leur devoir d'état, comme on dit, ont tâté le pouls de leur population, et aujourd'hui ils peuvent s'exprimer de façon très libre sur les approches à prendre. Eux autres en concluent qu'éventuellement il faudra avoir une déclaration des droits des peuples, une reconnaissance mutuelle, le principe de nation à nation, qu'on établit avant tout si on veut vraiment avoir une négociation qui va être autre chose que ce qu'on a connu de dominant à dominé.

M. Turgeon: Vous dites, M. Sioui, que ce n'est pas votre rôle de dire aux Québécois ce qu'ils ont à faire. Mais en même temps, vous

leur suggérez fortement de rester au sein du Canada. Pourquoi en arriver à cette suggestion-là, alors que, dans les réponses que vous avez données, vous le dites vous-même, vous n'avez pas plus de garanties à l'intérieur du système que vous en auriez supposément avec un Québec souverain.

M. Sioui: Tout simplement parce que... D'abord je dois dire une chose, c'est que les relations entre le Québec et les Québécois et les Amérindiens, je les situe dans un rapport historique. Ces relations-là sont vieilles, sont probablement les plus vieilles, je l'ai dit souvent cet été et je ne veux pas me répéter. Mais ce sont probablement les plus vieilles relations qui existent, en Amérique du Nord, entre un peuple autochtone et un peuple qui n'est pas de souche autochtone. Et on a réussi à se comprendre, on a réussi à s'entendre, on a réussi même à faire des ententes modernes. Et dans ce sens-là, j'ai toujours voulu réprocher ceux qui disent que les autochtones au sein de la société québécoise étaient peut-être ceux qui étaient les plus maltraités, ceux qui étaient les plus mal compris, etc. J'ai réproché ça, et je vais continuer à le faire. Mais ce qu'il faut que vous sachiez M. Turgeon, c'est que nos relations dépassent et débordent beaucoup le cadre de la limite territoriale québécoise, et que nous, on se sent un avec l'ensemble des premières nations du Canada.

M. Turgeon: Alors, à ce sujet-là, est-ce que vous privilégieriez, advenant que le Québec accède à sa souveraineté, qu'il y ait tout de suite des négociations à quatre disons, entre l'Assemblée des premières nations, le Canada, les États-Unis et le Québec, pour qu'on règle ensemble tout ce problème-là qui est le vôtre sur l'ensemble du territoire?

M. Sioui: En partant d'une déclaration officielle de reconnaissance de nos peuples, comme étant des nations, comme étant des gens qui ont le droit à s'autodéterminer, comme étant des gens qui ont le droit à avoir des juridictions autonomes, on n'aurait pas de problème à discuter comme ça, à partir d'un cadre comme celui-là.

M. Turgeon: Bien.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons aux questions d'un représentant du parti formant le gouvernement, M. Sirros.

M. Sirros: Merci, M. le Président. Bienvenue d'abord à M. Sioui et aux représentants de l'Assemblée des premières nations, M. Volland, M. Kistavich. On a eu l'occasion, avant, d'entendre des représentants de nations ou de communautés spécifiques. Aujourd'hui vous venez en tant que représentant de l'Assemblée des premières

nations qui, elle, a un rôle de coordination, si je comprends bien, au niveau des revendications des peuples autochtones, dans les relations entre les autochtones et les non-autochtones. Et vous êtes, dans ce sens-là, celui qui a probablement le plus adressé la question de l'indépendance, la souveraineté ou un autre fédéralisme, etc. C'est un peu sur ça que j'aimerais... parce que je trouvais fort intéressante toute la présentation et pourrais passer des heures à discuter d'un paquet de choses. Dans les 10 ou 15 minutes qui sont allouées, je pense qu'on pourra en toucher une ou deux.

Mais j'aimerais peut-être commencer en reposant la question de M. Turgeon tout à l'heure, d'une autre façon. Est-ce que vous accepteriez que le Québec déclare son indépendance, ou sa souveraineté, à la suite d'un référendum, avant de s'être entendu avec les peuples autochtones sur la place et le partage des pouvoirs entre le nouveau pays québécois et les peuples autochtones.

M. Sioui: Non.

M. Sirros: C'était je pense un peu le sens de la question.
(10 h 30)

M. Sioui: Non, c'est signer un chèque en blanc. C'est trop demander à des Amérindiens, des Inuit qui ont été trop souvent, trop longtemps trompés. Ce n'est pas à cause qu'on ne fait pas confiance au peuple québécois et à ses institutions mais c'est qu'on doit protéger les acquis, on doit protéger nos peuples, on doit protéger nos gens aussi. On doit s'assurer qu'avant qu'il y ait des déclarations d'indépendance, qu'au moins on ait regardé les questions territoriales. M. Sirros, la grande majorité, je dirais la totalité des nations qui vivent ici, sur le territoire québécois n'ont jamais cédé, de quelque façon que ce soit, leur titre territorial. Elles sont encore possesseurs de leurs terres. Elles sont encore des nations qui ont un droit fondamental, reconnu dans la Constitution canadienne et que les nations se reconnaissent elles-mêmes, de toute façon, à s'autodéterminer. Et, dans ce sens-là, la question territoriale mérite beaucoup d'attention.

M. Sirros: Dans ce sens-là vous dites donc: Nous ne pourrions pas accepter le résultat d'un référendum sur la déclaration de la souveraineté ou l'indépendance, à moins qu'au préalable on ne se soit entendus sur la place des autochtones dans le nouveau pays, le Québec. Et, ma deuxième question dans ce sens-là c'est qu'il faut donc, indépendamment de l'option qui sera mise de l'avant à un moment donné par voie de référendum, s'il y en a un, il faut donc, dites-vous, qu'on s'entende au préalable. Une question me vient à l'esprit. Est-ce que cette entente pourrait être possible, selon vous, d'ici le mois de

juin? Ou...

M. Sioui: Bon...

M. Sirros: Parce qu'il y en a eu qui nous ont proposé un référendum au mois de juin, je pense.

M. Sioui: Moi, M. Sirros, si, comme on vient d'échanger avec M. Turgeon, éventuellement on est capable de se reconnaître mutuellement à partir de textes officiels, à partir de déclarations officielles, et que dans un contexte comme celui-ci les peuples autochtones, les nations autochtones avaient ce statut d'égalité, cette reconnaissance qu'on recherche et que vous recherchez aussi, à ce moment-là ça permettrait certainement de commencer des bons pourparlers, des bonnes discussions, mais il faut commencer par le commencement. Il faut commencer par quelque chose qui va nous permettre de croire en quelque chose, qui va nous permettre d'avoir confiance en un système qu'on va vouloir renouveler. Dans ce sens-là, avant juin, il y a des devoirs à faire. C'est rapide, mais je dis que ça dépend aussi du comment les recommandations de votre Commission vont ressortir. Qu'est-ce qui va émaner de vos recommandations? Si on maintient un statu quo en ce qui concerne les questions autochtones, les rapports avec les autochtones, à ce moment-là, bien, vous l'aurez décidé. Vous avez un rôle à jouer. Je vais dire comme on dit: La balle est dans votre camp. Nous, on est ouverts, on s'intéresse, on veut modifier des choses, on veut renouveler des choses, on veut faire partie prenante des discussions.

M. Sirros: Et dans ce sens-là, vous avez mis de l'avant quelque chose qui circule depuis quelque temps tout au moins, la notion d'un troisième niveau de gouvernement autochtone. Et vous dites: Nous, on souhaiterait que le Québec choisisse de rester dans le Canada, sans statu quo nécessairement, et qu'il y ait, en quelque sorte, une reformulation du Canada où les premières nations seraient autour de la même table. Donc, ce serait une discussion à trois tout au moins, le Canada anglais, le Canada français et les autochtones. C'est un peu ce que vous dites où il y aurait la possibilité d'envisager un autre palier de gouvernement. J'ai un problème avec la notion d'un autre palier de gouvernement quand on regarde la réalité sur le terrain. Vous mentionnez vous-même 540 différentes communautés. Il se peut qu'il y ait des formules imaginables pour avoir des pouvoirs délégués ou innés ou inscrits dans la Constitution dans chacune de ces communautés, mais j'aimerais que vous explicitiez un peu davantage: quel genre de pouvoirs de ce troisième palier de gouvernement vous envisagez? Quel genre de garanties constitutionnelles vous voyez? Et, un deuxième volet,

advenant une séparation du Québec, la même position, j'imagine, se tiendrait vis-à-vis le nouveau gouvernement central du Québec?

M. Sioui: Bon, on va essayer de prendre votre question par le bon bout. Nos positions constitutionnelles, M. Sirros, n'ont jamais changé, à partir de 1982, quand on a voulu commencer à avoir des conférences constitutionnelles portant sur l'enchâssement de nos droits. Le droit inhérent à l'autodétermination, à l'autogouvernement, les Amérindiens, les Inuit et les peuples autochtones, c'a à toujours été notre base, notre fondement même. Des juridictions autres que de la délégation d'autorité, on a toujours défendu ça et on va continuer de le défendre. Dans un cadre fédératif, si vous voulez, à partir de la Constitution canadienne, le droit que l'on recherche et les juridictions que l'on recherche ce sont souvent des juridictions qui ont à faire avec notre vie quotidienne: l'éducation, la santé, les services sociaux, le développement économique. On peut en nommer d'autres aussi. Un peu, si vous voulez, comme la même question que M. Rémillard posait à M. Chrétien: Est-ce que vous êtes prêt à nous reconnaître la pleine capacité, la pleine responsabilité dans des champs de compétence comme l'immigration, par exemple? Je me souviens que M. Rémillard a posé cette question à M. Chrétien.

Je ne voudrais pas qu'on commence à patiner, que ce soit plus direct que ça. Mais je voudrais quand même dire que c'est vrai que le fédéralisme tel qu'on le connaît c'est un système rigide, assez dur, et dans ce sens-là il faut comprendre des choses. Et je vais vous comprendre aussi si vous patinez un peu. Mais est-ce que vous seriez prêts à reconnaître ces juridictions-là dans un cadre défini, dans un cadre constitutionnalisé, aux Amérindiens? Pour qu'ils puissent éventuellement, je n'ai pas dit que demain matin... D'abord il n'y a pas 540 nations et 560 bandes, il y a 50 nations. Donc je n'ai pas dit que, nécessairement, les 50 gouvernements de nations vont venir demain matin appliquer pour la pleine reconnaissance de toutes les juridictions qui pourraient être éventuellement reconnues dans une constitution renouvelée. Certaines nations sont prêtes à prendre en charge, d'autres sont peut-être moins prêtes. Il faut respecter tout ça. Il y a des provinces qui sont plus avancées, il y a des provinces qui sont moins avancées, dans des champs de compétence qui les regardent.

Et dans ce sens-là, je pense qu'il faudrait s'assurer dans un fédéralisme renouvelé, une constitution renouvelée où on va reconnaître d'abord et avant tout la souveraineté des peuples concernés, nos deux peuples, cette capacité-là de se donner à nous, dans une constitution, une charte. La grande loi, comme les Indiens l'appellent, cette charte-là, cette constitution-là, la

grande loi, d'avoir ces pouvoirs-là.

M. Sirros: On me dit qu'il reste à peu près quatre ou cinq minutes, et j'aurais aimé qu'on parle d'assimilation et d'intégration.

M. Sioui: Allez-y.

M. Sirros: O.K. Commençons par ça, parce que ça revient aussi souvent. Vous dites que vous êtes... Vous récusez l'assimilation, mais vous récusez également l'intégration. Moi, ce que j'ai toujours compris, c'est que par l'assimilation vous voulez dire – et je vous comprends de dire que vous ne voulez rien savoir de ça – l'abandon de l'identité, de la culture, de la spécificité, pour se joindre à une majorité qui existe sur un territoire donné. Ça, pour moi, c'est l'assimilation. L'intégration, par contre, ce n'est pas tout à fait ça, au contraire. Et je suis d'accord pour dire qu'il y a une certaine confusion qui peut exister dans d'autres débats qu'on a eus aussi depuis plusieurs années. Mais pour moi l'intégration, ça veut dire qu'on maintient et on développe même notre identité, notre spécificité, tout en pouvant participer et profiter par la présence d'une majorité, si vous voulez. Dans ce sens-là, si je vous regarde, je vous dirai que vous êtes bien intégré, vous n'êtes pas pour autant moins Indien. Est-ce qu'on peut s'entendre sur ce genre de définition? Ou si vous refusez l'assimilation, vous refusez l'intégration, qu'est-ce qu'il reste? Est-ce que c'est juste l'isolation?

M. Sioui: En tout cas ce n'est certainement pas la désintégration.

Une voix: Ha, ha, ha!

M. Sioui: Est-ce qu'on va demander aux Français de garder leur sabots de bois, leurs perruques pour être reconnus comme Français? Est-ce qu'on va demander aux Amérindiens de garder leurs plumes, leurs mocassins? Je pense qu'on vit dans un monde où l'intégration est nécessaire. Quand on dit, nous, qu'on veut faire partie des meubles, et qu'on dit qu'on veut être reconnus dans une constitution renouvelée, bien, ce n'est pas "without Canada ou without Québec". C'est "with Québec" et "with Canada". Il y a une différence fondamentale. Je pense qu'on peut se perdre dans des discussions sur l'intégration et l'assimilation. On a perdu beaucoup de nos nations. Beaucoup de nos nations sont mortes, sont éteintes. Vous vous souvenez des livres "Les Mohicans". Ça n'existe plus, mais les Mohicans, il y en a beaucoup. Les Hurons, ma nation, on était 300 000 quand on a accueilli Jacques Cartier; 300 000 Hurons confédérés dans un système où la démocratie existait, d'ailleurs qui a servi de modèle nord-américain et au monde aussi.

Aujourd'hui, il reste un dixième des Amérindiens en Amérique du Nord. On était 10 fois plus nombreux qu'on ne l'est aujourd'hui, en 1990. On a subi la bombe bactériologique, la petite vérole qui nous a exterminés. Ce ne sont pas les guerres contre les Iroquois qui nous ont exterminés. Il ne faut pas se conter de mentes-ries. C'est ça. Donc, nous autres, on a continué à vivre, à survivre. Certaines de nos nations ont dû aller chercher du renfort, comme on dit. C'est la nation huronne, c'est ce qui restait de la nation huronne et, aujourd'hui, bien, il y a des Hurons au Québec et il y a des Hurons à Oklahoma. On est pourtant le même groupe.

C'est pour vous dire comment on a réussi à survivre dans cet enfer-là. On a réussi à maintenir nos langues, nos coutumes, nos traditions, nos moeurs, nos valeurs à travers tout ça. Et aujourd'hui, les Amérindiens seraient peut-être exterminés si ça n'avait pas été de la profondeur des forêts.

M. Sirros: Je comprends ça et c'est pour ça que j'essayais de voir si on peut s'entendre, tout au moins sur la notion d'intégration comme voulant dire les structures, le contrôle qui vous permettrait de garder et de développer votre identité tout en vous permettant d'avoir une base sur laquelle vous pouvez bâtir des relations avec le reste de la société, qui vous permet de profiter de l'existence du reste de la société. C'est pour moi la notion d'intégration. C'est pour ça que quand je le vois mis à côté de l'assimilation que je comprends comme vous l'avez exprimée, je trouve qu'il y a peut-être lieu de faire une distinction parce qu'il faut qu'on se donne un cadre de références dans lequel on pourrait développer des relations.

Juste pour enchaîner avec ça dans les deux minutes qui me restent, M. le Président... Une? Trente secondes?

Le Président (M. Michel Bélanger): Dans la minute qu'il vous reste.

M. Sirros: Dans la minute qu'il me reste. Dans la définition de ce cadre et dans la définition d'une nouvelle relation entre autochtones et non autochtones, tout au moins en ce qui concerne le Québec actuellement, vous avez appuyé la notion qu'il devrait y avoir une commission d'enquête, je pense qui a été mise de l'avant par un certain nombre de groupes démocratiques. Est-ce que vous êtes rigide-ment rattachés à cette notion d'une commission d'enquête qui, je trouve, n'est pas nécessairement axée sur le conflit de l'été, je comprends, mais c'est un peu axé sur l'analyse, l'histoire et l'enquête, ou est-ce que vous seriez prêts à envisager la collaboration sur un processus qui nous permettrait de sortir avec des décisions ou, tout au moins, d'arriver à des gestes concrets dans un laps de temps quand même assez rac-

courci? Êtes-vous mariés rigide­ment à la notion d'une commission d'enquête ou êtes-vous prêts à envisager d'autres formules?

M. Sioui: Je pense que si on était mariés aux commissions d'enquête, on serait bigames et peut-être qu'on aurait 10 femmes, je ne sais pas. Il y a tellement de commissions d'enquête qui sont mises sur pied, c'est incroyable. 35 ou 40 groupes, incluant les groupes syndicaux du Québec, tous les groupes de la base du Québec, de la société québécoise, sont venus nous voir, sont venus nous rencontrer et nous ont dit: Pourquoi on ne proposerait pas une commission d'enquête au gouvernement sur les relations, l'amélioration des relations entre Québécois et Amérindiens? On a souffert de quelque chose, il ne faut pas se le cacher. On a passé l'été à souffrir, tout le monde. On a désagré­gé certaines relations. Ça a fait mal. Mais il faut revenir à de meilleures relations encore qu'on avait. Il ne faut pas que la discrimination et la ségrégation restent comme étant les traces d'une future relation.

Dans ce sens-là, on a endossé cette proposition-là à l'assemblée générale parce qu'on tient, nous aussi, à ces relations-là que l'on décrit comme étant historiques. Et on y tient, à ces relations-là. On va toujours y tenir.

(10 h 45)

Par contre, j'ai rencontré, par exemple, M. Gilles Duceppe, du Bloc québécois. M. Duceppe nous propose une commission d'enquête coprésidée par lui-même et par moi, éventuellement, ou par d'autres aussi, mais c'est intéressant. On voit des initiatives qui sont proposées. On voit M. Mulroney proposer certaines initiatives de commission d'enquête nationale. On propose les nôtres. Certaines nations proposent les leurs. Je suis sûr que le Parti québécois va bientôt proposer les siennes, si elles ne sont pas déjà faites. Donc, je pense que tout le monde propose des commissions d'enquête et il va falloir qu'on arrête de se perdre à travers tout ça. Nous autres, on dit, dans un premier temps: On est prêt à participer à des commissions, on est prêt à dire notre position, comme on le fait ici, mais, en même temps, il faut que vous sachiez que celles qui vont les primer toutes ce seront nos propres commissions et surtout la commission nationale qu'on vient d'établir.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons aux questions d'un représentant du parti de l'Opposition officielle. M. Perron.

M. Perron: Merci, M. le Président. Vous comprendrez qu'au nom de mes collègues de l'Opposition officielle à l'Assemblée nationale, je tiens à souhaiter la bienvenue à M. Sioui et aux personnes qui l'accompagnent et, en même temps, les remercier pour la présentation de leur mémoire.

M. Sioui, vous et vos collègues, vous reconnaissez qu'on est là et qu'il faut s'entendre. Moi, de mon côté, avec mes collègues – il y en a plusieurs ici autour de cette table – reconnaissons que les premières nations étaient ici avant notre arrivée, soit avant l'arrivée des Blancs et des autres. Je voudrais vous rappeler très brièvement le projet qui avait été piloté par René Lévesque, en 1983, et qui a abouti pour la première fois au Conseil des ministres en date du 9 février, les 15 principes. Je voudrais vous rappeler aussi la fameuse motion qui avait été présentée et pilotée par M. René Lévesque lui-même, les 19 et 20 mars 1985, qui, d'ailleurs, vous reconnaissait comme nation et reconnaissait vos droits à l'autonomie, etc. Je crois fermement qu'autour de cette table il y a plusieurs personnes qui sont prêtes à aller aussi loin que d'inclure plusieurs facteurs et plusieurs droits, sinon tous les droits, incluant le nom de toutes les nations autochtones reconnues par cette motion, c'est-à-dire dix plus une plus tard, ça veut dire onze nations. Je crois qu'il est nécessaire que l'on fasse ça à l'intérieur d'une constitution québécoise.

M. le Président, quant à moi, la Constitution canadienne, j'en ai actuellement soupé, puis j'en ai même eu des indigestions. Il n'y a pas moyen de s'entendre sur un contenu quelconque, soit avec un Meech plus ou avec un Meech moins, et c'est la raison pourquoi, depuis 35 ans, je suis un souverainiste; 35 ans le 16 décembre, en passant. Je pense qu'il faut arrêter carrément de taponner puis de fafiner là-dedans, autant qu'il faut arrêter de fafiner puis de taponner quant aux négociations avec la nations autochtones du Québec. Il faut arrêter de faire des études et des études pour arriver à quelque chose de concret.

Il y a quelqu'un qui me disait, tout dernièrement, que le gouvernement avait demandé, encore une fois, de s'asseoir avec les nations autochtones pour regarder ce qu'on peut faire pour s'entendre, et la réponse qui avait été donnée, je crois que c'était par quelqu'un que vous connaissez, c'était: Vous avez tous les contenus nécessaires sur ce que nous voulons. Alors, c'est à partir de là qu'on se doit de s'asseoir puis de négocier.

Quant à la question de la présence des autochtones sur cette Commission constitutionnelle, vous savez très bien la position que j'ai prise – on a eu une rencontre, d'ailleurs, là-dessus – mais le gouvernement a refusé de vous inclure comme 37^e membre, à moins qu'il n'y ait un membre du Parti libéral ou un député libéral qui soit inclus.

Quant à la question de la commission d'enquête, vous avez déjà reçu une lettre, je crois, qui a été signée par le chef de l'Opposition officielle, M. Parizeau, qui vous dit oui à ça et, quant à nous, on est prêts à collaborer avec les nations autochtones et avec les quelque 40

groupes que vous avez mentionnés pour que cette commission d'enquête là existe et, justement, puisse travailler à ce que nos peuples se réunissent ensemble pour arriver à quelque chose de concret.

J'aurais plusieurs questions à vous poser, par contre, ma collègue de Hochelaga-Maison-neuve, Mme Harel, va vous en poser aussi. La première question que je voudrais vous poser, M. Sioui, c'est la suivante: Comment réagissez-vous devant une proposition qui reconnaîtrait les droits des nations autochtones du Québec, dans une constitution québécoise qui ferait d'elles des partenaires dans le développement économique du Québec, tout en ayant à leur disposition des moyens pour assurer leur propre développement économique, culturel et social? Accepteriez-vous un tel pacte dans un Québec souverain?

M. Sioui: D'abord je vous remercie, M. Perron, de votre accueil. Ce sont de bons points. Vous avez fait référence à M. Lévesque et à son sens très profond de la reconnaissance des droits des peuples autochtones. Et nous le reconnaissons. Des fois, il nous manque un peu.

Cette question-là mériterait d'être regardée, analysée, évaluée, mériterait d'être testée aussi. Vous n'avez pas mentionné dans votre question le droit inhérent – le mot "inhérent" va être important à ajouter – à l'autodétermination. Vous avez proposé une question qui ne parle que de délégation d'autorité, et peut-être que votre question manque un peu de substance. Mais, il faudrait l'analyser dans son cadre, voir si, éventuellement, l'ensemble de nos premières nations serait capable de vivre avec cette question-là, avec les réponses à cette question-là si les réponses étaient, par exemple, affirmatives. Mais, je peux vous dire que l'on est sensibles aux initiatives prises par le Parti québécois en ce qui concerne les droits des premières nations mais je pense qu'il va falloir aller un petit peu plus loin.

M. Perron: D'accord, M. le Président. Je pense que M. Sioui fait justement allusion à ce nouveau document en circulation actuellement auprès des nations autochtones et qui va beaucoup plus loin, en somme, que l'ensemble de tout ce qui existe en Amérique du Nord par rapport aux questions autochtones.

Une autre question que je voudrais vous poser: Le minimum, quant à moi et quant à nous, et quant à vous aussi, qui pourrait être inclus à l'intérieur d'une constitution québécoise, dans un premier temps, ce sont les articles 25 et 35, en particulier. Et, moi je considère, si je fais référence au document que vous avez mentionné et à celui que je viens de mentionner, que ce n'est pas aller assez loin. C'est pourquoi je vous demande ceci: Quels seraient les droits que les nations autochtones voudraient voir enchâssés dans une constitution québécoise, afin que l'on

puisse régler la fameuse question qui est toujours une épée de Damoclès sur la tête de tout le monde actuellement, face aux 11 nations autochtones du Québec? Est-ce que ça serait de reconnaître d'abord le nom de chacune des nations à l'intérieur de la constitution? Est-ce que ça serait de reconnaître 25 et 35 et ajouter à d'autres choses? Est-ce que vous pourriez nous expliquer qu'est-ce que vous verriez dans une constitution québécoise, par rapport aux nations autochtones?

M. Sioui: M. Perron, d'abord aux États-Unis, la souveraineté des premières nations, des tribus amérindiennes, est beaucoup plus définie, beaucoup plus reconnue qu'elle ne l'est n'importe où au Canada, incluant le Québec. Souvent, ce n'est pas la politique qui a permis cette reconnaissance-là, mais le juridique. C'est dans ce sens-là qu'on est, aujourd'hui, au Canada, dans une phase heureuse où on voit le juridique. La Cour suprême du Canada, avec les savants juges québécois, le juge Lamer qui a rédigé un savant jugement dans la cause Sioui, le juge Dixon... qui eux, ont tous, en fin de compte, promulgué les droits humains, la section 25, ont donné une interprétation large aux droits humains et aux droits de la personne, etc., la section 35, à la reconnaissance des droits des peuples autochtones. Le droit à l'autodétermination, c'est fondamental. Nous, avant de dire quels sont ces droits-là, on dit que le premier de ces droits-là, c'est le droit inhérent à se gouverner eux-mêmes, de reconnaître cette capacité-là aux Amérindiens, que ce soit à l'intérieur d'une déclaration, d'un document officiel quelconque, peu importe. L'important c'est de le faire, de façon officielle et nette, même allant plus loin peut-être qu'une résolution votée à l'Assemblée nationale. Parce qu'on sait que les libéraux n'avaient pas voté, en fonction de cette résolution, et pour les motifs que...

M. Perron: Ils avaient voté, mais ils avaient voté contre.

M. Sioui: Oui, ils avaient voté contre, parce que peut-être, cette résolution ne faisait pas référence au cadre constitutionnel, à l'article 35, par exemple. C'était "within Québec" et les Amérindiens ont des droits "within Canada" aussi. Même ceux, incluant ceux du Québec. Dans ce sens-là, il s'agirait d'abord et avant tout de reconnaître le droit inhérent à se déterminer soi-même, à s'autogouverner. Ensuite, quels sont ces droits-là? Des droits qui nous touchent, comme je le disais tout à l'heure, à M. Sirros, qui nous touchent directement. Ce n'est pas de se constituer une armée, ce n'est pas d'imprimer notre propre monnaie; ce n'est pas d'avoir des îlots où on va, par exemple, avoir une souveraineté qui nous permettrait de passer outre à certains principes de vie en société et de respect

des autres, ce n'est pas ça. Ce sont des droits qui vont permettre l'avancement de nos nations, pas de délégation d'autorité. L'éducation, on pense qu'on est capable de se développer à ce niveau-là. Tout le domaine de la santé, services sociaux, développement économique, des droits de cette nature-là, qui vont permettre d'avoir des accès, en tant que gouvernement autonome... On ne parle pas en tant que 590 communautés. Ça n'empêche certainement pas des communautés d'avoir des ententes, mais on parle des nations et on parle de 50 nations dans le Canada; et au Québec parce que, nous autres - on ajoute toujours la dimension Labrador, on ne fait pas la distinction - on parle de 11 nations.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Harel, il vous reste à peu près 3 minutes et demie, 4 minutes.

Mme Harel: Merci, M. le Président. M. Sioui, vous venez de faire référence au concept établi par la Cour suprême américaine, au début du siècle. En fait, c'est celui de nations internes dépendantes. Et en lisant votre mémoire, j'ai pensé qu'il y avait peut-être, au nom de la rigueur intellectuelle que vous souhaitez, il y avait peut-être justement à clarifier les concepts qu'on utilise. Notamment celui de souveraineté interne et de souveraineté qui donne lieu à l'indépendance étatique. Vous savez sans doute que le projet des Québécois, ce n'est pas de souveraineté québécoise, c'est un projet d'indépendance étatique. Et votre projet, puisque vous manifestez beaucoup d'intérêt pour le concept établi par la Cour suprême des États-Unis, c'est un projet de souveraineté interne. C'est bien le cas, je crois.

C'est ce qui m'a fait comprendre le malaise que j'avais ressenti en lisant votre mémoire. Parce que je pense que, croyant très profondément à nos rapports d'égalité, je crois qu'on a un devoir de sincérité. Et moi, j'ai ressenti beaucoup de malaise en lisant votre mémoire. D'abord, sur l'incompréhension qu'il y a, à l'égard, notamment de la souveraineté, quand vous en parlez pour le Québec. Je me réfère à la page 3, par exemple, au troisième paragraphe où vous dites que... "Personne ne s'est opposé à ce que le Québec exerce son autorité en tant qu'un pouvoir souverain au sein de la Confédération canadienne." Quand j'ai lu ça, je me suis dit: Alors, comment expliquer que la Constitution de 1982 a pu être imposée au Québec sans même qu'il l'ait signée et au moment où l'Assemblée nationale a adopté une motion refusant de la signer et de l'entériner? Si tant est qu'on avait pu exercer notre autorité souveraine, ça ne se serait pas passé. Et ça ne s'appliquerait pas, actuellement, cette Constitution qu'on nous a imposée, en vertu de laquelle on invalide nos lois présentement.

Il y a eu une autre incompréhension

profonde, je vous le dis bien honnêtement, quand vous êtes le premier, et c'est paradoxal: vous réclamez vous-mêmes la souveraineté et vous êtes le premier à évoquer un prétendu droit du Canada à nous la refuser à la page 5, et une loi internationale qui nous la refuserait. Je peux vous dire que tous les experts en droits internationaux qu'on a entendus devant la Commission ont pourtant confirmé le contraire. Et M. Chrétien, qui était assis au siège où vous êtes, nous a même répondu qu'en bon démocrate il allait se plier à la décision des Québécois. Alors j'ai l'impression qu'on a intérêt à clarifier, de part et d'autre, que le projet de souveraineté, en tout cas pour les souverainistes, c'est un projet d'indépendance étatique. Et que votre projet de souveraineté est aussi légitime, mais que c'est un projet de gouvernement autonome, dans le concept américain des nations internes dépendantes.

(11 heures)

La question que je veux absolument vous poser, c'est la suivante. À la dernière page, vous dites que vous vous réservez le droit absolu de tenir votre propre référendum à l'échelle pancanadienne. Il y a donc 11 des 50 nations autochtones qui vivent au Québec. Advenant que ce référendum pancanadien démontrerait une option divergente et qu'il y ait une majorité de nations vivant au Canada qui réponde dans le sens contraire d'une majorité de nations vivant au Québec, lequel va imposer sa volonté et à qui?

M. Sioui: C'est votre question?

Le Président (M. Michel Bélanger): Ce sera votre dernière réponse, vu le temps, et il faut, bien sûr, que vous preniez le temps de la faire.

M. Sioui: Oui. Je vais commencer par le commencement. Le Québec, par exemple récemment, dans la cause Sioui, est allé s'associer au gouvernement fédéral. Le gouvernement fédéral est intervenu en Cour suprême du Canada pour tenter de nier ou d'amoindrir les droits des Amérindiens, notamment les Hurons wendat qui, pendant neuf ans, ont plaidé devant les différentes cours du Québec et, en fin de compte, se sont ramassés devant la Cour suprême. Et souvent, le Québec fait appel au fédéral, fait appel au Canada. Là, je ne regarde pas si c'est le PQ ou les libéraux, mais le Québec, le gouvernement du Québec fait appel au Canada. Il a fait appel au Canada, cet été encore, pour que M. Mulroney puisse permettre à l'armée canadienne de venir contrôler les communautés amérindiennes. Dans ce sens-là, le Québec n'a pas perdu sa relation avec le Canada, il la maintient même souvent, et quand il en a besoin, il s'en sert. Il ne faut pas se casser la tête plus que ça avec cet énoncé-là, c'est une réalité. Si éventuellement le Québec devenait souverain, le Québec

n'aura plus besoin de ces outils-là, il aura ses propres outils, on le sait. Nous, on dit, parce qu'on s'est fait dire ça, Mme Harel, aux Nations Unies, nous, on s'est fait dire qu'aucun pays du monde ne va reconnaître la sécession d'un peuple à l'intérieur d'un État-nation si cet État-nation protège les intérêts fondamentaux, humains, sociaux et culturels de l'État qui voudrait nécessairement se détacher ou aller chercher son indépendance de l'État-nation. On s'est fait dire ça, nous, par des juristes internationaux. Parce qu'on a parlé d'indépendance, de souveraineté, d'autodétermination, puis au bout de la ligne, ces termes-là viennent toujours à dire: Qu'est-ce que vous voulez au juste? Vous voulez prendre votre autonomie totale. Dans ce sens-là, c'est la raison pour laquelle c'est dans le texte ici, parce que c'est ce que les premières nations se sont fait dire directement. Vous faites référence à la souveraineté interne américaine qu'ont les premières nations, les tribus. C'est sûr que quand George Bush écrit au peuple autochtone des États-Unis: Votre souveraineté, votre autodétermination, personne n'a peur que les Amérindiens se séparent des États-Unis, personne n'a peur que ça fasse virer le monde à l'envers, que les Amérindiens des États-Unis commencent à livrer la guerre ou quoi que ce soit. C'est reconnu, ce sont des termes qui sont appropriés dans le cadre qui nous intéresse. La jurisprudence américaine en matière autochtone a des effets directs sur nos droits et, dans ce sens-là, on a tout intérêt, nous, en ce qui nous concerne, à regarder ce qui se passe aux États-Unis. Cette souveraineté interne là, elle est importante pour nous aussi. Elle...

Le Président (M. Michel Bélanger): Ceci...

Mme Harel: M. le Président...

M. Sioui: Oui?

Le Président (M. Michel Bélanger): J'allais juste dire: Est-ce que ceci complète votre réponse?

Mme Harel: Mais je n'ai pas eu réponse à la question du référendum.

Le Président (M. Michel Bélanger): Il faudra simplement le constater, madame...

Mme Harel: Le référendum pancanadien...

Le Président (M. Michel Bélanger): On a déjà dépassé de cinq minutes.

M. Sioui: Le référendum?

Mme Harel: Pancanadien.

M. Sioui: Le référendum pancanadien...

Mme Harel: Et une réponse différente des nations autochtones vivant au Québec et au Canada.

M. Sioui: C'est surtout un référendum, regardez, on dit qu'éventuellement les Amérindiens vont devoir se parler, les Amérindiens vont devoir s'exprimer par la voix de leurs organisations nationales. Si l'Assemblée des premières nations est une organisation nationale, qui regroupe les premières nations, on va vouloir se parler de ça. On va vouloir exprimer quelque chose nous autres aussi. Et puis je vous dis que ça va peut-être dépasser le cadre du Québec et du Labrador, et qu'éventuellement on va peut-être s'asseoir avec l'ensemble des Amérindiens, des Inuit et des peuples autochtones du Canada, pour voir notre place au sein du Canada. C'est tout simplement ça. Ça ne veut pas nier le droit du Québec de tenir son propre référendum, mais ça ne veut pas dire non plus que l'on va devoir être pris en otage à l'intérieur d'une position ou d'une décision qui aura été prise. On veut, nous autres aussi, nous exprimer de cette façon-là... démocratique.

Le Président (M. Michel Bélanger): Est-ce que vous avez eu la réponse maintenant, Mme Harel?

Mme Harel: Non.

Le Président (M. Michel Bélanger): Pas encore. Bon alors on va simplement le constater, maintenant, que la réponse n'est pas...

M. Sioui: Je vous l'expliquerai en profondeur, quand je vous rencontrerai.

Le Président (M. Michel Bélanger): ...complète. Vous pourrez toujours continuer la conversation avec M. Sioui. M. Sioui, à titre de chef régional de l'Assemblée des premières nations du Québec et du Labrador, et comme membre principal de cette délégation, je vous remercie de cette présentation. Je vous remercie de vous être présentés devant nous et de nous avoir soumis ce mémoire, et d'avoir répondu aux questions. Nos meilleurs vœux vous accompagnent en ce dernier jour de nos séances avant Noël.

M. Sioui: Nous autres aussi.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ainsi qu'au chef Vollant et au chef Kistavich.

M. Sioui: On vous souhaite la même chose, M. le Président, et les membres de la Commission, les meilleures fêtes possibles.

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous avez parlé tout à l'heure de documents que vous

voudriez laisser.

M. Sioui: Oui.

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous voulez bien vous assurer de les laisser au secrétariat. M. Rousseau derrière vous va s'en emparer. Merci.

(Suspension de la séance à 11 h 7)

(Reprise à 11 h 9)

Le Président (M. Michel Bélanger): J'invite les membres de la Commission à reprendre leur siège. Nous avons maintenant devant nous un des experts que nous avons invité à répondre à des questions, qui nous a soumis un mémoire et qui est devant nous ce matin pour en faire une brève présentation orale avant de répondre à vos questions. Non seulement je vous invite, mais je souhaite vivement que vous repreniez votre siège, MM. et Mmes les membres de la Commission.

Alors, M. Latouche, si vous voulez bien, connaissant nos procédures, faire une présentation du mémoire que les membres de la Commission ont lu, pour ouvrir le débat qui sera d'une durée d'une heure. Vous avez donc 10 minutes pour cette présentation. La parole est à vous.

M. Daniel Latouche

M. Latouche (Daniel): Merci, M. le Président. Merci de cette invitation. Je suppose que c'est le politologue que vous avez invité et non le journaliste ou le polémiste. Comme la majorité d'entre vous, je porte plusieurs chapeaux, mais j'espère aujourd'hui n'avoir à en utiliser qu'un seul, c'est-à-dire celui d'universitaire qui, depuis 25 ans, fait du fédéralisme canadien et du Canada anglais sa principale préoccupation professionnelle. Comme vous avez pu le constater, j'ai pris votre questionnaire très au sérieux. Je m'en suis tenu à vos questions en ne répondant pas, du moins pas trop ouvertement, à celles qui ne s'y trouvaient pas. Je voudrais, à ce moment-ci, insister sur trois points qui m'apparaissent importants et qui, entre le moment où le texte a été écrit et aujourd'hui, des choses se sont peut-être passées. Tout d'abord, j'ai constaté que depuis quelque temps le débat à la Commission et autour semble vouloir se concentrer sur la meilleure façon de négocier avec le reste du Canada. Il s'agit d'une discussion importante, mais qui m'apparaît aussi secondaire par rapport à la question essentielle, soit celle du meilleur statut politique pour le Québec et cette question je la reformulerais: Est-ce que ce meilleur statut politique est celui de province canadienne ou d'État souverain?

J'ai remarqué que plusieurs d'entre vous

étaient à discuter s'il nous faut un référendum au mois de juin ou en juillet. Bientôt, vous en serez probablement à discuter de la formulation de la question. C'est un sujet captivant, j'en conviens, mais ça m'apparaît anticiper sur la suite des événements que de passer immédiatement à la plomberie. J'estime qu'il serait temps de revenir à ce qui est le cœur du débat, soit celui de province canadienne ou d'État souverain. J'ai remarqué qu'il était facile de glisser sur le terrain d'un débat quant à la supériorité morale, économique ou à la rentabilité du fédéralisme. Ça m'apparaît un faux débat. Dans le cas du Québec, ce n'est pas le fédéralisme avec un grand F que nous choisissons ou que nous rejetons, c'est celui de province canadienne. Nous ne choisissons pas dans l'abstrait et il n'y a pas à ma connaissance de honte à ce statut de province.

Sur le fond, l'argument en faveur de la souveraineté, celui qui m'apparaît déterminant en tout cas, c'est celui du nouveau contexte politique et économique mondial et la meilleure façon de s'y inscrire, on a beaucoup disserté sur ce contexte mondial et, en général, je crois qu'on a souvent confondu l'ensemble avec les parties. C'est ainsi qu'on confond un processus de globalisation avec la situation et les stratégies des acteurs dans cette globalisation. Cette globalisation impose à tous les acteurs de revoir leurs positions, leurs stratégies. Cela implique de bien évaluer leurs forces, leurs faiblesses, c'est ce qu'on appelle, dans le jargon d'aujourd'hui, les avantages comparatifs. Dans mon texte, je cite un certain nombre d'avantages comparatifs du Québec, cette capacité d'autorégulation, cette capacité d'"internaliser" des changements extérieurs, d'où ma prise de position en faveur de l'abolition du protectionnisme politique, sensiblement selon les mêmes arguments, les mêmes lignes, que ceux qui prônent, ou ceux qui ont prôné, dans un débat que l'on a bien connu récemment, l'abolition du protectionnisme commercial.

Deuxième point sur lequel je voudrais insister ce matin: le Canada anglais. Je ne pense pas... Je crois qu'on n'a jamais tant parlé du Canada anglais dans cet auguste édifice que depuis quelques semaines. Probablement qu'on n'en a jamais tant parlé au Québec non plus. Il y a deux ou trois choses que je voudrais cependant relever. Une affirmation qui est souvent faite, à savoir que jamais le Canada anglais n'acceptera de négocier la souveraineté du Québec, ou s'il le fait, il risque d'exiger un prix énorme avant de reconnaître notre nouveau statut. Un autre argument qu'on entend à propos des réactions du Canada anglais, c'est que le Canada anglais est ainsi constitué que seule une menace officielle, le fameux coup de poing sur la table, par un référendum annonçant une éventuelle séparation, pourra le motiver à agir, et à nous donner un lac Meech plus, par exemple.

À mon avis, c'est se tromper complètement,

et même pour me démarquer à ce point-ci du professeur Dion, c'est non seulement se tromper mais, à la limite, c'est presque insultant pour le Canada anglais de se faire dire qu'il faut que les Québécois fassent de telles menaces pour que les Canadiens anglais acceptent de reconnaître un choix fait démocratiquement. Le Canada anglais négocie avec le Québec, il négocie avec le Québec depuis longtemps, soit dans la Constitution, soit dans tous les régimes politiques que l'on a eus, et il va continuer de le faire. Il négocie avec nous parce que nous contrôlons un territoire, pour eux, qu'il est essentiel de ne pas voir tomber, ou ne pas voir passer, dans les mains américaines. À mon avis, ce n'est pas une question uniquement de rentabilité économique pour eux de négocier avec nous, c'est aussi une question de géopolitique.

(11 h 15)

Un troisième point, et c'est le dernier que je voudrais souligner ce matin, au début, la question des calculs stratégiques. Il semble s'accréditer une idée voulant que, encore une fois, en cognant sur la table au moyen d'un référendum sur la souveraineté, il sera possible de faire bouger le Canada dans le sens d'un nouveau fédéralisme. J'ai déjà dit ce que j'en conclusais sur notre vision du Canada anglais, mais, sur le simple plan stratégique, il faudrait y regarder très attentivement à deux fois avant de se lancer dans un exercice de référendum dont le seul objectif serait de faire plier l'autre. Je vous signale à cet effet que cette stratégie du mandat de négocier a déjà été tentée au Québec. J'y ai été impliqué assez étroitement, et le moins qu'on puisse dire, c'est que ça n'a pas donné les résultats escomptés.

En fait, le cheval est mort avant même de partir. Mais ceux qui ont eu à négocier le lac Meech par la suite, savent très bien les coûts qu'ils ont dû supporter pour cette tentative avortée de cinq ou six années plus tôt. Et c'est ce qui m'avait fait dire à l'époque, et je pense que le ministre s'en souviendra, que la négociation du lac Meech avait été un coup d'éclat, une des plus belles négociations au plan de la négociation, compte tenu des deux prises et demie avec lesquelles les négociateurs portaient. Il faut dire que, compte tenu du rapport de force, ils portaient bas, aussi, dans ce qu'ils voulaient obtenir. Et je vous signale à cet effet que durant le processus de ratification du lac Meech, la fameuse menace: "Si ça, ça ne passe pas, tout va s'écrouler", si je n'ai pas entendu le ministre le dire une fois, je ne l'ai pas entendu le dire 55 fois, le premier ministre y compris. Ça n'a pas donné de résultats, parce que, dans le fond, on l'avait déjà essayée plus ou moins en 1980.

Admettons même que la stratégie fonctionne, et que le reste du Canada, le couteau sur la gorge, paniqué, décide: D'accord, d'accord, vous êtes sérieux cette fois-ci, on négocie. Croyez-

vous vraiment, surtout ceux d'entre vous qui avez souvent négocié, croyez-vous sincèrement qu'une telle négociation va pouvoir donner des résultats? Est-ce qu'on négocie bien lorsqu'on négocie le couteau sur la gorge? Est-ce qu'on négocie bien, deuxièmement, lorsqu'on sait que l'autre partie n'a pas voulu, pour toutes sortes de raisons, aller jusqu'au bout de son raisonnement? Ça nous donne un autre avantage dans cette négociation.

Croyez-vous que le Canada anglais, à qui appartient aussi ce pays, va nous pardonner ce chantage émotif? Comment croyez-vous que non seulement les négociations... mais il va falloir vivre avec le résultat de ces négociations. Et croyez-vous, finalement, qu'en accordant au Québec deux, trois, dix-sept, vingt-deux pouvoirs supplémentaires, le problème québécois va disparaître? Croyez-vous vraiment, même si l'appui à la souveraineté diminue de moitié, semble fluctuer au jour le jour, saison par saison, s'il redescend à un faible 30 %, croyez-vous que ce pays fédéralisé renouvelé va être vivable? Et si la stratégie ne fonctionne pas, et si le Canada anglais nous force à mettre notre menace à exécution, croyez-vous vraiment qu'on va pouvoir se lancer dans la voie de la souveraineté si tout le monde sait, et nous les premiers, que notre premier choix était un autre choix? Ça ne m'apparaît pas une très bonne façon de se lancer en affaires, si on peut employer la métaphore.

J'en suis donc arrivé à conclure qu'il y a des coûts et des difficultés à changer de statut politique. Ça m'apparaît une évidence. S'il n'y en avait pas, je suppose qu'on l'aurait déjà fait depuis longtemps. On n'est pas incapables à ce point.

Mais il y a aussi des coûts à ne rien faire et, surtout, il y a des coûts à ne pas saisir l'occasion stratégique lorsqu'elle s'offre à nous. Ces coûts stratégiques, je voudrais en mentionner deux. Premièrement, M. Louis Bernard en a parlé quelque peu, lorsqu'on refuse une situation stratégique, une occasion, un créneau stratégique, il arrive très souvent que la situation de l'autre partie se dégrade ou continue de se dégrader. Il y a un moment pour acheter une compagnie. Souvent, un mois plus tard, il ne reste plus rien à acheter. Donc, ce n'est pas simplement nous qui avons à assumer les coûts de ce manquement de saisir l'occasion, mais l'autre partie aussi. Et, comme on semble tous d'accord là-dessus, qu'il va falloir vivre avec le Canada, dedans ou à l'extérieur, tout ce qui est mauvais pour le Canada anglais est aussi mauvais pour un Québec province ou pour un Québec pays. Le Canada anglais va être notre principal partenaire économique. S'il disparaît ou s'il s'effrite, il devient une sorte d'Argentine.

Le Président (M. Michel Bélanger): Monsieur...

M. Latouche: Ce sont les entreprises québécoises qui, indirectement, vont...

Le Président (M. Michel Bélanger): ...M. Latouche...

M. Latouche: J'ai terminé.

Le Président (M. Michel Bélanger): ...Je ne veux pas du tout vous interrompre, mais on a déjà dépassé les dix minutes. Vous avez un autre facteur que vous voulez mentionner, ne l'oubliez pas.

M. Latouche: L'autre facteur, c'était simplement de dire: Évidemment, si on laisse passer une occasion stratégique, tout le monde le sait, si vous n'achetez pas une compagnie lorsque l'occasion se présente, la fois suivante, lorsque vous recherchez du crédit auprès de votre banquier, il sera le premier à vous souligner: Pourquoi ne l'avez-vous pas fait l'autre fois? Qu'est-ce qu'il y a de viscéralement difficile ou incapable, une sorte d'incapacité chez vous à prendre une telle décision? Ça m'apparaît être des coûts à ne pas sauter sur un créneau stratégique qui s'offre à nous présentement.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Latouche. Nous commençons avec les questions d'un représentant du parti formant le gouvernement. M. Rémillard.

M. Rémillard: Merci, M. le Président. M. Latouche, bienvenue à la Commission. Merci d'avoir accepté d'être un expert, parce que vous témoignez devant nous comme expert, sociologue, politologue qui a beaucoup écrit, beaucoup réfléchi sur la situation du Québec et du Canada dans les dernières années. Votre mémoire est bien articulé, vous répondez aux huit questions qu'on vous a posées. Vous nous dites que la souveraineté est le meilleur modèle pour répondre aux besoins de la mondialisation des échanges, parce qu'il y a ceci d'intéressant dans votre mémoire que vous situez votre mémoire ou les réponses aux questions que nous avions posées dans le cadre de la mondialisation des relations à tous les niveaux, politique, culturelle, économique, et c'est intéressant. Vous nous dites: La souveraineté, ce n'est pas la panacée, mais ça me semble être le meilleur modèle. Et vous apportez certaines conséquences à cette souveraineté, en particulier à la page 9 de votre mémoire, au milieu de la page, lorsque vous écrivez ceci, et je vous cite: "Une participation directe au système international va nécessiter des ajustements de plus en plus nombreux et, dans bien des cas, il ne sera plus possible de faire porter les coûts de ces ajustements par l'ensemble des citoyens du Canada. Dans certains cas, les effets sur le Québec seront plus importants, puisque le Québec ne bénéficiera plus de la force de

négociation du Canada." Et là, vous dites une phrase que je me suis permis déjà de citer, je vous la recite: "Prétendre que le Québec aura davantage d'influence au GATT que le Canada présentement tient de la fabulation." C'est une phrase importante parce que nous avons entendu les représentants de l'Union des producteurs agricoles qui sont venus aussi plaider pour la souveraineté et qui, comme vous le savez, sont partie aux discussions au GATT, M. Proulx est là, et il nous disait qu'il aimerait mieux avoir un mot à dire directement à la table qu'avoir à chuchoter dans l'oreille d'un représentant fédéral. Et vous, vous nous arrivez avec cette phrase que c'est fabriquer que de dire qu'on va avoir plus de pouvoir, par exemple au GATT, si on devient souverain. Comment interpréter tout ça?

M. Latouche: Je ne sais pas si je dois répondre à l'universitaire ou au ministre.

M. Rémillard: L'universitaire est sans solde; le ministre, c'est avec solde.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Latouche: Il me semble que d'affirmer – j'aurais pu tenir le même raisonnement pour le fonds monétaire international ou pour l'UNESCO – que le Québec, qui participe directement, en son nom, aura plus de voix au chapitre pour faire modifier les positions de l'organisme en sa faveur ou en faveur d'une orientation qu'il préférerait que le Canada actuellement, est porter une sorte de jugement absolument aberrant sur le Canada. Ça revient à dire que le pays, tel qu'il est, avec ses 25 millions et je ne sais pas trop combien de droits de tirages spéciaux, le Québec, qui arrive par la suite, va avoir plus de pouvoirs que le Canada actuellement. Je ne vois pas comment on peut tenir ce genre de discours.

Par contre, vous l'avez très bien dit, quelle que soit la force que l'on peut avoir à la table des négociations, je pense qu'il est toujours préférable de parler en son nom que de – comme la personne que vous avez mentionnée l'a dit – chuchoter à l'oreille de quelqu'un. Ça implique un palier intermédiaire. Ça implique surtout – et c'était à ça que je voulais en venir – ça implique les "internalisations", les coûts d'une participation directe au domaine international, parce qu'il va y en avoir. Les pêcheries, par exemple, au Québec... c'est certain que tous nos problèmes ne seront pas réglés. Il va falloir faire des choix. Mais, au moins, notre participation va être directe. Et donc, les coûts vont être "internalisés" directement.

À la limite, mon plaidoyer c'est celui – je serais tenté de dire celui de M. Gorbatchev, quoi que je ne suis pas certain ce matin – c'est un plaidoyer pour la vérité des prix. La vérité des

prix politiques, comme la vérité des prix économiques. Et je pense qu'on est relativement mieux équipés pour faire ces choix, "internaliser" ces coûts à l'intérieur du Québec, que pour chuchoter à l'oreille. Parce que c'est ça qui est en cause. Est-ce qu'on chuchote mieux quand on s'organise entre nous? Je pense que la preuve est faite et cette Commission en est un bon exemple. On arrive mieux à s'organiser qu'à chuchoter à l'oreille de ceux qui parlent en notre nom.

M. Rémillard: M. Latouche, vous vous êtes référé tout à l'heure à certains des intervenants qui sont venus témoigner devant nous. Vous avez fait référence à certains d'entre eux qui nous ont proposé des questions à un éventuel référendum. Et vous avez dit, si je vous ai bien compris: C'est anticipé que de passer à la plomberie. Il faut tout d'abord que l'on connaisse tous les aspects de la situation et qu'on sache vraiment ce qu'on veut faire. Dans ce contexte-là, M. Louis Bernard est venu témoigner devant nous. C'est un témoignage qui a été percutant et il nous a proposé une question qu'on devrait poser. Sa question, je la résume, c'est, de demander aux Québécois: Êtes-vous d'accord pour que le gouvernement du Québec fasse l'indépendance du Québec et procède à la négociation de la souveraineté-association? À cette question, on se réfère au fait que le concept de souveraineté-association n'est pas un concept en soi, comme est venu nous le dire, par exemple, M. Bernier, mais un concept qui peut se réaliser dans la mesure où on s'associe et que les autres veulent bien s'associer. Donc, en conclusion, et M. Bernard et Ivan Bernier hier nous l'ont dit: Il faut passer par l'indépendance si on veut penser en termes de souveraineté-association. Est-ce que c'est votre perception à vous aussi?

M. Latouche: Oui, et je suppose que c'est aussi un des éléments qui ajoutent à la complexité du problème, qui fait que les enjeux – c'est vous qui l'avez mentionné plusieurs fois – de cet autre référendum seront encore plus élevés que ceux du dernier référendum. Lorsqu'on fait la chose la deuxième fois, il faut être encore plus certain de gagner. Vous avez eu tout à fait raison de le souligner à plusieurs reprises. Et, je crois aussi qu'on ne peut pas accepter de limiter une souveraineté dans une association, si on n'a pas obtenu les pouvoirs ou la capacité juridique de le faire. Donc, c'est beaucoup plus là-dessus, je pense, que devrait porter notre réflexion actuellement, que de savoir si on fait un référendum avant les vacances ou après les vacances de la construction cet été.

(11 h 30)

M. Rémillard: J'aime bien votre façon d'aborder les choses en ce qui regarde une consultation populaire, que ce soit référendum ou autre. Vous nous dites: Ne précipitez rien, soyons

assurés tout d'abord de bien connaître tous les aspects du problème. Et s'il y avait référendum, il faut qu'on puisse demander un mandat en fonction de l'indépendance, parce que la souveraineté-association ne peut venir que de l'indépendance.

M. Latouche: Si vous...

Le Président (M. Michel Bélanger): Ça sera votre dernière réponse à M. Rémillard, M. Latouche.

M. Latouche: Oui. Je vous répondrai oui. Il faudrait au moins, au minimum, attendre le dépôt du rapport de la Commission, avant d'organiser le référendum. C'est ce rapport-là qui va déterminer le contexte stratégique. Et dans le fond, la seule réponse possible à votre question, c'est de dire: Tout dépend du rapport de la Commission, s'il est unanime, divisé; ce qu'il propose... C'est ça qui va déterminer le moment, le "timing", le contenu du référendum. Ce n'est sûrement pas à vous que je rappellerai ça.

M. Rémillard: Un message de sagesse.

Le Président (M. Michel Bélanger): Sur ces mots de sagesse, la parole est maintenant à un représentant du parti formant l'Opposition officielle. M. Brassard.

M. Brassard: Merci, M. le Président. M. Latouche, votre mémoire est une démonstration pour le moins originale et parfois paradoxale à certains égards, en faveur de la souveraineté parce qu'on n'y retrouve pas les arguments généralement invoqués en faveur de la souveraineté. À cet égard-là, c'est très intéressant, même si ça peut paraître, pour certains, déroutant. C'est un peu comme M. Migué qui est venu nous parler ici du vrai fédéralisme, qui évidemment n'a rien à voir avec la réalité fédérale canadienne. C'est le fédéralisme tel qu'on peut le retrouver probablement dans le ciel de Platon. Mais vous, vous avancez des arguments intéressants en faveur de la souveraineté, parce que, comme l'indique votre titre du mémoire, vous situez tout cela dans le nouvel ordre économique et politique international. Si vous êtes en faveur de la souveraineté, c'est parce que ça va donner, finalement, accès à l'international. Ma première question a trait justement à cette principale raison que vous invoquez. Vous faites un parallèle entre le libre-échange économique et ce que vous appelez le libre-échange politique qu'apporterait la souveraineté. La souveraineté serait, en quelque sorte, le corollaire politique du libre-échange économique. J'aimerais que vous élaboriez davantage sur ce parallèle intéressant.

M. Latouche: Comme toutes les bonnes idées, lorsqu'on les pousse trop loin, elles

deviennent moins bonnes. Donc, je ne voudrais pas me lancer trop loin parce que je pense que le paradoxe pourrait se retourner contre son auteur. Mais il me semble qu'effectivement, actuellement, le Québec possède, sur sa façon de faire des choses, sur sa façon de prendre des décisions – et je me réfère encore une fois à cette Commission aussi je l'ai écrit dans un certain quotidien dès le début – que ça m'apparaissait une voie de l'avenir pour d'autres problèmes, pour d'autres questions aussi. Voilà ce qui me permet de croire que, de la même façon qu'au moment du débat sur le libre-échange, on disait de nos entreprises peut-être qu'elles sont sous-capitalisées, peut-être que ceci, peut-être que cela. Mais il y a un certain nombre de pratiques au Québec – qui s'appellent concertation, qui s'appellent caisse de dépôt, partenariat, on les connaît – qui nous donnent peut-être une certaine confiance, souvent, dans certains cas peut-être trop de confiance, pour foncer et ça donné les résultats qu'on connaît lors du débat sur le libre-échange. Je ne vois pas pourquoi on ne serait pas capables, avec des instruments politiques que l'on met en oeuvre de plus en plus au Québec, pourquoi on ne serait pas capables de jouer le jeu de la libre concurrence politique avec ce que ça veut dire aussi. Je ne suis pas de ceux qui nient les difficultés et les coûts. J'arrive mal à saisir c'est quoi l'argument qui nous dit que là, on n'est plus capable, là, on n'est pas capable. Donc, ce n'est pas... je ne peux pas... je pourrais vous en faire, en d'autres lieux, une longue démonstration, mais j'ai simplement mentionné, par exemple, que dans la semaine où j'écrivais ce mémoire-là, il y avait de l'autre côté, ici, plusieurs discours sur les politiques: la politique de ceci, la politique de la santé, la politique du... On a une expertise, au Québec, pour créer des politiques – souvent pas les bonnes – pour les continuer par delà les changements de gouvernement, pour s'ajuster relativement facilement. Je pense que ça, c'est aussi avantageux sur la scène internationale, comme État souverain, que pouvait l'être, il y a une certaine d'années... Je vous signale que lorsque le Canada a été créé, il a été créé aussi un peu comme un État en situation de souveraineté-association avec la Grande-Bretagne. À l'époque, notre participation à l'empire britannique nous procurait un certain nombre d'avantages. Je pense que maintenant, ces avantages-là, comparatifs sur le plan politique, on les possède à l'interne. J'aimerais bien pouvoir les voir donner leur pleine mesure, comme nos entreprises vont pouvoir, je l'espère, donner leur pleine mesure, même à travers cette récession.

M. Brassard: Vous en avez parlé dans votre présentation, quand vous avez parlé de M. Dion, du professeur Dion, qui est venu nous proposer, en quelque sorte, une autre dernière chance au renouvellement du fédéralisme. Vous, vous dites:

Il ne faut pas, encore une fois, recourir au chantage au fédéralisme, ce serait se retrouver encore une fois dans un cul-de-sac, dans une impasse. Et M. Bernard, lui, est venu nous dire qu'il faut arrêter d'empêcher le Canada anglais de se donner un pays à son image et à sa ressemblance. Est-ce que vous êtes d'accord avec le fait que le Québec, depuis pas mal d'années, empêche le Canada anglais de faire du Canada le pays qui lui convient, et que recourir de nouveau au chantage au fédéralisme, ce serait encore une fois retarder le Canada anglais dans ses aspirations à se bâtir un pays à sa convenance?

M. Latouche: Oui, vous avez tout à fait raison. Je pense que le Canada anglais est en marche, actuellement. Personnellement, je trouve plus fascinant de voir l'émergence comme nation...

Une voix: Appelons ça comme ça.

M. Latouche: ...du Canada anglais que même l'émergence du Québec. Le Québec, c'est écrit dans le scénario. On suit les lignes, on suit les actes, on suit les scènes. Le Canada anglais, pour un politologue, c'est encore plus fascinant et ses dates de naissance auront été le débat sur le libre-échange, lorsqu'il aura fallu, à eux, pour la première fois, parler de culture, et auparavant ça aura été la Constitution de 1982 qui, si vous oubliez la question québécoise, va au Canada anglais comme un gant. C'est pour ça qu'ils s'y sentent très à l'aise, ils s'y reconnaissent, dans cette Constitution, et, sur un simple plan technique, oublions encore une fois la question du Québec, je pense qu'il faut lever notre chapeau à ce type de document. Ce n'est pas facile, même pour un pays ou une société comme le Canada anglais, de se donner une constitution, avec en plus le Québec qui lui tirait plus ou moins dans les jambes, quand il était là, en 1982.

Deuxièmement, moi, comme Québécois et comme Canadien, je commence à être passablement mal à l'aise. On a souvent utilisé l'image: N'êtes-vous pas fier de votre passeport canadien lorsque vous êtes à l'étranger? Je commence à être mal à l'aise et à avoir un peu honte de cette incapacité que l'on a à passer au libéralisme politique, et cette bouée de sauvetage qu'on se donne à nous, de s'inventer des dernières chances. S'il y a quelque chose qui me fait honte dans mon statut de Canadien-Québécois, c'est beaucoup plus ça que M. Chrétien ou que les politiques de ceci ou que les politiques de cela.

Je ne sais pas si vous, collectivement ou individuellement, voulez encore continuer pendant 20 ans dans cette ligne-là, la dernière chance, qui, comme vous le savez, une dernière chance en appelle toujours une autre. Par définition, une dernière chance est suivie d'une autre dernière chance. J'ai l'impression que la dernière chance, c'était la dernière fois.

Si on veut continuer à se payer les coûts énormes de jouer des dernières chances, si on est assez riches pour le faire, tant mieux, continuons. Mais j'ose espérer que, vous tous, ici, avez d'autres choses à faire dans la vie que de discourir éternellement, je regarde le président qui me regarde d'un air foudroyant...

Le Président (M. Michel Bélanger): Non, non, je pensais à vos 20 années, et puis je me demandais si c'était une garantie que je vais être là pour les prochains 20 ans. C'était... l'esprit déraillait. Continuez.

M. Latouche: C'est mon propos. Ça m'apparaît que les coûts, on ne plus se payer ça. J'ai l'impression qu'on ne peut plus se payer des débats comme on a actuellement sur Radio-Canada. On a à se payer par exemple un débat sur quel type de télévision d'État on veut avoir au Québec. Et je peux vous garantir que d'ici trois semaines, le débat sur Radio-Canada à Rimouski va prendre quelle tangente, je vous le donne en mille, va prendre la tangente, bien, à l'Île-du-Prince-Édouard, ils sont beaucoup mieux traités ici au Québec. Si ça nous intéresse cette espèce d'expertise-là, je regarde M. Turgeon, dans le fond je me dis ça doit être les gens qui sont dans le métier de la comédie, ou de l'art dramatique, ils sont habitués à répéter les mêmes personnages et les mêmes pièces. Je ne sais pas si politiquement, et même économiquement, si on peut se payer ça encore longtemps.

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est maintenant à M. ...

M. Brassard: ...simplement pour demander à monsieur...

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous garantissez une petite réponse?

M. Latouche: Oui.

M. Brassard: M. Latouche, comment expliquez-vous, dans ce cadre-là, la réaction de M. Rae, qui dit que le Canada n'est pas négociable, sachant bien qu'à partir des aspirations et des revendications québécoises, ça ne peut que les empêcher encore davantage et plus longtemps à se donner le pays qu'ils veulent?

M. Latouche: Bien, votre question appelle sa propre réponse. M. Rae est pris dans un rôle institutionnel, qui est celui du premier ministre de la plus importante province canadienne, qui, si jamais le Québec décidait de devenir un État souverain, qui devient 53 % du GNP canadien, et 49 % de la population canadienne. Eux, ils ont un autre type de problème. Et je pense que M. Rae a déjà commencé à penser comment ça va être organisé ce Canada sans Québec, le Canada hors

Québec, pour employer une autre expression. Donc, je l'explique essentiellement comme ça.

Le Président (M. Michel Bélanger): La parole est maintenant à M. Holden, qui sera suivi de M. Nicolet et de M. Ouellet.

M. Holden: Merci, M. le Président. M. Latouche, je vous suis à la télévision, à la radio, depuis longtemps, et je vous ai toujours trouvé très raisonnable et très intelligent. Et d'ailleurs j'ai eu un cours de vos étudiants à McGill de temps à autre qui ont toujours dit que vous étiez un de leurs meilleurs professeurs, et d'ailleurs ça m'incite à vous inviter pour le lunch pour parler de la politique.

Mais actuellement, on parle de votre mémoire que je trouve... Votre mémoire... Ce que j'aime de vous, c'est votre sens de l'humour quand vous terminez: "Après tout, les Allemands n'avaient que deux États, deux gouvernements et deux idéologies à fusionner, nous, il faudrait aussi prévoir la juridiction sur le pont MacDonald-Cartier." Ça, ça donne un ton à votre mémoire.

J'allais vous demander aussi la question de M. Brassard, sur M. Rae, mais vous l'avez toute vidée. Alors je n'ai qu'une question, à la page 11 de votre mémoire, vous dites: "Dans un monde multipolaire, ce n'est plus tant le contrôle de l'ordre du jour ou la capacité d'imposer ses vues qui importe, mais celle de s'adapter rapidement, et aux moindres coûts possibles, aux nouveaux régimes internationaux." Mais, pour quelqu'un qui a déjà été sur la planification, comme on dit ici, votre planification stratégique, moi, j'ai toujours cru que c'étaient ceux qui avaient le contrôle de l'agenda qui faisaient que les choses marchent. Et aujourd'hui, pour moi, l'agenda est aux mains du gouvernement actuel de la province de Québec. Est-ce que ce n'est pas un peu idéaliste de dire que ce n'est tant le contrôle de l'ordre du jour que les autres éléments dans cette décision? (11 h 45)

M. Latouche: Je me référais essentiellement à la scène internationale ici. Il n'y a pas très longtemps encore les États-Unis, pour ne pas les nommer, pouvaient imposer, lorsqu'ils voulaient, une conférence internationale sur ceci ou sur cela, imposer leur ordre du jour et là vous avez donc, dans une situation d'hégémonie, vous avez tout à fait raison de souligner que ce contrôle de l'ordre du jour est fondamental. Actuellement, vous n'avez qu'à regarder la dernière négociation du GATT. Dans un monde où les centres de pouvoir, que ce soit l'Europe, l'Allemagne, la nouvelle Allemagne, l'URSS qui lui arrive ce qu'on sait, les États-Unis, dans ce monde où le pouvoir est plus largement distribué, premièrement c'est beaucoup plus difficile de contrôler l'agenda et deuxièmement, je pense que ça donne une meilleure chance qu'auparavant à de plus

petites unités qui, de toute façon, ne contrôlaient jamais l'agenda, le tir, pour employer une expression relativement simple et pour ne pas dire simpliste, de retirer leurs billes habilement parce qu'ils peuvent se retourner plus vite sur l'État suite aux compromis, suite aux décisions qui seront prises par cet État-là. Donc, ma référence était essentiellement internationale et le terme "régime international" est un terme technique et non pas légal qui implique de la... En anglais on dit: "issue area". Comment une problématique, que ce soit la lutte aux narcotrafiquants, le commerce, l'environnement, l'Antarctique, chacun de ces objets-là a un régime international qui va avec. C'est plus facile dans un monde multipolaire de bien s'en tirer que dans un monde bipolaire ou dans un monde, une planète, très hégémonique.

M. Holden: Mais sur le plan, disons, plus terre à terre: la question de l'avenir du Canada, vos remarques sur l'agenda ne s'appliqueraient pas autant.

M. Latouche: Bien, j'ai l'impression qu'actuellement au Canada, plus personne ne contrôle l'agenda. On a perdu la tablette et on crée toutes sortes de mécanismes pour essayer de se donner un agenda. Le gouvernement central canadien, de toute évidence, ne contrôle plus l'agenda constitutionnel et c'est pour ça...

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Nicolet suivi de M. Ouellet et M. Turgeon.

M. Nicolet: Merci, M. le Président. J'aimerais peut-être débiter en lisant quatre lignes de votre texte comme préambule et à la fois comme message des fêtes à mes collègues ici autour de la table. Pourtant, l'une des contributions majeures que pourrait faire la Commission, c'est de désamorcer cette prétendue complexité, de la ramener à de plus justes proportions. S'il y avait moyen aussi de garder les choses en perspective et de préserver l'humour de la situation, plusieurs d'entre nous vous serions éternellement reconnaissants. Et ceci m'amène à vous dire qu'en votre qualité de journaliste autant que de politologue, vous avez eu des mots assez généreux à l'égard de cette Commission et j'aimerais vous ramener au fonctionnement même de cette nouvelle institution et vous demander très spécifiquement si, tel que les médias l'annoncent, les deux partis politiques en présence ici autour de la table durcissent ou précisent, vous choisirez le mot, leurs positions face à toute la problématique à laquelle nous sommes confrontés. Est-ce que vous serez encore en mesure de dire des choses avantageuses et favorables sur le fonctionnement même de cette Commission au terme de son mandat?

M. Latouche: Celle-là je ne l'attendais pas.

Ha, ha, ha! Oui, parce que personnellement, j'ai toujours pensé qu'on ne pourrait pas faire abstraction de l'économie de la politique dans ce qu'elle a de plus politique, partisane, division, gouvernement, opposition officielle, au moment où le Québec s'apprête à prendre l'une de ses décisions les plus importantes. Je ne suis pas de ceux qui passent leur vie à essayer d'éliminer l'apolitique du politique. Donc, personnellement, ça ne m'inquiète pas de savoir qu'il va y avoir une superentreprise de bras de fer pour organiser le mémoire ou la réponse de la Commission. S'il n'y en avait pas, comme je l'ai déjà écrit, ce serait un peu désolant. À quoi servent nos partis politiques et où étaient-ils depuis 20 ans, si tout à coup tout disparaissait? Mais j'ai l'impression que la présence des non-partisans à la table change l'équation et va augmenter les coûts d'une partisanerie trop, je dirais presque vulgaire. Parce que si ça se termine dans rouge ou noir, je pense bien que certains d'entre vous, on ne les y reprendra plus à participer à ce genre d'exercice-là; que, je pense, on va devoir faire sur beaucoup d'autres choses, que l'on demeure à l'intérieur du Canada ou à l'extérieur du Canada.

Donc, non, ça ne m'inquiète pas. J'en suis un peu désolé pour ceux qui vont le vivre, mais si on veut avoir un changement, et si on veut vivre en démocratie, on peut difficilement faire l'économie de la politique avec les agendas, les carrières, les stratégies. Et d'ailleurs, à la limite, si vous êtes là, c'est que quelque part, vous aimez ça au moins autant que le hockey. Et sur la question de la complexité, je sais que ce n'est peut-être pas le moment dans une Commission d'en parler mais ma suggestion était sincère. Ce n'était pas un jeu de mots. Si vous pensez vraiment que la situation Canada-Québec est plus complexe que les 11 000 pages du traité Allemagne de l'Est-Allemagne, je pense qu'on a un gros problème et que, là, l'expression de nombriisme très avancé s'appliquerait.

Le Président (M. Michel Bélanger): Une petite question, M. Nicolet?

M. Nicolet: Je ne sais pas si elle sera brève, mais tout au long du mémoire, et je me réfère de nouveau à votre mémoire, vous parlez de cette nécessité de rétablir dans leur propre perspective et dans leur propre séquence les différents événements qui vont nous mener à une clarification de la situation. Vous parlez aussi à la page 13, brièvement, des sacrifices, etc., des relations Québec-Canada. Je me demandais, dans votre perspective, quels sont les sacrifices que nous devrions être prêts à faire pour préserver l'espace économique Canada-Québec que nous connaissons aujourd'hui? Vous ne vous adressez pas directement à cette dimension de la problématique dans votre texte.

M. Latouche: Je vais n'en mentionner qu'un.

Personnellement, j'ai toujours pensé que le contrôle de sa monnaie était sinon la raison, une des raisons importantes pour lesquelles il fallait faire la souveraineté ou l'indépendance du Québec. J'ai d'ailleurs, à ce propos, des débats assez intéressants et techniques avec les souverainistes qui laissent aller, je pense, un peu trop facilement, le contrôle de la monnaie. Voilà un des instruments, ou des outils, ou des sacrifices que je pense que, peut-être, les choses étant ce qu'elles sont – et on a tous des hypothèques à payer, libellées en dollars canadiens – peut-être que c'est un genre de sacrifice qu'il faut faire et qu'il faut envisager du moins pour une période peut-être semblable à celle de l'Irlande, par exemple. Mais c'est ce genre de sacrifices, que j'avais en tête.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous passons maintenant à M. Ouellet, qui sera suivi de M. Turgeon et de M. Dufour.

M. Ouellet: Merci, M. le Président. M. Latouche, merci pour votre participation aux travaux de la Commission. Votre mémoire, à mes yeux, comme on le sait très bien...

M. Latouche: Ha, ha, ha!

M. Ouellet: ...à la page 1. Vous avez réfuté, je pense, très correctement une affirmation trop souvent répétée qu'il n'y a pas possibilité d'avoir des amendements constitutionnels, de faire des arrangements au sein du fédéralisme canadien qui pourraient être favorables aux Québécois. Je pense que vous le dites, et il y a de nombreux exemples où ça s'est fait, et je vous en suis reconnaissant. Ma question est tirée d'une affirmation que vous faites à la page 2, qui me paraît assez importante aussi, parce que vous dites, finalement, à la page 2, qu'on a réussi à peu près à régler 80 % de nos problèmes. Et là, vous dites: Évidemment, les 20 % qui restent prennent, dès lors qu'ils ne sont pas solutionnés, une importance démesurée dont il faut se méfier. C'est évident que la perfection n'est pas de ce monde et que, quel que soit le régime politique que nous avons, ce ne sera jamais parfait. Et là, vous dites: Dans le régime canadien, il y a 20 % qui ne sont pas réglés et ces 20 % prennent une importance absolument démesurée dès lors qu'ils ne sont pas solutionnés, et vous nous prévenez qu'il faut nous méfier de cette importance démesurée.

Et vous concluez qu'il faut faire l'indépendance. Je trouve ça un peu excessif, compte tenu de votre suggestion de se méfier d'aller si loin.

M. Latouche: Vous étiez d'accord avec la première partie. Ma suggestion de méfiance, je la résumerai de la façon suivante: Méfions-nous de chambarder toute l'organisation constitutionnelle politique et l'émergence de ce Canada anglais

que l'on voit émerger, faisons attention de ne pas remettre ça en question pour tenter d'atteindre la perfection du fédéralisme. Je pense que le fédéralisme, pour moi, c'est comme un paradigme scientifique. C'est quelque chose qui vous permet de faire un certain nombre de pas. Si vous le pressez et si vous mettez en oeuvre tout, absolument tout pour lui faire passer de 80 %, 90 % – c'est une image – je pense qu'à ce moment-là, ça ne devient plus rentable de le faire. Ça ne change absolument rien à la performance de ce fédéralisme-là pour les 80 % et, personnellement, je suis toujours un peu estomaqué quand j'entends des souverainistes dire: Bien, maintenant, on est capables de faire l'indépendance, mais avant, c'était le goulag. Si c'était le goulag, comment ça se fait que maintenant on peut faire ce à quoi on aspire de faire?

Le fédéralisme, c'est un régime politique. S'il faut vraiment couper les coins trop carrés pour faire régler ou pour régler les 20 % qui restent, à un moment donné, c'est une discussion sur combien ... d'anges sur la tête d'une épingle? Il y a des philosophes qui ont écrit des centaines et des centaines et des centaines de pages là-dessus ou qu'est-ce qu'il arrive lorsque, la terre étant plate, on se met à tomber? Je vous signale qu'il y a des bibliothèques au complet sur ce thème-là. Est-ce que ça valait la peine de faire ça ou s'il ne valait pas mieux changer de paradigme?

M. Ouellet: Je vais aller avec vous au bout de l'aiguille avant de tomber, parce que peut-être qu'on va tomber avec le Québec et c'est ça qui m'inquiète. Je ne veux pas qu'on en fasse une question de peur. Mais, vous-même, vous le dites: À vouloir trop bien faire, on peut peut-être perdre beaucoup d'acquis.

Il y a un autre aspect qui est important et vous le mentionnez dans votre mémoire et M. Dion nous l'a dit aussi. La plénitude de tous les pouvoirs, internes et externes, c'est quasiment utopique. On regarde les pays du monde, peut-être les États-Unis, mais même à ça, ils ont besoin de l'argent des Japonais et des Allemands. Il n'y a pas vraiment de pays dans le monde qui peut dire qu'il a la plénitude des pouvoirs. Alors, un Québec indépendant, évidemment, et vous nous le mentionnez, aurait des problèmes non seulement politiques mais aussi économiques, et même, sur le plan international, en réponse à M. Rémillard, vous l'avez bien dit, le Québec jouerait un tout petit rôle. Pourquoi aller là? On veut faire quoi? On veut leurrer qui? La fierté? Quel est l'objectif? Est-ce que là on n'est pas rendus au bout de l'épingle? Est-ce qu'il n'y a pas un danger de tomber et de perdre des acquis?

(12 heures)

M. Latouche: Non, je ne crois pas. Si le Québec, en devenant souverain, perdait les acquis d'une certaine d'années de fédéralisme, c'est

donc que ces acquis-là étaient plutôt un placage très superficiel. Je suis tout à fait d'accord lorsqu'on dit que le fédéralisme canadien a quand même constitué une certaine école de démocratie pour le Québec, ce Parlement-ci. Si le fait de passer à l'étape suivante nous fait perdre ça, c'est donc que l'école était peut-être moins bonne que je ne le croyais. Si votre question, c'est de me demander: On a un certain nombre de problèmes, au Québec, actuellement, pourquoi aller en chercher d'autres? Par exemple, pourquoi devoir se demander si, oui ou non, il faut envoyer notre bateau dans le golfe Persique? Ma réponse, c'est que, au XXI^e siècle, j'ai l'impression qu'on ne pourra plus échapper à la grandeur, à la hauteur des moyens de chacun, à mettre ensemble toutes les données de l'équation du problème. C'est certain que, si on les sépare, ça a l'air plus facile parce qu'on a, à la limite, qu'à s'occuper du pont MacDonald et que le golfe est beaucoup plus grand. Mais là, c'est une question d'évaluation. Est-ce que le Québec a avantage à s'en aller dans la direction du libéralisme politique, de mettre un terme à ses barrières protectionnistes du fédéralisme canadien qui donnent des avantages, comme les barrières protectionnistes économiques, ou s'il est plus avantageux de changer de paradigme? Là-dessus, on revient à une différence d'optique.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, M. Turgeon, suivi de M. Dufour.

M. Turgeon: Vous avez raison, M. Latouche, des fois, je me sens ici en pleine comédie, d'autres fois en pleine tragédie. Ce doit être qu'il y a de bons comédiens autour de la table, sûrement. Moi, j'aime bien votre façon de raisonner, M. Latouche, parce que, finalement, vous nous ramenez toujours à l'essentiel. Et l'essentiel de la question, vous le dites, ce qu'on a à se demander: Est-ce qu'on veut que le Québec demeure une province ou est-ce qu'on veut que le Québec demeure un pays? Dans un premier temps, je voudrais savoir ce que vous attendez de cette Commission. Attendez-vous qu'elle statue là-dessus, quelle dise: On doit être ça ou ça, ou tout simplement qu'elle décide que le peuple doit décider?

M. Latouche: Je pense que, si elle ramenait le problème A à de plus justes proportions B, à peu près au terme que vous l'avez mentionné et que, deuxièmement, elle recommande un référendum ou une décision ou un processus à partir de ces termes-là, j'ai l'impression que la Commission aurait fait un pas en avant. Peut-être plus important et intéressant que de simplement dresser une liste de pouvoirs: 92.4 d'un côté, l'autre de l'autre côté, l'île de Sable au fédéral, les routes au provincial, etc. Ça, ça ne m'apparaît pas... Ça se barguignerait probablement mieux dans la Commission: Je te donne quatre

pouvoirs, nous, on en prend six. Mais je n'ai pas l'impression que c'est monnayable ni opérationnalisable sur la place publique par la suite. Et surtout, ça ne se négocie pas très bien, à la suite, si ça arrive avec une liste de pouvoirs, d'où ma réticence de ce côté-là.

M. Turgeon: Donc, vous dites que votre plaidoyer c'en est un pour la vérité des prix, c'est-à-dire: Qu'est-ce que ça va coûter, par exemple, si on veut accéder à la souveraineté? Mais aussi: Qu'est-ce que ça va rapporter?

M. Latouche: Et qu'est-ce que ça va coûter de ne rien faire...

M. Turgeon: Exactement.

M. Latouche: ...et de continuer comme ça?

M. Turgeon: Alors, comment arriver, brièvement, à ces prix-là? Est-ce qu'on peut tirer des équations?

M. Latouche: Je pense que c'est de l'ensemble des mémoires. Tous les avantages et les... Je ne peux pas croire qu'on va en avoir oublié après, quoi, 500 mémoires, une centaine d'experts. Je ne peux pas croire que la comptabilité n'est pas là. Et, dans le fond, vous êtes les bureaux du vérificateur de l'entreprise Québec inc., et ils sont tous là. C'est à la Commission de faire son travail. Bonne chance, mais...

M. Turgeon: Une dernière chose. Il y a beaucoup d'experts, beaucoup de groupes qui sont venus nous dire: Attention, ce que le Québec doit décider, il doit le faire en fonction de la réaction du partenaire. Il faut faire attention, ils peuvent avoir peur de l'autre côté, ils peuvent avoir toutes sortes de réactions. Finalement, c'est ce que M. Dion nous a dit, c'est ce que M. Taylor, hier soir, nous a dit: Essayons d'amoindrir le choc de l'autre côté. Ça, c'est un petit peu un sentiment de culpabilité qu'on peut avoir, nous. C'est peut-être conséquent à notre formation judéo-chrétienne. Comment on fait pour se sortir de ça, M. Latouche? Est-ce qu'il faut avoir ça en tête quand on va prendre la décision?

M. Latouche: Vous m'avez surpris, là, avec le judéo-chrétien. Oui, il faut avoir ça, et, moi, je n'y vois pas nécessairement le résultat d'un sentiment de culpabilité, j'y vois surtout une très mauvaise façon de négocier si vous ajustez à l'avance, et vous le dites en plus, vos positions de négociation sur ce que l'autre annonce qu'il va vous donner ou ne pas vous donner. On n'est pas obligés de tomber dans l'extrême de la polarisation de certaines négociations. Mais il faut bien se rendre compte que ce type de démarche-là a été utilisé deux fois depuis 10 ans.

Une fois en 1980 avec un référendum, une autre fois avec les accords du lac Meech. Et dans les deux fois, ça n'a pas fonctionné. Ça n'a pas donné les résultats...

L'autre partie ne s'est simplement pas comportée comme on aurait voulu qu'elle se comporte. Ça paraît assez évident. S'il se comportait de la façon que l'on veut qu'il se comporte, on n'aurait pas le problème "in the first place", si vous me permettez l'expression.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Dufour, qui sera le dernier intervenant pour cette présentation.

M. Dufour: Merci, M. le Président. M. Latouche, je suis habitué de vous lire. J'ai généralement assez de facilité. Je vais dire comme mon collègue Brassard ce matin, non seulement je trouve ça déroutant, mais je trouve ça très déroutant. Je trouve que vous jouez magnifiquement de l'antithèse. Vous dites que le fédéral a été bon pour le Québec. Vous dites que le statu quo n'est pas une mauvaise option. Vous dites que le fédéralisme est tout à fait renouvelable. Et vous optez pour la souveraineté. J'ai un peu de misère à me retrouver dans tout ça.

Nonobstant ça, j'aimerais vous faire commenter une phrase que vous avez à la fin de la première page. Vous dites: "Si on ne peut faire fléchir Terre-Neuve, on ne pourra sûrement pas faire entendre raison à l'Espagne ou au Mexique. Alors, il faut penser que dans un Québec souverain, un traité de libre-échange avec le Mexique, c'est nous seuls qui allons le négocier." Alors, si je prends votre phrase à la lettre, on n'ira pas tellement loin.

M. Latouche: Oui, ça c'est votre choix absolu de prendre paragraphe par paragraphe, phrase par phrase, mais je pense que vous savez très bien ce que cette phrase implique. C'est simplement une reconnaissance de la réalité. Si vous êtes en train de me dire que le Mexique est moins important, a moins d'outils à sa mesure que Terre-Neuve, je pense que... je me doute bien que ce n'est pas ça que vous êtes en train de dire. Et si tel était le cas, je pense que vous auriez un très grave problème de perception des équilibres politiques et économiques sur cette planète-là. C'est vrai que ça peut vous sembler paradoxal, peut-être qu'à l'occasion j'ai voulu, effectivement, jouer sur le paradoxe. Une certaine gymnastique intellectuelle n'a jamais fait de tort à personne.

M. Dufour: C'est que...

M. Latouche: Et d'autre part, je pense bien que les arguments de comptabilité et de rentabilité, d'un côté comme de l'autre, si vous ne les connaissez pas maintenant, vous ne les connaîtrez jamais. Peut-être qu'une certaine

vérité des prix implique aussi une vérité des idées et une vérité de la perception de la réalité. Et je pense que, quand même, ça va être plus difficile de faire fléchir...

M. Dufour: Sauf que, quand vous abordez ce genre de question-là, on n'est carrément pas dans la gymnastique intellectuelle. Parce que c'est quelque chose qui s'en vient, qui va se présenter bientôt, ce genre... On a déjà commencé, à toutes fins pratiques, la négociation avec le Mexique.

Deuxième question, M. Latouche. M. Bernard, hier ou avant-hier, dans ses cinq réflexions autour du problème constitutionnel, s'interrogeait fortement sur ce qu'il appelait la "persistance" du Canada, en disant: Dans toute cette démarche-là, que l'on fait, il faut quand même être aussi prudents, parce que si on se retrouvait tout seul, petit peuple francophone en Amérique du Nord, parce que le Canada qui est pour nous une espèce de paramètre positif, ça pourrait être difficile à vivre. La question que je vous pose, c'est: Est-ce que vous croyez qu'il pourrait y avoir problème de désintégration du Canada, advenant la souveraineté du Québec?

M. Latouche: J'ai longtemps pensé en ces termes-là, mais je dois dire que depuis la Constitution de 1982, depuis le débat sur le libre-échange, et troisièmement – troisièmement acte de naissance de ce Canada anglais-là – depuis le débat autour du lac Meech, je n'ai plus aucune crainte quant à la possibilité, à la volonté du Canada anglais de maintenir son unité, sa cohésion, de l'organiser de façon différente et de tirer les leçons de cette co-existence. Donc, ça ne me fait plus peur, mais, par contre, vous avez raison de mentionner que – je vais ajouter un dernier paradoxe qui va peut-être rendre votre dîner inconfortable – effectivement, si la souveraineté du Québec devait obligatoirement conduire à la faillite politique de celui dont on dit tous qu'il va être le principal partenaire économique du Québec – ce ne sera pas le Vermont – c'est un coût qu'il faudrait envisager dans l'équation de la décision.

M. Dufour: Une question, très très rapidement, et ça découle de ce que vous venez de dire.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ce sera la dernière.

M. Dufour: Donc, vous prévoyez une non-désintégration. Vous parlez même d'une cohésion du Canada anglophone, à court terme. Vous ne l'avez pas dit mais moi, je le pense. Ce qui veut dire, donc, que dans un fédéralisme renouvelé, on aurait vraiment un partenaire avec qui débattre parce que le problème qui nous est toujours posé, c'est le commun. Donc il y aurait vérita-

blement, en conséquence de ce que vous avez dit avant, il y aurait automatiquement un vrai partenaire devant nous.

M. Latouche: Oui, mais je pense qu'il va peut-être être plus rapidement et de façon plus cohésive à la table des négociations si le Québec opte pour la souveraineté. Parce que, actuellement tous ceux qui ont négocié avec le Canada anglais le savent — la première phrase qui est dite par tout négociateur canadien anglais, c'est de dire: Nous n'existons pas, nous, en tant que Canada anglais. Ce qui rend la tâche de tous les négociateurs, par la suite, passablement compliquée.

M. Dufour: Mais vous venez de me dire...

M. Latouche: Donc, je pense qu'un jour ou l'autre ils vont être obligés de le dire. Encore une fois, est-ce que c'est plus facile de les amener au point X à partir de tel chemin ou à partir de tel autre chemin? Mais vous avez tout à fait raison; ils vont devoir y venir, dans un cas comme dans l'autre.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Latouche, pour cette présentation encore plus paradoxale, peut-être, que votre mémoire. Je dois dire que quand vous avez failli nous dire qu'on avait une bonne chance de rester là pendant 20 ans, je me suis mis à ajouter ça à mon âge et j'ai pensé que c'était une garantie de longue vie. Mais je sais que ce n'est pas ça que vous vouliez dire comme paradoxe. Merci donc de votre présence, d'avoir répondu à nos questions. Et nous recevons maintenant Canadian parents for French...

(Suspension de la séance à 12 h 13)

(Reprise à 12 h 15)

Le Président (M. Michel Bélanger): Je demanderais aux commissaires de bien vouloir reprendre leur siège. Nous recevons maintenant un groupe qui nous a soumis un mémoire, et qui s'appelle Canadian Parents for French. I think that, if I get my sheets in order, Mrs. Brehaut will be the speaker for the group. Would you please introduce your colleagues and then present your brief.

Canadian Parents for French

Mme Brehaut (Pat): M. le Président, mesdames et messieurs, thank you for giving Canadian Parents for French the opportunity to appear before this important Commission. Before I begin, I would like to introduce Mrs. Diane Carlucci, who seats as our Ontario director on our national board of directors. Mrs. Carlucci is bilingual and will be happy to answer your

questions in French. Also with us today is Mrs. Jos Scott, our executive director. Our Québec director, Mrs. Pat Webster, is out of the country and unable to be with us today.

We are here to tell the people of Québec, and especially the families of Québec, that there is a growing number of Canadians who support French and whose vision of the future includes a long-term commitment to the learning of the French language. We do not think that you have heard before from the real people of Canada who care about the real people of Québec. I appreciate the opportunity to address you in English. Canadian Parents for French is an organization made up largely of English-speaking families, of which my own is quite typical. My husband and I grew up in Calgary and learned what little French we know in high school. Regretting our own lack of facility in French, we made the commitment to give our children the opportunity to become bilingual. We enrolled them in French immersion in Edmonton, and became actively involved promoting such opportunities for all Canadian children by becoming members of Canadian Parents for French. I am proud and happy to tell you that we now have two children who could make this presentation to you in French, and who urged me to come here today to tell you how we feel.

Members of CPF have always believed that the objective of learning languages is to communicate better with others and to build mutual feelings of tolerance and understanding within our country. Unfortunately, media coverage and the activities of certain special interest groups have given the people of Québec a message that the majority of Canadians living outside Québec hold negative opinions towards Québec and the French language. We know that those messages do not represent what the people of Canada really think. You have before me my letter, in which I quote statistics from several different sources proving the good will of Canadians. Let me just quote one of them to you. A **Globe and Mail-CBC** pool released in July 1990 found that 67 % of Canadians think we should maintain the policy of two official languages, with both French and English being the official languages throughout the whole country. We believe that Canadian families express their vision to the future through the choices they make for their children. These choices, for an increasing number of families, include the learning and use of the French language.

Since 1977, enrolments in French immersion programs across Canada have increased by 650 %. In the current school year, over 250 000 students are enrolled in French immersion, while over 2 000 000 others are learning French as a subject in school. Why do families choose to enrol their children in French programs? French immersion, particularly, is not easy, as I know. It requires a commitment. Families and children

make this commitment freely as Canadians, as their contribution to the future of a stronger Canada. These same parents, through Canadian parents for French, choose to work with French-speaking minorities outside of Québec, because we support their right to their language and culture.

We believe that the more we work together in these ways, the stronger and more secure will be the French fact in Canada. A few days ago, a graduate of an early immersion program became the first Rhodes scholar from Prince Edward Island in 30 years. Back in 1986, the same student, Heather Morrison, was interviewed in French by a reporter for *Le Droit* in Ottawa, after winning a French public speaking competition. The reporter asked why a student from Prince Edward Island would work so hard to learn French. She replied, "C'est important pour communiquer avec le plus de monde possible". Young people like Heather value focus and leadership for their efforts to become proficient in French.

A strong Québec, within a renewed federal system will provide that focus and that leadership. Québec is important to us all, as the heartland of the French language and culture in Canada. Young people who are learning French today will be taking their places as community leaders and decision makers tomorrow. Several surveys over the past few years have told us that it is the young people who hold the most positive attitudes towards Canada's official languages, and our official language communities.

These young people, in whom we are investing today, will lead a stronger, richer Canada tomorrow, one in which Québec can feel more fully at home. Thank you.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons d'abord à une question d'un représentant du parti formant l'Opposition officielle, Mme Blackburn.

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. M. le Président je voudrais d'abord souhaiter, vous souhaiter la bienvenue et vous remercier d'avoir bien voulu venir partager notre réflexion sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

J'ai apprécié que vous nous communiquiez des chiffres sur l'intérêt croissant, chez de plus en plus de Canadiens anglais, d'apprendre ou de faire apprendre à leurs enfants le français. Vous dites que la connaissance du français devrait permettre de développer un peu plus de tolérance à l'endroit du Québec. C'est bienvenu. Vous dites également que, et je partage cet avis, c'est le professeur Taylor qui nous disait hier lorsqu'il s'est présenté, que plus il y aura de personnes capables de communiquer en français, moins il y aura de pression sur le Québec français. Et je partage cet avis. Cependant, on avait des outils qui étaient fort intéressants en matière de

communication, et je pense à TV Ontario, que nous recevions sur le câble, et nous n'avons plus le signal. J'ai eu l'occasion à quelques reprises d'écouter quelques émissions, que j'ai trouvées au demeurant fort intéressantes, et qui nous permettaient de voir un peu ce qui se faisait par les francophones en Ontario. Nous ne l'avons plus. Par ailleurs Radio-Canada se retire progressivement du territoire québécois, avec la bénédiction du gouvernement canadien et de ses ministres, et tout se passe comme si le gouvernement fédéral avait décidé de se retirer du Québec, avant même que le Québec ait décidé de faire sécession. Et il fait la même chose, faut-il dire, avec Via Rail, Canadien National, Pétro-Canada.

Mais pour en revenir plus précisément à votre mémoire... Une brève question d'abord Radio-Québec. Est-ce que vous pouvez, par le biais des câblodistributeurs, capter les émissions de Radio-Québec?

Mme Carlucci (Diane): Moi, je demeure à l'est d'Ottawa dans la vallée de l'Outaouais...

Mme Blackburn: Ah! Vous l'avez donc...

Mme Carlucci: On reçoit la CBC Radio-Canada, oui. On écoute toujours le Téléjournal.

Mme Blackburn: Mais est-ce que vous avez Radio-Québec qui est l'équivalent de TV Ontario?

Mme Carlucci: À ma connaissance, je ne sais pas, non.

Mme Blackburn: Bien. Sur une question plus précise, parce que vous savez que la Commission, ici, a comme mandat de faire des recommandations sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Vous dites: Le Québec doit être le fer de lance de la culture française en Amérique du Nord, doit rester fort pour être en mesure d'infléchir ou d'influencer le gouvernement fédéral pour qu'il maintienne et développe le bilinguisme à travers tout le Canada. Mais est-ce que vous ne croyez pas qu'un Québec qui possède tous ses moyens, un Québec souverain qui a la pleine maîtrise de ses moyens en matière de développement culturel, social et économique ne pourrait pas contribuer ou constituer un partenaire particulièrement précieux pour toute communauté qui veut maintenir, développer et enrichir une deuxième langue, le français, par exemple?

Mme Carlucci: C'est certain que si le Québec devient indépendant, le Canada anglais, comme on le disait avec M. Latouche, va continuer d'essayer d'établir des liens avec le Québec. Mais notre peur c'est que si on perd le Québec du Canada, qu'est-ce qui va arriver de nos programmes fédéraux qui encouragent le bilinguisme à travers le Canada, qui encouragent

la francophonie à travers le Canada? Que vont devenir ces programmes-là si on perd le cœur de la francophonie?

Mme Blackburn: Mais, vous savez, ça pourrait être votre gouvernement provincial. Je pense à d'autres pays qui ont comme langue seconde le français qui est enseigné dans toutes les écoles dès le primaire. Bon. Ça a varié, évidemment, dans le temps, en Arménie, la Pologne, l'Espagne, le Portugal — là il faudrait que je revoie un peu mes connaissances là-dessus — qu'on rencontre très fréquemment à l'occasion des rencontres qui réunissent les pays francophones ayant le français comme langue principale ou seconde et vous n'avez pas là de gouvernement central qui oblige, vous avez là simplement le goût de développer une culture et la culture du peuple se rapproche de la culture francophone, latine. Donc, c'est le français qui devient la langue seconde, que vous enseignez dans les écoles. Est-ce qu'on ne peut pas penser que ça pourrait être aussi cette direction qui serait maintenue dans l'hypothèse où le Québec deviendrait indépendant?

Le Président (M. Michel Bélanger): Dernière question, Mme Blackburn.

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. Ça va.

Mme Carlucci: Alors, vous avez dit que le fédéral oblige le bilinguisme. Nous, nous sommes d'opinion que le fédéral n'oblige pas le bilinguisme. Le fédéral offre les opportunités au peuple d'apprendre le bilinguisme et c'est le peuple canadien qui décide: On veut faire partie de ces programmes-là.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, j'ai maintenant quatre intervenants parmi les membres. Si chacun d'entre eux faisait un peu diligence, on pourrait les passer tous les quatre dans le temps disponible. M. d'Anjou, M. Proulx, M. Desjardins et M. Libman. Je commence avec M. d'Anjou.

M. d'Anjou: Bonjour, mesdames.

Mme Carlucci: Bonjour.

M. d'Anjou: Bienvenue. Je veux vous féliciter pour l'excellent travail que vous faites pour la promotion du bilinguisme et de la langue française en particulier. Je pense que c'est ce qui distingue vraiment le Canada des États-Unis. C'est peut-être le trait le plus distinctif entre le Canada et les États-Unis, le fait qu'une partie importante de la population parle français et qu'une autre partie de la population reconnaît le bilinguisme surtout dans les institutions fédérales. Je suis certain qu'au niveau des relations

personnelles, il n'y a aucun problème. Ce n'est pas un problème de difficultés de relations personnelles entre les Canadiens du Québec et ceux des autres provinces. C'est un problème qui est collectif, je pense, et je vous poserais une question très brève: Le Québec aspire à beaucoup plus de pouvoirs parce qu'il fonctionne peut-être d'une façon un peu différente des autres provinces du Canada. Est-ce que vous croyez qu'il serait possible de maintenir des liens canadiens entre le Québec, les autres provinces et le gouvernement fédéral, mais en donnant une plus large autonomie ou une marge de souveraineté au gouvernement du Québec, de façon à répondre aux aspirations de la population du Québec?

Mme Carlucci: D'après Canadian Parents for French, nous, on croit fermement que le Québec est vraiment une société distincte et que cette société distincte là a le droit, comme vous le dites, d'avoir des pouvoirs plus que d'autres provinces. Et dans ce contexte, on appuie que le Québec ait plus de pouvoirs que les autres provinces mais en restant dans le Canada.

M. d'Anjou: Thank you very much.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Proulx, suivi de M. Desjardins.

M. Proulx: Merci, M. le Président. Dans votre mémoire, vous faites porter largement sur le dos des médias cette impression qu'il y a un sentiment négatif des anglophones envers le Québec. Et vous soulignez particulièrement la question du lac Meech. Vous n'êtes pas les premiers à être venus dire ça ici. Pourtant, quand on regarde et qu'on choisit spécifiquement le lac Meech, on réalise très rapidement que ce n'est pas uniquement M. Filmon, Clyde Wells ou McKenna qui étaient contre. C'est qu'ils étaient appuyés fortement — et on le voit par les sondages — par une très grande majorité de Canadiens dans leur opposition au lac Meech. Très très récemment, il y a eu un sondage en Ontario où, encore là, une forte majorité des gens sont d'accord avec le statu quo et trouvent que ça va très bien comme c'est là, même si le Québec n'est pas à l'intérieur de la Confédération. Et quand je regarde toutes les batailles qu'il y a, les luttes qu'il y a, particulièrement de la part des francophones, depuis nombre d'années, avec les commissions scolaires, vis-à-vis de leur droit d'administrer leurs commissions scolaires, d'avoir leurs écoles et ainsi de suite, moi, j'ai l'impression que ce n'est pas une mauvaise... Les journaux, les médias rapportent une réalité qui est là. Est-ce que je suis correct, est-ce que je pourrais continuer d'affirmer que c'est uniquement les médias qui continuent à... (12 h 30)

Mme Carlucci: Au sujet du lac Meech, ce

qui a été regrettable avec le lac Meech, c'est que si quelqu'un n'appuyait pas le lac Meech, ça voulait dire que l'équation était faite. Vous n'appuyez pas le lac Meech, alors vous n'appuyez pas le Québec, vous ne voulez pas du Québec. Beaucoup de Canadiens anglais, s'ils n'appuyaient pas le lac Meech, ça ne voulait pas dire qu'ils n'appuyaient pas le Québec. Nous, avec tous nos membres, on en a discuté. Ils étaient en faveur de la société distincte du Québec et, parmi eux, il y en avait qui n'appuyaient pas le lac Meech, mais pas parce qu'ils ne voulaient pas le Québec. Ils ne l'appuyaient pas pour beaucoup d'autres raisons. Je crois que c'est vraiment comme ça à travers le Canada.

Ensuite, pour vous donner un exemple que les anglophones à travers le Canada appuient vraiment la francophonie... Vous connaissez évidemment toute l'histoire de Sault-Sainte-Marie et ce qui s'est passé en Ontario, toutes les municipalités qui se sont déclarées unilingues anglaises. Alors, on a eu l'impression tout à coup que, wo! tout le monde, tous les anglophones veulent se déclarer unilingues anglais. Comme vous le dites, l'Ontario veut appuyer le statu quo.

Ce qu'on oublie, c'est que, d'accord, il n'y avait que 71 municipalités sur 839 qui se sont déclarées unilingues anglaises. Parmi ça, il y a d'autres municipalités qui ont décidé de rejeter cette résolution-là. Ensuite, il y en a d'autres qui ont adopté des résolutions bilingues. La proportion des gens qui vivent dans les municipalités où les gens ont dit oui à la francophonie est beaucoup plus grande que la proportion des gens qui ont dit non.

M. Proulx: Mais considérez-vous que c'est uniquement le fait de parler français qui va être acceptable par le Québec ou s'il faut que ça se réalise sous plusieurs formes aussi? Pour moi, ce n'est pas uniquement d'apprendre le français ou d'apprendre l'anglais...

Mme Carlucci: Absolument pas.

M. Proulx: ...qui est le respect de l'autre...

Mme Carlucci: Non.

M. Proulx: ...c'est le respecter dans ses traditions, dans ses... C'est quoi, en fait? C'est quoi, votre interprétation de la différence du Québec de la part de votre monde? C'est quoi pour eux qu'ils sont prêts à reconnaître comme différence pour le Québec? C'est beau de dire qu'on reconnaît que c'est une société distincte. Une fois que tu as dit ça, ça peut rester dret là et ça n'implique pas énormément de choses. C'est quoi pour votre monde, ceux que vous représentez, le Québec, la distinction du Québec et jusqu'où est-on prêt à aller pour le reconnaître?

M. Carlucci: Pour notre monde, comme vous dites, reconnaître la francophonie au Québec et à travers le Canada, c'est reconnaître leur droit à leur éducation en français de la maternelle au postsecondaire. C'est leur droit d'être servi par les gouvernements fédéral et provincial en français, tel que la loi 8 en Ontario que les anglophones appuient.

Alors, ce sont ces droits-là. Les droits qu'ils ont d'être une société forte au lieu de se faire enterrer par les anglophones. Ils doivent avoir des droits pour empêcher l'assimilation des francophones au Québec et dans le reste du Canada, des droits qui empêchent ça.

M. Proulx: O.K. Mais vous êtes, malheureusement, une minorité, tout comme nous autres, à penser de même.

M. Carlucci: Je ne suis pas d'accord. Je ne pense pas qu'on est une minorité. C'est pour ça qu'on vient vous parler aujourd'hui, pour vous dire qu'on n'est pas une minorité. On est une majorité et une majorité qui continue de croître.

M. Proulx: Pourtant, dans les faits – je reviens encore à mes exemples que j'ai donnés tout à l'heure – juste pour avoir le droit d'avoir des commissaires, avoir le droit d'avoir des écoles, c'est une majorité. Les gouvernements fonctionnent à partir des sondages, à partir de ce que la majorité pense le plus possible en tout cas. J'imagine que les gouvernements dans les autres provinces, c'est la même affaire.

Vous me dites que vous êtes une majorité qui pensez de même, mais pourtant, dans les faits concrets, quotidiens, c'est autre chose qui se passe. Ça serait-u que les gouvernements, que le législateur dans les autres provinces va à l'encontre de la majorité de ses citoyens, de la vision de ses citoyens?

Mme Carlucci: Non. Je pense que depuis les derniers 10, 20 ans, il y a un changement qui se fait au Canada. Il faut attendre les générations pour grandir avec ces changements-là. Alors, on a souvent, dans les populations, des gens de 50 ans qui sont opposés, comme nous l'a montré notre mémoire, ou qui ont de la difficulté à accepter la francophonie, tandis que les plus jeunes n'ont aucune difficulté à accepter la francophonie. C'est pour ça qu'il faut patienter. Il y a beaucoup de progrès qui s'est fait à travers le Canada au sujet de la scolarité, au sujet des droits. Depuis les derniers 20 ans, il y a énormément de progrès qui s'est fait et ça va continuer.

M. Proulx: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Desjardins, suivi de M. Libman.

M. Desjardins: M. le Président, je vais continuer dans la même voie que M. Proulx dans mes questions parce que je pense que c'est une voix qu'on n'entendra pas souvent ici, dans le débat que nous avons au Québec. Et, finalement, en toile de fond, vous êtes dans le débat qu'on fait. Je vais aller plus loin dans les questions que M. Proulx avait commencées parce qu'à la lecture du mémoire que vous nous soumettez, c'est évident qu'il y a un engouement énorme pour l'apprentissage du français en dehors du Québec. Mais ça ne semble pas s'être traduit, quand on regarde le résultat de Meech. Moi, j'ai mon explication, je ne suis pas ici pour en débattre, mais je suis content d'entendre la vôtre.

Alors, ma question, elle va être simple et elle en amène une autre: Quelles sont les raisons, d'après vous, qui ont fait échec à Meech? Et comment pour quelqu'un qui, comme moi, croit encore au fédéralisme peut-il penser qu'au Canada anglais on va être prêt à négocier ce qu'on peut appeler un Meech plus? Donnez-moi les raisons de croire ça?

Mme Carlucci: Les raisons pour lesquelles, d'après nos discussions entre nos membres, le lac Meech n'a pas été appuyé...

M. Desjardins: Vous avez combien de membres?

Mme Carlucci: Au Canada, on en a 18 000. C'est que beaucoup de membres ou, disons, en discutant pas seulement avec nos membres, en discutant avec les autres anglophones, beaucoup de gens croient à un fédéralisme très fort, et le lac Meech brise un fédéralisme fort. Il donne tous les droits à toutes les provinces, non seulement au Québec, mais à toutes les provinces. Alors, ça, c'était un problème.

Ensuite, un autre problème, c'est que les gens étaient contre le lac Meech à cause du procès qu'ils ont pris pour déclarer le lac Meech.

M. Desjardins: En ce sens-là, pensez-vous que c'est possible d'amender le processus?

Mme Carlucci: Si le gouvernement fédéral le veut, je crois que c'est possible de faire ce que la population veut.

M. Desjardins: Et l'état actuel du Canada anglais, comment le mesurez-vous? Comment mesurez-vous son sentiment vis-à-vis le Québec, vis-à-vis le débat que nous avons actuellement et vis-à-vis les commandes qu'on s'appête à aller négocier avec vous?

Mme Carlucci: Écoutez, M. Desjardins, après le lac Meech, après la faillite du lac Meech, comme on l'a cité dans notre mémoire, il y a eu le sondage de CBC et du *Globe and Mail* qui a

dit que 68 % des Canadiens appuyaient les deux langues officielles au Canada. Si on continue à appuyer les deux langues officielles, au Canada, c'est certainement parce qu'on continue à appuyer le Québec qui fait partie du Canada. Sans ça, pourquoi avoir deux langues officielles?

M. Desjardins: Mais j'aimerais quand même persister dans ma question: Est-ce que le Canada anglais... Vous vivez là, au Canada anglais, vous autres, vous parlez avec ces gens-là. Quand on sera assis pour négocier plus que Meech, est-ce qu'il va être réceptif? Est-ce qu'il va être capable de le faire?

Mme Carlucci: Moi, j'en suis certaine et si les choses sont bien expliquées: oui.

M. Desjardins: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Libman.

M. Libman: Merci, M. le Président. I think your appearance here, today, is very important and perhaps one of the most important messages you can bring here, because one of the false perceptions that seems to be driving some of the separatist agenda in Québec is that image that the rest of Canada is hostile to Québec. And it is very important that you tell us today that that not necessarily is the case. We have seen too often on TV some of these French groups walking on the flag or making inflammatory statements toward Québec but that, in fact, is a minority in the rest of Canada, which is perceived in Québec, at times, as the majority. So, if your positive message can sink in more, can sink in around this table, can sink in to Québec and be said as often as possible, as loudly as possible, perhaps you can slow down some of that momentum or some of that anger and animosity that exists between Québec and Canada.

My first question is along the lines of official bilingualism. Our Charter of rights allows all provinces to opt into official bilingualism. Do you feel that this is a possibility today that all provinces should become officially bilingual? Do you feel that that perception we have in Québec that the rest of Canada is against bilingualism? Do you think that is true? Would there be a revolt in the rest of Canada if the provinces opted for official bilingualism like New Brunswick has? Do you feel there would be support for that?

Mme Brehaut: Well, I do not think that the provinces, I do not think the people in the provinces are ready for the provincial governments to opt for official bilingualism. I think... if that is what your question is. Is it?

M. Libman: Yes, along those lines you said there is support for bill 8 in Ontario and I believe the rest of Canada is a minimal to bilingualism, contrary to what the image is...

Mme Brehaut: I do too, and I think that it is moving in that direction. And in the past ten years of my involvement with this organization, I have seen incredible movement in my home province in Alberta. We have gone from a system of complete lack of interest in French and in the French language to a situation now, where the francophones in Alberta are beginning to receive their rights as francophones. It's a beginning process. I think the francophones are beginning to receive the recognition and English Canada is beginning to understand. But it is a long process and I would have to say that: No, I do not think that Canada is ready for official bilingualism in the provinces now. I think it will be in the future.

M. Libman: O.K. Well that was a very important observation you made. The fact that our youngsters are more and more bilingual because of the flourishing of immersion programs in the rest of Canada. There is a lot of optimism for the future, as far as the recognition of the French language is on equal foot.

But my last question to you: As Canadian parents for French, do you feel that the restrictive language laws in Québec is making it much more difficult for you to sell acceptance of the French language outside Québec?

Mme Brehaut: I think that in recent months, it has been more difficult. But I think that is mainly because of the lack of understanding and because of the things we cheer in the press. Generally, I think not... I don't know how to answer this question.

M. Libman: ...because of some of the linguistic legislation in Québec, do you feel?

Mme Brehaut: Oh! Yes, I do. And it is obvious that the sign issue in Québec was a hot issue around Canada. And there were feelings of anger and hurt because of the lack of understanding of the need for that kind of legislation. Because I do think that it is a lack of understanding. One of the things that I think is important for English Canada to understand, is Québec's willingness in their institutions, to recognize the Anglophones in Québec. And that is one of the messages that the Canadian parents for French takes to English-speaking Canadians in our presentation, because there is a lack of understanding. I think that when an English-speaking person in Alberta hears that an entrepreneur in Québec can no longer display an English sign, they are angry and they say: But, we are not doing that to our Francophones in

Alberta. How can they do that? And I don't think they understand the institutions that you have in place and the respect and the rights that Anglophones have in Québec. And so, one of our answers to those kinds of anger and hurt is to explain that Anglophones in Québec, do have recognition that many Francophones outside Québec do not yet realize.

M. Libman: Thank you very much and keep up the good work.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Bélanger, pour le parti formant le gouvernement.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Bonjour mesdames. J'ai lu votre mémoire avec beaucoup de sympathie. C'est... on dépasse maintenant les 350 mémoires lus, en tout cas dans mon cas, et 250 d'entendus. Alors, c'est sûr que c'est plus difficile de faire vibrer notre diapason rendu à cette période-ci. Mais j'ai trouvé quelque chose de sympathique dans votre mémoire, et ça soulève deux questions de fond. La première – et ne la voyez pas comme agressive, bien au contraire, je vous trouve bien sympathique – mais, j'aimerais savoir: What is going on with APEC? Quelles sont vos réactions face à ce mouvement-là? Vous parlez, en page 3, que vous avez combattu ça, que vous avez mis des choses en place. Mais... Parce que, ici au Québec, on n'entend parler que d'APEC, des soirées qu'ils organisent où ils se servaient de notre drapeau comme paillason pour s'essuyer les pieds. Mais, on n'a jamais entendu parler de vous. Je n'ai jamais entendu parler de Canadian parents for French. Je ne vous connaissais pas. C'est la première fois, et je trouve ça dommage qu'on n'ait pas donné cette image-là. Qu'est-ce qui s'est passé? Qu'est-ce qui se passe? (12 h 45)

Mme Carlucci: La raison pour laquelle vous ne nous connaissez pas c'est que ça ne fait pas de la bonne télévision quand vous voyez un groupe de francophones, des élèves de septième année qui rencontrent un groupe d'anglophones. Des élèves de septième année qui s'entendent bien, qui s'aiment, qui ont du plaisir ensemble. Ça, ça ne fait pas de la bonne télévision. Mais de piler sur un drapeau, ça, ça fait de la bonne télévision; alors, ça va avoir les deux minutes au téléjournal. C'est pour ça qu'on ne passe pas au téléjournal tous les jours, parce qu'on fait de bonnes choses. Justement, au Québec, on doit avoir un festival d'art oratoire au mois de mai et j'aimerais inviter tous les commissaires. On réunit 5 ou 6 élèves du secondaire, ici à Québec, au mois de mai. Ils vont faire des discours. Des élèves francophones et anglophones vont présenter des discours pour lesquels ils ont gagné au niveau provincial. Alors, ça encore, ça fait 5 ans, 6 ans qu'on a ce programme-là et jamais on ne passe au téléjournal. Ce sont des bonnes choses

et les bonnes choses ne passent pas à la télévision.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Si je comprends bien, il va falloir en tuer un pour réussir à avoir les nouvelles. Je le dis à la blague mais c'est presque vrai et je vous comprends bien. C'est malheureux.

Mme Carlucci: Absolument.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Parce que la bonne nouvelle, ce n'est jamais une nouvelle.

Mme Carlucci: C'est ça.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): C'est malheureux. Mais ce matin, je trouve ça extrêmement intéressant que vous soyez ici. Parce que, quand j'ai lu votre mémoire, je me suis dit: C'est beau, c'est plein de bonnes intentions et c'est plein de belles choses mais votre message de fond, qu'est-ce que vous voulez nous dire à nous, les Québécois, ce matin? Quel est le message de fond que vous voudriez nous passer à nous, Québécois, ce matin?

Mme Carlucci: Quand vous allez commencer à discuter de ce que vous allez faire après la Commission, quels sont vos résultats, on veut que vous n'oubliez pas que le Canada anglais n'est pas contre le Québec. La majorité du Canada anglais favorise le Québec, veut le Québec dans le Canada.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Mais, est-ce qu'on reconnaît que le Québec est différent? Vous savez, on a une farce ici, qu'on entend des fois au Québec, quand on dit: Quelle est la différence entre le Canada et les États-Unis? La réponse, c'est: C'est le Québec. Ça vous dit quoi, par exemple, quand je dis ça?

Mme Carlucci: C'est vrai que le Québec offre beaucoup au Canada. Le Canada a été formé avec le Canada français et le Canada anglais. C'est sûr. J'aime la comparaison qu'Adrienne Clarkson donne des fois. Elle dit que l'union entre le Canada anglais et le Canada français, c'est l'épine dorsale du Canada. Et si on perd l'épine dorsale, qu'est-ce qu'il arrive?

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): J'aime bien cette affirmation-là. Selon vous, est-ce que le Canada anglais...

Le Président (M. Michel Bélanger): ...question, M. Bélanger.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): J'ai le temps pour une petite dernière?

Le Président (M. Michel Bélanger): Oui, c'est votre dernière.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Est-ce que le Canada anglais réalise que le français est submergé? On est 6 000 000, peut-être 7 000 000 si j'ajoute vos chiffres, dans le grand ensemble. On nous disait qu'il y en avait près de 1 000 000 dans le nord des États-Unis, dans les États périphériques ou frontalliers du Québec. Mettons qu'on est 8 000 000 dans un ensemble qui en contient 300 000 000. Ce n'est pas beaucoup et ça devient menaçant. Au Québec, il nous faut prendre des mesures pour protéger cette langue-là et pour faire en sorte qu'elle continue, pour qu'elle ne soit pas un élément de folklore dans l'ensemble du Canada ou de l'Amérique mais qu'elle demeure une réalité très vivante et très dynamique. Alors, il a fallu la loi 101, la loi 178. Il a fallu une série de mesures comme ça, qui ont peut-être choqué, parce qu'elles ont peut-être été mal comprises. Nous aussi, on ne voulait pas dire aux Anglais: On ne veut plus vous avoir. On voulait juste pouvoir vivre en français, nous. Vous savez, moi j'ai une chance dans la vie, je pilote.

Je connais évidemment tout plein de pilotes. Savez-vous que le ciel canadien est anglais et uniquement anglais et qu'il a fallu se battre pour pouvoir parler en français dans le ciel du Québec? C'est une chose qu'on a obtenue. Mais dès que je sors du Québec, je dois faire toutes mes procédures en anglais. Pour celui qui n'est pas familier avec la langue anglaise, ça veut dire qu'il est restreint. Il y a quelques années, il ne pouvait même pas atterrir à Dorval, ni à Mirabel ni dans ces grands aéroports-là, c'était anglophone. Maintenant, on peut le faire. Il y a eu l'Association des gens de l'air qui s'est impliquée et qui avait réglé ce problème-là. Mais dans le reste du Canada, je ne peux pas voler en français. Le ciel, si je suis unilingue francophone, m'est interdit. Vous voyez ça comment, ces mesures-là?

Mme Carlucci: Je vois qu'il y a beaucoup de progrès qui s'est fait à travers le Canada depuis les derniers 20 ans. Par exemple, en Ontario on a la loi 8...

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Dans le fond, ce que je veux vous demander, c'est que vous nous dites... Vous ne voulez pas qu'il y ait d'affichage anglais au Québec. Moi, je dis: Comprenez que les mêmes frustrations, on les vit quotidiennement dans le reste du Canada. Je vous donne cet exemple-là, ce n'est pas tout le monde qui se promène en avion, mais je pourrais parler de la signalisation routière, qui est unilingue anglaise. Je ne sais pas si vous...

Le Président (M. Michel Bélanger): Vivement votre dernière, M. Bélanger.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): C'est la troisième dernière.

Le Président (M. Michel Bélanger): C'est la troisième, la vraie, celle-là?

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): Oui, oui, je m'excuse, M. le Président. Vous comprenez que ce que la loi 178 semble avoir soulevé chez vous, nous, c'est quotidiennement qu'on le vit, dans le Canada. Est-ce que c'est compris, ça?

Mme Carlucci: Peut-être pas assez compris parce qu'il faut l'expliquer encore plus, comme disait Pat. Il faut comprendre pourquoi la loi 178 a été établie, il faut comprendre qu'est-ce que cette loi 178 fait à la minorité anglophone en Ontario... excusez-moi, au Québec, et puis il faut comprendre aussi quelle est la vie de la minorité anglophone? Est-ce qu'elle risque d'être submergée comme les francophones risquent d'être submergés à travers le Canada? Alors, il faut s'expliquer plus quand on fait des lois, je crois.

Le Président (M. Michel Bélanger): Il me reste à vous remercier, mesdames, Mme Carlucci, Mme Scott, and to thank you, Mrs. Brehaut, for this most interesting presentation on behalf of Canadian Parents for French. La séance est maintenant levée, nous reprendrons à 15 h 30.

(Suspension de la séance à 12 h 53)

(Reprise à 15 h 32)

Le Président (M. Michel Bélanger): À l'ordre, s'il vous plaît!

Les commissaires sont priés de rejoindre leur siège, s'il vous plaît.

Nous reprenons nos travaux en recevant cet après-midi une experte qui avait répondu à notre invitation, Mme Nicole Duplé, professeure à la Faculté de droit de Laval. Mme Duplé, pour cette présentation, vous avez 10 minutes d'exposé qui sera suivi par les questions. La parole est à vous, madame.

Mme Nicole Duplé

Mme Duplé (Nicole): Merci, M. le Président. Avant toute chose, je désire remercier les membres de cette Commission de me permettre d'apporter ma contribution à la réflexion qu'elle a entreprise. J'ai tout à fait conscience qu'il s'agit là d'un privilège. Je n'essaierai pas d'en abuser en conséquence. Je vais tenter d'aller au plus court et de résumer brièvement le mémoire que j'ai déposé auprès de vous.

J'ai défendu très ardemment l'accord du lac

Meech jusqu'à ce que cet accord meure, c'est-à-dire jusqu'au 23 juin dernier. Si je l'ai défendu de cette manière, c'est que j'y voyais l'espoir d'apporter un renouvellement constitutionnel dans une phase subséquente, de telle sorte que, lorsque l'accord est mort, j'ai, comme bien de mes contemporains, éprouvé une grande déception et ça a sonné pour moi l'heure de la remise en question, comme je vous l'indique dans mon mémoire, du lien qui unit le Québec au reste de la Fédération canadienne.

Parce que, finalement, il est vrai que, à toute chose malheur est bon, je suis néanmoins convaincue que les trois années de tergiversations autour de l'accord – adoptera, adoptera pas, ratifiera, ratifiera pas – n'ont cependant pas été des années perdues parce qu'il m'apparaît, avec assez d'évidence, que c'est une période qui a permis d'articuler les revendications constitutionnelles québécoises, que je qualifie de traditionnelles, autour des valeurs fondamentales de notre société.

Je crois que c'est en fonction de ces valeurs fondamentales que les perspectives d'avenir politique et constitutionnel du Québec doivent désormais être envisagées.

Il est nécessaire, je pense, de jeter un coup d'oeil rapide, un survol sur les 25 dernières années et ce survol nous permet de constater que les revendications du Québec en matière constitutionnelle se sont caractérisées par leur ampleur. Ça, c'est tout à fait évident. La régularité avec laquelle elles ont été formulées par les gouvernements successifs nous permet précisément de les qualifier de traditionnelles. Et elles ont touché à des domaines de compétence législative extrêmement divers, mais aussi aux institutions fédérales.

Aujourd'hui comme hier et probablement plus que jamais depuis la mort du lac Meech, le Québec revendique les pouvoirs qu'il se sent apte à exercer et qui sont nécessaires pour répondre à ses besoins et aspirations, lesquels, pour certains du moins et pour une part importante, sont trop spécifiques pour être adéquatement servis par le pouvoir central.

Les demandes traditionnelles du Québec sont cohérentes. Elles traduisent clairement une volonté légitime des gouvernements successifs qui les ont formulées, de détenir les leviers du développement économique, social et culturel de notre société. 123 années de fédéralisme nous ont certainement permis de constater avec une certaine justesse que le fédéralisme ne tient pas suffisamment compte de l'indissociabilité de certains problèmes qui se posent dans une société moderne. À des problèmes qui réclament une solution globale, le partage des compétences n'offre que des solutions partielles. Le Parlement fédéral apportant une partie de la solution, la Législature provinciale une autre partie de la solution, le problème dans son entier n'est pas nécessairement résolu.

La recherche d'une solution à l'impasse constitutionnelle actuelle doit être effectuée en fonction de deux grandes options radicalement différentes l'une de l'autre, du point de vue juridique du moins. La première consiste à maintenir le lien fédératif qui unit le Québec au reste du Canada en le réaménageant, bien sûr, pour répondre aux attentes du Québec, si c'est possible. La seconde consiste à l'inverse, finalement, à rompre ce lien et, du même coup, à proclamer la naissance de l'État du Québec. Toutes les solutions possibles à la crise politique et constitutionnelle de l'heure se rattachent inévitablement à l'une ou l'autre des deux branches avec des aménagements, des avenues, des divergences possibles. Par conséquent, l'alternative entre la souveraineté et le réaménagement du fédéralisme, c'est ce qui devrait être proposé clairement, me semble-t-il, à la population québécoise.

Il me semble qu'à l'heure actuelle il y a un consensus qui est assez clairement établi pour maintenir, autant que faire se peut, un espace économique qui serait commun au Québec et au reste du Canada. Il me semble, par conséquent, que la réflexion de cette Commission doit permettre de répondre à la question suivante, question qui peut se formuler en trois volets. Premièrement: Compte tenu des pouvoirs que le Québec entend désormais exercer pour répondre adéquatement à ses besoins spécifiques, et compte tenu de la nécessité de maintenir une union économique et monétaire entre le Québec et ses partenaires actuels, quelles sont les possibilités de solution qu'offrent respectivement l'option fédéraliste et l'option souverainiste? En second lieu: Quelle est la meilleure des solutions théoriquement possible? Et enfin, la dernière interrogation, qui n'est pas la moindre: Quelle est la plus réaliste?

J'ai exploré l'option fédéraliste dans mon mémoire, de façon assez sommaire parce qu'en 20 pages, on dit assez peu de choses, finalement. Et, très sommairement également, je vais rappeler que, compte tenu de l'ampleur du transfert des pouvoirs qui devrait être effectué en faveur du Québec, il faut tenir que la seule solution concevable dans le cas d'un fédéralisme renouvelé serait de ne laisser au fédéral que des compétences permettant de faire fonctionner, de maintenir, finalement, une union économique et monétaire et peut-être d'autres compétences, mais en nombre limité, en transférant au bénéfice des provinces ou du Québec le reste des compétences qu'un État est susceptible d'assumer. Je dis, "ou du Québec" dans cette dernière hypothèse. Évidemment, cela supposerait que tous aient fait un consensus autour d'un fédéralisme que je qualifierais d'asymétrique.

L'option souverainiste, eh bien, elle est très simple également. Après avoir proclamé la naissance du nouvel État québécois, peut-être en la différant jusqu'à ce qu'un accord Canada-

Québec soit passé, l'union économique qui serait instaurée dans l'espace actuel du territoire canadien résulterait d'un traité qui pourrait établir un degré d'intégration plus ou moins poussée, bien évidemment. Et, le fait que l'intégration soit plus ou moins poussée se traduirait dans les institutions confédératives qui seraient mises en place.

Lorsque le Québec devra choisir entre l'une et l'autre de ces deux options principales, et dans le but de réaliser ses objectifs, il devra malheureusement composer avec deux réalités qui ne sont pas très heureuses. La première, c'est que la formule d'amendement – on l'a constaté récemment – condamne pratiquement le Canada au statu quo constitutionnel. Ce qui oblige le Québec à concevoir une stratégie destinée à contourner, justement, cette dynamique actuelle des négociations. Et en second lieu, même si on arrive à composer avec cette formule d'amendement, à trouver un tour pour l'écarter – momentanément, toujours – il faut bien constater qu'il ne sera pas facile de négocier avec des partenaires qui ne semblent pas pressés de comprendre qu'un certain Canada est mort, le 23 juin dernier. Il faudra pourtant les obliger fermement, mais sans les braquer, je l'espère, à faire certains constats. En conséquence, il me semble que quand le Québec aura décidé des pouvoirs qu'il veut exercer désormais en exclusivité, il ne devrait plus y avoir aucune discussion possible sur cette décision de principe.

Le Québec devrait toutefois procéder de manière à minimiser le danger de voir les positions se radicaliser autour des revendications du Québec. L'affrontement entre le Québec et le Canada ne peut qu'être nuisible pour les deux. Ce qu'il faut, c'est finalement convaincre nos interlocuteurs qu'il y a des débats désormais inutiles et il faut centrer la discussion sur ce qui doit être l'objectif commun à réaliser, objectif commun aux deux sociétés distinctes que nous formons. Cet objectif commun, c'est le maintien d'un espace économique, je le rappelle, à l'intérieur duquel nous pourrions fonctionner de concert, sans toutefois nous aliéner mutuellement. Il faut arrêter de se définir les uns par rapport aux autres, les uns contre les autres.

Je crois que les hypothèses à discuter, finalement, se résument à très peu de chose. Il y en a deux, je le rappelle. Il y a la discussion qui va porter sur le fédéralisme que j'ai qualifié de minimal, parce que je n'ai pas d'autre terminologie sous la main ou dans la bouche, mais fédéralisme minimal qui peut comporter beaucoup de variantes. J'en ai indiqué quelques-unes dans mon mémoire. L'autre possibilité, ça va être de discuter une union de type confédératif entre le Canada et l'État du Québec. Alors, compte tenu de tous les éléments que j'ai mentionnés précédemment, je crois que le gouvernement du Québec devrait informer ses interlocuteurs de la

manière dont il conçoit l'alternative que je viens de vous soumettre. Il devrait clairement faire état de ses exigences et ensuite laisser au reste du Canada l'initiative de proposer lui-même une solution à l'impasse actuelle. Il faut forcer le consensus de ce Canada. Il faut alors qu'il réalise ce consensus, parce qu'un constat d'échec sur ce point, ça signifie inmanquablement, et ils seront prévenus de cela, l'acceptation de la souveraineté du Québec. Quand je dis la souveraineté du Québec, c'est l'acte de naissance de l'État du Québec.

Le gouvernement du Québec devrait se déclarer ouvert à toute proposition sérieuse de modification de la situation constitutionnelle actuelle, modification qui ait quelque chance raisonnable d'aboutir, à la condition, toutefois, que ces propositions lui soient faites par un seul porte-parole et négociateur agissant pour le reste du Canada. C'est au reste du Canada à trouver la mécanique qui va lui permettre de véhiculer son consentement ou son rejet. Responsable devant la population, le gouvernement devrait pouvoir estimer en toute liberté le moment où il ne sera plus possible d'entretenir quelque espoir raisonnable de voir se concrétiser les négociations à sa satisfaction, ou du moins à la satisfaction de ses mandataires, c'est-à-dire des Québécois et Québécoises. Un mandat clair devrait alors lui permettre de négocier la liquidation du fédéralisme dans l'harmonie, si possible, je l'espère. Et si le climat politique le permet, de négocier un traité d'union économique qui, comme je l'ai indiqué précédemment, pourrait prendre la forme d'une union de type confédératif plus ou moins intégré. Je vous remercie de votre attention. Évidemment, je suis prête à répondre à toutes les questions.

(15 h 45)

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, madame. Nous commençons par des questions qui viennent des membres qui sont inscrits. D'abord Mme Pagé, qui sera suivie de M. Béland et de M. Dufour.

Mme Pagé: Bonjour, madame. Je voudrais être bien sûre que je comprends le scénario que vous nous proposez. Vous nous demandez tout d'abord de bien identifier les pouvoirs que le Québec désire exercer en toute exclusivité, de le signifier à notre partenaire. Vous nous dites même: il faut qu'il n'y ait aucune discussion possible sur cette décision, et vous devez attendre du Canada anglais qu'il fournisse la réponse, ou qu'il identifie le mécanisme lui permettant d'engager les négociations avec le Québec sur ce rapatriement des pouvoirs que le Québec désire obtenir. Il y a donc un certain temps où il faut attendre la réponse du Canada anglais. Si cette réponse va dans le sens de ce qu'on a identifié et demandé, ça va relativement bien. Si nous n'avons pas une réponse satisfaisante, ou bien s'il désire engager des discus-

sions pour négocier ce que nous avons identifié comme pouvoirs – vous nous avez déjà mis en garde qu'il ne fallait pas discuter les pouvoirs que nous désirons rapatrier – il faudrait donc là s'engager dans un processus d'accession à la souveraineté, et vous nous dites qu'à ce moment-là, ce qu'il faut, c'est le consensus clair, évident de la population, donc je comprends un référendum. Par la suite, il faut prévoir un autre délai, pendant lequel le Québec se mettrait en situation, je vais prendre exactement les termes que vous avez utilisés: "Une période intermédiaire pour négocier ces derniers points, et négocier la nature et la teneur des liens que les deux États entretiendront par la suite." Et vous parlez de délai raisonnable.

Donc, ce deuxième délai raisonnable, j'ai compris qu'il y en avait deux dans votre démarche. Le premier délai raisonnable c'est d'attendre la réponse du Canada anglais. Le deuxième délai raisonnable, c'est un délai de combien de temps dans les deux cas? Et est-ce que j'ai bien compris le scénario que vous nous proposez?

Mme Duplé: Oui.

Mme Pagé: Ou bien s'il y a d'autres alternatives que vous voyez?

Mme Duplé: Non, non. Dans les grandes lignes, vous avez tout à fait bien compris. Vous avez même répété presque mot à mot ce que je vous ai dit. Oui, je crois, d'abord en premier lieu, qu'il ne peut pas y avoir de discussion sur la nature des pouvoirs que nous entendons, je dirais rapatrier – c'est un terme pas tout à fait adéquat, mais enfin l'idée est là – pour la bonne raison que c'est une décision qui aura déjà été prise collectivement.

Dans la mesure où nous rejetons le statu quo, où nous nous interrogeons sur les besoins de la société québécoise, sur les besoins que nous voulons assumer, et par conséquent auxquels nous voulons répondre de façon efficace, j'indique dans mon mémoire que, pour moi, le fédéralisme comporte certains dangers qui sont devenus évidents avec le temps. Je pense que d'autres juristes sont venus vous le dire, il y a des chevauchements de pouvoirs, des empiètements inévitables, donc, le meilleur moyen c'est de réduire la possibilité de ces chevauchements et, par conséquent, de limiter les compétences fédérales.

Alors pour moi, finalement, ça se résume à ceci: rejeter le statu quo, c'est pour quelque chose. Si l'on veut réellement que ce soit pour quelque chose, ça veut dire que c'est pour détenir la plupart des pouvoirs, sauf ceux qui permettent de réaliser une union économique, un ensemble disons cohérent, économique et qui soit viable. D'accord?

Ce qui fait qu'on a, finalement, au bout de cette première partie de la réflexion, identifié

les pouvoirs que l'on veut. Il n'y a pas de discussion possible là-dessus parce que sinon, alors, on n'a pas rejeté le statu quo. Si on a rejeté le statu quo, c'est qu'il n'y a pas de discussion possible sur ces éléments-là.

Maintenant, en partant de ce principe, qui n'est pas discutable, il reste à voir quelle est la possibilité de discussion. Elle se centre uniquement sur les moyens de parvenir à ces objectifs. Il y en a deux. Il y a, comme je l'ai indiqué, un moyen qui est de type fédéral mais qui, finalement, si vous examinez les choses sous l'aspect fonctionnel, aboutit à revendiquer pour le Québec une très large autonomie. C'est une forme, si vous voulez — je veux utiliser des mots qui ont été tellement utilisés à bon ou mauvais escient que j'ai peur — c'est une sorte d'autonomie avec une association minimale, d'accord, mais dans l'option fédéraliste. Il y a l'autre option qui va ressembler, sous l'angle fonctionnel, si ce n'est sous l'angle juridique bien sûr, à cette première option fédéraliste. C'est la solution confédérative avec une intégration plus ou moins poussée.

Quand on regarde les deux solutions avec ce que nous voulons obtenir, sur le plan simplement fonctionnel, c'est à peu près semblable. Voilà. Alors, pour moi, il semble qu'il faut que le Canada anglais — comme vous l'appellez parce que je pense qu'il faut penser aussi qu'il y a autre chose que des Anglais dans le reste du Canada — que le reste du Canada prenne conscience que l'alternative est unique. Il n'y a pas d'autre chose à discuter mais il faut l'amener à prendre conscience de cela. Écoutez, les commissions fleurissent actuellement, d'accord? Et tout le monde veut discuter de l'avenir du Canada, à la grandeur du Canada, sans se poser la question de savoir ce que veut le Québec. Ou on se pose la question de savoir ce que veut le Québec mais en posant la question simplement. Ils ne savent pas ce que nous voulons, disons-leur. Disons-leur.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous passons à M. Béland, suivi de M. Dufour et de M. d'Anjou.

M. Béland: Ma question va dans le même sens, madame. C'est qu'ici, à la Commission, il y a plusieurs témoins qui sont venus souligner l'urgence d'agir. Je me souviens même du premier mémoire, la Chambre de commerce de la province de Québec qui, après nous avoir dressé une longue liste de sujets à rapatrier, nous a dit: On s'attend à ce que ça se fasse dans l'espace d'un an. Bon. Quand vous parlez d'un référendum, vous le voyez à quel moment? Est-ce que ça devrait être une conclusion de notre Commission de fixer ce délai-là? Et quand vous dites que cette démarche devrait s'appuyer sur un large consensus, est-ce que vous dites par là que ça devrait dépasser une simple majorité? Qu'il faudrait déterminer d'abord un pourcentage plus élevé pour que ce soit un large consensus?

Mme Duplé: Oui. Voyez-vous, pour la tenue du référendum, une fois que le Québec sera bien décidé à revendiquer les pouvoirs que j'ai indiqués, il me semble que le référendum devrait intervenir presque immédiatement et que ce référendum devrait permettre de mandater le gouvernement de négocier, si vous voulez, l'option du fédéralisme minimal; ce que j'appelle le fédéralisme minimal, et d'évaluer le délai dans lequel le reste du Canada devrait répondre. Pour moi, c'est un gain de temps, parce qu'on place le Canada devant l'alternative, chose qui n'est pas évidente si vous les braquez en disant: Je fais la souveraineté maintenant, entendons-nous pour bâtir autre chose.

Je pense que si vous les amenez à constater qu'ils ne peuvent pas répondre, ou qu'ils peuvent répondre à la demande que nous leur faisons, nous avons gagné du temps. S'ils constatent qu'ils peuvent y répondre, ça va aller très bien. On va leur donner un moment, c'est le gouvernement qui va évaluer, parce que, à un moment donné, il va falloir mettre la hache. On va leur donner un certain temps pour réaliser ce que nous leur demandons. S'ils décident et disent: Non, ce n'est pas possible, c'est tellement éloigné de ce que nous envisageons qu'il est impossible de répondre à vos attentes. Bon, eh bien, passons à l'option souverainiste immédiatement. Le mandat de faire la souveraineté est normalement dans la main du gouvernement au moment où il commence à faire les négociations. Tout est dans la question qu'on leur posera.

M. Béland: Il est dans la première question.

Mme Duplé: Pour moi, oui.

M. Béland: Ah bon, d'accord. Et le large consensus?

Mme Duplé: Alors, ce large consensus, voyez-vous, j'ai indiqué ça dans mon mémoire parce que ça répond à une de mes inquiétudes. Voyez-vous, je pense qu'il va y avoir... Maintenant on a un assez large consensus qui se dessine pour appuyer la souveraineté, n'est-ce pas? On regarde les sondages et on trouve 64 % parfois, ça dépend des jours, pour appuyer l'accession à la souveraineté, avec ou sans association, mais avec une association davantage. Mais je me dis que ce consensus est quand même relativement fragile parce qu'il n'y a pas encore les grands défenseurs du fédéralisme qui sont arrivés, avec leurs capitaux, leurs arguments troublants parfois, qui peuvent être troublants. Si on doit opter pour la voie de la souveraineté, je crois qu'il faut que nous soyons très solidement unis pour cheminer sur cette voie. Et si le reste du Canada est placé devant la position d'avoir à nous dire: Nous ne pouvons pas faire autre chose que d'accepter l'idée que vous soyez souverains, parce que nous ne pouvons pas répondre à vos

attentes, au revoir, tâchons de rester bons voisins et tâchons d'établir des relations de bon voisinage. Si c'est cela, eh bien, au moins les nostalgiques du fédéralisme, ceux qui auraient peur qu'on ne pose pas la véritable question seront convaincus qu'il n'y a plus rien d'autre à faire. Alors, à mon avis, ç'a l'avantage de renforcer le consensus sur la seule voie qui reste possible, de serrer les coudes, parce qu'il va y avoir des moments difficiles.

M. Béland: À quel niveau? La majorité suffit à vous...

Mme Duplé: La majorité, normalement, elle suffit pour le référendum, pour donner un mandat. Maintenant, les étapes telles que je les établis vont faire en sorte que tous ceux qui auraient préféré un fédéralisme renouvelé seront obligés de rallier les rangs des autres. Ce n'est pas que je préfère une solution plutôt que l'autre, je ne me suis pas permis d'opter pour l'une ou pour l'autre.

M. Béland: Merci, madame.

M. Bélanger (Laval-des-Rapides): M. Dufour, suivi de M. d'Anjou et de M. Nicolet.

M. Dufour: Merci. Mme Duplé, je vais aller un petit peu plus loin que M. Béland. Majorité, ça veut dire 52-48, comme hypothèse. Vous voyez le problème, d'abord au Québec, avec nos 48 % qui auraient voté contre et le genre de mandat que l'on aurait au Canada anglais? Ça ne vous inquiète pas, une majorité de ce genre-là?

Mme Duplé: Bien, écoutez, si je devais m'inquiéter d'une telle majorité, je serais très inquiète chaque fois qu'un corps législatif adopte une loi. Il me semble que la majorité, en démocratie, c'est la majorité. Il peut arriver que, pour des raisons tout à fait exceptionnelles et pour des sujets brûlants, on exige une majorité qualifiée. Si, à cette Commission, vous recommandez une majorité supérieure à 50 % plus 1, c'est son apanage.

M. Dufour: En fait, moi, je ne voulais pas embarquer là-dedans. J'allais juste plus loin que M. Béland. C'était plutôt sur la question de l'information à laquelle je voulais faire référence, parce que vous avez aussi répondu qu'il fallait un référendum, mais vite. Moi, ce que je constate autour de cette table – évidemment, je comprends que vous, vous êtes spécialiste du dossier, vous avez toute la compréhension des termes, c'est facile – mais je constate quand même qu'entre commissaires il y a des problèmes de définition de termes et, surtout, de contenu que l'on donne aux termes. Vous ne pensez pas qu'une période aussi courte ne permettrait pas d'informer convenablement la population?

Mme Duplé: Je n'ai pas dit... Ce n'est pas moi qui ai dit que je voulais que ce soit au mois de juin, n'est-ce pas? C'est quelqu'un d'autre.

M. Dufour: Non, non. Vous n'avez pas parlé de juin. Non, non, non.

Mme Duplé: Non. Moi, je veux justement...

M. Dufour: Pas le 24 juin. Vous ne l'avez pas dit.

Mme Duplé: Moi, mon souci majeur, c'est que, précisément, nous abordions cette phase vitale de notre existence collective avec une situation très nette. Je crois qu'il faut prendre effectivement le temps d'informer la population, mais je l'ai dit précédemment, des enjeux et des véritables enjeux, qu'est-ce que c'est que la souveraineté? Qu'est-ce que c'est que l'autonomie que l'on peut désigner également en abordant les choses sous un autre angle comme souveraineté-association? Il y a tellement de confusion dans l'esprit des gens...

M. Dufour: Je suis tout à fait d'accord.

Mme Duplé: ...qu'il faut clarifier ces concepts. Il faut que la population soit clairement prévenue des enjeux.

M. Dufour: Je voudrais vous amener sur votre mémoire très rapidement à la page 15. Vous dites: "Si le Québec se retire de la Fédération canadienne, ce retrait, par lui-même, sera constitutif de l'État du Québec..."

Mme Duplé: Oui.

M. Dufour: ...sans qu'aucune formalité juridique ne soit nécessaire. Si la volonté du Québec d'acquiescer la pleine souveraineté s'appuie sur un consensus de la population québécoise – encore là, après la question de M. Béland, c'est quoi le consensus? Mais là, vous dites – clair, manifeste et indiscutable, cette volonté exprimée sans équivoque sera suffisante pour que l'État du Québec existe, que cet État existe aussi longtemps que les autorités québécoises seront capables d'assurer des activités du nouvel ordre public." (16 heures)

Je relie ça à votre phrase suivante. "Si nous entendons avoir des relations juridiques avec le reste du Canada, il sera préférable de procéder par amendement constitutionnel." J'essaie de comprendre. Est-ce qu'on a une grande souveraineté et une petite souveraineté? C'est quoi, la référence avec des relations juridiques? Parce que, supposons qu'on vient d'une monnaie commune, il va falloir avoir un lien juridique. Donc, il faudrait procéder par amendement constitutionnel? C'est quoi, la distinction que

vous faites entre les deux?

Mme Duplé: Là, vous avez parlé de l'option confédérative, mais il y a aussi l'option qui est l'option fédérative. Si on doit négocier avec nos partenaires, on ne peut pas, par la suite, établir des liens juridiques. Il faut bien nettoyer les dossiers juridiques antérieurs. Lorsque le Canada a accédé à son indépendance, en 1931, son indépendance juridique, ça faisait un moment, un certain temps que le Canada était un État au sens conventionnel du terme. On a préféré pour, justement, nettoyer, pour la propreté des dossiers juridiques, procéder en faisant adopter le statut de Westminster. C'est ce que je veux dire. C'est une querelle autour du concept de souveraineté qui n'est pas une bonne querelle. Il y a une façon de faire la souveraineté qui est une façon peut-être sauvage mais qui n'est pas moins efficace, c'est celle de déclarer unilatéralement notre volonté d'être désormais un État souverain. Le fait que nous soyons ou ne soyons pas reconnus par d'autres entités juridiques étatiques, ça, c'est une autre histoire mais, à mon avis, il serait mieux, si nous voulons, et si le climat le rend possible, d'avoir des relations juridiques avec nos partenaires. Eh bien! il va falloir passer par les formalités juridiques. C'est tout.

M. Dufour: Rapidement, et je termine là-dessus...

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous avez déjà dépassé les limites, monsieur... Le temps.

M. Dufour: Dans une hypothèse de souveraineté, est-ce que vous croyez que le Canada anglais négociera avec passion ou raison?

Mme Duplé: Ça, c'est une question, évidemment, qui dépend de la conjoncture qui prévaudra au moment où les négociations seront entreprises. Je crois qu'à l'heure actuelle, on aurait envie de répondre que ça va être... Que ce seront des discussions extrêmement acerbes. Maintenant, au fur et à mesure que le reste du Canada va être informé de ce qui se passe au Québec, ça prend du temps, on dirait. Je ne sais pas, il y a quelqu'un quelque part qui ne diffuse pas bien l'information, je ne sais pas, mais ça prend du temps. Mais je crois qu'au fur et à mesure que le reste du Canada prendra conscience de ce qui se dessine au Québec, la raison va leur revenir. Écoutez, c'est de notre intérêt, comme je l'ai déjà mentionné, de négocier pour maintenir un Canada viable et un Québec viable. Québec dans le Canada ou Québec et Canada. Notre bateau risque de couler, mais le leur aussi coulera.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. d'Anjou, suivi de M. Nicolet et de M. Desjardins. Il faudrait peut-être activer un peu si on veut

réussir à passer tous les trois.

M. d'Anjou: Bonjour, Mme Duplé. Ça va être très court. Je constate quand même certaines constances dans les avis qui nous sont donnés par les experts et les opinions exprimées par plusieurs personnes. Je ne dirais pas qu'il y a unanimité, mais il semble bien que le statu quo soit exclu, vous l'avez dit clairement. Il semble y avoir un désir fortement majoritaire aussi qu'il serait nécessaire de maintenir une union économique et monétaire avec le Canada. Tout le monde désire une plus large souveraineté pour le Québec, beaucoup plus de pouvoirs. Mais ce qui est intéressant dans votre exposé, ce sont les délais. Je vois un double délai. Un délai avant de demander au peuple de se prononcer, de façon à ce qu'il soit bien informé des enjeux, puis un deuxième délai, ensuite, pour nous donner le temps et donner le temps au Canada anglais de réagir, de s'organiser et le temps de négocier pour faire, autant que possible, une union économique et monétaire. C'est bien ça: deux délais?

Mme Duplé: Oui. Finalement, votre question me donne l'occasion de compléter ma réponse à Mme Pagé. Il y a aussi un délai qui doit nécessairement... Si jamais on arrive à l'idée que l'option souverainiste est la seule possible parce que le reste du Canada aura rejeté l'autre, finalement, eh bien, je crois qu'il va falloir quand même différer l'"effectivité" de la déclaration de souveraineté et c'est là qu'il va falloir que nous nous laissions un délai raisonnable pour négocier un traité d'association parce que déclarer la souveraineté du Québec ça implique que nous prenions brusquement en main tous les leviers de notre société. Ça exige que, tout d'un coup, nous soyons prêts à assumer ces responsabilités. Je trouve que ça fait beaucoup de choses à la fois. Négocier un traité, c'est lorsque, finalement, il adviendra - si cela advient - qu'il est impossible d'arriver à une entente, que là, il va falloir prendre nos décisions et appliquer réellement cette décision.

M. d'Anjou: Merci, madame.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Nicolet.

M. Nicolet: Merci, M. le Président. Madame, je profite de votre présence parmi nous pour faire un peu compléter mon éducation. Vous vous êtes référée tout à l'heure au statut de Westminster. Il s'agissait d'une législation adoptée par Londres. Est-ce que, dans la situation que vous décrivez aux pages 15 et suivantes, nous ne nous retrouverons pas dans une situation différente? En ce sens que la déclaration de souveraineté du Québec émane du Québec et que, dans cette période de transition que vous appelez "délai

d'effectivité" ou d'entrée en vigueur de cette souveraineté, nous allons devoir poser un certain nombre de gestes? Je pense en particulier à tout le système juridique qu'on va devoir adapter à cette nouvelle réalité. Et, en particulier, si on peut le simplifier, le corpus des lois fédérales. Juridiquement, quelles sont les conséquences et comment envisagez-vous le déroulement puisque ce ne serait pas Ottawa mais le Québec lui-même qui devrait faire le pont? Est-ce que vous pourriez élaborer un petit peu là-dessus, s'il vous plaît?

Mme Duplé: Oui. J'ai rappelé le statut de Westminster simplement pour montrer qu'il peut y avoir un divorce, dans le temps, entre l'acquisition de la souveraineté sur le plan concret, si vous voulez, et puis la reconnaissance de cette souveraineté dans un acte juridique officiel. C'est tout; c'est la seule comparaison. Maintenant, pour la période de transition, effectivement, si nous devons assumer des pouvoirs souverains, les pouvoirs d'un État souverain, il va falloir, effectivement, envisager d'assumer toutes les responsabilités législatives qu'un État souverain est susceptible d'avoir à rencontrer, c'est bien évident. Il va y avoir une transition qui devra se faire dans la plus grande stabilité possible. Je crois que nous avons actuellement deux droits, de conception tout à fait différente. L'un qui prévaut en droit public, l'autre qui prévaut en droit privé. En droit privé, la continuité va se faire toute seule, je pense. Mais en droit public, nous avons l'habitude de fonctionner avec du droit public qui est d'origine anglaise, c'est de la "common law". Je pense que, pendant une période très courte, il va falloir fonctionner avec des institutions calquées sur le modèle actuel. On ne peut pas faire plusieurs choses aussi importantes à la fois: changer notre système juridique et puis assumer notre devenir collectif avec stabilité. Je crois que c'est trop. Alors, laissons-nous le temps de bien avoir la maîtrise de la situation. Après, nous changerons, si besoin est. Ça nous obligerait tellement à des révolutions intellectuelles et on serait dans une incertitude terrible, je crois.

M. Nicolet: Merci, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Desjardins.

M. Desjardins: Merci, M. le Président. Rapidement, Mme Duplé, bonjour. Vous semblez favoriser... Parmi toutes les thèses fédéralistes que vous nous soumettez, objectivement, le fédéralisme minimal semble celui qui répondrait aux demandes que nous avons, qui pourraient être recevables de la part du Québec. Vous assortissez ça d'un Sénat élu. Vous faites la recommandation d'un Sénat élu. Et, vous savez à quel point ça peut être une priorité pour le

Canada anglais. Mais pour plusieurs, un fédéralisme renouvelé pourrait signifier aussi l'absence totale d'un Sénat. Et je relie ça au fait que votre fédéralisme minimal délègue tellement peu de pouvoirs au fédéral que, qu'est-ce que des sénateurs pourraient bien foutre des pouvoirs que vous laissez au gouvernement central? C'était ma première question.

Ma deuxième, c'est à la page 18, je vais vous lire textuellement. Vous dites: "Le gouvernement du Québec devrait se déclarer ouvert à toute proposition sérieuse de modifications constitutionnelles, qui ait quelque chance raisonnable d'aboutir, à la condition toutefois que ces propositions lui soient faites par un seul porte-parole et négociateur agissant pour le reste du Canada." Je pense que vous voyez vous-même la problématique qu'il y a. Nous avons déjà une formule d'amendement sur la table et le problème causé par l'identification de l'interlocuteur fédéral. J'aimerais vous entendre, à savoir, qui est-il?

Mme Duplé: D'abord, relativement au Sénat, à l'élection des sénateurs, respectueusement, je vous ferai remarquer que je parle d'envisager cette solution. Cette hypothèse devra être envisagée parce que, précisément, les provinces de l'Ouest vont nous la soumettre, c'est évident. D'accord? Je n'ai pas dit que nous devrions accepter. J'ai déjà exprimé ailleurs des avis à l'effet contraire. Et je dis qu'il va falloir peut-être faire preuve d'inventivité. On n'est pas figés dans des modèles préétablis. On a la possibilité et on a l'intelligence nécessaire pour inventer des modèles de participation qui permettraient au Québec de maintenir son poids relatif dans la Fédération en faisant prévaloir ses intérêts dans les institutions fédérales. Par ailleurs, je voudrais dire que si on laisse peu de compétence au Parlement fédéral, ce n'est pas vraiment peu, parce que pour maintenir une union économique monétaire, pour maintenir un ensemble fonctionnel qui va répondre aux besoins communs, j'ajoute à cette union économique la mise en commun, par exemple, de toutes... les postes, les transports... Ça fait beaucoup.

M. Desjardins: Est-ce que vous avez besoin de sénateurs pour ça?

Mme Duplé: Pardon?

M. Desjardins: Vous avez besoin de sénateurs pour ça?

Mme Duplé: Non. Moi, ce n'est pas ma solution. J'ai dit: On devra l'examiner. Pour répondre à votre deuxième question, je vous demande pardon...

M. Desjardins: C'était sur l'interlocuteur au Canada anglais.

Mme Duplé: Ah oui! Je n'ai pas dit que c'est le seul interlocuteur qui va venir nous porter la réponse qui va nous permettre de modifier la Constitution. J'ai simplement voulu suggérer que c'était le moyen d'éviter les tergiversations et le moyen de répondre à ce que déjà M. Bourassa a dit: Nous ne négocions plus à 11. Il va falloir que l'on vienne nous porter la réponse en nous disant: Voilà, nous sommes prêts à adopter, devant nos Assemblées respectives, à faire adopter la solution qui vous arrange. Voilà.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions d'un représentant du parti gouvernemental, M. Rémillard.

M. Rémillard: Merci, M. le Président. Il me fait particulièrement plaisir d'accueillir Mme le professeur Duplé. Je dois dire que la Faculté de droit de l'Université Laval est à l'honneur cette semaine. Nous avons reçu...

Une voix: C'est un hasard.

M. Rémillard: Le hasard n'existe pas, M. le Président, seule la nécessité existe. Le professeur Monod a gagné son prix Nobel en le démontrant. Dans ce contexte, je disais qu'on a reçu le professeur Otis, hier le professeur Brun, le professeur Bernier et vous, que nous accueillons aujourd'hui avec beaucoup de plaisir. Le message premier que je reçois de votre mémoire, c'est que vous nous dites: Il faut que le Québec établisse clairement ce qu'il veut, en ce sens que Meech, c'étaient les piliers sur lesquels nous voulions construire. Ce n'était pas tout ce que le Québec voulait, c'était que pour la première fois un gouvernement du Québec acceptait de procéder en deux étapes, cinq conditions qui étaient les piliers de cet édifice que nous voulions construire et ensuite nos propositions de réforme des compétences législatives et des institutions fédérales. On n'a pas pu construire les piliers. Et vous nous dites fort justement que, pour vous, la mort de Meech signifie la mort d'un fédéralisme tel qu'on l'a connu. Il faut regarder vers l'avenir, vers un nouveau fédéralisme. Vous nous parlez d'un fédéralisme renouvelé en fonction de régions ou un fédéralisme minimal que vous appelez, une expression que je trouve intéressante, ou vous nous parlez de souveraineté-association. Dans votre fédéralisme renouvelé, que ce soit en fonction des régions, peu importe où il se situe, je comprends qu'il signifie des modifications quand même majeures à ce qui existe présentement, très substantielles. La question qui se pose, évidemment, c'est que lorsqu'on aura fait l'ensemble de nos demandes en fonction d'un tel fédéralisme, quelles sont nos possibilités, nos moyens d'aller les négocier avec Ottawa? Qu'est-ce qu'on doit avoir en main pour aller négocier avec succès de telles conditions

avec Ottawa? Parce que c'est avec Ottawa qu'on négociera. Ottawa pourra négocier avec les autres provinces, s'il le veut, après coup.
(16 h 15)

Mme Duplé: Eh bien, je répondrai à cette question que le seul élément que vous devez avoir en main pour négocier utilement, c'est un mandat de faire la souveraineté au cas où, précisément, les négociations relatives à ce fédéralisme minimal, qui est la première des hypothèses, échoueraient. Ma stratégie, c'est un bien grand mot pour si peu de choses, mais il me vient... La stratégie que je recommande, finalement, ou que j'indique, vise précisément à forcer le Canada anglais à constater où nous en sommes au Québec. Je suis presque persuadée qu'il est impossible à ce Canada anglais, à l'heure actuelle, de consentir à ces demandes du Québec.

J'ai déjà dit que le lac Meech a en grande partie été rejeté parce qu'on y voyait, certains, et ça a été souvent dit et répété, le germe d'un fédéralisme asymétrique, n'est-ce pas? Et c'est ça, finalement, qui a réussi à convaincre la population canadienne, parce qu'il n'y pas que M. Wells et M. Harper qui ont été les instruments de mort du lac Meech, c'est toute la population canadienne qui, finalement, a été convaincue que Meech, c'était quelque chose abominable, parce que avec Meech on s'en allait à l'échec du Canada, au démantèlement du Canada. Moi, je dis que c'est parce que, c'est évident, on a cru que c'était le germe d'un fédéralisme asymétrique, et c'était vrai, maintenant je peux le dire. Je suis convaincue que c'était vrai, parce que, pour moi, il était évident qu'en faisant reconnaître que le Québec était une société distincte, et que l'Assemblée nationale avait pour rôle de protéger la culture majoritaire, de la promouvoir tout en respectant la culture minoritaire, en la maintenant, eh bien, pour moi, c'était faire légitimer par avance des revendications subséquentes. Et c'était ces revendications que j'attendais, moi, elles ne sont jamais venues.

M. Rémillard: Si on revient donc à votre proposition d'un référendum sur la souveraineté comme moyen de...

M. Duplé: Oui.

M. Rémillard: ...négocier, cette souveraineté, c'est une souveraineté-association, si je comprends bien. Parce que vous nous avez dit tout à l'heure: L'objectif commun, c'est l'espace commun économique, une souveraineté-association. Mais selon vous, est-ce que le concept de souveraineté-association existe en lui-même en droit, en droit constitutionnel? Est-ce qu'on peut concevoir la souveraineté-association comme un concept?

Mme Duplé: Je répondrai par la négative, parce que, en fait, j'ai envie de répondre par la

négative, parce que, pour moi, le terme souveraineté-association est un terme purement descriptif d'une réalité qui peut exister autant dans le cadre du fédéralisme... Le fédéralisme est une forme de souveraineté-association. Je dirais, pour être plus précise, parce que je n'aime pas beaucoup mélanger tous ces termes, je n'aime pas beaucoup les manipuler, je n'aime pas ça, vous m'y forcez, là. Mais je voudrais dire que le fédéralisme peut être vu comme un équilibre entre la souveraineté - autonomie, je préfère parler d'autonomie - entre l'autonomie et l'absence d'autonomie. La souveraineté, au sens juridique du terme, elle appartient à l'État, elle est inhérente à l'État. Alors, une souveraineté-association, sous l'angle juridique, si on veut lui donner une certaine connotation juridique, c'est le lien qui doit exister entre un État souverain et un autre État, une autre entité juridique.

M. Rémillard: Si je vous comprends bien, quand vous nous dites qu'il faudrait avoir un référendum, un mandat de la population sur la souveraineté, de fait, dans votre esprit, c'est un référendum, un mandat pour faire l'indépendance? Ce serait, le concept de souveraineté, dans ce contexte-là, c'est l'indépendance, parce que l'association peut venir après si nos partenaires veulent bien s'associer. J'aimerais qu'on puisse faire cette distinction...

Mme Duplé: Certainement.

M. Rémillard: ...entre la souveraineté-association et l'indépendance comme telle. Et sur quoi votre référendum porterait-il?

Mme Duplé: D'accord. J'aimerais laisser de côté le terme souveraineté-association, parce que, ou bien je le décris sous l'aspect fonctionnel, et je peux aussi bien en parler dans le cadre du fédéralisme. Dans ce contexte-là, je dirai que le Québec devrait aller négocier la plus grande latitude possible en se liant le moins possible. Alors, l'association serait minimale, l'autonomie maximale. Mais nous serions dans le cadre du fédéralisme. Sous l'angle fonctionnel, ça revient à être presque souverain, ou souverain moins ce que nous avons laissé au fédéral. Sous l'angle fonctionnel, également, on peut envisager les choses autrement. Dans l'option inverse, c'est-à-dire l'option où le Québec proclame sa souveraineté et cherche à établir des liens juridiques avec le Canada, c'est deux entités juridiques qui vont se lier. Elles vont se lier par un traité, traité dans lequel le Québec, État souverain et disposant de la totalité de ses compétences, va en abandonner un certain nombre au profit d'institutions confédérales. Alors...

M. Rémillard: Mais, si je vous comprends bien, votre position est finalement semblable à celle de Léon Dion. Voici en quoi: Vous nous

dites, premièrement, comme le professeur Dion, vous nous dites tout d'abord: Établissez ce que nous voulons comme Québécois, juridictions, pouvoirs. Établissons ça très clairement. Maintenant, pour aller négocier, le professeur Dion nous dit: Allez négocier avec Ottawa, prenez peut-être deux ans, et si ça ne va pas, là vous faites votre référendum sur l'indépendance.

Vous, vous nous dites: Pour aller négocier, faites un référendum avant d'aller négocier et ayez dans votre poche le mandat de faire l'indépendance. Mais, tous les deux, vous parlez d'un mandat de faire l'indépendance que nous demandons aux Québécois.

Mme Duplé: Pour vous répondre très simplement, je vous dirais que, à partir du moment où l'on rejette le statu quo, il me semble qu'on s'aventure inmanquablement dans cette voie. Rejeter le statu quo, ça veut dire ne pas accepter que la situation actuelle soit figée. Si nos partenaires ne répondent pas à nos attentes, ça veut dire quoi? Si nous continuons à rejeter le statu quo, bien ça veut dire qu'il ne reste qu'une branche de l'alternative à considérer. Alors pour vous répondre très simplement, c'est oui.

M. Rémillard: Est-ce que dans votre esprit, ce mandat de faire l'indépendance, on pourrait l'avoir dans notre poche, mais que l'Assemblée nationale ne la déclare pas tant que les négociations ne sont pas terminées?

Mme Duplé: Je ne sais pas si c'est opportun de jouer à la cachette comme ça, parce que le mandat de faire la souveraineté, la Souveraineté avec un grand "S", de proclamer la naissance de l'État du Québec, il est utile pour préciser forcer le Canada, le reste du Canada, à voir une réalité qu'il a tendance à vouloir occulter sous diverses considérations. Alors, je crois qu'il est important de montrer que nous avons une alternative, une branche de l'alternative, et c'est la souveraineté.

M. Rémillard: Est-ce que je vous résume bien en disant, professeur Duplé, que nous devons apporter des changements très substantiels tels que vous les...

Mme Duplé: Oui.

M. Rémillard: ...décrivez dans votre mémoire? Et que, pour négocier ces changements substantiels, nous n'avons d'autre choix que d'avoir un mandat de la population de faire l'indépendance, et que, quand nous aurons ce mandat, nous allons négocier avec Ottawa? Est-ce que c'est ça votre processus?

Mme Duplé: C'est ça. Et quand je dis négocier, enfin quand vous dites négocier avec

Ottawa, je ne suis pas certaine que ce soit Ottawa. Il y a déjà dans le passé, des précédents que j'indique d'ailleurs dans mon mémoire, j'ai retrouvé ça dans une histoire des négociations constitutionnelles antérieures, où un des premiers ministres a pris le dossier en main, et a réalisé, a véhiculé si vous voulez le consensus, alors là c'était sur la table des négociations qui réunissaient le fédéral et les provinces. Pourquoi est-ce que ça ne serait pas le cas? Pourquoi, je laisse ça, ce n'est pas notre affaire je pense. Je pense que c'est la leur maintenant. La réponse doit venir du reste du Canada. Pourquoi se poser des problèmes qui sont les leurs. Nous avons eu nos problèmes, ils ne se sont pas posés les mêmes questions que nous, alors.

M. Rémillard: Mais ce que vous nous dites, c'est que...

Le Président (M. Michel Bélanger): Ce sera votre dernière question M. Rémillard.

M. Rémillard: Ce que vous dites, c'est qu'il ne faut pas confondre les termes. Et, pour ne pas confondre les termes, il faut bien comprendre que la souveraineté-association, elle ne peut se faire que si on passe auparavant par l'indépendance.

Mme Duplé: Si l'on accepte que la souveraineté-association ait une connotation juridique exacte, je réponds positivement.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant à une représentante du parti formant l'Opposition officielle. D'abord Mme Blackburn.

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. Bonjour Mme Duplé, merci de votre contribution aux travaux de notre Commission. Je me permets de juste souligner une des affirmations que vous faites, ensuite je passerai aux questions. Et une affirmation qu'il m'apparaît utile de répéter ici, parce qu'hier il m'a semblé que certains véhiculaient une certaine ambiguïté par rapport à ce que vous nous dites. C'est en page 15, le choix de la souveraineté: "Si le Québec se retire de la Fédération canadienne, ce retrait sera par lui-même constitutif de l'État du Québec sans qu'aucune formalité juridique ne soit nécessaire." Alors, je suis heureuse que vous le disiez parce que ça ne semblait pas très clair pour tout le monde et pour les membres de cette Commission. Si je vous comprends - et je vais essayer à la lumière de trois, quatre remarques que vous avez faites tout au cours de votre présentation - si je comprends votre scénario, d'abord, vous ne vous faites pas beaucoup d'illusions sur la possibilité que le Canada ou les autres provinces acceptent le fédéralisme minimal. Et vous le dites à quelques reprises. Et, en même temps, vous dites:

Allez-vous leur faire une offre, consciente que, très vraisemblablement, ils vont la refuser mais que ça va les mettre dans de meilleures dispositions pour négocier une union économique et monétaire? Parce qu'il me semble que votre objectif, c'est de ne pas briser ces liens qui existent. Est-ce que j'ai bien compris?

Mme Duplé: Oui, oui.

Mme Blackburn: Parfait.

Mme Duplé: Voilà.

Mme Blackburn: Il me semblait... Parce que vous dites à un moment donné: Le faire comme ça ou au lendemain des travaux de cette Commission serait une façon sauvage de prendre notre décision...

Mme Duplé: Oui.

Mme Blackburn: ...et la façon de le faire, c'est de leur donner cette chance de nous dire non encore une fois, quitte, après ça, à ce qu'on dise: On aura tout essayé. On peut continuer à avoir des rapports de voisins, qui sont utiles et productifs. Alors, je comprends bien là-dessus. À présent, on a eu ici différents experts qui sont venus nous dire que ce mode - et là j'utilise leurs termes: de chantage, d'exercer des pressions, de faire des ultimatums, de harceler le fédéral, de lui mettre le couteau sur la gorge, et là, je prends l'expression de M. Dion - ça créait des tensions telles au Canada anglais que ça risquait de le faire éclater. Et, selon M. Louis Bernard, le peuple québécois n'a pas le droit d'imposer son modèle de pays au peuple anglophone des autres provinces. On n'a pas le droit de leur demander de "scrapper" - passez-moi l'expression - leur pays et, dans ce sens-là, M. Bernard dit: On risque l'éclatement et, pour lui, ce ne serait pas souhaitable parce qu'on a besoin d'un Canada fort et uni et d'un Québec fort et uni. Et M. Adam, aujourd'hui, dans *La Presse* - vous l'avez sans doute lu, le titre est "Ces fédéralistes qui se sont plégés par leur chantage à l'indépendance" - reprend un peu ce que nous disait ce matin M. Latouche. Il disait: On ne peut pas "bluffer", on ne peut continuer à "bluffer" parce qu'au lendemain... M. Bourassa a dit: C'est fini. Négociations à 11 là, hein? Alors, comme on ne peut pas "bluffer", quels seraient les avantages, encore une fois, de leur dire: La dernière chance? Vous ne pensez pas qu'ils vont estimer que c'est effectivement un "bluff"? Et je pense que vous l'estimez parce que vous ne croyez pas qu'ils vont l'accepter. Mais quels sont les avantages pour nous? Vous dites qu'ils vont être dans de meilleures dispositions pour négocier une entente économique et monétaire. Ce serait juste ça, l'avantage?

Mme Duplé: Écoutez. Je pense que, jusqu'à maintenant, les discussions constitutionnelles se sont élaborées sur la base d'affrontements. On a apporté chacun une liste de modifications qu'on voulait apporter à la Constitution et on a discuté à partir de cette liste. Sans trop savoir où on allait, chacun tirait sur la corde. Les provinces de l'Ouest voulaient quelque chose, les provinces de l'Est voulaient autre chose, le Québec voulait encore autre chose et parfois, on arrivait à s'entendre avec une autre province, par hasard. Je pense qu'en leur montrant ce que nous voulons, que c'est la dernière fois, on a le mandat de faire l'indépendance dans la poche, d'accord? En leur montrant ce que nous voulons, nous leur mettons sous le nez nos revendications. Il n'y a plus à tergiverser. Il n'y a pas de bluff là-dedans. Ce n'est pas un bluff parce que c'est ça ou c'est autre chose.

Mme Blackburn: Est-ce que vous réalisez... Oui, je m'excuse.

Mme Duplé: Si vous me permettez, madame...

Mme Blackburn: Je vous en prie.

Mme Duplé: Oui. Bien. J'ai perdu mon idée. C'est terrible.

Mme Blackburn: Alors, ça va revenir sans doute. Est-ce que vous réalisez que l'hypothèse que vous nous apportez pourrait prendre trois ans, tout comme Meech, en raison de la formule d'amendement? Parce qu'une fois que les neuf provinces se seront entendues sur une proposition à soumettre au Québec, il faudra encore qu'elles la passent chacune dans son Parlement, dans son Assemblée; et ça donne trois ans. Vous ne trouvez pas ça un peu long? Vous ne trouvez pas que les tensions que ça risque de créer vont nuire au climat social, politique et économique du Canada tout entier, y compris au Québec?

Mme Duplé: Alors, je vais vous répondre que... D'abord, je n'avais pas tout à fait terminé tout à l'heure. Elles peuvent très bien refuser le fédéralisme minimal, pour leur part. D'ailleurs, c'est ce que je crois qui va se produire parce que je crois que le reste du Canada veut un Canada fort, tout simplement. Alors, ça c'est clair. Mais rien ne les empêche d'accepter, à la lumière de la conjoncture actuelle, un fédéralisme asymétrique qui donnerait un statut tout à fait particulier au Québec. Maintenant, pour répondre à propos de la formule d'amendement, il y a le temps juridique et le temps réel. Le temps réel, c'est Québec qui va l'imposer. On va dire aux autres: Écoutez, vous avez tant de temps - c'est le gouvernement, je laisse cette discrétion au gouvernement - vous avez telle période de temps pour décider. Dépêchez-vous

parce qu'à partir de ce moment-là, si on s'aperçoit qu'il n'y a rien qui se produit, c'est fini, on passe à nos décisions définitives.

Mme Blackburn: Et combien de temps devrions-nous leur donner?

Mme Duplé: Bon, pour moi, c'est moins que trois ans, et parce que...

Mme Blackburn: Il faudrait.

Mme Duplé: Non. Pourquoi tant de temps? Ce n'est pas si difficile de constater que le Québec est à un tournant du chemin et que... Ça ne prend pas tellement de temps pour que les gouvernements disent: Oui, on a la possibilité d'accepter ça. On discutera après. J'ai bien dit que toute proposition raisonnable qui permettrait d'avancer dans cette voie pourrait être acceptée par le gouvernement québécois. Et je vais vous dire, nous sommes à un tournant crucial de notre existence collective. À mon avis, ce n'est pas six mois, ce n'est pas un an qui va modifier les choses. Prenons un peu le temps de prendre les bonnes décisions parce qu'elles seront définitives. Voilà.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Marois.

Mme Marois: Merci, M. le Président. Bonjour, Mme Duplé. Moi, j'aimerais revenir un peu, à peine quelques instants, sur les concepts, pour être bien sûre qu'on se comprend bien; après ça, j'aimerais aborder avec vous la notion de fédéralisme asymétrique. C'est intéressant parce que vous en parlez... Évidemment, vous n'élaborez pas beaucoup, mais on pourra s'y arrêter un peu. Dans le livre blanc que nous avons déposé, "Nouvelle entente Québec-Canada", nous définissons la notion de souveraineté en disant, en se référant au droit international, et par rapport à ce que posait comme question M. Rémillard, tout à l'heure, et il nous apparaît assez clairement dit que c'est le pouvoir de décider soi-même, bien sûr, sans être soumis en droit à aucun pouvoir extérieur ou supérieur. Donc, c'est essentiellement le pouvoir de faire ses lois, le pouvoir de prélever ses impôts et de se représenter.

Mme Duplé: C'est ça, c'est être un État.

Mme Marois: Voilà, c'est être un État complet, et cet État peut décider de s'associer...

Mme Duplé: Oui.

Mme Marois: ...avec un autre, dans un pacte, par exemple, confédératif.

Mme Duplé: Oui.

Mme Marois: On s'entend bien.

Mme Duplé: Oui.

Mme Marois: Donc, là, ça peut devenir un pays souverain et associé.

Mme Duplé: Oui.

Mme Marois: Et là, il me semble que ça, ça définit bien les deux termes que nous avons devant nous, souveraineté, association, donc qui peuvent exister en droit, ce sont des concepts qui peuvent exister en droit.

Mme Duplé: Oui, mais c'est une question de convention.

Mme Marois: D'accord.

Mme Duplé: Parce qu'on peut très bien convenir également de parler du fédéralisme minimal sous un angle purement fonctionnel, en utilisant le concept de souveraineté-association. C'est-à-dire qu'il reste beaucoup de souveraineté et moins l'association.

Mme Marois: Oui, d'accord. Ça va, on s'entend. Bon, je veux revenir sur le fédéralisme asymétrique. C'est intéressant parce que ça fait deux jours qu'on en débat un peu plus, parce qu'il y a des organismes qui sont venus, je pense entre autres hier à un organisme qui représentait des entreprises et qui disait: Nous, on croit qu'on devrait décentraliser tous les pouvoirs vers toutes les provinces et certaines provinces pourraient décider, effectivement, qu'elles ne veulent pas de certains pouvoirs, et là on aboutit, j'imagine...

Mme Duplé: Oui.

Mme Marois: ...concrètement à ce que signifie le fédéralisme asymétrique. Vous êtes peu optimiste. Je dois vous dire que je ne le suis pas beaucoup non plus, parce que je crois, comme vous, que le reste du Canada veut davantage un Canada central fort. Bon. Mais allons-y avec cette hypothèse du fédéralisme asymétrique.

Mme Duplé: Oui.

Mme Marois: Est-ce que ça impliquerait qu'on doive revoir les institutions et redéfinir la façon dont on va choisir, par exemple, nos représentants dans un Parlement au-dessus de cette fédération-là? Et là, comment fait-on en sorte que si, moi par exemple, j'ai tous les pouvoirs au Québec, à l'exception de la défense, des postes et imaginons quelques autres, est-ce que j'ai le même poids quand je vote sur des décisions au Parlement qui concernent des

pouvoirs qui s'exercent ailleurs par le niveau central mais que moi j'ai comme responsabilité? Je veux vous entendre un peu sur ça.

Mme Duplé: Il est évident que non. Un fédéralisme asymétrique qui serait minimal – on garde la même terminologie, si vous le permettez – obligerait à revoir la participation du Québec dans les institutions fédérales, parce que si le Québec, par exemple, était le seul à avoir rapatrié en quelques sorte, récupéré le maximum de compétences, tout le reste du Canada étant sous le même régime, supposons. D'accord. Eh bien! il est bien évident que le Québec n'a strictement rien à voir et rien à faire, rien à décider en ce qui concerne les décisions qui n'intéressent que le reste de la Fédération.

Je pense que ce serait un peu compliqué. Ça ne serait pas infaisable, par exemple. Ce n'est pas infaisable. Ce serait un peu plus compliqué de prévoir des députés québécois ou des représentants du Québec – peut-être pas des députés, c'est à voir – qui n'interviendraient que lorsque les intérêts du Québec seraient définis. Ce sont les mécanismes de participation qui nous prendraient un effort de réflexion, mais, pour moi, il n'y a rien d'impossible là-dedans. On est tous capables d'arriver à une solution.

Mme Marois: Je m'excuse. Comme vous le dites dans votre document, théoriquement...

Le Président (M. Michel Bélanger): C'est votre dernière question, Mme Marois.

Mme Duplé: Pardon? Je n'ai pas compris.

Mme Marois: Comme vous le dites dans votre document, dans le fond, c'est théoriquement possible.

Mme Duplé: C'est théoriquement possible dans la conjoncture actuelle. Est-ce que ça sera toujours aussi théorique quand le reste du Canada va voir où nous nous en allons? C'est à revoir, cette affirmation. Elle est un peu... Je ne voudrais pas la faire trop à la légère. C'est possible que la situation change.

Mme Marois: Oui. Bien sûr. Une dernière petite chose. Vous parlez un petit peu de l'information qu'il y a à donner à nos partenaires pour qu'ils puissent se décider. Comment, croyez-vous qu'on devrait procéder, une fois qu'on a établi clairement nos positions, notre orientation? Comment aller informer finalement le reste du Canada? Sur quoi insister? À qui s'adresser? M. Morin aussi nous a saisis un peu de cette réalité-là.

Mme Duplé: Moi, je suis mal prévenue des canaux de distribution de l'information au niveau des gouvernements. Je pense cependant qu'il doit

exister des réseaux officiels qui permettent précisément de diffuser cette information. Les travaux de cette Commission, par exemple, tous les mémoires, vous savez, on s'applique tous à faire des résumés. Pourquoi ne pas les utiliser, ces résumés, et les envoyer justement aux autres gouvernements? Ils prendront leur responsabilité d'informer la population qu'ils représentent parce que c'est très grave s'ils ne le font pas, c'est extrêmement grave.

Mme Marois: Ah! Vous mettez sur eux la responsabilité. Vous dites donnons-leur les outils.

Mme Duplé: Ou alors les médias d'information.

Le Président (M. Michel Bélanger): C'était vraiment votre dernière tout à l'heure, Mme Marois.

Mme Marois: Je sais. Je sais, M. le Président. C'est parce que sans ça on utilise mal toute l'information.

Le Président (M. Michel Bélanger): Ah! Ah! Vous faites ça le sachant, en plus de ça.

Mme Marois: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): C'est terrible. Alors, Mme Duplé, c'est malheureusement tout le temps que nous avons prévu. Je vous remercie, au nom de toute la Commission, du fort intéressant mémoire que vous avez soumis et aussi d'avoir accepté de bien vouloir venir le présenter et de répondre aux questions.

Mme Duplé: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous allons recevoir ensuite le mouvement Action pour les Franco-Américains du Nord-Est.

(Suspension de la séance à 16 h 38)

(Reprise à 16 h 40)

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous reprenons maintenant avec une présentation du groupe Action pour les Franco-Américains du Nord-Est. M. Paul LaFlamme, qui est le président du groupe, va présenter ses collègues et ensuite faire la présentation de cinq minutes prévue pour une audience d'une demi-heure. M. LaFlamme, la parole est à vous.

Action pour les Franco-Américains du Nord-Est

M. LaFlamme (Paul): Merci, M. le Président. On a déjà fait circuler quelques copies des pages

du texte qu'on veut discuter aujourd'hui.

M. le Président, permettez-moi de présenter les membres du conseil d'administration qui sont présents. Je suis Paul LaFlamme, président d'ActFANE et directeur du marketing et des ventes pour Spectrum International au Massachusetts. À ma droite, le Dr Éloïse Brière, professeure de français au Département d'études françaises à l'Université de l'État de New York, à Albany. À ma gauche, M. Réal Gilbert, directeur des opérations américaines pour les Coopérants de Montréal, il est président sortant de l'ActFANE, représentant International et président de la fondation de la langue française. Et plus à gauche, M. Yvon Labbé, directeur du centre franco-américain de l'Université du Maine à Orono et éditeur du journal Farog-Forum. Je vais commencer avec quelques mots.

Le Président (M. Michel Bélanger): Allez-y, je vous en prie.

M. LaFlamme: Le Franco-Américain est profondément affecté par tout ce qui se passe au Québec. S'il n'y avait pas eu de Révolution tranquille, l'organisme que je préside, l'ActFANE, ne serait jamais né et les 3 000 000 d'Américains de souche québécoise en Nouvelle-Angleterre et à New York seraient aujourd'hui sans structure pour prendre en charge leurs besoins et leurs rêves en cette fin du XXe siècle.

Le Franco-Américain est si intimement concerné par tout ce qui se passe au Québec que sortir le Québec de la grande noirceur c'était aussi sortir le Franco-Américain de ce petit Canada étié du Nord-Est des États-Unis. Il est clair que tout autre changement qui adviendra au Québec ne laissera aucun Franco-Américain indifférent car, comme aucun autre groupe faisant partie de la mosaïque culturelle qui constitue les États-Unis, le Franco-Américain est lié de façon unique et fondamentale à sa culture d'origine.

Le cordon ombilical qui nous relie à nos cousins québécois n'a jamais été coupé, car la frontière entre les États-Unis et le Québec n'a jamais été étanche. Nous n'avons jamais eu à franchir une mer Atlantique ni un mur de Berlin. Nos liens de sang continuent à se nourrir chaque fois que l'un d'entre nous monte au Québec renouer avec la parenté. Le Québec, pour nous, c'est donc notre passé, notre histoire, le cœur même de l'espace francophone sur le continent américain, un cœur qui bat pour nous. Plus ce cœur sera fort, plus l'identité du peuple franco-américain sera forte, plus nos chances de continuer à parler français au XXIe siècle seront fortes.

Mais le Québec, pour nous, ce n'est pas que le passé et une certaine garantie de notre identité. Le Québec c'est, pour nous, la solution au dilemme de notre francophonie sur ce continent. Le Québec nous permet de transformer ce

dilemme en une grande chance. Des milliers d'hommes et de femmes d'affaires franco-américains le savent déjà, car le Québec c'est aussi notre avenir, notre ouverture sur les multiples liens économiques, certes, mais aussi culturels et affectifs qui relient le monde francophone.

Il est clair que, si l'on veut endosser une identité francophone nord-américaine moderne et dynamique, c'est vers le modèle québécois qu'on se tourne car c'est ce modèle qui nous permet d'être nous-mêmes tout en restant Nord-Américains. C'est ce modèle qui nous donne accès à toute la francophonie, d'autant plus que le Québec constitue la plaque tournante entre le cosmos francophone et l'Amérique.

C'est pour ces raisons que nous osons, aujourd'hui, offrir les recommandations suivantes:

Premièrement, que soit changé le vocabulaire du discours politique actuel en élargissant son application géographique. Il ne s'agirait plus de deux peuples fondateurs au Canada mais de quatre communautés culturelles en Amérique du Nord. La communauté amérindienne, la communauté francophone, la communauté hispanophone et la communauté anglophone. Ce nouveau discours, tout en demeurant fidèle à l'histoire, est plus global et permet d'inclure toute la francophonie nord-américaine et respecte les droits des autres communautés.

Deuxièmement, que les décisions sur l'avenir politique du Québec soient prises par les Québécois et les Québécoises par un processus le plus démocratique possible.

Point numéro trois, qu'un Québec autonome ne tarde pas à former les accords nécessaires avec son voisin, les États-Unis, et que, pour ce faire, le Québec n'hésite pas à aller chercher l'appui des Franco-Américains.

Quatrièmement, que les Franco-Américains soient inclus dans un mécanisme de représentation politique pour les francophones à l'extérieur du Québec au sein même de l'Assemblée nationale.

Point numéro cinq, que le Québec puisse offrir la citoyenneté aux personnes d'origine québécoise vivant à l'extérieur du Québec qui en font la demande.

Sixièmement, que le Québec retienne la décision sur le choix des immigrants selon leur capacité de parler français et selon leur intérêt dans la culture française.

Et dernièrement, que le Québec insiste davantage sur l'usage du français dans ses relations économiques avec l'extérieur, surtout avec les États-Unis.

Merci beaucoup. On est prêts pour vos questions.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. LaFlamme. La parole est d'abord à un représentant du parti formant le gouvernement, M. Dauphin.

M. Dauphin: Merci beaucoup, M. le Président. Tout d'abord, évidemment, je veux souhaiter la bienvenue à Action pour les Franco-Américains du Nord-Est. Je tiens à vous dire qu'au nom du parti gouvernemental, nous sommes très heureux de vous voir parmi nous aujourd'hui dans le cadre de nos travaux à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. J'ai quelques questions pour vous. La première – même si je viens de recevoir la nouvelle version et je pense que c'est beaucoup plus clair – lorsque vous dites à l'item numéro 4 dont vous venez de faire la lecture: "Que les Franco-Américains soient inclus dans un mécanisme de représentation politique pour les francophones à l'extérieur du Québec au sein même de l'Assemblée nationale." C'est qu'on a eu l'occasion d'entendre certains groupes de francophones hors Québec, notamment des francophones de l'Ontario, des Acadiens, qui nous suggéraient, justement, d'intensifier les liens entre communautés francophones. Je suis persuadé que c'est dans la même veine que vous voulez l'intensification de ces liens-là. Maintenant, ma question est de vous demander: Au niveau de ces liens-là, quel genre de structure ou quel genre de liens, voyez-vous, hormis celui que vous avez identifié à l'item numéro 4 de votre document?

M. LaFlamme: Je vais demander à M. Labbé de commenter un peu cette question.

M. Labbé (Yvon): Bien, tout d'abord, on a déjà des liens avec le Secrétariat des peuples francophones, ici, à Québec, et on a des liens un peu partout. Moi, je suis du Maine... Alors, on a des liens propres à nous, de l'université à... Un peu partout au Québec, surtout avec la Beauce. Parce que moi, je suis originaire de... c'est-à-dire ma famille vient de la Beauce. Alors, les mécanismes, à mon avis, ils sont à développer et on est en train d'en développer un nous-mêmes entre la région de la Chaudière et la région de la rivière Kennebec, qu'on essaie d'appeler Chabec. Il y a eu des réunions déjà à Skowhegan, Maine et à Saint-Georges de Beauce. On est en train d'établir une association basée sur un héritage commun, c'est-à-dire qu'à Skowhegan et dans la vallée de la rivière Kennebec, il y a beaucoup de Franco-Américains qui sont de la Beauce surtout, et d'établir des liens économiques, culturels, échanges éducationnels et comme ça. Voilà un modèle qu'on est en train d'établir en ce moment.

M. Dauphin: D'accord. Si vous permettez, M. le Président. Dieu sait qu'au niveau des exportations internationales du Québec, les relations avec les États américains sont extrêmement importantes pour le Québec. Je crois que c'est plus de 75 % de nos exportations internationales qui sont directement avec les États américains,

surtout avec le Vermont et d'autres États du nord-est. Vous dites, à un moment donné, que sur 3 000 000, il y en a environ 1 000 000 qui parlent encore français au foyer. Vous dites également que, éventuellement, il y aurait peut-être un goût de rapatriement vers le Québec, suivant les choix politiques que nous allons faire. On a entendu, comme je le disais tantôt, d'autres groupes de francophones hors Québec qui ne nous disaient pas nécessairement ça. J'aimerais savoir quelle est la différence entre les Franco-Américains qui verraient un désir de revenir dans la mère patrie, contrairement aux francophones hors Québec qui veulent garder de bons liens avec les Québécois. Mais je n'ai pas ressenti nécessairement ce goût de revenir au Québec.

M. LaFlamme: Je vais demander au Dr Brière de répondre à ça.

Mme Brière (Éloïse): Eh bien, il me semble qu'il y a les deux types de possibilités ici. Comme chez les Acadiens ou les autres francophones hors Québec, il y a des Franco-Américains qui ne souhaitent pas revenir au Québec, ne souhaitent pas être rapatriés au Québec. Et il existe un certain nombre de Franco-Américains qui pensent que l'idée serait quelque chose à prendre en considération. Ceci dit, je pense que ce qu'on souhaiterait, c'est peut-être que le Québec puisse offrir un statut non pas nécessairement de citoyenneté juridique, mais plutôt de citoyenneté culturelle pour le Franco-Américain. Parce que, après tout, le Franco-Américain, qui remonte au Québec, ce n'est pas n'importe qui, c'est votre cousin, c'est votre oncle, c'est votre tante. Et justement, ce que cherche le Franco-Américain c'est que cette relation particulière et unique soit reconnue. Nous avons été, bien sûr, des Lorenzo Surprenant, nous n'avons pas écouté les voix de Maria, nous sommes restés aux États. Mais ça ne veut pas dire que le lien affectif a été coupé. Et je pense que c'est surtout ça qu'on cherche à valoriser et il y a certains Franco-Américains qui vraiment souhaiteraient s'installer au Québec. Ça, c'est sûr et on souhaiterait que peut-être ce désir soit reconnu.

M. Dauphin: Est-ce qu'il me reste...

Le Président (M. Michel Bélanger): Une dernière toute petite.

M. Dauphin: Une dernière petite. Peut-être un commentaire. Pour terminer, je tiens à vous remercier encore une fois d'être venus, vous féliciter et dire à vos compatriotes de ne pas oublier le français. Merci beaucoup d'être venus.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, M. Dauphin. Nous passons à une représentante du

parti formant l'Opposition officielle, Mme Marois.

Mme Marois: Merci, M. le Président. Bienvenue à nos travaux. Vous avez un court mémoire, mais il est bien senti. Sans vous mêler de nos affaires intérieures, et vous faites bien attention à cela, en disant: Ce sont les Québécois et Québécoises qui ont à choisir leur statut. Vous dites aussi dans votre document, en parlant du Québec: Un cœur qui bat pour nous, et plus ce cœur sera fort, plus l'identité du peuple franco-américain sera forte, plus nos chances de continuer à parler français au XXI^e siècle seront fortes. Est-ce que, pour vous, la souveraineté du Québec vous apparaît comme un plus et n'est pas, à cet égard, menaçante pour votre avenir?

M. Labbé: Pour moi, de mon côté, ce n'est pas menaçant du tout, parce que, à mon avis, plus la culture québécoise sera forte, plus ce sera possible pour nous de nous retremper, de nous ressourcer et aussi de connaître mieux notre histoire, aussi de pénétrer le système public américain qu'on commence juste à pénétrer. Je crois que les États, surtout les États limitrophes du Québec, le New Hampshire, le Maine et New York, c'est très intéressant qu'on jette un regard vers le nord, qu'on sente la chaleur qui vient du nord.

Mme Marois: Ha, ha, ha!

M. Labbé: Alors, c'est comme ça que je vois la chose, je trouve ça bien.

Mme Marois: Est-ce que vous avez autre chose à ajouter? Ça va? Une question que je me pose à chaque fois que je jette un regard sur ce qui se passe dans les États du nord-est américain, quelles sont les institutions qui vous permettent de conserver votre langue, de continuer à la développer, finalement, à ce qu'elle soit entre vous un moyen de communication?

M. LaFlamme: Dr Brière.

Mme Brière: Nous avons réussi à conserver la langue pendant un siècle, et c'est un des miracles, en fait un des triomphes et un des secrets les mieux gardés de l'enseignement privé aux États-Unis. Les Franco-Américains qui n'étaient pas de la haute bourgeoisie, je vous le rappelle, pendant un siècle ont constitué un système d'enseignement scolaire qu'on n'a pas vu ailleurs aux États-Unis – plus de 200 écoles bilingues aux niveaux primaire, secondaire et même au niveau universitaire – nous l'avons construit, et pendant un siècle nous avons maintenu notre langue. Évidemment, avec le déclin des vocations religieuses, depuis une bonne trentaine ou quarantaine d'années, il a été beaucoup plus difficile de maintenir ce système. Ceci dit, nous devons nous reposer sur les

institutions publiques, et, évidemment, c'est un problème. La langue n'est pas maintenue comme elle l'est ici au Québec où vous avez réussi à vous doter d'institutions, de lois, etc. Donc, nous nous reposons sur les institutions publiques, sur nos organismes, et il existe quand même des écoles franco-américaines, ça existe toujours.

Mme Marois: Dans le système public comme tel?

Mme Brière: Dans le système privé.

Mme Marois: Privé, mais pas au système public. À ce moment-là, le français devient la langue seconde?

Mme Brière: Voilà.

Mme Marois: C'est ça, en termes d'apprentissage. Une autre question, qui concerne plus les liens institutionnels que l'on pourrait avoir. Mon collègue, M. Dauphin, en face, posait la question quant à ce que vous proposez autour de l'Assemblée nationale. Il y a la francophonie, évidemment. Est-ce que vous avez pensé à des outils particuliers, à des institutions particulières nous permettant de conserver ou d'intensifier des liens entre les parlant français au Québec et les parlant français du nord des États-Unis?

M. Labbé: Il y a eu, par exemple, au mois de juin, vous avez tenu ici, à l'Université Laval, un colloque, qui a été parrainé par le CEFAN, la Chaire pour les études francophones nord-américaines. Alors, voilà, tout de suite vous avez une institution qui a parrainé un colloque sur les Québécois et les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre. C'est le commencement, c'est un début, ça pourrait se multiplier comme ça.

Mme Marois: Par soit des institutions qui sont déjà ici ou chez vous, des liens qui pourraient s'établir et s'institutionnaliser, peut-être, davantage?

M. Labbé: Je crois que oui. Chez nous, surtout, l'Université du Maine à Orono a maintenant une réputation d'à peu près une vingtaine d'années, il y a eu beaucoup d'activités à ce sujet-là, et c'est là où se trouve un centre franco-américain au moins. Mais au niveau école supérieure, ça pourrait se multiplier, il y a eu des activités aussi à l'université de New York à Albany. Je crois, ces études, au niveau supérieur, devraient donner au Québec ou aux études québécoises et aux études franco-américaines plus de visibilité.

Mme Marois: D'accord. Je pense que... Est-ce qu'on a encore le temps pour une toute petite, M. le Président?

Le Président (M. Michel Bélanger): Ce serait une toute toute petite.

Mme Marois: Sur la citoyenneté, ma collègue voudrait...

Mme Blackburn: Vous dites que le Québec puisse offrir la citoyenneté aux personnes d'origine québécoise vivant à l'extérieur du Québec et qui en font la demande. Vous parlez d'immigration, à ce moment-là, ou de double citoyenneté, un peu comme on en parlait, Québec-France, à un moment donné?

M. Laflamme: M. Gilbert.

M. Gilbert (Réel): Je peux vous répondre facilement, madame, oui, c'est exactement ce dont on parle.

Mme Blackburn: La double citoyenneté?

M. Gilbert: Oui.

Mme Blackburn: Ah bon! Bien. C'est intéressant. Parce que ça a été abordé par le Conseil de la vie française en Amérique.

Le Président (M. Michel Bélanger): On passe maintenant aux questions des membres, M. Turgeon, qui sera suivi de M. Libman. (17 heures)

M. Turgeon: Merci, M. le Président. Moi, je trouve que vous avez un témoignage très intéressant, mais en même temps très étonnant pour moi. Je voudrais savoir pourquoi les Franco-Américains seraient intéressés à rapatrier le Québec dans un Québec souverain et ne sont pas intéressés à le rapatrier maintenant.

Mme Brière: Je pense que c'est vraiment une question qui est en dehors de la souveraineté. Le Franco-Américain qui souhaite rapatrier le Québec le souhaite depuis longtemps. Je ne pense pas que c'est la souveraineté qui va changer son désir personnel. La souveraineté va peut-être changer la facilité avec laquelle il pourra faire ces changements. C'est là la seule différence.

M. Turgeon: Sur 1 100 000 Franco-Américains, il y en a combien par exemple qui pourraient manifester le désir de revenir? Est-ce que vous avez une évaluation de ça?

Mme Brière: C'est impossible à déterminer, mais par nos contacts personnels, en parlant avec les gens, souvent, c'est un sujet de conversation réel qui revient. Les gens sont tellement fascinés par le dynamisme qu'on retrouve au Québec, par cette joie de vivre, par la chaleur des liens humains qu'on retrouve ici et qu'on ne retrouve pas toujours chez nous. Étant donné la transformation de la société, c'est quelque chose

qui est vraiment discuté dans les cercles franco-américains.

M. Turgeon: Est-ce que je comprends bien que vous, qui vivez aux États-Unis, vous nous dites qu'on devrait insister, quand on fait des affaires avec les Américains et pas uniquement avec les Franco-Américains, mais quand on fait des affaires avec eux, qu'on devrait insister pour les faire en français et même qu'on devrait insister pour que notre gouvernement fasse des affaires avec le gouvernement américain en français. Est-ce que c'est ça qu'il faut comprendre?

M. Labbé: Oui, insister autant que possible, parce que là, vous avez un éléphant et que peut-être...

M. Turgeon: Comment on va être reçus là-bas si on s'essale?

M. Labbé: Ça dépend où vous allez. Si vous allez à Manchester, New Hampshire, si vous faites des affaires là, vous allez être très bien reçus par les autorités, je suis sûr. À Lewiston, Maine, vous allez être très bien reçus et peut-être à Albany, New York. Alors vous allez avoir, par exemple, le président de la Chambre des députés de l'État du Maine, c'est un francophone. Vous allez être très, très bien reçus là, et en français. Alors il y a plusieurs endroits.

M. Turgeon: Une dernière petite question. La vie quotidienne d'un Franco-Américain, c'est quoi au point de vue de la langue? Est-ce que dans la famille, du petit déjeuner jusqu'au souper et tout ça, ça se vit en français totalement?

M. Gilbert: Je dirais que non. Je dirais qu'on vit en anglais, monsieur.

M. Turgeon: Et le français, c'est quand?

M. Gilbert: Eh bien, c'est lorsqu'on est à la maison, lorsqu'on parle avec nos parents, et lorsqu'on est dans des réunions, dans les organismes qui conservent la langue, comme la CEFAN, toutes sortes d'organismes dont on fait partie parce qu'on veut conserver notre langue.

M. Labbé: Mais là, il y a un dynamisme, là aussi. Vous savez que jusqu'à 1976, dans le Maine par exemple, il y avait une loi contre, qui interdisait l'enseignement d'une matière dans une autre langue que l'anglais jusqu'en 1976. On a réussi à s'en débarrasser. Il y a le KKK qui était actif dans le Maine, par exemple, contre les Français. Alors, nous, on essaie de le reprendre, reprendre notre capacité de le parler et aussi de se donner les moyens, que ce soit avec le Québec ou ailleurs, de se retremper, de se ressourcer, aussi de pénétrer dans les institutions

publiques surtout, pour que le français soit enseigné comme langue maternelle et non pas comme langue étrangère. Alors ça reste à faire, mais on essaie de le faire.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Libman, suivi de Mme Simard, qui sera la dernière intervenante.

M. Libman: Merci, M. le Président. Quand j'ai lu votre mémoire, il y avait deux phrases qui m'ont frappé, que je veux souligner aujourd'hui. La première est: "Assurer un meilleur avenir pour les minorités culturelles et linguistiques partout dans le monde." Et la deuxième est: "De prendre ou posséder les moyens nécessaires pour l'épanouissement et la diffusion de la langue et de la culture française, non seulement sur son propre territoire, mais à travers toute l'Amérique du Nord."

Alors j'aimerais bien, à la lumière de ces deux phrases, avoir votre opinion sur les lois linguistiques au Québec et la protection de la langue française au Québec, dans le contexte nord-américain, et le contexte dans lequel vous vivez. Parce que les anglophones du Québec parlent la même langue que la majorité de cet immense ensemble, mais le Québec, c'est chez eux. Et les anglophones du Québec sont en faveur de promouvoir, de protéger la langue française au Québec dans ce contexte nord-américain. Mais les lois linguistiques qui existent au Québec... La loi 101, par exemple, contient des articles discriminatoires, certaines restrictions. Et les anglophones du Québec croient que ces restrictions n'ont aucun lien avec la protection et la promotion de la langue française au Québec et en Amérique du Nord. Et c'est pour ça qu'ils se sont opposés massivement à l'esprit de cette loi. Alors, c'est sur ça que je veux votre opinion. Est-ce que c'est nécessaire d'avoir ces lois linguistiques ou les restrictions dans ces lois linguistiques pour vraiment assurer la sécurité culturelle pour la langue française en Amérique du Nord? Et, à la lumière de cette phrase où vous parlez des moyens nécessaires pour l'épanouissement et la diffusion de la langue et de la culture françaises, est-ce que vous croyez que ces restrictions sont nécessaires dans le contexte nord-américain?

Une voix: Mme Brière?

Mme Brière: Je ne sais pas exactement de quelles restrictions vous parlez mais, de toute façon, ces restrictions juridiques regardent le Québec. C'est au Québec de se doter des lois dont il a besoin. C'est au peuple québécois, qu'il soit anglophone ou francophone, de déterminer quelles voies juridiques vont le mieux lui permettre de survivre. Quant à la diffusion de la langue française ailleurs sur le continent nord-américain, je ne pense pas qu'il puisse être

question de lois, n'est-ce pas? C'est une question d'enseignement, de transmission de culture qui entre en jeu. Ce que nous nous souhaitons c'est que le Québec reste francophone parce que c'est un élément absolument essentiel de l'identité, exactement comme parler anglais est un élément essentiel de l'identité de l'anglophone québécois. Et ça fait partie des droits les plus essentiels de la personne humaine.

M. Libman: O.K. D'accord. Mais c'est pour ça que je posais la question. Dans un contexte nord-américain, est-ce qu'il faut chercher d'autres moyens positifs, des initiatives constructives pour assurer le rayonnement, l'épanouissement de cette langue au lieu de poser des restrictions linguistiques?

Mme Brière: Il est clair que toute mesure constructive et positive pour répandre la langue française en Amérique du Nord sera à accueillir, hein? C'est clair.

M. Libman: O.K. Deuxièmement, finalement, le Parti québécois du Québec parlait récemment d'une loi de retour pour les personnes qui ont quitté Québec. Qu'est-ce que vous pensez de ce concept pour attirer les francophones qui sont partis?

M. Labbé: Moi, ce que j'en pense, je trouve ça très bien et moi-même ça pourrait m'attirer mais je crois qu'il pourrait y avoir un va-et-vient. Et si on regarde cette région de l'Amérique du Nord, il y a le Maine, le New Hampshire, la Nouvelle-Angleterre et le Québec et il y a à peu près 8 000 000, 10 000 000 de francophones alors on peut voir le tout comme un ensemble. Alors, rapatrier c'est beau, ils sont pleins de toutes sortes de valeurs, alors, moi, je trouve que ça attirerait beaucoup de gens. Ils pourraient venir pour un mois, deux mois, un an, deux ans, peut-être toujours, mais je trouve ça bien.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, nous passons maintenant à Mme Simard.

Mme Simard: M. le Président, bonjour. Juste un mot pour vous dire qu'effectivement c'est heureux de vous entendre. Et je peux témoigner personnellement puisque j'ai de la famille, moi, qui parle français encore mais qui a émigré il y a plus d'un siècle dans le Massachusetts et qui entretient des liens très régulièrement avec nous. Il est évident dans ce que vous dites que plus le Québec sera fort, plus le Québec sera francophone, plus vous serez soutenus dans votre action et dans la survivance même de votre communauté aux États-Unis. Et vous demandez, de façon assez précise d'ailleurs, un certain nombre de choses qui, à tout le moins à mon point de vue, seront davantage réalisables si le

Québec, effectivement, a les pouvoirs de les réaliser parce que, dans certains cas, ce que vous demandez serait impossible dans le cadre actuel. Donc, vous ne vous mêlez pas trop de ce qu'on a à faire mais en même temps, si on peut déduire que si vous visez vraiment ces objectifs et que vous voulez qu'on les réalise, il faudrait prendre un certain nombre de décisions. À la recommandation 4, vous parlez d'un mécanisme même de représentation des Franco-Américains au sein même de l'Assemblée nationale. Est-ce que vous avez réfléchi à la forme que ça pourrait prendre? J'aimerais ça vous entendre sur cette recommandation en particulier.

M. Labbé: On en a parlé encore tout à l'heure de ce que, chez moi, toujours dans l'État du Maine, il y a un mécanisme par exemple pour la représentation des Amérindiens à la législature et ils sont presque souverains. Il y a des réserves d'Indiens mais ils sont représentés à la Législature. Ils n'ont pas droit de vote mais ont droit de participer aux débats et de présenter des projets de loi, par exemple, avec d'autres mais ils n'ont pas droit de vote. Alors, ils sont représentés, mais je ne sais pas, c'est un mécanisme dont on parlait, qui serait possible. Et moi-même, de mon côté, j'aimerais, si ça pouvait arriver, que ce soit un Franco-Américain. On n'est pas tous d'accord. On n'est pas à l'unanimité là-dessus, mais en général.

M. LaFlamme: Si je peux demander à M. Gilbert d'ajouter un mot sur ce sujet.

M. Gilbert: Bien, M. Labbé a bien répondu à votre question, madame, excepté une chose. On avait pensé à un ministre qui aurait dans son portefeuille, disons, la francophonie et la franco-américaine. On a appris que vous avez un ministre chargé de la francophonie et on n'était pas au courant de tout ce qui est dans son portefeuille, mais on vient de l'apprendre. Alors...

Mme Simard: Alors, vous allez pouvoir vous en servir, maintenant, peut-être.

M. Gilbert: C'est ça.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, il nous reste à vos remercier surtout de l'exemple de fidélité et de persistance que vous nous donnez tous en étant à la fois des descendants de Québécois pouvant nous parler dans un français qui fait honneur à vos origines et on reconnaît le Beauceron chez l'un, et un peu d'autres origines chez les autres. C'est extrêmement agréable de vous entendre et surtout que vous avez fait ce détour dans une saison où les voyages ne sont pas toujours faciles. J'espère que vous aurez quand même un bon séjour à Québec et je vous remercie au nom de tous nos collègues.

Des voix: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous allons maintenant entendre le professeur Vély Leroy qui est un expert qui paraît à notre invitation.

(Suspension de la séance à 17 h 12)

(Reprise à 17 h 14)

Le Président (M. Michel Bélanger): À l'ordre, s'il vous plaît!

Si les membres de la Commission veulent bien reprendre leur siège. Nous recevons maintenant le professeur Vély Leroy, expert qui a répondu à notre invitation, bien sûr, en nous faisant parvenir un mémoire qui répondait à nos questions. Professeur Leroy, vous avez 10 minutes pour faire la présentation de l'essentiel du mémoire et ensuite nous passons aux questions. La parole est à vous.

M. Vély Leroy

M. Leroy (Vély): Merci, M. le Président. Mesdames et Messieurs les commissaires, en me rendant à votre invitation, j'entends participer à la construction de la grande synthèse vers laquelle tendent vos efforts. Mais que chacun insiste particulièrement sur la question qu'il sait mieux traiter que les autres, cela va de soi. À ce titre, j'en aurais beaucoup plus à dire au sujet de la question monétaire en rapport avec le Québec et autrement mieux que j'en aurais à dire des autres.

À propos, votre interrogation reflète un grand souci de synthèse et, bien que procédant de l'idée suprême de protéger et de promouvoir l'identité québécoise, elle converge aussi vers le maintien et la promotion du niveau de vie des Québécois.

Une chose est certaine, l'angoisse de la mort de leur culture habite les Québécois. Par ailleurs, les Québécois manifestent un engagement indéfectible en faveur de la consolidation des acquis de la Révolution tranquille: l'éducation, les arts, l'industrialisation, la prospérité par la liberté économique, la sécurité sociale dans le respect de la liberté économique, tout cela en un quart de siècle à peine. Le foisonnement des cerveaux, des artistes de réputation, toute une nouvelle génération d'entrepreneurs adeptes de la haute technologie, une main-d'œuvre hautement qualifiée, une fonction publique aguerrie par des décennies de négociations, soit avec le gouvernement central, avec les autres provinces ou encore avec des instances étrangères ou internationales.

D'avoir pu réunir, après une brève gestation, un aussi impressionnant capital humain témoigne de la vitalité de la société québécoise,

en cela comparable à l'arbre en pleine sève. Comment s'étonner donc de la montée du nationalisme québécois? Le succès ici renforce l'estime qu'on a de soi-même, un peu comme l'effet, la cause. Autant peut-on soutenir que le niveau de vie est un principe vital de la promotion de la culture, autant peut-on soutenir que la culture est un principe vital de la promotion du niveau de vie, d'où découle la nécessité de concilier, par des attributions politiques et par des attributions économiques, les aspirations légitimes du Québec avec des solutions convergentes.

Le refus du Québec de retourner à la table constitutionnelle équivaut à un rejet par lui du système politique canadien. À quel choix le Québec est-il maintenant confronté? À mon avis, ou bien à demeurer dans le système politique canadien avec les risques que ce système comporte, ou à sortir du système politique canadien avec les risques inhérents au départ – risques pour les autres aussi. Partant, il est raisonnable que tous recherchent les solutions qui réduisent le niveau absolu des risques.

Demeurer dans un système politique canadien, même repensé, signifie demeurer une province parmi d'autres, ce qui n'est pas contradictoire à l'élargissement des compétences constitutionnelles lorsque, dans un même élan de civisme, toutes les parties sont convenues d'étendre à tous les mêmes privilèges. Encore, faudrait-il que les collectivités anglophones entretiennent, au sujet de leur permanence culturelle, les mêmes appréhensions que le Québec au sujet de la sienne et qu'elle aussi finirait par ne plus vouloir suivre le cortège fédératif sous le dais d'un gouvernement central fort.

Quitter le régime politique canadien signifie l'indépendance, c'est-à-dire la souveraineté avec son cortège de pouvoirs, d'où découle le droit de s'engager avec d'autres États dans des formes potestatives d'intégration: Union douanière, marché commun, union monétaire, union pour la sécurité et la coopération, toutes impliquant à un degré ou à un autre des liens politiques entre les États contractants.

Je passe à la question monétaire. Je l'aborderai d'abord en faisant comme si le statut du Québec demeure tel quel, puis en supposant que le Québec accède à l'indépendance.

Des théories sur l'espace monétaire optimal sont connues. Elles partent de l'observation qu'une division du monde en régions définies, selon le double critère de la mobilité interne des facteurs et de l'immobilité externe des facteurs de production, s'accommode mieux de l'existence d'un espace monétaire par région. Autrement dit: une région, une monnaie. Le tout assorti de régimes de taux flexibles entre les monnaies. Une proposition visant non pas à défaire les espaces monétaires nationaux existants, mais à éclairer les choix de projets d'union monétaire entre pays qui abdiquent leur souveraineté monétaire. La

thèse de l'espace monétaire optimal est riche en puissance d'évocation; elle met surtout en relief la relation entre la poursuite des objectifs comme le plein emploi et l'équilibre externe, d'un côté, et l'exercice de la souveraineté monétaire, de l'autre. Mais, hélas, le monde tel qu'il est ne se prête pas toujours à l'application d'idées pourtant brillantes.

Ainsi, régionaliser l'espace monétaire canadien en le subdivisant en sous-espaces monétaires optimaux n'est pas un projet praticable. Cependant, on pourrait envisager le même espace monétaire avec un réseau de banques de réserve fédérale chapeautées par un conseil central. C'est le conseil central qui serait alors chargé d'élaborer la politique monétaire.

Premier aspect de ce nouveau système. Le nouveau système n'est orienté ni vers l'achat, ni vers la vente de titres émis par l'autorité centrale, que celle-ci s'appelle un gouvernement central, un gouvernement confédéral ou qu'il s'agisse d'une instance communautaire suprême. Dans l'exécution de cette tâche en qualité de banque centrale, chaque banque de réserve fédérale achète et vend désormais des titres du gouvernement de la région dont elle est la banque de réserve fédérale, ainsi que tout genre d'effets pour lesquels elle aura été autorisée. Par exemple, une région pourrait autoriser sa banque de réserve fédérale à acheter des titres d'une importante société d'État ainsi que certains effets de commerce. Ce nouveau régime, en restreignant l'accès de l'autorité fédérale ou confédérale à la banque centrale, restreint du même coup son pouvoir de dépenser, implique donc un repartage des compétences constitutionnelles.

Le deuxième aspect. Chaque banque de réserve fédérale est le dépositaire de l'essentiel de réserve de liquidités des institutions de dépôt opérant sur son territoire. Ce, non seulement dans le but de garantir un système efficace de règlements interinstitutions, mais également aux fins de la politique monétaire. En outre, chaque banque de réserve fédérale peut se voir attribuer le pouvoir d'exiger des institutions financières, sur lesquelles sa juridiction s'étend, une réserve sous forme de titres d'État et autres effets.

Le troisième aspect. Le conseil central du système comporte plusieurs membres parmi lesquels, en permanence, un du Québec, en l'occurrence le président de la banque du Québec.

Pour l'organisation de la banque centrale au Canada, le problème constitutionnel et politique est l'occasion d'un renouveau dont pourrait émerger un système analogue à celui d'un système de réserve fédérale. J'y vois des avantages parmi lesquels: un, la présence des banques de réserve fédérale régionales au conseil central qui élabore la politique monétaire; deux, la représentation au conseil de chacune des banques de réserve fédérale des principaux intérêts

économiques de la région; trois, l'opportunité offerte aux régions d'adapter à leur convenance la réglementation de certaines activités de leurs institutions financières, sous réserve, bien entendu, d'un terrain d'entente minimum, relativement à ce qui doit s'appliquer à toutes les institutions. À ce sujet, rappelons que la diversité constitue plutôt un actif. Les systèmes américain et allemand constituent des références.

Et je passe maintenant à l'autre hypothèse: l'État indépendant du Québec. Dès lors, le dollar canadien revêt le statut de monnaie étrangère puisque émise par un autre État. Partant, les avoirs en dollars canadiens équivaldraient à des avoirs en devises étrangères. Ce qui n'est pas contradictoire à une décision faisant du dollar canadien une monnaie à cours légal dans un Québec indépendant.

Un Québec indépendant aurait à choisir entre trois options fondamentales. La première: adopter une ou deux monnaies étrangères et leur donner cours légal au Québec; ou bien le dollar canadien, ou bien le dollar américain, ou encore l'un et l'autre. Deuxième option: créer une banque centrale du Québec chargée d'émettre la monnaie québécoise, en application du droit d'un État souverain d'instituer sa propre monnaie, ses institutions monétaires et des mesures d'escorte pour appliquer sa politique monétaire. Troisième option: créer une banque centrale du Québec et faire l'union monétaire avec le Canada, soit en régime de communauté de monnaie, soit en régime de séparation. Un système de réserve fédérale, tel que celui que je viens d'expliquer, convient au régime de la monnaie commune. Et l'actuel dollar canadien pourrait être cette monnaie. De prime abord, cette solution offre le double avantage de constituer un renouveau en même temps que la continuité.

Mais, passons à l'autre hypothèse. Unis, quoique sous le régime de la séparation de leur monnaie respective, le Québec indépendant et le Canada auraient à instituer un système monétaire québéco-canadien impliquant au moins trois choses: d'abord, un mécanisme de change fondé sur un taux fixe mais ajustable de la monnaie québécoise en monnaie canadienne; deuxièmement, un panier composé de monnaie canadienne et de monnaie québécoise, analogue à l'écu européen ou au droit de tirage spécial, et devant servir d'unité de compte, de moyen de paiement et de monnaie de réserve entre les parties contractantes; enfin, des mécanismes de crédit mutuel, en prévision des besoins à très court terme, à court terme, et à moyen terme. À ce propos, le système monétaire européen constitue une référence. Mais le jour n'est peut-être pas loin où l'Amérique du Nord elle-même aura son système monétaire régional.

Les conditions initiales, objectives et subjectives, semblent, en particulier, privilégier l'union monétaire. Quelles sont les conditions

objectives? Premièrement, la mobilité des capitaux; deuxièmement, l'ouverture des économies du Québec et du Canada l'une à l'autre et l'une et l'autre face au monde; et, troisièmement, l'intégration financière du Québec et du Canada. Ce sont les conditions objectives.

Les conditions subjectives: premièrement, les aspirations du Québec à la souveraineté; deuxièmement, la répugnance du public, et québécois et canadien, aux mesures qui, advenant un bouleversement tragique, signifieront soit le contrôle des changes, soit le contrôle des mouvements de capitaux, soit le blocage du système financier; troisièmement, condition subjective, une communauté de vues entre un Québec indépendant et le Canada relativement à la finalité de la politique économique aussi bien qu'en matière de déontologie économique.

Certaines raisons prédisposent une partie de l'opinion publique à préférer la monnaie commune dans l'institution d'une union monétaire Canada-Québec, ce qui n'est pas contradictoire à la fondation d'une banque centrale du Québec. Évidemment, une union monétaire qui lierait étroitement la monnaie québécoise à la monnaie canadienne, et réciproquement, est à l'avenant du projet souverainiste et ne soulève aucune difficulté technique particulière. Merci de votre attention.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, professeur Leroy. Nous commençons avec des questions d'un représentant du parti formant l'Opposition officielle, M. Léonard.

M. Léonard: Merci, M. le Président, merci, M. Leroy. Je pense que vous avez fait un exposé très clair. Les options sont nettes: rester ou sortir, avec les risques que cela comporte dans chaque cas. Je voudrais aussi vous remercier parce qu'au fond, à vous lire et à vous entendre - j'ai eu l'occasion de le faire ailleurs - je pense que vous êtes particulièrement doué pour démystifier cette question de la monnaie. Et je crois que beaucoup, parmi nous, ont eu de l'intérêt à vous entendre et je pourrais regretter que M. Ouellet ne soit pas ici, parce qu'il aurait pu voir que le dollar canadien ne baisserait pas nécessairement. Bref, qu'il n'y a rien de dramatique là-dedans. Et je retiens votre conclusion surtout: C'est que le projet souverainiste ne soulève aucune difficulté technique particulière en ce qui concerne la monnaie.

Je voudrais vous poser une première question parce que, dans votre mémoire, vous discutez des différentes options monétaires qui s'offrent au Québec, qu'il demeure dans la Fédération canadienne ou qu'il devienne souverain. Vous imaginez les deux scénarios. Mais vous ne vous prononcez pas sur le statut politique du Québec, sur le statut que vous privilégiez. Mais, est-ce qu'on pourrait penser que vous êtes plutôt favorable à la souveraineté, compte tenu que la

solution monétaire que vous préférez suppose une telle souveraineté? J'ai eu l'impression que vous aviez exercé votre imagination particulièrement dans ce scénario.

M. Leroy: Bon, voilà. Je crois que le Québec dispose de tout ce qu'il faut pour constituer une nation souveraine. Et c'est pourquoi j'ai tenu d'abord à dire que les Québécois manifestent un engagement indéfectible pour préserver les acquis de la Révolution tranquille et que le capital humain impressionnant qu'ils représentent et qu'ils ont pu réunir en à peine un quart de siècle, pour moi, constitue le point de départ de l'existence d'une richesse humaine qui vient compléter les richesses matérielles naturelles, qui existent déjà au Québec, et qui font que la question monétaire, pour moi, revêt un rôle secondaire. Puisque les richesses humaines et matérielles sont présentes et que le savoir-faire est présent et que les preuves abondent dans ce domaine, il me semble effectivement que le point de départ c'est de savoir que, au fond, il existe ici des hommes, des femmes et des ressources matérielles et l'expérience technique ou l'expérience technologique, comme on voudra, qui ne vont poser aucune difficulté en ce qui concerne la question monétaire.

J'ajouterais en plus que nous sommes dans une société financièrement très développée, ultradéveloppée, et dans laquelle les gens ayant déjà l'habitude du chèque et ayant l'habitude de détenir l'essentiel de leurs liquidités sous forme de dépôt bancaire, les gens donc, conséquemment, ne sont pas des gens qui sont inquiets au sujet de la présence ou non de leurs liquidités à la banque. Ils savent comment ça fonctionne largement. En ce qui concerne mes préférences politiques, je crois qu'elles découlent du mémoire que j'ai présenté et que la situation actuelle est tout à fait contradictoire, disons, aux garanties, si vous voulez, ou à la démarche du Québec pour se donner des garanties quant à l'épanouissement de sa culture et de son identité.

(17 h 30)

Cependant, je dirais, dans le fond, pourquoi pas une souveraineté que moi j'interprète comme étant l'indépendance? Je sais qu'il y a, ou bien, pour moi, la souveraineté d'un État signifie l'indépendance d'un État. Donc, je n'ai pas du tout voulu, si vous voulez, jouer avec les mots et j'ai bien carrément posé les deux possibilités: ou on quitte le régime, ou on demeure dans le régime. Régime repensé ou régime renouvelé, vous demeurez une province comme les autres.

M. Léonard: Très bien. Puisque vous avancez dans votre mémoire qu'il serait préférable, au Québec, de maintenir une union monétaire, parce que c'est ça la conclusion de votre document, est-ce que vous pourriez nous dire quel serait l'intérêt pour le reste du Canada de négocier une telle union? Je sais qu'il y en a qui

en doutent, mais au plan monétaire, par exemple, pourquoi le Canada aurait-il intérêt à négocier avec le Québec?

M. Leroy: Bon, d'abord, c'est au nom du principe même qui veut que la monnaie, dans notre société, est une monnaie qu'on appelle fiduciaire, qu'on qualifie de fiduciaire, c'est-à-dire qui repose sur la confiance. En d'autres termes, contre la monnaie qui existe à l'état de pièces, de billets, ou contre la monnaie qui existe à l'état de dépôts bancaires, il n'y a, croyez-moi, aucune réserve métallique particulière, ni aucune réserve en choses matérielles particulières qui la garantissent. C'est la confiance, donc c'est la monnaie fiduciaire. Et un dépôt bancaire est encore beaucoup plus fiduciaire qu'un billet de banque de la Banque du Canada, par exemple. Mais si vous deviez, disons, vous hasarder à présenter à la Banque du Canada un billet canadien et demander le remboursement du billet, on vous saurait gré, n'est-ce pas, on vous remercierait de votre gentillesse d'avoir ramené un billet usagé, et on vous remettrait un billet neuf. Voilà ce que ça veut dire.

Une voix: Ha, ha, ha!

M. Leroy: Et quand on va plus loin et qu'on regarde la manière dont, disons, les contreparties existent au bilan d'une banque centrale, pas seulement le bilan de notre banque centrale, mais le bilan de toute banque centrale moderne, vous avez à l'actif du papier, et vous n'avez au passif que du papier. Qu'est-ce que ça veut dire? Ça veut dire qu'à l'actif vous avez des titres de l'État, qui forment pratiquement 98 % ou 99 % de l'actif, et vous avez au passif des dépôts et surtout, surtout des billets en circulation, c'est encore du papier. C'est pourquoi, n'est-ce pas, nous disons que nous vivons dans un régime de papier-monnaie. Bon, à ce moment-là, le Canada, par définition, le reste du Canada, j'entends, par définition, où se concentre la majeure partie de la masse monétaire, puisqu'ils sont plus nombreux, évidemment, seraient les principaux perdants à ne pas vouloir négocier d'union monétaire.

M. Léonard: Pourquoi ils seraient aussi perdants?

M. Leroy: Parce que la confiance n'existerait plus dans cette monnaie et, par définition, dans tous les pays du monde, l'expérience prouve que ce sont les résidents des pays qui sont les premiers à faire fuir leurs capitaux et non pas les étrangers. Puisque ce sont eux qui détiennent la majeure partie de la masse monétaire dans le pays en question. Donc, c'est d'abord les Canadiens eux-mêmes qui feraient fuir leurs capitaux, advenant le cas où il y aurait, effectivement, une crise de confiance de la monnaie canadienne.

M. Léonard: Ce que vous nous dites, en termes clairs, ça veut dire finalement qu'un Québécois, le jour de l'indépendance, va avoir intérêt à garder les dollars canadiens.

M. Leroy: Je n'ai pas été jusque-là. J'ai offert des options. La question de savoir: Est-ce qu'on a avantage à contracter une union monétaire plutôt que de ne pas en contracter, c'est une autre paire de manches. J'ai parlé des conditions nécessaires, objectives et subjectives, qui privilégient cela. Mais je n'ai pas fait une analyse coûts-bénéfices d'une union monétaire avec le reste du Canada. Laissez-moi vous dire ceci: Par exemple, si nous pensons à la politique monétaire, n'est-ce pas, dans un pays comme le Canada, voilà en quoi elle se distingue par rapport, disons, à ce qui pourrait - on s'imagine - se passer dans le cas du système monétaire européen. Dans le cas du Canada, et dans le cas de tous les pays, la politique monétaire a toujours besoin d'un point d'ancrage dans la géographie, c'est-à-dire le point d'ancrage, par exemple, ici, c'est Toronto ou l'Ontario. Ce n'est pas inévitable, je veux dire c'est inévitable plutôt, c'est-à-dire que c'est l'endroit où l'activité économique est la plus forte, où l'activité financière est la plus forte. Donc, si la Banque du Canada se donne comme objectif la stabilité monétaire, et en particulier la stabilité des prix, il est bien normal qu'elle ait le choix entre deux possibilités: ou bien faire une politique inflationniste dans les autres régions pour amener les autres régions à avoir la même dose d'inflation que l'Ontario, ou alors ramener, par une politique de modération de la demande intérieure, les pressions inflationnistes qui sévissent ou qui prévalent à Toronto, à un niveau plus bas. Puisque la banque centrale privilégie la stabilité monétaire, et en particulier la stabilité des prix, ce qui est tout à fait normal, je ne suis pas en désaccord avec cela. Cela veut donc dire que les autres régions qui font partie de l'union, pas de l'union, en fait du pays qui s'appelle le Canada, évidemment, subissent les contrechocs de cette politique.

Alors, attention, un des coûts possibles d'une union monétaire, c'est que les régions les moins inflationnistes subissent ou connaissent un manque de prospérité, parce que la politique monétaire s'aligne sur la région inflationniste dont elle veut modérer, n'est-ce pas l'impression inflationniste.

Maintenant, ceci est très différent. La situation conjoncturelle est très différente de celle qui existe dans le système monétaire européen, parce que dans le système monétaire européen, il y a aussi un point d'ancrage, c'est l'Allemagne de l'Ouest. Mais c'est le pays qui connaît l'inflation la plus faible. Et donc, par conséquent, du fait de connaître l'inflation la plus faible, la politique monétaire de cet ensemble peut viser plutôt la prospérité et en faire

participer les autres.

Alors donc, ceci signifie que ma façon d'aborder le problème, dans le mémoire que je vous ai soumis, ne procède pas d'une analyse coûts-bénéfices, mais procède d'une analyse des conditions subjectives et des conditions objectives qui tendent à privilégier l'unification monétaire du Canada, advenant l'indépendance du Québec.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors nous passons maintenant aux questions des membres. M. Bouchard, suivi de Mme Campbell Steer.

M. Bouchard.

M. Bouchard: Merci. Autrement dit, si vous avez raison et si les intérêts rationnels triomphent, le Canada anglais, advenant l'hypothèse de la souveraineté du Québec et l'option privilégiée que manifesterait le Québec de déterminer une monnaie commune, aurait intérêt à accepter la définition d'une union monétaire. Bon, et qu'il pourrait être vraisemblable même qu'il accepte de le faire, après les premiers attermoissements que causeraient, j'imagine, les perturbations politiques.

Supposons cependant, parce qu'il faut quand même envisager des positions de repli, que les pessimistes aient raison et que le Canada anglais se braquerait et qu'il refuserait l'évidence des intérêts et de la raison, et que le Québec soit contraint de se donner une autre monnaie que la monnaie canadienne. Là, vous envisagez des options, mais est-ce qu'une des options, parce que ça a été mentionné à plusieurs reprises, ça ne pourrait pas être, entre autres, pour le Québec, d'émettre une monnaie québécoise, mais assortie d'un taux de change fixe qui serait aligné, par exemple, sur une monnaie comme la monnaie américaine.

Est-ce que c'est une position de repli qui pourrait être envisageable et, dans l'affirmative, est-ce que ça pourrait être viable?

M. Leroy: Bon, votre question est plutôt complexe. Nous allons dire ceci. D'abord, commençons par savoir, avant de demander, à quel niveau le problème se situe. Le problème ne se situe pas au niveau des relations d'échanges et de paiements au niveau du public. Vous et moi, nous continuerons de faire nos chèques comme si de rien n'était. Il ne se situe pas non plus au niveau des relations entre le public et les institutions de dépôt. Il ne se situe pas non plus au niveau des relations entre les institutions de dépôt elles-mêmes. Il se situerait plutôt au niveau de la banque centrale et des institutions de dépôt, c'est-à-dire les banques, les caisses populaires et autres. Et je ne suis absolument pas inquiet, car le système privé des banques privées a déjà démontré et le démontre encore, par l'existence du marché des eurodollars, des

euromonnaies, qu'il est capable de gérer ses propres affaires et de faire les choses de façon à ce qu'elles soient le moins dérangées possible.

Du reste, avant 1935, il n'y avait pas de banque centrale au Canada. Et avant 1980, il n'y avait pas, il n'y avait que l'Association des banquiers canadiens, qui gérât le système de compensation au Canada. Il n'y avait pas, disons, une association canadienne des paiements avant 1980. Donc, je ne suis pas inquiet de ce côté-là.

Et disons qu'on refuse, de l'autre côté, et il y a tout de suite, n'est-ce pas, l'option qui consiste à dire: Écoutez, un État souverain décrète quelles seront les monnaies qui auront cours légal chez lui. Donc, on déclare que le dollar canadien a cours légal au Québec et que le dollar américain a cours légal au Québec. En d'autres termes, disons, on devient un modèle, si vous voulez, on devient un État qui adopte tout simplement la monnaie d'un autre État souverain. C'est une première étape.

M. Bouchard: Il y a deux étapes, je pense.

M. Leroy: Une première étape. Maintenant, supposons qu'on dise...

M. Bouchard: Je veux vous comprendre...

M. Leroy: Pardon?

M. Bouchard: Juste pour comprendre et vous suivre. Ça, c'est l'hypothèse où, même en cas de refus d'union monétaire que nous opposerait le Canada anglais, on déciderait quand même, on aurait le droit, et on pourrait le faire en pratique, de donner cours légal à la monnaie canadienne au Québec, et également une autre monnaie, américaine par exemple.

M. Leroy: Absolument. La monnaie française, si l'on veut aussi. En fait, l'histoire monétaire canadienne, disons, abonde en cas où, avant 1871, au Canada, cette loi qui a uniformisé, n'est-ce pas, les monnaies au Canada, il existait énormément de monnaies différentes venant de toutes parts, y compris la peseta espagnole qui circulait au Canada. Il n'y a aucun problème. Et vous avez absolument le droit de dire: Bien, écoutez, je décrète que la monnaie américaine a cours légal chez moi, la monnaie canadienne a cours légal chez moi ou quelle que soit la monnaie à laquelle on pense. Maintenant, supposons qu'on dise: Écoutez, nous voulons émettre une monnaie québécoise...

M. Bouchard: Mais...

M. Leroy: Oui?

M. Bouchard: ...aucun problème, mais pourquoi les gens ne le font-ils pas? Pourquoi les

gens se donnent-ils des monnaies nationales? Aucun problème..

M. Leroy: Ah! Voilà...

M. Bouchard: ...il doit y en avoir, quand même?

M. Leroy: ...c'est parce que, effectivement, il y a ici deux considérations majeures. C'est que, d'une part, d'un point de vue tout à fait abstrait, on peut dire que les pays n'ont pas tellement intérêt à être souverains sur le plan monétaire. Mais tous les pays ne se le disent pas; et peu de pays se le disent, d'ailleurs. Et même lorsqu'on prend le cas du système monétaire européen, on n'a pas encore vu le jour où il y aura effectivement disparition de toutes les monnaies nationales et leur confusion ou leur remplacement par une monnaie unique. En fait, ça fait plus de 30 ans que le boum a commencé et ça n'a pas encore abouti. Mais enfin, disons, il y a un début, une amorce d'intégration, d'unification monétaire...

M. Bouchard: Non. Mais si vous me permettez. Si on fait cela, si on donne cours légal à d'autres monnaies, à ce moment-là, on s'en remet aux politiques monétaires qui sont déterminées par ces autres pays-là. On n'aura pas un mot à dire...

M. Leroy: Nous sommes d'accord.

M. Bouchard: On est d'accord là-dessus, donc il y a un inconvénient grave, là.

M. Leroy: Pas nécessairement. Vous n'êtes pas nécessairement, disons, lié par les politiques que les autres font, dans la mesure où vous pouvez avoir effectivement des lois qui vous concernent. Par exemple, pour illustrer on pense à un Québec qui pourrait devenir une espèce de paradis fiscal pour certaines banques et qui pourrait donc attirer absolument tout le crédit qu'il faut. Et, encore une fois, il ne faut surtout pas avoir à l'esprit que la monnaie qui a cours légal, qu'on utilise... D'ailleurs, il ne faudrait surtout pas avoir à l'esprit que les Québécois eux-mêmes utilisent surtout de la monnaie légale pour faire un paiement. La monnaie légale s'entend au sens des pièces actuellement mises en circulation par la Banque du Canada et des billets. Mais la plus grande quantité, la majeure partie de la monnaie que les Québécois utilisent pour faire des paiements n'est pas de la monnaie légale. Ce n'est pas pour autant de la fausse monnaie. Effectivement, ils utilisent des moyens de paiement qui sont soit des cartes de crédit bancaires ou des chèques pour s'acquitter d'une dette. Ce n'est pas de la monnaie légale, ça. Enfin, il n'y a aucune loi au Canada qui dit que le dépôt bancaire est monnaie légale. Ce n'est

pas illégal d'avoir des dépôts bancaires mais ça ne veut pas dire que le dépôt bancaire est une monnaie légale. D'ailleurs, l'obligation est faite à toutes les banques de dépôt de convertir les dépôts en monnaie légale. C'est bien ce qui est écrit dans les carnets d'épargne, de convertir en monnaie légale les dépôts. Donc, nous sommes dans un système où ce sont les banques privées ou les caisses populaires qui sont dans le mécanisme de création de monnaie et la contrepartie essentielle de cette création de monnaie, c'est le fait que ces institutions font du crédit. Tout est fiduciaire.

Le Président (M. Michel Bélanger): Est-ce que vous avez eu la réponse à la question que vous posiez, M. Bouchard?

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Michel Bélanger): On va continuer quand même, ça va probablement revenir. Mme Campbell Steer...

Mme Campbell Steer: Peut-être, moi aussi...

Le Président (M. Michel Bélanger): ...suivie de Mme Simard et de M. Béland.

Mme Campbell Steer: Peut-être que vous pourriez clarifier la situation pour moi. Si nous sommes dans un Québec souverain et que nous choisissons une monnaie québécoise avec un taux de change fixe contre un autre argent, c'est-à-dire un du nôtre, ça fait 2 \$ américains ou quoi que ce soit, est-ce que nous n'importons pas simplement leur politique monétaire en ayant un "paid rate" comme ça?

M. Leroy: Voilà, de nos jours, les régimes de taux de change fixes, absolument fixes et quasi irrévocables sont relativement peu nombreux et les cas qui existent sont tout à fait dénués d'importance au regard de ce qu'ils représentent à l'échelle du monde...

Mme Campbell Steer: Mais pour...

M. Leroy: ...mais nous sommes dans un pays qui est plutôt riche, qui est plutôt développé et où les marchés financiers sont très développés. Conséquemment, je ne crois pas qu'il serait sage, si jamais il y avait une monnaie québécoise, et qu'on la définirait par rapport au dollar américain, de dire qu'on a à choisir une fois pour toutes un taux de change fixe. De nos jours, il existe des taux de change fixes mais ajustables, c'est-à-dire des taux de change qu'on appelle des taux de change à crémaillère, ou des parités glissantes. Oui?

Mme Campbell Steer: Mais ça veut dire que si nous ne fixons pas un taux, est-ce que ça

n'indique pas que le marché va le faire pour nous? Et nous allons avoir un escompte ou une prime...

M. Leroy: Nous aurons besoin de l'appui du marché pour fixer le taux de toute façon. Mais ce n'est pas un taux fixe et irrévocable. C'est un taux ajustable.

(17 h 45)

Mme Campbell Steer: O.K. Si je suis dans un cadre fédératif à ce moment-ci, vous avez suggéré des banques régionales, en suivant un peu le système américain ou le système allemand. Est-ce que ce n'est pas vrai que leurs systèmes, c'est-à-dire le système américain et le système allemand, n'impliquent pas une vraie possibilité de fixer la politique monétaire au niveau de la région? Moi je pensais que, surtout les Américains, ils avaient leur système régional plutôt et en tout début pour avoir un "clearing house", un mécanisme pour faire le "clearing" parce que dans ces années-là, c'étaient des banques distancées, et à cause de ça, ils devaient avoir leur système régional. Le système régional que vous prévoyez, c'est avec beaucoup plus de politique monétaire à ces niveaux-là.

M. Leroy: Voici, je vais m'expliquer. Dans le système américain, le principe qui a présidé à la création du système américain était un principe où étaient présentes les préoccupations au sujet de la régionalisation du système bancaire. Et on a donc 12 banques de réserve fédérale, coiffées par une institution. Et ce qu'il faut savoir du système américain, il y a un comité des gouverneurs et ce comité doit apprécier et en définitive fixer les taux d'intérêt que les banques de réserve fédérale fixent aux gens qui viennent emprunter, aux institutions qui viennent emprunter chez elle. Mais la démarche, l'initiative pour changer les taux au niveau des banques de réserve fédérale ne vient pas du comité des gouverneurs, mais vient des régions. Par exemple, la banque de réserve fédérale de Dallas, la banque de New York peuvent avoir fait des démarches auprès du comité de gouverneurs pour modifier le taux d'escompte de la banque de New York ou de la banque de Dallas. Et il n'est pas dit que le comité des gouverneurs, disons, agréera, n'est-ce pas, la demande. Mais au fond on a... disons, l'initiative vient des régions. Et on peut lire, disons, dans le rapport annuel disons du Federal Reserve Board plusieurs cas de ce genre où ce sont les banques régionales qui font la démarche, mais la démarche peut être rejetée. Et il arrive aussi que certaines banques voient leur démarche aboutir, et que d'autres suivent après deux ou trois jours d'intervalle. Premièrement.

Deuxièmement, dans le cas du système américain, dépendant de l'endroit, de la ville, où se trouve la banque de réserve fédérale, eh bien, dépendant de l'endroit de son emplacement,

l'actif, la composition, la structure de son actif variera. Par exemple, il est bien entendu que la Federal Reserve Bank de New York aura à son actif beaucoup plus d'avoirs en monnaie étrangère que disons la banque de Saint-Louis. Et que plus on va vers le sud des États-Unis, plus l'actif de cette banque reflète des titres qui sont des titres d'agences fédérales américaines, qui oeuvrent dans la région. Donc, il y a une préoccupation pour cela.

Maintenant, je n'ai pas proposé un système plutôt qu'un autre, mais dans ce que j'ai dit dans le mémoire, on pourrait concevoir – et je n'ai pas cité ceci tout à l'heure dans mon exposé – on pourrait concevoir cinq régions: Atlantique, Québec, Ontario, Prairies, Colombie-Britannique: et où on pourrait avoir le même genre de système avec des intérêts régionaux représentés au conseil des gouverneurs.

Mme Campbell Steer: Mais, jusqu'à un certain point, je pense bien que le système que vous proposez est un peu plus poussé que le système américain ou le système allemand.

M. Leroy: Ça reste à voir.

Mme Campbell Steer: L'autre chose que je vous ... peut-être pour les membres plutôt que pour M. Leroy qui, je suis certaine, connaît bien. Je pense bien que c'est vrai à ce moment-ci que nous avons deux gouverneurs québécois sur dix qui siègent à la banque centrale.

M. Leroy: Je ne suis pas un gouverneur, madame.

Mme Campbell Steer: Directeur au conseil.

M. Leroy: Ils sont membres du conseil d'administration. Ce n'est pas la même chose.

Mme Campbell Steer: Oui. Mais est-ce que le conseil d'administration n'a pas un pouvoir?

M. Leroy: Ah! Non, non. Mais pas du tout. Ce n'est pas eux qui font la politique monétaire, pas le conseil d'administration. Le conseil d'administration de la Banque du Canada est là pour les choses internes, la comptabilité, la cuisine interne, mais non pas pour la politique monétaire.

Mme Campbell Steer: Ça, ça veut dire que Mme Saucier et Mme ...Gaucher n'ont rien à dire concernant les politiques bancaires.

M. Leroy: Je ne crois pas.

Le Président (M. Michel Bélanger): Mme Simard, suivie de M. Bélanger.

Mme Simard: M. le Président, évidemment,

il y a des gens autour de la table qui ont plus de connaissances que moi dans le domaine. Je vais tenter de bien comprendre. De toute façon, ce que vous venez nous dire, c'est qu'il faut changer le système monétaire. Bon. Vous avez entre autres parlé d'un problème qu'on vit actuellement, particulièrement au Québec et dans l'Est du Canada parce que les taux d'intérêt sont extrêmement élevés, que la monnaie est plus élevée.

Donc, il faudrait des changements. Vous proposez des modèles. Croyez-vous qu'il y a plus de facilité finalement à réaliser des changements au plan de nos systèmes si le Québec proclame sa souveraineté et rapatrie les pouvoirs de proposer des changements, de les négocier peut-être, mais, à tout le moins, si c'est impossible de négocier, de pouvoir se donner un système qui, peut-être, est plus proche de ses intérêts?

M. Leroy: Oul. Je vais répondre d'abord en faisant une petite correction parce que je ne voudrais pas être mal interprété. Je n'ai pas dit que le système fonctionnait mal. J'ai dit que la politique monétaire était orientée en fonction de ce qui se passe dans le centre du pays et que ce centre était plus inflationniste que la périphérie. Mais si le contraire devait arriver, c'est-à-dire que le centre soit moins inflationniste, toutes les autres régions profiteraient d'une politique monétaire plus libérale. C'est ce que j'ai dit.

La deuxième chose, pour revenir, n'est-ce pas, à votre question, c'est qu'il n'est pas nécessaire, en matière de monnaie et de finance, d'avoir la souveraineté pour renégocier des ententes ou des accords ou refaire des systèmes. Ce n'est pas nécessaire. Certains voudront croire que c'est plus facile d'avoir un élément qui force l'autre à négocier. C'est une arme à deux tranchants dans la mesure où, en forçant l'autre à négocier, disons en faisant ce genre de, entre guillemets, chantage politique, on peut aussi détruire la confiance dans la monnaie que tout le monde cherche à préserver et, dans la foulée de cette action, cette monnaie peut devenir pour le Québec une monnaie non désirable par la suite. On pourrait peut-être aboutir à la situation où, si on n'a pas négocié et qu'on a fait beaucoup de tort à cette monnaie, ce ne serait plus une monnaie à laquelle les Québécois eux-mêmes seraient intéressés à l'avenir et, à ce moment-là, il faudrait par conséquent changer d'allégeance et plutôt vouloir négocier quelque chose avec les États-Unis.

Maintenant, ce que je dirais, c'est ceci. Il est connu que vous avez ce qu'on appelle "la trinité inconciliable" en matière de politique monétaire. La trinité inconciliable, ça veut dire ceci: Vouloir la mobilité des capitaux, vouloir un taux de change fixe et vouloir exercer pleinement sa souveraineté en matière de politique monétaire. Trinité inconciliable. C'est-à-dire qu'il y a des contradictions, il y aura des conflits

entre ces trois objectifs. Ce qui veut donc dire que l'analyse coûts-bénéfices, si vous voulez, du choix d'une union et du choix du partenaire avec qui il négocie cette union doit plutôt reposer, disons, surtout sur l'espèce de promesse que le partenaire avec lequel on veut négocier nous conduira à deux choses: une stabilité monétaire plus grande et, en même temps, plus de prospérité. Alors, si on devait nous dire qu'à l'avenir, la politique monétaire canadienne, par exemple, devrait moins tenir compte de la stabilité des prix et davantage de la prospérité, même au risque d'avoir un peu d'inflation, ce serait une politique dont il faudrait, de toute façon, prévoir le renversement à plus ou moins brève échéance.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Béland.

M. Béland: Merci, M. le Président. M. Leroy, j'avais bien hâte de vous entendre parce qu'il n'y a pas beaucoup de mémoires qui nous ont informés sur la question de la monnaie. Il y en a plusieurs, évidemment, qui, probablement plus inquiets, nous ont parlé de l'union monétaire, ont souhaité l'union monétaire, mais peu nous ont proposé des alternatives au cas où l'union monétaire ne serait pas négociable ou ne pourrait pas être négociée. Vous, vous le faites. Vous proposez même une monnaie québécoise. Vous prenez des risques parce qu'il y en a d'autres qui ont fait et qui se sont fait ridiculiser, au moins par les chroniqueurs québécois. Et alors que souvent ici on prétend que le Canada anglais, lui, réagirait mal à tout projet d'une souveraineté pour le Québec, j'ai été étonné de lire, depuis quelques semaines, dans diverses revues spécialisées, des économistes de langue anglaise qui, eux, ont regardé ça avec beaucoup de sérénité. Il y en a un, entre autres – je ne vous lirai pas tout ça – qui est de l'Université de Regina, Brian Scarfe, qui lui, dit: Ceux qui soutiennent ou qui prétendent qu'un dollar nouveau québécois serait déprécié par rapport au dollar canadien se trompent.

D'abord, je voudrais vous demander si vous êtes d'accord avec ça et deuxièmement, quels sont – et ça, c'est pour les fins de notre dossier – les facteurs dont on tient compte pour évaluer, justement, un dollar par rapport à un autre? Il n'y a pas beaucoup de gens qui nous ont informés de ça. Est-ce que vous pouvez le faire brièvement? Je sais que je n'ai pas beaucoup de temps.

M. Leroy: Voilà. Je crois qu'il faut distinguer, n'est-ce pas? Entre le court terme et le long terme. À long terme, c'est la cohérence économique qui est déterminante. Qu'est-ce que ça veut dire la cohérence économique? C'est le rapport logique qui existe entre la valeur de la monnaie à l'intérieur, c'est-à-dire son pouvoir d'achat, à l'extérieur, c'est-à-dire vis-à-vis des

autres monnaies, le rapport qui existe entre cela et les forces vives de l'économie du pays. À long terme, c'est ce qui est gagnant. Témoin la Suisse, témoin le Japon, témoin l'Allemagne fédérale. À court terme, vous avez besoin d'une certaine cohérence financière ou comptable. C'est-à-dire qu'il y a des interventions à court terme ou même à très court terme pour empêcher certains mouvements qui sont de nature spéculative ou bien pour empêcher certaines orientations qui pourraient nuire à notre compétitivité à court terme. Donc, à court terme, il y a des interventions de la banque centrale ou des interventions de l'agence qui s'occupe de stabiliser les changes qui font que, effectivement, on veut garder les fluctuations du taux de change. Si le taux est flottant, on veut le garder à l'intérieur d'un certain tunnel. Un tunnel que l'on se dessine, que l'on observe pour une journée, peut-être pour une demi-heure ou pour, disons, une matinée ou pour un après-midi. Si vous regardez, par exemple, l'évolution du dollar canadien depuis quelque temps, vous remarquez effectivement qu'il évolue par étapes. C'est-à-dire, il y a comme des marches d'escalier. N'est-ce pas? Ou bien il décroît par étapes ou bien il augmente par étapes. Ce qui veut dire que la banque centrale a une idée de ce que c'est que la zone de fluctuation à l'intérieur de laquelle elle permet au dollar de fluctuer.

Bon. Alors, fondamentalement, à long terme, c'est la cohérence économique, c'est-à-dire le rapport entre la monnaie et les forces vives du pays. Et, à court terme, ce sont des interventions qui reflètent souvent, d'ailleurs, des préoccupations du type suivant. Par exemple, faut-il laisser le dollar s'apprécier trop vite? Ou faut-il le laisser se déprécier trop vite? S'il s'apprécie trop vite, à court terme, certains contrats de vente, ou qu'on est sur le point de négocier, ou qu'on est sur le point d'avoir, on ne les aura plus parce qu'ils s'apprécient trop vite. Et s'il se déprécie trop vite, eh bien, l'appareil de production n'a pas le temps de réagir pour contrecarrer les pressions inflationnistes qui viendraient du fait que le dollar se déprécie trop vite sur le marché. Tout le monde, ici, a fait l'expérience que lorsque le dollar canadien se déprécie trop vite, il s'agit d'aller chez Provigo ou chez Steinberg ou dans un autre supermarché pour se rendre compte que le prix des légumes, des tomates et du raisin ont subi une hausse spectaculaire, et assez rapidement. Alors, voilà ce que l'on veut éviter à court terme.

Mais à long terme, la cohérence économique doit être là. Et là, nous avons des pays qui, comme la Suisse ou l'Allemagne, représentent des modèles de stabilité monétaire. Mais j'ajouterais ceci. La monnaie ne fait pas de miracles. Au contraire. La monnaie rend les gens fous, plutôt. Et, je veux dire ceci. Je veux dire que la politique monétaire n'est pas qu'un ensemble de mécanismes, qu'un ensemble d'interventions ou

d'instruments que l'on utilise. La politique monétaire bien comprise doit être replacée dans le contexte de tous les décideurs dans une économie. Je pense en particulier au fait suivant: Si le Québec se dote d'une monnaie québécoise avec un taux de change fixe, alors il faudrait de la discipline monétaire et de la discipline salariale pour assurer la discipline des prix, la discipline des coûts de production. Et si le Québec se dote d'une monnaie québécoise avec un taux de change flottant, il faudrait aussi la même discipline. Par exemple, on ne pourrait pas dire: Laissons se déprécier le dollar québécois et ajustons de façon proportionnelle les salaires et les revenus. Ce qui voudrait dire qu'il n'y aurait plus du tout d'avantage à avoir une monnaie avec le taux de change flottant.

Le Président (M. Michel Bélanger): Alors, maintenant des questions d'un représentant du parti gouvernemental, M. Benoit.

M. Benoit: Merci, M. le Président. M. Leroy, vous terminez votre mémoire en disant: "Le jour n'est peut-être pas loin où l'Amérique du Nord aura aussi son système monétaire régional." Je pars d'une prémisse en me disant que si ça se produisait, ça serait probablement le dollar américain qui devrait être cette monnaie. Dans la revue *World Money Analysis*, je lis ici, il y a quelques jours que le "U.S. dollar remains the world currency, preferred by more central bankers than any other currency in the world." Il y a 29 monnaies qui sont directement indexées sur le dollar américain. Il y a 30 autres pays qui suivent de très près les politiques américaines. Pourquoi nous, qui sommes immédiatement voisins — mon comté est à 5 minutes en voiture de la barrière américaine — pourquoi irions-nous. Alors que vous nous dites que le "trend", la direction c'est éventuellement un dollar américain, et sur tout le continent, pourquoi nous, qui pensons faire des grands mouvements, n'irions-nous pas immédiatement vers les États-Unis et passions l'étape d'aller négocier avec le Canada?

M. Leroy: Merci, monsieur. D'une part, je n'ai pas dit et ma phrase n'implique pas que le jour où il y aura un système monétaire régional en Amérique du Nord que le dollar américain sera la monnaie du système.

M. Benoit: C'est moi qui l'ai ajouté.
(18 heures)

M. Leroy: C'est vous qui dites ça. Alors je m'inscris en faux contre ça, pour une raison très simple, c'est que quand on parle de système monétaire régional et quand on veut éviter les écueils du système que l'on a eu sous le régime de Bretton Woods, c'est-à-dire là où le dollar américain servait d'étalon, l'étalon-dollar américain, et que, par conséquent les États-Unis étaient le pays qui n'avait pas à s'ajuster et

auquel les autres devaient s'ajuster. Donc, ça cause de l'asymétrie. C'est ce que les Européens, par exemple, ont voulu éviter en créant l'écu. L'écu n'est pas une monnaie allemande. L'écu est une monnaie composite, un cocktail de monnaies, un panier de monnaies dans lequel interviennent différentes monnaies selon leur poids économique relatif.

Donc, si j'évoque la possibilité d'un système monétaire régional d'Amérique du Nord, ce ne sera pas avec le dollar américain au centre. Ce sera, appelez ça luna si vous voulez, avec le dollar américain dedans, le dollar canadien dedans, une monnaie québécoise dedans, et le peso mexicain dedans. Bon. Je dis ceci parce que, avant de répondre à la deuxième partie de votre question, vous comprenez qu'il n'est pas possible que le Canada ait pu négocier un traité de libre-échange avec les États-Unis sans qu'un économiste ait pu faire le calcul des bénéfices et des coûts. Pour arriver à faire le calcul des bénéfices et des coûts, il faut que l'on sache quelle monnaie on prend. Et, une fois qu'on sait quelle monnaie on prend, il faut qu'on applique un taux de change.

Donc, il n'est pas du tout étonnant non plus que depuis que le traité de libre-échange est en vigueur on voie monter le dollar canadien en termes de dollar américain, parce que si on le laissait baisser encore plus, tous les calculs d'avantages comparatifs que les Américains et les Canadiens ont faits auraient évidemment été complètement faux.

Donc, il est clair qu'il a dû y avoir de la part de ceux qui ont apprécié les coûts et les bénéfices de ce traité de libre-échange, ils ont dû se choisir un niveau cible pour le taux de change. Voilà ce que ça veut dire. Maintenant, le Canada et les États-Unis, lequel s'ajustera? Certainement le Canada parce qu'il est plus petit. Le Québec et les États-Unis, si on prenait le dollar américain, il est clair que nous aurions à nous ajuster. Ce serait un système asymétrique.

Maintenant, pourquoi pas le dollar américain? Ça, ça dépend de ce que la société québécoise veut se donner comme objectif. Si l'objectif était de dire: Rattachons notre monnaie au centre le plus prospère et au centre où la stabilité monétaire est la mieux garantie, au centre où l'inflation est la plus faible, il faudrait quitter le reste du Canada et se joindre aux États-Unis. C'est simple. À long terme, on serait gagnants.

Maintenant, j'ai parlé des conditions subjectives parce que la psychologie compte également. J'ai parlé des conditions objectives parce que, là aussi, ça compte. Mais le choix est évidemment, éminemment politique.

M. Benoit: M. Leroy, vous avez touché brièvement tantôt au contrôle du mouvement de capital. Il y aura une période de transition qui pourrait être plus ou moins acceptée par les

voisins ou même par les gens ici, comme vous le mentionnez. L'Italie avait un contrôle sur le mouvement du capital jusqu'en juillet de cette année. La Suisse, l'Espagne, l'Irlande, le Portugal auront des contrôles sur le mouvement des capitaux jusqu'en 1992. Beaucoup de pays l'ont eu dans leur histoire. Est-ce qu'on peut penser que c'est une possibilité pour que les choses soient plus stables pendant que nous négocierions, pendant que nous ferions toutes ces transactions, qu'il y ait un contrôle de change pour un an, deux ans, trois ans? La France l'avait jusqu'à il y a quelques années. Est-ce qu'on pourrait penser à une mesure de stabilisation des choses pendant qu'on négocierait avec le reste du pays?

M. Leroy: Je tiendrai vos deux questions comme étant une hypothèse que vous évoquez, n'est-ce pas? Donc, lorsque je répondrai, je ne voudrais pas être mal interprété et que l'on prétende que j'ai dit qu'il va y avoir contrôle des capitaux. Je n'ai pas dit ça.

Voilà ce qu'il faut comprendre. Le Canada, tel qu'il existe, n'est pas une union monétaire. Après tout, qu'est-ce qu'on a unifié? On n'a pas unifié des monnaies nationales distinctes pour faire le dollar canadien. Ce n'est pas une union monétaire ici. Une union monétaire, comprenons-nous bien, c'est une unification de monnaies nationales distinctes. Donc, déjà, en parlant d'union monétaire avec le reste du Canada, nous supposons que le Québec devrait avoir sa monnaie et ensuite, s'unifier.

Certains diront que c'est un détour inutile. Le détour n'est pas inutile parce que la stratégie, évidemment, peut être justement très payante de procéder de cette manière. Mais ce n'est pas un problème. Maintenant, pourquoi l'Espagne a un contrôle des capitaux? Pour une raison très simple. L'Espagne fait partie de la communauté économique européenne et voilà ce qui se passe. Si l'Espagne laisse sortir les capitaux librement de chez elle, les capitaux iront vers l'Allemagne, ils iront vers la France, là où la monnaie est forte, là où la prospérité et la stabilité monétaire est mieux garantie et, pour empêcher les capitaux de sortir d'Espagne pour aller vers l'Allemagne, le gouvernement espagnol serait obligé évidemment de prendre des mesures restrictives, de relever ses taux d'intérêt pour retenir les capitaux en Espagne. Et si vous faites ça en même temps que vous voulez intégrer l'Espagne, vous n'arrivez pas à l'intégrer puisque, au fond, il y aura des taux d'intérêt plus élevés pour empêcher ces capitaux de sortir. En ayant des taux d'intérêt plus élevés, il est bien entendu qu'elle se pénalise du point de vue des investissements et de sa croissance. Or, une union monétaire en perspective, et une union, disons, commerciale, douanière ou économique, eh bien ça présuppose qu'on tend à converger les performances économiques. Donc, on tolère, on

tolère, je dis bien, que certains pays imposent ou continuent d'imposer des contrôles sur les mouvements de capitaux justement pour mieux les intégrer.

M. Benoit: Et à la question que je vous posais, est-ce que ça pourrait être une mesure idéale pour la période de transition pour le Québec ou même pour le Canada?

M. Leroy: La période de transition, laissez-moi répéter, ce que j'avais dit au départ. Quant à moi, si la volonté politique y est, je ne prévois aucun problème, pour une raison très simple: Cette question que nous sommes en train de débattre ne nous concerne pas du tout en tant que consommateurs, directement, dans la façon dont nous nous acquittions de nos dettes, dans la façon dont nous utilisons l'argent pour faire des paiements. Cette question concerne le gouvernement au plus haut niveau et sa banque centrale, et je ne pense pas que ce soit une question qu'on discutera dans les rues. C'est une question qui sera discutée entre gens de bonne foi et puis, un jour, on apprendra que, bon, tiens voilà, il n'y a plus de problème. Il est clair qu'on ne peut pas vouloir faire deux choses: ou rechercher la stabilité monétaire de l'ensemble; vouloir se marier à un ensemble qu'on veut garder stable et, en même temps, brandir des menaces. Et je répète que les principaux perdants seraient finalement tout le monde, puisque, en fait, tous les avoirs en dollars canadiens seraient de facto dépréciés sur le marché.

M. Benoit: Merci, M. Leroy.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Leroy, je vous remercie au nom de la Commission d'avoir bien voulu accepter notre invitation de répondre à nos questions et d'être venu défendre ce mémoire devant nous aujourd'hui.

M. Leroy: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous allons maintenant recevoir le Regroupement des associations des cycles supérieurs du Québec.

(Suspension de la séance à 18 h 7)

(Reprise à 18 h 10)

Le Président (M. Michel Bélanger): Si MM. et Mmes les commissaires veulent bien reprendre leur siège. Nous avons maintenant le dernier groupe de cette journée et le dernier groupe de cette première grande série de séances publiques de cette année. Il faut vous féliciter d'avoir le courage de vous présenter les derniers mais vous n'aviez peut-être pas le choix; il fallait faire un horaire assez serré. Donc, je vous souhaite la bienvenue et je vous rappelle que, pour une

présentation de 30 minutes, vous avez cinq minutes pour faire le résumé de l'essentiel du mémoire que les membres de la Commission ont reçu et lu. La parole est à vous, Mme Mawhood. Vous allez également présenter les autres membres de votre groupe.

Regroupement des associations des cycles supérieurs du Québec inc.

Mme Mawhood (Rhonda): Merci, M. le Président. Nous tenons à remercier la Commission de nous avoir invités à faire une présentation orale de notre mémoire. Permettez-moi d'abord de me présenter et de vous présenter mes collègues. Je suis Rhonda Mawhood, présidente du RACSQ. Je détiens un baccalauréat en histoire et sciences politiques. Je suis étudiante à la maîtrise en histoire à l'Université McGill. À ma droite, Jean-Pierre Paré, vice-président et secrétaire du RACSQ, qui détient une maîtrise en physique et qui est étudiant au doctorat en mathématiques à l'école Polytechnique. Nathalie Lapointe, vice-présidente aux communications du RACSQ, qui détient une maîtrise en littérature française et qui est étudiante au doctorat en littérature française. Denis Verrette, président sortant du RACSQ, qui est étudiant à la maîtrise en développement régional et aménagement du territoire et qui travaille comme urbaniste. Éric Darier, vice-président sortant du RACSQ, qui détient une maîtrise en études européennes et qui est étudiant en études canadiennes et québécoises à l'Université McGill et Alain Marc Couturier, président de l'Union des gradués inscrits à l'Université Laval, qui détient un baccalauréat en sciences économiques et qui est étudiant à la maîtrise en administration scolaire à l'Université Laval.

Bien que le Regroupement des associations des cycles supérieurs du Québec, le RACSQ, ne soit incorporé que depuis septembre 1990, il est le résultat d'un processus de collaboration établi depuis le début des années quatre-vingt entre plusieurs associations des cycles supérieurs dont, entre autres, celles de l'école Polytechnique et des universités Laval, McGill, de Sherbrooke, de Rimouski et Concordia.

Ce mémoire a été préparé par les représentants et les représentants des universités Laval, McGill, de Sherbrooke et de l'école Polytechnique qui représentent plus de 15 000 étudiants et étudiantes des deuxième et troisième cycles.

Pour la minorité de moins en moins visible de fédéralistes orthodoxes au Québec, la solution aux problèmes canadiens passe par une implication plus active des Québécois dans les destinées du Canada. L'option traditionnelle au Québec a été de redéfinir le pacte confédératif. Pour les passionnés du Canada, le fédéralisme aura toujours sa dernière chance. Cependant, compte tenu des différences même de perception des Canadiens hors Québec et des Québécois à propos

des liens qui les unissent, cette démarche est hypothéquée au départ. En voulant éviter de faire des vagues, les promoteurs du rapatriement des pouvoirs à la pièce évitent le problème de fond, ignorant notamment les effets pervers de l'esprit et de la lettre de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Cette démarche modeste, même si elle devait réussir, ne mènerait pas bien loin non plus.

Le Canada hors Québec, après avoir cru régler le problème du Québec, ne se laisserait pas ébranler continuellement par d'éventuelles revendications constitutionnelles. Revendications qui, on le voit, ont pour effet d'encourager des demandes de toute autre nature dans diverses parties du pays. Cette stratégie canalise des énergies trop considérables pour trop peu de résultats. L'échec assuré de la négociation ramène à trancher entre une forme de statu quo et l'exercice complet du droit du peuple québécois à l'autodétermination. Le rejet de l'accord du lac Meech a démontré l'incapacité du fédéralisme canadien à pouvoir se réformer en respectant les aspirations légitimes du Québec. En face de cette impasse, le Québec ne peut plus se limiter à quémander des transferts de pouvoirs d'Ottawa.

Par conséquent, pour le RACSQ, la seule option constitutionnelle réaliste et envisageable pour le Québec est la souveraineté, c'est-à-dire le pouvoir exclusif donné à l'Assemblée nationale de faire ses lois, de lever ses impôts et taxes ainsi que de signer les traités.

Dans une démocratie, le peuple est souverain. Il est impératif que le peuple québécois puisse se prononcer sur son avenir constitutionnel et qu'une telle consultation ait lieu dans un délai raisonnable.

Obviously, co-ordination of monetary, economic and international policies would be possible between a sovereign Québec and a Canada without Québec. It is, however, highly and likely that a Canada without Québec would accept the solution without opposition. If Meech Lake, which represented Québec's minimal conditions, failed, it is certain that Canada outside Québec will not accept a deeper reform of Canadian federalism. Why should Québec waste its time negotiating and with whom would it negotiate such a reform which would, in any case, be rejected? Meanwhile the constitutional impasse would continue to undermine economic stability and the political confidence which every economy needs. Within this context, it would be more logical for Québec to assert its sovereignty immediately. A sovereign Québec would not rule out the signature later on of monetary, economic or other treaties with Canada without Québec.

La souveraineté n'est pas une fin en soi, c'est un moyen de réaliser ici au Québec un projet de société plus juste, dont les lois sont basées sur des principes de liberté et de démocratie. Il est donc important qu'un nouveau

contrat social réaffirme le droit de tout peuple à l'autodétermination, réaffirme que le Québec est un État francophone, recognizes the rights of First Nations, recognizes the historic rights of Anglo-Québeckers, reaffirms all the rights recognized in the Charter of Human Rights and Freedoms of Québec, especially those of women, s'engage à adopter une politique contre toute discrimination contre les femmes, s'engage à assurer un environnement sain et respectueux de l'écologie, réaffirme le droit à un système universel de soins gratuits, publics et de bonne qualité, reconnaisse le droit à une éducation accessible et de bonne qualité, reconnaisse l'importance de la recherche et de la formation des chercheurs pour le développement de la société québécoise, s'engage à adopter une politique visant le plein emploi et s'engage à assurer l'équité fiscale.

Le RACSQ espère que la Commission parlementaire élargie sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec tiendra compte de nos commentaires et recommandations. Il est important pour le Québec de demain de prendre aujourd'hui la décision qui s'impose. La génération montante que représente le RACSQ ne peut pas passer le reste de sa vie à se battre pour le projet constitutionnel souverainiste. Notre génération veut aller de l'avant et construire une société plus juste sur les fondations des acquis de la souveraineté. Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): Merci, Madame. Nous commençons par les questions des membres, Mme Pagé, qui sera suivie de M. Marcotte.

Mme Pagé: Merci, M. le Président. Bienvenue. Je dois vous dire que c'est particulièrement stimulant de terminer l'année 1990 avec votre mémoire parce qu'il nous parle d'avenir et, particulièrement juste avant le résumé qui était dans votre mémoire, vous avez une toute petite phrase à la fin où vous nous dites: "La génération montante que nous sommes ne veut pas passer le reste de sa vie à se battre pour le projet constitutionnel souverainiste. Notre génération veut aller de l'avant." Quant à moi, je pense que la responsabilité que nous avons, comme génération non plus montante, mais stagnante...

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Pagé: ...il y en qui sont plus stagnants que d'autres, vous avez compris, là?

Des voix: Ha, ha, ha!

Mme Pagé: ...c'est peut-être de permettre à la génération montante d'avoir les moyens de passer à autre chose, de continuer à avancer. Je pense que la génération qui nous a précédés a

fait cela pour nous. Et je pense que nous devons, comme génération, vous permettre de passer à autre chose et de vous engager plus avant dans ce qui permettra l'épanouissement le plus complet possible des Québécoises et des Québécois. Et je pense aussi que vous venez nous rappeler une chose importante, particulièrement avec le nouveau contrat social dont vous nous parlez, c'est qu'il y a des choses que nous nous sommes données et nous devons nous donner les moyens de pouvoir continuer ensemble à nous les donner, parce que ce sont des facteurs de progrès, d'équité et d'égalité.

Je vais donc vous poser ma question. Dans ce qui apparaît dans ce nouveau contrat social lesquels, à votre avis, devraient être — je ne vous dirai pas enchâssés parce qu'on nous a dit que c'était les morts qu'on enchâssait à une autre comparution — lesquels devraient être garantis par des droits constitutionnels au sein d'une nouvelle constitution québécoise?

Mme Mawhood: Merci. Je crois que M. Paré pourrait répondre à cette question.

M. Paré (Jean-Pierre): J'avouerais, Mme Pagé, que c'est un peu, peut-être, difficile de répondre à votre question. Parce qu'il faut bien comprendre l'essence même de notre document. Notre mémoire se veut une analyse historique et politique de la situation constitutionnelle québécoise depuis la conquête essentiellement et dans cette analyse que nous faisons, notre but, notre objectif c'est la souveraineté et, à la fin, nous avons ajouté effectivement que la souveraineté n'est pas une fin en soi, c'est un objectif qu'on veut atteindre, mais il faut mettre quelque chose sur cette souveraineté et dans cet objectif de souveraineté, on a développé certains points importants qu'un contrat social de souveraineté doit absolument, dans une constitution québécoise, comporter.

Donc, les douze points ici doivent absolument faire partie du contrat social pour un Québec souverain. Si vous me dites au niveau constitutionnel, est-ce que c'est par des lois? Est-ce que c'est au niveau de la constitution des choses comme ça? Ça dépasse un peu l'argumentation de notre mémoire. Pour nous, pour tout peuple qui se respecte et qui désire véritablement fonder un pays réel, il faut que ce peuple se donne des outils de base, des principes de base et nous croyons que les 12 principes que nous avons fait ressortir doivent absolument faire partie des outils de base d'un Québec souverain.

Mais concernant le fait que... Est-ce que ces outils de base doivent aller au niveau de la constitution ou au niveau de lois ou de décrets, des choses comme ça? C'est une question relativement technique quand même, mais puisque nous sommes un regroupement des associations aux cycles supérieurs je vous ferai remarquer

peut-être l'article 9: Reconnaissance, le droit à une éducation accessible et de bonne qualité. Et concernant ce point précis qui nous touche plus particulièrement, j'aimerais peut-être passer la parole à M. Verrette qui pourrait peut-être discuter...

M. Verrette (Denis): Oui, simplement, pour le traiter peut-être un petit peu plus en profondeur. Je ne sais pas si ce serait venu par la suite au niveau de cette question de l'aspect éducation dans le cadre constitutionnel actuel comme un petit peu une manifestation des différences de perception entre le Canada anglais et le Québec dans un secteur, si vous voulez, qui est pourtant clairement défini par la Constitution, l'éducation d'une part, et d'autre part, un champ de juridiction, dans lequel le Québec a toujours préservé jalousement sa juridiction. Alors, malgré ça, très brièvement, c'est simplement pour dire que le gouvernement fédéral intervient. Il intervient par des transferts qui, bien qu'ils soient inconditionnels, donc certains nous diront très souples, donnent quand même au gouvernement fédéral certains pouvoirs, par exemple, de pouvoir réduire sa participation à un moment de son choix, qui fait en sorte que cela rend plus difficile la planification de l'éducation postsecondaire pour le gouvernement responsable qui est celui du Québec. Donc ça, ça pourrait être un exemple de chevauchements. Or, au niveau du Canada anglais, il y a des pressions qui s'exercent auprès du gouvernement fédéral pour qu'il intervienne dans l'éducation, pressions que, nous, on considère, pour avoir traité avec ces associations-là, comme parfaitement légitimes et normales de leur point de vue. Et quand on nous propose un fédéralisme renouvelé, c'est ce genre d'arbitrage là qu'on ne peut jamais faire parce que la perception des secteurs qu'on a à partager n'est pas la même, n'est fondamentalement pas la même et que si on applique cette logique-là dans plusieurs secteurs, c'est possiblement ça qui explique plusieurs échecs constitutionnels, pas simplement celui du lac Meech, mais d'autres antérieurs qu'on a tendance à oublier à cause de l'importance du dernier.

Mme Pagé: Merci.

Le Président (M. Michel Bélanger): M. Marcotte.

M. Marcotte: Merci, M. le Président. Dans votre mémoire, vous dites que l'indépendance permettrait un partage plus juste de la richesse, une société plus juste. J'aimerais ça que vous élaboriez davantage et peut-être nous dire quelles sont les injustices actuelles qui seraient corrigées par l'indépendance.

Mme Mawhood: J'aimerais une autre fois passer la parole à M. Paré.

M. Paré: À ce niveau-là, essentiellement, je répondrais un peu ce que j'ai répondu à Mme Pagé, l'essentiel de notre document, ce n'est pas que tel ou tel point doit absolument paraître dans la Constitution ou que tel point doit paraître dans les droits d'un Québec souverain, des choses comme ça. C'est une analyse historique de la situation constitutionnelle du Québec depuis environ 300 ans et notre analyse nous conduit à la souveraineté. Sauf que, comme nous le disons dans notre document, la souveraineté ce n'est pas une fin en soi.

Toutes les sociétés... On peut penser aux États-Unis d'Amérique, à la déclaration d'indépendance. On peut penser aussi à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Toutes les sociétés qui se respectent et qui font un pacte commun doivent absolument se donner des bases pour un contrat social et nous croyons que ces 12 principes doivent être reconnus dans un contrat social pour un futur Québec souverain. Nous ne disons pas possiblement que tous ces points-là ne peuvent être reconnus dans une société distincte ou un fédéralisme renouvelé. Tout à l'heure, Denis a bien fait remarquer, cependant, concernant l'article 9, qu'il y a des problèmes majeurs qui nous concernent plus particulièrement. Mais les 12 points ici sont vraiment des points majeurs et très importants qui se doivent d'être inclus dans un contrat social pour nous.

M. Marcotte: J'ai de la difficulté à faire la relation avec le partage de la richesse de la population, en fait. Au point de vue constitution, vous avez certaines injustices qui pourraient être corrigées et ainsi de suite, mais vous dites que l'indépendance permettrait un partage plus juste de la richesse économique ou...

M. Paré: À ce niveau-là, c'est vraiment une question de... Je ramène encore ma question du contrat social. Si le peuple québécois se veut d'être souverain, quels sont nos outils de départ? Quel type de société veut-on fonder? Nous croyons que ce sont les 12 principes ici qui, entre autres, doivent être inclus dans cela.

M. Marcotte: D'accord. Une autre question. Quelles seraient les étapes qui devraient être suivies pour arriver à la souveraineté?

M. Paré: Concernant les étapes comme telles, je ne veux pas me vieillir ou me rajeunir peut-être en disant cela, mais je m'intéresse à la politique depuis un certain nombre d'années quand même, et ça, depuis que je suis haut comme ça environ que j'entends parler d'indépendance, de souveraineté, de fédéralisme renouvelé, de fédéralisme asymétrique, de fédéralisme rentable, des choses comme ça. Et notre génération, les moins de 30 ans – on a tous moins de 30 ans ici – on est véritablement

tannés. On veut vraiment que ça débloque et on veut vraiment, un jour, qui peut-être, espérons, n'est pas si loin, qu'on puisse passer à d'autres projets. Il y a eu l'entente du lac Meech qui a avorté voici quelques mois. Et là, présentement, le Québec est en train de bouger avec cette Commission. Vous en êtes les témoins privilégiés. Le Québec est en train de bouger, et concernant les façons de réaliser cette souveraineté, je crois que peu importe quel est l'objectif constitutionnel que pourraient se donner les Québécois, un projet souverainiste ou autre, mais je crois que dans une société libre et démocratique, le peuple, lui, est souverain. Et je crois que dans cette problématique, à la suite des travaux de cette Commission – on en parle beaucoup, etc. – il faut absolument que le peuple québécois se prononce dans un délai raisonnable, comme nous avons dit. Si vous nous demandez de mettre un nombre de mois, des choses comme ça, nous en avons discuté et un objectif d'un an au maximum serait bienvenu.

M. Marcotte: C'est tout, M. le Président.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous passons maintenant aux questions d'une représentante du parti formant le gouvernement. Mme Pelchat.

Mme Pelchat: Merci, M. le Président. Mesdames et messieurs, merci de participer à nos travaux, et comme disait Mme Pagé, de si bien les clôturer peut-être. J'aurais deux questions bien spécifiques. Vous dites, votre mémoire est clair là-dessus: Vous êtes en faveur de l'affirmation de la souveraineté, donc d'une déclaration d'indépendance du Québec, et vous dites qu'une fois que cela sera fait, le Québec pourra à la suite négocier ou envisager la négociation de traités économiques avec le reste du Canada. Cependant, à la page 6, vous ne semblez pas du tout convaincus que le reste du Canada pourrait accepter de négocier, puisque vous dites qu'il est évident qu'une coordination des politiques monétaires et économiques internationales serait envisageable entre un Québec souverain et un Canada sans Québec. Cependant, il est fort improbable que le CSQ – il faut comprendre le Canada sans Québec – approuverait sans opposition cette solution. Est-ce que vous pourriez élaborer sur la raison principale pour laquelle le Canada refuserait de négocier une entente économique? Allez-y, Mme Mawhood.

Mme Mawhood: Je vais demander à M. Darier de répondre à la question, s'il veut bien.

M. Darier (Éric): Simplement pour dire que ce qu'on constate, c'est qu'il ne va pas falloir attendre que le Canada anglais dise qu'il veut négocier avant de faire la souveraineté. Parce que c'est évident que si on attend ça, comme si

on attend d'avoir toutes les preuves qui nous rassurent, parce que, comme disait peut-être M. Bernard, avant-hier, il y a toujours un risque à faire quelque chose comme il y a un risque à ne rien faire. Donc, ce qu'on pense, c'est qu'on devrait... Le peuple québécois ne devrait pas attendre que le Canada manifeste une volonté de négocier avant de s'engager là-dedans parce qu'on pense que, stratégiquement, le Canada anglais, comme l'a prouvé peut-être encore M. Rae hier... (18 h 30)

Mme Pelchat: Mais je pense que c'est clair. Vous dites que, d'abord, on affirmerait l'indépendance...

M. Verrette: La souveraineté, et puis...

Mme Pelchat: ...du Québec, et après ça, on négocierait.

M. Verrette: En face d'une situation de fait qui léverait une hypothèque, celle du quoi. Qu'est-ce qu'on négocie? C'est quoi? C'est la souveraineté.

Mme Pelchat: Oui, mais vous semblez dire que le Canada, une fois que l'on aurait fait cela, refuserait de négocier. C'est là-dessus que j'aimerais vous entendre, M. Verrette.

M. Verrette: Non, non. Ce que veut dire le texte, c'est que tant que ça, ça ne sera pas fait, le Canada, sur d'autres ententes, va toujours – ou même sur ça – démontrer une intention de ne pas vouloir négocier. Et ça, c'est bon pour le passé comme, possiblement, pour le futur prévisible.

Mme Pelchat: Maintenant, une deuxième question, et j'aimerais que, madame, vous répondiez à la question. Vous dites, à la conclusion de votre contrat social, qu'il faut absolument reconnaître les droits acquis des Anglo-Québécois. Et je pense que moi, je suis tout à fait d'accord avec vous. Et tous les commissaires, ici, sans exception, se sont prononcés en faveur de la protection des droits acquis des Anglo-Québécois. Même le mouvement Québec français, qui est composé de la CSN, de l'UPA, de la CEQ, de la FTQ et de l'Union des artistes s'est dit d'accord avec ça. Ces gens-là sont à peu près tous à la table. D'ailleurs, je pense que je suis à peu près la seule qui n'est pas membre du mouvement Québec français. Sauf que là où ça devient un peu plus complexe au niveau de la reconnaissance des droits acquis des anglophones, c'est lorsqu'on essaie de qualifier ces droits. Je vous donne un exemple bien concret: La communauté anglophone, par la voix d'Alliance Québec, est venue nous dire cette semaine que pour eux, l'affichage bilingue, ça fait partie d'un droit acquis, ça fait partie d'une liberté

fondamentale. Ils s'appuient, pour dire cela, sur un jugement de la Cour suprême du Canada et même sur une opinion de la Commission des droits et libertés de la personne du Québec. Or, on a enlevé ce droit-là aux anglophones en disant – et ça a été répété cette semaine par plusieurs commissaires – "Ah ben! Vous savez, l'affichage, ce n'est pas vraiment un droit, ce n'est pas vraiment une liberté fondamentale, ça ne fait pas vraiment partie de l'article 2 de la Charte canadienne ou de l'article 7 de la Charte québécoise qui dit que toute personne a droit à la liberté d'expression."

Alors, c'est important. J'aimerais ça vous entendre là-dessus: Qu'est-ce qu'un droit acquis pour les gens de la communauté anglophone?

Mme Mawhood: Bon, d'accord. Quand nous parlons des droits acquis des Anglo-Québécois, nous voulons surtout dire les droits aux services sociaux en anglais, c'est-à-dire les services dans les hôpitaux, dans les écoles – de l'école primaire jusqu'à McGill – et aussi... Bon, ça, c'est plutôt ce qu'on veut entendre par droits fondamentaux, c'est-à-dire le droit de recevoir les services sociaux dans sa langue. Nous reconnaissons que les Anglo-Québécois sont peut-être une minorité numérique au Québec mais que nous ne sommes certainement pas une minorité culturelle en Amérique du Nord. C'est-à-dire que l'Amérique du Nord est, comme on le sait tous, un continent où l'anglais est la langue d'usage.

Mme Pelchat: C'était la clause de la société distincte.

Mme Mawhood: Pardon?

Mme Pelchat: C'était la clause de la société distincte.

Mme Mawhood: Oui, bon, c'est ça. Alors... C'est ça, ce sont les services sociaux en anglais. Pour ce qui est du droit d'afficher en anglais, nous voyons une différence claire entre la liberté d'expression politique, c'est-à-dire pouvoir afficher dans les campagnes électorales...

Mme Pelchat: Des opinions.

Mme Mawhood: Bon, d'accord... Entre la liberté d'expression politique et la liberté d'expression commerciale, si vous voulez bien.

Mme Pelchat: Parfait.

Mme Mawhood: Et nous ne considérons pas que le droit d'afficher en anglais pour des fins commerciales soit un droit fondamental.

Mme Pelchat: Je vous remercie.

Le Président (M. Michel Bélanger): Nous

passons maintenant à une question d'un représentant du parti formant l'Opposition officielle, M. Léonard.

M. Léonard: Merci, M. le Président. Alors, bienvenue ici. Je voudrais souligner que vous représentez, au fond, le fleuron de notre jeunesse qui a étudié à l'université, qui en est rendue au deuxième et au troisième cycle et je pense que nous parlons à ceux qui dirigeront le pays plus tard. Et donc, à mon sens, vos réflexions en ce qui concerne le statut du Québec nous touchent, nous, et touchent toute la collectivité québécoise. Je voudrais aussi souligner que vous êtes des étudiants de plusieurs universités dont deux parmi vous de l'Université McGill. Et ça aussi, à mon sens, c'est très indicateur de ce que pourra être et devra être l'avenir parce qu'il y aura des anglophones et des Québécois de Laval, de Montréal, etc. Alors, moi, j'étais dans un milieu universitaire où il y avait effectivement des étudiants qui venaient de partout, ils s'intégraient au Québec de la façon dont vous le faites. Ça ne voulait pas dire qu'ils s'assimilaient, ils s'intégraient. Je fais une grande distinction entre les deux.

Je suis aussi content de votre mémoire. J'aurais le goût de dire une chose par rapport au projet de société. Je comprends que vous soyez pressés, que vous ne vouliez surtout pas prendre le temps que nous avons pris pour faire émerger l'idée de la souveraineté du Québec. J'en parle parce que je le fais depuis un certain temps et que vous voudriez régler la chose vite. Je suis d'accord avec vous que le moment présent est un moment privilégié. Par rapport au projet de société que vous préconisez, j'ai eu l'occasion d'assister à une déclaration, par exemple, du secrétaire général de la CSN, au mois de septembre, qui est venu dire, contrairement à ce qu'il avait déclaré au printemps dernier, que, dorénavant, la CSN était pour la souveraineté sans condition. C'est-à-dire qu'il ne mettait pas, à leur adhésion à la souveraineté, la condition d'un projet de société parce qu'ils sont venus nous dire que c'était une discussion qui pourrait avoir lieu plus tard. Donc, ce que je perçois moi aussi, comme tout à fait correct et normal qu'ultérieurement, il pourrait y avoir un parti social-démocrate à la barre et plus tard, un parti plus conservateur. Donc, ça fait partie de la démocratie en quelque sorte.

Votre exigence d'un projet de société, je le comprends, mais vous seriez d'accord pour le mettre entre parenthèses le temps d'une paix, c'est-à-dire de faire la souveraineté?

Mme Mawhood: Je ne crois pas que ce soit nécessaire de le remettre, le contrat social. Je crois qu'il est important, d'une part, de faire la souveraineté et d'autre part, se souvenir de ce contrat social et de se dire que c'est absolument nécessaire que la future société québécoise soit

une société plus juste, plus démocratique qu'elle ne l'est déjà. Je crois que c'est très important de se souvenir de ce contrat social en même temps que de faire la souveraineté. Je ne vois pas la nécessité de diviser les deux projets.

Une voix: Ha, ha, ha! C'est susciter des réflexions.

Le Président (M. Michel Bélanger): Vous aviez une dernière question, Mme Simard?

Mme Simard: C'est un commentaire.

Le Président (M. Michel Bélanger): Un commentaire, ça sauve la réponse.

Mme Simard: Seulement pour rectifier ce que M. Léonard a dit, c'est que la CSN...

Le Président (M. Michel Bélanger): Vu que c'est le temps de Noël, on va permettre la rectification.

Mme Simard: La CSN partage la même position que vous défendez, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de condition à notre adhésion à l'option de la souveraineté parce que nous croyons que c'est par la souveraineté qu'on va pouvoir réaliser notre projet de société qui, en tous points, rejoint le vôtre.

Mme Mawhood: Merci.

Remerciements et vœux

Le Président (M. Michel Bélanger): Il me reste à vous remercier, M. Couturier, M. Darier, M. Verrette, M. Paré, Mme Lapointe et Mme Mawhood pour cette intéressante présentation à notre Commission. Avant de terminer nos travaux, aujourd'hui, je voudrais exprimer au nom de tous les commissaires nos remerciements les plus chaleureux à tout le personnel du secrétariat ainsi qu'au personnel qui assure la diffusion technique...

Des voix: Bravo!

Le Président (M. Michel Bélanger): ...et au personnel qui assure la transcription de nos débats. Nos remerciements pour la qualité constante de leur appui ainsi que pour leur bonne humeur dans toutes circonstances ou presque. Je souhaite à tous un joyeux Noël et une bonne Année et je vous rappelle que nos séances publiques reprendront le mardi 15 janvier, à 9 heures, à Montréal à la salle Windsor. Merci, la séance est levée.

Une voix: Joyeux Noël!

(Fin de la séance à 18 h 39)